Cet ouvrage a pour objectif d'analyser les différentes initiatives de partenariat liant les pays méditerranéens avec l'UE, ainsi que l'élucidation des différents degrés d'engagement et d'implication de ces pays et sous-groupements régionaux dans ces initiatives. Il vise également à dévoiler les différents atouts et faiblesses qui caractérisent les relations Euro-méditerranéennes. La finalité de ce travail consiste à éclaircir les enjeux de ces relations et la justification de l'utilité de rapprochement entre les pays Sud-méditerranéens avec l'UE dans un espace géographique restreint et dans un cadre historique limité. Ainsi, cette analyse s'est focalisée sur les différents atouts politiques, économiques et sociaux ayant marqué les relations euro-méditerranéennes, durant la période allant de la Chute du Mur de Berlin (1989) jusqu'à l'échec du Printemps Arabe (2015).



Abdelkader EL KHISSASSI est né le 04 juin 1981 à la ville de Taza, au Maroc. Il est titulaire d'un Doctorat de l'Université de Strasbourg en Histoire contemporaine des Relations Internationales. A. EL KHISSASSI est diplomate de carrière et chercheur académique membre du laboratoire Dynamiques Européennes relevant de l'Université de Strasbourg.

978-3-639-50657-0

Les relations euro-méditerranéennes

El Khissassi

ÉDITIONS
UNIVERSITAIRES
EUROPÉENNES



Abdelkader El Khissassi

Les enjeux des relations euro-méditerranéennes

entre la chute du Mur de Berlin et les déboires du Printemps arabe

Abdelkader El Khissassi

Les enjeux des relations euro-méditerranéennes

Abdelkader El Khissassi

Les enjeux des relations euro-méditerranéennes

entre la chute du Mur de Berlin et les déboires du Printemps arabe

Éditions universitaires européennes

Impressum / Mentions légales
Bibliografische Information der Deutschen Nationalbibliothek: Die Deutsche Nationalbibliothek verzeichnet diese Publikation in der Deutschen Nationalbibliografie; detaillierte bibliografische Daten sind im Internet über http://dnb.d-nb.de abrufbar.
Alle in diesem Buch genannten Marken und Produktnamen unterliegen warenzeichen-, marken- oder patentrechtlichem Schutz bzw. sind Warenzeichen oder eingetragene Warenzeichen der jeweiligen Inhaber. Die Wiedergabe von Marken, Produktnamen, Gebrauchsnamen, Handelsnamen, Warenbezeichnungen u.s.w. in diesem Werk berechtigt auch ohne besondere Kennzeichnung nicht zu der Annahme, dass solche Namen im Sinne der Warenzeichen- und Markenschutzgesetzgebung als frei zu betrachten wären und daher von jedermann benutzt werden dürften.

Information bibliographique publiée par la Deutsche Nationalbibliothek: La Deutsche Nationalbibliothek inscrit cette publication à la Deutsche Nationalbibliografie; des données bibliographiques détaillées sont disponibles sur internet à l'adresse http://dnb.d-nb.de.
Toutes marques et noms de produits mentionnés dans ce livre demeurent sous la protection des marques, des marques déposées et des brevets, et sont des marques ou des marques déposées de leurs détenteurs respectifs. L'utilisation des marques, noms de produits, noms communs, noms commerciaux, descriptions de produits, etc, même sans qu'ils soient mentionnés de façon particulière dans ce livre ne signifie en aucune façon que ces noms peuvent être utilisés sans restriction à l'égard de la législation pour la protection des marques et des marques déposées et pourraient donc être utilisés par quiconque.

Coverbild / Photo de couverture: www.ingimage.com

Verlag / Editeur:
Éditions universitaires européennes
ist ein Imprint der / est une marque déposée de
OmniScriptum GmbH & Co. KG
Bahnhofstraße 28, 66111 Saarbrücken, Deutschland / Allemagne
Email: info@omniscriptum.com

Herstellung: siehe letzte Seite /
Impression: voir la dernière page
ISBN: 978-3-639-50657-0

Zugl. / Agréé par: Strasbourg, Université de Strasbourg, Abdelkader EL KHISSASSI, Juillet 2015

Copyright / Droit d'auteur © 2016 OmniScriptum GmbH & Co. KG
Alle Rechte vorbehalten. / Tous droits réservés. Saarbrücken 2016

Les enjeux des relations euro-méditerranéennes entre la chute du Mur de Berlin et les déboires du Printemps arabe

Remerciements

Je tiens à remercier ici toutes les personnes grâce auxquelles j'ai pu mener à terme cette étude dans les meilleures conditions, je pense tout naturellement à mes très Chers Parents, mon père Mohammed EL KHISSASSI, ma mère Radia LAKHSSASSI, mes très chères sœurs, Dounia, Amina, Naima et Narjiss.

Je remercie tout chaleureusement ma très chère épouse Asmae SENHAJI pour sa patience et son soutien dont elle a fait preuve pour m'aider à l'achèvement de cet ouvrage.

Avec toute mon estime, affection et respect, je vous remercie tous pour le soutien permanent et inconditionnel que vous n'avez jamais cessé de m'apporter.

Abdelkader

Sommaire

Remerciements 2

Introduction générale 5

Première Partie : Les caractéristiques géo-politico-stratégiques de la zone euro-méditerranéenne entre la Chute du Mur de Berlin et les déboires du Printemps Arabe 19

Chapitre I : Les situations politiques et économiques des pays Euro-méditerranéens entre variabilités et décalages 22

Section I : Panorama historique des différences sur les plans politiques entre les pays euro-méditerranéens (1989 et 2015) 25

Section II : Les formes de dépendance des économies Sud-méditerranéennes des économies européennes 118

Section III : Les décalages sociaux entre les pays riverains méditerranéens de la rive sud et les Pays méridionaux membres de l'UE 141

Chapitre II : Les sous-zones en Méditerranée entre conflits et coopérations 149

Section I : Le bloc régional maghrébin 150

Section II : Le bloc régional Proche oriental Méditerranéen 154

Section III : L'Europe méridionale méditerranéenne 158

Chapitre III : Les enjeux des transitions en Méditerranée entre la Chute du Mur de Berlin et le Printemps arabe 173

Section I : Les intégrations des pays méridionaux européens au sein de l'Union européenne et leurs impacts 174

Section II : L'impact de la chute du Mur de Berlin et de l'émergence du nouvel ordre mondial sur les pays méditerranéens 216

Section III : Les pays riverains Sud-méditerranéens face au Printemps arabe 231

Conclusion de la Première partie 287

Deuxième Partie : Les Partenariats Euro-méditerranéens entre projets, réalisations, obstacles et perspectives 290

Chapitre I : Les principales initiatives de coopérations en zone Euro-méditerranéenne entre la Chute du Mur de Berlin et le Printemps arabe (objectifs et réalisations) 298

Section I : Le Processus de Barcelone 301

Section II : La Politique Européenne de Voisinage 318

Section III : L'Union pour la Méditerranée (De l'idée au Printemps arabe) 338

Section IV : Les autres partenariats euro-méditerranéens 363

Chapitre II : Les obstacles majeurs face à la mise en œuvre et à la réussite des projets de coopération euro-méditerranéens 399

Section I : Le décalage omniprésent entre les deux rives de la Méditerranée (Constats et solutions) 401

Section II : Les difficultés de coordination Sud-Sud et la nécessité d'opter pour la solution des groupements régionaux 431

Section III : Les relations Euro-méditerranéennes entre les effets des blocages moraux et les portées des vigilances mutuelles 461

Chapitre III : Les éléments à prendre en considération en vue d'un nouveau partenariat réussi, juste et équitable en Méditerranée 511

Section I : Les enjeux des conflits les plus pesants en Méditerranée et la nécessité de leur règlement 513

Section II : La nécessité de diminution des décalages socio-économiques entre les deux rives de la Méditerranée 541

Section III : Les matrices nécessaires et incontournables pour réussir les partenariats euro-méditerranéens futurs 567

Conclusion de la deuxième partie 601

Conclusion générale 604

Liste des sigles et des abréviations 615

Liste des mots et sigles en langues étrangères 619

Bibliographie 621

Introduction générale

L'espace euro-méditerranéen a souvent été un champ de convoitises, de guerres, d'instabilité et paradoxalement, d'activités commerciales, de coopérations diplomatiques, d'échanges culturels et humains. Cet espace de mythes et de légendes, étendu entre les trois continents : L'Afrique, l'Asie et l'Europe et entourant le bassin méditerranéen, a connu durant son histoire des rivalités importantes entre les différents empires méditerranéens. Il est devenu ainsi avec le temps, un espace géostratégique vital pour toute nouvelle puissance dans la zone euro-méditerranéenne, voire pour toute autre puissance mondiale[1].

A cet égard, l'histoire de l'Humanité nous livre que la Méditerranée peut être qualifiée comme une enceinte des différences et des oscillations et une zone de sensibilité hautement tendue[2]. Ceci s'est concrétisé au cours de plusieurs phases de l'histoire par les colonialismes et les ingérences dans les affaires des pays du Sud par les pays du Nord, voir en revanche, les périodes où la domination revenait au Sud de la Méditerranée sur le Nord[3].

Concurremment, vu que la majorité des pays Sud méditerranéens sont souverains et indépendants, les enjeux les plus

1 LEBRUN, François & Jean, CARPENTIER. Histoire de la Méditerranée. Paris, Seuil «Collection : Points Histoire », numéro 299, le 16/11/2001, 640 pages.
2 LACOSTES, Yves. Géopolitiques de la Méditerranée. Paris, Armand Colin «Collection : Perspectives géopolitiques», le 13/10/2006, 479 pages.
3 ARODAKY, Badr-Eddine. La Méditerranée des Phéniciens : De Tyr à Carthage. Paris, Somogy, le 14/11/2007, 407 pages.

assidus sont principalement axés autour des dépendances, les assujettissements, les revendications permanentes d'aide au développement, la nécessité de sauvegarde des acquis et la préservation des intérêts des pays du Nord dans la rive Sud méditerranéenne[4]. Il est notoire, dans ce sens, que les décalages aux variables niveaux de développements sont omniprésents entre les deux rives Nord et Sud et ce, malgré le rapprochement géographique entre les différents pays euro-méditerranéens[5].

Néanmoins, bien que souvent les volontés de dominations aient marqué la grande partie des relations euro-méditerranéennes, des projets de partenariats et de coopérations ont vu le jour juste après les différentes indépendances des pays du Sud, à partir des années 1950-1960[6]. Dans ce cadre, les différentes parties euro-méditerranéennes essaient toujours de réaliser ces projets de coopérations Nord-Sud et Sud-Sud, malgré les difficultés majeures liées essentiellement aux conflits déjà bien ancrés dans cette zone. Ainsi, considérant que les deux rives méditerranéennes sont liées par l'histoire et le voisinage, les parties méditerranéennes avaient compris qu'il était nécessaire de conclure des Accords de coopérations et de partenariats[7] dans la perspective d'atteindre une complémentarité optimale entre les pays concernés.

4 BOURSIER, Jean-Yves. «D'une guerre à l'autre en Méditerranée, D'un possible à l'autre?», Cahiers de la Méditerranée, 70/2005, 151-159.
5 NORWICH, John Julius. Histoire de la Méditerranée. Paris, Perrin « Collection: Pour l'histoire », le 02/10/2008, 774 pages.
6 LAURENS, Henry. L'Orient arabe: Arabisme et islamisme de 1798 à 1945 (2ème édition). Paris, Armand Collin, « Collection : U Histoire Contemporaine », le 11/07/2002, 336 pages.
7 « Les Accords euro-méditerranéens d'association » Europa.eu.

Le projet de l'Union pour la Méditerranée (UpM) initié par la présidence française de l'Union européenne en juillet 2008 et par l'Ex-Président Français Nicolas Sarkozy, constitue à présent la dernière initiative euro-méditerranéenne malgré son blocage apparent. Pourtant, avant d'arriver à cette étape, il était nécessaire de passer par d'autres initiatives et Accords de coopérations entre la partie européenne et les pays riverains sud-méditerranéens[8] qui ont connu des sorts différents et des résultats variables.

Aussi, il convient de rappeler qu'à partir de l'amorce de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) le 9 mai 1950, ensuite des Communautés Économiques Européennes (CEE) le 25 mars 1957, en passant par l'Acte unique européen instituant la Communauté européenne ratifié le 17 février 1986 et en arrivant à l'institutionnalisation de l'Union européenne le 7 février 1992, depuis et durant cette période[9], les relations Euro- méditerranéennes ont pris des formes bilatérales d'Accords et de Traités internationaux. Ceci était possible, vu que cette période coïncidait parfaitement avec les multiples indépendances des pays Sud-méditerranéens, ce qui a encouragé la conclusion d'Accords axés sur une nouvelle base de relations et caractérisés par l'attachement entre les pays des deux

8 VAUZELLE, Michel. « L'échec de l'Union pour la Méditerranée peut servir à inventer d'autres coopérations », Le Monde (en ligne), le 08/04/ 2011, http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/04/08/l-echec-de-l-union-pour-la-mediterranee-peut-servir-a-inventer-d-autres-cooperations_1504920_3232.html, page consultée le 05/05/2011.

9 SCHIRMANN, Sylvain. Quel ordre européen ? De Versailles à la chute du III° Reich. Paris, A. Colin, « Collection : L'histoire au présent », le 17/02/2006, 333 pages.

rives de la Mer méditerranéenne[10].

Bien que les relations entre les deux parties soient naturellement marquées par la méfiance d'une nouvelle domination, ceci n'a pas empêché de garder l'espoir d'atteindre de nouvelles perspectives d'aides au développement et d'alliances stratégiques. Les nécessités de coopération, en zone euro-méditerranéenne ont donné ainsi plusieurs initiatives de coopérations et de partenariats, qui ont été lancées à de multiples reprises et dans différentes circonstances. Nous pouvons évoquer principalement à ce sujet le Dialogue 5+5, le Dialogue Euro-Arabe, le Processus de Barcelone, concrétisé après la chute du Mur de Berlin et l'amorce du processus de paix au Proche-Orient[11]. Ainsi, la conclusion des Accords de paix Arabo-israéliens avaient favorisé en conséquence le lancement du Processus de Barcelone, qui a démarré avec la Conférence de Barcelone[12] les 27 et 28 novembre 1995, en donnant lieu à une nouvelle base de coopération globale entre les deux rives méditerranéennes.

Conformément aux engagements multilatéraux lors du processus de Barcelone, les premiers Accords de partenariats et d'associations entre les Pays Sud-méditerranéens et l'Union

10«Euro-Mediterranean Partnership (EUROMED)» Eeas.europa.eu.
11 KHADER, Bichara (Direction). Le partenariat euro-méditerranéen vu du Sud. Paris, L'Harmattan. « Collection Point De Vue Du Sud », Novembre 2003, 246 pages.
12 La Conférence de Barcelone a instauré, entre l'UE et les pays du bassin méditerranéen, le partenariat euro-méditerranéen, dans l'objectif de faire du bassin euro-méditerranéen une zone de dialogue, d'échanges et de coopération en vue de garantir la paix, la stabilité et la prospérité.

européenne ont ainsi vu le jour[13]. Par ailleurs, la mise en œuvre de ces Accords dévoile les espacements entre les niveaux d'engagements entre les différentes parties méditerranéennes et les décalages significatifs entre les pays séparés par la Mer méditerranéenne.

A cet effet, certains pays comme le Maroc et la Tunisie ont souvent parié sur leurs partenariats avec l'Europe, dans la perspective d'améliorer leurs niveaux économiques et afin d'attirer plus d'investissements directs étrangers (IDE) chez eux, notamment les investissements européens[14]. Ceci justifie l'engagement direct de ces États par les ratifications des Accords d'association. Il s'agit, notamment de l'Accord d'association entre la Tunisie et l'Union européenne, ratifié en juillet 1995 et de l'Accord d'association entre le Maroc et l'UE conclu le 26 février 1996[15].

Il est à souligner que le Maroc avait même demandé en 1987, une adhésion complète à la Communauté européenne et que cette initiative n'avait pas eu l'approbation de la partie européenne[16], au vu des conditions rigoureuses applicables à l'époque par cette dernière.

13 KHADER, Bichara. Le Partenariat euro-méditerranéen, après la conférence de Barcelone. Paris, L'Harmattan. « Collection : Les cahiers de confluences », le 28/06/1999, 230 pages.
14 Rapport de l'Ambassade de France au Maroc, Mission Économique de Rabat «L'investissement direct étranger au Maroc : Positionnement stratégique et environnement », Finances méditerranée « Thème : Repères du développement économique », (Publié le 15/12/2003), http://www.financesmediterranee.com/pdf/pays/Maroc_IDE_15_12_2003.pdf, consulté le 07/08/2011.
15 Voir les différents Accords euro-méditerranéens d'association.
16 La demande d'adhésion du Maroc a été rejetée en octobre 1987.

Ces conditions ont été institutionnalisées par la suite en 1993 dans le cadre des critères de Copenhague[17]. Néanmoins, cette demande marocaine illustre singulièrement une volonté de toucher le plafond maximal possible des relations euro-marocaines et communément l'optimum des relations euro-méditerranéennes.

D'autres pays, comme la Libye sous la dictature de Mouammar Kadhafi, l'Algérie sous la domination des Militaires et la Syrie sous la domination de l'Armée et de la Famille EL ASSAD, se caractérisaient par des politiques de méfiances et d'hésitations face aux initiatives venant du Nord et celles venant spécialement de l'UE[18]. Ceci n'a pas empêché l'existence de quelques Accords entre ces pays avec la partie européenne. Néanmoins, en analysant leurs degrés d'engagements et d'implication nous pouvons commodément constater que ces pays étaient moins engagés aux processus euro-méditerranéens, en comparaison avec le Maroc, la Tunisie et la Jordanie. Ce constat trouvait fondement dans la nature même des régimes Algérien, Libyen et Syrien et également leurs histoires politiques depuis leurs indépendances, sans omettre les bases et ressources économiques variables qui déterminaient les traits généraux de leurs politiques étrangères, ainsi que leurs alliances

17 Les critères de Copenhague forment un ensemble de conditions pour l'accession à l'Union européenne de pays candidats. Ces critères ont été formulés par le Conseil européen lors du sommet de Copenhague en juin 1993 pour préciser les conditions selon lesquelles les « pays associés de l'Europe centrale et orientale qui le désirent pourront devenir membres de l'Union européenne ».

18 Mouammar KADHAFI, né le 19 juin 1942, à Qasr Abou Hadi et tué le 20 octobre 2011 dans les environs de Syrte, communément appelé le colonel Kadhafi, était un militaire, homme d'État et idéologue politique libyen, et Président de la Libye entre 1969 et 2011.

stratégiques durant la période de la guerre froide[19].

Par ailleurs, au sein même de l'autre groupe composé de pays à tendances libérales tels que le Maroc, la Tunisie et la Jordanie et ayant un grand penchant pour le rapprochement avec l'Europe, nous nous apercevons que ce groupe était marqué lors des différents processus Euromed par des compétitions entre ces pays, qui se sont lancés dans une logique de concurrence pour en tirer les avantages de la coopération avec l'UE. Cette logique de compétition et de rivalité s'ajoutait à une grande division, empêchant la création d'un groupement régional susceptible de défendre les intérêts de ses membres pour pouvoir conclure les Accords dans le cadre d'une seule entité[20]. Parallèlement, d'autres difficultés d'ordre bilatéral, dans les relations de chaque pays sud-méditerranéen avec l'Union européenne ont également contribué aux blocages des Partenariats entre les deux rives[21].

En revanche, l'avortement du processus de paix entre les États Arabes et Israël ont naturellement été parmi les autres grands obstacles face à la continuation des processus Euromed, ce qui a gelé les Accords de Barcelone et a poussé l'Union européenne à explorer

19 NKUNDABAGENZI, Félix Caroline PAILHE et al. «Rapport : l'Union européenne et la prévention des conflits- concepts et instruments d'un nouvel acteur », Bruxelles, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), le 27/02/2002.
20 FONT SALAS, Salvador « Coopération économique régionale euro-méditerranéenne : convergence des régulations», Bulletin méditerranéen de concurrence, N° 3– Extra, (Octobre 2011) http://ec.europa.eu/competition/publications/mediterranean/mcb_3_4_fr.pdf, Consulté le 02/05/2012.
21 « Méditerranée : Nations en conflit» Revue Hérodote, N°90, Septembre 1998.

d'autres espaces et d'autres horizons, en tournant le regard spécialement vers l'Est européen et ce, en défaveur de la coopération avec le Sud-Méditerranéen[22]. Ce changement d'intérêt européen a été causé également par les échecs apparents rencontrés lors du Processus de Barcelone, qui ont mis des entraves face au rapprochement entre les deux rives et qui ont empêché la conclusion d'un seul modèle d'Accord d'association englobant l'ensemble des pays Sud-Méditerranéens avec l'UE.

Par ailleurs, la partie européenne a commencé à œuvrer pour son propre compte, en délaissant ses partenaires du Sud, tout en exploitant les résultats antérieurs de la fin de l'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques (URSS) et en favorisant les adhésions des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) anciennement socialistes à l'Union européenne. L'avènement de ce changement et la métamorphose de la situation au sein des Pays d'Europe Centrale et Orientale s'opposaient au niveau de la zone Sud-Méditerranéenne aux blocages politiques apparents et difficilement gérables. Ceci a engendré un pivotement du regard européen vers l'Est, étant donné l'importance géostratégique des pays de l'ex-globe soviétique pour l'affirmation de l'UE, en tant que puissance mondiale de l'après-guerre froide, notamment dans un monde mis sous l'influence des États-Unis d'Amérique.

Dans cette optique, l'UE a lancé en 2004 la politique

22 «Euro-Méditerranée 1995-1999 : Premier bilan du partenariat», La Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, le 01/02/2001, 386 pages.

européenne de voisinage. Cette étape bien qu'elle marque un intéressement général à tous les voisins, dévoile en quelque sorte un certain désengagement européen du processus de Barcelone, en faveur d'une importance particulière allouée à l'Europe de l'Est[23].

Quelques années plus tard, la France avec son attachement particulier à son espace géostratégique et à ses Ex-colonies en Méditerranée, avait tout intérêt à ramener le regard de l'Union européenne vers le Sud. Ceci a constitué une priorité de la campagne présidentielle de l'ancien Président français Nicolas Sarkozy[24], qui a défendu la création d'une Union méditerranéenne baptisée par la suite l'Union pour la Méditerranée[25].

Le projet de l'Union pour la Méditerranée apparaissait selon la vision de Nicolas Sarkozy comme un outil majeur, en vue d'entériner la paix et la stabilité, dans cette zone de haute importance géostratégique[26]. Cette idée trouve son origine dans un discours politique français traditionnel, qui a comme concept et principe l'unité de la Méditerranée et comme objectif déclaré, la mise de la zone Euromed sur un sentier de croissance économique et d'unité politique[27]. Cette unité est perçue comme un arrière-plan de la

23 KHADER, Bichara. Le Partenariat euro-méditerranéen, après la conférence de Barcelone. Paris, L'Harmattan. « Collection : Les cahiers de confluences », le 28/06/1999, 230 pages.
24 Nicolas SARKOZY, né le 28 janvier 1955 à Paris, est un avocat, homme d'État français et Président de la République Française entre 2007 et 2012.
25 « Les bilans de la politique européenne de voisinage » Europa.eu.
26 EL KHISSASSI, Abdelkader «L'Union pour la Méditerranée (UPM) de l'idée à la naissance» Centre Marocain d'Etudes Stratégiques», Mai 2010.
27 ABIS, Sébastien. La France et la Méditerranée. Paris, L'Harmattan « Confluences Méditerranée ». N°63, 4/2007, 182 pages.

croissance européenne, tout en se basant sur l'unité naturelle de la Méditerranée culturelle, défendue par de grands courants pro-méditerranéens français[28]. L'initiative de Sarkozy a été concurrencée par une initiative polonaise en faveur des pays Est-européens en 2009, donnant ainsi naissance au Partenariat oriental, qui a formulé une réponse immédiate à l'initiative française, confirmant ainsi la volonté de certains pays européens de maintenir l'intérêt de l'Europe vers son voisinage Est, en défaveur du Partenariat avec le Sud[29].

L'ensemble de ces données ont été secouées en 2011 par l'amorce du Printemps Arabe et le commencement des différentes révolutions dans les Pays Sud méditerranéens. Cette nouvelle donne a favorisé le déclenchement d'une nouvelle phase fortement marquée par l'espoir d'atteindre les vertus de la démocratie et la volonté de toucher la liberté, pour établir un modèle Sud Méditerranéen inspiré en quelque sorte du modèle démocratique européen[30]. Cet espoir s'est soldé par une grande déception et par des déboires apparents[31] suite à

28 SCHMID, Dorothée « Du Processus de Barcelone à l'Union pour la Méditerrané un changement de nom ou de fond ? » Questions internationales n° 36- mars-avril 2009.

29 Le partenariat oriental représente une nouvelle étape des relations qui unissent l'Union européenne à six pays de l'Ex-URSS, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie (sous réserve de sa démocratisation), la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Cet approfondissement des relations entre l'UE et ces pays devrait impliquer la signature de nouveaux accords d'association qui incluront des accords de libre-échange renforcés et globaux avec les pays qui souhaitent renforcer leurs relations et en sont capables, l'intégration graduelle dans l'économie de l'UE et la facilitation des déplacements vers l'UE par le biais de la libéralisation progressive du système de visas, accompagnée de mesures fortes pour combattre l'immigration irrégulière. Initié en juin 2008 par la Pologne et la Suède, le projet a été remis à l'ordre du jour par la présidence tchèque du Conseil de l'Union européenne en 2009 après la crise entre la Russie et la Géorgie, en août 2008.

30 KHADER, Bichara. Monde arabe et développement économique. Paris, SYCOMORE, 1981, 227 pages.

31 Déceptions suite à l'échec des objectifs populaires lors du Printemps Arabe.

la déviation des objectifs réels des révoltes arabes.

Certains pays arabes ont vu leur printemps démocratique se bouleverser en automne marqué par des averses de sang sous des parapluies et couvertures de guerres civiles et de clivages politiques armés et sanglants.

Par ailleurs, le Printemps Arabe coïncidait avec des contestations dans la partie Nord de la Méditerranée, menés par des partis et syndicats européens, notamment celles ayant des tendances gauchistes, pour contester la "dictature des marchés" et pour déplorer "les répercussions de la crise économique sur le niveau de vie en Europe"[32].

Face à ces changements constants, l'UE a été amenée à refonder sa politique européenne de voisinage[33] en 2011, en réfléchissant à une nouvelle stratégie marquée par la distinction entre deux parties, à savoir le voisinage méridional et le Partenariat oriental[34].

32 «Grèce : manifestations et incidents» Reuters, le 15 décembre 2010.
33 «Une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation (Examen de la politique européenne de Voisinage) Communication conjointe de la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et de la Commission européenne» Bruxelles, le 25 mai 2011.
34 «La politique européenne de voisinage en 2012 : Maintien de l'engagement en faveur d'une coopération renforcée avec les pays voisins en dépit de l'instabilité politique et économique » Communiqué de presse de la Commission européenne, Bruxelles, le 20 mars 2013.

Au vu de tous ces éléments, certaines questions que nous avons considérées comme essentielles s'imposent, il s'agit des interrogations suivantes :

- Quels sont les différents enjeux des relations euro-méditerranéennes durant la période allant de 1989 à 2015 ?

- Quels sont les résultats des différents partenariats euro-méditerranéens engagés durant cette période ?

- Quelles sont les différentes alternatives possibles et les éléments à prendre en considération pour faire réussir les Partenariats futurs entre les différents Partenaires euro-méditerranéens ?

Les réponses à ces questions substantielles supposent l'existence exclusive de trois hypothèses, à savoir :

1) Une réussite générale des différents Partenariats euro-méditerranéens, comme le privilégient les courants les plus optimistes et certains discours officiels des hauts responsables euro-méditerranéens.

2) Un échec global des Partenariats euro-méditerranéens, comme le suppose la majorité des chercheurs dans le domaine des relations euro-méditerranéennes.

3) Des résultats mitigés entre réussites et échecs, selon chaque partenariat et chaque contexte de relations euro-méditerranéennes, conformément aux conclusions des tendances d'analyse les plus objectifs et les plus neutres.

Afin d'adhérer à une de ces hypothèses, nous allons aborder notre analyse dans un cadre conceptuel axé autour d'une approche systémique, en faisant une étude d'objets dans leur complexité et en essayons d'appréhender ces objets d'observation dans leur environnement, dans leur fonctionnement, dans leurs mécanismes et dans leurs aspects apparents et non-apparents.

Cette démarche vise à identifier la finalité des enjeux des relations euro-méditerranéennes entre la Chute du Mur de Berlin et le Printemps arabe, à travers l'analyse : des différents niveaux d'organisation, les échanges entre les parties, les facteurs d'équilibre et de déséquilibre, ainsi que les issues relatives aux Partenariats Euromed.

Le choix des années 1989 et 2015 est justifié par l'importance des deux repères historiques marquants, à savoir la Chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 et la confirmation en 2015, par les événements, du dévoiement des objectifs du Printemps Arabe dans plusieurs pays Sud-méditerranéens. La sélection de cette partie historique contemporaine est naturellement justifiée par la grande signification de ces deux repères historiques, particulièrement, en ce qui a permis à deux reprises le changement global des politiques

euro-méditerranéennes.

Notre analyse se focalisera ainsi sur cette période, qui a été marquée par la proportionnalité des degrés d'engagements entre les pays Sud-Méditerranéens, reflétant une palpable situation, à savoir la division du bloc Sud-Méditerranéen, face à l'Union du bloc du Nord, représentée par une grande puissance mondiale, qui est l'Union européenne[35].

Aussi, nous allons observer la situation politique dans certains pays Méditerranéens même avant cette période, notamment entre les indépendances et les déboires du Printemps arabe, vu que la compréhension de cette partie de l'histoire contribuera à mieux cerner les métamorphoses, qui ont secoué la région Euro-méditerranéenne durant ladite période.

Par conséquent, cette analyse sera abordée dans un cadre pluridisciplinaire englobant des volets historiques, géographiques, politiques, économiques et sociologiques, afin d'atteindre notre objectif final consistant à permettre au lecteur de mieux cerner les différents enjeux des partenariats euro-méditerranéens entre la Chute du Mur de Berlin et l'échec du Printemps Arabe et aussi en vue de mieux déchiffrer les différents changements qui ont secoué cette région durant cette période d'analyse.

35 BITSCH, Marie-Thérèse. Histoire de la construction européenne, de 1945 à nos jours. Editions Complexe. « Collection : Questions à l'Histoire », le 22/11/2004, 360 pages.

Première Partie : Les caractéristiques géo-politico-stratégiques de la zone euro-méditerranéenne entre la Chute du Mur de Berlin et les déboires du Printemps Arabe

Dans le cadre de cette première partie, il est temps de procéder à l'analyse des caractéristiques géo-politico-stratégiques de la zone euro-méditerranéenne entre la Chute du Mur de Berlin et les déboires du Printemps Arabe (1989/2015).

Afin de décortiquer ces caractéristiques, il serait indispensable d'aborder les situations politiques et économiques des pays Euro-méditerranéens entre variabilités et décalages en dressant un panorama historique des différences sur les plans politiques entre les pays des deux rives.

Dans le même sillage, nous allons analyser les éléments de dépendances des économies Sud-méditerranéennes des économies européennes, ainsi que les multiples manifestations de décalages sociaux entre les pays riverains méditerranéens de la rive Sud et les Pays méridionaux membres de l'UE. Il serait également primordial de présenter les différentes sous-zones en Méditerranée, tout en dressant les formes de conflits existants et les coopérations entamées, dans un champ plutôt géopolitique.

En conséquence, nous allons diviser la zone méditerranéenne en trois blocs régionaux à savoir : Un bloc régional Maghrébin, un bloc régional Proche oriental Méditerranéen et un bloc géographique de l'Europe méridionale méditerranéenne.

Par la suite, nous allons décortiquer, les différents enjeux des transitions en Méditerranée entre la Chute du Mur de Berlin et le

Printemps arabe, tout en abordant la phase des intégrations des pays méridionaux européens au sein de l'Union européenne et leurs différents impacts et ce, dans un champ historico-politique.

Enfin, nous allons examiner l'impact de la chute du Mur de Berlin et l'émergence du nouvel ordre mondial sur les pays méditerranéens, avant de constater par la suite, les conséquences du Printemps Arabe sur les différents pays riverains Sud-méditerranéens.

Chapitre I : Les situations politiques et économiques des pays Euro-méditerranéens entre variabilités et décalages

Malgré la séparation de l'Afrique, l'Europe et l'Asie par une seule Mer, en l'occurrence la Mer Méditerranéenne, les différences entre les deux rives de cette Mer demeurent très importantes et très flagrantes et ce, eu égard aux différents niveaux de comparaison politiques et économiques.

Pour la grande partie des pays européens, les développements connus depuis l'âge des lumières, (dont le but était de dépasser l'obscurantisme et de favoriser les connaissances promouvant la science par l'échange intellectuel, s'opposant au fétichisme, à l'intolérance et aux outrance des Clergés et des États [36]), ont généré des décalages importants entre les deux rives, ceci sans omettre que la partie européenne byzantine et balkanique a été contrôlée pour une bonne partie de l'histoire par l'empire Ottoman[37]. La domination apparente et claire de la rive Nord (développée et avancée scientifiquement) sur la rive Sud de la Méditerranée a commencé pratiquement à partir du 16ème siècle et s'est accentuée aux 19ème et 20ème siècles[38].

Ces éléments ont contribué largement à l'amplification des différences entre les différents pays méditerranéens, surtout que les

36 PHILIPPE, Marie-Dominique. A l'âge de la lumière dialogues avec la pensée des hommes. Paris, Ad Solem, « Collection : HC RELIGIEUX » le 02/07/2005, 344 pages.
37 KITSIKIS, Dimitri. L'Empire ottoman. Presses universitaires de France, « Collection : Que sais-je ? » 3e éd, le 01/06/1994, 128 pages.
38 « Histoire : 1900, l'Europe domine le monde » Encyclopedie.bseditions.fr.

deux rives n'ont pas connu les mêmes cheminements historiques vers la démocratisation et l'instauration de l'État sous sa forme moderne, notamment en ce qui concerne l'industrialisation, l'avancement scientifique et le développement global. D'autre part, le passage difficile de la colonisation à la décolonisation a consacré également ce creusement[39]. Ce décalage a été consolidé à partir des années 50 par la guerre froide[40] qui a trouvé, dans cet espace, un terrain fertile pour ''le règlement de comptes'' entre les deux grandes puissances de l'époque à savoir, les États-Unis et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Ceci a contribué indirectement à l'aggravation des écarts entre les deux rives et à l'amplification de la division entre les pays de la rive sud entre eux-mêmes.

A partir de la Chute du Mur de Berlin[41]en 1989 et jusqu'au Printemps Arabe[42] de 2011, plusieurs changement géostratégiques

39 ABIS, Sébastien. Entre unité et diversité : la Méditerranée plurielle. FMES, Novembre 2004, http://www.ie-ei.eu/IE-EI/Ressources/file/biblio/laMediterraneeplurielle.pdf.

40 ZORGBIBE, Charles. La question méditerranéenne sous la guerre froide, Strategics International, le 14/11/2008, http://www.strategicsinternational.com/21_04.pdf.

41 Le Mur de Berlin « mur de la honte » pour les Allemands de l'ouest et « mur de protection antifasciste » d'après la propagande est-allemande, est érigé en plein Berlin à partir de la nuit du 12 au 13 août 1961 par la République démocratique allemande (RDA), qui tente ainsi de mettre fin à l'exode croissant de ses habitants vers la République fédérale d'Allemagne (RFA).L'affaiblissement de l'Union soviétique, la perestroïka conduite par Mikhaïl Gorbatchev, et la détermination des Allemands de l'Est qui organisent de grandes manifestations, provoquent le 9 novembre 1989 la chute du « mur de la honte », suscitant l'admiration incrédule du « Monde libre » et ouvrant la voie à la réunification allemande.

42 Le « Printemps arabe » est un ensemble de contestations populaires, d'ampleur et d'intensité très variables, qui se produisent dans de nombreux pays du monde arabe à partir de décembre 2010. L'expression de « Printemps arabe » fait référence au « Printemps des peuples » de 1848 auquel il a été comparé. Ces mouvements révolutionnaires nationaux sont aussi qualifiés de révolutions arabes, de révoltes arabes, ou encore de « réveil arabe ».

tels que la fin de l'URSS et la tombée du Rideau de Fer, avaient des impacts imprévisibles sur cette zone, notamment sur les pays alliés du géant soviétique, qui se sont trouvés sans préparation préalable, obligés de s'adapter aux nouvelles données et réalités géopolitiques libérales et mondialistes. Les impacts de ces changements expliquaient les difficultés qui pesaient sur les pays méditerranéens et qui se manifestaient généralement sur les plans politiques par la présence de régimes sous formes de dictatures presque absolues[43].

Dans le cadre de cette section, il est d'une importance spécifique de faire un aperçu sur le panorama historique des différences sur les plans politiques entre les Pays euro-méditerranéens, avant d'aborder par la suite les éléments des dépendances des économies du Sud aux économies du Nord pour conclure enfin avec une analyse des formes de décalages sociaux entre les Pays méditerranéens.

Le choix des volets politiques, économiques et sociaux comme piliers d'analyse est d'abord justifié par la pertinence de ces trois domaines dans toute analyse des relations internationales et également par le fait que ces trois volets sont les trois piliers du Partenariat euro-méditerranéen, comme convenu lors du processus de Barcelone, que nous allons aborder dans le cadre de la seconde partie.

43 DAOUD, Kamel. Secrets d'endurance des dictatures arabes. Slate Afrique, Le 10/06/2011, http://www.slateafrique.com/2471/dictatures-arabes-secrets-resistance.

Section I : Panorama historique des différences sur les plans politiques entre les pays euro-méditerranéens (1989 et 2015)

Bien que les différences en Méditerranée s'articulent autour des éléments communs et peuvent nous inciter à les analyser sur la base des différences flagrantes entre les deux rives, nonobstant, ceci n'exclue en rien l'existence de multiples dissimilitudes entre ces pays qui disposent de plusieurs spécificités historiques, politiques, culturelles et sociales, tout en ayant des points communs entre eux. A cet égard, nous allons fonder notre analyse sur la base de deux axes principaux. En premier lieu, nous allons aborder les points principaux de ces disparités au niveau des deux rives, avant d'analyser par la suite les différences entre les Pays de chaque rive. Ceci nous amènera, par la suite à en tirer les conclusions communes sur les caractéristiques politiques de cette zone en général.

Les différences au niveau démocratique entre la rive Nord et la rive Sud Méditerranéennes

Les différences entre les pays Méditerranéens sont très apparentes en matière de démocratie, de respect des droits humains et de garantie des libertés publiques et individuelles et ce malgré la proximité géographique et en dépit des rapports civilisationnels existants entre ces pays qui restent liés par un espace géographique méditerranéen commun et par des rapports historiques considérables.

Au niveau de la rive Nord méditerranéenne, la majorité des pays européens sont membres de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe et d'autres organisations mondiales de grandes notoriétés[44]. Cet élément est en lui-seul demeure suffisant pour dévoiler le caractère démocratique de ces pays, vu que l'adhésion à l'UE et au Conseil de l'Europe est strictement conditionnée par la garantie de la démocratie et par le respect des droits de l'Homme par l'ensemble des États membres, ce qui témoigne du caractère démocratique des pays de la rive Nord de la Méditerranée.

Alors que du côté de la rive Sud de la Méditerranée, la majorité des pays ont été caractérisés par la présence de dictatures absolues avant l'avènement du Printemps arabe. Il suffit à cet égard de prendre en considération la durée moyenne de détention du pouvoir de certains anciens présidents Sud-méditerranéens pour s'en apercevoir du caractère non-démocratique des régimes qui dominaient ces pays[45].

En prenant à titre d'illustration, la durée de ''règne'' de Mohamed Housni Moubarak en Égypte, qui est resté au pouvoir du 14 octobre 1981 jusqu'à sa démission forcée le 11 février 2011, de Ben Ali en Tunisie qui a gouverné le Pays avec une grande autorité du 7 novembre 1987 jusqu'au 14 janvier 2011, de Kadhafi qui a dominé la Libye depuis le 1er septembre 1969 jusqu'à son assassinat

44 « L'appartenance au Conseil de l'Europe et l'admission de nouveaux membres », Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE); Date de dernière mise à jour: le11/09/2012.
45 CLAIRET, Sophie. «Entretien avec Moncef Marzouki: Dictatures du monde arabe. Tunisie, Algérie, etc», DIPLOMATIE, n°43, Mars-Avril 2010.

par les rebelles Libyens le 20 octobre 2011, sans omettre le règne de la famille EL ASSAD en Syrie depuis 1970, pour confirmer le caractère non-démocratique de ces régimes en comparaison avec les systèmes des pays de la rive Nord de la Méditerranée, qui sont plutôt marqués par des transitions permanentes du pouvoir sur la base des élections libres et démocratiques[46.]

A cet égard, il y a lieu de souligner la domination des partis uniques dans certains pays Sud-méditerranéens, la présence des lois d'exceptions comme moyen de limitation des libertés publiques et individuelles et les taux abusés de réélection des présidents, pour confirmer que ces pays ont été généralement gouvernés par des régimes anti-démocratiques[47].

S'agissant de la situation des droits de l'Homme en Méditerranée, les différences également entre les deux rives demeurent très importantes et les normes de référence applicables ne sont pas identiques. Au niveau des pays de la rive Nord, le respect des droits de l'Homme est une condition indispensable pour l'adhésion à l'Union européenne et les moyens de contrôle demeurent multiples au niveau interne et également au niveau communautaire[48]. Tandis que dans la majorité des pays de la rive Sud

46 «Déclaration universelle sur la démocratie», Déclaration adoptée sans vote par le Conseil interparlementaire lors de sa 161ème session, Le Caire, le 16/09/1997.
47 «Les dictateurs du Monde Arabe : Cinq-Présidents totalisent 139 ans de pouvoir», Reflexiondz, le 16/02/2011, http://www.reflexiondz.net/les-dictateurs-du-monde-arabe-Cinq-Presidents-totalisent-139-ans-de-pouvoir_a9783.html.
48 «Les droits de l'Homme aujourd'hui», Vie Publique, le 23/09/2013, http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/enjeux/citoyennete-democratie/droits-homme-aujourd-hui.html.

de la Méditerranée, la question du respect des droits de l'Homme était un tabou à ne pas franchir, la présence policière était très marquée dans la majorité des pays Sud-méditerranéens et toutes oppositions aux régimes en place étaient considérées comme une atteinte directe à la sécurité de l'État.

En ce qui concerne les Libertés publiques, la question des droits d'expression et de rassemblement est parmi les acquis communautaires en Europe, bien que ces droits soient reconnus même avant l'existence de l'Union européenne, toutefois l'UE et le Conseil de l'Europe ont joué un rôle important et prépondérant dans la promotion de ces valeurs[49]. En revanche, du côté Sud méditerranéen, en général, tout rassemblement allant contre les intérêts de la classe gouvernante était considéré comme une menace directe à l'existence de l'État. Ceci justifiait selon les dictateurs en place, les répressions et les arrestations arbitraires, voire même les assassinats politiques.

Ce décalage démocratique important entre les deux rives était en lui seul suffisant pour bloquer tout projet de partenariat entre les deux parties, notamment quand la partie européenne essayait d'introduire les volets relatifs au respect des droits de l'Homme et la concrétisation de la démocratie dans le cadre des clauses liées aux Accords relatifs à ces différents partenariats.

49 «Droits de l'Homme en Europe», EUROPA, consulté le 08/10/2013, http://europa.eu/pol/rights/index_fr.htm.

Bien que ces volets aient été finalement introduits dans le cadre des principaux partenariats euro-méditerranéens à travers les Accords d'association et les Plans d'action, certains pays du Sud voyaient dans ces volets des tentatives nuisibles à leur stabilité et à leur sécurité interne et un nouveau moyen de domination imposé par la partie européenne. En réalité ces craintes n'étaient pas liées à la sécurité de l'État mais plutôt aux risques de déstabilisation des dictatures en place. Pour cette raison, la partie européenne n'a pas réussi à imposer lors des Partenariats Euromed aux Pays Sud-méditerranéens de faire des réformes démocratiques une priorité absolue, vu que la majorité des régimes en place n'étaient pas prêts à accepter ces réformes qui risquaient de détrôner les présidents dictateurs de leurs chaises.

Bien souvent, les Régimes Sud-méditerranéens considéraient tout débat sur la Démocratie et les droits de l'Homme comme une ingérence directe dans les Affaires étatiques des pays du Sud et comme une conception néocoloniale visant à leur imposer des prescriptions calquées sur le modèle européen, sans tenir compte de leurs spécificités locales politiques, économiques et culturelles[50].

Par ailleurs, les populations arabes n'avaient pas le même point de vue que leurs dirigeants et ont réussi d'une part, lors du Printemps Arabe de 2011, à destituer quelques régimes autoritaires malgré les répressions, notamment en Tunisie, en Égypte et en Libye et d'autre

50 «Action de l'Union européenne», droits de l'Homme, EUROPA, consulté le 08/10/2013, http://europa.eu/pol/rights/index_fr.htm.

part, à marquer les volontés populaires visant la construction d'États démocratiques à l'instar des pays voisins du Nord[51]. Ces soulèvements peuvent être expliqués comme une conséquence logique de la proximité géographique et de l'influence mutuelle entre les deux rives, bien que le changement ait pris un large retard au niveau de la rive Sud pour atteindre les normes de la rive Nord[52].

Malheureusement, les aspirations populaires à la démocratie et aux droits de l'Homme ont tourné en scénarios tragiques dans certains pays qui sont tombés dans le piège de la guerre civile entre les régimes en place et les forces d'opposition, à l'instar de la Libye et de la Syrie qui se sont trouvés face à des enjeux supérieurs aux simples aspirations des citoyens.

D'autres pays arabes ont connu des troubles politiques cruels, notamment entre les islamistes et les laïcs, comme en Tunisie et en Égypte, où le jeu démocratique a amené au pouvoir des forces islamistes qui se sont trouvés face aux laïques en opposition. Les différentes réformes proposées par ces gouvernements ont été considérées par les laïques comme des tentatives d'imposition du modèle islamiste, ce qui a causé de grandes tensions politiques entre les deux courants et a entravé la bonne marche de la démocratie naissante dans ces pays. Ces partis islamistes se sont même trouvés, face à de grands problèmes politiques, économiques et sociaux, dont

51 «Le Printemps arabe», Courrier international, Février 2011.
52 GOUËSET, Catherine. « Les grandes étapes du Printemps arabe », L'Express, le 19/12/2011. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/les-grandes-etapes-du-printemps-arabe_961199.html.

ils n'avaient pas de solutions magiques et ils se sont affrontés à une nouvelle réalité qui consiste dans la discordance entre les promesses apportées aux citoyens et la difficulté de gestion de la chose publique. Ils devaient ainsi faire face à de grandes crises économiques, avec des moyens limités et avec une expérience dans la gestion étatique quasi-nulle.

Dans ce sillage, nous pouvons apporter à titre d'illustration, le cas du Président Islamiste Mohamed MORSI qui est venu au pouvoir suite à une révolution populaire en Égypte en 2011 et qui a fait à son tour l'objet d'une autre révolution populaire accompagnée d'une intervention de l'armée qui l'a destitué de son poste le 03 juillet 2013. Ce renversement a été justifié par les opposants de Morsi par la mauvaise gestion des Frères Musulmans des affaires étatiques et par la trahison des valeurs de la révolution égyptienne.

En revenant aux différents partenariats euro-méditerranéens, nous pouvons en déduire que le premier problème qui bloquait tout partenariat entre la partie Nord et la partie Sud de la Méditerranée consistait sans doute dans le décalage démocratique entre les pays des deux rives et dans l'absence de références mutuelles en matière de valeurs et de normes démocratiques.

Bien que nous essayions via cette partie de livrer une vision générale sur les décalages politiques entre les deux rives, une analyse plus différenciée demeure indispensable, vu que malgré les grandes ressemblances, des différences importantes existent entre les pays

méditerranéens du Sud eux-mêmes. Dans cette perspective, il est d'une grande pertinence d'analyser les différents faits marquants de l'histoire politique contemporaine de chaque Pays méditerranéen, dans la perspective de mieux appréhender par la suite les différents équilibres et les décalages dans les domaines économiques et sociaux entre les deux rives méditerranéennes.

Aperçu sur les particularités historico-politiques des pays Sud-méditerranéens entre leurs indépendances et le Printemps Arabe

Bien que des points communs existent entre les pays Sud-méditerranéens, qui laissent penser à un modèle unique, des différences énormes existent entre ces pays qui sont similaires et différents à la fois. Ces différences sont liées aux régimes politiques et économiques engendrés par des processus historiques bien particuliers, principalement depuis l'indépendance de chaque pays Sud-méditerranéen et également au vu des choix idéologiques et politiques optés par les régimes dominants dans ces pays.

Nous pouvons distinguer à cet égard, quatre blocs principaux de pays Sud- méditerranéens composés essentiellement de :

- Pays qui ont opté depuis leur indépendance et durant la guerre froide pour l'Économie de Marché ;
- Pays qui ont choisi l'Économie Planifiée ;
- Pays qui ont transité entre les deux systèmes ;

- Pays à situations particulières.

Nous classons dans le cadre de la première catégorie, des pays comme le Maroc, la Jordanie et la Tunisie qui n'étaient pas obligés de passer par la transition de l'économie dirigée à l'économie libérale, vu que leurs choix étaient depuis leur indépendance l'alignement sur le bloc occidental libéral.

D'autres pays Sud-méditerranéens, comme l'Algérie, la Libye et la Syrie ont été obligés de passer de l'économie dirigée vers l'économie de marché sans préparation préalable.

La troisième catégorie est celle des Pays ayant transité entre les deux systèmes avant la chute du Mur, nous citons dans ce cadre l'Égypte.

La quatrième catégorie est celle des pays ayant des situations bien particulières tels que la Turquie, le Liban, Israël, la Palestine, Malte et Chypre.

Les trois premiers groupes Sud-méditerranéens se rejoignaient en général et sauf quelques exceptions, jusqu'à 2011, dans la présence de régimes loin des normes démocratiques reconnues internationalement. Ceci a contribué à l'accumulation des différences entre les systèmes politiques méditerranéens en général.

Devant cette situation, les populations Arabes se sont révoltées contre les régimes totalitaires durant ‘’le Printemps Arabe’’ de 2011,

en commençant par la Révolution du Jasmin en Tunisie[53], en passant par la Révolution du Nil en Égypte[54] avant d'arriver aux révolutions les plus sanglantes et qui ont connu des milliers de morts et de victimes en Libye[55] et en Syrie (Dans ce dernier pays la guerre persiste et perdure encore en 2016)[56].

Toutefois, durant cette période le régime algérien a réussi à faire échouer les révoltes en s'appuyant sur la puissance policière et en faisant recours à l'interdiction préalable des manifestations[57], tandis que les jeunes Marocains[58] et Jordaniens[59]demandaient plus pacifiquement des réformes politiques, économiques et sociales dans leurs Pays.

Il est à constater dans ce cadre que la force des révoltes était proportionnellement liée à la force de la répression dans chaque pays concerné par les révolutions. A cet égard, dans les Pays ayant des Régimes 100% totalitaires les populations demandaient une chute pure et simple des dictatures, à l'instar de la Tunisie, l'Égypte, la Libye et la Syrie. Par ailleurs, dans les Pays comme le Maroc et la Jordanie, les populations demandaient plus de réformes démocratiques, politiques, économiques et sociales, alors qu'en

53 Révolution Tunisienne contre le Régime de Ben Ali en 2011.
54 Révolution Egyptienne du 25 janvier 2011, contre le Régime de Mohamed Housni Moubarak.
55 Révolution Libyenne de février 2011, contre le régime de Kadhafi.
56 Révoltes populaires syriennes du mois de mars 2011, contre le Régime de Bachar Al Assad.
57 KITANI, Omar. «Les révoltes en Algérie : un signe avant-coureur du futur des luttes sociales» Inprecor.fr, Janvier 2011.
58 Dossier spécial «Mouvement du 20 février au Maroc» E-Joussour, le 03 mars 2011.
59 Révoltes populaires pour des réformes en Jordanie durant le printemps arabe de 2011.

Algérie la répression policière n'a permis aux citoyens ni de demander la chute du Régime ni de revendiquer des réformes démocratiques (les manifestations ont été étouffées dans l'œuf).

Une certaine réticence a été également constatée par les citoyens algériens. Elle peut être expliquée par le cauchemar vécu lors de la décennie noire des années 1990 qui a été marquée par des centaines de morts et par des massacres collectifs.

Les Pays ayant opté depuis leur indépendance et durant la Guerre froide pour l'économie de marché

S'agissant des pays ayant opté depuis leur indépendance et durant la Guerre froide pour l'économie de marché, nous trouvons quatre pays Sud-méditerranéens qui ont choisi de suivre la ligne politique de l'Occident libéral. Il s'agit essentiellement du Maroc, de la Tunisie, de la Jordanie et accessoirement du Liban qui reste une dérogation sur tous les plans vu la complexité de la composition ethnico-politique de cet État.

En dépit des ressemblances liant ces pays entre eux, des différences importantes se manifestent sous plusieurs formes historiques, politiques et économiques. Il est à signaler dans ce cadre que l'utilisation de l'appellation "économie libérale de marché" serait essentiellement justifiée par la dépendance politique de ces pays à leurs alliés occidentaux, notamment les États-Unis et l'Union européenne. Par ailleurs, malgré le caractère libéral de ces pays

méditerranéens, des différences énormes existent entre le libéralisme en Occident et le libéralisme dans les pays arabo-méditerranéens.

Le Maroc

Le Maroc est le seul pays de la région Sud-méditerranéenne qui a gardé le même système politique monarchique de base depuis la constitution de l'État marocain par Moulay Driss I, en 788 et ce, malgré les différents changements qu'a connus ce pays.

L'histoire contemporaine du Royaume du Maroc[60] peut être repartie en quatre principales périodes : La première commence à partir de l'Indépendance en 1956 jusqu'au décès du Roi Mohammed V en 1961, la seconde commence avec l'accession au trône du Roi Hassan II en 1961, jusqu'à son décès en 1999, la troisième commence à partir de 1999 avec l'accession au trône du Roi Mohamed VI et la quatrième est celle de l'après Discours Royal du 9 mars 2011 du Roi Mohammed VI.

La première période fut marquée par le grand espoir de l'après-indépendance et le début des divergences entre le Palais Royal et le mouvement nationaliste, représenté par le parti de l'indépendance « l'Istiqlal »[61].

60 VAIREL, Frédéric. « Etat de droit et Histoire du Maroc contemporain- Politique et mouvements sociaux au Maroc ». Rabat, Centre Jacques Berque, le 09/12/2014.
61 KHATIBI, Abdelkébir.Alternance et les partis politiques au Maroc. Casablanca, Eddif, 1999, 120 P.

La seconde période fut marquée par le bras de fer entre le Palais Royal et l'opposition nationaliste et socialiste, cette période a connu plusieurs événements importants et a été marquée par la présence d'une forte opposition politique[62].

Cette opposition a été formée de partis de gauche, issus en général du mouvement nationaliste, surtout l'Union Nationale des Forces Populaires (UNFP) et a également été composée de forces syndicalistes conduites par l'Union Marocaine du Travail (UMT) et la Confédération Démocratique du Travail (CDT).

Au fil des années, le bras de fer entre le Palais et l'opposition a amené les deux parties à chercher un terrain d'entente, notamment suite à la chute de l'URSS (potentiellement alliée et modèle pour l'opposition gauchiste).

Ce facteur a facilité la composition, en 1998, d'un gouvernement d'alternance sous la conduite de l'un des plus grands opposants socialistes au Maroc, M. Abderrahmane EL YOUSSEFI[63].

Le décès du Roi Hassan II en 1999 et l'accès au trône de son fils successeur Mohammed VI coïncidaient avec une conjoncture adéquate pour le lancement officiel du nouveau Maroc, basé sur trois piliers : La réconciliation avec le passé, la modernisation et la

62 PALAZZOLI, Claude. «Le Maroc Politique» Paris, Sindbad, 1974.
63 DAOUD, Zakya. « L'alternance à l'épreuve des faits », Le Monde Diplomatique, Avril 1999, Page 29.

construction de l'État moderne sur la base d'une régionalisation avancée[64].

Dans cette perspective, le Maroc a fort compté sur son partenariat avec l'Union européenne en vue de l'accompagner dans le chemin des réformes. Ce choix et cet engagement ont été couronnés, en 2008, par l'octroi d'un Statut avancé au Royaume Chérifien reconnaissant l'importance et la particularité de ses relations avec l'Union européenne. Ce Statut avancé, peut être conçu comme une reconnaissance des avancées réalisées par le Royaume dans différents domaines, notamment celles liées à la démocratisation et aux respects des valeurs des droits de l'Homme[65].

Pourtant et sous l'impulsion des révolutions dans le voisinage Arabe, le Maroc a connu, à partir du 20 février 2011, un mouvement de contestation inspiré essentiellement par la Révolution tunisienne. Ce mouvement a organisé des manifestations dans plusieurs villes marocaines revendiquant le passage à une Monarchie parlementaire et l'application de plus de réformes politiques, économiques et sociales. Ces revendications furent largement écoutées par le Roi Mohammed VI qui a promis dans un discours prononcé le 9 mars 2011, plus de réformes politiques et constitutionnelles dans le cadre d'une régionalisation avancée.

64 JDILY, Fatima-Zohra. « Régionalisation avancée, un nouvel élan», L'observateur, le 18/03/2011.
65 «Déclaration du Statut Avancé Maroc-UE », Luxembourg, le 13/10/2008.

Cette réaction Royale a suscité une grande satisfaction chez une grande partie de la population marocaine et chez certains alliés stratégiques du Maroc, notamment l'UE et les États Unis. Même les Nations Unies a félicité le Maroc pour ce choix qui incarne l'exception dans une région peu stable et peu démocratique[66].

Dans la même voie, le Roi Mohammed VI a encore une fois annoncé dans un discours prononcé le 17 juin 2011, le renforcement des pouvoirs de l'Institution du Premier Ministre, dont il doit désormais être issu de la majorité parlementaire en perspective de l'adoption d'une nouvelle Constitution. De ce fait, le Maroc est entré officiellement, le 1er juillet 2011 dans une nouvelle ère marquée par l'adoption de la nouvelle Constitution, qui a pour objectif de changer les règles de jeu politique dans le Royaume et d'ouvrir la voie à l'incarnation d'une forme de Monarchie constitutionnelle parlementaire.

La réforme de la Constitution marocaine a également mis comme objectif prioritaire l'élargissement du champ des libertés publiques individuelles et collectives. Elle vise par ailleurs, le renforcement du principe d'égalité entre les citoyens hommes et femmes. Cette nouvelle loi fondamentale a également désigné le Tamazight[67] comme une langue officielle à côté de l'Arabe et vise à restreindre l'immunité parlementaire et lutter contre la corruption. Elle pointe également la séparation du pouvoir judicaire des autres

66 «Les réactions internationales au discours du 9 mars se poursuivent», L'Opinion, 12/03/2011.
67 Dialecte du berbère parlé au centre du Maroc.

pouvoirs, pour assurer son indépendance et consacrer les bases de l'État de droit et d'égalité entre l'ensemble des citoyens marocains[68].

Néanmoins, cette nouvelle Constitution largement plébiscitée par les Marocains a été critiquée et refusée par des partis d'extrême Gauche comme le Parti Socialiste Unifié (PSU), le Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et le Parti de la Voie démocratique (Annahj Addimoqrati) et par le groupement islamiste prohibé (Al-Adl Wa Lihssane), qui ont appelé avec une voix commune au boycott du référendum relatif à la Constitution. Ces groupes politiques constituaient ensemble les principaux piliers politiques du mouvement contestataire du 20 février 2011.

A l'encontre de cet appel, l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) n'avait pas le même point de vue et a octroyé le 21 juin 2011, au Parlement Marocain le statut de "Partenaire pour la démocratie[69]", dans la perspective que d'autres pays de la région, puissent suivre le modèle marocain de réformes pacifistes. Ce statut a constitué une reconnaissance de l'importance des réformes entamées par le Royaume.

Dans ce sillage, le mouvement du 20 février a échoué officiellement suite à la participation massive des marocains au référendum sur la nouvelle Constitution et suite aux différends

68 OBERLE, Thierry. «Mohammed VI réforme son Royaume», Le Figaro, le 17/06/2011.
69 « Le Maroc devient "partenaire pour la démocratie" du Conseil de l'Europe », Le Monde, le 21/06/2011.

opposants les principaux courants politiques composant ce Groupe, notamment les islamistes, les laïcs libéraux et les socialistes.

Le coup de grâce a été donné à ce mouvement suite au retrait des Islamistes d'Al-Adl Wa Lihssane qui ont subi des critiques adressées par les différentes composantes du mouvement, en l'accusant de vouloir imposer la volonté de la Jamaa Islamiste aux autres courants[70].

Ce retrait a constitué la fin pratique du mouvement du 20 février, notamment avec l'avènement d'un Gouvernement dirigé par le Parti Islamiste de la Justice et du Développement (PJD), qui a gagné les élections du 25 novembre 2011. Cette victoire des islamistes a engendré le 29 novembre 2011, la désignation d'Abdel-Ilah BENKIRANE[71], Secrétaire Général du PJD, au poste de Chef de Gouvernement[72]. Ceci a fait du Maroc un modèle de transition pacifique et de démocratisation mesurée, dans un contexte régional marqué par des révolutions sanglantes et meurtrières.

L'exemple marocain et l'exception marocaine trouvent fondement dans la longue histoire du pays et dans la continuité de l'Institution monarchique qui a pu résister durant des siècles aux

70 « Où en est le Mouvement du 20 février?» AFP, le 20/02/2013.
71 Abdel-Ilah BENKIRANE est un homme politique marocain, dirigeant du Parti de la justice et du développement, qui a remporté les élections législatives du 25 novembre 2011 au Maroc avec 107 sièges sur 395. Conformément à la nouvelle Constitution, le Roi Mohammed VI l'a officiellement nommé chef du gouvernement lors d'une brève audience à Midelt, le 29/11/ 2011.
72 Le poste de chef de Gouvernement a eu des prérogatives élargies selon la Constitution de Juillet 2011.

différents changements qui ont secoué la région et le pays[73]. Toutefois, ceci n'empêche en rien que le Maroc demeure sous le risque des révoltes populaires, notamment à caractère social et qui risquent d'être exploitées politiquement par certains Groupes Politiques hostiles à la monarchie pour des considérations idéologiques et politiques.

L'exemple nous parvient des révoltes qu'a connues au début de l'année 2012, la ville de Taza[74], qui a vu l'organisation de révoltes populaires d'une grande gravité, opposant des jeunes issus de quartiers marginalisés aux forces de l'ordre[75]. Le motif principal de ces événements était la contestation de la cherté des factures de l'eau et d'électricité et la cherté de la vie. Les revendications populaires n'ont pas trouvé d'échos chez les dirigeants de la ville et chez les dirigeants centraux, ce qui a provoqué des émeutes qui avaient risqué sérieusement de déclencher un mouvement de contestation à caractère révolutionnaire dans l'ensemble du Royaume[76].

Si le Maroc est sorti sain et sauf suite à ces événements, la crise économique avait des impacts très négatifs sur la bonne marche du Gouvernement Islamiste qui a hérité une situation économique

73 BARRADA, Hamid. «Le Maroc, une monarchie utile», Jeune Afrique, le 02/08/2013.
74 Taza est une ville du nord-est du Maroc, chef-lieu de la province de Taza, elle est située à 230 Km d'Oujda, 120 km de Fès et 160 km d'Al Hoceïma, dans le « couloir de Taza » qui sépare le Rif du Moyen Atlas.
75 «Taza : Pourquoi le quartier El Koucha s'est révolté», L'Economiste, N° 3695, du 09/01/2012.
76 OULMOUDDANE, Hicham. «Contestation. Quand Taza se rebelle», Telquel, le 23/02/2012.

très compliquée et des problèmes sociaux difficilement gérables. Ainsi, le Gouvernement marocain a trouvé de grandes difficultés à régler ces obstacles et à assurer une bonne gestion des affaires étatiques.

La voie suivie par le Gouvernement consistait dans l'application de mesures d'austérité, le surendettement au niveau international et le recours à la privatisation de certains secteurs économiques. Ces mesures ont suscité une colère chez une partie des citoyens marocains, notamment au niveau de la classe moyenne et pauvre[77]. Dans la même voie, le gouvernement a prôné également les réformes des caisses de retraite et de compensation et a eu recours à l'indexation du carburant selon les tarifs internationaux. Subséquemment, la popularité du Parti Islamiste au pouvoir a commencé à chuter surtout suite à l'augmentation à plusieurs reprises des prix du pétrole et la diminution des charges et subventions étatiques.

Le Gouvernement a également été opposé à une autre complication suite à l'élection du dirigeant populiste Abdelhamid CHABAT [78] à la tête du parti de l'Istiqlal (Parti membre du Gouvernement). Ce dernier a demandé un remaniement

77 KOUMINA, Najib «Projet de loi de finance 2014 ou l'austérité version Benkirane-Mezouar : La croissance, tirée jusqu'ici par le marché intérieur, en sera la grande victime» quid.ma.

78 Abdelhamid CHABAT, né le 17 août 1953 à Taza, est un homme politique et syndicaliste marocain. Il est l'actuel secrétaire général du Parti de l'Istiqlal. Il est également maire de la ville de Fès depuis 2003, député de la circonscription Fès-Nord depuis 1997, et secrétaire général de l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM) depuis 2009.

gouvernemental avec des exigences partisanes[79]. La demande Istiqlalienne a été refusée par le Chef du Gouvernement Islamiste, ce qui a poussé le Parti de l'Istiqlal à se retirer du Gouvernement et à le mettre devant un nouveau défi à savoir, trouver un nouvel allié et une nouvelle majorité ou éventuellement convoquer des élections anticipées[80].

Le Parti Justice et Développement (PJ) a commencé ainsi des négociations avec le Parti du Rassemblement National des Indépendants qui a levé à son tour la barre haute, surtout au niveau de l'exigence de quelques portefeuilles sensibles.

Ce chamboulement politique a causé un grand retard pour la composition du nouveau gouvernement et la situation politique est restée compliquée pour plusieurs mois, avant que la seconde version du gouvernement BENKIRANE ne soit dévoilée le 10 octobre 2013. Ce nouveau Gouvernement a été composé de 39 Ministres (un nombre record) et a dévoilé le compromis trouvé afin de dépasser la difficulté de négociation entre les principaux Partis concernés, qui ont gardé leurs exigences sans accepter pour autant les solutions proposées par le Chef du Gouvernement. Dans ce sillage, le nouveau Gouvernement a été marqué par la participation du Rassemblement National des Indépendants (RNI) qui a obtenu six portefeuilles ministériels.

79 ROGER, Benjamin. «Maroc : crise gouvernementale, quelle solution pour le PJD?» Jeune Afrique, le 12/07/2013.
80 RAIS, Mehdi. « Maroc : le Royaume au bord de la crise politique» Le Journal International, le 17 juillet 2013.

Il sied de souligner que de grandes rivalités avaient opposé, lors des élections législatives de 2011, ce parti au Parti Islamiste le PJ et une alliance ne pouvait avoir lieu entre les deux partis sans l'intervention du Roi qui dispose du pouvoir Constitutionnel intitulé "Arbitrage Royal", conformément aux dispositions des articles 42 et 47 de la nouvelle Constitution marocaine[81].

Malgré ces difficultés, le Maroc illustre un modèle qui peut être considéré comme réussi de démocratie naissante au niveau de la rive Sud de la Méditerranée, vu que la nouvelle Constitution marocaine a permis aux partis politiques de s'habituer à l'exercice démocratique, bien que le rôle de la Monarchie demeure assez décisif dans la sauvegarde de la stabilité de l'État et la bonne marche des Institutions démocratiques marocaines.

La Tunisie

La Tunisie est considérée géographiquement comme un petit pays, mais qui dispose d'une grande histoire politique. Ce pays a connu entre son indépendance en 1956 et 2016, six principales périodes politiques :

81 ABOU EL FARAH, Tahar. «Istiqlal vs PJD : la Constitution mise à l'épreuve» La vie éco, le 20 mai 2013.

- La première est marquée par le statut d'une monarchie constitutionnelle ayant pour souverain Lamine Bey[82] de la dynastie des Husseinites.

- La seconde commence le 25 juillet 1957, marquée par la proclamation de l'indépendance et l'instauration de la République par Habib Bourguiba [83] (Leader du Néo-Destour).

- La troisième commence en 1987 avec le Coup d'État dirigé par Zine El-Abidine BEN ALI, le Premier Ministre de l'époque[84].

- La quatrième période est celle de l'après révolution du Jasmin du 14 janvier 2011, suite à laquelle le Président BEN ALI a quitté le Pouvoir[85] après vingt-trois ans d'une présidence jugée autoritaire et policière

- La cinquième période a été marquée par la Présidence de Moncef Marzouki allié avec le Parti Annahda et par de grands clivages politiques entre les Islamistes et les laïcs à partir de décembre 2011.

82 Lamine BEY, nom francisé de Mohamed el-Amine BEY, né le 4 septembre 1881 à Carthage et décédé le 30 septembre 1962 à Tunis.
83 Habib Ben Ali BOURGUIBA, né le 3 août 1903 à Monastir et décédé le 6 avril 2000 à Monastir.
84 Zine el-Abidine BEN ALI, né le 3 septembre 1936 à Hammam Sousse, est un homme d'État tunisien, président de la République du 7 novembre 1987 au 14 janvier 2011.
85 «Le Président Ben Ali quitte le pouvoir et la Tunisie», Econostrum, le 14/01/2011.

- La sixième a été marquée par la composition d'un gouvernement ''plutôt laïc'' sous la présidence de Caïd Essebsi à partir de décembre 2014.

Les premières indications de l'après révolution annonçaient un tournant vers le début de la démocratie, cependant les résultats qui devaient être confirmés durant les années postérieures au Printemps Arabe ont démontré que le pays est sorti de la dictature pour tomber dans l'instabilité pour quelques années. Dans ce cadre, la Tunisie était devant un carrefour déterminant où deux possibilités avaient été avancées :

- La première est celle marquée par le positivisme et aspire à l'établissement d'une République Démocratique et Sociale stable,

- La seconde est celle marquée par le négativisme qui déclenchait l'alarme relative à un scénario marqué par l'anarchisme et le passage par des troubles importants et graves.

Les premiers éléments de l'après révolution nous laissaient espérer à la concrétisation du premier scénario, et ce compte tenu des éléments suivants :

- La maturité politique de la jeunesse Tunisienne qui a su renverser le régime dictatorial de Ben Ali, sans tomber dans le piège de la guerre civile,

- L'appui de la communauté internationale à la Tunisie qui est considérée comme un pays allié de l'Occident en Méditerranée,

- La grande sympathie envers les jeunes révolutionnaires Tunisiens par les peuples arabes et les peuples du monde.

Ceci laissait penser à un accompagnement assuré à la Tunisie dans le chemin de la démocratie et des réformes. Néanmoins, le cumul des problèmes engendrés par le passé avait visiblement retardé l'atteinte de l'instauration de la démocratie réelle.

Dans ce sens, les élections avaient été retardées jusqu'au 23 octobre 2011 et la campagne électorale a été marquée par la grande diabolisation des mouvements Islamistes, notamment le Parti d'Annahda[86].

L'autre préoccupation majeure de cette campagne, qui a commencé le 1er octobre 2011, était de mesurer le degré d'adaptation des Tunisiens à la pratique de la démocratie. Ces élections qui ont eu lieu finalement le 23 octobre 2011 ont été jugées comme fiables et

86 DUBUC, Bérénice «Tunisie : Une campagne 2.0 pour entretenir l'élan de la révolution de jasmin» 20 minutes, le 21 octobre 2011.

démocratiques et ont été couronnées par la victoire du Parti Islamiste d'Annahda.

Lesdites élections avaient permis également la désignation, le 12 décembre 2011, de Moncef MARZOUKI comme Président de la République tunisienne par l'Assemblée constituante. M. Marzouki a été élu en sa qualité de Président du Congrès pour la République (CPR, Gauche nationaliste), par 153 voix pour, 3 contre, 2 abstentions et 44 votes blancs sur un ensemble de 202 voix de 217 membres de l'Assemblé constituante[87].

La désignation d'un leader de gauche au poste de Président de la République ne cachait en rien la montée des Islamistes en Tunisie qui ont gagné majoritairement les élections législatives. Dans ce cadre, un arrangement a eu lieu entre le Parti d'Annahda et le Parti de MARZOUKI. Suite à cet arrangement, Moncef MARZOUKI a nommé, le 14 décembre 2011, le Secrétaire général du Parti d'Annahda, Hamadi JEBALI[88] au poste de Chef de Gouvernement. Ce dernier devait faire face à une opposition farouche qui l'a poussé à présenter sa démission le 19 février 2013. Ainsi, il a été remplacé par son Ministre de l'Intérieur, Ali LARAYEDH[89].

87 «Tunisie : Marzouki honoré de présider la «première république», Le Parisien, le 12 décembre 2011.
88 Hamadi JEBALI né le 13 octobre 1949 à Sousse, est un homme politique et journaliste tunisien appartenant au mouvement Ennahda où il occupe la fonction de secrétaire général.
89 Ali LARAYEDH ou Ali LAARIDH, né le 15 août 1955 à Médenine, est un homme politique tunisien. Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Hamadi JEBALI, il est nommé chef du gouvernement le 22 février 2013 par le président de la République, Moncef MARZOUKI puis investi le 13 mars 2013.

La gestion des Affaires étatiques par Annahda a fait l'objet de sévères critiques de la part de l'opposition composée essentiellement des laïcs et des socialistes. A cet effet, l'opposition a exercé entre 2011 et 2013, une grande pression sur le Gouvernement et sur la présidence, en considérant la gestion de Moncef MARZOUKI et du Parti d'Annahda, comme défectueuse et inefficace.

Les tensions se sont accentuées entre le Gouvernement et l'Opposition ce qui a engendré une grande instabilité politique. Cette instabilité s'est aggravée suite à l'Assassinat de quelques opposants tunisiens, notamment le leader gauchiste Choukri BELAID[90]. Il semblerait que l'opposition politique tunisienne craignait fortement la domination de la scène politique nationale par des courants Islamistes, ce qui nécessitait selon leurs lectures politiques, le déploiement des différents moyens pour faire face à ce courant et bloquer toutes tentatives de main mise sur les acquis de la révolution.

Même si la Tunisie semblait passer sous l'aire de la démocratisation, les confrontations politiques dévoilaient un manque de familiarisation de la classe politique avec la réalité de l'après révolution. Il s'avérait même que les politiciens tunisiens laïcs et islamistes ont compris le jeu démocratique comme un jeu de confrontations et de blocage et non pas comme un système alternatif qui permet à un courant de gérer pour une période déterminée les

90 Chokri BELAÏD, né le 26 novembre 1964 à Djebel Jelloud et assassiné le 6 février 2013 à El Menzah, est un homme politique et avocat tunisien. Son assassinat provoque des manifestations violentes et la plus grave crise gouvernementale en Tunisie depuis la révolution de 2011.

affaires étatiques en attente d'élections tournantes qui peuvent confirmer ou destituer la majorité gouvernementale.

Néanmoins, les différents protagonistes au pouvoir semblent avoir compris finalement que l'intérêt de la nation doit être supérieur aux intérêts partisans et c'est dans ce cadre que des élections législatives ont eu lieu le 26 octobre 2014 et ont donné victoire au programme de Nidaa Tounes, mené par Béji Caïd Essebsi, qui a été proclamé le 29 décembre 2014, officiellement Président de la République Tunisienne.

La Tunisie constitue à cet égard, l'exemple d'un renversement du régime par le peuple, en donnant lieu à une passation difficile à la démocratie à travers l'organisation d'élections libres et équitables. Ce renversement a aussi fait naître des combats politiques plus ou moins conformes aux règles démocratiques universelles malgré les différentes rivalités entre les forces politiques du pays particulièrement, les laïcs et les islamistes.

La Jordanie

La Jordanie, est un pays proche-oriental bénéficiant des différents partenariats euro-méditerranéens, politiquement dirigé par une Monarchie constitutionnelle parlementaire multipartite, où le Premier Ministre exerce des compétences élargies relatives à la présidence et à la gestion gouvernementale sous l'autorité directe du

monarque jordanien. L'histoire contemporaine de cette monarchie est marquée par quatre périodes liées à quatre Rois Jordaniens :

- La première période commence avec le Roi Abdullah I[er] [91] (de 1946 à 1951) ;
- La seconde a été conduite par le Roi Talal[92] (de 1951 à 1952) ;
- La troisième est celle du Roi Hussein[93] de (1952 à 1999) ;
- La quatrième commence avec l'accession au trône du Roi Abdullah II (en 1999)[94].

La stabilité de la Monarchie Hachémite demeure liée à sa ligne politique pro-occidentale et en faveur du processus de paix avec Israël et reste attachée au système tribal marqué par l'alliance des chefs tribaux avec la monarchie.

91 Abdallah Ier de Jordanie ou Abdallah bin al-Hussein, né en 1882 à La Mecque et mort assassiné le 20 juillet 1951 à Jérusalem, fut émir de Transjordanie de 1921 à 1946, puis roi de Transjordanie de 1946 à 1949 et enfin roi de Jordanie de 1949 jusqu'à sa mort. Fils de Hussein ben Ali, chérif de la Mecque et roi du Hedjaz, qui fut l'un des promoteurs de la révolte arabe de 1916 contre l'Empire ottoman. Son fils Talal lui succède.

92 Le Roi Talal de Jordanie (né le 26 février 1909, mort le 7 juillet 1972) était le roi de Jordanie du 20 juillet 1951 jusqu'à son abdication forcée pour raison de santé, le 11 août 1952.

93 Hussein Ben Talal (14 novembre 1935 – 7 février 1999) a été roi de Jordanie pendant plus de 46 ans du 11 août 1952 au 7 février 1999. Hussein a su faire de la Jordanie un « îlot de stabilité ». Son règne exceptionnellement long durant la seconde moitié du XXe siècle contraste avec les autres dirigeants dans une région marquée par les guerres et les conflits.

94 Abdallah II, né le 30 janvier 1962 à Amman, est Roi de Jordanie depuis le 7 février 1999, date à laquelle il a succédé à son père, le Roi Hussein.

En revanche, ces dernières années et surtout depuis les années 2000, le pays a connu une grande montée de l'opposition Islamiste qui a su imposer sa présence au niveau de la scène politique jordanienne.

Sans surprise et à l'instar des autres pays arabes, la Jordanie a connu en 2011, un vaste mouvement de contestation qui a orchestré des révoltes populaires, demandant plus de réformes politiques et une démocratisation plus avancée du pays[95].

Le Royaume Hachémite est tombé ainsi dans une situation de crise politique interne marquée par plusieurs nominations de Chefs de gouvernements et plusieurs remaniements gouvernementaux, reflétant ainsi une volonté du Palais Royal de trouver une réponse aux attentes populaires, sans pour autant entamer de grandes réformes pouvant conduire à une limitation réelle des pouvoirs de l'Institution monarchique[96].

Par ailleurs et malgré cette situation de fragilité, le mouvement contestataire n'a pas réussi à imposer ses revendications et les révoltes ont commencé à diminuer en fin 2011, au vu de plusieurs raisons, notamment la forte répression policière, l'absence d'appui réel étranger aux forces de l'opposition et la faible coordination entre les forces de l'opposition elles mêmes[97].

95 Alba RICO, Santiago. « Les révolutions arabes et la politique des blocs », Rebelion.org, le 06/04/2011, http://www.rebelion.org/noticia.php?id=125764.
96 LALANDE, Nicolas « Le Printemps arabe en Jordanie», El Kalam, le 19/04/2013.
97 «La Jordanie secouée par le "Printemps arabe"», Le Monde, le 11/01/2013.

Ces éléments ont amené l'opposition à endiguer son mouvement protestataire durant l'année 2012, notamment suite à l'échec du Printemps arabe en Syrie et dans d'autres pays arabes. Il en ressort ainsi, que l'échec du Printemps Arabe dans les autres pays voisins avait un impact sur les révoltes populaires jordaniennes, car malgré la non-réalisation des aspirations populaires, les contestations n'ont pas pu continuer. En effet, il semble que la monarchie jordanienne demeure à l'abri d'une révolte significative, notamment en raison du régime tribal maîtrisé par la monarchie et en raison de la concordance de l'histoire de la monarchie avec l'histoire de ce petit pays proche oriental.

Néanmoins, même si ce pays n'a pas connu le même sort des autres pays voisins qui ont été victimes de la déviation des objectifs primaires du Printemps arabe, les manifestations subsistent comme une poudrière qui risque de s'exploser à tout moment, vu que les raisons des revendications persistent toujours et encore.

La Jordanie livre ainsi l'exemple d'un pays qui a résisté aux demandes de réformes, sans pour autant avoir recours abusif à la force, ni se lancer dans des réformes de grandes envergures, répondant réellement aux attentes de la population et des partis d'opposition.

Le vent du Printemps arabe semble avoir soufflé sur ce pays sans laisser pour autant de grandes traces sur son système politique et sans diminuer les pouvoirs de la monarchie et ce, malgré les

remaniements gouvernementaux qui n'avaient aucun effet réel sur la continuité ordinaire du système.

Le Liban

La République Libanaise est marquée par la pluriconfessionnalité, ce qui a conduit son système politique à être fondé sur une répartition négociable du pouvoir selon les forces et les poids de l'ensemble des communautés religieuses de ce Pays[98]. Ceci justifie les raisons des paradoxes relatifs à l'instabilité des systèmes politiques au Liban et des différents changements permanents dans les appareils gouvernementaux libanais.

Étant donné que ces changements sont souvent liés aux conciliations dictés par les équilibres politiques, le système politique libanais demeure ainsi, l'incarnation de la variété religieuse et culturelle dans le monde arabe[99]. Toutefois, il convient de souligner que le Liban a connu une période de stabilité politique, depuis son indépendance en 1943, jusqu'au début de la guerre civile qui a duré à son tour de 1975 à 1990[100].

Le pays a commencé, entre 1990 et 2006, à retrouver une sorte de stabilité politique qui a été brisée par la guerre israélo-libanaise[101]

98 «Le Liban est fondé sur le confessionnalisme», Le Figaro, le 13 février 2006.
99 MAAMARI, Nabil. Communautés religieuses et système politique au Liban. Université Saint Joseph, Beyrouth.
100 SALIBI, Kamal. The History of Lebanon Reconsidered. I.B. Tauris, 1988.
101 «Le conflit israélo-libanais», Courrier International, le 18/07/2006.

de 2006 et qui a remis le compteur à zéro pour relancer une nouvelle phase de fragilité politique.

D'autre part, il est d'une grande évidence que la classe politique libanaise est très influencée par le régionalisme et le confessionnalisme. Dans ce cadre, les partis politiques ne sont pas fondés sur des bases politiques idéologiques plus que régionales ou religieuses[102], car l'appartenance familiale est parmi les principaux critères de l'alignement politique et la domination des grandes familles sur la scène politique libanaise reste très remarquable dans ce pays[103].

Par ailleurs, les équilibres entre opposition et gouvernement et les transitions se font d'une manière permanente et sont souvent accompagnées de grandes crises de transition et de grandes difficultés pour atteindre des conciliations politiques (généralement temporaires)[104].

Ainsi, la classe politique libanaise est actuellement divisée entre la liste du 14 mars 2005 et la liste du 8 mars 2005[105]. Le Groupe du 14 Mars (soutenu par l'Occident) est composé des partis suivants :

---

102 MESSARRA, Antoine. « Les partis politiques au Liban : une expérience arabe pionnière et en déclin», Revue du monde musulman et de la Méditerranée, Volume 81-Numéro 81-82, Année 1996.

103«Partis et forces politiques au Liban», Fondation Libanaise pour la Paix Civile Permanente.

104 MESSARRA, Antoine. Les partis politiques au Liban : une expérience arabe pionnière et en déclin. Revue du monde musulman et de la Méditerranée- Année 1996-Volume 81-Numéro 81-82.

105 MAAMARI, Nabil. Communautés religieuses et système politique au Liban.

- Le courant du Futur (dirigé par le sunnite Saad HARIRI),

- Le parti des forces libanaises (conduit par le chrétien maronite Samir GEAGEA),

- Les Phalanges libanaises (Kataeb) (commandées par le chrétien maronite Amine Gemayel).

Par contre, le courant du 8 mars 2005 (soutenue par la Russie, la Syrie et l'Iran) est composé des partis suivants :

- Le Hezbollah chiite (dirigé par Hassan Nasr Allah),

- Le mouvement chiite Amal (dirigé par Nabih Berri)[106].

- Le Courant patriotique libre chrétien (présidé par le Général Michel AOUN)

Dans le goulet du printemps Arabe, le Liban a connu en mars 2011, l'apparition d'un mouvement contestataire, composé essentiellement par des jeunes, demandant l'annulation du système communautariste et le passage à une démocratie basée sur des partis politiques nationaux[107].

Université Saint Joseph, Beyrouth.
106 SALIBI, Kamal.The History of Lebanon Reconsidered. Tauris,1988.
107 «*Liban/manifestations : routes coupées*» AFP, le 24 janvier 2011.

Toutefois, le Liban n'a pas connu, durant le Printemps arabe de 2011, une forte mobilisation des libanais en vue de demander des réformes politiques et ce, en dépit de l'apparition modeste de ce dernier mouvement contestataire. Par ailleurs, il n'est pas exclu que ce mouvement se consolidera dans l'avenir et arrivera à imposer une nouvelle base pour un État libanais démocratique, fondé sur des partis politiques au-delà de toute appartenance religieuse et ethnique. Certainement, la concrétisation de cette attente ne sera pas une tâche aisée au vu de la grande domination du confessionnalisme sur la scène politique libanaise et au vu de la forte puissance des clans religieux qui restent bien ancrés dans ce pays[108].

Le passage à une République Nationale non-confessionnelle, demeure à notre point de vue l'ultime solution pour sauver le Liban de toute guerre éventuelle et des crises permanentes qui bloquent la stabilité de ce pays, qui malgré son caractère ''démocratique'' ne représente nullement un modèle à suivre pour les autres pays de la région.

Les Pays ayant choisi l'Économie Planifiée

Nous aborderons dans ce cadre les différentes transitions qui ont marqué les pays ayant essayé de suivre le modèle de l'économie dirigée et ayant eu différentes formes d'alliances avec l'Ex-URSS. Il s'agit notamment de l'Algérie, de la Libye et de la Syrie.

108 Jacques COULAND «*L'exception libanaise : confessionnalisme et laïcité* » dans le n° spécial de La Pensée intitulé « Laïcité » (n° 342, avril-mai-juin 2005).

Ces pays avaient trouvé de grandes difficultés au lendemain de la Chute de l'URSS, car le socialisme était pour eux une référence idéologique et une source de persistance et d'inspiration dans un monde bipolarisé.

La chute de l'URSS signifiait la fin des régimes dans ces pays, chose qui n'a pas réellement eu lieu, car les mêmes dirigeants sont restés au pouvoir, dans un monde mono-polarisé. De la sorte, ces régimes ont dû attendre l'avènement du Printemps arabe pour faire face aux révoltes populaires exigeant la mise en place de la démocratie, imposant le respect des droits de l'Homme et représentant l'espoir populaire dans une vie politique, économique et sociale meilleure.

L'Algérie

L'Algérie est le seul pays de la région qui a pu garder depuis son indépendance le noyau dur de la même classe gouvernante, malgré les différents changements des Présidents de la République. Il est à rappeler qu'après 132 ans de colonisation française, l'Algérie a obtenu son indépendance le 5 juillet 1962, une indépendance qui a donné lieu à des belligérances de clans et de positionnement qui se sont déclenchées entre les différentes forces politiques algériennes émanant du Front de Libération National (FLN)[109].

109 Miloud ZAATER «*L'Algérie, de la guerre à la guerre (1962-2003)* » L'Harmattan, 2003.

Ainsi, l'Algérie a connu l'arrivée en tête de l'État de plusieurs Présidents, certains à titre provisoire et d'autres sont restés pour plusieurs années. A cet égard, Ferhat ABBAS[110] fut le premier Président provisoire de l'Algérie, puis il a été remplacé par Benyoucef BENKHEDDA[111], qui a été désigné Président du gouvernement provisoire de la République algérienne en août 1961.

Suite à l'indépendance officielle de l'Algérie le 5 juillet 2014, Abderrahmane FARES est devenu entre cette date et le 25 septembre 1962, Président de l'exécutif provisoire algérien, chargé de la gestion du territoire, avant la formation d'une Assemblée nationale élue. Après ce court mandat, Ferhat ABBAS a été élu Premier Chef d'État de la République algérienne démocratique et populaire après son élection à la tête de l'Assemblée constituante le 25 septembre 1962, avant qu'il soit forcé à la démission et mis en résidence surveillée à Adrar par Ahmed BEN BELLA[112] le 15 septembre 1963, qui sera à

110 Ferhat ABBAS, né le 24 août 1899 à Taher et mort le 24 décembre 1985 à Alger, est un homme d'État et leader nationaliste algérien. Fondateur du parti Union démocratique du manifeste algérien (UDMA), membre du Front de libération nationale (FLN) durant la guerre d'indépendance de l'Algérie et premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) de 1958 à 1961, il est élu à l'indépendance du pays, président de l'Assemblée nationale constituante devenant ainsi le premier chef d'État de la République algérienne démocratique et populaire.

111 Benyoucef BENKHEDDA, né le 23 février 1920 à Berrouaghia et décédé le 4 février 2003 à Alger, est un homme politique algérien. Pharmacien de formation, ancien militant du MTLD, il fut le deuxième président du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) durant la guerre d'Algérie jusqu'à l'indépendance du pays en 1962.

112 Ahmed BEN BELLA, né le 25 décembre 1916 à Marnia près de Tlemcen en Oranie, au nord-ouest de l'Algérie (alors colonie français) non loin de la frontière marocaine, et mort le 11 avril 2012 à Alger, est un combattant de l'indépendance algérienne et un homme d'État algérien. Il a été président de l'Algérie de 1963 à 1965.

son tour destitué du pouvoir, le 19 juin 1965, par son camarade et Ministre de la Défense Houari Boumediene[113].

Ce dernier a essayé de conserver le système du Parti unique et de diriger le Pays en s'inspirant de deux fondements de la Révolution, à savoir : le renforcement de l'indépendance et le socialisme. Suite au décès de Houari BOUMEDIENE en 1978, une courte période d'intérim a été assurée par Rabah BITAT[114], avant l'accession au pouvoir de Chadli BENDJEDID[115], le 9 février 1979, qui contrôlera le pays jusqu'à 1992.

L'Algérie a connu un tournant historique le 26 décembre 1991, car c'est le premier pays de la région où les islamistes se sont présentés aux élections et avaient gagné avec une grande majorité, en anticipant ainsi le scénario qui allait se produire dans les autres pays arabes quelques années plus tard. Dans ce cadre, le Front Islamique du Salut (FIS)[116] avait remporté le premier tour de ces élections législatives, avec 47 % des voix exprimées, ce qui a provoqué l'intervention de l'armée pour interrompre le processus électoral.

113 Mohamed BOUKHAROUBA, dit Houari BOUMEDIENE, né le 23 août 1932 à Aïn Hassainia située près de Guelma et mort le 27 décembre 1978 à Alger, est un colonel et un homme d'État algérien. Il a été chef de l'État algérien de 1965 à 1978.
114 Rabah BITAT est né le 19 décembre 1925 à Aïn Kerma (Constantinois) (Algérie) et mort le 10 avril 2000 à l'hôpital Broussais à Paris. Membre fondateur du FLN, plusieurs fois ministre, il devient président de la République par intérim durant 45 jours en 1978, suite au décès de Houari BOUMEDIENE.
115 Chadli BENDJEDID, né le 1er juillet 1929 à Seba'a, dans la commune de Bouteldja dans la région d'El-Taref, nord-est de l'Algérie, et mort le 6 octobre 2012 à l'hôpital militaire de Aïn Naâdja d'Alger, est un colonel et un homme d'État algérien. Il est le 3ème président de l'Algérie de 1979 à 1992.
116 Mourad DHINA «*le FIS et le drame algérien, Colloque " Les dimensions réelles de la crise algérienne "*» Genève 21-22 juin 2000.

L'Algérie est entrée ainsi dans une vague de violence et de terrorisme durant une ''décennie noire''[117] marquée par une ''guerre civile''.

Durant cette période Mohamed BOUDIAF[118], grande figure de la résistance algérienne a été appelé pour prendre la tête du Haut Comité d'État, après 28 ans d'exil au Maroc. Suite à sa détermination de vouloir lutter contre la corruption[119] et pour la normalisation des relations avec le Maroc, il a été assassiné à Annaba, en plein discours le 29 juin 1992, après six mois de présidence.

Après cet assassinat politique du Président Boudiaf, Ali KAFI[120] a été désigné provisoirement à la tête de l'État, avant d'être remplacé en 1994, par Liamine ZEROUAL[121] qui remportera l'élection et sera élu Président de la République, le 16 novembre 1995. Ce dernier a démissionné en 1999, avant la fin de son mandat présidentiel qui allait arriver à terme en 2000.

Après ces années d'instabilité au sommet de l'État algérien, Abdelaziz BOUTEFLIKA[122] (soutenu par l'Armée) a remporté les

117 Une décennie marquée par des meurtres et des assassinats politiques en Algérie.
118 Bouzeghrane NADJIA « *Mohamed Boudiaf : un portrait à plusieurs facettes* » elwatan.com
119 Madjid MAKEDHI «*Les Algériens écrasés par la bureaucratie*» Le Quotidien d'Algérie.
120 Ali KAFI, né le 17 octobre 1928 à El Harrouch et mort le 16 avril 2013 à Genève en Suisse, est un colonel et homme d'État algérien. Il dirige l'Algérie du 2 juillet 1992 au 30 avril 1994.
121 Liamine ZEROUAL, né le 3 juillet 1941 à Batna en Algérie, est un général et un homme d'État algérien. Il dirige l'Algérie de 1994 à 1999.
122 Abdelaziz BOUTEFLIKA, né le 2 mars 1937 à Oujda au Maroc, est un homme d'État algérien. Il est le 5ème président de la République algérienne démocratique et populaire depuis le 27 avril 1999. Il détient actuellement le record de longévité à la tête du pays.

élections d'avril 1999, avec un taux de 74 % au moment où sept Candidats se sont retirés suite à des cas flagrants de fraudes[123]. Abdelaziz BOUTEFLIKA s'est engagé en conséquence à appliquer son programme articulé autour de trois volets : Le retour de la paix à travers l'application de la concorde nationale, la réactivation de l'économie et le retour de l'Algérie sur la scène internationale.

Le Président BOUTEFLIKA a achevé en 2004 son premier mandat présidentiel, avant qu'il ne se présente à nouveau pour un deuxième mandat et qu'il soit reconduit au pouvoir par un taux de 85 % (contesté par l'opposition).

Pendant les mois de mars et d'avril de l'année 2009, Abdelaziz Bouteflika a été réélu pour un troisième mandat le 9 avril 2009, grâce à un amendement de la Constitution voulu par l'Institution militaire.

Le Président Bouteflika est tombé en 2013 gravement malade est a été hospitalisé durant plusieurs mois en France et le pays est resté dirigé par des forces obscures, qui refusaient la convocation d'élections anticipées[124].

Ceci dévoile que le Chef de l'État n'exerce qu'à titre illusoire la gestion des affaires étatiques et c'est l'institution militaire qui dirige réellement le pays et qui trace véritablement les vraies politiques de l'Algérie.

123 Ramdane REDJALA «*L'opposition en Algérie depuis 1962*» L'Harmattan.
124 «*Bouteflika de retour en Algérie après une hospitalisation en France*» Le Nouvel Observateur, le 17 juillet 2013.

En effet, malgré sa maladie et sa disparition médiatique, le Front de libération nationale (parti majoritaire) avait annoncé en novembre 2013, qu'Abdelaziz Bouteflika, sera présenté comme le prétendant du FLN aux élections présidentielles de 2014, pour briguer un quatrième mandat à la tête de l'État[125].

Ainsi, le Président Bouteflika a été réélu pour un quatrième mandat en 2014. Cette reconduction confirme que le Président algérien est utilisé par son Parti et l'Armée comme une facette pour cacher les vrais centres de décisions en Algérie, car il serait difficilement concevable qu'un Président âgé, souffrant et qui n'apparait plus sur la scène politique soit reconduit pour un quatrième mandat, malgré son absence physique de la scène politique nationale.

Ce n'est point un secret que jusqu'à présent, l'armée occupe une place particulière dans l'échiquier politique algérien, ce qui se traduit par des répressions violentes de toutes revendications populaires demandant la démocratisation du pays et de son système politique.

Durant le Printemps Arabe, l'Institution militaire algérienne avait manifesté clairement son inquiétude et sa vigilance face aux révolutions qui se déroulaient dans le voisinage immédiat de l'Algérie. Ceci se reflétait par le soutien de l'Algérie au régime de Kadhafi dans sa guerre contre les rebelles Libyens, notamment à

125 «*Le FLN plébiscite Bouteflika pour un 4e mandat*» Le Figaro, le 17 novembre 2013.

travers l'envoi des éléments du Polisario pour combattre en Libye[126] et par le soutien aux régimes de Moubarak en Égypte, de Ben Ali en Tunisie et d'El Assad en Syrie[127].

L'aide algérienne à Kadhafi fut dévoilée par des médias occidentaux et également par l'opposition Libyenne, avant qu'elle soit confirmée, suite à la prise de position de l'Algérie en faveur de Kadhafi au sein de la Ligue Arabe lors de la réunion du 12 mars 2011[128]. Ce positionnement se justifie par les liens antérieurs entre Kadhafi et l'armée algérienne, notamment dans le soutien du Polisario et par les anciennes tendances socialistes des deux régimes (algérien et libyen), durant la guerre froide[129].

Dans ce sens, durant la guérilla en Libye, l'Algérie a décidé d'accueillir la Famille Kadhafi et d'accorder la protection à ses proches et membres de sa petite famille, spécialement son épouse Safyia, ses fils Mohamed et Hannibal et sa fille Aïcha[130].

Suite aux critiques adressées par plusieurs parties à la complicité entre le régime Algérien et le Régime de Kadhafi, le Premier Ministre algérien Ahmed OUYAHIA[131] a défendu la

126 «*Libye : 556 mercenaires du Polisario aux mains du CNT*» Géo tribune, le 24 août 2011.
127 «*L'Algérie à contre-courant du Printemps arabe*» Le Monde, le 12 mai 2012.
128 «*Qui soutient encore le colonel Kadhafi ?*» Le Monde, le 31 mars 2011.
129 «*La Libye et la mort lente du polisario*» Le Matin, le 09 octobre 2011.
130 Pour Alger, l'accueil de l'épouse et de trois enfants du dictateur déchu est "un cas humanitaire" parmi d'autres.
131 Ahmed OUYAHIA, né le 2 juillet 1952 à Bouadnane dans l'actuelle wilaya de Tizi Ouzou, en Kabylie, est un homme politique algérien. Haut fonctionnaire, secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND) (1999-2012), il a été Premier

décision de son pays d'accueillir des proches de Mouammar KADHAFI, en invoquant la raison humanitaire. Ainsi, de fortes critiques ont été adressées par la communauté internationale et par les rebelles Libyen à l'Algérie.

Ces contestations n'étaient pas écoutées par Alger qui a réagi en affirmant à travers son Chef de Gouvernement, qu'il s'agissait d'«un cas humanitaire dans le cadre du traitement par l'Algérie d'autres cas humanitaires». Il a également précisé que la famille de Kadhafi était sous la protection des autorités qui contrôlent leurs actions[132]. Pourtant, dès que le régime de Kadhafi a commencé à s'affaiblir, l'Algérie a procédé le 12 mai 2011 au gel des avoirs de sa famille, en signe d'un début de désengagement vis-à-vis de ce régime[133].

L'Algérie a été le dernier pays d'Afrique du Nord à n'avoir pas reconnu l'instance représentative de la rébellion qu'après la Chute définitive du Régime Libyen. En conséquence, les Relations entre les deux pays sont entrées dans un gel politique sans précédent[134].

---

ministre de 1995 à 1998 et de mai 2003 à mai 2006. Puis il redevient chef du gouvernement algérien le 23 juin 2008, remplaçant ainsi Abdelaziz Belkhadem en formant le gouvernement Ouyahia VI. Au cours de son mandat, Ouyahia remanie à plusieurs reprises son équipe gouvernementale et compose alors le gouvernement Ouyahia VII, VIII et IX.

132 «*Libye : l'Algérie justifie sa décision d'accueillir la famille Kadhafi*» Le Point, le 05 septembre 2011.

133 «*Qui soutient encore le colonel Kadhafi ?*» Le Monde, le 31 mars 2011.

134 «*Pour Alger, l'accueil des proches de Kadhafi est un "cas humanitaire"*» AFP, le 04 septembre 2011.

Dans cette ligne et suite à l'assassinat de Kadhafi le 20 octobre 2011, l'Algérie s'est déclarée désengagée de tous liens avec l'ancien régime Libyen et a procédé à la reconnaissance du Conseil National Transitoire (CNT) Libyen, comme un signe d'adaptation tardive avec les nouveaux changements et en vue de limiter les dégâts politiques, dus à l'alignement avec l'ancien régime[135].

Ce Pays qui a échappé à la révolution durant le Printemps arabe, s'est trouvé enclavé par des voisins qui ont connu des changements majeurs entre 2011 et 2015, à savoir la Libye qui a connu une révolution sanglante, la Tunisie qui a connu une révolution pacifique, le Maroc qui a adopté une transition démocratique dans le cadre du même système.

L'enclavement de l'Algérie a été accentué durant le mois d'avril 2012, suite à un Coup d'État au Mali et la proclamation au nord de la République d'Azawad[136]. L'Algérie qui considérait le Mali comme son arrière-plan stratégique, a vu cette proclamation unilatérale comme une menace directe à sa sécurité et à sa stabilité.

L'Algérie demeure ainsi un modèle différent, incarnant le pouvoir de l'armée et dévoilant le manque de transparence dans la gestion des affaires étatiques. Ce pays Sud-méditerranéen disposant

135 «*L'Algérie n'a jamais voulu de Kadhafi*» AFP, le 01 novembre 2011.
136 Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) de Mohamed Ag Najim a proclamé unilatéralement « l'indépendance de l'Azawad », une région qu'il considère comme le berceau d'origine des Touaregs. Signée par le secrétaire général du MNLA, Billal Ag Achérif, la déclaration a été diffusée sur le site internet du mouvement, et lue par un porte-parole sur la chaîne de télévision française France 24.

de ressources pétrolières importantes souffre étrangement de la pauvreté d'une grande partie de sa population et de l'enrichissement sans cause de certains dirigeants.

L'Algérie incarne également l'image de pays qui est contrôlé par des forces obscures et qui démontre des hésitations face aux partenariats avec les voisins et également avec l'UE, ces hésitations se manifestent à travers les politiques imprévisibles et hésitantes au niveau interne et international.

Cette situation confirme que l'Algérie, qui est restée attachée à la période de la guerre froide et à l'ère soviétique, trouve actuellement des difficultés à accepter et bien réagir face aux changements qui bouleversent son voisinage.

La Libye

La Libye est un pays Sud méditerranéen qui a traversé des périodes difficiles durant son histoire. A cet égard, dès son indépendance officielle, le 24 décembre 1951, l'Émir Mohammed Idriss EL-SANOUSSI[137] a été confirmé comme Roi, avant qu'il ne soit destitué du pouvoir, le 1er septembre 1969, suite à un putsch militaire commandé par le Colonel Mouammar KADHAFI[138].

137 Sidi Muhammad Idris al-Mahdi AL SANUSSI, né le 12 mars 1889 à Jaghboub (Cyrénaïque alors province ottomane) et mort le 25 mai 1983 au Caire (Égypte), a été roi de Libye du 24 décembre 1951 au 1er septembre 1969 sous le nom d'Idris Ier.
138 Mouammar KADHAFI, né le 19 juin 1942 à Qasr Abou Hadi et mort le 20 octobre 2011 dans les environs de Syrte, communément appelé le colonel Kadhafi, est un militaire, homme d'État et idéologue politique libyen. Il fut Chef de l'Etat Libyen entre

Le Colonel a profité de l'absence du Roi, parti en Turquie, pour proclamer une République basée sur le panarabisme et le Socialisme d'État[139]. Dans cette même ligne, Kadhafi proclama, le 2 mars 1977, la Jamahiriya Arabe Populaire et Socialiste. Sa période de domination a été marquée par de très grandes ambiguïtés politiques et des positions très contestées par l'occident et par les pays voisins (Égypte, Tchad, Niger).

Il sied de rappeler dans ce cadre que les États-Unis avaient bombardé Tripoli et Benghazi, le 15 avril 1986. Dans ces bombardements Kadhafi avait annoncé que sa fille adoptive a été tuée et avait utilisé cet assassinat pour contester la dictature impérialiste occidentale et américaine.

De ce fait, la méfiance entre l'Occident et Kadhafi s'est aggravée, ce qui a conduit à des accusations Américaines et de l'Occident prononcés à l'encontre de la Jamahiriya dans l'affaire Lockerbie[140] (270 morts), perpétrée le 21 décembre 1988, où des agents libyens ont été accusés d'avoir commis cet acte terroriste sur un ordre de Kadhafi.

---

le 1er septembre 1969 et le 23 août 2011.

139 Le socialisme d'État, dans un sens large, est une doctrine politique qui vise à l'accomplissement d'une société communiste en passant par l'établissement d'une société socialiste par le moyen de la socialisation des moyens de production assurée par l'État.

140 L'attentat de Lockerbie a eu lieu le 21 décembre 1988 contre un Boeing 747-100 (Immatriculé Clipper Maid of the Sea) de l'ancienne compagnie américaine Pan American World Airways, qui assurait la liaison Londres – New York. Il explosa au-dessus du village de Lockerbie en Écosse et causa le décès de 270 personnes (259 passagers et membres d'équipage, ainsi que onze villageois).

La Libye a été de nouveau suspectée dans une autre affaire relative à l'attentat du 19 septembre 1989 sur le DC10 vol 772 UTA141 au-dessus du Niger (170 personnes à bord).

La crise entre la Libye et la communauté internationale s'est accrue et a conduit, le 15 avril 1992, à un vote par le Conseil de Sécurité de l'ONU pour imposer un embargo international (Militaire et aérien) contre la Libye (Suite aux présomptions de participation des services secrets libyens dans les attentats du Boeing de la Pan Am au-dessus de la ville écossaise de Lockerbie en 1988 et du DC-10 d'UTA au-dessus du Niger en 1989).

Dans ce sillage, l'ONU a renforcé, en octobre 1993, ses sanctions et a décidé un durcissement de l'embargo : Gel des avoirs financiers et embargo sur les biens d'équipement pétroliers. Ces sanctions furent prolongées, le 29 octobre 1998.

Suite à ces différentes pressions, Kadhafi avait cédé et avait décidé, le 5 avril 1999, la remise des deux suspects libyens à l'attentat de Lockerbie à la justice écossaise, pour être jugés à la Cour internationale de justice de La Haye. Cette évolution a été bien accueillie par la Communauté internationale qui a décidé par la suite la suspension des sanctions décrétées par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1992.

141 L'attentat du DC-10 d'UTA coûta la vie aux 170 passagers et membres d'équipages du vol UT-772 reliant Brazzaville (capitale du Congo) à Paris, via N'Djaména au Tchad le 19 septembre 1989. Il a explosé au-dessus du désert du Ténéré au Niger.

La Cour a prononcé son jugement, le 17 mars 2002 et a condamné l'un des suspects de l'attentat de Lockerbie Abdelbasset ALMAGRAHI à la prison à perpétuité et a acquitté l'autre accusé Lamin KHALIFAH FHIMAH. Ceci, avant qu'un accord intermédiaire soit trouvé, le 10 septembre 2003, avec les proches des victimes du vol 772 UTA.

Le régime Libyen est devenu ainsi visiblement moins hostile à l'égard de l'Occident, mais ce changement n'a pas empêché le surgissement d'autres conflits ayant une nature différente, notamment ceux qui ont été causés par des proches de Kadhafi, surtout ses fils qui ont multiplié les infractions dans certains pays européens.

Nous citons à titre d'illustration l'affaire d'accusation du fils de Kadhafi Hannibal et sa femme pour le mauvais traitement envers leurs domestiques[142]. Cette affaire a causé une grande crise politique entre la Libye et la Suisse[143].

Suite aux différents problèmes et aux différentes défaillances commises par le Colonel, sa famille et son régime et à cause de la grande répression, le peuple Libyen s'est révolté, le 17 février 2011, après le déclenchement des révolutions Tunisienne et Égyptienne[144].

142 Mouammar Kadhafi, visiblement très mécontent de l'inculpation de l'un de ses fils et belle fille pour violences physiques sur deux de leurs domestiques, a décidé de sanctionner financièrement l'Etat Suisse.
143 La crise diplomatique entre la Suisse et la Libye fait suite à l'arrestation d'Hannibal Kadhafi à Genève le 15 juillet 2008 pour mauvais traitements.
144 «*Le Printemps arabe* » est un ensemble de manifestations populaires d'importance inégale qui se produisent dans de nombreux pays du monde arabe à partir de décembre

Sans grande surprise, les manifestations furent fortement réprimées par le régime de Kadhafi, qui a même eu recours à des mercenaires étrangers pour réprimer son propre peuple[145].

Par la suite, une partie des militaires a décidé de rejoindre le clan de l'opposition, ce qui a fait tomber une grande partie des villes libyennes dans le giron des révolutionnaires avant que les deux parties ne s'affrontent dans une guerre civile ouverte.

Cette situation a conduit la communauté internationale à imposer de nouvelles sanctions contre le régime de Kadhafi et à commencer le 18 mars 2011, des bombardements aériens sous conduites des forces de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (Suite à une initiative française). Ces bombardements ont eu lieu suite aux menaces de Kadhafi d'exterminer la population de Benghazi et des villes insurgées contre son régime.

Dans le contexte de ces évènements, le Colonel a commencé à perdre les batailles et a même perdu dans ce cadre son plus jeune fils Seif El-Arab Kadhafi âgé de 29 ans, qui a péri le 30 mai 2011, lors d'une frappe de l'OTAN sur Tripoli[146].

2010. L'expression de « Printemps arabe » fait référence au « Printemps des peuples » de 1848 auquel il a été comparé. Ces mouvements révolutionnaires nationaux sont aussi qualifiés de révolutions arabes, de révoltes arabes ou encore de « réveil arabe ».

145 «*Libye : 556 mercenaires du Polisario aux mains du CNT*» Politique-actu.com, le 28 août 2011.

145 «*L'ONU autorise le recours à la force contre la Libye*» Le Parisien, le 18 mars 2011.

146 « *Libye : un des fils de Kadhafi tué lors d'une frappe de l'Otan* » Le figaro, le 01 mai 2011.

Ceci fut un grand signe de la prévisible chute du régime de Kadhafi, car quelques mois plus tard, plusieurs villes ont été contrôlées par les rebelles, regroupés dans un Conseil National de Transition[147], présidé par Moustafa ABDEL JALIL.

Le CNT a pu contrôler Tripoli, en fin du mois d'août 2011, ce qui a obligé Kadhafi à quitter la Capitale vers Syrte qui tombera à son tour en octobre 2011 entre les mains des révolutionnaires (Ceci a signifié la Chute effective du régime).

Après plusieurs années de dictature, Mouammar Kadhafi a été tué le 20 octobre 2011, quelques heures après la prise de Syrte (sa ville natale) et deux mois après la chute de son régime.

Les images du corps sanglant et dénudé du Colonel Kadhafi, ont été diffusées par des télévisions du monde entier et avaient suscité de grandes critiques à l'égard des rebelles qui avaient la possibilité de garder le dictateur déchu en vie et de le présenter devant la Justice.

Suite à ces événements, la Libye est entrée dans une nouvelle phase marquée par la proclamation de la libération, le 23 octobre 2011[148] et par la désignation d'un nouveau gouvernement le même

147 Le Conseil national de transition est une autorité politique de transition créée à l'occasion de la révolte libyenne de 2011, le 27 février 2011, pour coordonner les différentes villes de Libye tombées aux mains des insurgés et conduire le combat contre le régime de la Jamahiriya arabe libyenne dirigé par Mouammar Kadhafi. Depuis la chute de ce régime, il conduit la transition menant à une nouvelle constitution et à des dirigeants élus.

148 Le 23 octobre 2011 à Benghazi, le président du CNT Moustafa Abdel Jalil a

jour, présidé par Abdurrahim EL KEIB[149]qui a été élu par le CNT au poste de nouveau Premier Ministre Libyen par Intérim.

Le grand défi qu'a connu ce gouvernement est la restitution des armes des rebelles Libyens qui ont constitué des groupements insurrectionnels et qui ont procédé à des attaques contre des cibles étatiques et sur les frontières avec les pays voisins.

Dans ce sillage, Abdel Jalil a annoncé son souhait que la Charia soit à la base de la future législation libyenne, ce qui a provoqué l'inquiétude de l'Union européenne et des États-Unis vis-à-vis du respect des droits de l'homme en Libye.

Entre 2011 et 2015, le nouveau régime Libyen n'a pas réussi à instaurer la sécurité totale dans le pays, car certains pro-Kadhafi et certains rebelles se sont assemblés dans des groupements mafieux et terroristes, en faisant ainsi entrer la Libye dans une conjoncture de grande instabilité politique et sécuritaire.

Durant le chamboulement des événements et au moment où Moustafa ABDEL JALIL a été reconduit le 5 mars 2012 dans ses fonctions de président du CNT, la Cyrénaïque a proclamé le 7 mars 2012, son autonomie vis-à-vis de Tripoli et a placé Ahmed AL-SENUSSI à la tête du Conseil dirigeant la province, malgré les

proclamé la «libération» de la Libye, mettant officiellement fin à la guerre civile qui durait depuis huit mois.

149 Abdurrahim EL-KEIB, né en 1950 à Tripoli, est un homme politique libyen, président du Conseil exécutif du Conseil national de transition (chef du gouvernement) à partir du 24 novembre 2011, puis Premier ministre intérimaire jusqu'au 14 novembre 2012, il dirige un gouvernement de 28 membres.

protestations du CNT ; la situation fait alors craindre une partition du pays.

Ceci a constitué le début d'une guerre ouverte entre les deux parties qui a conduit le pays a une situation d'insécurité totale permettant aux terroriste d'infiltrer le pays et de proclamer certains territoire comme faisant partie de ''l'Organisation de l'État Islamique''[150].

Devant cette situation des négociations ont été tenues sous l'égide de l'ONU au Maroc, précisément à la ville de Skhirate et suite à plusieurs mois de blocage un Accord a été signé le 17 décembre 2015 donnant en principe naissance à un Gouvernement d'Union nationale.

La constitution d'un gouvernement d'union nationale a été annoncée le 19 janvier 2016. Les négociations ont eu lieu avec le parrainage de l'ONU et sous une forte pression internationale, car le chaos libyen a permis à l'organisation État islamique de prospérer en Libye.

C'est Fayez al-Sarraj[151] qui a été désigné comme Premier ministre libyen et qui a présenté le 20 février 2016 au Parlement de

150 L'Organisation de l'État islamique est une organisation armée terroriste, d'idéologie salafiste djihadiste, qui a proclamé le 29 juin 2014 l'instauration d'un califat sur les territoires qu'il contrôle, et souvent considéré comme un proto-État à partir de 2015. Son essor est notamment lié aux déstabilisations géopolitiques causées par les guerres en Irak, en Syrie et en Libye.

151 Fayez el-Sarraj, né le 20 février 1960 à Tripoli1, est un architecte, homme d'affaires et homme d'État libyen. En vertu des accords de Skhirat, il est désigné, en décembre

Tobrouk reconnu par la communauté internationale le programme de travail du nouveau gouvernement d'union nationale pour convaincre les députés de lui accorder leur confiance.

Fayez al-Sarraj a pris ses fonctions le 12 mars 2016 au moment où il était encore en exil à Tunis avant l'installation de son gouvernement à Tripoli le 30 du même mois.

La Libye incarne ainsi l'image d'un pays Méditerranéen qui a connu plusieurs problèmes depuis son indépendance, ce qui a fait de sa coopération avec l'Union européenne un échec permanent sur tous les plans.

Pourtant, le changement qu'a connu le pays après la tombée du régime de Kadhafi, laisse espérer à une intégration active de la nouvelle Libye dans les futures initiatives de coopération et de partenariat en Méditerranée et dans le voisinage européen.

La Syrie

La Syrie est un pays clé dans toutes formules d'instauration de la paix en Méditerranée et au Proche orient qui a connu depuis son indépendance en 1946 et jusqu'au Printemps arabe trois grandes périodes :

2015, président du Conseil présidentiel et Premier ministre de la Libye. Il prend ses fonctions le 12 mars 2016 en exil à Tunis. Le 30 du même mois, son gouvernement s'installe à Tripoli.

- La première est marquée par le changement permanent des régimes et des présidents ;
- La seconde et celle durant laquelle la famille EL ASSAD a pris le contrôle du pays pour instaurer une République héréditaire, marquée par la domination du parti Baas ;
- La troisième est celle de l'après Printemps arabe qui a vu le début des révoltes populaires dans les différentes villes syriennes et l'assaut de la violence entre le régime et les opposants, ayant conduit à une guerre destructive dans le pays.

S'agissant de la première période qui a commencé en 1946 suite à l'indépendance du Pays, il y a lieu de signaler que la Syrie a connu une grande phase d'instabilité politique marquée par le passage de plusieurs dirigeants militaires à la tête de l'État.

Durant cette période, Hachem AL-ATASSI[152] a été désigné comme premier Président de la République Syrienne, avant d'être destitué en 1949, à la suite d'un Coup d'État dirigé par le Colonel Husni AL-ZA'IM[153]. Le Colonel AL-ZA'IM a été victime, à son tour, d'un Coup d'État dirigé par le colonel Sami AL-HINNAWI[154] en

152 Hachem Bey Khaled AL-ATASSI, est un homme politique syrien qui a occupé le poste de président de la Syrie durant les années (1936-1939, 1950-1951, 1954).
153 Husni AL-ZAIM (1897-1949) était un officier et homme politique syrien. Premier militaire à accéder au pouvoir, il met fin en 1949 à la démocratie parlementaire syrienne et ouvre ainsi une voie d'instabilité politique qui a duré plus de vingt ans.
154 Sami AL-HINNAWI (1898-1950) est un militaire et homme politique syrien. Le colonel Al-Hinnawi a renversé par un coup d'État le président Husni AL-ZAIM, en août 1949. Il l'a fait à la suite de l'exécution du président-fondateur du Parti social

1951 et sera lui-même remplacé par Adib Ibn Hasan CHICHAKLI[155], qui a été soutenu par les Britanniques et les Américains, dans l'espoir qu'il signe un traité de paix avec Israël[156]. A cet égard, certaines sources affirment que CHICHAKLI avait reçu une offre d'aide considérable de 400 millions de dollars de la part des États-Unis, en contrepartie de la naturalisation de 500 000 Palestiniens réfugiés en Syrie[157].

Cette proposition avait provoqué la colère du Parti socialiste arabe d'Akram HOURANI[158] et du Parti Baas de Michel AFLAQ[159], qui avaient considéré cette proposition comme une vente du droit au

---

nationaliste syrien Antoun SAADE que Zaim devait protéger. C'est avec l'aide de membres du PSNS et d'Adib CHICHAKLI qu'AL-HINNAWI procède au coup d'État. En tant que président il fait assassiner les membres du gouvernement responsables de la mort de Saadé et fait exécuter Zaim et son premier ministre Muhsen AL-BARAZI dans une prison de Damas. Il devient alors le chef d'une junte militaire, mais Chichakli s'affirme comme l'homme fort du régime. Au cours de la même année 1949, ce dernier le renverse et devient président. Il est alors contraint à l'exil, il meurt à Beyrouth le 31 octobre 1950, assassiné par le cousin du premier ministre Al-Barazi.

155 Adib CHICHAKLI (1909-1964) était un leader militaire et un homme politique syrien

156 « *Syria's Diplomatic Comeback: What next?* » Mediterranean Politics, 2009.

157 Extrait des Mémoires de Haled Al Azrn (1973), Premier ministre de Syrie en 1948 et 1949, paru à Beyrouth : « [La raison de l'échec arabe en 1948 fut l'appel des gouvernements arabes aux habitants de la Palestine, pour qu'ils se rendent dans les pays voisins... C'est nous qui les avions encouragés à partir... Nous avons amené la destruction sur un million de réfugiés arabes, en les incitant et en les adjurant de quitter leurs terres, leurs foyers, leur travail et leurs commerces ».

158Akram HOURANI (né à Hama en 1912, mort en Jordanie en 1996) était un homme politique syrien, qui a joué un rôle important dans la création du parti Baath arabe socialiste. C'était un homme politique important, du début des années 1940 jusqu'à son départ en exil en 1963. Il a été le ministre de plusieurs gouvernements syriens et était vice-président de la République arabe unie.

159 Michel AFLAK (Damas 1910 - 23 juin 1989 à Paris) était un écrivain, enseignant et homme politique syrien. Il fonde avec son camarade Bitar, le Baas, un parti nationaliste panarabe. À la tête du parti, il pose les bases idéologiques du nationalisme et du socialisme arabe. En 1966, après la prise de pouvoir des militaires sur le Baas, il est contraint avec les autres cadres du parti à l'exil. Il termine sa vie en Irak, où il obtient le poste honorifique de Secrétaire Général du comité panarabe du Baas. Il meurt à l'hôpital militaire du Val de Grâce à Paris le 23 juin 1989.

retour des Palestiniens. Ceci a engendré une alliance entre le Parti socialiste d'HOURANI et le Parti Baas d'Aflak, qui ont fondé un nouveau parti Baas Arabe Socialiste en 1952. Suite aux multiples pressions internes, Chichakli a refusé finalement l'accord avec les États-Unis.

Ainsi, la Syrie est rentrée en 1954 dans une nouvelle phase provisoire contrôlée par les civils et par les bassistes (Ces derniers sont influencés par le panarabisme). Dès la prise du pouvoir par les bassistes, ils ont proclamé le 1er février 1958, une Union de la Syrie avec l'Égypte, créant ainsi la République Arabe Unie[160].

Vu que cette union a été fondée sur des matrices non solides, elle a vite pris fin le 28 septembre 1961, suite à un Coup d'État guidé par le Général Haydar AL-KOUZBARIQUI[161], qui déclarera unilatéralement sécession et rétablira la République Arabe Syrienne. Ceci a entraîné durant dix-huit mois une grande instabilité politique, avec divers coups d'États. Ainsi, les Bassistes ont procédé à un Coup d'État, le 8 mars 1963, pour installer le Conseil National de Commande Révolutionnaire.

160 La République arabe unie est approuvée créée en février 1958, par l'alliance de l'Égypte et de la Syrie, la République arabe unie (RAU) est largement approuvée lors d'un référendum organisé conjointement dans les deux pays. La RAU est née alors que le parti syrien Baas monte en puissance. Comme beaucoup de pays musulmans, la Syrie considère Nasser comme la proue du nationalisme arabe, notamment grâce à son rôle dans la crise du canal de Suez. C'est sans doute cette raison qui motiva le Baas à s'unir au pays. Nasser sera le premier président de la RAU, mais sa domination finira par lasser les Syriens. Un coup d'État militaire disloquera finalement la RAU en 1961. L'Égypte conservera toutefois le dénominatif de République arabe unie jusqu'en 1971.

161 Haydar AL-KOUZBARI (1920 - 1996) est un militaire syrien responsable du coup d'État mettant fin à la République arabe unie.

En parallèle, en Irak le Parti Bass a également procédé à un Coup d'État. Ceci a poussé le gouvernement Baasiste syrien à réfléchir de nouveau, à une nouvelle Union basée sur le socialisme et le panarabisme rassemblant l'Égypte Nassériste, l'Irak et la Syrie[162]. Suite à des divergences assez profondes, cette idée fut abandonnée malgré l'accord signé au Caire, le 17 avril 1963, visant la mise en œuvre d'un référendum sur l'union qui devait avoir lieu en septembre 1963.

En mai 1964, le Président Amin AL-HAFEZ[163] avait promulgué une constitution provisoire visant l'établissement d'un Conseil National de la Révolution (CNR), composé des parlementaires issus des travailleurs, de paysans et de syndicalistes.

Des putschistes Baasistes, guidés par Salah JEDID[164], ont réussi à renverser le régime, le 23 février 1966 et ont procédé à l'emprisonnent du Président Amin AL-HAFEZ. Par conséquent, ils ont annulé le CNR et ont abrogé la Constitution, tout en chassant du pouvoir les fondateurs historiques du parti Baas à l'instar de Michel AFLAQ, Salah Al-Din AL-BITAR et AKRAM HOURANI, dans le but d'instaurer une politique régionaliste et non plus panarabe comme le voulaient les fondateurs du Baas.

162 Le Parti Baas est créé en 1947 à Damas et a pour but l'unification des différents États arabes en une seule et grande nation.
163 Amin AL-HAFEZ était un homme politique syrien, un militaire et un membre du parti Baath.
164 Salah JEDID (1926 - 1993) est un général, homme politique syrien et une des figures du parti Baath. Il était chef du gouvernement syrien de 1966 jusqu'à 1970.

Les chefs du Coup d'État parlaient de « rectification » des principes du parti, avant que la guerre des Six Jours[165], perdue par les Égyptiens, les Syriens et les Arabes, n'affaiblisse le gouvernement de Salah JEDID.

Ce dernier subira à l'instar de ses pré-successeurs, le 13 novembre 1970, un Coup d'État dirigé par son propre Ministre de la Défense Hafez EL ASSAD[166]. Ce Coup d'État donnera lieu à une nouvelle étape marquée par une dictature absolue dirigée par Hafez EL ASSAD, Chef de l'État entre 1970 et 2000, qui a été confirmé dans ses fonctions par cinq référendums successifs. Son fils Bachar EL ASSAD[167], lui a succédé le 17 juillet 2000, faisant ainsi de la Syrie une République héréditaire, dirigée par le clan familial AL ASSAD et l'Armée[168].

165 La guerre des Six Jours est la guerre que mena, du lundi 5 au samedi 10 juin 1967, Israël face à l'Égypte, à la Jordanie et à la Syrie. Cette guerre fut déclenchée comme une « attaque préventive » d'Israël contre ses voisins arabes, à la suite du blocus du détroit de Tiran aux navires israéliens par l'Égypte le 23 mai 1967 (les Israéliens avaient préalablement annoncé qu'ils considéreraient cet acte comme un casus belli). Le soir de la première journée de guerre, la moitié de l'aviation arabe était détruite ; le soir du sixième jour, les armées égyptiennes, syriennes et jordaniennes étaient défaites. Les chars de l'armée israélienne bousculèrent leurs adversaires sur tous les fronts. En moins d'une semaine, l'État hébreu tripla sa superficie : l'Égypte perdit la bande de Gaza et la péninsule du Sinaï, la Syrie fut amputée du plateau du Golan et la Jordanie de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

166 Hafez EL-ASSAD est un homme politique syrien- Après son accession au pouvoir à la suite d'un coup d'État en 1970, il sera président de la République jusqu'à sa mort en 2000. Son fils, Bachar, lui a succédé.

167 Bachar EL-ASSAD, né le 11 septembre 1965 à Damas, est un homme d'État syrien. De confession alaouite, une branche du chiisme, il est le secrétaire régional du parti Baas et le président de la République arabe syrienne depuis le 20 juin 2000, date à laquelle il a succédé à son père, Hafez el-Assad.

168 Eyal ZISSER «Commanding Syria: Bashar al-Asad and the First Years in Power» Library of Modern Middle East Studies, 2006.

Cette longévité au pouvoir provient essentiellement du fait que la famille EL ASSAD a été soutenue par des minorités religieuses très influentes dans l'Armée et particulièrement la minorité religieuse Alaouite[169]. L'Alignement avec la Russie, l'Iran et la Chine a garanti pour ce régime une protection internationale considérable.

Le déclenchement du Printemps Arabe en 2011 a été un élément propice au commencement d'une révolution syrienne qui a débuté, le 15 mars 2011, à Daraa, avant de se propager dans les autres villes.

Malheureusement, les aspirations populaires à la démocratie et à la liberté ont été fortement réprimées par le régime Syrien soutenu par la Russie, l'Iran, la Chine et le Hezbollah[170].

Le pouvoir syrien agira avec une grande violence et procédera à plusieurs assassinats des opposants et des manifestants, ce qui a fait

169 H. ALBRECHT et O. SCHLUMBERGER « Waiting for Godot : Regime change without Democratization in the Middle East » International Political Science Review, 2004.

170 Le Hezbollah « Parti d'ALLAH», fondé en juin 1982, mais révélé publiquement en février 1985, est un mouvement politique chiite libanais possédant une branche armée (Al-Muqawama al-Islamiyya, Résistance islamique) qui est à son origine. Il fut créé en réaction à l'invasion israélienne du Liban en 1982, en s'appuyant sur un financement iranien. Parti politique officiel au Liban, le Hezbollah est diversement perçu par la communauté internationale, les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et Bahreïn, l'ayant placé sur leur liste des organisations terroristes. Le 22 juillet 2013, l'Union européenne a aussi classé la branche militaire du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes. Les six pays arabes du Golfe Persique ont placé le Hezbollah sur leur liste noire ne faisant aucune distinction entre cette organisation et sa branche militaire.

entrer la Syrie dans une grande phase d'instabilité et de troubles politiques graves, tournée rapidement en guerre sanglante[171].

Ceci a engendré de fortes condamnations adressées par la Communauté Internationale et a conduit l'Union européenne à imposer plusieurs sanctions contre le régime Syrien[172]. Suite à ces répressions, le mouvement contestataire s'est renforcé et plusieurs militaires se sont insurgés et ont créé l'Armée Libre Syrienne, qui est entrée en guerre directe contre l'armée de Bachar EL ASSAD et son clan.

Plusieurs Pays Arabes se sont positionnés contre le régime Syrien au moment où la Russie, la Chine et l'Iran ont continué leur soutien au régime d'EL ASSAD, en faisant ainsi de la division interne syrienne une division internationale.

La ligue Arabe et l'ONU avait désigné le 24 février 2012 l'ex-Secrétaire Général de l'ONU Kofi ANNAN[173]comme Envoyé spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la crise syrienne.

Kofi Annan devait tenir compte de l'appui farouche de la Russie, de l'Iran et de la Chine au régime Syrien, ce qui a fait de sa

171 Khaled ISSA «*Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne*» Fenêtre Europe, le 03 décembre 2011.
172 «*Syrie : nouvelles sanctions européennes, négociations difficiles à l'ONU*» AFP, le 18 janvier 2012.
173 Kofi (Atta) Annan, né le 8 avril 1938 à Kumasi au Ghana, fut le septième secrétaire général des Nations unies et le premier à sortir des rangs du personnel de l'organisation. Il occupe cette fonction de 1997 à 2006. Le 10 décembre 2001, il reçoit le Prix Nobel de la paix.

mission une tâche très difficile. Après plusieurs tentatives d'imposer un plan de paix, Annan a réussi à obtenir de Bachar EL ASSAD une promesse de cesser les combats.

Le régime syrien a ainsi annoncé l'arrêt des opérations militaires en mois d'avril 2012, en claironnant victoire contre les rebelles syriens[174]. Cette situation n'a pas été réellement maintenue puisque durant la période allant entre 2012 et 2015 les combats entre le régime et l'opposition ont conduit la Syrie à une guerre de destruction complète et a rendu ce pays un terrain de combat indirect entre le Clan occidental soutenu par certains pays arabes et le clan composé de la Russie, l'Iran et la Chine.

Ainsi, Kofi Annan a échoué dans sa mission d'instauration de la paix et a été remplacé par un autre diplomate chevronné à savoir l'Algérien Lakhdar IBRAHIMI qui a échoué à son tour à trouver une solution politique au conflit Syrien.

Entre 2011 et 2015, la Syrie est devenue un terrain de conflit attirant les Moujahdines de tous horizons afin de combattre le régime Syrien pro-iranien. A leur tour, l'Iran et le Hezbollah Libanais avaient envoyé des combattants professionnels pour soutenir le régime Syrien.

Dans ce sillage, les extrémistes wahhabites ont profité de cette situation et ont constitué un mouvement intitulé l'État islamique, qui

174 «*Damas annonce l'arrêt des opérations militaires*» Le Monde, le 11 avril 2012.

est une organisation armée terroriste, d'idéologie salafiste djihadiste, qui a proclamé le 29 juin 2014 l'instauration d'un califat sur les territoires qu'il contrôle. Ce mouvement a déporté la violence même en dehors des territoires contrôlés par ces milices et constitue actuellement une réelle menace à la paix et à la stabilité mondiale.

Visiblement, les revendications populaires syriennes aspirant à la démocratie et à la liberté se sont trouvées ainsi, otages de règlement de comptes stratégiques idéologiques, politiques, économiques et religieux, dépassant le peuple Syrien et ses simples aspirations.

La Syrie incarne, dans le bassin méditerranéen, le modèle du pays qui a toujours pris sa relation avec l'Occident comme une continuation de la guerre froide en préférant le renforcement des relations avec l'Iran, la Russie et la Chine.

Il ne serait pas une grande surprise si le bilan de l'implication de la Syrie dans les différents partenariats euro-méditerranéens serait très faible voire même très négatif.

Les Pays ayant transité entre les deux systèmes (Socialiste et libéral)

L'Égypte

L'Égypte est l'un des pays les plus influents au niveau de la rive Sud de la Méditerranée et dans le monde arabe. Depuis son

indépendance en 1922, il a connu plusieurs changements dans son système politique. A cet égard, six périodes principales peuvent être observées et distinguées :

- La Monarchie du Roi Fouad (1922-1936) et puis de son fils Farouk (1936-1952),
- La République Nassérienne pan-arabique (1958-1970),
- La République de Sadate (marquée par la guerre du Six Octobre et par l'ouverture d'après-guerre avec Israël (1970-1981)),
- La République de Moubarak (1981-2011)[175],
- La première république de l'après révolution ; conduite par Mohammed Morsi[176] (2012-2013) (Mouvement des Frères Musulmans),
- La république de la deuxième révolution du 30 juin 2013 (une révolution qualifiée par les frères musulmans de putsch militaire contre la légitimité)[177].

175 La révolution égyptienne de 2011 est une série d'évènements (manifestations, grèves, occupation de l'espace public, destruction de bâtiments et symboles du pouvoir, affrontements avec les forces de l'ordre) ayant abouti à la démission du président Hosni Moubarak et à une libéralisation du régime.

176 Mohamed MORSI né le 20 août 1951, est un homme d'État égyptien. Président du Parti Liberté et Justice, une formation politique issue des Frères musulmans, il représente les couleurs de ce parti islamique lors de l'élection présidentielle qui suit la Révolution de janvier 2011. Il l'emporte, au second tour, sur l'ancien Premier ministre Ahmed Chafik avec 51,73 % des voix devenant ainsi le premier président élu d'Égypte et le premier civil à occuper ce poste. Il est investi 5ème président de la République arabe d'Égypte le 30 juin 2012. Mohamed Morsi est déchu par un coup d'État organisé par l'armée, le 3 juillet 2013, à la suite d'un vaste mouvement populaire protestataire.

177 Abdelfatah Khalil AL-SISI est un militaire égyptien, né au Caire le 19 novembre 1954. Il est le ministre de la Défense égyptien et président du Conseil suprême des forces armées depuis le 12 août 2012, date de la révocation du maréchal Mohamed Hussein Tantawi. Il prend la tête du coup d'État du 3 juillet 2013.

S'agissant de la 2ème étape, il est nécessaire de rappeler qu'un groupe d'officiers avait réussi, le 23 juillet 1952, un coup d'État militaire par lequel le Roi Farouk Ier a été détrôné[178].

Après une courte période transitoire dirigée par le Général Mohammed NAGUIB et après par un Conseil Révolutionnaire composé de onze officiers, Gamal ABDENNASER a été élu, le 23 juin 1956, comme Président de la nouvelle République d'Égypte.

Les choix politiques du nouveau Président étaient clairs depuis le début, notamment en ce qui concerne la centralisation de l'État égyptien, l'augmentation des pouvoirs du Président de la République, la nationalisation de l'industrie, la réforme agraire et la mise en œuvre de grands projets de travaux publics, comme le barrage d'Assouan[179].

Ces choix ont fait temporairement de l'Égypte un Pays socialiste proche de l'URSS, avant que Nasser n'essaie de se démarquer des positions de ses alliés en participant lors de la conférence de Bandung, du 18 au 24 avril 1955, à la création du mouvement des non-alignés[180]. D'autre part, la période de la

178 Pierre Blanc « *Egypte : L'éclipse* ». Confluences en Méditerranée, n° 75, automne 2010.
179 Le barrage d'Assouan est un barrage hydroélectrique achevé en 1970 à sept kilomètres en amont d'Assouan sur le Nil en Haute-Égypte. Il est décrit comme un des plus grands du monde. Sa capacité de retenue est 169 milliards de mètres cubes d'eau.
180 Le mouvement des non-alignés (ou plus rare mouvement des pays non-alignés) est une organisation internationale regroupant 118 États en 2008 (17 États et 9 organisations internationales y ont en plus le statut d'observateur), qui se définissent comme n'étant alignés ni avec ni contre aucune grande puissance mondiale.

présidence de Nasser a été marquée par plusieurs grands évènements, tels que la Crise du Canal de Suez[181].

La France avait considéré cette nationalisation comme un comportement hostile et touchant directement ses intérêts, vu que c'est elle qui avait construit ce canal et qui le gérait de ce fait. Ainsi, une intervention militaire franco-anglaise-israélienne contre l'Égypte a été décidée en août 1956[182].

La France, le Royaume-Uni et Israël ont profité d'un contexte international favorable pour lancer l'opération, notamment vu les élections présidentielles aux États-Unis et la préoccupation de l'URSS par les crises en Pologne et en Hongrie.

Les différentes positions de Nasser hostiles à l'Occident et à Israël avaient fait de lui un vrai leader nationaliste charismatique pour les peuples arabes, ce qui poussera plusieurs Partis Politiques Arabes à s'inspirer du Nassérisme Égyptien, pour promouvoir de nouveaux espoirs basés sur le panarabisme et le socialisme d'État, aspirant à une égalité sociale et une vie meilleure[183].

181 La crise du canal de Suez, également désignées des noms d'expédition de Suez, guerre de Suez, campagne de Suez ou opération Kadesh, est une guerre qui éclata en 1956 en territoire égyptien. Le conflit opposa l'Égypte et une alliance secrète, le protocole de Sèvres, formée par l'État d'Israël, la France et le Royaume-Uni, suite à la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte.

182 Frédéric CHARILLON et Bernard ROUGIER « *Afrique du Nord Moyen-Orient édition 2007-2008. Moyen-Orient : la triple impasse* » Etudes de la documentation française, 2008.

183 Bernard DUTERNE et Aurélie Leroy « *Etat des résistances dans le Sud : Monde arabe* ». Alternatives Sud 2010, 4ème trim. 2009, vol. 16.

Nasser meurt suite à une crise cardiaque, le 28 septembre 1970 et Anouar SADATE, qui lui succède lancera en 1973, de concert avec la Syrie, la guerre de Kippour contre Israël pour tenter de reprendre le Sinaï, perdu en 1967, lors de la guerre des six Jours.

Suite à cette guerre potentiellement gagnée par les pays arabes, Sadate est devenu le premier dirigeant arabe à effectuer une visite officielle en Israël, en novembre 1977[184]. Lors de cette visite, il a rencontré le Premier Ministre Menahem BEGIN, et a pris la parole devant la Knesset[185]. Cette visite a été suivie le 17 septembre 1978, par la signature des Accords de Camp David, pour lesquels Sadate et Begin reçoivent le prix Nobel de la paix[186].

En conséquence, Sadate a été assassiné, le 6 octobre 1981, durant une parade militaire au Caire par des membres de l'armée qui appartiennent à l'organisation du Jihad Islamique Égyptien[187]. Après cet assassinat, Hosni MOUBARAK en sa qualité de vice-président de la République est devenu chef de l'État par intérim, avant qu'il ne soit confirmé dans ce poste, le 13 octobre 1981[188].

184 W. B. FISHER et Richard GERMAN « *Egypt* ». Dans The Middle East and North Africa 2008. 54th edition, London, Routledge, 2007.
185 Le Parlement monocaméral d'Israël.
186 Pierre Vallaud et Xavier Baron « *Forces profondes* » Atlas géostratégique du proche et du Moyen-Orient, Editions Perrin, 2009.
187 Éric CARPANO et Emmanuelle MAZUYER «*Les grands systèmes juridiques étrangers : Allemagne, Arabie Saoudite, Brésil, Chine, Égypte, États-Unis, Inde, Royaume-Uni*» Gualino-Lextenso, 2009.
188 Le Parti national est un parti politique égyptien créé en 1978 par le président Anouar el-Sadate, pour remplacer l'Union socialiste arabe créée par Gamal Abdel Nasser.

Moubarak a été reconduit au pouvoir continuellement en 1987, 1993 et 1999. Il a gagné la première élection pluraliste, le 9 septembre 2005. Ses scores de réélection enregistrés ont souvent dépassé les 80%.

Bien que la popularité de Moubarak ait augmenté avec le temps et que son rôle de leader du monde arabe se soit renforcé dans les années 1980 et 1990, il a perdu graduellement le soutien populaire égyptien à partir du milieu des années 1990. Ce Président a été souvent impliqué, lors des conflits israélo-palestiniens dans les négociations entre les deux antagonistes. Ses positions ont généralement été considérées comme conciliatoires avec Israël, voire même pro-israéliennes.

Suite à des appels sur des réseaux sociaux pour protester contre le régime le 25 janvier 2011, des manifestations sans précédent ont eu lieu au Caire et dans d'autres villes égyptiennes.

Tout comme la Révolution tunisienne de 2011, ces appels trouvent leurs racines dans l'exaspération contre les abus des forces de police égyptiennes, la corruption, mais aussi contre l'État d'Urgence permanent qui permet l'usage de procédures expéditives. Parmi les autres raisons de ces manifestations nous pouvons en citer : le chômage, la crise du logement, l'augmentation des prix des produits de première nécessité et le manque de liberté d'expression[189].

189 Pierre VALLAUD et Xavier BARON « *L'Egypte, nation dominante* » Atlas géostratégique du proche et du Moyen-Orient, Paris, Editions Perrin, 2009.

L'objectif principal des manifestants est rapidement devenu la démission du Président égyptien Hosni Moubarak et de son régime. Sous la pression de la rue, Moubarak a nommé, le 29 janvier 2011, Omar SOULEIMAN au poste de vice-président et a déclaré ne pas vouloir se présenter pour un 6ème mandat présidentiel[190].

Les jours suivants, des affrontements importants ont éclaté entre les opposants Anti-Moubarak et les Pro-Moubarak, notamment sur la place Tahrir au Caire où l'armée égyptienne s'est interposée entre les deux camps[191].

Suite à ces affrontements Omar SOULEIMAN a annoncé, le 11 février 2011, la démission de Hosni MOUBARAK et a affirmé que l'autorité sera donnée ‘’provisoirement’’ à l'armée pour gérer les affaires du pays[192] .

Au même jour, Hosni MOUBARAK a délogé le Caire pour s’établir à Charm Cheikh avec ses proches, en favorisant de rester en Égypte au lieu de quitter le pays.

Les jours suivants la révolution, la famille Moubarak et les principaux dirigeants ont été poursuivis par la justice égyptienne, pour assassinats politiques, abus de pouvoir et enrichissement sans cause.

190 « *Le Printemps arabe*» Courrier International, Février 2011.
191 «*Le Printemps arabe*» Le Devoir, Mars2011.
192 Catherine GOUËSET «*Les grandes étapes du Printemps arabe*» L’Express, le 15 juin 2011.

Ultérieurement, des élections législatives ont été organisées en Égypte, le 28 novembre 2011 et ont consacré les partis Islamistes et Salafistes comme dominateurs de la scène politique de l'après révolution. Cependant, le Conseil supérieur de l'armée a continué à dominer le pays, ce qui a provoqué une sorte de nouvelle révolution, visant à récupérer la révolution confisquée par les militaires.

Durant la fin de l'année 2011 et le début de l'année 2012, plusieurs événements sanglants ont eu lieu en Égypte, ce qui a fait entrer le pays dans une phase d'instabilité politique sans précédent[193]. Suite au bras de fer entre les manifestants et le Conseil Militaire, des élections Présidentielles ont été tenues, avec la participation de plusieurs candidats.

Ces élections ont donné victoire au mois de juin 2012, au Candidat Islamiste Mohamed MORSI qui est devenu le premier chef d'état civil d'Égypte depuis la proclamation de la République.

Une année après cette désignation, Mohamed MORSI n'a pas réussi réellement sa mission en tant que Président de la République Égyptienne puisqu'il a trouvé une opposition farouche et des dossiers épineux engendrés par des années de mauvaises gestions et par une situation économique catastrophique et défavorable[194].

193 Annabelle Blais «*L'échec du Printemps arabe?*» Lapresse.ca, le 15 août 2013.
194 Christophe Carmarans «*Un an après le printemps arabe, l'Egypte élit son nouveau président*» RFI, le 22 mai 2012.

Les opposants de Morsi ont critiqué le Président pour son manque de visibilité et de stratégie pour la gestion de ces dossiers, au moment où les problèmes économiques n'ont pas cessé de se développer[195]. Suite à une initiative d'un Groupe d'opposants nommé Tamaroud (Désobéissance), ayant appelé à une révolution contre les frères musulmans le 30 juin 2013, les opposants du Président Morsi sont sortis à la place Tahrir et ont exigé la démission du Dirigeant Islamiste[196].

En contrepartie, les alliés du Président se sont rassemblés à la Place Rabia AL ADAOUIA et ont manifesté leurs appuis au Président Morsi. Par conséquent, Mohamed Morsi a refusé de démissionner, en affirmant qu'il est le Président légal choisi par la majorité des Égyptiens.

L'Armée Égyptienne et son Chef de Commandement a pris position en faveur des opposants et a obligé le Président Morsi à quitter le pouvoir en le mettant sous surveillance forcée avant sa présentation devant la justice[197]. Cette action miliaire a été considérée par les opposants et par certains États, comme une ingérence de l'armée dans les affaires politiques et certains l'ont qualifié de Coup d'État et non pas de révolution.

195 «*L'Egypte après la révolution*» Libération, le 28 octobre 2013.
196 Johannes STERN «*Des protestations de masse ont éclaté en Egypte contre le régime de Morsi, soutenu par les Etats-Unis*» World Socialist Web Site, le 01 juillet 2013.
197 «*Egypte : "Un coup d'Etat ou une révolution ?*"» Le Monde, le 04 juillet 2013.

Une partie même de l'armée a confirmé son attachement au Président Islamiste et certaines régions de l'Égypte comme le Sinaï ont même menacé de cessation et de proclamation d'indépendance. D'autre part, les puissances occidentales ont manifesté à cet égard des positions mitigées, en condamnant timidement la destitution d'un président élu, au même moment où cette destitution servait plutôt leurs intérêts[198].

Les jours suivants, la révolution a confirmé son caractère putschiste par l'interdiction du mouvement des frères musulmans et l'emprisonnement des dirigeants et des militants de ce mouvement et par l'interdiction de son bras politique à savoir le parti de la Liberté et de la Justice, ceci au moment où l'Égypte a connu un retour en force des dirigeants pro-Moubarak[199].

Dans ce cadre, la Justice égyptienne s'est prononcée en avril 2015, en faveur de la libération conditionnelle d'Hosni MOUBARAK, poursuivi pour la mort de centaines de manifestants et détenu depuis avril 2011. Toutefois, il est resté poursuivi pour d'autres affaires malgré sa libération provisoire.

L'Égypte est entrée en 2013 dans un contexte très compliqué qui se caractérise par les rivalités entre différentes forces influentes au niveau de la scène politique égyptienne (l'Armée, les islamistes, les laïcs et les pro-Moubarak).

198 «*Les cinq raisons du coup d'État égyptien*» SaphirNews.com, le 29 août 2013.
199 Annabelle BLAIS «*L'échec du Printemps arabe?*» lapresse.ca, le 15 août 2013.

Ainsi, l'Égypte nous livre l'image parfaite du pays qui rassemble l'ensemble des paradoxes méditerranéens et les positions de l'Égypte au niveau des partenariats méditerranéens peuvent être jugées de paradoxales à l'instar des différents systèmes essayés par le pays.

Les Pays à situations particulières

La Palestine

Bien que la grande partie des territoires palestiniens soit occupée par Israël, la Palestine a une place dans les différents partenariats euro-méditerranéens, à travers son représentant officiel l'Autorité Palestinienne.

L'Autorité palestinienne a été constituée officiellement après la ratification des Accords de Washington (Oslo I), émargés le 13 septembre 1993, entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)[200].

Actuellement, l'Autorité palestinienne est considérée par la Communauté internationale comme le représentant unique et légitime des citoyens Palestiniens, notamment ceux résidant à la Cisjordanie et la bande de Gaza[201] malgré le contrôle du Hamas de cette dernière suite à des élections législatives, tenues en janvier 2006, jugées

200 René BACKMAN «*Jérusalem, le rapport occulté- Diplomates de l'Union européenne à Jérusalem*», SALVATOR, Mai 2009.
201 Jocelyn GRANGE et Guillemette DE VERICOURT «*Questions sur les Palestiniens*» Les essentiels, Octobre 2008.

démocratiques et transparentes et qui ont donné victoire au Hamas par 48,3 % des suffrages et au Fatah par 43,8%[202].

L'entité palestinienne a été créée afin de négocier avec Israël un accord final sur le conflit opposant les deux parties et dispose d'un Président et d'une assemblée élue au suffrage universel, d'une police (et pas d'armée) et des représentants dans plusieurs Pays, voire même des ambassades dans certains Pays reconnaissant l'État Palestinien avant même son indépendance officielle.

La proclamation de principes sur les ententes suppléants «d'autogouvernement » augure spécialement la régression graduelle des armées israéliennes de la bande de Gaza et de Cisjordanie et la mise en place d'une autorité et d'une autonomie palestiniennes obtenues et limitées. Un intervalle de six ans (jusqu'en 1999) a été déterminée afin de pousser à borne les pourparlers relatifs au statut des territoires palestiniens[203].

L'étendue des pouvoirs et des prérogatives distinctifs de l'Autorité palestinienne et d'Israël relatifs à la gestion administrative effective de ces territoires sont pareillement délimités par les accords d'Oslo I en 1993, qui ont été révisés par les Accords d'Oslo II en 1995[204].

202 «*La victoire du Hamas aux élections palestiniennes*» Courrier international, le 30 janvier 2006.
203 Jean-Paul CHAGNOLLAUD «*Quelques idées simples sur l'Orient compliqué*» ELLIPSES, 2008.
204 Les Accords d'Oslo sont le résultat d'un ensemble de discussions menées en secret,

Le Dirigeant charismatique et historique Yasser ARAFAT[205] a été élu en 1996 comme Président de l'Autorité palestinienne, qu'il a piloté jusqu'à son décès, le 11 novembre 2004.

Sous les impulsions européennes, israéliennes et américaines Yasser Arafat, a désigné le 19 mars 2003, Mahmoud ABBAS[206] au poste de Premier Ministre de l'Autorité palestinienne[207].

Pourtant, suite à des différences de vision avec Arafat, Mahmoud ABBAS a démissionné et a été remplacé par Ahmed QOREÏ[208] qui lui a substitué, le 7 octobre 2003. Après le décès de Yasser ARAFAT suite à son empoisonnement dans des conditions ambigües, le 11 novembre 2004, Rawhi FATTUH[209], Président du Conseil Législatif Palestinien (le Parlement palestinien), conformément à la loi fondamentale palestinienne, a assuré la

---

en parallèle de celles publiques consécutives à la Conférence de Madrid de 1991, entre des négociateurs israéliens et palestiniens à Oslo en Norvège, pour poser les premiers jalons d'une résolution du conflit israélo-palestinien.

205 Yasser Arafat, né le 24 août 1929 dans la ville du Caire en Égypte et mort le 11 novembre 2004 à Clamart en France, de son vrai nom Mohamed Abdel Raouf Arafat al-Qudwa al-Husseini et connu aussi sous la dénomination de Abou Ammar est un activiste et homme d'État palestinien et Président du Fatah et de l'Autorité Palestinienne.

206 Mahmoud Abbas est le Président de l'Autorité palestinienne depuis janvier 2005 et le Secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine. Il a également occupé le poste de Premier ministre de l'Autorité palestinienne sous la présidence de Yasser Arafat.

207 Michel WARSCHAWSKI «*Destins croisés : Israéliens - Palestiniens, l'histoire en partage*» RIVENEUVE, Avril 2009.

208 Ahmed Ali Mohammed QOREÏ est né en 1937 à Abu Dis et a occupé par deux fois la fonction de Premier ministre palestinien, sous la présidence de Yasser Arafat d'octobre 2003 au 11 novembre 2004 puis de Mahmoud Abbas du 15 janvier 2005 au 19 février 2006. Il a également été chargé de la Sécurité au sein de l'Autorité palestinienne.

209 Rawhi Fattuh, né en 1949, est un homme politique palestinien. Ancien président du Conseil législatif palestinien, il a été président en intérim de l'Autorité palestinienne après la mort de Yasser Arafat du 11 novembre 2004 au 15 janvier 2005.

présidence par intérim pour une période de 60 jours[210], avant que Mahmoud ABBAS ne soit élu, le 9 janvier 2005, comme président de l'autorité palestinienne.

Malgré le décès de Arafat, les objectifs de l'Autorité palestinienne sont restés les mêmes sous la conduite de Mahmoud Abbas, il s'agit particulièrement de la lutte pour la création d'un État palestinien libre et indépendant.

La gestion du Fatah et de l'Autorité palestinienne des Affaires internes s'est heurtée à plusieurs problèmes à la fois externes et internes. A cet égard, plusieurs affaires de corruption et d'abus de pouvoir, de mauvaise gestion se sont éclatées, ce qui a affaibli constamment la popularité du Fatah en faveur du Mouvement Islamiste le Hamas.

Dans ce contexte, les suffrages municipaux palestiniens de 2005 ont vu pour la première fois la participation effective du Hamas[211] dans la vie politique de l'autorité palestinienne[212].

Suite à ce premier échauffement, le Hamas a participé aux élections législatives palestiniennes du 26 janvier 2006 et a obtenu 76 sièges contre 43 pour le Fatah et après cette victoire Islamiste, le

210 Dominique THOMAS, «*Crises politiques en Palestine 1997-2007*», MICHALON, 2007.
211 Khaled HROUB «*Le Hamas*», DEMOPOLIS, 2008.
212 La bande de Gaza est une bande de terre de 41 km de long sur la côte orientale de la mer Méditerranée dans le bassin Levantin, au Proche-Orient. Elle tire son nom de sa principale ville, Gaza.

président Mahmoud ABBAS a appelé à la composition d'un gouvernement du Hamas par Ismaël HANIYEH[213].

La rivalité entre le Fatah et le Hamas a amené à plusieurs occasions leurs militants à des affrontements armés, principalement dans la bande de Gaza.

Les discussions entre les deux fractions ont échoué plusieurs fois autour de la question de la composition d'un gouvernement d'union nationale. Un Accord dans ce sens a été trouvé, le 8 février 2007 à la Mecque, pour composer un nouveau cabinet de coalition avec le Premier ministre Ismaïl HANIYEH[214].

Cet Accord est resté noir sur blanc, ce qui déclenchera, le 15 juin 2007, une guerre civile entre le Fatah et le Hamas, suite à laquelle le Hamas contrôlera la totalité de la bande de Gaza[215]. Suite à ce changement, Mahmoud ABBAS a dissout le gouvernement et a appelé à la tenue des élections anticipées.

Ces élections n'ont pas eu lieu jusqu'à présent en faisant ainsi incarner la division entre les palestiniens dans un contexte marqué par l'occupation des territoires palestiniens par Israël.

213 Ismaël HANIYEH est un homme politique palestinien du Hamas (« Mouvement de résistance islamique »). Premier Ministre de l'Autorité palestinienne, du 21 février 2006 au 14 juin 2007.
214 Noam ACHCAR «*Gilbert* La poudrière du Moyen-Orient-CHOMSKY» FAYARD, 2007.
215 Jean-François LEGRAIN «*Fatah-Hamas, vers une guerre inter-palestinienne?*» Le Monde, le 15 décembre 2006.

Toutefois, suite aux différents changements qui ont secoué le monde arabe durant le printemps 2011, et suite au changement en Égypte, les mouvements rivaux palestiniens du Hamas et du Fatah réunis au Caire, le 27 avril 2011, ont convenu de former un gouvernement transitoire, en vue des élections présidentielles et législatives dans le délai d'une année[216].

Les parties palestiniennes sont parvenues à un accord complet après des débats sur tous les points, dont la formation d'un gouvernement de transition et le choix d'une date pour les élections.

Cette initiative n'a pas été concrétisée sur le champ, néanmoins quelques mois après, et grâce à une intervention du Qatar, les deux principales formations palestiniennes ont convenu le 6 janvier 2012, au dépassement des divergences et à la formation d'un gouvernement d'unité sous la présidence de Mahmoud ABBAS, qui aura comme mission l'organisation d'élections libres.

Il convient de souligner également que les Palestiniens ont réussi à avoir la reconnaissance de plusieurs pays et ce, malgré les différents échecs de négociations avec Israël.

Le Gouvernement Palestinien a même demandé la reconnaissance des Nations Unies pour rejoindre l'ONU en tant qu'État membre, malgré l'opposition des États-Unis et d'Israël et de leurs alliés traditionnels.

216 Belga «Palestine : les rivaux Hamas et Fatah se réconcilient» Rtbf.be, le 27 avril 2011.

Dans cette perspective, Mahmoud ABBAS le Président de l'Autorité palestinienne avait prononcé un discours historique à la 66ème Assemblée Générale des Nations Unies dans le but de convaincre les différents États du monde d'accepter l'adhésion de la Palestine en tant que membre à l'ONU[217]. Cet espoir a été réalisé partiellement, malgré le refus de l'administration américaine et malgré les actions diplomatiques israéliennes.

Ainsi, la Palestine a obtenu le 29 novembre 2012, la place d'un «État observateur non-membre» des Nations unies, après un vote historique à l'Assemblée générale de l'ONU, qualifié par le président palestinien Mahmoud ABBAS d' «acte de naissance». Ce vote a été acquis à une majorité confortable mais pas écrasante de 138 voix pour, 9 contre et 41 abstentions[218].

Le cas de la Palestine en Méditerranée demeure singulier vu son statut de territoires occupés, malgré cela, l'autorité palestinienne a été très active dans les différents partenariats euro-méditerranéens et avait manifesté à plusieurs reprises sa volonté de jouer un rôle agissant dans ces partenariats.

L'engagement de la Palestine dans les différents Partenariats euro-méditerranéens est vu par les palestiniens comme un moyen de concrétisation de l'indépendance de leur État et comme un moyen de lutte politique contre Israël.

217 «*Abbas réclame un siège à l'ONU*» Euronews, le 23septembre 2011.
218 « *La Palestine devient État observateur à l'ONU* » Le Figaro, le 29 novembre 2012.

Israël

Le statut de l'État d'Israël est très problématique, car selon la vision officielle des Pays occidentaux son existence constitue une correction de la Shoah [219] alors que du côté arabe l'existence de cet État en elle-même constitue une erreur et une occupation injuste et injustifiée des territoires arabes[220]. Cette divergence énorme explique en elle-même le blocage de toutes les initiatives de coopération en zone euro-méditerranéenne[221].

À cet égard, une autre question pose également problème, il s'agit du caractère démocratique de l'État d'Israël qui selon la vision occidentale demeure une réalité indiscutable, vu qu'Israël est considéré comme une république parlementaire multipartite et une démocratie libérale.

Alors que du côté arabe, cette qualification demeure injuste, tant qu'Israël exerce une démocratie à sens unique au moment où la représentation des populations arabes des territoires de 1948 demeure très disproportionnée par rapport aux représentants juifs et vu que les citoyens arabes sont discriminés au quotidien en Israël.

219 La Shoah « catastrophe », désignée également sous les noms d'Holocauste ou de génocide juif est l'extermination systématique par l'Allemagne nazie des Juifs, pendant la Seconde Guerre mondiale.
220 Charles ENDERLIN «*Paix ou guerres : les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1995*» FAYARD, 2004.
221 Pascal BONIFACE et Michel MASO «*Les perspectives de paix au Proche-Orient*» DALLOZ ; IRIS, Septembre 2006.

Depuis le 14 mai 1948, jour qualifié par l'occident et par Israël comme une date de déclaration d'indépendance de l'État d'Israël et du côté arabe comme ''la Nakba[222]''marquant l'occupation officielle de la Palestine arabe, plusieurs guerres ont eu lieu entre les deux parties[223].

Au-delà de toutes ces divergences et de tout alignement, Israël dispose d'un Parlement ''Knesset'' composé d'une chambre unique. Le Chef d'État est lui-même le Président d'Israël qui n'a qu'un statut honorifique. Néanmoins, il garde quelques prérogatives dans ce sens, telles que la désignation du Premier Ministre, émanant de la coalition majoritaire à la Knesset et ce dernier choisi à son tour les membres de son gouvernement.

Israël ne dispose pas de constitution écrite, toutefois elle s'accoude sur les genèses affirmées dans la Déclaration de 1948 et sur les 14 lois fondamentales admises par la Knesset[224].

Au niveau juridique, la Cour suprême est la plus haute institution judiciaire israélienne et les jugements sont rendus par des juges spécialisées et laïcs. D'autre part, des tribunaux religieux

222 La déception.
223 Bruno GUIGUE «*Aux origines du conflit israélo-arabe : l'invisible remords de l'Occident*» L'HARMATTAN, 2002.
224 Les lois fondamentales d'Israël sont des textes à caractère constitutionnel adoptés par la Knesset comme chapitres d'une future constitution de l'État d'Israël.

réservés à chaque confession assurent la gestion de l'ensemble des questions matrimoniales[225].

Au niveau international, l'Occident considère Israël comme une exception au Proche Orient qui mérite un appui ferme pour des considérations historiques, politiques, économiques et religieuses.

Ainsi, Israël attache une grande importance à sa relation avec l'Union européenne et considère les différents Partenariats Euro-méditerranéens comme une occasion pour avoir une reconnaissance implicite de son existence et de sa puissance dans la région euro-méditerranéenne par les pays arabes.

D'autre part, plusieurs États arabes voient dans la participation d'Israël dans ces partenariats, une reconnaissance gratuite indésirable et une raison pour ne pas prendre aux sérieux les engagements découlant de ces processus régionaux euro-méditerranéens.

La Turquie

La République de Turquie a connu plusieurs faits marquants depuis 1923, faisant de ce grand pays une autre exception dans la zone euro-méditerranéenne. L'histoire contemporaine de la Turquie commence avec l'éclatement de l'empire ottoman et la création de la nouvelle République laïque.

225 Terme de jurisprudence. Qui appartient au mariage.

Parmi les dates clés de cette transition historique nous pouvons citer le 9 septembre 1922, qui coïncide avec la création du parti unique Cumhuriyet Halk Partisi[226] (Parti Républicain du Peuple) et annonce le début des réformes kémalistes[227].

Une année après et plus précisément, le 6 octobre 1923, Ankara est devenue la nouvelle capitale à la place d'Istanbul, au même mois, la grande assemblée nationale a proclamé la République et a élu Mustafa Kemal ATATÜRK[228] comme premier Président[229].

D'autres événements marquants ont eu lieu durant cette période, notamment l'adoption en 1924 de la nouvelle constitution qui a mis fin officiellement au Califat et a été couronnée par l'expulsion des 144 membres de la famille impériale (la Dynastie Ottomane) qui ont été déchus de leur nationalité et expulsés du pays[230].

La Turquie a été officiellement définie comme un État laïc, en 1937, suite à un amendement constitutionnel, qui a mis fin au

226 Le parti républicain du peuple, Cumhuriyet Halk Partisi ou CHP en turc, est un parti politique turc, de type républicain, social-démocrate et laïc. Il est membre de l'Internationale socialiste et membre associé du Parti socialiste européen.
227 Esra ATUK «*La formation de l'identité politique islamique et les origines de la laïcité modérée dans la Turquie contemporaine*» Actes du colloque Nantes-Galatasaray, le 03 juin 2010.
228 Mustafa Kemal ATATÜRK, né en 1881 à Salonique et mort à Istanbul le 10 novembre 1938, est le fondateur et le premier président de la République de Turquie.
229 S. Vaner «*Turquie : la nouvelle donne*», la Documentation française (Problèmes politiques et sociaux, no 757), 1995.
230 W. B. Beeley «*Turkish Transformation. New Century New Challenges*» The Eothen Press, 2002.

caractère islamique de l'Etat[231]. En conséquence de l'engagement de la Turquie dans la Seconde Guerre mondiale contre l'Allemagne, cet État est devenu l'un des 51 membres fondateurs de l'ONU et en 1948 la Turquie a eu droit à la participation au Plan Marshall[232].

La Turquie n'a pas manqué les grands rendez-vous. Ainsi en 1949 ce Pays a adhéré au Conseil de l'Europe trois mois après la signature du traité de Londres[233], trois ans plus tard et plus précisément le 18 février 1952, la Turquie est devenue membre de l'OTAN[234]. Dans la même perspective et dans la même vision pointant le rapprochement avec l'Europe, un Accord d'association entre la Turquie et la CEE a été signé en 1963[235].

Par ailleurs, ce pays a connu plusieurs événements sanglants et plusieurs tentatives de coups d'États, la plus marquante demeure celle du 12 septembre 1980, marquée par 30 000 arrestations, la dissolution du Parlement et l'interdiction des partis politiques. Suite à

231 M. Bazin «*Disparités et déséquilibres régionaux*» in P. Dumont & F. Georgeon dir, « *La Turquie au seuil de l'Europe* », L'Harmattan, 1991.
232 «*Histoire de la Turquie*», coll. Que sais-je ?, P.U.F., Paris, 7e éd. rev. 1993
233 Le plan Marshall (après son élaboration, il fut officiellement appelé « Programme de rétablissement européen», en anglais European Recovery Program : ERP) était un plan américain pour aider la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.
234 S. VANER dir. «*La Turquie*», Fayard, Paris, 2005.
235 M. Bazin, «*La Turquie entre trois mondes*», Varia Turcica XXXII, L'Harmattan, Paris, 1998.

ces évènements, le Chef d'état-major Kenan EVREN[236] est devenu en décembre 1983 Président de la République[237].

Dès le début de la stabilisation politique, la Turquie a demandé officiellement son adhésion à l'Union européenne, en avril 1987 et en décembre 1989, la Commission européenne a déclaré la Turquie éligible à la candidature, mais elle a différé l'examen du dossier.

En conséquence de plusieurs bouleversements politiques, le parti islamiste Refah a été déclaré vainqueur des élections législatives, en décembre 1995.

Malgré ce changement, l'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie est entrée en vigueur le 1er janvier 1996 et la Turquie a procédé à l'abolissement des taxes d'importation sur les produits venant de l'Union européenne.

L'exécutif islamiste du Chef de Refah Partisi Necmettin ERBAKAN a été contraint en juillet 1996, à présenter sa démission, avant que 11 mois plus tard, plus précisément en juin 1997, Mesut

236 Le général Kenan Evren (né le 17 juillet 1917 à Alaşehir) est l'instigateur du coup d'État du 12 septembre 1980 en Turquie. Il devient en 1982 le septième président de la République de Turquie, fonction qu'il occupe jusqu'en 1989.
237 H. BOZARSLAN «*Histoire de la Turquie contemporaine*» La Découverte, (2e éd.) 2007.

YILMAZ[238] redevient premier ministre, sous l'impulsion de l'armée et de la société civile (Médias, milieux d'affaires et universités)[239].

L'Union européenne a accepté officiellement la candidature de la Turquie, en décembre 1999, lors du sommet d'Helsinki en soulignant la « vocation européenne » du Pays, et en fixant des conditions que la Turquie a acceptées[240]. Conformément à cette acceptation, la Turquie a modifié radicalement sa constitution en octobre 2001, pour remplir les critères politiques fixés par l'Union européenne.

Parmi les mesures prises, il y a lieu de mentionner qu'en août 2002, la Turquie a aboli officiellement la peine de mort, sauf en temps de guerre avant de procéder à une abolition totale en 2004.

Dans ce sens, un nouveau code pénal a été adopté, le 1er juin 2005, concédant plus de libertés individuelles aux citoyens et adoptant des mesures conformes et adaptées aux exigences européennes[241]. Ces efforts ont été propices pour le lancement des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, le 3 octobre 2005.

238 Mesut YILMAZ (né le 6 novembre 1947 à Istanbul) est une personnalité politique turque, actuellement député de la Grande assemblée nationale de Turquie et Premier ministre à trois reprises. Il est l'ancien leader du Parti de la mère patrie (ANAP).

239 N. GÖLE «*Musulmanes et modernes : voile et civilisation en Turquie*» La Découverte, Paris, 1993

240 B. LEWIS «*The Emergence of Modern Turkey*» Oxford Univ. Press, New York, 2e éd. 1968.

241 R. DAVISON «*Turkey: the Modern Nations in Historical Perspective*» Prentice-Hall, Englewood Cliffs (N.J.), 1968.

Abdullah GÜL a été élu le 28 août 2007, comme Président de la République grâce à la majorité parlementaire du Parti pour la Justice et le Développement (AKP)[242].

Une année plus tard, la Turquie a connu, le 9 février 2008, la proposition officielle d'un amendement constitutionnel pour la levée de l'interdiction du foulard islamique à l'université.

La Cour constitutionnelle turque a refusé, le 5 juin 2008, cet amendement en se référant à l'article 2 de la Constitution, qui confirme le caractère laïc de l'État[243]. En outre, la même Cour constitutionnelle a refusé le 30 juillet 2008, une requête de prohibition du Parti de la Justice et du Développement, au pouvoir, accusé d'activités non conformes au caractère laïc de l'État turc.

Au niveau européen, l'élection de Nicolas SARKOZY comme Président de la République en France en 2007, a été perçue comme une mauvaise nouvelle pour la Turquie, vu que le nouveau Président Français avait déclaré clairement lors de sa campagne électorale son opposition totale à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Ceci a entrainé, en 2011, un blocage des négociations entre la Turquie et l'Union Européenne. Un blocage qui s'est aggravé avec l'intention de SARKOZY d'introduire une nouvelle loi qui visait à

242 Le Parti pour la justice et le développement ou AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi) est un parti de centre-droit, au pouvoir en Turquie depuis 2002.
243 M. HEPER & A. EVIN dir, State, «*Democracy and the Military: Turkey in the 1980s*», De Gruyter, 1988.

pénaliser la négation du génocide arménien de 1915 d'une peine de prison et d'une amende de 45 000 €[244].

Vu les différents obstacles mis face à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, le nouveau gouvernement de Recep Tayyip ERDOGAN [245] et son Parti de la Justice et du Développement a commencé à chercher un rôle stratégique dans la région euro-méditerranéenne. La Turquie a commencé à se manifester ainsi en tant que puissance régionale ayant des positions différentes par rapport aux puissances occidentales.

La nouvelle politique Turque essaie d'attirer la sympathie des peuples de la région en prenant des positions en faveur du peuple palestinien et en s'opposant à la colonisation Israélienne et en prenant des positions en faveur des révolutions Arabes.

Cette nouvelle politique a fait de la Turquie un acteur majeur sur la scène méditerranéenne, capable d'apporter une vision différente des problèmes politiques persistants dans cette région.

Dans ce sillage, l'UE a décidé en juin 2012 l'annulation des visas pour les citoyens Turcs[246], en marquant un nouveau départ dans les Relations avec la Turquie. Un tel changement peut être justifié par la crise économique en Europe et par le fort développement

244 «*La France, la Turquie et le génocide arménien*» Le Monde, le 22/12/2011.
245 Recep Tayyip ERDOGAN (né le 26 février 1954 à Istanbul), est un homme politique turc, fondateur de l'AKP et Premier ministre de Turquie depuis 2003.
246 Communiqué de presse du Conseil à l'issue de la réunion du Conseil d'association http://www.consilium.europa.eu//uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/er/131131.pdf.

économique de la Turquie qui s'impose clairement comme une puissance montante dans la région et dans le monde.

Malgré les avancées de la Turquie, ce pays n'a pas échappé aux troubles politiques, car en 2013, des manifestations violentes ont eu lieu entre les opposants de l'AKP et les forces de l'ordre.

Cette mouvance a débuté le 28 mai 2013 à Istanbul suite à un sit-in engagé par environ 50 activistes qui ont été rejoint rapidement par des centaines de manifestants dans 78 des 81 provinces turques. Les mouvements de protestations ont été principalement conduits par des écologistes et des activistes opposés à la destruction du parc Taksim Gezi.

Cette action a eu lieu suite à l'annonce par le Gouvernement de la destruction de ce parc qui demeure l'un des rares espaces verts du centre d'Istanbul pour la mise en place du projet de piétonisation de la place Taksim[247].

Ce plan augurait le redressement de la caserne de Taksim et la reconstruction d'un bâtiment historique démoli en 1940 et devait abriter un nouveau centre commercial[248].

247 Barçin YINANÇ «*Manifestations à Istanbul : que représente la place Taksim ?* » Courrier international, le 05 juin 2013.

248 Le projet de piétonisation de la place Taksim est un projet de rénovation urbaine visant à recouvrir les voies d'accès routières de la place Taksim à Istanbul en Turquie et à reconstruire la caserne Taksim, un bâtiment ottoman démoli au début du XXe siècle, destiné à abriter un centre commercial. Pour ce faire, il faut détruire le parc Gezi, l'un des rares espaces verts du centre d'Istanbul. Cette destruction programmée a provoqué de fortes protestations de la part des habitués du parc et d'écologistes. En mai 2013, le

Les affrontements se sont intensifiés entre les policiers et les opposants et certaines Organisations non gouvernementales (ONG) ont accusé la police d'avoir fait recours à la violence extrême pour débusquer les manifestants occupant le parc[249].

Dans ce cadre, les contestations se sont répandues avec des réclamations anti-gouvernementales et se sont également étendues à d'autres villes en Turquie, ainsi que dans d'autres pays ayant d'importantes communautés turques. Ces opposants représentaient des partis de droite, de gauche, des nationalistes et également des séparatistes kurdes.

Ces heurts constituaient sans doute l'une des situations les plus dures vécues par le premier ministre Recep Tayyip ERDOGAN durant ses dix ans au pouvoir.

Dans le cadre de cette haute tension, la police avait réprimé le 31 mai 2013, les manifestants avec des gaz lacrymogènes. Environ 60 opposants ont été arrêtés et des centaines de manifestants ont été blessées.

---

parc est occupé par des opposants dont l'évacuation par la police provoque des violences. Le mouvement prend rapidement de l'ampleur et les revendications prennent un tour plus général, orienté vers une critique du gouvernement en place et du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan.

249 Amnesty a publié le 2 octobre 2013 un rapport sévère sur la façon dont le gouvernement Erdogan a réprimé les manifestations qui avaient éclaté en Turquie à la suite de l'intervention de la police à Istanbul, pour évacuer les occupants du parc Gezi sirué au cœur d'Istanbul.

Le vice-Premier Ministre Bulent ARINÇ[250] (porte-parole du gouvernement), a présenté le 4 juin 2013, au nom du Gouvernement ses excuses aux protestataires, pour la violence démesurée de la police. Ces excuses ont constitué en quelque sorte une démonstration de la bonne volonté du Gouvernement qui a préféré mettre fin à ce litige avec les moyens politiques.

Dans ce sillage, un tribunal administratif a annulé, le 03 juillet 2013, le projet de rénovation de la place Taksim et du parc Gezi[251], en considérant que le projet «violait les règles de l'urbanisme et portait atteinte à l'identité du lieu» et en justifiant cette annulation, par le fait que la «population locale» n'avait pas été consultée sur ce projet.

Cette décision judiciaire a réglé ce désaccord entre le gouvernement et les opposants. Ce désaccord risquait de mettre la Turquie dans une piste de problèmes politiques entre les pro-PKK et les opposants et risquait de mettre en doute les avancées réalisées par le gouvernement dans plusieurs domaines.

Les problèmes ont de nouveau resurgi en décembre 2013, mais cette fois avec une confrérie alliée au Gouvernement, appelée la communauté de Fethullah GÜLEN[252]. Cette confrérie a été derrière le

250 Bülent ARINÇ, né le 25 mai 1948 à Bursa, est une personnalité politique et avocat. Il est vice-Premier ministre dans le gouvernement Erdoğan III.
251 Le parc GEZI (en turc, Gezi signifie « Promenade ») est un parc urbain d'Istanbul situé dans le quartier de Taksim.
252 Fethullah GÜLEN (Né le 27 avril 1941 à Korucuk, Erzurum, Turquie), est un intellectuel et penseur musulman turc. Il est l'inspirateur du mouvement Gülen, aussi

déclenchement d'un scandale qui a donné lieu à l'arrestation de trois fils de Ministres du Parti de l'AKP au pouvoir.

Cette arrestation a eu un goût politique puisque depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, les contractions entre les deux principaux courants du mouvement Islamiste Turque n'ont cessé de s'amplifier malgré les alliances fragiles apparentes. Ce différend politique a éclaté dans un moment crucial, à savoir l'approche des élections municipales.

Pratiquement, environ vingt-quatre personnes soupçonnées, y compris les enfants des Ministres de l'Économie et de l'Intérieur et également des responsables et des Hommes d'affaires et le Président de la banque Halkbank, ont été tous arrêtés et accusés pour leur participation présumée dans des crimes financiers. La majorité entre eux fut accusée de corruption, de fraude, de trafic illicite d'or et d'escroqueries[253].

Cette affaire a fait tangué l'ascendant du gouvernement de Recep Tayyip ERDOGAN, au pouvoir depuis 2007 et qui se présentait comme le Gouvernement le plus transparent depuis la création de la nouvelle Turquie et qui fait de la lutte anti-corruption son affaire principale.

---

appelé le mouvement Hizmet (« service »). Il vit depuis 1999 en Pennsylvanie, aux États-Unis, où il s'est exilé au moment de l'ouverture d'une enquête judiciaire le visant en Turquie.

253 «*Scandale de corruption en Turquie : nouvelle défection dans le camp d'Erdogan*» AFP, le 31 décembre 2013.

Recep Tayyip ERDOGAN a déclaré qu'il s'agit d'un "complot" rêvant de la déstabilisation du gouvernement, notamment au vu de ses succès économiques et au vu de l'approche d'élections municipales et présidentielles en 2014[254].

Suite à cette affaire, les partisans du Gouvernement ont commencé à accuser Israël et l'occident de pousser leurs alliés en Turquie pour déstabiliser le gouvernement qui avait pris auparavant des positions hostiles à l'égard de l'État hébreux.

Pour rappel, le Premier ministre turc avait laissé éclater sa colère, le 29 janvier 2009, lors d'un débat public sur les effets de l'offensive israélienne et les bombardements israéliens sur le territoire palestinien de Gaza[255]. Recep Tayyip ERDOGAN avait même quitté le débat en reprochant aux organisateurs de complaisance à l'égard du président israélien, Shimon PÉRÈS.

Lors de ce débat, le Premier Ministre Turc avait accusé le Président Israélien de meurtre et d'assassinat des palestiniens en déclarant : "***Je pense que vous devez vous sentir un peu coupable. Vous avez tué des gens. Je me souviens des enfants qui sont morts sur des plages***"[256]. Pour sa part, le Président Pérès avait pour sa part demandé au Premier Ministre Turc : "***Que feriez-vous si vous aviez toutes les nuits des dizaines de roquettes qui tombaient sur***

254 «*Erdogan dénonce un "complot haineux"*» Le Point, le 28 décembre 2013.
255 «*L'offensive israélienne à Gaza, minute par minute*» Le Monde, le 03 janvier 2009.
256«*Coup de colère d'Erdogan à Davos pendant un débat*» Le Parisien, le 29 janvier 2009.

Istanbul?" "Israël ne veut tirer sur personne, mais le Hamas ne nous a pas laissé le choix"[257].

Quelques mois plus tard, la tension a de nouveau monté entre Israël et la Turquie suite à l'assaut, en mai 2010, contre le Mavi Marmara[258], un navire turc chargé d'aide humanitaire qui faisait route vers Gaza et qui transportait près de 600 militants pro-palestiniens, où Neuf Turcs avaient trouvé la mort dans cette attaque suite à l'intervention en force de l'armée Israélienne dans les eaux maritimes internationales[259].

Cette opération contre la «flottille de la paix» a mis fin aux excellentes relations entre les deux pays, qui veillaient conjointement à les garder chacun pour ses raisons, car Israël en avait un intérêt psychologique évident vu qu'il s'agissait de l'unique pays musulman qui se comportait ouvertement comme allié avec Israël[260].

257 R. MAGHARI «Incident entre Tayyip Erdogan et Shimon Peres au sommet de Davos» Global Research, le 29 janvier 2009.

258 Le Mavi Marmara est un navire à passagers battant pavillon des Comores, qui était auparavant détenu et exploité par IDO sur la ligne Sarayburnu, Istanbul Marmara Island - Île Avsa dans la mer de Marmara. Construit au chantier naval de la Corne d'Or en 1994, le navire a une capacité de 1080 passagers.

259 Le navire a été acheté en 2010 par une ONG humanitaire musulmane turque IHH Insani Yardim Vakfi, la Fondation pour les droits de l'homme et la liberté et de secours humanitaires, qui se livre à des activités sociales et humanitaires dans plus de 100 pays. Il rejoint une flottille de navires exploités par des groupes d'activistes provenant de 37 pays différents avec l'intention d'affronter directement le blocus de Gaza et de mettre de l'aide humanitaire et des fournitures. Le 31 mai 2010, en route vers la bande de Gaza, des commandos de l'Armée de défense d'Israël (Tsahal) ont arraisonné et ont saisi le Mavi Marmara dans les eaux internationales. Neuf militants turcs ont été tués et il y a eu dix blessés parmi les militaires israéliens.

260 Jacques BENILLOUCHE «*Rupture totale entre Israël et la Turquie*» Slate, le 03 juin 2010.

Suite à cette hostilité entre Israël et la Turquie, certaines parties ont commencé à faire le lien entre les problèmes internes de la Turquie et la position du Président Recep Tayyip ERDOGAN à l'égard d'Israël qui dispose d'un soutien important et affiché de la part des États Unis et des Pays de l'Union européenne.

Certaines parties proches du pouvoir turc accusent les opposants d'agir au service des lobbies et groupements pro-israéliens pour déstabiliser le Premier Gouvernement turc qui a osé couper les relations avec l'État hébreux depuis la création de la nouvelle Turquie Laïque.

Par ailleurs et malgré les difficultés précitées, la Turquie demeure parmi les rares pays du pourtour méditerranéen qui aspirent encore à une adhésion complète à l'Union européenne et à un rôle clé dans les différents processus euro-méditerranéens.

Section II : Les formes de dépendance des économies Sud-méditerranéennes des économies européennes

Depuis l'indépendance de l'ensemble des pays Sud-méditerranéens, leurs dépendances des économies européennes ont été accentuées.

Certains pays ont choisi de suivre le modèle de l'économie libérale et d'autres ont opté pour le choix des économies planifiées, en marquant ainsi une sorte de résistance à leurs anciens colonisateurs via l'alignement au clan soviétique qui représentaient une alternative pour ces pays[261].

Ces choix géostratégiques ont engendré d'un côté, un décalage entre les pays riverains Sud-méditerranéens avec les pays européens (avancés économiquement) et de l'autre, un distinct décalage entre les pays riverains Sud-méditerranéens eux-mêmes[262].

La grande transition politico-économique qu'a connue le monde après la Chute du Mur de Berlin et la fin de l'Ex-URSS a imposé aux pays ayant adopté auparavant le système de l'économie dirigée de rejoindre brusquement le nouvel ordre mondial[263].

261 Charles ZORGBIBE «*La question méditerranéenne sous la guerre froide*» strategicsinternational.com, Novembre 2008.
262 Henry LAURENS «*La guerre froide en Méditerranée*» Open Edition, le 01 juillet 2010.
263 Rashid KHALIDI «*L'orient arabe dans la guerre froide*» Colloques du Collège de la France / Académie diplomatique internationale, le 29 mai 2010.

Des pays comme l'Algérie, la Libye et la Syrie, peuvent être classés dans cette catégorie, vu qu'ils se sont trouvés au lendemain de la Chute de l'URSS obligés de chercher de nouvelles alternatives économiques, tout en manifestant une sorte d'opposition à une intégration graduelle poussée à l'économie libérale[264].

Par ailleurs, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie ont été amenés à adopter les nouvelles prescriptions des Accords du GATT[265] et de l'OMC[266] et à libéraliser davantage leurs économies, ce qui a énoncé leurs dépendances des économies européennes et a contribué à la diminution de la présence de l'État dans les principaux secteurs économiques.

Ces transitions et nouvelles politiques économiques n'ont pas été sans conséquences car les décalages sociaux économiques au sein de ces pays Sud-méditerranéens ont été insistants et les problèmes sociaux économiques ont visiblement augmenté[267].

Au moment où les pays du Sud s'essoufflaient pour trouver une place dans ces mutations mondiales rapides et successives, les pays

264 Pierre BLANC «*Une guerre froide en Méditerranée orientale?*» Confluences Méditerranée, N° 40, 2001/2002.
265 Le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT, en français : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, AGETAC) fut signé le 30 octobre 1947 par 23 pays, pour harmoniser les politiques douanières des parties signataires.
266 L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Au cœur de l'Organisation se trouvent les Accords de l'OMC, négociés et signés par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs parlements. Le but est d'aider les producteurs de marchandises et de services, les exportateurs et les importateurs à mener leurs activités.
267 Henry LAURENS «*La guerre froide en Méditerranée*» Open Edition, le 01 juillet 2010.

européens, notamment ceux qui sont membres de l'UE, connaissaient des avancées considérables dans différents domaines.

A cet égard, l'Union européenne a été depuis sa constitution et demeure jusqu'à présent considérée comme l'une des plus grandes puissances économiques mondiales.

Les chiffres sont à l'appui, car le produit intérieur brut (PIB) des pays de l'UE est d'environ 16298 milliards de dollars par an et le taux de change nominal est d'environ 25,85% du PIB mondial[268], ce qui fait de l'UE la première zone économique mondiale[269].

A l'inverse de son voisinage Sud méditerranéen, l'Union européenne représente un modèle sui generis d'intégration régionale réussi, cette Union permet une solidarité monétaire, financière et économique entre ses pays membres[270].

L'illustration la plus parfaite dans ce sens demeure la solidarité des pays membres de l'UE avec la Grèce en 2011, suite à la crise financière qui allait bafouer l'économie de ce pays membre de l'UE.

Cette solidarité a bel et bien était matérialisée par l'appui apporté par l'UE, permettant à la Grèce et à d'autres pays membres de l'UE souffrant de la crise, comme l'Espagne et le Portugal, de

268 «*Gross domestic product 2012*» World Bank.
269 «*Statistique du commerce international en 2012*» OMC.
270 Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 10 mai 2007 intitulée «Promouvoir la solidarité entre les générations».

trouver un remède malgré les grandes divergences et les débats houleux suscités à ce sujet, au sein des différentes instances communautaires[271].

Cette solidarité est quasi défaillante au niveau du Sud de la Méditerranée, où chaque pays adopte son propre modèle économique et demeure obligé de faire face à son destin indépendamment de ses voisins immédiats.

Ces pays qui essaient de faire cavaliers seuls, sont totalement dépendants des pays du Nord et de l'UE, malgré leurs degrés de corrélations différents et variables.

L'UE, qui garde la main haute sur tous les plans par rapport à ses voisins du Sud, avait lancé plusieurs initiatives à leur égard.

Ces initiatives sont généralement de nature économique et politique prenant plusieurs formes d'aides et des mécanismes de partenariat. Elles visent à permettre aux pays associés dans le cadre des différents processus euro-méditerranéens, dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage et également dans le cadre du plan Deauville[272] programmé suite au déclenchement des révoltes Arabes en 2011, de se lever économiquement et de franchir les barrières faisant face à leurs développements et à leurs croissances.

271 Martine AUBRY «*Il faut sauver la Grèce pour sauver l'Europe*», Libération, le 18 juillet 2011.
272 «*Déclaration du G8 sur les Printemps arabes*» Sommet du G8 de Deauville, les 26-27 mai 2011.

La majorité des initiatives européennes étaient conditionnées par l'application de réformes politiques et économiques selon la vision et les intérêts européens.

Plusieurs voix Sud-méditerranéennes, notamment après le déclenchement du Printemps Arabe, avaient accusé l'UE de complaisance à l'égard des anciennes dictatures du Sud et avaient mis en doute les réels objectifs de l'UE dans la région[273].

Pour notre part, nous pouvons nous interroger pertinemment : Pourquoi c'est à l'UE d'apporter les aides au voisinage Sud et non pas l'inverse malgré les richesses pétrolières de plusieurs pays Sud-Méditerranéens ?

La réponse trouve son origine dans l'histoire des intégrations européennes[274] et dans l'existence d'homogénéités politiques et économiques entre les Pays membres de l'UE[275], ce qui représente un facteur de puissance sur plusieurs façades économiques porteuses.

Ainsi, l'Union européenne peut se permettre le luxe d'apporter ses aides à son voisinage et dicter ses propres politiques selon ses intérêts, vu que c'est une puissance économique sur plusieurs plans, à l'inverse des Pays du Sud, où majoritairement les économies sont

273 Omar SAGHI «*Rideau de fer sur la Méditerranée?*» Le soir échos, le 23 décembre 2011.
274 Sylvain SCHIRMANN «*Quel ordre européen? De Versailles à la chute du IIIe Reich*», Date de parution :
Le 17 février 2006.
275 Marie-Thérèse BITSCH «*Histoire de la construction européenne*» Editions Complexe, 2004.

basées sur la rente et non pas sur la productivité et ce, malgré les potentiels naturels (Pétrole, Gaz, etc.) importants existant au Sud de la Méditerranée et qui sont presque absents dans la rive Nord.

Par ailleurs, au moment où les chiffres de croissance au Sud de la Méditerranée sont considérés comme limités et peu signifiants, nous remarquons que les pays de l'UE demeurent très avancés par rapport aux pays du Sud.

Dans ce sens, en analysant les potentialités économiques de l'UE, nous remarquons qu'elle est la première puissance agricole, la première puissance tertiaire mondiale et la première puissance industrielle du monde. Avec les États-Unis et le Japon, elle représente environ 57,7 % du PIB mondial[276].

L'UE abrite également les sièges de grandes compagnies multinationales couvrant l'ensemble des domaines économiques (industrie, agro-alimentaire, services).

Ceci au moment où les pays Sud méditerranéens, malgré les potentialités naturelles, connaissent une faible utilisation des moyens technologiques modernes dans le domaine agricole, à l'exception de quelques rares pays qui ont donné une grande importance au développement de l'agriculture industrielle comme le Maroc et Israël.

276 «*Statistiques mondiales - Union européenne - PIB par habitant*» FMI.

Ainsi, les pays Sud-méditerranéens sont loin d'atteindre les degrés de développement dans le domaine agricole atteints par les pays membres de l'UE et ce, en dépit des efforts fournis pour rejoindre le clan des pays industrialisés.

Les différentes initiatives d'industrialisation dans les pays du Sud ont globalement échoué pour plusieurs raisons logiques, liées à la faible volonté de promouvoir ces domaines agricoles, à la présence flagrante de la bureaucratie et de la corruption qui empêchent les pays du Sud de se développer à l'instar des pays du Nord.

En matière du commerce au moment où les échanges entre les pays Sud-méditerranéens s'affrontent aux barrières et restrictions douanières visant le maintien des politiques protectionnistes, l'Union européenne reste positionnée comme la première puissance marchande du Monde. Plus des deux-tiers de ses échanges mondiaux ont lieu entre les États membres[277].

L'UE demeure également une force en matière de négociation, notamment lors des négociations de l'OMC. Les pays membres parlent d'une seule voix en la personne du Commissaire au Commerce de la Commission européenne, au moment où les pays du Sud sont peu organisés et chaque pays défend solitairement ses propres intérêts sans coordination efficace avec les autres pays du Sud.

277 «*Vivre dans l'Union européenne*» Europa.eu.

L'UE reste également au cœur des échanges mondiaux et demeure placée comme le premier partenaire commercial des États-Unis, de la Chine, de l'Inde, de la Russie, du Mercosur[278], de la Corée du Sud et de l'OPEP[279].

Malgré le fait que les exportations de l'Union européenne restent inférieures à ses importations et malgré sa balance commerciale qui reste déficitaire, l'UE garde comme objectif de devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde.

Dans cette perspective, l'UE alloue une importance particulière au domaine de la recherche scientifique et technique. La preuve en est la création en 2007 d'un Conseil Européen de Recherche (European Research Council, ERC) doté d'environ 7,5 milliards d'euros et qui a pour objectif de sélectionner les projets très innovants.

D'autre part, l'instrument monétaire garde sa place privilégiée. La monnaie unique Européenne (Euro) représente la puissance monétaire de l'UE, elle est utilisée actuellement par 18 États membres de l'UE et d'autres États qui ne sont pas membres de l'UE.

278 Le Mercosur est une communauté économique qui regroupe plusieurs pays de l'Amérique du Sud.
279 L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

Ceci démontre la confiance dans cette monnaie qui s'est accrue depuis son entrée en circulation en 1999 et après être devenue une monnaie fiduciaire[280] en 2002[281].

Selon la Banque Centrale européenne (BCE), l'Euro avait évolué ces dernières années pour devenir la première monnaie pour les émissions d'obligations, la première monnaie au niveau de nombre de billets en circulations, la deuxième monnaie de réserve au monde avec environ 26,6% du stock des banques centrales et la deuxième monnaie d'échange avec 39,3 % des échanges internationaux libellés en Euros[282].

Dans le même champ, la mise en place du Système Européen des Banques Centrales a fait des banques centrales des pays de l'Eurozone[283] les détentrices des plus grandes réserves jamais constituées de stock d'or au monde[284].

---

280 La monnaie fiduciaire (du latin fiducia, la confiance) est une monnaie (ou plus généralement un instrument financier) dont la valeur repose sur la confiance du public en sa valeur. Celle-ci ne réside manifestement pas en effet dans le coût de la matière qui lui sert de support matériel. Dans un billet de banque (a fortiori dans une monnaie électronique), la valeur matière est nettement plus faible que la valeur nominale (faciale) attribuée au billet. Le prix du papier ou de l'encre inclus dans un billet de dix euros est très inférieur à dix euros.

281 «*Une brève histoire de l'Euro*» Nbb.be.

282 Source: BCE.

283 La zone Euro (ou Union économique et monétaire - UEM) est une zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro (EUR, €) comme monnaie unique. Dix-huit pays de l'Union européenne, représentant près de 324 millions d'habitants1 font partie de la zone euro au 1er janvier 2014. Elle a été créée en 1999 par onze pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, rejoints par la Grèce en 2001, par la Slovénie en 2007, par Chypre et Malte en 2008, par la Slovaquie en 2009, par l'Estonie en 2011 et par la Lettonie en 2014.

284 Le Système européen des banques centrales (SEBC) est composé de la Banque

Il est à rappeler qu'au niveau du Sud de la Méditerranée, chaque pays détient sa propre monnaie (généralement de faibles valeurs). L'ensemble de ces pays font recours à l'Euro et à d'autres devises pour effectuer les transactions internationales, ce qui confirme la dépendance du Sud au Nord de la Méditerranée sur le plan financier et économique.

S'agissant des autres secteurs économiques, l'Union européenne est classée comme premier importateur et premier exportateur de produits agricoles (notamment ceux issus des industries agro-alimentaires) avec plus de 138 Mds € d'échanges annuellement[285].

Pendant plusieurs années, l'UE a fortement protégé son secteur agricole à travers les subventions accordées aux pays européens et aux agriculteurs via la Politique Agricole Commune (PAC).

Ces soutiens qui représentaient approximativement 40 % du budget de l'UE, ont été largement mis en cause par certains États membres de l'UE tels que le Royaume-Uni et également par certaines grandes puissances agricoles telles que les États-Unis, l'Australie, et le Brésil[286].

Il est à rappeler que le cycle de Doha de l'Organisation Mondiale du Commerce n'a pas atteint ces objectifs suite aux

centrale européenne (BCE) et des banques centrales nationales (BCN) des pays membres de l'Union européenne.
285 Source: Eurostat.
286 Voir les statistiques du commerce international sur le site de l'OMC.

oppositions de l'UE et des États-Unis face aux initiatives visant à imposer des réformes structurelles aux niveaux des mécanismes de subventions agricoles[287].

En Europe et grâce aux aides communautaires, les agriculteurs avaient et ont toujours recours à des techniques et moyens visant à l'intensification de la production.

A cet égard, l'Europe est considérée largement autosuffisante et excédentaire dans certains domaines, particulièrement l'agriculture vivrière. Nonobstant, l'Union européenne importe plusieurs produits exotiques et commence à utiliser une partie de sa production agricole pour la production de l'énergie[288].

Au niveau de la rive Sud, la majorité des pays à l'exception de ceux qui ont assigné une grande importance au domaine agricole, restent largement dépendants de la productivité européenne et importent une grande partie des céréales, fruits et légumes de la part des pays membres de l'UE.

D'autre part, la pêche procrée environ 3 à 5 % du Produit Intérieur Brut de l'Union européenne et constitue une activité principale et importante pour certains pays européens tels que l'Espagne, l'Italie, la France et le Portugal.

287 Source : European Research Council.
288 «*Étude économique de l'Union européenne 2012*» OCDE.

Annuellement, l'UE compte plus de 3,5 milliards de tonnes de marchandises et 350 millions de passagers transitent par les 1200 ports européens. Elle possède dans ce cadre environ 40 % de la flotte maritime mondiale ce qui représente environ un quart du tonnage mondial[289].

Le domaine de la pêche reste insuffisamment productif pour la majorité des pays Sud-méditerranéens qui sont dépassés par leurs voisins du Nord en matière d'industrialisation et de modernisation de ce secteur.

Par ailleurs, au moment où certains pays Sud-méditerranéens sont de grands producteurs du pétrole comme la Libye et l'Algérie, la majorité des pays de l'UE ne possèdent pas de grandes richesses naturelles pétrolières et d'autres métaux à l'instar de ses concurrents principaux, ce qui impose aux pays membres de l'UE d'être classés parmi la liste des pays exportateurs de ces matières.

Néanmoins, il n'y a pas lieu d'ignorer que quelques rares pays européens disposent de ces richesses pétrolières (pétrole Brent) en mer du Nord et de quelques lieux de production de gaz naturel qui sont exploités principalement par le Royaume-Uni.

L'UE est également considérée comme le deuxième producteur international d'automobiles, elle produit ainsi plus de 16,9 millions

289 «*Etude sur le transport maritime*» ONU, 2002.

de véhicules par an, ce qui constitue en réalité plus de 22 % de la production globale mondiale[290].

La République Fédérale d'Allemagne produit seule plus de 5,9 millions de véhicules par an, suivie par la France qui produit plus de 2,8 et par l'Espagne qui produit plus de 2,4.

S'agissant des compagnies européennes, nous trouvons Volkswagen comme premier producteur européen avec plus de 6,4 millions de véhicules par an[291].

Au niveau des pays Sud-méditerranéens, seul le Maroc a réussi à attirer des investissements significatifs dans ce domaine, suite à la construction du Port Tanger Med[292] et la mise en place d'une zone franche de libre-échange. Ces efforts ont permis au Maroc d'accueillir le Groupe Renault-Nissan[293].

Ce Groupe a pu exporter en 2013 environ 100 000 véhicules assemblés sur le site de Melloussa près de Tanger au nord du Maroc.

290 «*Statistiques de l'Organisation Internationale des Constructeurs d'Automobiles* » 2010.
291 Sébastian RITTER « *La nouvelle stratégie aérospatiale allemande*» Ambassade de France en Allemagne / ADIT, le 12 septembre 2010.
292 Tanger Med est un port marocain en eau profonde construit entre 2004 et juillet 2007. Il est bordé par une zone franche d'activités industrielles et logistiques.
293 Renault-Nissan est un groupe lié par des participations croisées. Une société de droit néerlandais, Renault-Nissan BV, a été créée pour élaborer une stratégie commune et développer des synergies ; elle est détenue à parité par Renault et Nissan. Cette alliance est née en mars 1999 suite à une période financière difficile pour Nissan, qui a donné l'occasion à Renault de racheter une partie du groupe Nissan et d'y placer à sa tête Carlos Ghosn dans le but de le restructurer.

L'unité Renault-Nissan de Tanger pourrait avoir une capacité de production maximale d'environ 400 000 véhicules par an, consacrée essentiellement à l'export.

L'investissement réalisé par Renault est supporté en partie par des capitaux semi-publics marocains, notamment par la Caisse de dépôt et de gestion (CDG), qui s'élèvent à environ 700 millions d'euros pour la première phase[294].

Les majorité des autres pays Sud-méditerranéens restent absents de toute compétitivité et figurent parmi les listes des importateurs et des consommateurs, ce qui confirme leurs dépendances de l'Europe dans ce domaine.

L'UE demeure également bien positionnée en matière de production des avions civils grâce à ses industries géantes telles que Airbus group [295] et ses filiales.

L'Europe fait montre dans ce sens d'une solidarité exemplaire en répartissant cette industrie sur plusieurs pays européens, qui détiennent des sites de production, comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne et la France.

Le donneur d'ordres Airbus fait également vivre des centaines de sous-traitants industriels. Ces dernières années l'Europe a voulu

294 Nasser DJAMA «*Maroc : Renault Tanger exporte sa 100000ème voiture vers l'Europe*» usinenouvelle.com, le 06 septembre 2013.
295 European Aeronautic Defence and Space Company.

s'ouvrir sur certains voisins méditerranéens tels que le Maroc pour détenir quelques sites de fabrication de pièces d'avion civiles[296].

Ainsi, au niveau des pays Sud-méditerranéens, seul le Maroc affiche une volonté déclarée pour développer ce secteur.

Dans l'objectif de positionner le Maroc comme la principale référence de l'Afrique du Nord en termes de développement du transport aérien et aviation civile, le Gouvernement marocain avait élaboré en 2012 un plan stratégique de développement de l'aviation civile[297] axé, notamment sur les axes opérationnels suivants :

- Positionnement de Casablanca comme l'aéroport de référence de l'Afrique du Nord ;
- Consolidation des dessertes aériennes du marché européen afin d'assurer les objectifs de Vision 2020 ;
- Promotion du transport aérien domestique ;
- Développement du Fret aérien au Maroc ;
- Création d'un pôle de formation dans le domaine de l'aviation civile ;
- Réorganisation de l'espace aérien marocain ;
- Élaboration d'un schéma directeur des plates-formes aéroportuaires ;
- Adoption d'un projet de loi portant code de l'aviation civile.

296 U.S. Bureau of Labor Statistics « Aerospace Product and Parts Manufacturing» Département du Travail des États-Unis, le 17 décembre 2009.
297 «*Stratégie de développement de l'aviation civile au Maroc* »Mtpnet.gov.ma.

Au niveau de l'aviation militaire, l'ensemble des Pays Sud-méditerranéens sont entièrement dépendants des grandes puissances industrielles et militaires y compris l'Union européenne qui occupe la seconde place dans l'aviation militaire.

Ce constat confirme la place de l'UE comme une puissance militaire mondiale considérable, malgré l'absence d'une armée européenne commune et confirme la dépendance du Sud de l'UE dans ce domaine[298].

A ce titre, seul Israël occupe une place mondialement reconnue parmi les pays productifs. L'industrie israélienne de l'armement est surdimensionnée par rapport à la taille du pays et fait figure de leader mondial.

C'est grâce à ses diverses particularités et alliances avec les États Unis et l'Europe qu'Israël a pu développer une industrie de défense qui est devenue parmi les plus dynamiques au monde.

D'autre part, malgré sa faible production dans les technologies de l'information par rapport aux géants américains et asiatiques, l'Union européenne détient la première place mondiale dans la production de la téléphonie mobile et dans les progiciels d'entreprises[299].

298 Général André MARTINI «*L'histoire de l'aviation légère de l'armée de terre 1794-2008*» Lavauzelle-Graphic Editions, 2005.
299 L'allemand SAP est le premier éditeur mondial.

L'ensemble des pays Sud-méditerranéens sont absents de la liste des producteurs mondiaux dans ce domaine.

Au moment où les citoyens Sud-méditerranéens sont considérés parmi les grands consommateurs de nouvelles technologies, les ressortissants de l'Union avec leurs utilisations d'Internet font de l'Europe le deuxième marché mondial pour l'utilisation d'Internet avec plus de 319 millions d'utilisateurs et 17 % du marché mondial en 2010[300].

S'agissant de l'industrie nucléaire, seul Israël possède au niveau de la rive Sud- méditerranéenne des industries nucléaires à usage militaire et civil.

Quelques autres rares pays méditerranéens font timidement les premiers pas dans l'usage du nucellaire civil comme le Maroc et l'Égypte.

En revanche au niveau de la rive nord de la Méditerranée, l'UE dispose du plus grand parc de centrales nucléaires au monde (32,5% des 440 réacteurs nucléaires du monde).

La France demeure le leader européen par excellence avec sa possession du plus grand parc européen composé de 59 réacteurs nucléaires[301] et avec sa détention de la compagnie Areva[302] qui est

300 Fréderic FAPPANI « *Aujourd'hui les Nouvelles technologies de l'information et de la Communication (NTIC) débarquent sur l'Europe donc chez nous* » Ed. Lien social.
301« *La France nucléaire la Hague, la plus grande usine de retraitement*» Nucleaire-nonmerci.net.

considérée comme le leader mondial en matière du nucléaire civil grâce à la maîtrise complète du cycle nucléaire : Installation, gestion et retraitement.

La France accueille également le projet International réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER)[303] sur le site de Cadarache et dispose en collaboration avec la Suisse et avec l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) du plus grand et puissant accélérateur de particules au monde[304].

L'Union européenne est également le principal producteur d'énergies renouvelables au niveau mondial. En revanche, l'UE est toujours classée comme troisième pollueur du monde après la Chine (6,2 milliards de tonnes) et les États-Unis (5,8 milliards de tonnes

302 Areva est un groupe industriel français du secteur de l'énergie spécialisé dans les métiers du nucléaire et des renouvelables. Cette entreprise est présente au niveau international avec un réseau commercial dans 100 pays et une présence industrielle dans 43 pays.Ses activités sont essentiellement liées à l'énergie nucléaire (extraction de minerai d'uranium, fabrication de combustibles nucléaires, construction de réacteurs, traitement des combustibles usés, exploitation nucléaire, propulsion nucléaire, transport des matières radioactives…) et aux énergies renouvelables (l'éolien, les bioénergies, le solaire ainsi que l'hydrogène et le stockage d'énergie).

303ITER (originellement en anglais : International Thermonuclear Experimental Reactor ou en français : «réacteur thermonucléaire expérimental international ») est un projet de machine expérimentale de type tokamak visant à démontrer la faisabilité d'un réacteur nucléaire utilisant le principe de la fusion. Le projet associe trente-quatre pays : ceux de l'Union européenne ainsi que l'Inde, le Japon, la Chine, la Russie, la Corée du Sud et les États-Unis.

304 L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, aussi appelée laboratoire européen pour la physique des particules et couramment désignée sous l'acronyme CERN (du nom du Conseil européen pour la recherche nucléaire, organe provisoire institué en 1952), est le plus grand centre de physique des particules du monde.

d'équivalent CO2), bien qu'elle ait été le grand défendeur du protocole de Kyōto en 1994[305].

L'UE représente environ 44% de la puissance éolienne au niveau mondial, les plus grands sites sont basés en Allemagne et en Espagne.

De l'autre côté, le Maroc veut se positionner comme le pays leader et de référence en matière des énergies renouvelables dans la région de la Méditerranée et ce, à travers une stratégie et une politique assorties d'objectifs chiffrés et des réalisations déjà concrétisées sur le terrain.

Néanmoins, les autres pays méditerranéens n'affichent aucune volonté et ne planifient aucun projet pour se positionner dans ce domaine, ce qui accote leurs dépendances à l'Europe dans ce domaine.

Sur le plan touristique, l'Union européenne est la première destination touristique mondiale. Les Pays membres reçoivent l'équivalent de 50 % des 940 millions de touristes internationaux[306].

Les principaux pays européens visités sont la France, l'Espagne et l'Italie. La France reste de loin la première destination

305«*La production d'électricité d'origine renouvelable dans le monde*» energies-renouvelables.org.
306 Organisation mondiale du tourisme (OMT) 2012.

touristique favorite mondiale avec plus de 77 millions de visiteurs par an[307].

D'autres pays européens comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Autriche sont également classés parmi les meilleures destinations touristiques mondiales. Dans ce sens, l'Allemagne est le pays qui dépense le plus dans le domaine de l'investissement touristique, avec environ 74 milliards de dollars devant les États-Unis, la France et la Chine[308].

Au niveau du tourisme intracommunautaire, l'espace européen garantit de très grandes facilités aux citoyens des pays membres ayant adopté l'Euro ou ceux appartenant à l'espace Schengen[309].

Les ressortissants européens ne sont pas obligés d'avoir un passeport ou un visa pour se rendre dans les pays voisins, le contrôle aux frontières a été totalement supprimé entre eux.

Si certains pays Sud-méditerranéens ont une part importante dans le marché touristique mondial, comme l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, le vent du Printemps arabe a été un facteur diminutif des parts de ces pays sur le marché mondial.

307 «*Le tourisme européen*» tourismes.info.
308 «*Faits et chiffres sur les mers et les océans*» Commission européenne.
309 L'espace Schengen comprend les territoires des 26 États européens qui ont mis en œuvre l'accord de Schengen et la convention de Schengen signés à Schengen (Luxembourg), en 1985 et 1990. L'espace Schengen fonctionne comme un espace unique en matière de voyages internationaux et de contrôles frontaliers pour les voyages sans contrôle des frontières internes.

La baisse des nombres des touristes dans les pays Sud-méditerranéens a été un élément favorable à la croissance du tourisme dans les pays européens, dans un contexte mondial caractérisé par les révoltes arabes et la crise économique mondiale.

Par ailleurs, les pays membres de l'UE ont le privilège d'abriter des sièges des plus grandes banques au niveau mondial telles que la BNP Paribas[310], Deutsche Bank[311], Crédit agricole[312], HSBC[313], Royal Bank of Scotland[314] et d'autres grandes banques universelles.

310 BNP Paribas est un groupe bancaire français, né le 23 mai 2000 de la fusion de la Banque nationale de Paris (BNP) et de Paribas. Elle est cotée au Premier Marché d'Euronext Paris et fait partie de l'indice CAC 40. Le groupe BNP Paribas dégage en 2012 un bénéfice net (part du groupe) de 6 553 millions d'euros, en progression de 8,3 % par rapport à 2011.

311 La Deutsche Bank AG, couramment appelée Deutsche Bank, est la plus importante banque allemande, fondée en 1870 et basée aujourd'hui à Francfort-sur-le-Main. Banque universelle, elle est la 8e banque européenne par capitalisation en 2011. Ses filiales sont présentes dans plus de 75 pays, les plus importantes filiales étant à Londres, New York et Singapour. Deutsche Bank signifie « banque allemande » et « AG » (Aktiengesellschaft) correspond à « Société Anonyme de droit allemand ».

312Le Crédit agricole, surnommé la Banque verte1 du fait de son activité d'origine au service du monde agricole, est un réseau français de banques coopératives et mutualistes, composé des 39 caisses régionales de Crédit agricole. Il est devenu en 1990 un groupe bancaire généraliste international. Il est coté via sa holding Crédit agricole S.A. au Premier Marché d'Euronext Paris et fait partie de l'indice CAC 40.

313 HSBC Holdings PLC (Hong Kong & Shanghai Banking Corporation) est une banque britannique et l'une des plus grandes banques du monde. Son siège social est à Londres, dans Canary Wharf. La banque est notée AA chez Standard et Poors comme chez Fitch, Aa3 chez Moody's. Elle présente ses rapports en USD, étant donné que 70 % de ses revenus proviennent de l'extérieur du Royaume-Uni, 60 % de ses opérations se situant à Hong Kong. Avant de déménager son siège social à Londres au début des années 1990, elle était basée à Hong Kong. Elle fut un temps le quatrième groupe bancaire dans le monde après Citigroup, Bank of America et la Banque industrielle et commerciale de Chine. Elle est, selon le Forbes Global 2000 de 2012, la sixième entreprise mondiale.

314 La Banque royale d'Écosse, « Royal Bank of Scotland » en anglais, fondée à Édimbourg en 1727 par une charte royale, est l'une des plus vieilles banques britanniques. En 2008, c'est la plus grande banque d'Écosse, la seconde du Royaume-Uni et d'Europe, ainsi que la cinquième dans le monde en termes de capitalisation boursière.

En revanche, au niveau des pays du Sud, la grande partie des sociétés bancaires sont liées ou détenues par des capitaux européens ou étrangers.

L'UE profite d'une situation prépondérante dans la cotation des sociétés (NYSE-Euronext = première bourse mondiale), dans la cotation de matières premières (LSE = première place de cotation : café robusta, cuivre, plomb, zinc, aluminium...), dans la création et la vente de produits financiers sophistiqués (produits dérivés...). Société générale est le leader mondial des produits dérivés sur actions, dans la gestion de fortune (paradis fiscaux luxembourgeois, monégasque, londonien...)[315].

Les sociétés de bourses Sud-méditerranéennes sont pour leurs parts liées aux bourses européennes et entièrement dépendantes des sociétés européennes à ce sujet.

L'UE est particulièrement solide, non seulement parce qu'elle produit environ une richesse sur trois, mais également, parce que ses entreprises occupent généralement les premières places au niveau international.

Ces différents éléments font de l'Union européenne une grande puissance économique mondiale à l'inverse des Pays du Sud de la Méditerranée qui ont des potentialités importantes susceptibles de les mettre dans le sentier de développement. Cependant, les différentes

315 Source : la Banque Centrale Européenne, Ecb.Int.

politiques suivies par ces pays les ont mis durant des années dans une situation de dépendance économique des voisins européens et à d'autres puissances mondiales.

La dépendance des économies du Sud des économies du Nord, notamment des économies de l'UE demeure très logique tant que la production de la richesse est plutôt cumulée au Nord de la Méditerranée.

Les pays du Sud sont obligés par le fait de suivre les prescriptions émanant du Nord et de survivre dans un monde réglé par les valeurs du Marché.

Toutefois, il serait légitime de s'interroger comment les pays Sud Méditerranéens n'arrivent pas à se rassembler dans le cadre d'organisations régionales économiques puissantes, alors que les pays européens ont pu concrétiser leur Union malgré leurs histoires ayant également connu des étapes tragiques de guerres et de conflits ?

Section III : Les décalages sociaux entre les pays riverains méditerranéens de la rive sud et les Pays méridionaux membres de l'UE

Les décalages entre les deux rives de la Méditerranée sont également d'ordre social et les espacements sont très importants entre les différents pays méditerranéens[316]. Au moment où l'Union européenne fait des politiques de l'emploi et des affaires sociales une priorité, les pays de la rive Sud de la Méditerranée n'ont pas accordé la même importance à ces domaines, ce qui a contribué d'une manière directe au développement de la colère des jeunes et des citoyens et a concouru au déclenchement du Printemps arabe[317].

Ce décalage important demeure étroitement lié aux défaillances au niveau de la gestion étatique dans la majorité des pays Sud-méditerranéens, notamment en ce qui concerne les choix économiques et politiques et également vu la forte dominance des économies de la rente dans ces pays[318].

En revanche, l'Union européenne et ses pays membres gardent parmi leurs priorités stratégiques le développement économique dans

316 Gilbert ACHCAR «Thèses sur le printemps arabe », thèses écrites au début de décembre 2011 pour un atelier intitulé «Traduire les révolutions» organisé par la Maison des cultures du monde (Haus der Kulturen der Welt) à Berlin, les 12 et 13 janvier 2012.
317 Pascal FENAUX « *Du Printemps arabe à son automne ?* » La Revue Nouvelle, Février 2011 / n°2.
318 Georges Cor « *La nouvelle Méditerranée dans un monde en mutation*» Évolution économique dans les pays méditerranéens dans un monde en mutation.

une conjoncture marquée par la concurrence des économies puissantes et également des économies émergentes[319].

Cette volonté demeure très faible au niveau des pays de la rive Sud, qui ne fournissent pas les mêmes efforts en vue de donner aux politiques sociales l'importance nécessaire et en vue de répondre aux attentes des citoyens en matière de la création de l'emploi et de la sécurité sociale[320].

Par ailleurs, l'Union européenne démontre son intérêt accordé à la création de l'emploi à travers des politiques destinées à encourager l'investissement dans les domaines de l'enseignement, les sciences et la formation professionnelle, tout en se fixant comme but principal l'adaptation aux changements et la sortie de la crise économique qui secoue les pays membres de l'UE et les économies mondiales depuis 2007[321].

Ainsi, l'Union européenne et ses États membres ont choisi de partager la responsabilité des politiques menées dans le domaine de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion[322].

Afin de réaliser ces objectifs, l'Union européenne coordonne, surveille les politiques nationales et encourage le partage des bonnes

319 «*Emploi et affaires sociales*» Europa.eu
320 Zahlan ANTOINE « *Les Arabes et les défis de la technologie. Progrès sans changements)* », Centre d'études de l'unité arabe, 1999.
321 «*Crise économique dans la zone Euro 2010*» Touteleurope.eu.
322 «*Dossier : Dette de la Grèce, un défi pour l'Europe*» Le Figaro, le 16/12/2010.

pratiques dans les domaines de l'emploi, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale[323].

En vue de réaliser ces objectifs, l'UE légifère et surveille également la mise en œuvre de la législation dans des domaines tels que les droits au travail et la coordination des régimes de sécurité sociale entre les États membres[324] et ce, dans la perspective de créer plus d'emplois[325].

La recherche des alternatives pour les emplois menacés par la mondialisation reste également parmi les tâches confiées à l'UE[326].

A cet égard, la stratégie européenne pour l'emploi[327] encourage les mesures visant à améliorer le fonctionnement des marchés du travail, aider les personnes à acquérir les compétences appropriées pour créer et trouver des emplois, tout en améliorant la qualité et les conditions de travail.

323 «*Action de l'Union européenne – Emploi et affaires sociales*» Europa.eu.
324 Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne-Journal officiel n° C 115 du 09/05/2008 p. 0001 - 0388
325 «*L'Europe sociale, état des lieux et perspectives*» Rapport du Sénat, mai 2009.
326 «*La mondialisation*» Emse.fr.
327 La stratégie européenne pour l'emploi, qui s'inspire de la stratégie Europe 2020, vise à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans toute l'Union européenne. Elle propose un cadre (la «méthode ouverte de coordination») permettant aux pays de l'UE de partager les informations, de discuter des politiques en matière d'emploi et de les coordonner. Ce cadre repose sur l'examen annuel de la croissance, qui définit les priorités de l'UE pour l'année à venir afin de stimuler la croissance et la création d'emplois et marque le lancement du semestre européen, lequel encourage une coordination renforcée entre les politiques économiques et budgétaires des États membres.

Dans cette perspective, l'Union européenne s'est fixée plusieurs objectifs pour 2020, comme : Assurer un emploi à 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans ; abaisser le taux de déperdition scolaire à moins de 10% ; porter à 40 % au moins le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 30-34 ans et réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale[328].

Dans ce cadre, la stratégie Europe 2020[329] lancée par l'UE, vise à réaliser ces objectifs et englobe d'autres initiatives à l'instar de l'initiative Jeunesse en mouvement[330] (pour aider les jeunes à étudier et travailler à l'étranger); la stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois[331] (pour anticiper l'évolution structurelle des marchés du travail de l'UE); la plate-forme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale (pour aider les États membres de l'UE à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale)[332].

328 Stratégie « Europe 2020 » : pour la croissance et l'emploi.
329 La stratégie « Europe 2020 » ou UE 2020 est une stratégie de coordination des politiques économiques au sein de l'Union européenne sur une période de dix ans.
330 «Jeunesse en mouvement» est un ensemble d'initiatives politiques, relatives à l'éducation et à l'emploi, destinées aux jeunes Européens. Lancée en 2010, elle fait partie de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive.
331 La stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois est une initiative de la Commission qui a pour but de porter à 75 % le taux d'emploi des 20 à 64 ans d'ici à 2020. Lancée en 2010, elle fait partie de la stratégie globale Europe 2020, qui encourage une croissance intelligente, durable et inclusive au cours des dix prochaines années et au-delà.
332 La plate-forme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale est l'une des sept initiatives phare de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Elle vise à aider les États membres de l'Union européenne à atteindre l'objectif principal consistant à sortir 20 millions de personnes de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Cette plate-forme, lancée en 2010, restera active jusqu'en 2020.

S’agissant des droits des travailleurs, l'Union européenne a eu une influence significative sur les droits des travailleurs dans les États membres. Ainsi, la législation européenne a limité le nombre d'heures de travail et a renforcé la sécurité sur le lieu de travail et prévoit une indemnisation en cas d'accident de travail.

Dans cet esprit, l'Union collabore avec de nombreux partenaires, dont les employeurs et les syndicats, afin de veiller à ce que cette législation réponde efficacement aux problèmes les plus importants.

D’autre part, l'UE promeut la protection sociale et l'inclusion par des mesures de coordination, d'encouragement et de financement destinées à aider les États membres à lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté et à réformer leurs systèmes de protection sociale.

L’UE encourage également les citoyens à vivre et à travailler dans les pays membres. Les statistiques confirment qu’un européen sur dix envisage d'aller vivre dans un autre État membre de l'UE.

L'Union européenne et ses États membres œuvrent mutuellement pour offrir aux citoyens européens la possibilité de s'installer à l'étranger plus aisément ; Ceci en alliant leurs régimes de sécurité sociale et en permettant aux travailleurs de toucher leur pension de retraite et de bénéficier de prestations sociales, même

lorsqu'ils changent d'emploi et lorsqu'ils vont travailler dans un autre État membre[333].

En ce qui concerne les programmes de financement de l'UE, les principaux programmes en matière d'emploi et de politique sociale sont le Fonds Social Européen (FSE) [334]; le programme PROGRESS[335]; le Fonds Européen d'Ajustement à la Mondialisation (FEM)[336]; l'Instrument Européen de Micro-financement Progress[337].

Il sied de signaler que ce sont les États membres de l'UE qui sont les principaux responsables en matière d'emploi et de politique sociale. Le financement accordé par l'UE dans ce domaine ne vise qu'à soutenir et à compléter les mesures nationales et non pas à

333 «*Une chance et un défi- L'immigration dans l'Union européenne*» Commission européenne, Direction générale de la presse et de la communication, 2009.

334 Le Fonds social européen (FSE) est un des instruments financiers de l'Union européenne. Il vise à soutenir l'emploi dans les États membres, mais aussi à promouvoir la cohésion économique et sociale. Les dépenses du FSE représentent environ 10 % du budget total de l'UE. Le FSE fait partie des Fonds structurels communautaires, dont l'objectif est d'améliorer la cohésion sociale et le bien-être économique dans toutes les régions de l'Union.

335 Le programme PROGRESS est un instrument financier d'appui à l'élaboration et à la coordination des politiques de l'Union européenne dans les cinq domaines suivants: l'emploi; l'inclusion et la protection sociales; les conditions de travail; la lutte contre les discriminations et l'égalité des sexes. Le programme PROGRESS s'adresse aux bénéficiaires suivants : les pays de l'UE ; les pays candidats à l'adhésion, les pays candidats potentiels, les pays de l'AELE et de l'EEE (Norvège, Islande et Liechtenstein).

336 Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) est doté d'un budget pouvant aller jusqu'à 500 millions d'euros par an pour aider les travailleurs à trouver un nouvel emploi et à acquérir de nouvelles compétences s'ils ont perdu leur emploi à la suite d'une modification de la structure des échanges mondiaux, par exemple en cas de fermeture d'une grande entreprise ou de la délocalisation d'une usine dans un pays hors UE.

337 L'instrument européen de micro-financement Progress, lancé en 2010, vise à accroître l'offre de microcrédits à savoir des prêts de moins de 25 000 euros destinés à la création ou au développement d'une petite entreprise.

imposer aux États membres un modèle unique de coopération dans le domaine social[338].

Il convient de préciser également que la quasi-totalité des pays méditerranéens membres de l'UE se sont vu développés grâce aux choix politiques, économiques et sociaux et grâce aux conditions strictes imposées par l'UE dans tous les domaines.

Par ailleurs, les pays Sud-méditerranéens souffrent collectivement de l'absence de groupements régionaux et de la faiblesse des politiques nationales en matière de l'emploi. Ceci justifie les différents décalages entre les pays membres de l'UE et les pays Sud-méditerranéens. Ces décalages sont énormes et ceci peut expliquer les vagues d'immigration destinées, à sens unique, vers les pays membres de l'UE[339].

En vue d'avoir un partenariat réel, efficace et constructif, entre l'UE et les pays Sud- Méditerranéens, il est indispensable que tous les projets de Partenariat euro-méditerranéen accordent une importance particulière à la cohésion sociale et il est indispensable que l'UE partage sérieusement son expérience avec les pays Sud-méditerranéens, à travers des stratégies tenant compte des décalages entre les deux rives.

Par ailleurs, il ne faut pas omettre que même certains pays européens ont été touchés sérieusement par la crise mondiale, à partir

338 « *Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2010-2015*» Europa.eu.
339 « *Une politique commune de l'immigration pour l'Europe*» Europa.eu.

de l'année 2007, il s'agit, notamment de la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie.

Toutefois, ces pays ont pu compter sur la solidarité de leurs voisins européens et ont pu survivre économiquement grâce aux aides de l'UE.

Cette solidarité n'est pas gratuite tant que les autres pays de l'UE ont été conscients que si les pays touchés par la crise s'effondrent économiquement, ils devaient attendre le même sort par effet domino, ce qui a mobilisé les pays européens les plus riches à manifester leurs solidarités avec leurs voisins européens les plus menacés par la crise.

Nous regrettons fort dans ce sens qu'au niveau de la rive Sud de la Méditerranée, au moment où un pays passe par de grandes crises, il ne trouve aucune organisation régionale susceptible de jouer le rôle de sauveur et d'accompagnateur pour sortir de la crise.

Il est certain qu'un certain nombre d'organisations internationales et puissances internationales décident d'agir mais souvent selon des conditions et en dépens de leurs propres agendas et intérêts.

Chapitre II : Les sous-zones en Méditerranée entre conflits et coopérations

Nous pouvons observer au niveau de l'espace méditerranéen l'existence de trois blocs régionaux principaux, le premier bloc est celui des pays du Maghreb arabe, le second est celui du bloc des pays Proche orientaux et le troisième est celui des pays de l'Europe méridionale méditerranéenne.

Le bloc de l'Europe méridionale méditerranéenne est divisé politiquement entre les pays membres de l'UE et les Pays non-membres de l'UE.

Géographiquement, nous pouvons distinguer ce dernier bloc en trois sous-blocs à savoir :

- La péninsule ibérique ;
- La région géographique italienne ;
- La péninsule balkanique.

Un aperçu sur les trois blocs, va sans doute nous permettre par la suite d'appréhender les différents enjeux de partenariat existants entre les pays de la Méditerranée.

Section I : Le bloc régional maghrébin

Le Maghreb est la région d'Afrique du Nord comprise entre la mer Méditerranéenne, le Sahara, l'océan Atlantique et l'Égypte. Au sens étroit, le Maghreb rassemble le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie.

Afin d'éviter toute confusion, nous pouvons distinguer le petit Maghreb ou le Maghreb central qui regroupe l'ensemble de ces trois pays occupant la péninsule atlassienne[340], du Grand Maghreb qui affilie à cet ensemble la Mauritanie et la Libye[341].

Le Maghreb est délimité au nord par la Méditerranéenne, à l'ouest par l'océan Atlantique et au Sud par le grand Sahara et recouvre une superficie de cinq millions de Km² répartis entre le bassin méditerranéen et les régions sahariennes. Le Sahara recouvre la grande partie de son territoire[342].

Le nombre de citoyens Maghrébins est d'approximativement 87 millions d'habitants qui réalisent un PIB équivalent à 303 milliards de dollars par an[343].

340 « *Table géographique de Slane* », Histoire des Berbères, Berti, 2003.
341 Rodrigo RATO « *Intégration économique au Maghreb : sur le chemin de la prospérité* » L'Economiste (Maroc), 15 juin 2005
342 Georges MUTIN « *Les pays du Maghreb : Problèmes de développement* » Doc-iep.univ-lyon2.fr.
343 « *La région réalise un PIB de 303 milliards de dollars en 2007* » Jeune Afrique, le 10 avril 2008.

Par ailleurs, le Maghreb subit un robuste décalage démographique et économique entre les zones littorales et l'intérieur des terres, notamment en Algérie où environ 90 % de la population se rassemble au nord du pays, dans les montagnes et sur les plaines côtières[344].

C'est au niveau des côtes maritimes que les Maghrébins pratiquent des activités économiques liées à la pêche et à l'agriculture et c'est à ce niveau où nous pouvons trouver l'industrie en relation avec les ports et les infrastructures touristiques comme au Maroc et en Tunisie[345].

Les espaces côtiers forment des espaces de relations actives avec l'Europe et reçoivent l'essentiel des investissements étrangers.

Le Maghreb contient en revanche de considérables ressources naturelles de natures minières (phosphates et fer) et énergétiques (gaz naturel et pétrole).

Cette région Sud méditerranéenne regroupe depuis plusieurs siècles une union géographique déterminée au niveau ethnico-culturel par le regroupement des populations d'origines arabo-berbères et africano-européennes[346].

---

344 « *Afrique : Les villes les plus grandes avec des statistiques de la population* » gazetteer.de

345 « *La carte des investissements en Méditerranée : guide sectoriel des politiques publiques pour l'investissement en Méditerranée (2010)*» ANIMA Investment Network / Marseille.

346 Gabriel CAMPS « *Les Berbères : mémoire et identité* » Babel, 1980.

Le Maghreb détient dans ce sens une vigoureuse identité qui le différencie par rapport aux autres groupements arabe et africain et ce, grâce à la forte présence de l'élément berbère dans les cultures maghrébines. Néanmoins, les peuples maghrébins restent également liés culturellement au Machrek[347] grâce à la dominance de la langue arabe et de la culture islamique[348].

Ainsi, le Maghreb demeure un point de rencontres de plusieurs influences, son histoire contemporaine est caractérisée par les empreintes de la colonisation française, espagnole et italienne et par la proximité géographique et culturelle avec les pays de l'Europe de l'Ouest[349].

Les cinq Pays Maghrébins avaient tenté de se regrouper en 1989 dans le cadre de l'Union du Maghreb Arabe[350]. Cette Union a été avortée suite aux multiples conflits politiques entre le Maroc et l'Algérie, notamment en ce qui concerne la question du Sahara et au vu des rivalités entre les régimes politiques de ces deux pays[351].

347 Jacques HUNTZINGER « *Il était une fois la Méditerranée* » CNRS Editions, le 23 septembre 2010.
348 François DECRET « *Les invasions hilaliennes en Ifrîqiya* » Clio, 2003.
349 Abdallah LAROUI « *Histoire du Maghreb* » La Découverte, 1982.
350 L'UMA a été créée le 17 février 1989 lors d'une réunion à Marrakech des Chefs d'Etats d'Algérie, de Libye, de Mauritanie, du Maroc et de Tunisie.
12 Omar AMROUCHE « *UMA : l'échec politique ou la politique de l'échec* », omaramrouche.centerblog.net.
13 Francis GHILES « *Le non-Maghreb coûte cher au Maghreb* », Le Monde Diplomatique.

Bien que les politiques n'aient pas pu concrétiser le rêve du Maghreb Uni, la jeunesse Maghrébine demeure très attachée au Maghreb des Peuples en attente du Maghreb des États.

L'absence du Maghreb en tant qu'entité régionale, fait perdre à l'ensemble de ses pays plusieurs opportunités en matière de développement collectif et affaiblit les cinq pays au niveau des négociations avec les grandes puissances mondiales.

Les responsables de ces conflits au Maghreb semblent ignorer que leurs pays ont une seule issue face aux différents problèmes économiques et politiques qui les secouent dans un monde en transition permanente. Cette issue n'est autre que le regroupement régional et l'activation des partenariats qui peuvent être productifs pour l'ensemble des pays maghrébins et pour la zone Méditerranéenne en général.

La persistance des conflits a clairement démontré son impact néfaste et négatif sur les économies des pays maghrébins et il serait opportun que les États du Maghreb pensent à se rassembler à l'instar de leurs voisins de l'UE, tout en élisant un modèle maghrébin nouveau adapté aux spécificités culturelles de chaque pays Maghrébin.

Section II : Le bloc régional Proche oriental Méditerranéen

Le Proche-Orient est une zone réunissant une partie de l'Asie et d'Afrique comprenant les pays du sud-est du bassin levantin (Mer Méditerranée), bien qu'il n'y ait pas de détermination unanimement admise, nous pouvons appuyer que le Proche-Orient rassemble également des parties de l'Iran et de la Turquie.

Le Proche-Orient dispose d'une partie ouest, ouverte sur la Méditerranée que nous pouvons qualifier de bloc proche oriental Méditerranéen. Cette partie est souvent qualifiée comme l'un des berceaux de la civilisation, car cette région a vu naître de grandes inventions et découvertes telles que l'écriture, la roue ou certaines techniques d'irrigation et d'astronomie[352].

La Mésopotamie[353] est considérée comme la civilisation la plus ancestrale dont on a retrouvé des traces importantes dans cette partie du monde[354]. Ainsi, Babylone, Beyrouth, Jérusalem et Damas sont considérées parmi les plus anciennes villes du Proche Orient et du Monde entier.

Si plusieurs facteurs historiques, politiques et économiques contribuent aux calamités du Proche-Orient, c'est plutôt la situation

352 « *La civilisation mésopotamienne et ses inventions* » Classes.bnf.fr.
353 La Mésopotamie « fleuve » : désigne le pays « entre deux fleuves ») est une région historique du Moyen-Orient située dans le Croissant fertile, entre le Tigre et l'Euphrate. Elle correspond pour sa plus grande part à l'Irak actuel.
354 « *Tous les savoirs du monde : La Mésopotamie ancienne* » Classes.bnf.fr.

de conflit permanent procréé par le conflit israélo-palestinien qui fait de cette région une véritable poudrière. De la sorte, c'est au niveau du Proche-Orient que se développent actuellement et depuis le début du XXI^{ème} siècle, les conflits qui sont les plus meurtriers et les plus périlleux pour la paix et la sécurité mondiales.

Le vieux conflit entre les Israéliens et les Arabes, est matérialisé par une impasse sanglante qui pèse lourdement sur toute la région méditerranéenne[355]. Ce conflit a engendré pendant plus de cinquante ans plusieurs affrontements généralisés, les plus durs sont ceux qui ont eu lieu durant les années 1948, 1956, 1967, 1973 et 1982. Ces différends ont amené les parties concernées à de véritables courses aux armements très coûteux, qui ont empêché ces parties de se concentrer sur les enjeux réels de développement.

Outre les conflits Arabo-israéliens, le Proche Orient a connu à partir des années 2000 d'autres conflits, qui ont aggravé davantage la situation. Parmi ces conflits nous pouvons invoquer, l'opération anglo-américaine en Irak qui a d'un côté, mis fin à la dictature du Président Saddam Hussein, mais a, de l'autre côté, introduit le pays dans une périlleuse guerre civile marquée par des hostilités politico-économico-religieuses[356].

Le conflit irakien a confirmé les aspirations géostratégiques de l'Iran comme puissance régionale au Proche-Orient, qui œuvre pour

355 « *Conflit israélo-arabe* » Dossier de 878 documents, le Monde Diplomatique.
356 Catherine GOUËSET « *Chronologie de la guerre en Irak (2002-2011)* » L'Express, le 15 décembre 2011.

imposer sa puissance à travers les courants chiites affiliés religieusement au régime des Mollahs et qui s'affirment dans ce conflit comme des puissances non-négligeables susceptibles d'imposer des réalités autres que celles voulues par l'Occident.

L'administration Américaine et Israël se sont trouvés soudainement face à la montée croissante de la puissance iranienne, ce qui les a amenés à vouloir imposer au régime iranien des règles de bonne conduite, notamment en ce qui concerne le blocage des aspirations nucléaires iraniennes[357].

Le Proche Orient est également marqué par les conflits permanents au Liban qui demeure divisé entre plusieurs courants religieux et politiques et par les différentes alliances menaçant sa paix et sa sécurité[358].

Le Printemps arabe de 2011 (Révolutions contre les dictatures en Tunisie, en Lybie et en Égypte) a amené l'instabilité à un autre pays proche oriental qui est la Syrie. Les aspirations populaires syriennes légitimes, aspirant à l'instauration de la démocratie et de la liberté, ont soudainement donné lieu à une guerre civile sans précédent, une guerre marquée par l'intrusion de plusieurs courants, au service d'agendas étrangers, en commençant par le clan allié à la

357 «*ÉTATS-UNIS La guerre contre l'Iran est presque inévitable»* The New York Times, le 23 février 2012.
358 Hervé AMIOT « *La guerre du Liban (1975-1990) : Entre fragmentation interne et interventions extérieures* » Les clés du moyen orient, le 23 octobre 2013.

Russie, la Chine et l'Iran et en arrivant au clan au service des Pays du Golf, des États-Unis et d'Israël.

La prédominance des conflits au Proche Orient n'est pas le fait du hasard, tant que cette région est caractérisée par son emplacement géostratégique vital et tant qu'elle région dispose des richesses pétrolières parmi les plus importantes au monde. Il est à rappeler que les pays proche-orientaux produisent environ 35 % du pétrole mondial et en détiennent 68 % des réserves.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande en hydrocarbures connaîtra une croissance de 1,9 % par an : Les parts des cinq principaux membres de l'OPEP au Proche-Orient à savoir l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis, le Koweït, l'Iran et l'Irak devront passer à plus de 41 % en 2020. En outre, les plans de l'administration Bush visant la démocratisation du grand Proche-Orient, ont été appuyés lors du Printemps arabe de 2011, par des révoltes populaires sans précédent, face auxquelles, les États Unis et l'Europe ont abandonné certains régimes considérés auparavant au service de l'Occident.

Par conséquent, le Proche-Orient demeure actuellement l'espace par excellence de paradoxes et d'instabilité menaçant la paix et la sécurité mondiale dans son ensemble.

Section III : L'Europe méridionale méditerranéenne

L'Europe du Sud rassemble les États placés dans les trois péninsules méditerranéennes à savoir : La péninsule Ibérique ; la région géographique italienne ; la péninsule balkanique[359]. Cette région géographique a des définitions variables, allant de la définition climatique à la définition géographique, jusqu'à la définition linguistico-culturelle[360]. Les deux États insulaires méditerranéens, Malte et Chypre, ainsi que l'Asie Mineure (Turquie) sont souvent ajoutés à cette région.

La péninsule Ibérique

La péninsule Ibérique, située au sud-ouest de l'Europe semble comme une partie européenne écartée au vu de sa position sur les plans géographique et historique. Toutefois, elle occupe une place géostratégique très importante. Cette sous-région est délimitée par la mer Méditerranée au sud et au sud-est, l'océan Atlantique au sud-ouest, à l'ouest et au nord-ouest, et les Pyrénées au nord-est[361].

Cette région conçoit présentement les pays suivants : Andorre, l'Espagne, le Portugal, Gibraltar (territoire britannique d'outre-mer situé au sud de l'Andalousie, près de la pointe sud)[362].

359 « *Europe du Sud*» toutenkamion.net.
360 « *L'Europe méridionale méditerranéenne* » larousse.fr.
361 « *Histoire de l'Europe - Groupes de pays composant l'Europe* » histoireeurope.fr
362 Enclave Britannique, objet de contestation par l'Espagne, comme le sont Ceuta et Melilla par le Maroc.

Les principaux pays Ibériques à savoir l'Espagne et le Portugal sont très variés et chacun d'eux comprend des provinces historiques, dont les bornes coïncident souvent avec des réalités humaines ou géographiques.

Les premiers habitants de cette sous-région sont les Lusitaniens et les Ibères, les Carthaginois, les Celtes et les Romains. Ces populations ont occupé successivement cette région, appelée auparavant l'Hispanie[363].

À la chute de l'Empire romain, les Wisigoths s'installent dans cette zone et la rebaptisent avant qu'elle ne soit contrôlée par les Arabes, qui eux la renomment Al-Andalus[364].

Après plusieurs siècles de cohabitation et de tolérance entre les musulmans, les juifs et les chrétiens, des affrontements ont commencé à avoir lieu principalement entre les Royaumes Arabes d'Andalousie et ont permis aux Chrétiens d'Aragon et Léon de se réorganiser en vue de chasser les arabes et les juifs de cet espace.

Ainsi, cette péninsule a été divisée durant le moyen âge en plusieurs États, d'un côté les Taïfas Arabes, et de l'autre les Royaumes chrétiens au nord.

363 « *Rappel des principaux événements de l'histoire d'Espagne* » enespagne.com.
364 Garcesius « *L'Espagne musulmane* » histoiredespagne.wordpress.com, le 29 juillet 2011.

Au moment où les Royaumes arabes ont continué à accentuer leurs divisions, les Royaumes Chrétiens se sont regroupés et ont commencé à conquérir au fur et à mesure les Royaumes Arabes avant de mettre la main sur la totalité du territoire ibérique[365].

Les arabes Andalous ont été battus définitivement en 1492 par la Reine Isabelle la Catholique[366] et ont été chassés définitivement de l'Andalousie en 1609 par le Roi Philippe III[367]. Ce changement a donné naissance au Grand Royaume d'Espagne et au Portugal qui envahiront par la suite d'autres parties du Monde.

Actuellement, nous pouvons observer l'existence de plusieurs langues dans la péninsule Ibérique, ayant des statuts légaux très différents et disposant d'une reconnaissance morale. Le statut des langues d'Espagne est présenté brièvement dans l'article 3 de la constitution espagnole, toutefois les aspects liés à ces langues ont été confiés à la discrétion des lois d'autonomie réservée à chaque région.

La péninsule Ibérique reste ainsi une des sous régions méditerranéennes disposant d'une grande importance géostratégique et historique. Elle joue également un rôle important sur le plan politique et économique et peut être considérée comme l'une des sous-zones présentant plusieurs opportunités en Méditerranée et

365 « Histoire de la Reconquista » linternaute.com.
366 Isabelle Ire de Castille, dite Isabelle la Catholique, née le 22 avril 1451 à Madrigal de las Altas Torres, morte le 26 novembre 1504 à Medina del Campo, est, de son propre chef, reine de Castille et León de 1474 à 1504, reine consort d'Aragon, de Majorque, de Valence, de Sardaigne et de Sicile (1479-1504) et reine consort de Naples (1503-1504).
367 « Chute de Grenade et fin de la Reconquista » Herodote.net.

susceptible d'être la locomotive clé de l'ensemble des partenariats entre les deux rives.

La région géographique italienne

La région géographique italienne est une région de l'Europe du Sud, démarquée au nord et au nord-ouest par la chaîne des Alpes et par des côtés maritimes pour les autres bords de cette région[368].

Sans pour autant confondre cette région avec la République d'Italie ou la nation italienne, cette région se compose d'une bande continentale située au nord, une péninsule et une zone insulaire formée des îles voisines[369]. Campée entre la Grèce, la péninsule Ibérique et la péninsule Balkanique, cette région est immergée par les mers : Méditerranéenne, Ligures, Tyrrhénienne, Ionienne et Adriatique[370].

Cette région est démarquée ainsi par des limites physiques qui sont représentées par les côtes des mers, les fleuves et les montagnes. Par ailleurs, les frontières des États de cette région sont bien déterminées et connues en vertu des accords internationaux.

Historiquement, plusieurs concepts géographiques ont vu le jour pour définir cette zone géographique. La définition la plus

368 « *GéoPopulation* » Liste des pays du monde, geopopulation.com.
369 « *L'Italie reste plurielle mais les Italiens n'ont jamais semblé aussi proches* » LE MONDE, le 17 mars 2011.
370 « *Italie* » orsieres.ecolevs.ch.

ancienne est celle définie par la *Geôgraphiká* de Strabon[371] qui qualifie cette région de ‘***’péninsule qui comprend une large partie continentale***’’. Par ailleurs, la définition la plus récente est celle du Risorgimento[372]. Cette définition insiste sur la notion de ‘’***frontières naturelles***’’.

Une autre définition datée de 1819, du géographe italien Adriano BALBI, avance ce qui suit : « ***Nous regardons comme Italie tous les pays qui, sous le rapport géographique, peuvent être considérés comme appartenant à la péninsule qui se développe au sud et à l'est de la chaine principale des Alpes. Cette région géographique est en même temps une région ethnographique, puisqu'à quelques petites exceptions près, on y parle partout la langue italienne*** ».

Balbi étale sa délimitation sur le caractère ethnolinguistique et sur l'étendue géographique de la langue italienne : « ***L'Italie, dans les limites que nous lui avons assignées, considérée comme région géographique, est actuellement partagée en treize parties d'une étendue très différente ; elles forment autant d'états divers, ou bien elles appartiennent à d'autres situés hors de ses limites. Ces treize divisions politiques sont : l'Italie-Autrichienne ; l'Italie-Suisse ; le royaume Sardes ; la principauté de Monaco ; les duchés de***

371 Strabon, né à Amasée dans le Pont (actuelle Amasya en Turquie) vers 64 av. J.-C.1, mort entre 21 et 25 après J.-C., est un géographe grec.

372 Le Risorgimento est la période de l’histoire d’Italie dans la seconde moitié du XIXe siècle au terme de laquelle les rois de la maison de Savoie unifient la péninsule italienne par l'annexion de la Lombardie, de Venise, du Royaume des Deux-Siciles, du Duché de Modène et Reggio, du Grand-duché de Toscane, du Duché de Parme et des États pontificaux au Royaume de Sardaigne.

Lucques, de Parme et de Modène ; le grand-duché de Toscane ; la république de Saint-Marin ; les États du Pape ; le royaume des Deux-Siciles ; l'Italie-Française et l'Italie-Anglaise ».

L'encyclopédie géographique De Agostini[373] a livré en 2004, une distincte définition qui a été universellement admise par les géographes, selon laquelle : «***Le territoire de l'Italie se trouve morcelé entre plusieurs plaques ou microplaques continentales, expliquant, de façon uniquement géographique ou géomorphologique, les différents territoires géographiques constitutifs de l'Italie***».

En effet, la République italienne occupe environ 93 % de la région géographique italienne, le reste est divisé entre les différents États, notamment Saint-Marin et le Vatican.

D'autres régions appartenant à des États souverains font également partie de la région géographique italienne, notamment le Comté de Nice : Chef-lieu des Alpes Maritimes (en France), la Principauté de Monaco, des parties de la Corse, de la Suisse italienne, des îles maltaises, de la Vénétie julienne slovène et de l'Istrie.

Les États suivants sont donc entièrement inclus dans la région géographique italienne :

373 De Agostini S.p.A. est le nom d'un important groupe éditorial italien constitué en une holding internationale plus connu en tant que De Agostini Group . Il est le numéro un mondial de l'édition d'outils pédagogiques vendus sous forme de fascicules.

- La Principauté de Monaco ;
- La République de Saint Marin ;
- L'État de la Cité du Vatican ;
- La République de Malte.

Par ailleurs, les États suivants font en partie part de cette région :

- La République Italienne ;
- La République Française ;
- La Confédération Suisse ;
- La République de Slovénie ;
- La République de Croatie.

La région géographique Italienne a joué des rôles historiques très importants au niveau du bassin méditerranéen. Il est à rappeler que les Romains considéraient la Mer méditerranéenne comme leur Mer (Mare Nostrum[374]) et les États de cette région sont et ont souvent été appelés à jouer des rôles prépondérants dans les différents partenariats euro-méditerranéens.

374 Mare nostrum est une expression latine qui, traduite littéralement, signifie « notre mer » en évoquant le bassin méditerranéen.

Les Balkans

Certains pays des Balkans font partie de l'Espace Méditerranéen et sont membres des différents Partenariats Euro-méditerranéens. Autant, les Balkans sont considérés comme une partie européenne qui fait part des trois péninsules d'Europe du Sud.

Les Balkans sont bordées par trois Mers, à savoir: L'Adriatique et l'Ionienne à l'ouest, la Mer Égée au sud et la Mer de Marmara et la Mer Noire à l'est. Au niveau de la partie nord, les pays Balkaniques sont délimités par les cours du Danube, de la Save et de la Kupa.

La région balkanique englobe un espace total d'environ 550 000 km² et rassemble une population d'environ 53 millions d'habitants[375].

Le nom Balkan signifie « rochers glissants » en langue Turque et parvient à l'origine de la chaîne de montagnes qui traverse la Bulgarie d'est en ouest[376].

Le géographe allemand Johann August ZEUNE[377] avait employé pour la première fois en 1808, l'expression « péninsule des Balkans » (Balkanhalbinsel), en reprenant ainsi l'idée antique selon

375 Pierre du Bois DE DUNILAC «*La question des Balkans*» Revue des relations internationales, n° 103, 2000.
376 Ernest WEIBEL « *Histoire et géopolitique des Balkans de 1900 à nos jours* » Ellipses, Paris, 2002.
377 Johann August ZEUNE est un géographe Allemand né le 12 mai 1778 et mort le 14 novembre 1853.

laquelle, les monts Haemus s'étendaient sur toute l'Europe du sud-est, des Alpes slovènes, jusqu'à la Mer Noire. Ce concept a été contesté par de nombreux géographes qui ont appuyé que les "Balkans" ou Europe du Sud-Est peuvent avoir plusieurs étendues plus complètes et plus profondes[378].

Dans ce sens, la région bas-danubienne et balkanique est définie selon le courant géographique Allemand, comme une partie de l'Europe englobant les pays de l'Ex-Yougoslavie, la Moldavie, la Roumanie, l`Albanie et la Hongrie.

D'autre part, le chercheur autrichien, Johann Georg VON HAHN (1811-1869)[379] fut le premier à avoir désigné cette partie de l'Europe en employant l'appellation « Europe du Sud-Est ».

Selon la définition anglo-saxonne, les Balkans incluent les territoires situés au sud du Danube[380], de la Save [381] et de la Kupa[382], excluant ainsi des Balkans la Slovénie croate, la Voïvodine serbe,

378 Jean-Paul ROUX « *Les Balkans ottomans* » CNRS.
379 « *Les Cahiers balkaniques du Centre d'études balkaniques de l'INALCO* » (EAD 1440).
380 Le Danube est le deuxième fleuve d'Europe par sa longueur (après la Volga qui coule entièrement en Russie). Il prend sa source dans la Forêt-Noire en Allemagne lorsque deux cours d'eau, la Brigach et la Breg, se rencontrent à Donaueschingen. C'est à partir de cet endroit que le fleuve prend le nom de Danube. Cependant, si l'on considère que la source officielle du Danube est celle de la Breg, la Brigach qui est un peu plus courte est donc le premier affluent important du fleuve.
381 La Save est une rivière qui coule en Slovénie, en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie. C'est un affluent de la rive droite du Danube, qui conflue à Belgrade. A ne pas confondre avec la Save qui est un affluent de la Garonne.
382 La Kupa est une rivière de Croatie et de Slovénie qui marque notamment une partie de la frontière entre les deux pays.

la Roumanie et la Moldavie, y compris la Dobroudja roumaine[383], bien que celle-ci se situe au sud du Danube[384].

Pour Paul Garde, les Balkans regroupent l'ensemble des pays ex-yougoslaves en entier, l`Albanie et la Roumanie et non pas la Moldavie et ce, en dépit de l'histoire commune des deux États[385].

Selon la détermination la plus souvent admise, cette région regagne une surface globale d'environ 550 000 km². Sa frontière au nord est clouée par les fleuves Danube-Save-Kupa.

L'Union européenne a commencé en 1999 à définir les Balkans occidentaux comme un espace englobant cinq pays. Depuis l'indépendance du Monténégro en juin 2006 le nombre est monté à six pays, à savoir :

- L'Albanie
- La Bosnie-Herzégovine
- La Croatie
- La Macédoine

383 La Dobroudja est un territoire couvrant l'est de la Roumanie et le nord-est de la Bulgarie, soit approximativement du sud du bas-Danube à la mer Noire.
384 Marie-Nicolas BOUILLET et Alexis CHASSANG (dir.), « *Balkans* » dans Dictionnaire universel d'histoire et de géographie, 1878 (Wikisource)
385 Jean-Michel CANTACUZENE « *Mille ans dans les Balkans* » Editions Christian, Paris, 1992.

- La Serbie

- Le Monténégro

Ces pays sont restés en marge du processus d'intégration européenne à l'exception de la Croatie.

Malgré la proclamation unilatérale d'indépendance du Kosovo en 2008, ce pays n'est pas reconnu internationalement et demeure sous administration des Nations unies depuis 1999. Son statut est en débat entre l'ONU, l'UE et la Russie[386].

Les Balkans se présentent comme un espace géographique européen généralement distingué sur les plans culturels et politiques, englobant des particularités négatives, en toute objection avec les idées positives sur l'Europe et l'Occident.

Enfin, malgré les guerres qui avaient secoués cette région, elle demeure considérée comme une enceinte de liaison entre l'Europe et l'Asie et comme un espace de rencontres entre les différents peuples et les cultures différentes.

** ** **

386 Jutarnji LIST et Augustin PALOKAJ « *KOSOVO Une indépendance en trompe-*l'œil » Courrier International, le 8 novembre 2013.

Les sous zones précitées, ne sont pas réparties uniquement sur le plan géographique, car des divergences existent bel et bien entre ces différents groupes et mêmes en leur sein.

Au niveau du Maghreb, la rivalité Maroco-algérienne sur le leadership régional, ainsi que le conflit sur le Sahara, ont fait de la construction de l'Union maghrébine une mission impossible. Ce conflit "coûterait chaque année plus de 2 points de croissance aux cinq pays Maghrébins"[387].

En effet, le conflit qui oppose le Maroc à l'Algérie, par le biais du Polisario, requiert un intérêt stratégique, vu que le Sahara est le plus large désert du monde, partagé entre plusieurs États limitrophes[388]. L'Algérie et le Maroc règlent à travers ce conflit un vieux problème de frontières, qui remonte à la guerre des sables de 1963»[389].

Il est à constater qu'en vue de contrecarrer les revendications marocaines sur une partie historique du Sahara, l'Algérie a organisé et a soutenu, un mouvement séparatiste et sécessionniste, appelé le Polisario[390].

387 Francis GHILES « *Le « non-Maghreb » coûte cher au Maghreb* » Le Monde diplomatique ; janvier 2010
388 « *Historique et origines du conflit au Sahara Occidental Marocain* » Saharadumaroc.net.
389 « *Le Sahara marocain, le même peuple dans les mêmes frontières* » Moroccoboard.com.
390 Le Front Polisario, de l'abréviation espagnole de Frente Popular de Liberación de Saguía el Hamra y Río de Oro, est un mouvement séparatiste soutenu par l'Algérie visant l'indépendance du Sahara marocain.

Depuis 1975, les deux parties sont en conflit permanent sur ces territoires Sahraouis et l'ensemble des initiatives visant le règlement de ce conflit ont échoué. Par conséquent, ces territoires demeurent actuellement sous l'administration effective du Maroc et sous la revendication permanente des séparatistes du Polisario soutenus par l'Algérie[391].

D'autres problèmes persistent au Maghreb entre les États de l'UMA, néanmoins le conflit le plus pesant demeure celui du Sahara[392].

S'agissant de l'Europe méridionale méditerranéenne, cette région fournit l'exemple de l'intégration régionale la plus réussie dans la région et même dans le monde.

La solidarité politique, économique et sociale entre les États de ce groupement régional qui se fait au sein de l'Union européenne, nous donne l'illustration parfaite d'un modèle de complémentarité, à prendre comme exemple pour les autres sous-régions de la Méditerranée.

Une autre sous-zone où les conflits persistent encore, est celle des Balkans, où les conflits trouvent origine depuis la Chute de l'empire Ottoman et ont réapparu avec l'éclatement de la Yougoslavie. Ces conflits se caractérisent par une série

391 « *Introduction à l'histoire africaine* » Ua.ac.be.
392 « *Historique et origines du conflit au Sahara Occidental Marocain* » Saharadumaroc.net.

d'antagonismes violents dans les territoires de l'ancienne République Fédérale Socialiste de Yougoslavie, notamment durant la période allant de 1991 à 2001.

Plusieurs guerres sanglantes ont eu lieu dans cette région et ont touché et bouleversé les six républiques de l'ancienne République fédérale socialiste de Yougoslavie[393].

Ces conflits avaient opposé les divers groupes ethniques ou nations de l'ex-Yougoslavie. Ses causes sont politiques, économiques, culturelles[394]. Ces guerres sont considérées comme les plus destructrices et cruelles en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le bilan des pertes humaines de ces guerres est estimé entre 200 000 et 300 000 morts, et plus d'un million de personnes déplacées[395]. Il s'agit également du premier conflit à spécificité génocidaire en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Certains responsables impliqués ont été poursuivis pour crimes de guerre[396].

Les différents conflits en Méditerranée font certainement de la coopération une tâche très compliquée et ont eu des impacts directs sur l'échec des différentes initiatives de partenariat dans cette zone.

---

393 Philippe Rekacewicz «*Deux siècles de décomposition/recomposition*» L'évolution territoriale de la Yougoslavie entre 1815 et 1999- le Monde Diplomatique- Janvier 2000.
394 «*La Méditerranée en tant que zone de conflits*» Raco.cat.
395 «*Les guerres de Yougoslavie*» Forcesdz.com.
396 «*La violation des droits de l'homme dans le monde*» Aidh.org

Néanmoins, le règlement de ces conflits ne demeure pas une mission impossible et pourra avoir lieu grâce à une prise de conscience de l'importance de la solidarité et de la coopération dans le développement de chaque pays méditerranéen, à l'instar de ce qui a été réalisé et atteint par les pays qui sont actuellement membres de l'UE.

Ainsi, l'Union européenne détient une responsabilité historique énorme en vue de mettre l'ensemble des pays de la Méditerranée dans un sentier croissant de partenariat et de coopération et afin d'atteindre un développement bénéfique et partagé par l'ensemble des parties méditerranéennes.

Chapitre III : Les enjeux des transitions en Méditerranée entre la Chute du Mur de Berlin et le Printemps arabe

Avant la chute du Mur de Berlin en 1989 et préalablement aux intégrations de certains pays euro-méditerranéens du Sud dans l'Union européenne, les économies européennes ont été marquées par des décalages très importants. Ces décalages avaient des impacts sur les investissements et sur les échanges commerciaux entre les pays européens. Ainsi, l'adhésion de la Grèce en 1981 et l'Adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne (CE) en 1986, avaient pour objectifs de diminuer les écarts entre ces pays et les pays membres de la CE[397].

La Chute du Mur de Berlin a permis l'intégration d'autres pays à l'UE et les conditions fixées par la Commission ont permis à ces pays d'ajuster leurs économies et de joindre l'espace économique européen avec des économies plus solides qu'auparavant[398].

Ceci nous amènera à analyser dans le cadre de cette section, les résultats des intégrations des pays méridionaux européens au sein de l'UE, ainsi que l'impact de la fin du communisme et l'émergence du nouvel ordre mondial sur la rive Sud méditerranéenne et enfin nous allons observer les nouvelles opportunités de coopération entre les pays riverains du Sud.

397 La Communauté économique européenne a été créée en 1957 pour mener une intégration économique (dont le marché unique entre l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, et les Pays-Bas).
398 Marie-Thérèse Bitsch « *Histoire de la construction européenne* » Editeur : Complexe ; Édition : Nouvelle (30 octobre 2003).

Section I : Les intégrations des pays méridionaux européens au sein de l'Union européenne et leurs impacts

Le processus d'élargissement de l'Union européenne est l'un des processus politiques les plus réussis d'intégration régionale dans le monde, les adhésions successives attestent du caractère attrayant de l'Union et garantissent la stabilité, la sécurité, la croissance économique et la prévention des conflits[399]. La convergence réglementaire et le rapprochement économique, ainsi que la cohésion sociale constituent les clés de réussite de ces intégrations.

La confirmation de ces constats peut être perçue dans les adhésions successives qu'a connues l'UE depuis 1973 avec l'adhésion du Danemark, de l'Irlande, du Royaume-Uni et dans les adhésions qui ont suivi, notamment celles de la Grèce en 1981 et de l'Espagne et du Portugal en 1986[400].

Les autres adhésions confirment ce caractère communautaire attractif, il s'agit de la deuxième vague d'adhésion qui a été marquée par l'intégration communautaire de l'Autriche, de la Finlande, de la Suède en 1995. Elle a été suivie en 2004 par la grande vague d'adhésion de Chypre, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Hongrie, de la Pologne, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la République tchèque. En 2007, la Bulgarie et de la Roumanie ont

399 « *Fiches techniques sur l'Union européenne* » europedirectplr.fr.
400 Marie-Thérèse BITSCH « *Histoire de la construction européenne* » Editeur : Complexe ; Édition : Nouvelle (30 octobre 2003).

également adhéré à l'UE avant d'être rejoints par la Croatie en 2013[401].

Par ailleurs, la vision européenne représente un but capital pour des pays comme la Turquie ou ceux des Balkans occidentaux qui déploient des efforts continus en vue de réaliser des réformes internes dans le but d'adopter les standards européens et les valeurs communes de l'Union fondées sur la paix, la liberté, la démocratie, l'État de droit, la tolérance, la solidarité et le bon voisinage[402].

Nous retenons ainsi que huit pays méditerranéens de la rive Nord sont actuellement membres de l'UE, Il s'agit de l'Espagne, la France, l'Italie, la Slovénie, la Grèce, Malte, Chypre et la Croatie.

Si la France et l'Italie sont membres fondateurs de l'UE, l'ensemble des autres pays précités ont connu des changements majeurs depuis leurs adhésions à l'UE.

La Grèce

S'agissant de la Grèce, elle a intégré la Communauté économique européenne (CEE) le 1er janvier 1981. La vocation européenne de la Grèce existait bien avant les tentatives d'adhésion de ce pays à la Communauté/Union européenne[403].

401 Arnaud BLIN « *1648 La Paix de Westphalie ou la naissance de l'Europe politique moderne* », éd. Complexe, coll. Questions à l'histoire, Bruxelles, 2006.
402 « *Politique Étrangère - La Grèce dans l'UE* » mfa.gr.
403 « *Le parcours de la Grèce dans l'Union européenne* » Mfa.gr.

Ce pays a eu une ampleur singulière avec le dépôt de sa demande d'adhésion à la Communauté économique européenne nouvellement fondée (CEE), en juin 1959. Cette demande a donné lieu à la signature de l'Accord d'Association entre la Grèce et la CEE, en juin 1961[404].

Cet accord a représenté une première étape de l'adhésion de la Grèce à la CEE, avant que cet accord ne soit gelé en 1967, en réaction face à la dictature militaire qui a contrôlé le pays entre 1967 à 1974. L'Accord a été ordinairement réactivé après le rétablissement de la démocratie en juillet 1974.

Par ailleurs, le Gouvernement du Premier Ministre, M. Konstantínos KARAMANLIS[405] qui dirigeait le pays à cette époque, avait comme objectif de faire de son pays un membre à part entière de la Communauté européenne.

Dans cette perspective, le Gouvernement Grec avait présenté en juin 1975 au Conseil des Ministres des Communautés européennes, une demande d'adhésion.

Parmi les principales motivations de la demande Grecque pour adhérer à la CEE, la Grèce estimait que la Communauté serait le cadre institutionnel qui lui permettrait de stabiliser son système politique démocratique ainsi que ses institutions.

404 « *DOSSIER GRECE* » euromed.diplomarc.org.
405 Aleksandra KRASTEVA « *Grèce, Chypre et Turquie : des tensions permanentes* » nouvelle-europe.eu, le 18 octobre 2011.

La Grèce voulait également maintenir et renforcer son autonomie au sein du système régional et international, ainsi que « son pouvoir de négociation », notamment par rapport à la Turquie, qui apparaissait comme une menace majeure pour la Grèce après l'invasion turque de Chypre et l'occupation d'une partie du pays en juillet 1974.

Dans cette perspective, la Grèce a également essayé de dépasser le statut de dépendance dont elle s'est trouvée vis-à-vis des États-Unis suite à l'après-guerre, tout en considérant l'adhésion à la Communauté comme un moyen pour le renforcement du développement socio-économique et pour la modernisation du pays.

La Grèce voulait également contribuer et participer au processus d'unification européenne et à la construction de l'UE et au modèle européen unique sui generis (spécial).

L'initiale réaction de la Communauté européenne à la requête Grecque a été premièrement révélée par la Commission européenne et ce, en vertu de l'article 237 du Traité de Rome.

Ainsi, la Commission a publié son avis le 28 janvier 1976, soulignant qu'une réponse favorable devait être accordée à cette demande, avec une période de préadhésion qui permettrait au pays d'accomplir les réformes économiques requises.

La Grèce a contesté cet avis et son Premier ministre, M. Caramanlis a dû intervenir auprès des gouvernements des neufs États

membres, notamment la France et l'Allemagne. Cette réaction a abouti au rejet de cette proposition de période de préadhésion.

Les négociations pour l'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne ont commencé en juillet 1976[406] et se sont achevées en mai 1979, avec la signature du Traité d'adhésion à Athènes, au Palais du Zappeion[407].

Pour sa part, le Parlement grec a ratifié le 28 juin 1979, le Traité d'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne en donnant ainsi une légitimité populaire à cette adhésion.

La participation de la Grèce à la Communauté / Union européenne pendant les années 1981-2002 se divise en quatre sous-périodes : Tout d'abord de 1981 à 1985, puis de 1985 à 1995, de 1996 à 2008 et enfin de 2008 à 2013.

La première période a été marquée par une colossale remise en question de certains traits principaux de la construction européenne. Dans un même temps, la position du pays au sein de la Communauté a été redéfinie et un «régime spécial » au niveau des relations et des réglementations a été mis en place[408].

406 « *Rapport de la Commission sur la Grèce* » le 28 janvier 1976.
407 Le Zappéion est un monument situé dans le Jardin national d'Athènes, au cœur de la capitale grecque. Construit dans la seconde moitié du XIXe siècle, il a été utilisé lors de nombreuses cérémonies officielles.
408 Maria Nicola Giatas « *Grèce- les politiques économiques nationales et l'intégration économique de la Grèce* » Institut universitaire de technologie de Thessalonique, Faculté d'économie et gestion, Thessalonique.

A cet égard, le gouvernement grec avait soumis, en mars 1982, un mémorandum à la CEE, en vertu duquel il a demandé de s'écarter de l'application de certaines politiques communautaires, tout en sollicitant une aide économique supplémentaire pour restructurer l'économie du pays[409].

La Commission européenne a pris en compte le deuxième principe du mémorandum auquel a répondu favorablement à travers l'approbation des Programmes Méditerranéens Intégrés (PMI)[410].

Pour ce qui est des aspects généraux de l'intégration européenne, spécialement les réflexions et les schémas pointant la consolidation de l'unification dans les domaines institutionnel, politique et militaire, la Grèce s'est montrée particulièrement peu présente et moins influente que les autres États membres[411].

En ce qui concerne la seconde période, la politique adoptée par la Grèce au sein de l'UE s'est constamment définie par une vision en faveur de l'unification et pour une construction européenne plus poussée et plus avancée.

A partir de 1988, la Grèce a commencé à appuyer le prototype fédéral d'intégration, ainsi que la détermination d'une politique commune dans les domaines de l'éducation, la santé et

409 P.GETIMIS, CHR.PARASKEVOPOULOS « *Europeanisation of regional policy and institution building in Greece: a neglected aspect of policy evaluation?* » Regional Studies Association Conférence, Aix en Provence, (2002).
410 « *Le parcours de la Grèce dans l'Union européenne* » mfa.gr.
411 « *Les politiques économiques nationales et l'intégration* » oliver.efri.hr.

l'environnement), le renforcement des institutions supranationales (Commission et Parlement) et la mise en œuvre d'une politique extérieure commune et d'une politique de sécurité de l'Union[412].

A partir de 1987, la Grèce a entrepris pratiquement son but politique primordial visant à assurer la perspective d'adhésion de Chypre dans la Communauté européenne[413]. Pour cela il a été normal de voir le gouvernement grec comme le parrain du gouvernement de Nicosie lors du dépôt de sa finale demande d'adhésion, en juin 1990[414].

La troisième intervalle de contribution de la Grèce à la Communauté européenne puis l'Union a commencé en 1996 et s'est marquée par son soutien plus prononcé en faveur de l'idée et du processus d'intégration européenne et d'une unification consolidée dans tous les domaines, selon le modèle fédéral[415].

Cette période a été également marquée par des manœuvres ciblant à arriver à une convergence économique et sociale poussée, en remplissant les « critères de convergence » du Traité de Maastricht et en participant en tant que membre à part entière à la

412 « *Politique économique et croissance en Europe - Conseil d'analyse* » cae.gouv.fr.
413 « *Les préambules des traités fondateurs de l'Union européenne*» fusl.ac.be
414 Meriem JAMMALI « *L'Union européenne et Chypre: autopsie d'un succès inachevé*» Université Paris IV Sorbonne - Master Enjeux, conflits, systèmes internationaux à l'époque moderne et contemporaine 2006
415 «*12 leçons sur l'Europe*» Commission européenne.

monnaie unique (euro) et à l'Union économique et monétaire (UEM) à compter du 1er janvier 2002[416].

La quatrième Présidence grecque de l'UE (premier semestre 2003) a été consacrée par un énorme succès. C'est durant ce mandat que s'est accompli le plus grand élargissement dans l'histoire de l'Europe unifiée avec l'adhésion de 10 nouveaux États membres.

La Grèce continue présentement à appuyer fortement la consolidation et l'élargissement de l'UE, en manifestant son appui à la prochaine étape visant la pleine adhésion des Balkans occidentaux à l'Union européenne[417].

Au-delà de son rôle actif, la Grèce connaît depuis l'année 2008, une crise économique très grave et sans précédent.

Cette crise est née de la vigilance des créanciers internationaux, mettant en doute la capacité de ce pays à honorer ses engagements et à rembourser sa dette publique, ainsi que les intérêts liés à cette dette.

Cette crise Grecque émane à la fois de la crise économique mondiale et d'autres facteurs spécifiques de ce pays qui reste marqué

416 «*Publications pour le grand public - Brochures: UE en bref*» Commission européenne.
417 «*La Grèce dans l'UE*» Ministère des Affaires Etrangères de la Grèce.

par le grand endettement (environ 120 % du PIB) en 2010, déficit budgétaire qui dépasse les 13 % du PIB[418].

Cette crise s'est accrue suite à la faible transparence dont a fait montre les Gouvernements Grecs, qui semblent avoir gonflé les chiffres pour assurer l'entrée du pays à la zone euro et semblent avoir fourni des présentations peu correctes de la dette du pays et de son réel déficit, notamment par la levée de fonds hors bilan et par le biais d'instruments financiers mis au point par la banque d'investissement Goldman Sachs[419].

La crise grecque est démarquée, par rapport aux autres crises touchant les autres pays de la zone euro, par sa gravité et l'étendue de ses problèmes structurels, spécialement la difficulté à prélever l'impôt.

L'UE a montré lors de cette crise les vertus de la solidarité communautaire. Ainsi, la Commission a créé une force opérationnelle de hauts fonctionnaires pour aider l'État grec dans tous les domaines[420].

Il convient de rappeler que l'économie grecque était une des plus dynamiques de la zone euro entre 2000 et 2007 avec un taux de

418 « *Retour sur la crise grecque* » regards-citoyens.com
419 « *Retour sur la crise grecque* » regards-citoyens.com
420 « *L'élargissement de l'Union européenne : Incidences en matière de sécurité et de défense des PECO* » Centre International de Formation Européenne Institut Européen des Hautes Etudes Internationales.

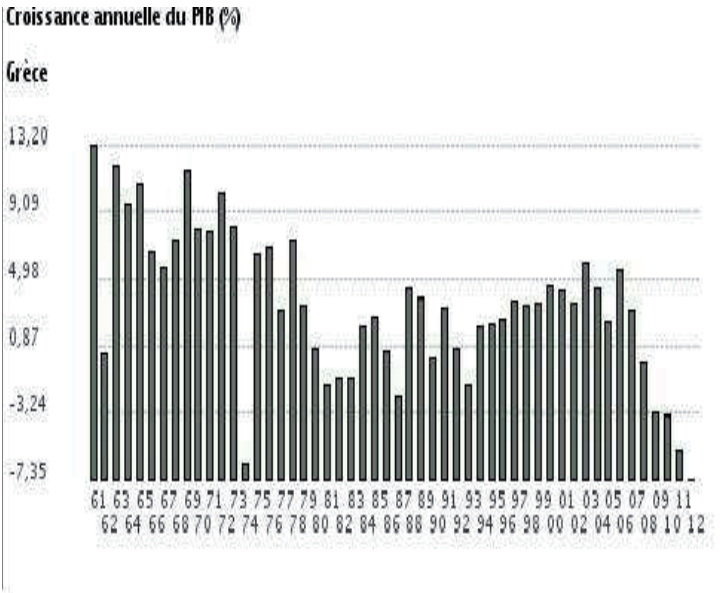
croissance de 4,2 %, notamment grâce à l'apport de capitaux étrangers.

La crise financière de 2007-2010 et la crise économique l'ayant suivi ont particulièrement touché la Grèce. A cet égard, les deux essentiels axes économiques de la Grèce, à savoir, le tourisme et le transport maritime, ont été sévèrement touchés et ont vu leur revenu chuter de 15 % en 2009[421].

Le taux de chômage en Grèce a atteint le taux de 10,3 % au quatrième trimestre 2009, contre 7,9 % en 2008. Les jeunes et les femmes ont été les plus touchés avec un taux respectif de 20,4 % et 14 %[422].

Le tableau suivant démontre l'impact de la crise sur la croissance annuelle du PIB et démontre clairement la baisse de la croissance en 2011[423].

421 Alejandro Y DIEGO « *Qu'est-ce que la crise de la dette grecque* » espagneapreslagrece.blogspot.com.
422 « *Crise de la zone euro : après l'euphorie, le temps des interrogations* » Les Echos, le 31 octobre 2011.
423 « *Grèce : Croissance Annuelle du PIB- Perspective Monde* » La Banque Mondiale.



Nous pouvons nous interroger dans ce sens si la Grèce était réellement prête à rejoindre la zone euro ?

Selon les éléments précités, il semblerait que le niveau économique de la Grèce ne permettait pas une telle adhésion malgré le gain périodique dont a elle bénéficié à cette époque.

Le niveau économique exigé pour adhérer à la zone euro implique la possession d'une économie solide et diversifiée.

Une telle adhésion impliquerait que l'économie Grecque ait un niveau économique rapproché de celui de l'Allemagne ou de la France, ce qui ne fut pas réellement le cas, puisque l'économie

grecque est basée essentiellement sur le secteur touristique et la consommation dépasse largement la production industrielle.

A notre point de vue, une sortie de cette crise impliquerait nécessairement une redynamisation de l'économie et non pas un simple contentement des aides octroyées par l'UE et par les différents bailleurs de fonds, ce qui aggrave la crise d'endettement de ce pays.

La Grèce n'est pas seule dans cette situation, il en est de même pour d'autres pays européens à l'instar de l'Espagne, qui malgré cette comparaison, demeure dans une situation différente par rapport à la Grèce.

L'Espagne

L'un des objectifs de la politique étrangère espagnole, partagé par la majorité des partis politiques et les acteurs sociaux depuis la transition démocratique, était sans doute l'intégration de l'Espagne dans les Communautés européennes[424]. Ainsi, l'Espagne est devenue membre de plein droit dans les Communautés européennes le 1er janvier 1986. Dès lors, elle prend part activement au processus de construction européenne, aux côtés des autres pays membres.

L'adhésion de l'Espagne avait coïncidé avec une étape importante dans la construction de l'Europe car les douze États composant alors les Communautés européennes avaient décidé de

424 « *L´Espagne dans les institutions communautaires*» es-ue.org.

donner un nouvel élan à leurs objectifs d'intégration économique et monétaire en faisant ainsi les premiers pas vers une plus grande coopération politique[425].

L'entrée en vigueur de l'Acte unique européen en 1987, a apporté la création d'un véritable marché intérieur sans frontières et a favorisé l'élargissement des compétences de la Communauté européenne[426].

Cependant le traité de l'Union européenne, signé à Maastricht en 1992, suppose l'avancée la plus nette et la plus importante dans le processus d'intégration économique et politique de l'Europe. Ce traité avait consacré la création, en plusieurs phases, de l'Union économique et monétaire, en prévoyant l'instauration d'une monnaie et d'une Banque Centrale communes et d'autres instances communautaires.

Dans ce but, des critères de convergence économique ont été établis, des critères qui devaient être satisfaits par les pays souhaitant faire partie de cette Union. Dès lors, remplir ces critères afin de faire partie du groupe des pays qui entreront les premiers dans l'Union économique et monétaire, est devenu un objectif primordial de la politique économique du gouvernement espagnol[427].

---

425 Jord OPPERMANN *« l'Europe monétaire : de l'union européenne des paiements à l'euro »* Cahier de recherche 2000- du 10- Juillet 2000- Groupe de recherche sur l'intégration continentale- Université du Québec à Montréal- Département de science politique.
426 *« L'histoire de l'Union européenne »* memo.fr.
427 « *Europe: de l'idée à la réalité- Éléments de mise en place du Monde Contemporain*

Dès qu'elle avait satisfait les critères de stabilité économique nécessaires, le 1er janvier 1999, l'Espagne a procédé à l'adoption de la monnaie commune européenne, aux côtés de onze autres États membres de l'UE[428].

L'entrée en vigueur de l'Euro et de la Banque centrale européenne avait marqué une étape historique sans précédent, sur le chemin d'une Europe de plus en plus unie[429].

L'Union économique et monétaire est devenue une réalité qui contribue de façon décisive à renforcer les économies des pays qui en font partie et à les rendre plus compétitives[430].

Les chefs d'État et de Gouvernement des quinze États membres de l'Union européenne ont ainsi conclu, en décembre 2000, le traité de Nice, qui représentait le plus grand défi auquel devait faire face l'UE, à savoir : l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, notamment dans un monde désormais mono-polaire[431].

Le Traité de Nice a adapté l'Union, ses institutions et ses mécanismes de décision, à une Europe élargie pouvant comprendre jusqu'à 28 États membres.

---

depuis la moitié du XXème siècle» rabac.com.
428 « *Zone euro et pays membres*» Web-Libre.
429 « *Affaires économiques et financières* » Europa.eu.
430 « *Elargissement de l'Union européenne* » ec.europa.eu.
431 « *Le traité de Nice : mode d'emploi* » europa.eu.

En vertu de ce traité, le poids spécifique de l'Espagne au sein de l'Union a été maintenu et augmenté, en fonction de sa population et de son poids économique[432].

La position géographique de l'Espagne, au Sud-ouest du continent européen, en fait une passerelle vers les pays de la rive sud de la Méditerranée et du nord de l'Afrique et de par sa tradition historique et culturelle, elle constitue également un trait d'union avec les pays d'Amérique Latine. Cela explique que l'Espagne ait joué un rôle particulier et spécialement actif dans plusieurs initiatives de l'UE, notamment celles concernant les relations euro-méditerranéennes[433].

Ainsi, l'Espagne a contribué à la mise en œuvre de l'idée de l'Europe des citoyens et à la mise en place de mesures concrètes (concept de "citoyenneté européenne", passeport européen, etc.)[434].

L'Espagne a également participé à la réalisation de l'idée d'une Europe sociale, faisant état d'un prolongement de l'Europe économique et monétaire et à la défense et a contribué à la mise en œuvre de la cohésion économique et sociale de l'Union européenne, en s'appuyant sur la création d'emploi comme moteur de cette cohésion[435].

---

432 «*L´Espagne dans les institutions communautaires*» es-ue.org.
433 « *Géographie de l'Espagne* » doc-espagne.com.
434 Catherine MATHIEU et Henri STERDYNIAK- « *Le modèle social européen et l'Europe sociale* » cairn.info.
435 « *European Social Model(s) and Social Europe* » Rapport EUROFRAME-EFN d'Automne 2007, réalisé pour la DG-ECFIN de la Commission européenne.

L'Espagne joue également un rôle prépondérant dans la stabilité politique dans le bassin méditerranéen, à travers l'intensification des liens de coopération avec les pays méditerranéens d'Afrique du Nord. L'illustration la plus parfaite en est son arbitration de la conférence de Barcelone en 1995[436]. Il convient de souligner également que depuis son entrée dans l'Union Européenne en 1986 jusqu'à 2012, l'Espagne a exercé la présidence par rotation à quatre reprises : en 1989, 1995, 2002 et 2010[437].

L'Espagne demeure également parmi les pays qui ont profité le plus de leurs adhésions à l'Union européenne, cette adhésion a permis à l'économie espagnole de se développer, avec une croissance forte et prolongée de 15 ans.

Cette croissance a permis une nette progression du revenu des citoyens et le nombre de la population a augmenté en partie grâce à l'immigration, ce qui s'est traduit par un surcroît du nombre de foyers et la demande de logements.

En effet, les nouvelles conditions du crédit ont encouragé le développement du secteur de l'immobilier, ainsi le concept des familles et les nouveaux rôles de la femme ont également évolué.

Par ailleurs, ces chevauchements avec l'économie mondiale ont eu un coup important sur l'économie espagnole et sur le

436 Paula CUSI ECHANIZ « *La politique méditerranéenne de l'Espagne face à l'Union pour la Méditerranée* » affaires-strategiques.info, le 6 juillet 2009.
437 « *Conseil de l'Union européenne* » Touteleurope.eu.

développement du taux de chômage qui a atteint environ 5,4 millions" de chômeurs en 2011, en faisant entrer le pays dans une période de récession économique très grave suivie par une politique de rigueur économique en 2012[438]. Il convient de rappeler qu'en décembre 1995, au sommet de Madrid qui a avalisé le nom de la monnaie européenne « l'Euro », l'Espagne était en difficulté pour être partie prenante dès 1998.

Pratiquement, le traité de Maastricht avait exigé trois critères de convergence: «***un déficit public limité à 3 % du PIB, une inflation non supérieure à la moyenne des trois plus faibles inflations européennes augmentée d'un point et demi, une dette publique inférieure à 60 % du PIB***»[439].

Les chiffres macro-économiques espagnols n'étaient pas satisfaisants: 7% de déficit des administrations publiques, 70 % de dette publique, une inflation autour de 6-7 % alors qu'il ne fallait pas dépasser 3 %, un solde extérieur déficitaire (8 % du PIB), un taux de chômage de 22,8 % de la population active et une baisse de cotisants à la Sécurité Sociale faible (13 millions pour une population de 40 millions d'habitants)[440].

438 « *La crise de l'emploi : quelles sont les conséquences pour les politiques sociales et l'emploi ?* » OCDE 2009.
439 Benoît PELLISTRANDI « *Comprendre la crise espagnole : Une inflexion entre deux époques ?* » Confluences Méditerranée 2012/1 (N°80).
440 Benoît PELLISTRANDI « *L'Espagne dans la crise : Enjeux nationaux, horizons européens* » revue-etudes.com.

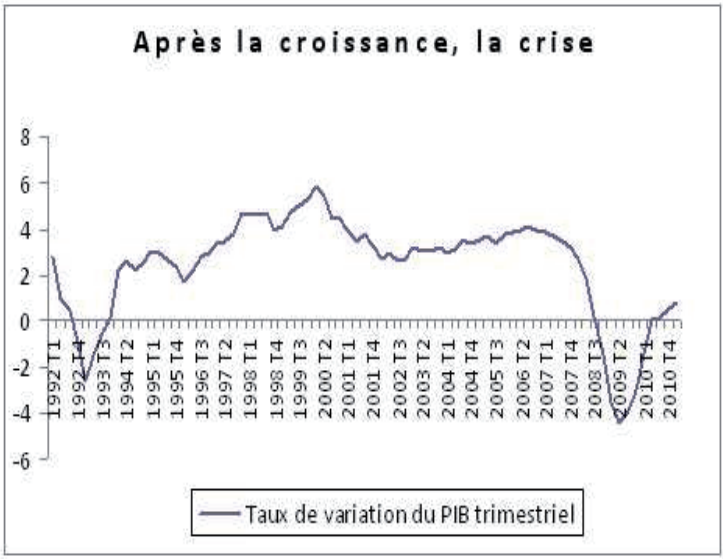
Malgré cela, l'Espagne a été « qualifiée » en 1998, pour faire partie de l'Eurogroupe[441]. Ses comptes se sont vus améliorés et devenus même un modèle d'excellence[442].

La dette publique était tombée en 2004 à environ 40 % du PIB, les comptes publics avaient atteint l'équilibre, le chômage avait reculé à 11,5 % de la population active et la sécurité sociale comptait 17 millions de cotisants lui assurant de larges excédents[443]

Sept ans plus tard, avait survenu un nouveau changement de décor et le pays est tombé dans un scénario catastrophique. L'Espagne a même menacé la zone euro dans son ensemble, car entre 2007 et fin 2010, le chômage s'est envolé, passant de 2 à 5 millions de sans-emplois[444].

L´État a accusé un déficit de 9 % du PIB. En raison de la méfiance des investisseurs, il était, en fin novembre 2010, obligé d'emprunter à des taux de près de 5,5 %, accusant ainsi une prime de risque de 300 points de base par rapport aux emprunts allemands, alors que cette même prime avait été inférieure à 40 points de base (0,4 %) entre 2003 et 2007[445].

441 L'Eurogroupe est la réunion mensuelle (informelle) des ministres des Finances des États membres de la zone euro, en vue d'y coordonner leur politique économique.
442 « *L'Eurogroupe relâche la pression sur Madrid* » Le Monde avec AFP et Reuters, le 13 mars 2012
443 Benoît PELLISTRANDI « *L'Espagne dans la crise : enjeux nationaux, horizons européens* » Février 2011.
444 « *La crise de l'emploi : quelles sont les conséquences pour les politiques sociales et de l'emploi ?* » OCDE 2009.
445 « *La zone euro au bord de la dislocation* » Le Point, le 18 novembre 2011.



446

L'avenir de l'Espagne au sein de l'UE semble ambigu et l'essor économique qui a duré plus de deux décennies semble avoir pris fin, ce qui impose aux gouvernements espagnols d'adopter des plans de rigueurs économiques malgré les oppositions populaires à ces restrictions budgétaires touchant directement les classes les plus pauvres.

La Slovénie

La Slovénie est considérée comme l'un des plus petits États membres de l'Union européenne. Ce pays ne dispose que d'une petite superficie de 20 273 km² et d'environ deux millions d'habitants.

446 Source : Instituto Nacional de Estadistica (INE).

La Slovénie dispose d'une façade limitée sur l'Adriatique[447] et elle est considérée de ce fait comme un pays méditerranéen et européen à la fois. A partir de là, ce pays a toujours participé aux partenariats Euro-méditerranéens et avait également une vocation européenne qui l'a encouragé à déposer le 10 juin 1996 sa demande d'adhésion à l'UE.

L'Accord signé entre les deux parties est entré en vigueur le 1er février 1999 et constitue entre autre la matrice principale juridique des relations entre la Slovénie et l'Union européenne[448].

Par rapport à d'autres pays européens de l'Europe Centrale et Orientale, ce pays a été parmi les mieux placés pour rejoindre l'UE et ce, grâce à son niveau économique et son aptitude à recevoir l'acquis communautaire.

Les négociations d'adhésion entre la Slovénie et l'UE ont naturellement commencé le 30 mars 1998 et ont constitué une première étape concrète vers l'adhésion complète de ce pays dans l'Espace Communautaire Commun[449].

A l'instar des autres pays candidats, un partenariat d'adhésion spécifique a été également adopté pour la Slovénie.

---

447 La Mer Adriatique (du latin : Mare Hadriaticum ou Mare Adriaticum) est une mer séparant la péninsule italienne de la péninsule balkanique. Elle est considérée comme une partie de la mer Méditerranée.

448 Parlement européen- Fiche thématique nº 9- La Slovénie et L'Élargissement de L'Union Européenne.

449 Daniel COLARD « L'Union *européenne et les petits pas du traité de Nice* » Défense nationale.

En revanche, la Slovénie a exposé un programme national d'adoption de l'acquis (PNAA) dont la première version a été dévoilée en mars 1998. Ce programme était limité aux objectifs à court terme, tout en ciblant les actions nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans le partenariat d'adhésion[450].

Le Gouvernement slovène a adopté le 27 mai 1999 la nouvelle version du programme national, formulée conformément aux observations émanant de la Commission et qui regroupait les objectifs pour la période de 1999 à 2002. Cette version a été soumise à la Commission le 31 mai 1999.

Le Parlement slovène a pour sa part examiné et adopté en 2000 le nouveau programme révisé englobant les recommandations figurant dans le rapport de la Commission[451].

Des discussions consistantes ont abouti à la conclusion de douze chapitres sur 32 dans des domaines spécifiques après l'établissement d'un examen analytique (screening) sur différents chapitres de l'acquis communautaire qui a été lancé en avril 1998[452].

La Commission avait soumis au Conseil européen son premier rapport, en décembre 1998, sur les avancées réalisées par l'ensemble

450 Franklin DEHOUSSE « *Le Traité de Nice et la déclaration de Laeken : Ou l'Europe bloquée face à l'élargissement*» Courrier hebdomadaire du Centre de recherche et d'information sociopolitiques.
451 « La *Slovénie et l'Élargissement de l'Union Européenne* » Fiche thématique, No 9, du Parlement européen.
452 « *Rapport régulier 2001 sur les progrès réalisés par la Slovénie sur la voie de l'adhésion* » Commission des communautés européennes, Bruxelles, le 13 octobre 2001, sec (2001) 1755.

des pays d'Europe centrale et orientale dans leurs préparations en vue de l'adhésion à l'UE.

Le second rapport établi par la Commission a été publié le 13 octobre 1999, pour qu'il soit adopté lors du Conseil Européen d'Helsinki[453].

Ces rapports établissaient des bilans des efforts fournis par la Slovénie en vue de son adhésion à l'Union européenne et indiquaient les domaines où la Slovénie devait faire des efforts supplémentaires[454]. Ainsi, sur le plan politique, la Slovénie a rempli les critères de Copenhague. Toutefois, selon la Commission, le processus législatif était trop lent pour mener à bien toute la transposition du droit communautaire et les capacités judiciaires, bien que modifiées, souffrent du même problème de temps[455].

Par rapport au volet économique, la Commission a estimé que l'économie de marché est un fait et des progrès ont été enregistrés dans la libéralisation des prix administrés par le pays candidat[456].

La Commission a également considéré que la Slovénie maintient la stabilité macro-économique, mais, afin de faire face aux pressions concurrentielles et aux forces du marché à l'intérieur de

453 « *Conseil européen de Cannes* » Les 26-27 juin 1995, Conclusions de la Présidence.
454 Voir aussi- Conseil européen de Dublin- 13 et 14 décembre 1996- conclusions de la Présidence.
455 « *La Slovénie et l'Élargissement de l'Union Européenne* » Fiche thématique No 9 du Parlement européen.
456 Emmanuel KURTZ - Jean-Patrick YANITCH- Cyril POUVELLE « *Impact de l'élargissement sur la convergence dans l'Union européenne* » BULLETIN DE LA BANQUE DE FRANCE – N° 118 – Octobre 2003.

l'Union, l'environnement juridique des entreprises devait encore être modernisé[457] et la cadence des mutations structurelles devait être augmentée, dans le but de mieux exploiter le potentiel de croissance de l'économie[458].

En ce qui concerne le troisième critère concernant l'accord pour l'adoption de l'acquis communautaire, la Slovénie a fourni des efforts considérables dans la majorité des domaines comme le marché intérieur, la justice et les affaires intérieures[459].

Les critiques de la Commission ont été concentrées sur le faible progrès au niveau de la réforme générale de l'administration publique. Ainsi, elle a recommandé la mise en place des instances de contrôle et de régulation appropriées dans le domaine des marchés publics, de l'énergie et des télécommunications.

La Slovénie est la seule république de l'ex-Yougoslavie à avoir pu intégrer l'Union européenne en 2004 et le premier de ces dix nouveaux entrants à avoir rejoint la zone Euro le 1er janvier 2007. Cette adhésion a permis à l'économie slovène de s'adapter aux normes communautaires et de mettre le pays sur un sentier de développement remarquable.

---

457 Pascal FONTAINE « *Itinéraire pour une Europe Elargie1993 – 2003* » Groupe PPE au PE.

458 Proposition de décision du Conseil concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions du partenariat pour l'adhésion de la Slovénie.

459 Jean-François VALYNSEELE « *L'Union européenne à 27 : vers une dégradation de l'espace Schengen* » DIPLOWEB, le 1er juin 2007.

Chypre

Chypre est considérée comme un État parfaitement méditerranéen, car il s'agit d'une des trois plus grandes îles de la Méditerranée. Ce pays compte environ un million d'habitants réparti entre une communauté grecque, une communauté turque et d'autres communautés. Chypre a établi ses premières relations avec la Communauté européenne en 1972 en ratifiant un Accord d'association avant de déposer sa demande d'adhésion à l'Union européenne le 4 juillet 1990[460].

Le processus officiel d'adhésion de Chypre à l'UE a commencé le 31 mars 1998 et à l'instar des autres pays candidats de la 1ère vague, la Commission européenne a effectué un examen analytique (screening) sur différents chapitres de l'acquis communautaire pour évaluer la possibilité d'intégration de ce pays au sein de l'UE. L'examen a concerné 31 chapitres englobant plusieurs secteurs, ce qui a abouti à l'accord sur des positions communes de négociation[461].

En novembre 1998, et après avoir étudié profondément la disposition de ce pays à accepter et à intégrer l'acquis communautaire, la Commission a présenté au Conseil européen son rapport sur les progrès réalisés par Chypre sur la voie de l'adhésion. Il résulte de ce rapport que, d'une manière générale, Chypre avait bien

460 « *Chypre et l'élargissement de L'Union européenne* » Fiche thématique nº 1, Parlement européen.
461 « *Chronologie : Chypre, De l'indépendance à l'Union européenne* » La documentation française.

progressé dans l'adoption de l'acquis, surtout dans l'Union douanière et des progrès restaient à faire concernant le renforcement des capacités administratives dans un certain nombre de secteurs[462].

Par ailleurs, le rapport de la Commission avait mentionné, qu'«***en raison du refus de la communauté chypriote turque d'envoyer des représentants aux négociations, l'examen analytique de l'acquis n'a pu porter sur l'ensemble de l'île***»[463].

En préparation du Conseil européen d'Helsinki, la Commission avait présenté le 13 octobre 1999, son rapport sur les progrès réalisés par Chypre sur la voie de l'adhésion. Un second rapport a été publié et soumis au Conseil, le 8 novembre 2000[464]. Après des négociations plus au moins aisées, Chypre a pu rejoindre l'Union européenne en 2004 et a adopté l'Euro en 2008.

Bien que son adhésion à l'Union européenne ait peut-être renforcé la position de la République de Chypre face à Ankara, elle n'a pas favorisé la réunification de l'île malgré l'appui de l'UE[465].

En revanche, les relations politiques et culturelles entre Chypre et la Grèce sont très étroites et se manifestent surtout dans leurs rapports économiques et politiques. A cet égard, 22% des

462 « *La question de Chypre et l'Union européenne* » La France à Chypre- ambafrance-cy.org
463 Maurice H. MENDELSON « *EU and Cyprus: an expert view: opinion on the application of Republic of Cyprus to join the European Union* » Lefkoşa, 1997.
464 Semin SUVARIEROL, « *La question de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne et le problème de la République turque de Chypre du Nord* », dans un article du Centre d'études et de recherches internationales, septembre 2001.
465 « *Le rêve européen des Chypriotes turcs* » Milliyet, les 2-3 juillet 2002.

exportations de Chypre sont destinées à la Grèce. En outre, la plupart des banques chypriotes ont étendu leurs activités en Grèce et inversement[466].

Cette relation profonde suscite des craintes qui deviennent encore plus amples, si l'on s'aperçoit que les banques chypriotes ont acheté des bons du Trésor grecs, d'une valeur de 5 milliards d'euros[467].

Lorsque Chypre a adopté l'Euro en 2008, elle ne présentait pas l'image d'une mauvaise gestion publique : Le déficit public n'atteignait que 3,4% du PIB et son ratio d'endettement était de 58,3%, c'est-à-dire qu'il ne dépassait pas le seuil de 60%, fixé par le Pacte de Stabilité et de Croissance (Cadre européen régulant la politique budgétaire des États membres)[468]. Les liens entre l'économie chypriote et celle de la Grèce ont eu un coup sur l'économie de Chypre à partir de 2011.

A l'instar de la Grèce, Chypre a traversé entre 2012-2013 une crise financière qui a touché son secteur financier. Cette crise était le résultat de non-paiements partiels de la dette publique grecque en 2011 et 2012, parallèlement à un taux de déficit élevé de l'État, qui a vu chuter sa notation financière.

---

466 Semin SUVARIEROL « *La question de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne et le problème de la République turque de Chypre du Nord* » Centre d'études et de recherches internationales, septembre 2001.
467 GEORGES VASSILIADES « *Chypre : maillon faible de la crise économique grecque?*» Nouvelle Europe.
468 « *Des régions en pleine croissance, une Europe en pleine croissance* » Rapports de la Commission sur la cohésion économique et sociale en Europe.

L'UE a proposé quelques plans de sauvetage qui ont abouti au dénouement progressif de la crise financière Chypriote en incarnant ainsi le modèle européen de solidarité en période de crise. Une solidarité qui demeure quasiment absente au niveau de la rive Sud de la Méditerranée.

Malte

A l'instar de Chypre, Malte est une île Méditerranéenne et européenne à la fois. Ce pays est le plus petit État de l'Union européenne et le plus dense du monde. La République de Malte est un archipel englobant huit îles et dispose d'un positionnement stratégique qui lui a provoqué les convoitises de plusieurs puissances étrangères durant l'histoire.

Malte a obtenu son indépendance le 21 septembre 1964 et depuis cette date sa politique est encadrée par deux grands partis à savoir : Le parti nationaliste, qui est un parti démocrate-chrétien et le parti travailliste. Ces deux partis moissonnent l'ensemble des suffrages et donnent lieu à une alternance permanente[469].

Malte et la Communauté ont signé le 5 décembre 1970, un accord d'association qui est entré en vigueur le 1er avril 1971. L'accord visait la mise en place d'une union douanière en deux étapes de cinq ans. Cela impliquait que tous les obstacles aux échanges entre

469 « *Partis politiques maltais* » elections-en-europe.net.

les parties seraient levés et que Malte adopterait le tarif douanier commun.

Suite à l'arrivée au pouvoir des travaillistes en juin 1971, la seconde étape n'a jamais eu lieu et seuls les résultats acquis durant la première période ont été enregistrés.

Il fallait attendre la victoire des Nationalistes en 1987, pour relancer cette deuxième étape. Ces derniers ont jugé plutôt opportun d'aller encore plus loin que l'instauration de l'union douanière et ont demandé plutôt l'adhésion complète à la Communauté[470].

Dans cette perspective, Malte a déposé en juin 1990 sa demande d'adhésion à l'Union européenne. Cette demande a été reçue par la Commission qui a rendu son avis en juin 1993 au Conseil européen.

Cette dernière a décidé en avril 1995 que les négociations d'adhésion avec Malte devaient débuter six mois après l'achèvement de la Conférence intergouvernementale et à la lumière de ses résultats, une suite sera donnée à cette demande.

Après une grande crise politique interne, des élections législatives anticipées ont été tenues le 26 octobre 1996, un an avant

470 Alain DE RAYMOND, traduit par Olivier CROON « *Malte, ses élections et l'Union européenne : une drôle d'histoire* » Le Taurillon, le 3 avril 2013.

l'échéance normale. Ces élections ont donné victoire au Parti travailliste maltais (MLP)[471].

Ce parti ayant une vision différente de celle des nationalistes concernant la question d'adhésion de Malte à l'UE a gelé la demande d'adhésion, en mettant en place un nouveau cadre pour les relations avec l'UE.

Deux ans après, le Gouvernement travailliste a été déchu suite à des tensions internes au sein du Parti au pouvoir. Ainsi, des élections générales anticipées ont été tenues le 5 septembre 1998 et ont ramené au pouvoir le Parti nationaliste qui a relancé Malte sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne[472].

La Commission a été appelée à actualiser l'avis qu'elle avait rendu sur la candidature de Malte en juin 1993 et à communiquer sa mise à jour.

Ainsi, l'avis de la Commission a été publié en février 1999, avant le lancement de l'appel du Parlement européen pour une activation rapide des négociations d'adhésion avant l'écoulement de l'année 1999.

471 « *Elections à Malte* » Elections-en-europe.net.
472 « *Malte et l'Union européenne* » ambafrance-mt.org, le 19 juillet 2012.

Formellement, sous l'impulsion du Parlement européen, ces négociations ont eu lieu et Malte a pu adhérer à l'Union européenne, le 1er mai 2004 avant de rejoindre la zone euro, le 1er janvier 2008[473].

Depuis cette adhésion et malgré sa petite taille et sa faible démographie, Malte essaie de jouer un rôle actif dans les différents Partenariats euro-méditerranéens à travers sa participation aux différentes initiatives Euromed et à travers sa vision stratégique confortée par sa position géographique.

La France

La France est parmi les six pays fondateurs de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)[474] en 1952 et parmi les pays qui ont contribué activement à la concrétisation de l'idée d'une Europe unie. Ainsi, la France a également joué un rôle important dans les différents partenariats euro-méditerranéens et demeure à l'origine de la création de l'Union pour la Méditerranée[475].

473 Alain BLONDY « *Malte et Chypre. Identité et diversité des destins de deux îles de la Méditerranée* » dans la Méditerranée, confluence de cultures, coll. Iberia-Essais, 2002.

474 La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) était une organisation internationale fondée sur le Traité de Paris entré en vigueur le 23 juillet 1952 pour une durée de 50 ans. Elle n'existe plus depuis le 22 juillet 2002. Elle rassemblait six nations, unifiant l'Europe de l'Ouest durant la Guerre froide et créant les bases d'une démocratie européenne et le développement actuel de l'Union européenne. Elle fut au niveau européen la première organisation basée sur des principes résolument supranationaux.

475 L'Union pour la Méditerranée (UPM), officiellement dénommée « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée », est une organisation internationale intergouvernementale à vocation régionale. Fondée à l'initiative de l'ancien président de la République française Nicolas Sarkozy, le 13 juillet 2008, dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, l'organisation est destinée à donner un nouveau souffle au processus de Barcelone, partenariat liant l'Europe aux pays riverains

Au commencement de la construction européenne, la France conduite par Robert SCHUMAN[476] et Jean MONNET[477] a défendu l'idée que la coopération économique devait servir de base à une communauté d'intérêts. Celle-ci, rendrait une nouvelle guerre matériellement impossible.

En 1951, la France a également été derrière la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), qui mettait la gestion de la production de charbon et d'acier de 6 États européens sous une seule autorité commune. Cette initiative a mis terme à la rivalité franco-allemande dans ce secteur stratégique vital économiquement et militairement.

Le succès de la CECA en 1957, a permis d'étendre à l'ensemble de l'économie et les principes qui la fondaient, à travers la suppression des droits de douanes la libre circulation des produits et la libre concurrence avec surtout l'interdiction des aides étatiques[478].

Après les réussites sans équivoques enregistrées suite à la création de la Communauté économique européenne, la France a œuvré pour la mise en place d'une Politique agricole commune (PAC)[479], dont la mise en œuvre a commencé en 1962. La PAC a été

---

de la Méditerranée.

476 Robert SCHUMAN, résistant, ministre français et président du Parlement européen

477 Jean MONNET, économiste français, président-fondateur de la CECA

478 Marie-Thérèse BITSCH « *Histoire de la construction européenne* », éd. Complexe, coll. Questions à l'histoire, 2003.

479 La politique agricole commune (PAC) est une politique mise en place à l'échelle de l'Union européenne. A l'origine, elle est fondée principalement sur des mesures de contrôle des prix et de subventionnement, visant à moderniser et développer

considérée comme un moyen de rééquilibrage de la suppression des droits de douanes supposée profiter principalement à l'Allemagne en raison de la puissance de son industrie[480].

La France a également employé son charisme pour "sanctuariser" le budget de la PAC, dont elle était la principale bénéficiaire, car elle recevait environ 20% des fonds[481]. Elle a également continué, après les débuts de la construction européenne, à allouer un grand intérêt aux aspects économiques et ce, dans un contexte d'instabilité du Franc Français, de forte inflation et de crise économique.

Ainsi, le Président français Valéry Giscard D'ESTAING a joué un rôle décisif, avec le chancelier allemand Helmut SCHMIDT, dans la création du Système monétaire européen en 1979[482].

La République a œuvré ainsi dans le chemin de la coordination des politiques économiques pour créer une zone de stabilité monétaire en Europe et pour éviter les attaques répétées et imprévisibles contre le Franc. Elle a pareillement défendu l'amplification d'une coopération intergouvernementale dans les domaines industriels qui a donné lieu à une réactivation de la

---

l'agriculture. Elle est mise en œuvre par la Direction Générale « Agriculture et développement rural » de la Commission européenne.

480 Jean-Michel Gaillard « *Les Grands Jours de l'Europe 1950-2004* », éd. Perrin, coll. Tempus, 2004.

481 « *L'agriculture française et la PAC* » FONDATION RESPUBLICA

482 Jean-François JAMET « *L'influence économique de la France dans l'Union européenne* » Fondation Robert Schumann, le 2 juin 2008.

politique industrielle communautaire favorisant l'appui de l'innovation et de la recherche[483].

Dans cette optique la France a créé Airbus en 1970 sous la forme d'un groupement d'intérêts économiques réunissant le français Aérospatiale et l'allemand Deutsche Airbus, qui ont été rejoints par l'espagnol CASA en 1971 et par British Aerospace en 1979.

La réussite d'Airbus qui a évolué au rang de premier fabriquant universel d'avion, a poussé la France à soutenir d'autres fusions transfrontalières : ces fusions ont, par exemple, donné naissance à Aventis[484] en 1999, EADS[485] en 2000 et Arcelor[486] en 2002.

La France a de même lancé des initiatives dans le domaine de la recherche, telles que le programme Eureka, qui a été initié en 1985. Ce programme vise à mettre en relation des chercheurs, des entreprises et des partenaires publics afin de faciliter l'accès des

483 Laurent Cohen TANUGI (dir.) « L'Europe dans la mondialisation » Rapport remis au Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, le 15 avril 2008.
484 Aventis était un groupe agrochimique (Aventis Cropscience basé à Lyon) et pharmaceutique européen né en 1999 de la fusion de l'allemand Hoechst, des français Rhône-Poulenc et Roussel-Uclaf, des américains Rorer et Marion et du britannique Fisons.
485 Le groupe Airbus (Airbus group) est une société industrielle internationale présente sur le secteur aéronautique et spatial civil et militaire. Créé en 2000 par la France, l'Espagne, les groupes Lagardère et Daimler avec le nom d'European Aeronautic Defence and Space company (EADS), il résulte d'une concentration de la quasi-totalité des constructeurs de ces pays.
486 Arcelor était un groupe sidérurgique européen ayant son siège social au Luxembourg. Il est né de la fusion, effective le 18 février 2002, de trois sidérurgistes européens : Aceralia (Espagne), Arbed (Luxembourg) et Usinor (France). Le 26 juillet 2006, il disparaît, absorbé par Mittal Steel Company, après une intense bataille boursière.

projets de recherche aux financements publics ou privés et de favoriser l'émergence de pôles technologiques.

Bien que la France demeure l'une des plus importantes forces économiques de l'Union européenne avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, sa contribution proportionnelle dans le PIB européen a reculé régulièrement et ce, par l'effet mécanique des élargissements successifs et en raison du ralentissement de sa croissance qui a été inférieure à la moyenne communautaire[487].

De ce fait, les grandes puissances économiques de l'Union (y compris la France) sont appelées à amadouer des partenaires plus divers et plus nombreux pour les rallier à leurs positions en matière économique, ce qui pourrait rendre leur crédibilité et leurs résultats de plus en plus importants[488].

Le poids économique de la France se fait enregistrer de plus en plus au niveau mondial et ce, grâce à sa préservation de son influence dans les institutions internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) à travers sa détention des postes clés de responsabilité[489].

487 La France se singularise par le nombre des procédures d'infraction au droit communautaire engagées par la Commission à son encontre : 98, soit 7,6% du total des cas et le troisième nombre le plus élevé après l'Italie et l'Espagne.
488 Laurent Cohen TANUGI (dir.) « *L'Europe dans la mondialisation* » Rapport remis au Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi le 15 avril 2008.
489 « *L'Europe face à la crise financière* » Questions d'Europe – Policy papers de la Fondation Robert Schuman, février 2007.

Le poids de la France se confirme également à travers sa présence morale et matérielle dans plusieurs régions du Monde, notamment en Afrique et en Méditerranée. Dans ce sens, la France a souvent été derrière le lancement de grands projets de partenariat et de coopération en faveur de ces deux zones géographiques constituant une priorité pour la République.

Pour rappel, la France avait donné un nouvel élan aux relations euro-méditerranéens à travers le lancement de l'Union pour la Méditerranéenne, en 2008.

Certes, cette Union a trouvé des difficultés énormes et semble pour le moment un projet mort-né malgré les espoirs qu'elle a promus au début, mais elle démontre l'attachement de la France à son étendue méditerranéenne[490].

L'Italie

A l'instar de la France, l'Italie fait partie des 6 pays qui ont procédé à la création de la Communauté Économique du Charbon et de l'Acier (CECA) et a toujours été classée parmi les pays qui jouent un rôle très important dans les différents processus euro-méditerranéens. Il y a lieu de rappeler dans ce sens que les traités instituant la Communauté économique européenne et Euratom ont été signés à Rome en 1957[491].

490 Voir le chapitre II.
491 « *Les 27 : Unis pour l'Europe* » Pôle Europe 92.

Ainsi, l'Italie a constamment fondé sa politique sur une base pro-européenne et a souvent œuvré pour l'approfondissement de la construction européenne.

Lors de la présidence tournante de l'UE au deuxième semestre 1996, l'Italie a largement contribué à la conclusion du Traité d'Amsterdam et à la mise en place de l'Europol.

Sans changer sa vision et ses priorités, l'Italie a continué également à exhorter à une plus grande intégration, notamment dans les domaines judiciaire et militaire[492].

Compte tenu de son emplacement géographique, l'Italie garde une vocation méditerranéenne qui justifie les grands traits de sa politique euro-méditerranéenne marquée par son implication dans la politique de l'UE en Méditerranée et dans les Balkans[493].

L'Italie se caractérise par un soutien affiché et incessant au processus d'intégration européenne. Car au lendemain de la seconde guerre mondiale, ce pays avait opté nettement en faveur de l'ancrage à l'occident (Politique extérieure atlantiste et intégration européenne)[494].

L'appui de l'Italie au processus d'intégration européenne est perceptible avant tout au niveau de l'opinion publique interne, car les

492 « *La place de l'Italie dans l'UE* » Expo-Italie.
493 « *Dossier Italie* » Toute l'Europe.
494 « *L'Italie, l'Europe et la présidence de l'Union européenne* » Groupement d'Etudes et de Recherches, Notre Europe.

Italiens se sont toujours manifestés au rang des peuples les plus favorables à l'unification européenne et qui appuient massivement et incessamment l'intégration de leurs pays au sein de l'UE[495].

Les sondages ont toujours et continuellement montré les italiens comme des citoyens très européistes, favorables à une intégration plus poussée avec les autres États communautaires[496].

Ces tendances essentiellement « européistes » sont souvent interprétées à travers une logique nationale. En effet, l'Europe est perçue comme le moyen le plus plausible et le plus efficace face aux difficultés internes.

Les rapports entre l'Italie et l'Union européenne connaissent parfois des divergences, à l'instar de celles concernant les domaines de la justice et de la défense communes[497]. Ces divergences ne s'accompagnent pas d'un changement au niveau de l'opinion publique qui reste fortement « européiste ».

L'Italie figurait parmi les pays dans lesquels la diligence d'intégration désirée dépasse la célérité d'intégration constatée. Ainsi, la perception Italienne visait une Europe robuste, qui serait chargée de l'économie, avec une politique extérieure et de la défense commune, ainsi qu'un espace juridique commun.

---

495 Daniele CARAMANI « *L'Italie et l'union européenne* » Le Seuil, Pouvoirs- 2002/4 - n° 103.
496 Enquêtes Eurobaromètre du Parlement européen.
497 Stefano LEPRI « *Si l'Italie chute, l'euro et l'Europe aussi* » Courrier International, le 21 juillet 2011.

D'autre part, l'Italie avait décidé d'ouvrir pleinement les portes de son marché de travail aux citoyens des deux nouveaux venus dans l'Union européenne (La Bulgarie et la Roumanie) à partir du 1er janvier 2012, au moment où Neuf pays de l'UE ont en revanche décidé de maintenir «partiellement ou totalement» leurs restrictions pour deux années supplémentaires[498].

Cette position peut être interprétée comme un choix fait par l'Italie en faveur d'une Europe unie, matérialisant les engagements de ce pays pour donner un élan au processus d'intégration des autres pays nouvellement admis à l'UE.

La Croatie

La Croatie est un pays d'Europe du Sud qui s'allonge des Alpes, jusqu'au littoral de la Mer Adriatique au sud, en englobant au centre le massif des Alpes Dinariques (Les dinariques Ensemble montagneux qui couvre la Yougoslavie). Ce pays qui a des frontières avec la Serbie, la Hongrie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro, reste à présent le dernier à avoir intégré l'Union européenne.

Cette adhésion a eu lieu après un long processus de négociations, car la Croatie avait présenté sa demande d'adhésion à l'Union européenne en 2003.

498 Gregoire COUSIN « *L'Italie ouvre ses portes aux travailleurs roumains et bulgares* » EurActiv.

Le statut de candidat lui a été accordé par le Conseil européen au cours de l'année 2004 et les négociations ont été ouvertes en octobre 2005[499].

Après de longues années d'attente, le traité d'adhésion de la Croatie à l'Union européenne a été signé le 9 décembre 2011, à Bruxelles et il est entré en vigueur le 1er juillet 2013[500]. Ce long retard est expliqué par le fait que la Croatie est un pays qui a eu de grands problèmes politiques internes suite à la dissolution de l'ex-Yougoslavie.

Par ailleurs, certains atouts ont permis à ce pays de rejoindre l'Union Européenne à l'instar des autres pays de l'Europe Centrale et Orientale. Parmi ces atouts, nous pouvons citer la stabilité économique de ce pays et les performances économiques enregistrées durant les dernières années[501].

Ainsi, l'acceptation de la demande de la Croatie à intégrer l'UE a eu lieu suite à la réalisation des réformes nécessaires en matières électorales et juridiques et au niveau de la protection des droits humains et des minorités[502].

499 Daniel THOMAS « *Croatie 2003-2004. Un nouveau candidat à l'Union* européenne » Le Courrier des Pays de l'Est 2004/4, La Documentation française, no 1044, juillet 2004.
500 « *La Croatie clôt ses négociations d'adhésion à l'UE* » Le Monde, le 30 juin 2011.
501 « *La Croatie est prête à adhérer à l'Union européenne en juillet* » Le Monde, le 30 mars 2013.
502 « *État des lieux des négociations* » Site de la Mission de la Croatie auprès de l'Union européenne, le 22 décembre 2010.

Les premiers pas de la Croatie vers l'Union européenne ont débuté suite à la défaite de l'Union démocratique croate lors des élections législatives de 2000[503]. La candidature croate a été officiellement déposée en février 2003, par le gouvernement Ivica RACAN[504].

La Commission européenne a publié un avis favorable le 20 avril 2004, en reconnaissant le statut de candidat à la Croatie et en recommandant l'ouverture des négociations et ce, en prenant compte de la situation générale de la Croatie et les avancées constatées sur les dossiers litigieux[505]. Ces avis ont été confortés par le Conseil européen des 17 et 18 juin 2004, qui a annoncé l'ouverture des négociations pour le début de l'année 2005.

Ainsi, il était naturel de voir le rêve Croate se concrétiser officiellement lors du Conseil européen qui a eu lieu le 9 décembre 2011, à Bruxelles, où les vingt-sept chefs d'État et de gouvernement de l'Union, le président de la Croatie Ivo JOSIPOVIC et la première Ministre croate sortante Jadranka KOSOR avaient signé le traité d'adhésion de la Croatie[506].

503 Daniel THOMAS « *Croatie 2003-2004. Un nouveau candidat à l'Union européenne* » Le Courrier des Pays de l'Est 2004/4, La Documentation française, no 1044, juillet 2004.
504 Ivica RACAN, né le 24 février 1944 à Ebersbach en Allemagne et mort le 29 avril 2007 à Zagreb en Croatie, est un homme politique croate, membre du Parti social-démocrate de Croatie. Il est Premier ministre croate du 27 janvier 2000 au 23 décembre 2003.
505 Commission des Communautés européennes, Croatia Progress Reports.
506 Sophie FORCIOLI « *La Croatie dans l'UE en 2013* » EurActiv, le 10 juin 2011.

Cet accord a été conforté par la ratification des citoyens croates qui ont manifesté leurs appui à travers un référendum tenu le 22 janvier 2012 avec une large majorité de 66,27 % en faveur de l'adhésion et un taux de participation d'environ 43,51 %[507].

Pourtant, il est à souligner que la Croatie espérait rejoindre l'UE avec le groupe d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie qui ont pu rejoindre l'UE relativement plus tôt en 2007.

Comme cet objectif n'a pas été atteint à terme en raison de certains retards au niveau de la mise en œuvre des réformes exigées par la Commission, la Croatie a accéléré la cadence afin de ne pas tomber dans le piège d'être classée parmi la liste des États des Balkans occidentaux souhaitant rejoindre l'UE. Ce scénario, allait rendre ce pays dépendant des avancées lourdes effectuées par les autres États balkaniques et naturellement pouvait rendre une adhésion de la Croatie à l'UE une tâche non-aisée.

Toutefois, l'adhésion de la Croatie à l'UE permettra à ce pays d'avancer dans plusieurs domaines grâce aux aides européennes et à l'accompagnement assuré par les différentes Institutions de l'UE[508]. Ainsi, la Croatie reçoit environ 3,5 milliards d'euros de la part de l'Union européenne, une somme qui reste relativement faible par rapport à la taille du pays et surtout bien moindre que celle qu'avaient reçue les précédents entrants.

507«*Les Croates votent à 67 % pour l'entrée de leur pays dans l'Union européenne* » Le Figaro, le 22 janvier 2012.
508 « *Relations de l'UE avec les Balkans occidentaux* » eeas.europa.eu.

Cette adhésion ne semble pas être la dernière à l'UE, puisque d'autres pays balkaniques comme la Serbie ou la Bosnie peuvent la rejoindre durant les prochaines années. Toutefois, ces adhésions risquent de traîner, compte tenu des retards constatés en matière des réformes structurelles effectuées par ces pays[509].

Il en résulte après l'analyse des intégrations des pays méridionaux européens au sein de l'Union européenne que l'intégration au sein de cette Union par les pays européens du Sud a pris des formes très différentes, mais les gains sont communs pour l'ensemble des pays membres, malgré les difficultés précitées.

509 « *Balkans : l'intégration à l'UE, seule voie vers la stabilité* » Le Figaro, le 29 juillet 2011.

Section II : L'impact de la chute du Mur de Berlin et de l'émergence du nouvel ordre mondial sur les pays méditerranéens

La chute du Mur de Berlin et l'émergence du nouvel ordre mondial ont eu un impact direct sur la rive Sud-méditerranéenne. Cet impact est lié à l'effondrement du Communisme, qui a conduit les alliés de l'URSS en Méditerranée à se trouver sans préparation préalable, dans une situation d'endiguement par le monde libéral, à travers le passage obligatoire de l'économie dirigée à l'économie de marché[510].

Les pays ayant le plus souffert de ce changement sont particulièrement l'Algérie, la Syrie et la Libye, alors que l'Égypte avait commencé sa transition vers le libéralisme dès le décès du Président Nasser[511] , plus particulièrement sous la présidence d'Anouar El-Sadate[512].

De l'autre côté, les pays ayant choisi depuis leur indépendance le modèle de l'économie de Marché à l'instar du Maroc, la Tunisie et la Jordanie, se sont trouvés face aux nouvelles règles de la

510 Pierre VERLUISE « *20 ans après la chute du Mur. L'Europe recomposée* », Préf. J.-D. Giuliani, Choiseul, 2009.

511 Omar SAGHI « *Rideau de fer sur la Méditerranée ?* » Le Soir Echos, le 23 décembre 2011.

512Anouar El-Sadate, transcrit également 'Anwar as-Sadāt, né le 25 décembre 1918 et assassiné le 6 octobre 1981, est un homme d'État égyptien. Président de l'Assemblée du peuple, vice-président de la République du général Gamal Abdel Nasser puis Premier ministre, il occupe les fonctions de président de la République de 1970 jusqu'à son assassinat, en 1981.Il reçoit le prix Nobel de la paix en 1978, conjointement avec le Premier ministre israélien Menahem Begin, après les accords de Camp David, au cours desquels il joue un rôle essentiel.

mondialisation, notamment avec la création de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC)[513], issue des accords du GATT[514] de Marrakech en 1994[515].

Les pays riverains du Sud à économie de marché se sont trouvés ainsi devant de nouvelles opportunités de coopération économique avec les voisins du Nord.

La métamorphose du système mondial a eu des implications politiques, économiques et sociales directes sur l'ensemble des pays méditerranéens, car les enjeux étaient très pesants entre 1989 et 2011.

A partir de l'année 2011, des révoltes populaires inouïes et sans précédents, ont eu lieu dans la plupart des pays Arabes donnant lieu au Printemps arabe et à des changements importants dans le Sud de la Méditerranée[516].

513L'Organisation mondiale du commerce (OMC, ou World Trade Organization, WTO, en anglais) est une organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce international entre les pays. Au cœur de l'organisation se trouvent les accords de l'OMC, négociés et signés en avril 1994 à Marrakech par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs assemblées parlementaires. L'OMC a pour but principal de favoriser l'ouverture commerciale. Pour cela, elle tâche de réduire les obstacles au libre-échange, d'aider les gouvernements à régler leurs différends commerciaux et d'assister les exportateurs, les importateurs, et les producteurs de marchandises et de services dans leurs activités.

514 General Agreement on Tariffs and Trade- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Agétac) signé le 30 octobre 1947 par 23 pays, pour harmoniser les politiques douanières des parties signataires. Le traité entra en vigueur en janvier 1948 et le secrétariat s'installa à la Villa Bocage, à Genève, et en 1977 au Centre William Rappard, également à Genève.

515 Jean-Marc SIROËN « *L'OMC et la mondialisation des économies* »Université Paris-Dauphine, CERESA.

516 Jacques SEMELIN« *Face au totalitarisme, la résistance civile* » André Versailles Editeur.

Entre temps, la mise en place de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) le 1er janvier 1995 a imprégné la plus importante mutation dans le domaine du commerce international et ce, depuis la seconde guerre mondiale.

L'OMC est devenue ainsi l'organisation unique compétente dans le domaine de la régulation du commerce international, qui supervise l'application des accords instituant les disciplines multilatérales, tout en assurant aux États membres des droits concrets, grâce à un mécanisme de règlement des différends (MRD) très développé[517].

Dans ce sens, cette Institution se montre en scission avec le GATT, qui a été instauré d'une manière provisoire en 1947, suite à la non-ratification de la Charte de La Havane, dont la progression n'était plus satisfaisante[518]. Ainsi, il est légitime de s'interroger sur les apports des Accords de Marrakech par rapport au système du GATT[519]

517 Joseph NGAMBI « *ANALYSE : Les apports des Accords de Marrakech par rapport au GATT : retour sur la transformation du système commercial multilatéral survenue lors de l'Uruguay Round* » Multipol, le 11 novembre 2010.
518 M.J TREBILCOCK& R. HOWSE « The *Regulation of International Trade* » Routledge, London.
519 Le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT, en français : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, AGETAC) fut signé le 30 octobre 1947 par 23 pays, pour harmoniser les politiques douanières des parties signataires. Le traité entra en vigueur en janvier 1948 et le secrétariat s'installa à la Villa Bocage, à Genève, et en 1977 au Centre William Rappard, également à Genève.

La réponse en est que la modification du système commercial multilatéral, a rendu les démarches et les procédures plus transparentes, plus efficaces et plus prévisibles, ce qui est forcément un quotient de croissance et de consolidation des relations économiques et politiques internationales, particulièrement en Méditerranée.

Pour donner plus de précisons à cette question, nous allons analyser les positions des pays méditerranéens vis-à-vis des changements internationaux et nous allons voir les stratégies nationales adoptées pour s'accorder aux changements intervenus suite à la chute du Mur de Berlin[520]. Dans ce cadre quatre catégories de Pays Sud Méditerranéens seront analysés, à savoir :

- Les pays qui ont opté depuis leur indépendance et durant la guerre froide pour l'Économie de Marché ;

- Les pays qui ont choisi l'Économie Planifiée ;

- Les pays qui ont transité par les deux systèmes ;

- Les pays à situations particulières.

S'agissant des Pays qui ont opté depuis leur indépendance et durant la guerre froide pour l'Économie de Marché, nous trouvons le Maroc, la Tunisie et la Jordanie.

520Hugues MARQUIS « *La chute du Mur de Berlin* » cndp.fr.

A cet égard, le Maroc est parmi les pays qui n'ont pas eu recours à une transition de l'économie dirigée vers l'économie de Marché suite à la Chute du Mur de Berlin. Ceci est lié au choix fait par ce pays depuis son indépendance en 1956. Un choix qui a été accompagné par un alignement sur le pôle occidental. Ce qui a permis au Maroc de passer à une libéralisation politique économique et sociale, sans grandes difficultés transitionnelles[521].

Pour sa part, la Tunisie qui avait choisi à son tour l'économie libérale depuis son indépendance n'a pas été obligée, à l'instar du Maroc, de vivre la transition idéologique[522]. Ceci a permis à la Tunisie de passer à la vitesse maximale en vue d'attirer des investissements et en vue d'atteindre une convergence économique avec les alliés occidentaux, notamment l'Union européenne[523]. Cette position économique, n'a pas été accompagnée par un plan social qui permettra aux Tunisiens les plus pauvres de vivre dans la dignité, ni par des réformes en matière des droits de l'Homme.

Le régime Tunisien de Ben Ali s'est toujours déclaré libéral, alors qu'en réalité, l'économie Tunisienne était basée sous sa dictature, sur l'économie de la rente qui a favorisé l'enrichissement du clan familial de la famille Ben Ali et de sa femme Leila Trabelssi.

---

521 Fondation Friedrich NAUMANN « *Journée d'Etude : Le Libéralisme au Maroc, Réalités et perspectives* » le 10 mars 2010.
522 Clément Henry MOORE « *La Tunisie après Bourguiba ? Libéralisation ou décadence politique ?* » Revue française de science politique, Année 1967 -Volume 17.
523 Noureddine KHEMIRI « *Figures du libéralisme/histoire des partis politiques en Tunisie*» Tunisia Will rise, le 24 mars 2008.

Sous le silence de l'Occident, les crises sociales se sont aggravées et le peuple Tunisien s'est révolté avec l'espoir de mettre un terme à ce système, qui malgré son caractère ''libéral'', représentait la dictature sous ses formes les plus exécrables[524].

En ce qui concerne la Jordanie, elle fait également partie des systèmes libéraux qui ont évité le piège de la transition forcée de l'économie dirigée vers l'économie libérale, durant les années 90. Ce petit pays qui connaît une domination de la Monarchie Hachémite a donné une importance particulière à son ouverture sur l'Occident et sur l'Union européenne[525].

Bien que la Jordanie ne puisse pas être classée comme une dictature absolue, ce pays demeure contrôlé par le Système Monarchique qui est en combat permanent avec les voix revendiquant une Monarchie parlementaire et constitutionnelle, où les pouvoirs seront partagés et les règles de la démocratie peuvent être ancrées dans le système[526].

En ce qui concerne le Liban, la particularité du système politique et économique Libanais a fait que ce pays n'a pas connu les mêmes problèmes que les autres voisins arabes de la zone méditerranéenne[527]. Ainsi, ce pays qui n'avait jamais adopté un

524 Marion BRUNET et Guillaume GUICHARD « *Les raisons de la crise en Tunisie* » Le Figaro, le 12 janvier 2011.
525 Angélique FERA « *L'Union européenne et la Jordanie : Un partenariat de plus en plus étroit* » Le commerce du levant, Juin 2009.
526« *Jordanie monarchie : les temps à venir nerveux* » The Economist.
527« *Liban politique histoire* » Perspective Monde, Université de Sherbrooke.

système socialiste n'a pas été influencé directement par la Chute du Mur de Berlin, mais plutôt ses problèmes ont eu une forme visiblement différente[528].

Comme énoncé auparavant, le grand problème dont souffre le Liban n'est pas lié au confessionnalisme, car même les partis ayant un caractère idéologique sont en réalité des partis ethniques et religieux[529].

Ceci a fait que le Liban n'a pas été directement concerné par la fin de l'idéologie communiste, sauf certains partis politiques qui ont vu leurs nombres d'adhérents s'affaiblir, néanmoins ils ont trouvé remède dans le système ethnique, qui a permis la survivance de ces partis politiques, en adoptant des discours plus confessionnels qu'idéologiques.

A l'opposé de ces pays, nous trouvons les pays ayant essayé le modèle de l'économie dirigée, nous citons dans ce cadre : l'Algérie, la Libye et la Syrie. Ainsi, l'Algérie est considérée parmi les pays qui ont été directement touchés par la fin du rideau de fer. Ceci est dû essentiellement aux choix idéologiques faits par les Militaires au pouvoir, qui ont pris les commandes sans relâche dans ce pays dès

528Alice POUYAT « *Nouvelle crise politique au Liban*» L'Express- publié le 13 novembre 2006.
529« *Les partis politiques libanais : une stratégie politique à finalité confessionnelle* » CNRS, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Lyon.

son indépendance, faisant de l'alliance avec le clan soviétique une priorité politique et révolutionnaire[530].

Si le rideau de fer est tombé en 1989, le système Algérien est resté inchangeable, malgré les changements des Présidents et malgré la puissance du mouvement islamiste, ce qui avait fait entrer le pays dans une décennie noire de violence et d'assassinats politiques durant les années 90[531].

Face à cette situation, l'Algérie devait payer une facture très chère, pour que le système militaire reste en place. Ceci a fait que le système Algérien est l'un des rares systèmes qui ont pu résister face aux mouvements de contestations populaires durant le Printemps Arabe[532].

Les dirigeants Algériens ont tenu à faire des élections législatives du 10 mai 2012 un exemple réussi de transition pacifiste, néanmoins la faible participation et le grand désespoir des jeunes ont fait que la situation est restée très critique et le pays demeure toujours sous la menace d'une révolte populaire ou d'un changement brutal qui pourrait intervenir à tout moment[533].

530 Julien ROCHERIEUX « *L'évolution de l'Algérie depuis l'indépendance* », Sud/Nord 1/2001.
531 Luis MARTINEZ « *The Algerian Civil War 1990*-1998 » Hurst & Co., Londres, 1998.
532« *L'Algérie à contre-courant du printemps arabe* » Le Monde, le 12 mai 2012.
533 Dominique LAGARDE « *Algérie: des élections et des questions* » L'Express, le 11 mai 2012.

S'agissant de la Libye, qui a passé plus de quarante ans sous le contrôle de Mouammar Kadhafi, qui lui seul et sa famille représentaient tout le système politique dans le pays, elle a été touchée et influencée par la fin de l'idéologie communiste et également par la brutalité du Printemps arabe entre 1989 et 2011[534]. Il est à noter que le leader Libyen qui se déclarait prosoviétique s'est trouvé déboussolé au lendemain de la tombée du rideau de fer, ce qui lui a valu plusieurs années de conflit avec l'Occident[535].

Dès sa prise de conscience que l'URSS n'existe plus durant les années 90, Mouammar Kadhafi a choisi d'annoncer son invention d'une nouvelle idéologie, axée sur le panafricanisme et le système populaire de « *La Jamahiriya »*[536].

Grâce au pouvoir de son argent et de son pétrole, le leader Libyen a pu décrocher l'appui d'une grande majorité de pays Africains, en faisant de la Libye un pays leader politiquement sur le plan continental.

Kadhafi voulait ainsi exporter son modèle politique de « *La Jamahiriya*[537] », pour cela il a dû dépenser énormément d'argent pour certains régimes africains, qui ont profité de la générosité du leader libyen, en contrepartie de leurs soutiens à ses positions controversées.

534« *Kadhafi, 42 ans d'un règne sans partage* » Paris Match, le 20 octobre 2011.
535« *Questions relatives à la Jamahiriya arabe libyenne* » Site web de l'ONU.
536 La Jamahiriya arabe libyenne est le nom officiel en forme abrégée utilisé par la Libye, de 1977 à 2011, sous le régime politique de Mouammar Kadhafi.
537 « *L'Afrique sans Kadhafi : le cas du Tchad* » CRISIS GROUP.

En réalité, le système inspiré par Kadhafi est resté appliqué dans le cadre du territoire Libyen, voire même dans les rêves de son initiateur[538]. In fine, Kadhafi avait tout essayé, le communisme, le socialisme, le panarabisme, l'africanisme et même l'alignement provisoire sur l'Occident.

Les différentes expertises du Colonel, ne lui ont pas épargné de payer la facture après sa guerre perdue contre les rebelles Libyens, qui ont été matériellement et politiquement soutenus par l'Occident et par certains pays arabes, dans le cadre du Printemps arabe[539].

Un autre modèle de pays alliés à l'Ex-URSS, réside en Syrie qui demeure contrôlée par le régime Baathiste, la minorité Alaouite et par le clan familial de la famille EL ASSAD. Le régime syrien, demeure à présent le régime le plus fidèle à l'actuelle Fédération de Russie[540]. Ce régime est le seul au niveau du monde Arabe qui a pu garder son idéologie d'une manière officielle jusqu'au Printemps arabe de 2011. Sa durabilité peut être justifiée par son alliance avec la Russie, la Chine et l'Iran[541].

538 Jeffrey GETTLEMAN « *Les amis africains de Kadhafi* » Courrier International, le 23 mars 2011.
539 « *Mort de Kadhafi : "La fin d'un chapitre long et douloureux pour le peuple libyen* » L'EXPRESS, le 20 octobre 2011.
540 «*Syrie- Une caricature de "despotisme oriental"*» Interview de 2006, republiée en 2010 sur le site d'Amnesty International.
541 Lisa ROMEO « *Syrie et Russie : historique des relations de 1946 à 2012* » Les Clés Du Moyen Orient, le 16 février2012.

Nous pouvons illustrer cette alliance par l'appui inconditionnel donné par ces pays au régime syrien durant son conflit avec l'opposition qui a commencé à partir de 2011[542].

L'appui de la Chine et de la Russie au régime de Bachar EL ASSAD, peut être expliqué par la crainte de ces pays d'une domination américaine et occidentale sur l'ensemble des pays arabes. Ce qui renforcera sans doute la position de l'Occident géo-stratégiquement, notamment en Méditerranée et au Proche-Orient.

En Méditerranée du Sud, les deux modèles présentés précédemment ne sont pas les seuls à analyser, vu que certains pays ont transité par différents systèmes idéologiques avant le Printemps arabe. Il s'agit particulièrement de l'Égypte et de la Palestine.

A cet égard, l'Égypte est le pays qui était prêt à tout essayer et qui a vu sa politique et ses choix idéologiques en permutation, tout en ayant une liaison avec les changements qui ont bouleversé le monde[543].

La Chute de l'URSS n'a pas touché directement le système égyptien qui avait choisi l'ouverture sur l'Occident depuis l'arrivée au pouvoir d'Anouar SADAT. Cette politique a été suivie et

542 Simon PUECH « *La Syrie et l'Iran au cœur des discussions entre la Chine et la Russie* » L'humanité, le 7 juin 2012.
543 Assanatou BALDE « *L'Egypte vers un nouveau visage politique? L'ère post-Hosni Moubarak se dessine* » AFRIK, le 22 mai 2012.

confirmée par son successeur Mohamed Hosni MOUBARAK qui a choisi plus d'ouverture sur l'économie libérale[544].

Ce choix n'a pas été accompagné par une politique sociale qui permettra aux égyptiens les plus pauvres de survivre dignement face à la mise en place des plans d'ajustements structurels[545].

Ceci a coûté au régime de Moubarak une facture très lourde qu'il devait payer suite à la révolution du 25 janvier 2011[546], car le Raïs Égyptien s'est trouvé obligé de quitter le pouvoir sous la pression de la rue et s'est vu même jugé pour des crimes liés au détournement de fond, à la répression et l'assassinat des manifestants.

S'agissant de la Palestine, elle connaît des problèmes plus qu'idéologiques et qui trouvent origine dans la difficulté de la construction d'un État libre et indépendant face à la colonisation Israélienne[547].

Néanmoins, le Fatah le mouvement principal de l'Organisation de Libéralisation de la Palestine (OLP) avait suivi l'idéologie socialiste, jusqu'à la Chute du Mur de Berlin.

---

544 Catherine GOUËSET « *Les grandes dates de l'Egypte (1800-2012)* » L'EXPRESS, le 15 juin 2012.
545 Iman FARAG « *Rapport sur la crise économique et sociale* »Égypte/Monde arabe, Deuxième série, L'Égypte dans le siècle, 1901-2000.
546 Delphine PAGÈS-EL KAROUI et Leila VIGNAL « *Les racines de la révolution du 25 janvier en Égypte: une réflexion géographique* » ECHO GEO.
547 Dominique VIDAL « *Un Etat palestinien, mais lequel ?* » Le Monde Diplomatique-13 septembre 2011.

Il semblerait ainsi que les Palestiniens sont les premiers qui ont compris la nécessité de cette transition et de pivotement de la gauche vers la droite, car l'OLP s'est démarqué au fur et à mesure de l'idéologie socialiste, tout en choisissant la paix avec Israël, comme une stratégie qui devait aboutir à l'indépendance et à la création d'un État Palestinien sur la base des frontières engendrées par la guerre de 1967[548].

L'échec dans l'aboutissement de ses fins a coûté au Fatah et à l'OLP sa popularité en faveur du mouvement Islamiste du Hamas[549] qui a pu, suite à des élections qualifiées de libres et transparentes, arriver au pouvoir sous les contestations et les craintes d'Israël et de l'Occident.

Ces angoisses ont favorisé les divergences entre les deux grandes fractions palestiniennes et le Hamas s'est trouvé affronté à une guerre ouverte avec Israël pour la terre et avec le Fatah pour le pouvoir[550].

A l'inverse de ces trois modèles de pays méditerranéens, il existe d'autres pays qui disposent de particularités différentes par rapport aux autres pays Méditerranéens, à savoir la Turquie et Israël.

548 Anne-Lucie CHAIGNE-OUDIN « *Décryptage de l'actualité au Moyen-Orient- Le Fatah* » Les clés du moyen orient.
549Nadine PICAUDOU« *Les Palestiniens, un siècle d'histoire*», Editions Complexe, Bruxelles, 2003.
550 Henry LAURENS «*Le grand jeu, Orient arabe et rivalités internationales* »Armand Colin, Paris, 1991.

S'agissant de la Turquie, ce pays n'a jamais suivi le modèle socialiste, ce qui a fait que l'influence de la fin du Communisme sur son système politique n'a eu aucune incidence directe ou indirecte[551].

Par ailleurs, ce pays a connu plusieurs crises politiques, qui n'ont pas empêché qu'il profite du Printemps arabe pour se positionner en tant que pays modèle, donneur de leçon aux dictatures arabes spécialement en Syrie et en Libye[552].

Les déclarations et les positions des responsables Turcs ont fait sentir que ce pays cherche un rôle clé dans la région Euro-méditerranéenne au moment où la candidature Turque à l'UE a été retardée par certains Pays membres de l'UE.

S'agissant d'Israël, il constitue une autre exception dans la Méditerranée, car malgré sa composition d'une grande communauté juive d'origine slave et d'origine Russe, Israël a choisi nettement l'alignement sur les États-Unis et l'Occident.

Ceci a fait que la transition politique et la fin de l'URSS n'ont eu aucune influence directe sur le statut d'Israël qui s'est vu au contraire renforcé grâce à la puissance des États-Unis et à l'émergence du monde mono-polaire[553].

---

551 « *The Geopolitics of Turkey: Searching for More* » Stratfor, le 2 Août 2010.
552 Mohamed TROUDI « *La Turquie et les printemps arabes* » Politique-actu.com
553 Déborah WOLKOWICZ-BREILLAT, Philippe JUZA-ROSINSKI, Louis Sage sous la direction de Charles Meyer « Israël et l'Occident», les Ed. de Passy, Paris- collection « Israël, les pieds dans le plat », numéro 2- Parution : Juin 2009.

Israël a bien profité de ce nouveau monde mono-polaire face à certains pays Arabes qui ne trouvaient plus dans le clan soviétique un appui potentiel.

Les événements qu'a connus la région durant le Printemps Arabe en 2011 ont particulièrement inquiété Israël qui craignait la montée des partis Islamistes dans son voisinage immédiat[554].

Les dirigeants Israéliens craignaient plus que les gouvernements arabes, l'impact de la colère populaire sur son propre avenir dans la région.

Cependant et bien qu'Israël n'ait pas été directement touché par la Chute du Mur de Berlin, il a été concerné de très près par les secousses qui ont bouleversé la région méditerranéenne entre 1989 et 2011[555].

Il sied de souligner que les différences entre les quatre principaux clans Sud-méditerranéens ont eu une liaison directe avec les transitions politiques engendrées par le Printemps arabe.

Ceci nous amènera à analyser ces transitions dans le cadre de la prochaine section relative à l'avènement du Printemps arabe et ses impacts sur les pays riverains méditerranéens.

554 Vincent HUGEUX et Véronique CHOCRON « *Israël face au réveil arabe* » L'EXPRESS, publié le 09/02/2011.
555 Rina VIERS « *Israël et la Méditerranée* » Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine.

Section III : Les pays riverains Sud-méditerranéens face au Printemps arabe

Les pays méditerranéens se sont trouvés sur des chemins variés face à leur destin après la fin de la guerre froide et ont dû faire face à des changements catégoriques avec l'avènement du Printemps Arabe.

Le « *Printemps Arabe* » est une qualification fournie par les médias internationaux à un ensemble de contestations populaires, d'ampleur et d'intensité très variables, qui se sont produites dans de nombreux pays du monde arabe à partir de décembre 2010[556]. Cette formule est en réalité inspirée du « Printemps des peuples » de 1848[557] et du « Printemps de Prague » de 1968[558].

Ces vagues de contestations nationales sont également nommées les révoltes arabes, les révolutions arabes, ou encore le «réveil arabe». Bien que la nature de ces événements mérite à notre point de vue la qualification de « l'automne arabe » vu la nature sanglante de certains conflits engendrés dans certains pays arabes comme en Syrie et en Libye et vu la difficulté de dépasser ces

556 Philippe THUREAU-DANGIN « *Printemps des peuples, automne de l'Union* » Courrier international, 10 février 2011.

557 L'année 1848 voit une floraison de révolutions à travers l'Europe, appelées dans leur ensemble le Printemps des peuples ou le Printemps des révolutions. Elles sont généralement réprimées, mais les conséquences sont souvent importantes, portant notamment en elles les germes d'une nouvelle révolution voire de l'achèvement de l'unité d'un pays (comme l'Allemagne avec le traité de Francfort, qui échoue en 1849 mais qui porte en lui les germes de l'unification de 1871).

558 Le Printemps de Prague est une période de l'histoire de la République socialiste tchécoslovaque durant laquelle le parti communiste tchécoslovaque introduit le « socialisme à visage humain » et prône une relative libéralisation. Il débute le 5 janvier 1968, avec l'arrivée au pouvoir du réformateur Alexander Dubček et s'achève le 21 août 1968 avec l'invasion du pays par les troupes du Pacte de Varsovie.

événements dans la plupart de ces pays, principalement en Tunisie et en Égypte[559].

Dès l'éclatement de la révolution en Tunisie suite à l'immolation par le feu du jeune Tunisien Mohamed BOUAZIZI[560], plusieurs pays méditerranéens ont dû faire face à des mouvements de contestations qui se sont étonnamment et promptement métamorphosés en mouvements révolutionnaires[561].

Le Printemps arabe s'est déclenché, ainsi le 17 décembre 2010, dans la ville de Sidi Bouzid, par des jeunes Tunisiens qui ont obligé Zine El-Abidine BEN ALI à quitter le pouvoir. D'autres peuples ont repris à leur tour le slogan «Dégage !» qui est devenu le symbole de ces révolutions.

Les peuples arabes revendiquaient le départ des dictateurs et l'instauration de la démocratie, à l'instar de leurs voisins du Nord, ils demandaient également le partage des richesses et aspiraient à des conditions de vie bien meilleures[562].

559 Aymane CHAOUKI, « *L'Occident et le « printemps arabe* » : un choix entre Realpolitik et Démocratie », IRIS, le 31 mars 2011.
560Mohamed BOUAZIZI est un vendeur ambulant tunisien dont la tentative de suicide par immolation le 17 décembre 2010, qui conduit à son décès deux semaines plus tard, est à l'origine des émeutes qui concourent au déclenchement de la révolution tunisienne évinçant le président Zine El-Abidine Ben Ali du pouvoir, et sans doute par extension aux protestations et révolutions dans d'autres pays arabes connues sous le nom de Printemps arabe.
561 Élodie AUFFRAY « De «Dégage !» à Tahrir, les emblèmes du printemps arabe», Libération, le 22 avril 2011.
562 «*Dossier : les peuples arabes vers la démocratie ?* » Marianne.net.

Les résultats et les moyens utilisés durant ce Printemps arabe sont très variables d'un pays à l'autre. D'ailleurs, nous ne pouvons pas trouver aisément deux modèles qui se ressemblent identiquement[563].

Les moyens de départ de ces révolutions étaient les simples manifestations pacifistes, mais dans certains pays ils se sont vite métamorphosés en guerre de résistance ou en guerres civiles entre les oppositions et les pouvoirs comme en Libye et en Syrie[564].

Par ailleurs, en Égypte et en Tunisie les contestations ont donné lieu au départ de BEN ALI et de MOUBARAK sous la pression de la Rue.

D'autres pays ont choisi le changement pacifiste au sein même du système, il s'agit particulièrement du Maroc, où la Monarchie a compris la gravité des enjeux et a choisi le partage des pouvoirs avec un gouvernement issu de la majorité sous l'impulsion d'une nouvelle Constitution jugée comme démocratique et plébiscitée par le peuple Marocain.

En général, la grande majorité des pays arabes ont été affectés par les manifestations, qui ont eu une étendue et des conséquences très variables d'un pays à l'autre.

563 Tahar BEN JELLOUN « *L'étincelle. Révolte dans les pays arabes* » Gallimard, Juin 2012.
564 Tahar BEN JELLOUN « *Par le feu*» Gallimard, Juin 2012.

D'autres peuples (non arabes) ont également suivi ce mouvement et des manifestations ont eu lieu presque partout dans le monde[565], notamment aux États Unis, en Iran, en Turquie et au Brésil. Toutefois, ces manifestations ont eu lieu face à la montée de la crise et pour contester le système libéral et la domination des grandes firmes internationales dans le contexte de la mondialisation[566].

Au moment où les peuples arabes revendiquaient la démocratie à la manière occidentale, des altermondialistes occidentaux revendiquaient un système plus juste et plus social et réclamaient la fin de la dominance des grandes sociétés sur les économies de leurs pays[567].

Pour comprendre ce décalage entre les deux rives méditerranéennes, il est nécessaire d'éclaircir les raisons qui en restent bien différentes. Ainsi, dans le monde Arabe, les principales causes de ces mouvements à forte dimension sociale sont la répression et la limitation des libertés individuelles et publiques, le chômage, la misère, le coût de la vie élevé ainsi que la grande aspiration à la démocratie et à la liberté[568].

565 Georges CORM, « *Quand la « rue arabe » sert de modèle au Nord* » Le Monde, le 12 février 2011.
566 « Occupy Wall Street' to Turn Manhattan into 'Tahrir Square' » IBTimes New York, le 17 septembre 2011.
567 Khalid ADNANE « *Occupy Wall Street - Un bilan partagé de la mondialisation*» Le Devoir, le 13 octobre 2011.
568 Gustave MASSIAH « *Les insurrections révolutionnaires : Cinq premières leçons* » Centre tricontinental, le 25 mai 2011.

Pendant des années la majorité des régimes en place dans ces pays ont semé et renforcé la corruption, l'injustice, la répression et le gaspillage de l'argent public sans pour autant s'inquiéter d'une éventuelle contestation populaire ou même de pressions étrangères[569].

Une sorte de complicité entre les régimes en place et l'Occident a été constatée, en contrepartie d'un échange d'intérêts entre les gouvernants occidentaux et les régimes arabes[570].

Pour faire face à ces injustices, une autre solidarité s'est développée entre la société civile dans le monde occidental et les mouvements d'opposition dans le monde arabe à travers Internet. Les échanges via le net ont couvert pratiquement tous les domaines, notamment les domaines politiques, syndicaux et associatifs[571].

De ce fait, l'émergence d'internet et des réseaux sociaux a eu un rôle majeur dans le développement de la conscience publique et a favorisé le changement dans le monde arabe.

Les peuples arabes observaient avec une sorte de jalousie positive le modèle démocratique occidental et aspiraient à un développement semblable dans leurs pays.

---

569 Emmanuel GARESSUS « *Les causes économiques et sociales du printemps arabe* » «La Tribune», le 14 février 2011.

570 « *Les dictatures arabes et la démocratie occidentale : Ou le mariage d'intérêt-Alliance Stratégique entre Démocratie et Dictatures*» Algérie Network, le 30 décembre 2010.

571 Alexandra HACHE « *Le mouvement altermondialiste, versus les technologies de l'information et de la communication : Usages, pratiques et valeurs de l'activisme contemporain* », Thèse pour le grade de Docteur en Économie sociale- Université Toulouse 2 Le Mirail- Ecole doctorale TESC (Temps, Espace, Société, Culture).

L'avènement du Printemps arabe a été également possible suite au rôle important de la Chaîne Qatarie Al Jazeera qui a mis en exergue les différents événements avec une sorte d'amplification et de dramatisation, invitant les peuples à changer les régimes dans la majorité des pays arabes, à l'exception du Qatar. Ceci laisse à s'interroger sur le rôle suspect de l'Émirat du Qatar et les buts cachés derrière ces évènements[572].

Il est certain que le rôle du Qatar dans le développement de ces événements est indiscutable, au vu de la position de ce pays vis-à-vis des autres régimes arabes voisins et au vu du rôle d'Al-Jazeera dans le renforcement des positions contestataires par le volet médiatique. Le rôle majeur joué par la diplomatie du Cheikh Hamad confirme ces éléments.

Le Printemps arabe avait pris lors de ses débuts des formes et des méthodes pacifistes par les contestataires[573]. Par ailleurs, suite aux répressions très violentes dans certains pays Arabes, ces mouvements contestataires se sont tournés en guérilla contre les régimes autoritaires. Les exhortations de certains médias arabes ont joué également un rôle dans ces événements[574].

Ceci n'empêche nullement que les principaux responsables, sont bien évidemment les dictatures concernées qui ont tenté de

572 David M. Faris « *La révolte en réseau : «le printemps arabe » et les médias sociaux* », Politique étrangère n° 1/2012.
573Voir le manuel de Gene Sharp.
574 Bichara KHADER « *Le « Printemps arabe » : un premier bilan*» CETRI, le 08 juillet 2012.

contrer ces moyens de communication (coupure ou brouillage des réseaux, attaque contre les journalistes), en vue de pouvoir préserver leurs systèmes, en dépit des mécontentements et des revendications populaires[575]. Il convient de rappeler qu'entre 2011 et 2012, les contestations avaient continué dans la quasi-totalité des pays arabes sauf au Qatar et aux Émirats Arabes Unis et au Sultanat d'Oman.

Les différents mouvements s'encourageaient les uns les autres et les contacts virtuels à travers certains réseaux sociaux, tels que ''Facebook'', Twitter, Youtube et autres, avaient permis une coordination qui n'était point possible auparavant[576].

Or, le Printemps Arabe a eu comme principal effet une redistribution des cartes dans le monde arabe, avec des séquelles géopolitiques importantes et des conséquences sociales et économiques sans précédents[577].

Compte tenu des divergences entre les différents systèmes méditerranéens les révolutions ont été marquées par des degrés différents en matière de violence et de répression matérialisés par différents moyens[578].

---

575 M.B. AYARI et V. GEISSER « *Renaissances arabes : 7 questions clés sur des révolutions en marche* » Paris, Les éditions de l'Atelier, 2011.
576 H. ABIDI « *Manifeste des arabes*» Encre d'Orient, Paris, 2011.
577 J. BAUCHARD « *Révoltes et révolutions arabes : contagion et transition* » Moyen-Orient, juillet2011.
578 B. STORA « *Le 89 arabe : réflexions sur les révolutions en cours* » Stock, Paris (2011).

Nous pouvons distinguer dans ce cadre cinq catégories de pays qui ont connu des mouvements contestataires de natures très différentes, il s'agit ainsi des :

1. Pays qui ont connu des révolutions qui ont abouti au changement du Régime sans guerre (Tunisie, Égypte) ;

2. Pays qui ont connu une guerre violente entre le régime et les révolutionnaires (Libye et Syrie) ;

3. Pays qui ont adopté des réformes politiques (Maroc-Jordanie) ;

4. Pays qui demeurent sous le même régime (Algérie) ;

5. Pays qui n'ont pas connu de mouvements de protestations signifiants (Liban, Palestine, Israël, Turquie).

1- Les pays ayant connu des révolutions qui ont abouti au changement du Régime

La Tunisie

La Révolution tunisienne est la première dans le feuilleton du Printemps arabe, il s'agit d'une série de manifestations populaires vite tournées en révolution populaire.

Les manifestations insurrectionnelles en Tunisie ont commencé en décembre 2010, suite à une action désespérée d'un jeune tunisien Mohamed BOUAZIZI, (marchand de légumes ambulant de vingt-six ans), qui s'est fait immoler par le feu le 17 décembre 2010 en face du siège du gouvernorat local de la ville de Sidi Bouzid[579].

Ce jeune homme qui est devenu par la suite le symbole du Printemps arabe, avait agi avec un grand désespoir face à l'humiliation infligée par une policière qui l'a giflé en Public. Certainement, il ne pensait pas que son acte allait conduire à un changement historique dans l'ensemble du Monde arabe[580].

Le suicide de BOUAZIZI a entraîné une vague de colère chez les habitants de la ville de Sidi Bouzid, qui demeure une pauvre ville connaissant un taux de chômage très élevé.

L'irritation s'est propagée à Kasserine et dans tout son gouvernorat, ainsi qu'à d'autres villes, comme Jendouba, avant de toucher le Sud tunisien, pour enfin atteindre la capitale, Tunis.

Le président Zine El-Abidine BEN ALI, au pouvoir depuis 23 ans, a essayé d'arrêter les manifestations, en intervenant trois fois sur la chaîne publique Tunisienne. Lors de sa première intervention, le président a menacé ''les causeurs de troubles'' de terribles sanctions

579 J. DAKHLIA« *Tunisie : un pays sans bruit* » Actes Sud, Paris 2011.
580 Atia ATHMOUNI porte-parole du comité de soutien de Sidi Bouzid« *Le suicide de Mohamed Bouazizi a réveillé les consciences* »Le Parisien, le 16 janvier 2011.

et a accusé directement les médias étrangers d'être les provocateurs de ces événements[581].

Lors de ses deux ultimes discours télévisées, le Président Ben Ali a opté pour un ton plus calme et a lancé des promesses de changement à travers, notamment l'instauration de la démocratie, la concrétisation de la liberté d'expression et la garantie d'un libre accès à l'Internet, tout en promettant de ne plus se représenter aux élections présidentielles qui devaient avoir lieu en 2014.

Malgré cela, les manifestants réclamaient toujours son départ, ce qui l'a contraint à s'enfuir le 14 janvier 2011, vers l'Arabie saoudite après que la France, qui était son principal allié, lui a refusé l'asile[582].

Au bilan, la police et les milices du président Ben Ali auront fait plus de 230 morts en moins d'un mois et ce, suite à des répressions sévères contre des protestataires pacifiques[583].

Quelques jours après le départ de Ben Ali, les milices pro-régime ont semé la terreur dans le pays en tirant sur les manifestants, dans la perspective d'intimider la population et d'imposer le retour du Président déchu au pouvoir[584]. Ces essais nuisibles et désespérés

581 «*La révolution du Jasmin, de Sidi Bouzid à la fuite de Ben Ali* » Libération, le 15 janvier 2011.
582 « *La "révolution du jasmin" a fleuri dans tout le pays* » Courrier International, le 15 janvier 2011.
583 « *Chronologie : les 30 jours qui ont fait basculer la Tunisie* » Le Parisien, le 14 janvier 2011.
584 « *Tunisie : De la révolution aux élections* » Courrier international, le 20 octobre

n'ont pas empêché la constitution d'un gouvernement d'union nationale qui a été créé le 17 janvier 2011.

Simultanément, le culte de la personnalité de Ben Ali s'est soldé par le retrait des affiches géantes du président déchu dans les lieux publics et par une dénomination des lieux faisant référence à sa prise du pouvoir (le 7 novembre 1987)[585].

Au niveau judicaire, un mandat d'arrêt international a été lancé par la nouvelle justice tunisienne contre BEN ALI et sa conjointe Leïla TRABELSI. Cette dernière reste encore plus haïe que son époux, en raison de ses nombreux pillages des fonds du peuple et ses interventions illégales dans la vie publique tunisienne de l'avant révolution[586].

Dans le même sillage, l'ancien parti gouvernemental a été suspendu le 6 février 2011, en mettant fin à sa domination sur l'ensemble des appareils étatiques.

Au niveau social, des milliers de Tunisiens ont commencé à fuir leur pays le 12 février 2011, vers l'île de Lampedusa et vers l'Union européenne. Ceci a contraint l'Italie à déclencher l'état d'urgence humanitaire[587].

2011.

585 « *Tunisie : le gouvernement provisoire officiellement constitué* » Le Monde avec AFP et Reuters, le 17 janvier 2011.

586 « *La Tunisie lance un mandat d'arrêt contre les Ben Ali* » Le Figaro, le 26 janvier 2011.

587« *Un millier d'immigrants tunisiens arrivés illégalement en Italie* » L'EXPRESS, le

Durant la période transitoire, la rue tunisienne a connu des manifestations violentes, qui ont contraint le Premier ministre tunisien, Mohamed GHANNOUCHI à présenter sa démission le 27 février 2011[588] avant qu'il ne soit remplacé par l'ancien Ministre de Bourguiba, Béji Caïd ESSEBSI[589].

Dans ce cadre, le président intérimaire Fouad MEBAZAA a annoncé le 3 mars 2011, la tenue de l'élection d'une Assemblée constituante le 24 juillet 2011. Ce délai n'a pas été tenu et après une série de rivalités politiques principalement entre les Islamistes et les Laïcs, la Tunisie a tenu pour la première fois des élections qualifiées de libres et démocratiques le 23 octobre 2011. Les résultats officiels de ces élections ont été annoncés le 27 octobre 2011.

Les islamistes d'Ennahda ont été les grands conquérants de ces élections, qui ont été les premières depuis la «révolution du Jasmin». Ce parti a obtenu environ 90 sièges sur 217, en devançant le Congrès pour la République et Ettakatol[590].

La victoire d'Ennahda a dépassé les espérances de ses dirigeants. Avec 41,7% des sièges, le parti islamiste a été classé en tête dans l'ensemble des 33 circonscriptions du pays[591].

---

13 février 2011.
588 « *Le Premier ministre tunisien Mohamed Ghannouchi a démissionné* » Jeune Afrique, le 27 février 2011.
589« *Tunisie : un nouveau premier ministre nommé* » LeFigaro, le 27 février 2011.
590 Hachmi HAMDI « *En Tunisie, Ennahda est officiellement vainqueur des élections* »RFI, le 31 octobre 2011.
591« *Retour sur la soirée électorale en Tunisie*» Le Monde, le 23 octobre 2011.

Ce parti a obtenu globalement 90 sièges sur 217. Afin de gouverner, il n'a pas eu besoin de plusieurs alliés. Il s'est contenté d'un seul parti, qui est le Congrès pour la République de Moncef MARZOUKI (Centre gauche) qui était perceptible au dialogue avec le Parti Islamiste[592].

Le Parti de Moncef MARZOUKI, l'opposant farouche et historique de Ben Ali avait fini second après ces élections avec environ 30 sièges ce qui représente 13% des sièges. Derrière ce parti, Ettakatol du social-démocrate Mustapha BEN JAAFAR a obtenu au total 21 sièges.

Le Parti démocratique progressiste (PDP) (Parti centriste), longtemps présenté comme la deuxième force politique du pays, a reculé et s'est contenté de la cinquième place. Le Pôle démocratique moderniste (PDM) (Gauche laïque) a décroché seulement cinq sièges[593].

Suite à ces résultats, un arrangement a été trouvé entre le Parti d'Annahda et le Congrès pour la République de Moncef MARZOUKI, ce dernier a été désigné le 12 décembre 2011, par l'Assemblée nationale constituante, au poste de Président de la République Tunisienne[594].

592« *En Tunisie, Ennahda est officiellement vainqueur des élections* » RFI, le 28 octobre 2011.
593 « *Tunisie : Ennahda grand vainqueur de la « révolution du jasmin* »MFI, le 01 novembre 2011.
594 Thierry PORTES « *En Tunisie, un front laïc face aux islamistes* » LeFigaro, le 18 juin 2012.

Suite à son élection, les tensions se sont aggravées entre les Islamistes et les laïcs et plusieurs rivalités politiques ont commencé entre les deux courants[595].

A notre point de vue, il semblerait que le problème principal en Tunisie de l'après révolution, réside dans le manque d'expérience politique et de gestion des affaires étatiques.

Les deux principaux clans idéologiques du pays, les islamistes et les laïcs pensent visiblement qu'une nécessité de dominer la scène politique urgemment s'impose, afin d'éviter une retombée dans la dictature de l'autre clan.

La solution tangible réside dans une prise de conscience que le respect des règles démocratiques serait le tremplin vers la construction d'un État de Droit et de Libertés.

Cette conscience pourra régler les plus grands problèmes et arrêtera sans doute les différents conflits qui opposent les partis politiques Tunisiens.

Le cas de la Tunisie reste singulier dans le contexte du Printemps arabe, d'autres pays ont connu des chemins différents. Toutefois, la majorité de ces pays ont essayé de suivre les pas de la révolution Tunisienne avant qu'elles ne prennent d'autres dimensions imposées par le contexte local et le contexte géopolitique global.

595 Mohamed AL-DESSOUQI ROCHDI« *Trente ans de dictature ébranlés en deux jours* » Al-Youm Al-Sabee, le 03 février 2011.

L'Égypte

Durant l'ère politique du régime de Mohamed Hosni MOUBARAK, l'Égypte a connu, une sorte de dictature discrète, non contestée par l'Occident, grâce aux positions pacifistes et amicales de ce régime avec Israël et avec le monde occidental en général[596]. Visiblement, il y a eu un silence occidental qui a rassuré le Président Moubarak et lui a permis de faire de l'Égypte une petite caisse d'enrichissement sans cause, au détriment des intérêts des citoyens Égyptiens.

Ainsi, le régime de Moubarak a appauvri les citoyens les plus pauvres et a rendu les taux de pauvreté indiscutablement très élevés, en face d'une classe bourgeoise qui détient la grande partie des richesses en Égypte[597]. Cette situation a causé une fracture sociale énorme aggravée par l'état d'exception permanent imposé par le régime depuis plusieurs années[598].

Devant cette réalité, le mécontentement général s'est transformé en manifestations contre le pouvoir, regroupées très vite dans un mouvement appelé « Kifaia » qui signifie « ça suffit », ce mouvement qui rassemblait les opposants politiques des toutes tendances, notamment les islamistes, les socialistes et les laïcs, n'a

596 « *Egypte, dictature démocratique ?* » Le Vif Dossiers, les révolutions arabes, le 25 mars 2011.
597 Delphine PAGES-EL KAROUI et Leila VIGNAL «*Les racines de la révolution du 25 janvier en Égypte* » Le vif, 2011.
598 J.P FILIU « *La révolution arabe, Dix leçons sur le soulèvement démocratique* » Fayard, Paris, 2011.

pas eu d'effet tangible, vu son caractère fortement politisé et idéologique[599].

Malgré cela, les contestations contre le pouvoir ont continué et après le déclenchement de la révolution tunisienne de 2010-2011, les protestations se sont développées et l'opposition s'est organisée dans un seul but qui consiste dans la chute du régime[600].

Entre temps, l'assassinat par la police d'un jeune Égyptien appelé Khaled SAÏD[601], a causé un mécontentement général chez des jeunes Égyptiens qui se sont organisés virtuellement sur Facebook et ont demandé le jugement des responsables de ce crime[602].

Les membres de ce Groupe se sont vite transformés en opposants politiques, revendiquant la démocratie, le respect des droits de l'Homme et la Liberté.

---

599 Éric VERDEIL «*Villes arabes en révolution : quelques observations* » Métro Politiques, le 7 février 2011.

600 « *Le plus influent prédicateur du monde arabe appelle au départ de Moubarak* » Le Point, le 29 janvier 2011.

601 Khaled Mohamed SAÏD, né le 27 janvier 1982 et mort sous les coups de la police le 6 juin 2010 à Alexandrie, est un jeune Égyptien dont la mort est devenue un symbole des victimes de la dictature policière égyptienne, ce qui a contribué au déclenchement de la révolution égyptienne de 2011.Sa mort, dont les causes sont encore officiellement discutées, survient après son arrestation par la police. Peu après, les photos de son visage défiguré sont diffusées sur les réseaux sociaux d'Internet, laissant penser ou prouvant qu'il a été battu à mort par la police égyptienne. Un groupe Facebook est créé par un informaticien de Google, Wael GHONIM, Nous sommes tous des Khaled SAÏD, attire l'attention sur les circonstances de sa mort et contribue à accroître le sentiment de mécontentement dans les mois et les semaines qui conduisent à la révolution

602« *Khaled SAÏD, icône de la révolte égyptienne sur le Web* » L'EXPRESS, le 30 janvier 2011.

Dans le même contexte et à l'instar du modèle tunisien de nombreux cas d'immolations ont été enregistrés[603]et suite à ces événements des jeunes ont appelé à participer à des manifestations massives le 25 janvier 2011.

Les manifestants ont commencé au fur et à mesure à se rassembler, avant qu'ils ne soient rejoints par des dizaines de milliers de protestataires, qui se sont réunis dans plusieurs villes du pays, notamment au Caire, à Suez et à Alexandrie.

Dans les jours suivants, les manifestations ont commencé à prendre de l'ampleur et les manifestants ont choisi la place symbolique « Atahrir » (la libération) pour se réunir quotidiennement sous la couverture des médias internationaux[604].

Le régime égyptien qui minimisait au début l'ampleur de ces revendications a vite senti la gravité de la situation et a ordonné à la police de tirer sur les jeunes contestataires.

De ce fait, des affrontements ont eu lieu entre la police et les manifestants le 27 janvier 2011, au Caire et le siège du Parti national démocratique a été pris d'assaut puis incendié par les contestataires[605]. Suite à ces affrontements, des dizaines de jeunes ont été assassinés par la police, ce qui a augmenté la colère générale chez la majorité des Égyptiens.

603 « *Des immolations par le feu en Égypte* » AFP, le 17 janvier 2011.
604« Place de la Libération » (parfois traduit par place de l'Indépendance) est une des principales places publiques du Caire, en Égypte.
605« *Les événements de la journée du 28 janvier* » Jeune Afrique, le 28 janvier 2011.

Le mouvement contestataire a été cruellement écrasé par les forces de l'ordre ; les outils de communications comme Internet et le téléphone ont été suspendus et un couvre-feu a été établi. Le régime en place espérait que la répression allait intimider les manifestants, alors qu'en réalité la même répression a causé un appui national et international aux revendications des opposants.

L'altercation s'est vue augmentée et la place Tahrir a été consacrée aux protestataires continuellement. Ainsi, environ deux millions de personnes avaient manifesté à cette place et huit millions sont sortis dans l'ensemble du territoire du pays le 1er février 2011. Il semblerait que le président Hosni MOUBARAK avait commencé à admettre que la crise semble véritablement menaçante à son existence au pouvoir. De ce fait, il a promis d'avancer des réformes et de ne plus se représenter aux élections présidentielles qui étaient prévues en septembre 2011, tout en promettant une réforme de la constitution qui permettrait un plus grand pluralisme[606].

Il est à souligner que le Raïs Égyptien envisageait auparavant de se représenter aux élections ou éventuellement présenter son fils Gamal MOUBARAK à l'instar de ce qui a été fait en Syrie où Hafez El ASSAD a été succédé par son fils Bachar à la tête de l'Etat.

Les promesses de Moubarak n'ont pas suffi et les protestations se sont poursuivies, tout en réclamant le départ du Président, la chute du régime et la mise en place de réformes démocratiques profondes.

606« *Moubarak ne briguera pas de nouveau mandat* » Le Figaro, le 01 février 2011.

Après l'ascension de la tension générale, la direction du Parti National Démocratique au pouvoir, dont Gamal MOUBARAK, le fils du président, a démissionné, le 5 février 2011, avec l'espoir d'arrêter la vague de protestation et calmer la situation[607].

Le Mouvement de contestation a été rejoint par les Frères musulmans, considérés comme la principale force d'opposition. Ce mouvement s'est allié provisoirement avec l'opposition laïque et libérale, avec un seul objectif, qui est la chute du régime[608].

Des négociations ont commencé ainsi entre les différentes fractions de l'opposition et le vice-président de l'État et ont été couronnées par la conclusion d'un accord en vue de constituer un comité pour agencer des réformes constitutionnelles globales[609].

De même, le Président Hosni MOUBARAK a déclaré le 10 février 2011, qu'il procéderait au transfert à son vice-président Omar SOULEIMAN « des pouvoirs de président de façon constitutionnelle », sans pour autant quitter la présidence[610].

Cette déclaration n'a pas satisfait les protestataires qui revendiquaient le départ du Raïs lui-même. La déception au moment du discours présidentiel a été énorme et les manifestants ont

607 Delphine PAGES-EL KAROUI et Leila VIGNAL « *Les racines de la « révolution du 25 janvier* » en Égypte : une réflexion géographique » le vif 2011.
608 Christopher ANZALONE « *Les Frères musulmans et la révolution égyptienne : réalité contre fiction* » Informed Comment, le 17 février 2011.
609Fatiha KAHOUES « *Les Frères musulmans et les chrétiens dans la révolution égyptienne* » Confluences Méditerranée- 2011/4 (N° 79), L'Harmattan.
610 « *En Egypte, Moubarak reste au pouvoir, la révolution continue* » AFP, le 10 février 2012.

commencé à lever leurs chaussures en direction du Raïs sur les grands écrans placés à la place Tahrir[611].

Les opposants ont ainsi contesté une trahison et ont été regagnés dans la nuit par des centaines de nouveaux manifestants. Certains parmi eux ont même commencé une marche vers le Palais présidentiel[612].

La détermination des protestataires ne s'est pas vue relâchée et les groupements d'opposition avaient lancé un nouvel appel à manifester le 11 février 2011, pour une journée dénommée «journée de l'adieu ».

Cette initiative a donné son résultat escompté, car ce jour même, Hosni Moubarak et sa famille ont quitté sous la pression la capitale pour rejoindre la ville de Charm el-Cheikh, en choisissant ainsi de rester en Égypte au lieu de quitter le pays[613].

Le départ des Moubarak a été confirmé par le Vice-président Omar SOULEIMAN, qui a annoncé de ce fait, la démission du président et le transfert au Conseil suprême des forces armées, dirigé

611 Al-Ahram HEBDO « *Chronique des 100 jours* », Al-Ahram Hebdo, numéro 873, du 1er au 7 juin 2011.
612 Giedre SABASEVICIUTE, « *Le peuple contre le régime. La construction de l'idée de rupture dans "la révolution du 25 janvier* » Centre d'études et de documentations économiques, juridiques et sociales, publié le 18 août 2011.
613 Emna GANA-OUESLATI, Jean-Yves MOISSERON « *La crise ou la fin du mythe de l'émergence en Égypte*», Maghreb-Machrek no 206, hiver 2010-2011.

par le Général Mohamed Hussein TANTAWI, la gestion provisoire des Affaires du pays[614].

Avec cette annonce, les opposants Égyptiens se sont félicités de la réussite de la révolution et de la démission du président Mohammed Hosni Moubarak, qui est resté au pouvoir depuis environ 31 ans[615].

De ce fait, l'armée devait logiquement jouer le rôle du garant de la souveraineté du Pays en assurant l'intérim dans le but de mettre progressivement en place la transition[616]. Ainsi, elle a annoncé le 13 février 2011, la dissolution du Parlement, la suspension de la Constitution et a affirmé qu'elle assurera l'intérim jusqu'à l'organisation des élections prévues pour le 19 mars 2011[617].

D'autre part, les autorités égyptiennes ont interdit à Hosni MOUBARAK et à sa famille de quitter le pays et ont bloqué leurs comptes bancaires et leurs avoirs financiers[618].

Le Premier Ministre, Ahmad CHAFIC, désigné auparavant par Moubarak, a présenté sa démission le 3 mars 2011 et a été remplacé par Essam CHARAF, qui était également un ancien Ministre[619].

---

614 Thierry PECH, « *Monde arabe : les ressorts de la révolte* », Alternatives économiques, no 300.
615 « *Empowering Egypt's Workers Revolution* » Arab Reform, le 25avril2011.
616 Rémy OURDAN, « *En Égypte, le pouvoir militaire est confronté à la contestation sociale* », Le Monde, 16 février 201
617 « *Egypt imposes travel ban on Mubarak* » Al-Jazeera, le 28 février 2011.
618 « *En Egypte, démission du Premier ministre Ahmad Chafic* » RFI, le 03 mars 2011.
619 « *Réforme de la constitution en Egypte : large victoire du ''oui''* » Le Parisien, le 20

Suite à la tenue du référendum du 19 mars 2011, les Égyptiens ont agréé une réforme globale de la Constitution, dans la perspective d'organiser des élections législatives libres, démocratiques et transparentes.

Après plusieurs mois, l'Institution militaire a commencé à dévoiler son attachement au pouvoir et a procédé au retardement des élections législatives et présidentielles.

En dépit du jugement de la famille Moubarak, les égyptiens ont commencé à sentir l'échec de la révolution et de nouveau la place Tahrir a été reprise par les manifestants[620].

Devant cette situation, des élections législatives ont été tenues pour former un nouveau parlement égyptien, remplaçant celui dissous le 13 février 2011 par le Conseil suprême des forces armées, après la chute du régime[621].

Les résultats officiels des élections législatives en Égypte ont été affichés le 21 janvier 2012, suites auxquelles, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) issu des Frères Musulmans avait obtenu 47% des sièges au Parlement et le parti fondamentaliste Salafiste Al-Nour est arrivé en deuxième position, avec environ 24% des sièges[622].

---

mars 2011.
620« *La triste histoire de la place Tahrir* » Le Monde, le 19 juin 2012.
621« *Egypte, les événements au jour le jour* » Chronologie – Arte, le 4 août 2011.
622« *Les islamistes remportent les législatives en Égypte* » - Le Figaro, le 21 janvier 2012.

Ces élections qui se sont déroulées en plusieurs phases depuis le 28 novembre 2011, peuvent être qualifiées comme les plus démocratiques depuis l'établissement de la République en 1952.

Après cette nette victoire des Islamistes, le Parlement égyptien a été «formellement dissous», le 14 juin 2012, par le chef du Conseil suprême des forces armées de l'Égypte (CSFA)[623]. Cette décision, qui intervient conformément à celle prise par la Haute Cour constitutionnelle, survient au beau milieu des élections présidentielles, qui ont lieu les 16-17 juin 2012 dans le pays.

Le maréchal Hussein TANTAOUI, a adressé une lettre par laquelle il justifie la dissolution du Parlement et l'interdiction de l'accès du bâtiment aux anciens députés.

Ce dernier s'est basé sur une décision de la cour qui avait affirmé que la loi régissant les dernières élections législatives, qui ont été sanctionnées par une colossale victoire des islamistes, était invalide pour le tiers des sièges attribué au scrutin uninominal. Les autres sièges ayant été attribués à la proportionnelle suivant un scrutin de listes[624].

623« *Egypte : l'armée dissout le parlement* » AFP, le 14 juin 2012.
624« *Egypte: la justice maintient la candidature de Chafiq à la présidentielle* » AFP, le 14 juin 2012.

Les Frères musulmans, qui ont averti que l'Égypte allait vers des «journées très difficiles», avaient déclaré que le parlement ne peut être dissous que par le biais d'un référendum populaire[625].

Selon le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ), cette décision de dissoudre le Parlement «représente un coup d'État contre le processus démocratique dans son ensemble».

Le PLJ avait estimé également que la dissolution du parlement confirme la volonté du Conseil suprême des Forces armées CSFA de «s'emparer de tous les pouvoirs contre la volonté du peuple»[626].

Dans le même contexte, les Égyptiens ont été appelés à voter les 16-17 juin 2012, au second tour de l'élection présidentielle qui avait opposé Ahmed CHAFIK, ancien commandant en chef de l'armée de l'air et dernier Premier Ministre d'Hosni Moubarak, au candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi.

Plusieurs voix ont contesté l'impartialité de l'armée qui selon eux allait appuyer le candidat de l'ancien régime Ahmed CHAFIK, néanmoins les résultats annoncés le 24 juin 2012, ont donné victoire au candidat des frères Musulmans Mohamed MORSI, qui a été choisi comme Président de la République avec 51% des voix contre 48% pour son adversaire Ahmed CHAFIK[627].

625« *Egypte : Le CSFA ordonne la dissolution du parlement* » Le Monde, le 15 juin 2012.
626« *Coup d'Etat» en Egypte*» Les Débats, le 15 juin 2012.
627 « *Rapport d'information du SENAT N° 688* » Enregistré à la Présidence du Sénat le

Certainement, l'armée avait une lourde tâche, puisque les partisans du Candidat Mohamed MORSI avaient occupé de nouveau la Place Attahrir pour faire pression sur le Conseil Militaire, afin de ne pas falsifier les résultats du scrutin[628].

S'agissant de l'ancien Raïs Hosni MOUBARAK âgé de 84 ans, il a été condamné le 2 juin 2012 à la prison à perpétuité pour son rôle dans la répression des manifestants de la "révolution du Nil", plus particulièrement pour le meurtre de près de 850 manifestants pendant la révolte de 2011 ayant abouti à sa chute. Moubarak, avait plaidé non-coupable, et a décidé de faire appel de cette condamnation[629].

Le président du tribunal, Ahmed RIFAAT, a eu des mots très durs contre l'ancien homme le plus puissant du pays, qualifiant le règne de Moubarak de "trente ans d'une noire obscurité et d'un hiver amer", en ajoutant que le soulèvement avait apporté "une nouvelle aube à l'Égypte".

Pour sa part, l'Ex-Ministre de l'Intérieur, Habid EL-ADLI a été condamné à la prison à vie pour les mêmes faits, pourtant, tous ses adjoints, également impliqués dans le procès, ont été disculpés[630].

Les accusations de corruption contre les deux fils de l'ancien président égyptien, Alaa et Gamal, n'ont pas été justifiées.

---

20 juillet 2012.

628« *Face-à-face tendu au Caire entre l'armée et les islamistes* » Le Figaro, le 22 juin 2012.

629« *Hosni Moubarak condamné à une peine de prison à vie*» Reuters, le 02 juin 2012.

630 « *Condamnation de Moubarak : un verdict controversé* » World News, le 04juin2012.

Néanmoins, les accusés n'ont pas été remis en liberté car d'autres procès ont été actionnés contre eux.

Dans divers arrondissements du Caire, d'Alexandrie, de Suez et d'autres villes égyptiennes des manifestations de masse ont eu lieu. Leurs participants jubilaient et exigeaient la peine de mort par pendaison pour Hosni Moubarak et son clan[631].

L'Égypte semble connaître ainsi une révolution continue et non achevée où les événements se succèdent et la tension monte entre les partisans de l'ancien régime et les meneurs de la révolution du Nil.

2- Les Pays ayant connu une guerre violente entre le pouvoir et les révolutionnaires

La Libye

Suite à la fin du régime du Président Ben Ali en Tunisie et après le déclenchement de la révolution en Égypte, Mouamar KADHAFI a très vite compris, qu'il est menacé dans son pouvoir qu'il pensait éternel[632].

Pour cela, il a adressé un discours au peuple Tunisien, contestant la révolution et incitant les peuples arabes à comprendre la gravité des enjeux et les menaces extérieures qui menacent leur pays.

631« *Egypte : l'ex-président Hosni Moubarak condamné à la prison à vie* » Le Monde.fr avec AFP, AP et Reuters, le 02 juin 2012.
632« *TUNISIE, ÉGYPTE, LIBYE, ETC- Le choix des pays arabes : la révolution ou la guerre* »Multimania.fr.

Ce discours n'a pas eu d'échos au sein de la Tunisie et au sein même de la Libye où des jeunes Libyens ont décidé de sortir dans les rues à l'instar des Tunisiens et des Égyptiens pour contester la dictature du régime de Kadhafi[633].

Dans ce contexte, la contestation a commencé le 13 janvier 2011 en Libye. Ce qui a amené le régime de Mouammar KADHAFI à prendre des mesures préventives tels que l'interdiction des rassemblements, l'annulation des rencontres sportives, la baisse du prix des aliments de base et d'autres mesures d'ordre sociale, afin d'avorter tout risque de révolution[634].

Malgré ces mesures préventives, une manifestation a eu lieu à Benghazi le 15 février 2011 et a été marquée par des affrontements avec la police, qui ont eu recours aux moyens de répressions très violents causant ainsi 38 blessés[635].

A l'instar des autres révolutions arabes, les opposants Libyens ont utilisé Internet pour faire appel à une journée de la colère pour le 17 février 2011.

Il en est de même pour la chaîne Qatarie Al Jazeera qui a constitué en quelque sorte le bras médiatique des rebelles, en généralisant l'information et en annonçant que les forces armées

633« *Le discours de Ben Ali n'a pas convaincu les Tunisiens* » France 24, le 11 janvier 2011.
634« *Libya's Tribal Revolt May Mean Last Nail in Coffin for Qaddafi*» BusinessWeek, le 25février2011.
635 Delphine Pagès-EL KAROUI et Leila VIGNAL, « *Les racines de la « révolution du 25 janvier » en Égypte : une réflexion géographique* », Echo Géo, le 27 octobre 2011.

libyennes avaient ouvert le feu sur un enterrement des victimes du 15 février 2011 et avaient tuer au moins quinze personnes[636].

Les premiers bilans des affrontements ont annoncé 84 morts entre les 16 et 18 février 2011 et 300 morts[637] et 1000 blessés selon le bilan du 20 février 2011[638] de Libyan Human Rights Solidarity.

Kadhafi n'était pas le seul face aux opposants, son fils Saïf Al-Islam KADHAFI a fait un discours le 20 février, pour menacer les Libyens de la probabilité d'entrer dans «une guerre civile» qui ferait couler des « rivières de sang».

Le fils de Kadhafi qui n'avait aucune qualité politique a ajouté « nous ne lâcherons pas la Libye et nous combattrons jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière femme et jusqu'à la dernière balle», en contrepartie il a promis des « réformes » telles que la modification du drapeau Libyen[639] .

D'autre part, la grande partie Est du Pays a commencé à tomber entre les mains des révolutionnaires à commencer par Benghazi (deuxième ville la plus peuplée du pays)[640].

636 Marwane BEN YAHMED « *Printemps arabe : les médias font leur révolution* » Jeune Afrique, le 03 novembre 2011.
637 Rapport de Human Rights Watch.
638 Rapport de Libyan Human Rights Solidarity.
639 Priscille LAFITTE « *Seïf al-Islam Kadhafi, le réformateur devenu guerrier* » France 24, le 21 mars 2012.
640« *La révolution libyenne* » AFP, le 01 mars 2011.

Plusieurs dirigeants et anciens dirigeants politiques accompagnés par des diplomates et des membres des forces de l'ordre ont contesté le discours de Saïf Al-Islam et ont commencé à rejoindre le mouvement révolutionnaire[641].

Le Discours de Saïf Al-Islam était ainsi un grand échec médiatique du régime qui au lieu de gagner des sympathisants a poussé plusieurs hauts cadres à rejoindre le clan adverse, ce qui a encouragé l'apparition du mouvement révolutionnaire dans d'autres villes Libyennes.

L'Est du pays a fini par tomber complètement entre les mains des révolutionnaires, grâce, notamment à des défections des policiers et militaires qui ont soutenu la révolution et ont décidé de rejoindre les manifestants en dépit des menaces et des avantages promis par le régime[642].

À partir du discours de Saïf Al-Islam du 20 février, la répression des manifestations a pris un tour singulièrement grave, car le régime Libyen a fait appel à des mercenaires étrangers, notamment recrutés de la part du Polisario, faisant ainsi des milliers de morts[643].

Cette violente répression a donné des effets opposés à ce qu'espérait Kadhafi et sa famille, vu qu'elle a poussé de hauts responsables du régime à rejoindre l'opposition.

641« *Révolution libyenne : gagnants et perdants* » Chronique Internationale- France Inter, le 23 aout 2011.
642 « *Chronologie de la révolte libyenne* » Le Nouvel Observateur, le 03 mars 2011.
643 « *Chronologie de la révolution libyenne de 2011* » AFP, le 28 juin 2011.

Malgré cet échec apparent, Kadhafi a décidé de continuer dans la même stratégie et poursuivre sa guerre contre les opposants en poursuivant la répression malgré les défections successives au sein des forces de sécurité, tout en multipliant les offres d'argent pour convaincre des Militaires Libyens et des mercenaires étrangers à combattre pour sa cause perdue[644].

Dans ce cadre, il a prononcé un discours télévisé le 22 février 2011 dans lequel il a menacé les opposants de « nettoyer la Libye maison par maison », « rue par rue ». En rappelant qu'il est le « chef de la révolution jusqu'à la fin des temps » et en appelant ses partisans à descendre dans la rue pour le soutenir[645].

Ce discours qui est entré dans l'histoire politique de la Libye a été d'une grande signification que le leader Libyen annonçait inconsciemment le début de la fin de son régime.

Ces menaces d'exterminer la population de Benghazi et l'ensemble des opposants à son régime ont accéléré les négociations internationales en vue d'une éventuelle intervention militaire en Libye, en ayant recours au droit d'ingérence humanitaire.

Kadhafi s'est adressé encore une fois à la foule sur la place Verte de Tripoli, le 25 février 2011, en essayant de lier les

644 Giampaolo CADALANU « *Kadhafi joue les prolongations avec ses mercenaires* » La Repubblica, le 23/02/2011
645 « *Kadhafi : Nous n'avons pas encore utilisé la force* » Libération, le 22 février 2011.

manifestations au mouvement d'Al-Qaïda qui, selon lui, demeure à l'origine de ces événements[646].

Kadhafi qui a compris que son dernier discours a récolté le mécontentement des Libyens et de la Communauté internationale a essayé de mettre en demeure l'Occident et les libyens contre le risque d'Al Qaeda en particulier et des mouvements Islamistes en général.

Il a promis, en outre, que chaque famille libyenne recevra 500 dinars (300 euros) et que certains fonctionnaires seront augmentés de 150 %, toutes ces mesures visaient visiblement à gagner la sympathie perdue du peuple[647].

Dans le même chamboulement d'évènements, un Conseil national de transition a été constitué le 27 février 2011, à Benghazi, regroupant deux instances provisoires à savoir, le Conseil national libyen et le gouvernement provisoire de l'ancien Ministre de la Justice Moustafa Mohamed ABDOU AL-DJELEIL[648].

Le Conseil National de Transition (CNT) a représenté de facto les villes tombées aux mains des insurgés et s'est confié la tâche de symboliser politiquement la Révolution Libyenne et les villes rebelles.

646 « *L'appel de Kadhafi aux Libyens* » L'EXPRESS, le 25 février 2011.
647 « *Tripoli toujours aux mains de Kadhafi* » Libération, le 28 février 2011.
648 « *Le texte de la résolution sur la Libye* » Le Monde, le 18 mars 2011.

Cette même révolution qui a commencé à s'étendre petit à petit à l'ouest jusqu'à Zaouia au centre, à Brega et à l'ouest de Ras Lanouf, en arrivant à la Capitale Tripoli fief du régime de Kadhafi.

Après quelques semaines de combats dans différentes villes Libyennes et après la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU imposant une zone d'exclusion aérienne en date du 18 mars 2011, Khadafi a proclamé un cessez-le-feu qu'il n'a pas respecté, car le matin du 19 mars ses troupes ont attaqué la ville de Benghazi.

Suite aux premiers feux de la coalition, l'armée libyenne a déclaré le 20 mars 2011, qu'elle procédera à l'application d'un cessez-le-feu qu'elle n'a pas honoré par la suite, ceci n'a pas empêché que la ville de Benghazi soit libérée de la menace des troupes de Khadhafi qui se sont repliées à Ajdabiya[649].

Derrière une période d'ambiguïté militaire, la situation a balancé dans la banlieue de Tripoli durant le mois d'Août, où plusieurs villes sont tombées les unes après les autres aux mains de la rébellion[650].

Les forces rebelles du CNT (soutenues par des bombardements renforcés de l'OTAN) ont lancé du 20-21 août 2011 une offensive majeure nommée «Sirène » contre la capitale Tripoli encerclée[651].

649 «*Libye : le régime annonce un nouveau cessez-le-feu*» RTBF Monde, le 20 mars 2011
650 «*La révolution libyenne*» Courrier International, le 1er mars 2011.
651 «*Les insurgés libyens au cœur de Tripoli*» Le Figaro, le 20 août 2011.

Faisant face à une faible résistance ces forces se sont assurées en de brefs délais du contrôle d'une grande partie de la capitale, diminuant le pouvoir de Kadhafi à une portion restreinte[652].

Les batailles se sont déroulées par la suite aux alentours des ultimes bastions de Kadhafi. Syrte, le dernier de ces bastions, est tombé le 20 octobre 2011, aux mains des forces du Conseil national de transition.

Mouammar KADHAFI a été tué brutalement le même jour du 20 octobre 2011, par des rebelles en colère qui n'ont pas laissé la chance à leur ancien Président d'être expédié devant la Justice[653].

Suite à l'assassinat de Kadhafi, le Président du CNT Moustapha Abdeljalil a proclamé, le 23 octobre 2011 à Benghazi, la « libération » de la Libye et l'adoption de la « Charia » comme source du droit, mettant manifestement fin à la guerre civile qui a duré depuis plusieurs mois[654].

Cependant la tenue d'élections a été retardée à un délai indéterminé, ce qui a fait entrer le pays dans une spirale de violence permanente entre les troupes armées et le nouveau pouvoir.

---

652 «*Protestations et révolutions dans le monde arabe en 2010-2011*» L'Encyclopédie Libre.
653 «*Ce que l'on sait des circonstances de la mort de Kadhafi*» Le Monde avec AFP et Reuters, le 20 octobre 2011.
654« *Libye : la législation du pays sera fondée sur la loi islamique* » Le Point, le 23 octobre 2011.

Plusieurs rebelles ont refusé de rendre les armes, ce qui a constitué un défi majeur face à la construction du nouvel Etat Libyen[655].

Huit mois après la fin du conflit armé qui a provoqué la chute puis la mort de Mouammar KADHAFI, 2,8 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour voter aux élections législatives tenues le 7 juin 2012.

Le taux de participation au scrutin a atteint 62%, selon la Commission électorale et les résultats annoncés les jours suivants ont confirmé une large victoire des Libéraux de l'Alliance des forces nationales (AFN). Ces derniers ont remporté une victoire écrasante à Janzour, dans la banlieue de Tripoli : 26 798 voix contre 2423 pour le Parti de la justice et de la construction (PJC), (issu des Frères musulmans), qui est arrivé en deuxième position.

Le résultat a été également sans appel à Zliten, près de Misrata, avec 19 273 voix pour l'AFN contre 5626 pour le PJC, après le décompte de 74% des voix[656]. Par ailleurs, dans la ville de Misrata, un des bastions rebelles assiégé pendant des mois à 200 km à l'est de Tripoli lors du conflit contre les forces de Mouammar Kadhafi en 2011, l'AFN s'est contenté de la 4ème place, loin derrière une petite formation locale, le PJC et le Front national libyen (FNL) de tendance islamiste.

655 Chris STEPHEN « *Une violence chasse l'autre* » The Guardian, le 08 juin 2012.
656 « *La commission électorale libyenne annonce les résultats des législatives* » RFI, le 18 juillet 2012.

Malgré les violences et les actes de sabotage de militants autonomistes dans l'Est, les premières élections libres ont été tenues et ce, après plusieurs décennies de dictature sous le régime de Mouammar KADHAFI[657].

Les électeurs étaient invités à élire les 200 membres du Congrès national général, qui a pris le relais du Conseil national de transition (CNT) en attente de l'adoption de la future Constitution. Suite à l'affichage de ces résultats, la Libye semble avoir résisté à la vague islamiste qui a marqué l'Égypte et la Tunisie dans le cadre du Printemps arabe, même si l' l'Alliance des forces nationales a, comme tous les partis dans cette société ultraconservatrice, fait aussi campagne sur le thème de l'Islam[658].

Cette coalition incorpore une soixantaine de partis ainsi que des personnalités indépendantes, sous l'administration de technocrates prônant un islam modéré et la libéralisation économique et l'ouverture à l'Occident.

Quelques mois après le passage démocratique en Libye, ce pays est resté malgré tout sous la menace des mouvements terroristes qui ont profité de la fragilité de l'État et de ses appareils sécuritaires, pour semer la terreur et servir des agendas occultes.

657 « *Élections législatives en Libye : les libéraux en tête* » lesahel.org.
658 « *Elections en Libye : les libéraux en tête* » L'EXPRESS, le 10 juillet 2012.

3- Les Pays ayant adopté des réformes politiques suite au déclenchement du Printemps arabe

Le Maroc

Le Maroc a vécu le Printemps arabe d'une manière qui peut être qualifiée « d'exemplaire par rapport aux autres pays de sa région »[659].

Ce pays est l'un des rares pays arabes qui ont été habitués aux manifestations pacifistes depuis d'ores et déjà plusieurs années[660].

Le système politique marocain est ainsi le plus souple et le plus adaptable avec les évènements et ce, grâce à l'expérience politique originale de ce pays et grâce au multipartisme existant depuis son indépendance[661].

Par ailleurs, le Roi Mohammed VI garde une grande popularité chez le peuple Marocain grâce à sa détermination à incarner les réformes, car depuis son accession au trône en 1999, il avait lancé une série de mesures visant la démocratisation de la monarchie[662]. Il avait également entrepris une évolution du statut des femmes[663] et a

659 Bichara KHADER « *Le Printemps arabe : un premier bilan* » CETRI.
660H. ABIDI « *Manifeste des arabes* », Encre d'Orient, Paris, 2011.
661 « *La révolution de Mohammed VI, ou comment un jeune Roi a réussi avec un "style propre" à changer la face du Maroc* » El Pais, le 07 juin 2010.
662 K. MOHSEN-FINAN « *La réforme de la Moudawwana » in « L'évolution du statut de la femme dans les pays du Maghreb* », Note de l'IFRI, programme Maghreb, juin 2008.
663 Florence JEAN « *Le statut de la femme marocaine dans la « réforme constitutionnelle globale* » Cmiesi.ma, le 25 novembre 2011.

levé les tabous sur les années de plomb[664]. Ces constats ne sont pas partagés par les Islamistes d'Al Adl Wa lIhssane, ni par l'extrême gauche ni par certains courants libéraux[665]. Les trois courants critiquent sévèrement le système en place et l'accusent de ne pas être impliqué sérieusement dans les réformes.

Dans ce cadre, les Islamistes d'Al Adl Wa lIhssane revendiquent un État Islamiste dirigé par un Khalife et refusent catégoriquement le système politique basé sur la monarchie constitutionnelle[666].

Une partie de la Gauche est divisée entre les Républicains de la Voie Démocratique qui revendiquent une République communiste et le Parti Socialiste Unifié qui demande une Monarchie parlementaire où le Roi règne mais ne gouverne pas.

Par ailleurs, certains libéraux demandent une démocratie libérale laïque où l'ensemble des libertés seront garanties à l'instar de l'Occident[667].

---

664 Les années de plomb est un terme utilisé au Maroc pour décrire une période de l'histoire contemporaine du Maroc, qui s'étend des années 1960 jusqu'aux années 1980, marquée par une violence et une répression contre les opposants politiques et les activistes gauchistes.

665 Chawqui LOTFI « *Le mouvement du 20 février un an après* » CETRI, Le 02 février 2012.

666« *Maroc : le Mouvement du 20 février appelle à manifester contre le projet de réforme constitutionnelle* »
Le Monde avec AFP, le 18 juin 2011.

667 Houcine AASSID « *Le débat entre islamistes et laïcs au Maroc* » Le Soir-échos, le 09 juillet 2012.

Ces trois courants, entièrement opposés ont vu l'intérêt de se rallier dans un seul clan qui a pris le nom du mouvement du 20 Février.

Au début, ce mouvement s'est déclaré comme indépendant et a pu gagner sa popularité chez certaines catégories de la population marocaine, vu les aspirations profondes à la démocratisation et les espoirs aspirant à des réformes sociales de grandes envergures.

Le mouvement du 20 février a été principalement motivé par les vagues contestataires secouant les autres pays arabes au début de l'année 2011, ce qui a contribué à son lancement sur les réseaux sociaux suite à plusieurs appels à manifester pour le changement et pour la mise en place de réformes démocratiques.

Ces appels qui ont été au début, peu suivis, ont été renouvelés d'une manière plus organisée, en choisissant la journée du dimanche le 20 février 2011 comme étant la « journée de la dignité »[668].

Selon les organisateurs de ces manifestations, il s'agit de « revendications politiques et non pas une demande de changement du régime monarchique » et il s'agit également d'un appel à plus de réformes constitutionnelles et non pas d'un appel pour le renversement du régime»[669].

668 « *L'impasse des reformes au Maroc* » CERI- CNRS, Mai 2011.
669 Béatrice HIBOU « *Le mouvement du 20 février, le makhzen et l'antipolitique* » sciencespo.fr, le 30 avril 2011.

Certains partis politiques marocains, comme le parti de la Justice et du développement, principal parti islamique de l'opposition, a décidé de ne pas participer à ces manifestations craignant des « débordements » et la tombée dans une situation incontrôlable. Ce parti a même lancé un appel dans ce sens, invitant les citoyens à ne pas sortir manifester le jour du 20 février 2011[670].

Malgré cet appel, plusieurs milliers de marocains sont sortis dans les rues, en signe de mécontentements relatifs à certains aspects politiques, économiques et sociaux. Comme prévu, plusieurs débordements ont été notés dans certaines villes du Royaume.

En réponse à ces manifestations, le Roi Mohammed VI a prononcé le 9 mars 2011 un discours pour annoncer la désignation d'une commission chargée de proposer une réforme de la Constitution qui sera soumise au référendum[671].

Après quelques mois de travail, le Roi du Maroc a annoncé le 17 juin 2011, les résultats de ces réformes, qui transforment grandement la constitution.

Ces réformes ont donné plus de pouvoirs au gouvernement élu et prévoyaient que le Roi nommera désormais le « Chef du Gouvernement », parmi le premier parti vainqueur des élections.

---

670 Mohammed BOUDARHAM & Tarik HARI & Fahd IRAQI « *Débat. Le PJD, le M20 et le Makhzen. Le triangle du pouvoir* » Tel quel, le 10 décembre 2011.
671Mounia BEN AÏSSA «*Le Roi Mohammed VI annonce une réforme constitutionnelle* » AFP, le 09 mars 2011.

Le Maroc a connu ainsi le plus grand changement politique de son histoire, tout en douceur, grâce à l'adoption de la nouvelle Constitution en Juillet 2011 et ce, malgré l'appel du mouvement du 20 février à boycotter le référendum sur cette Constitution jugée comme offerte par le Régime et non émanant de la volonté populaire.

Après la réussite du référendum, le mouvement du 20 Février a été affaibli, le rebondissement de grandes divergences politiques entre les fractions Islamistes et laïques ont apparu, ce qui a causé le retrait des Islamistes d'Al Adl Wa lIhssane et la fin pratique de ce mouvement[672].

Par ailleurs, des élections législatives ont été tenues le 25 novembre 2011 et ont donné victoire au parti de la Justice et du Développement[673]. Conformément à la nouvelle Constitution, le Chef de ce parti a été désigné comme Chef du Gouvernement[674].

Le choix des Ministres a confirmé le changement puisque certains Ministères appelés auparavant comme Ministères de la Souveraineté tels que l'Intérieur et les Affaires Étrangères ont été confiés à des Ministres relevant des partis participant à la coalition Gouvernementale, alors qu'auparavant les Ministres de la

672« *Al Adl Wal Ihsane arrête sa participation au Mouvement du 20 février* » Demain on line, le 19 décembre 2011.
673« *Maroc : le Parti de la Justice et du Développement remporte les élections législatives* » AJIB, le 27 novembre 2011.
674Jalil EL OUTMANI « *La nomination du Gouvernement BENKIRANE : Les 5 points à retenir* » le 10 janvier 2012

Souveraineté étaient généralement des technocrates désignés par le Palais[675].

En général, le Maroc semble avoir réussi sa transition démocratique sans tomber dans le piège de la violence[676]. Cependant, ce pays souffre encore du chômage et de certains problèmes sociaux qui doivent être réglés afin de ne pas chuter dans une situation qui ne serait plus favorable à la stabilité et à la paix sociale.

La Jordanie

La Jordanie est un pays arabe de petite superficie, ne disposant pas de ressources pétrolières, ni de moyens suffisants, ce qui affecte sa population jeune, relativement qualifiée et diplômée et qui reste touchée massivement par le chômage. Une partie de la classe dirigeante de ce pays est critiquée et accusée d'être corrompue et d'être responsable de l'accaparation des richesses du pays[677].

Face à ces constats et à l'instar des autres pays Arabes, des manifestations ont commencé le 14 janvier 2011 à Amman (Même jour du départ de Ben Ali).

675 « Liste *des ministres du nouveau gouvernement marocain* » LaVieEco, le 03 janvier 2012.
676 Bouazza BENACHIR « *Le Marocentre la transition démocratique et une nouvelle renaissance socioculturelle et politique* » Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique.
677 « *Jordanie : des manifestants contre la corruption* » Le Monde avec AFP, le 27 mai 2011.

Le Roi Abdallah II a essayé de neutraliser la situation en remplaçant le premier Ministre par Maarouf AL-BAKHIT[678] au mois de janvier 2011, qui a annoncé la formation de son nouveau gouvernement le 9 février 2011.

Malgré cela, les tribus bédouines, qui constituent le soutien traditionnel et incontournable de la monarchie, ont marqué dès le 5 février 2011, leur opposition, en dénonçant la corruption de l'épouse du monarque (d'origine palestinienne), ce qui a menacé directement le régime dans son existence[679].

Suite à quelques mois de confrontations politiques, des concessions ont été faites par le régime en vue de sauver la situation, sans pour autant prendre des engagements très directs, afin de faire face aux revendications populaires[680]. Ces concessions avaient un effet provisoire car entre l'année 2011 et l'année 2013, plusieurs événements ont fait penser que la pérennité de la monarchie jordanienne a été sérieusement menacée.

A la surprise générale, le gouvernement a annoncé en novembre 2012, des mesures concernant l'augmentation du prix du

678 Maarouf AL-BAKHIT est un homme politique jordanien. Premier ministre du 27 novembre 2005 au 25 novembre 2007, il est à nouveau nommé Premier ministre le 1er février 2011 en remplacement de Samir Rifaï, démissionnaire après des manifestations. Il est remplacé par Aoun Khassawneh le 24 octobre 2011.
679 Laurent ZENNICHI « *En Jordanie, la grogne gagne les tribus, le pilier de la monarchie hachémite* » le Monde, le 11 février 2011.
680 Pieter STOCKMANS et Majd KHALIFE « *Jordanie : Les pieds du trône vacillent* » mo.be/jordaanse-lente.

gaz et du fioul domestique, ce qui a provoqué un mouvement de contestation répandu dans l'ensemble du pays[681].

Les différentes crises politiques et économiques ont provoqué ainsi plusieurs remaniements ministériels et plus de cinq premiers ministres se sont succédés sans résultats significatifs sur la vie quotidienne des citoyens[682].

La nouvelle loi électorale votée en juillet 2012, a provoqué une puissante contestation et un profond mécontentement des citoyens qui revendiquaient une représentation politique plus juste et plus représentative.

Cette loi a mis fin à l'ensemble des espoirs démocratiques des jordaniens qui ne croient visiblement plus aux réformes proposées par le régime.

Comme les autres régimes de la région qui se présentaient comme inchangeables, nous pouvions légitimement penser que la série de protestations en Jordanie allait l'entraîner dans une trajectoire similaire aux autres pays arabes, ce qui ne s'est pas réellement produit[683].

Toutefois, l'histoire témoigne que les crises politiques en Jordanie ont plutôt été la règle que l'exception dans le pays et face à

681 Angélique FERAT « *Manifestations spontanées en Jordanie contre la hausse du prix des carburants* » RFI, le 14 novembre 2012.
682 « *Remaniement ministériel en Jordanie* » Le Point, 10 février 2011.
683 « *La Jordanie secouée par le "Printemps arabe"* » Le Monde, le 11 janvier 2013.

ces crises la monarchie a toujours pu trouver un moyen de survie. A présent, l'insatisfaction populaire a échoué à se développer comme les autres mouvements qui ont mis fin à certains régimes de la région. Néanmoins, ce ceci ne cache en rien que la Jordanie se trouve continuellement face à de très graves problèmes politiques et économiques permanents.

Ces problèmes sont plus ou moins identiques aux pays voisins qui ont vu leur population réagir plus violemment. Toutefois, les chances d'assister à un changement rapide du régime apparaissent très maigres.

Malgré ses sérieux problèmes politiques et économiques, la Jordanie n'est pas disposée à voir son régime changer et la bataille semble être gagnée provisoirement par la monarchie qui a réussi à calmer les opposants sans pour autant réaliser de grandes concessions.

4- Les Pays ayant pu avorter le Printemps arabe

L'Algérie

L'Algérie demeure parmi les rares pays arabes n'ayant pas été réellement bouleversés par le phénomène du Printemps arabe[684].

684 Tahar HANI « *Pourquoi les Algériens restent en marge du printemps arabe* » France 24, le 07 décembre 2011.

Au moment où une vague de révoltes sans précédent secouaient et bouleversaient le monde arabe à partir de l'année 2011, l'Algérie semblait être épargnée de cette vague et de ces révolutions qui demandaient le départ des dictatures.

Ceci n'empêche pas que les Algériens partagent les mêmes aspirations que leurs voisins en Égypte, en Tunisie et au Maroc, qui se sont soulevés pour réclamer plus de démocratie, la fin de la misère sociale et la fin de l'oligarchie politique[685].

Ce paradoxe peut être expliqué par deux raisons principales, d'abord la crainte d'une reproduction d'un scénario similaire à la décennie noire, marquée par des violences sanglantes entre le Régime Algérien et le Mouvement Islamiste du Front Islamique du Salut (FIS) et également par les effets de la forte répression policière qui a empêché les contestataires de développer leurs formes de protestation, afin d'aboutir à une demande de changement fondamental dans le système politique algérien[686].

Ceci n'exclut en rien l'existence de quelques mouvements de contestation dans le pays ayant commencé sous l'impulsion du Printemps arabe. Le principal parmi ces derniers a commencé le 28

685 Julien ALRIC / Luc Auberger « *Algérie, la jeunesse défie le pouvoir* » France 24, le 04 mars 2011.
686 « *Pourquoi l'Algérie ne connaît pas son Printemps arabe* » Slate Afrique, le 09 mai 2012.

décembre 2010, après que le coût de la farine et des aliments de base a explosé[687].

Les contestations contre la hausse des prix ont débuté ainsi à la ville d'Oran, le 3 janvier 2011 au quartier de Ras El Aïn et ont été suivies le 4 janvier 2011, par des manifestations qui ont raflé par la suite d'autres quartiers d'Oran et d'autres villes de l'Algérie, notamment Douaouda, Fouka et à Staouéli, qui ont connu des affrontements violents entre des jeunes protestataires et les forces de l'ordre[688].

Le refoulement par la police locale d'un groupe de vendeurs ambulants à Bab El Oued à Alger durant la nuit du 5 janvier 2011, a provoqué de nouveaux soulèvements dans le quartier des Trois-Horloges et dans d'autres quartiers populaires de la capitale[689].

Le courant islamiste a profité de ces événements et c'est dans ce sens qu'Ali BELHADJ, l'ex numéro deux du Front islamique du Salut (Parti islamiste interdit en Algérie) est allé apercevoir les manifestants à Bab El Oued, pour les encourager à continuer leur mouvement et les protestations, avant qu'il soit arrêté par la police. Plusieurs protestataires ont également été arrêtés et ont subi des interrogatoires profonds[690].

687 « *L'Algérie à contre-courant du printemps arabe* » Le Monde, le 12 mai 2012.
688« *Alger : émeutes dans le quartier de Bab El Oued* »Le Parisien, le 05 janvier 2011.
689 Salim MESBAH « *Émeutes : L'embrasement* » El Watan, le 07 janvier 2011.
690« *Les deux folles nuits d'Alger* » Le Soir d'Algérie, le 08 janvier 2011.

En signe de protestation contre cette situation, au moins onze personnes ont tenté de se suicider par le feu, quatre parmi eux sont décédés.

Les contestataires se sont regroupés au sein de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), qui rassemble des partis d'opposition, des représentants de la société civile et des syndicats non officiels, qui ont appelé à faire de la journée du 12 février une journée de la dignité pour demander des changements réels dans le système politique algérien[691].

L'Appel à cette marche pacifiste a été opposé le 7 février 2011, par la préfecture d'Alger qui a interdit toute marche contre le régime dans la capitale[692].

Malgré cette interdiction et en réponse à l'appel du CNCD, des milliers de manifestants se sont réunis de nouveau à Alger, le 12 février 2011, autour de la place du 1er-Mai, pour manifester contre le pouvoir algérien et pour demander des réformes voir même le départ du régime.

Le rassemblement, interdit par les autorités, s'est cantonné à la place, sous la surveillance d'un impressionnant dispositif policier qui a dispersé la foule et a chassé peu à peu les manifestants[693].

691 Djamel BELAYACHI, « *Nouvelle vague d'émeutes sur l'Algérie*» Afrik.com, le 07 janvier 2011.
692« *La préfecture d'Alger interdit une manifestation prévue samedi* »Le Monde, le 07février 2011.

Les organisateurs des manifestations avaient annoncé le nombre de 3000 participants, au moment où le ministère de l'Intérieur algérien a minimisé le nombre à 250 manifestants. En réalité, près de 30 000 policiers étaient déployés dans le centre de la capitale algérienne[694].

On pouvait entendre durant cette manifestation, les slogans demandant le départ du régime tels que "Algérie Libre" ou "Le régime dehors !", et "Système dégage", ce qui représente un niveau très avancé de la colère chez les manifestants qui ne se contentaient manifestement pas seulement de demandes de réformes ou de démocratisation[695].

On apercevait également parmi les manifestants le co-fondateur du Front islamique du salut (FIS), Ali BELHADJ, et le chef du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd SADI, ce qui signifie que le mouvement regroupait à la fois les courants islamistes et laïcs[696].

Selon la Ligue algérienne des droits de l'Homme, de nombreuses interpellations musclées ont eu lieu suite à ces manifestations. Plus de 300 manifestants ont été interpellés, y

693« *Algérie: un 5e mort dans les émeutes, au moins 800 blessés* » Le Parisien, le 12 janvier 2011.
694« *Une manifestation d'opposants dispersée à Alger* » Patawet, le 12 février 2011.
695 « *Une manifestation d'opposants dispersée à Alger* » Le Monde.fr avec AFP et Reuters, le 12 février 2011.
696« *La marche de l'opposition bloquée par la police à Alger*» DNA, le 12 février 2011.

compris des députés du RCD qui ont été arrêtés, dont Othmane MAAZOUZ, Mohsen BELABES, Aider AREZKI, Tahar BESBES.

Pour éviter l'impunité aux femmes, une unité de police féminine était présente sur place et a procédé à l'arrestation de plusieurs manifestantes, que les policiers hommes étaient réticents à interpeller pour des considérations culturelles et traditionnelles[697].

La situation tendue a pareillement donné lieu à des rassemblements peu organisés dans d'autres villes algériennes, notamment à Oran, Constantine, Annaba, Tizi-Ouzou et Bejaia[698].

Environ 500 manifestants avaient répondu présents à la manifestation qui devait avoir lieu à la place du 1er Novembre d'Oran. Cette manifestation a été dispersée et s'est soldée par de multiples arrestations[699].

Les opposants ont lancé le 13 février 2011 un nouvel appel pour des manifestations le 19 février. Suite à la grande mobilisation de la police, ce mouvement a vite échoué. Pour la simple raison que la police a été encore une fois plus nombreuse que les manifestants[700].

---

697 « *Une manifestation d'opposants dispersée à Alger* » Le Monde.fr avec AFP et Reuters, le 12 février 2011.
698« *Algérie : manifestations d'opposants au régime policier dans plusieurs villes* » Bulletin des travailleurs- Le 13/02/2012.
699« *Nombreuses arrestations à Alger*» LDH Toulon, le 12 février 2012.
700« *Algérie : l'opposition appelle à une nouvelle manifestation le 19 février* » Le Monde, le 13 février 2011.

Il était évident qu'au lendemain du renversement du président égyptien Hosni MOUBARAK et un mois après le départ du Président tunisien Zine El-Abidine BEN ALI, le président algérien Abdelaziz BOUTEFLIKA avait peur d'avoir le même sort et a procédé de ce fait, au renfoncement des mesures de sécurité dans la capitale[701].

Les Responsables algériens avaient affirmé avoir toujours agi dans le sens de la création de l'emploi pour les jeunes et pour le règlement des problèmes sociaux à travers la construction de nouveaux logements et l'amélioration des services publics.

Le Président algérien Abdelaziz Bouteflika avait pour sa part promis le 3 février 2011, la levée "dans un très proche avenir" de l'état d'urgence qui est en vigueur depuis l'année 1992 et le gouvernement a promis de faire baisser le prix de certains aliments de base et d'améliorer le niveau de vie des citoyens[702].

Le Régime a promis également des réformes dans le système politique en permettant la constitution de partis politiques et la création des chaînes de télévision libres et indépendantes, qui ont été effectivement créés par la suite mais se sont avérés majoritairement liés au pouvoir en place et aux services de renseignements algériens.

Par ailleurs, des élections législatives ont été tenues le 10 mai 2012 et ont donné lieu à une victoire majoritaire du Front de

701« *Le monde arabe lutte pour la liberté* » Eurotopics, le 05 septembre 2012.
702« *Les autorités algériennes ont muselé la manifestation d'Alger* » La Tribune, le 12 février 2011.

libération nationale (FLN) et du Rassemblement national démocratique (RND), sous la contestation des autres partis qui ont critiqué la partialité des militaires[703].

Le premier test électoral en Algérie depuis la vague du Printemps arabe, matérialisé par les élections législatives du 10 mai a produit un résultat quasi identique aux élections de 2007[704].

Le Front de libération nationale (FLN), qui commande la scène politique depuis l'indépendance de l'Algérie a affirmé que son pays serait non-concernée par le phénomène du Printemps arabe[705].

Au moment où les élections organisées depuis un an au Maroc, en Tunisie et en Égypte ont donné lieu à des Assemblées dominées par les mouvances islamistes, en Algérie, nous observons que les partis islamistes ont été complètement laminés et marginalisés.

Le Parti du Front de Libération Nationale (FLN) et son allié principal, le Rassemblement National Démocratique (RND), ont naturellement remporté la majorité absolue, avec environ 288 sièges sur 462, dont 220 pour le FLN. L'Alliance verte (coalition électorale de trois partis islamistes) est arrivée en troisième position, avec seulement 48 députés[706].

703 Thierry Portes « *Le FLN rafle la mise aux législatives algériennes* » Le Figaro, le 11 mai 2012.
704« *L'Algérie, loin du printemps arabe* » France 24, le 10 mai 2012.
705« *Algérie : après sa victoire aux élections, le FLN ironise sur les islamistes* » Le Monde, le 17 mai 2012.
706« *Algérie : victoire du FLN confirmée* » AFP, le 15 mai 2012.

L'Alliance verte a critiqué ces résultats en dénonçant l'existence d'une "fraude massive", tout en dévoilant sa volonté de déposer un recours devant le Conseil constitutionnel algérien.

Par ailleurs, cette déclaration peut être mesurée par rapport au taux d'abstention, qui reste très élevé (57,1 %, jusqu'à 80 % en Kabylie), même s'il reste relatif en comparaison au record de 2007 (64,4 %)[707].

Les observateurs européens qui étaient présents lors de ces élections ont en revanche agréé le déroulement général du scrutin et la France a même salué ces élections à travers un communiqué officiel qui a affirmé "qu'ils se sont déroulées globalement dans le calme et sans incident majeur"[708].

Par ailleurs, nous pouvons donner une explication à la stabilité de l'électorat qui consiste dans le profond traumatisme de la guerre civile des années 1990, après la victoire du Front islamique du salut (FIS) aux élections de 1991, qui ont été interrompues par les militaires, ce qui a rendu les Algériens prudents et vigilants face aux obscurités qui peuvent en découler de tout affrontement avec le régime.

707« *Législatives en Algérie : le pouvoir conserve sa majorité* » La Lanterne, le 12 mai 2012.
708« *Rapport de Salafranca sur les élections en Algérie* » Parlement européen, le 04 août 2012.

Les revenus du pétrole, grâce auxquels le régime algérien a pu distribuer à la population une série d'avantages peuvent être considérés comme une autre source de stabilisation[709].

Cependant, ces artifices ne prémunissent pas durablement le Président Bouteflika contre de vrais mouvements de contestation qui se sont déclenchés suite à l'annonce de son intention de se représenter à l'élection présidentielle de 2014 malgré son état de santé critique (cette intention a été matérialisée en 2014, où Bouteflika s'est fait reconduit avec une large majorité pour un 4ème mandat).

En dépit de ces évènements, l'Algérie demeure parmi les rares pays arabes qui n'ont pas été touchés réellement par des troubles très graves durant le Printemps arabe et reste ainsi sous l'influence du pouvoir militaire représenté politiquement par le Front de libération nationale.

5- Les Pays n'ayant pas été touchés réellement par le Printemps arabe

Le Liban

A son tour, le Liban n'a pas été très touché par les manifestations du Printemps arabe, néanmoins, certaines

709« *L'Algérie à contre-courant du Printemps arabe* » Le Monde, le 12 mai 2012.

manifestations ont eu lieu contre certains partis politiques et contre le système confessionnel.

A cet égard, le 27 février 2011, près de 3000 personnes ont manifesté à Beyrouth contre le système confessionnel qui régit la vie politique du pays depuis 64 ans et ont parcouru les rues de Beyrouth, jusqu'au palais de justice[710].

Agencée suite à une initiative des associations de la société civile et des groupes d'activités, la manifestation s'est déroulée sans incident majeur.

Les manifestants se sont réunis à côté d'une église située sur l'ancienne ligne de démarcation qui coupait la ville de Beyrouth en deux parties et se sont par la suite dirigés vers le palais de justice[711].

En contestant les coalitions politiques adverses du 8 et du 14 mars, les contestataires ont accentué des slogans appelant à la chute du régime politique libanais, qui cause des problèmes graves à l'unité et à la stabilité du pays.

Pour rappel, le système politique libanais est fondé sur une répartition confessionnelle, entre chrétiens et musulmans, qui

710« *Marche à Beyrouth contre le système confessionnel au Liban* » RFI, le 27 février 2011.
711 Khalil HASSAN « *Marche à Beyrouth contre le système confessionnel au Liban* »Reuters, le 27 février 2011.

partagent les différentes fonctions politiques et administratives de l'État, selon les critères d'appartenance ethnique et religieuse[712].

Les protestataires ont ainsi appelé à la construction d'un système politique basé en premier lieu sur le principe de l'égalité et de la citoyenneté et non plus sur l'appartenance et l'origine[713].

Cette manifestation a eu lieu au moment où le Liban vit, depuis plusieurs années, des crises continues et répétitives qui prennent souvent la forme d'un bras de fer entre sunnites, chiites et chrétiens, qui s'aggravent de temps à autre par des attaques terroristes ciblant des objectifs divers dans le pays[714].

Outre cette manifestation, le Liban n'a pas été réellement touché par la vague du Printemps arabe et le mouvement de contestation n'a pas pris d'autres formes de protestation et semble être avorté pour le moment, en attente d'autres initiatives susceptibles de rebondir à tout moment, compte tenu de la masse des problèmes politique dans ce pays.

***

712« *Manifestation à Beyrouth contre le système politique*» L'Express, le 27 février 2011.
713« *Liban: des milliers de manifestants réclament la fin du régime confessionnel* » AFP, Le 20 mars 2011.
714« *Manifestation contre le système confessionnel au Liban* » L'Orient le Jour, le 28 février 2011.

Si le Printemps arabe a gagné plusieurs pays arabes, d'autres pays de la région euro-méditerranéenne, n'ont pas connu des évènements très importants à signaler, il s'agit de la Palestine, d'Israël et de la Turquie qui ont vu des contestations sporadiques.

En ce qui concerne la Palestine, elle souffre d'ores et déjà de plusieurs problèmes en commençant par l'occupation Israélienne et par la division entre le Hamas et le Fatah, ce qui a fait que la population ne s'est pas mobilisée pour revendiquer des réformes à l'instar des autres peuples arabes[715].

S'agissant de la Turquie, elle demeure parmi les puissances montantes dans le monde, au moment où la majorité des autres pays souffrent de la crise, ce pays connaît un essor économique et politique sans précèdent depuis la chute de l'Empire Ottoman[716]. Par ailleurs ce pays a connu des troubles politiques durant l'année 2013 et 2014 qui ont été contrôlés par le système avant qu'ils ne dégénèrent d'une manière non-maîtrisables.

Enfin, Israël a connu des manifestations contre la crise économique sans pour autant éprouver des revendications politiques demandant des réformes politiques profondes, ce qui fait d'Israël une autre exception dans la région euro-méditerranéenne**.**

715« *La Palestine, grande oubliée du "Printemps arabe* » TV5 Monde, le 19 février 2012.
716 Merve OZDEMIRKIRAN « *La Turquie et le Printemps Arabe* » SciencesPo-CERI/CNRS.

Conclusion de la Première partie

Nous avons essayé, dans le cadre de la première partie de ce travail de recherche, de dresser les caractéristiques stratégiques et géopolitiques de la zone euro-méditerranéenne entre la Chute du Mur de Berlin et « le débarquement » du Printemps Arabe.

Nous avons analysé dans un premier lieu les situations politiques et économiques des pays Euro-méditerranéens entre variabilités et décalages à travers un aperçu sur le panorama historique des différences sur les plans politiques entre les pays euro-méditerranéens.

Nous avons constaté ainsi l'existence de plusieurs différences sur les plans démocratiques entre la rive Nord et la rive Sud de la Méditerranée durant la période allant de 1989 à 2013.

Ces différences trouvent leur fondement dans les séquestres historico-politiques des pays Sud-méditerranéens depuis leurs accessions successives aux indépendances jusqu'à l'avènement du Printemps Arabe, ce qui a engendré un contexte dévoilant des dépendances claires et inévitables des économies du Sud des économies du Nord.

Ces dépendances sont en quelque sorte, parmi les causes effectives des décalages sociaux existants et apparents entre les pays riverains méditerranéens de la rive Sud et les pays méridionaux membres de l'UE.

Par la suite nous avons essayé de dévoiler les différences existantes sur le plan géopolitique en Méditerranée, à travers le découpage de cette zone en sous-zones géostratégiques, tout en démontrant les enjeux existants dans ces sous-zones en matière de conflits et de coopération.

Nous avons constaté à cet égard l'existence de trois principaux blocs ou sous zones en Méditerranée à savoir le Maghreb, le bloc proche oriental méditerranéen et le bloc général de l'Europe méridionale méditerranéenne.

Ce dernier nous l'avons découpé en deux zones politiques à savoir une zone des pays méditerranéens membres de l'UE et une autre zone des pays méditerranéens non-membres de l'UE. Dans ce cadre, nous avons dressé le bilan des différences entre ces deux groupements.

Nous avons identiquement appréhendé par la suite les différents enjeux de transitions en Méditerranée entre la Chute du Mur de Berlin et le Printemps Arabe et les conséquences de ces transitions sur l'ensemble des pays de la région.

De ce fait, nous avons abordé les enjeux et les conséquences des intégrations des pays méridionaux européens au sein de l'Union européenne et leurs impacts sur l'ensemble de ces pays et sur l'ensemble de la région.

Par la suite, nous avons analysé l'impact de la fin du communisme et l'émergence du nouvel ordre mondial sur les pays méditerranéens, avant d'approcher par la suite l'impact et les conséquences du Printemps arabe sur l'ensemble des pays riverains méditerranéens du Sud.

L'ensemble des questions présentées vont sans doute nous permettre par la suite, précisément dans le cadre de la deuxième partie, de mieux cerner les différents enjeux de la coopération euro-méditerranéenne qui s'est traduite, depuis les années 70, par des accords reposant sur le principe d'une approche globale et par l'encouragement du libre accès des produits méditerranéens au marché communautaire et ce, à travers l'amollissement des droits de douane et la facilitation de la mise en œuvre d'une coopération politique économique et sociale.

Deuxième Partie : Les Partenariats Euro-méditerranéens entre projets, réalisations, obstacles et perspectives

Après avoir abordé, dans le cadre de la première partie, la situation politico-socio-économique en zone euro-méditerranéenne dans ses différents aspects, il est temps d'analyser, dans le cadre de cette seconde partie, les principales initiatives de coopérations en zone Euro- Méditerranéenne entre la Chute du Mur de Berlin et le Printemps Arabe entre projets, réalisations et obstacles.

A cet égard, il sied de signaler que des événements majeurs et importants ont marqué cette période et ont eu des impacts directs et indirects sur les relations euro-méditerranéennes et sur les différents partenariats entre les deux rives de la Méditerranée.

Il s'agit principalement des évènements suivants :

- La Chute du Mur de Berlin (1989)[717];
- La 2ème Guerre du Golfe (1990-1991) [718];
- La crise algérienne (à partir de 1992)[719];

717 Le 9 novembre 1989, le Mur de Berlin est tombé. Les autorités est-allemandes annoncent que les personnes désirant se rendre à l'ouest peuvent "passer par tous les postes frontaliers entre la RDA et la RFA ou par Berlin-Ouest." A partir de 22h00 des milliers de Berlinois massés près du Mur ouvrent un à un les postes frontières. Déjà le 7 novembre un million de manifestants à Berlin-Est avait entraîné la démission collective du gouvernement communiste. Après 28 ans de séparation entre l'est et l'ouest, le mur de la honte s'écroule entraînant bientôt dans sa chute le communisme soviétique.

718 La guerre du Golfe de 1990-1991 ou guerre du Koweït, est un conflit qui opposa l'Irak de Saddam Hussein à une coalition de 34 États, soutenue par l'Organisation des Nations unies entre 1990 et 1991. La victoire prévisible de la coalition entraîna la libération du Koweït dont l'invasion en 1990 par l'armée irakienne avait provoqué le déclenchement du conflit. Cette guerre se place dans une série de conflits ayant touché la région du golfe Persique à partir des années 1980 : la « première guerre du Golfe » désigne généralement la guerre Iran-Irak de 1980-1988 et la « troisième guerre » référant à la guerre d'Irak menée à partir de 2003 par les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays coalisés contre l'Irak.

- La conférence de Madrid (1991) [720];

- Le Processus d'Oslo (1993) [721];

- La signature des Accords du GATT à Marrakech (1994) [722];

- Les différents élargissements de l'UE[723]:

719 Le conflit commença en décembre 1991, quand le gouvernement annula immédiatement les élections après les résultats du premier tour, anticipant une victoire du Front islamique du salut (FIS), craignant de perdre le pouvoir et que ce dernier mette en place une république islamique. Après l'interdiction du FIS et l'arrestation de milliers de ses membres, différents groupes de guérilla islamiste émergèrent rapidement et commencèrent une lutte armée contre le gouvernement et ses partisans. Ils se sont constitués en plusieurs groupes armés, dont les principaux sont le Mouvement islamique armé (MIA), basé dans les montagnes, et Groupe islamique armé (GIA), basé dans les villes. Les islamistes ont au commencement visé l'armée et la police, mais certains groupes s'attaquèrent rapidement aux civils. En 1994, tandis que des négociations entre le gouvernement et les dirigeants du FIS emprisonnés étaient à leur maximum, le GIA déclara la guerre au FIS et à ses partisans, alors que le MIA et divers plus petits groupes se regroupaient pour former l'Armée islamique du salut (AIS), loyale au FIS.

720 La Conférence de Madrid s'est déroulée en trois jours à partir du 30 octobre 1991, accueillie par l'Espagne et soutenue conjointement par les États-Unis et l'Union soviétique. Ce fut la première tentative de la communauté internationale pour engager un processus de paix au Proche-Orient, par le biais de négociations impliquant Israël et les pays arabes dont la Syrie, le Liban, la Jordanie et les Palestiniens. Le succès de la conférence fut de favoriser des discussions de paix qui conduisirent aux Accords d'Oslo de 1993 et au traité de paix israélo-jordanien de 1994.

721 Les Accords d'Oslo sont le résultat d'un ensemble de discussions menées en secret, en parallèle à celles qui sont publiques consécutives à la Conférence de Madrid de 1991, entre des négociateurs israéliens et palestiniens à Oslo en Norvège, pour poser les premiers jalons d'une résolution du conflit israélo-palestinien.

722 Le système GATT de 1947 restait un système politique et non une véritable organisation internationale : peu de structure (un seul organe permanent - le secrétariat à Genève), pas de personnalité juridique internationale, des dérogations trop nombreuses, ce qui finalement revenait pour les États contractants (on ne parlait pas d'États membres) à adhérer à un « GATT à la carte » en fonction de ses intérêts du moment et, parfois, de s'abstenir de à respecter les principes directeurs (comme la clause de la « nation la plus favorisée ») au gré des orientations politiques et commerciales nationales. Ces défauts ont été en partie corrigés par les accords de Marrakech instituant l'OMC. En avril 1994, les États membres signent l'acte fondateur de l'OMC.

723 « Le processus d'élargissement » touteleurope.eu.

- 3 octobre 1990 : Intégration unifiée de la République fédérale d'Allemagne (RFA) à la Communauté européenne (Cette adhésion a eu lieu après la réunification de la République démocratique allemande (RDA) avec l'Allemagne de l'Ouest (RFA).

- 1995 : Autriche Finlande, Suède, (UE-15) ;

- 2004 : Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie (UE-25) ;

- 2007 : Bulgarie et Roumanie (UE-27) ;

- 2013 : Croatie (UE-28).

- Les entrées en vigueur des différents Traités européens :

  - Maastricht, 1er novembre 1993) [724];

  - Amsterdam, 1er mai 1999 [725];

724 Le traité sur l'Union européenne (TUE), aussi appelé traité de Maastricht, est le traité constitutif de l'Union européenne. Il affirme les objectifs de l'Union, définit les trois « piliers » de son action et donne un cadre institutionnel au Conseil européen ainsi qu'à la procédure de coopération renforcée. Les autres institutions et règles communautaires relèvent du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ou traité de Rome modifié notamment par le traité de Lisbonne.

725 Le traité d'Amsterdam a été signé le 2 octobre 1997 et est entré en vigueur le 1er mai 1999. Il a modifié le traité instituant la Communauté européenne (traité CE) et le

- Nice, 1er février 2003 [726];
- Lisbonne, 1er décembre 2009[727].

- Les attentats du 11 septembre 2001, à New York [728];
- La Guerre et l'intervention de l'Alliance du Nord en Afghanistan en 2001 [729];
- La 3ème Guerre du Golfe (20 mars 2003 - 18 décembre 2011) [730];

Traité sur l'Union européenne (ou Traité de Maastricht, traité UE). Son objectif était de créer un « espace de liberté, de sécurité et de justice », ébauchant le principe d'une coopération judiciaire, qui sera réaffirmé lors du Conseil européen de Tampere (FINLANDE) (1999). Dans le traité de Maastricht, (Pays-Bas) il était prévu une révision ultérieure dès 1996 et c'est ainsi que se tient une conférence intergouvernementale pour modifier le traité de Maastricht.

726 Le traité de Nice est un traité signé le 26 février 2001 par les États membres de l'Union européenne (UE), entré en vigueur le 1er février 2003 et remplacé par le traité de Lisbonne le 1er décembre 2009. Il fixa les principes et les méthodes d'évolution du système institutionnel au fur et à mesure que l'UE s'élargit avec l'entrée des Pays d'Europe centrale et orientale (« PECO »).

727 Le traité de Lisbonne est un traité signé le 13 décembre 2007 à Lisbonne entre les vingt-sept États membres de l'Union européenne, qui transforme l'architecture institutionnelle de l'Union. Ce traité a été préparé au second semestre 2007 par une conférence intergouvernementale (CIG) constituée pour pallier la non-ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe de 20041. À la différence du traité constitutionnel de 2004, qui remplaçait les deux grands traités par un texte nouveau.

728 Les attentats du 11 septembre 2001 (communément appelés 11-Septembre, ou 9/11 en anglais) sont quatre attentats-suicides perpétrés le même jour aux États-Unis, à quelques heures d'intervalle, visant des bâtiments symboliques du nord-est du pays et faisant 2 973 victimes.

729 La seconde guerre d'Afghanistan de l'histoire contemporaine oppose à partir d'octobre et novembre 2001, les États-Unis, avec la contribution militaire de l'Alliance du Nord et d'autres nations occidentales (Royaume-Uni, France, Canada, etc.), au régime taliban. Cette guerre s'inscrit dans la « guerre contre le terrorisme » déclarée par l'administration Bush à la suite des attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington. Le but de l'invasion selon les États-Unis et leurs alliés était de capturer Oussama Ben Laden, détruire l'organisation Al-Qaïda qui possédait des bases dans le pays avec la bénédiction des talibans, et renverser ces derniers.

730 La guerre d'Irak, parfois connue sous le nom de troisième guerre du Golfe8, a

- La montée de l'Islamisme radical [731];

- La montée de l'Islamophobie en Europe et dans le monde occidental [732];

- L'émergence de la délocalisation des entreprises européennes vers quelques pays de la rive Sud Méditerranéenne [733];

- L'accentuation des crises sociales dans le monde arabe [734];

- Le développement des différentes crises migratoires [735];

---

commencé le 20 mars 2003 avec l'invasion de l'Irak (dite « Opération libération de l'Irak ») par la coalition menée par les États-Unis contre le Parti Baas de Saddam Hussein. L'invasion a conduit à la défaite rapide de l'armée irakienne, à la capture et l'exécution de Saddam Hussein et à la mise en place d'un nouveau gouvernement. Le président George W. Bush a officiellement déclaré l'achèvement des combats le 1er mai 2003, sous la bannière Mission accomplie. Toutefois, la violence contre les forces de la coalition a rapidement conduit à une guerre asymétrique impliquant plusieurs groupes d'insurgés, des milices, des membres d'Al-Qaida, l'armée américaine et les forces du nouveau gouvernement irakien. Le 18 décembre 2011 les forces américaines achèvent leur retrait d'Irak, mais les violences continuent. La Coalition militaire en Irak aura duré 3 207 jours, soit huit ans et neuf mois.

731 « *L'inquiétante montée de l'islam radical* » Le Parisien, le 09 juillet 2005.

732 Laurent GRZYBOWSKI « *Amnesty International dénonce la montée de l'islamophobie* » lavie.fr, le 02 mai 2012.

733 Ali BENSAAD « *Maghreb, une mondialisation subalterne* » Méditerranée Janvier 2011 (n° 116).

734 Charles Saint-Prot « *Crises politiques et enjeux socio-économiques dans le monde arabe*» études-geopolitiques.com.

735 « Déplacement vers un lieu sur : conséquences migratoires des crises complexes (2012) » Organisation Météorologique Mondiale, Genève, 24 et 25 Avril 2012.

- Le Printemps arabe et la chute de quelques dictatures Arabes [736];

- Les guerres dans certains pays arabes suite au Printemps arabe [737];

- L'accentuation de la crise économique en Europe [738];

- La montée du chômage en Europe, particulièrement dans les pays de l'Europe du Sud [739];

- L'impact de l'accroissement du terrorisme au Sahel sur l'Europe et les Pays Méditerranéens[740].

En parallèle à ces événements politiques majeurs qu'a connu la zone euro-méditerranéenne entre la Chute du Mur de Berlin et le Printemps Arabe, cette zone a également connu le lancement de plusieurs initiatives de coopération, en commençant par le processus de Barcelone, suivi par la Politique Européenne de Voisinage et en arrivant à l'Union pour la Méditerranée (UpM).

736 « *Les trois leçons du Printemps arabe* » Le Monde, le 13 janvier 2014.
737 Milad DOUEIHI « *Le Printemps arabe, entre guerre et révolte* » sens-public.org, Mars 2011.
738 «*Comprendre la crise économique et financière*» Robert-schuman.eu.
739 Dominique BAILLY « *La génération perdue? L'Union européenne face au chômage des jeunes* » SENAT, Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires européennes n° 729 (2012-2013) - 9 juillet 2013
740 Abdelkader EL KHISSASSI « *Les enjeux sécuritaires au Sahel et l'après Printemps Arabe (Constats et perspectives)* » Sahel Intelligence, le 15 février 2013.

D'autres initiatives ont également vu le jour durant cette période, telles que le dialogue 5+5 et le processus d'Agadir (Sud-Sud).

Ainsi, il est temps d'analyser dans le cadre du premier chapitre, les différentes circonstances de lancement de ces différentes initiatives, ainsi que les motifs et l'étendue réelle des projets de Partenariats euro-méditerranéens sur les pays de la région.

Nous allons par la suite voir dans le cadre du second chapitre les obstacles majeurs face à la mise en œuvre et à la réussite des projets de coopération euro-méditerranéens.

Enfin, nous allons dresser dans le cadre du troisième et dernier chapitre les éléments à prendre en considération en vue d'un nouveau partenariat réussi, juste et équitable en Méditerranée.

Chapitre I : Les principales initiatives de coopérations en zone Euro-méditerranéenne entre la Chute du Mur de Berlin et le Printemps arabe (objectifs et réalisations)

Entre la Chute du Mur de Berlin en 1989 et le déclenchement du Printemps Arabe en 2011, l'Union européenne avait lancé en coordination avec ses voisins du Sud, plusieurs initiatives de coopération et de partenariat.

Ces initiatives visent essentiellement le rapprochement avec les pays Méditerranéens et ciblent également une certaine convergence qui diminuera les décalages et contribuera à l'instauration d'une zone de paix et de prospérité partagée en Méditerranée.

Parmi les principales initiatives lancées par l'Union européenne dans ce cadre, nous pouvons citer les suivantes :

- Le Processus de Barcelone ;
- La Politique Européenne de Voisinage ;
- L'Union pour la Méditerranée ;

Par ailleurs, cinq pays du Sud et quatre pays de la rive Nord de la Méditerranée avaient lancé un Processus intitulé le 5+4 avant de devenir par la suite 5+5 avec l'adhésion de Malte.

Ce processus est considéré comme une plate-forme de dialogue et de coordination des positions, qui vise la contribution à la réalisation des objectifs globaux tracés entre les pays partenaires[741].

D'autre part, quatre pays de la rive Sud de la Méditerranée avaient lancé un Partenariat mirant l'établissement d'une zone de libre-échange entre eux. Ce partenariat est connu sous le nom du Processus d'Agadir[742].

Bien que ce partenariat ne concerne uniquement que cinq pays Sud-méditerranéens à savoir : la Tunisie, le Maroc, la Jordanie, l'Égypte et la Palestine, il garde une vocation plus générale, qui consiste dans la collaboration à l'établissement de la grande Zone de Libre-échange euro-méditerranéenne (ZLE) prévue par les autres Accords[743].

Nous pouvons nous interroger dans ce cadre, si les initiatives euro-méditerranéennes ont abouti matériellement à l'instauration des objectifs escomptés ?

A priori nous pouvons avancer l'hypothèse consistant à prédire l'échec partiel de l'ensemble des initiatives euro méditerranéennes.

741« Dialogue *5+5 (Méditerranée Occidentale)* » Medea.be.
742 « *Accord d'Agadir – Projet de soutien de l'UE (phase II)* » enpi-info.eu.
743 La zone euro-méditerranéenne de libre-échange est un projet à multiples facettes, visant à l'établissement d'une zone de libre-échange EuroMed figure parmi les principaux objectifs de la coopération établie entre l'UE et le reste des pays du pourtour méditerranéen (Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) et Mashreq (Égypte, Jordanie, Liban et Syrie, Israël)). Ses formes ont varié dans le temps au point que des critiques sont formulées à l'encontre de la multiplication des cadres qui caractérise cette coopération régionale.

Toutefois, à notre point de vue l'échec n'était pas général et la réussite n'était pas globale non-plus. Les résultats sont relatifs car certains aspects étaient réalisés et d'autres non. Ceci dépend de chaque pays partenaire, de sa situation et de ses engagements dans le cadre des partenariats euro-méditerranéens.

Néanmoins, pour apporter une réponse convenable et plus détaillée à cette question, il serait opportun dans ce cadre d'analyser les différents partenariats euro-méditerranéens, afin de comprendre si ces initiatives ont pu apporter des solutions plus performantes aux attentes des peuples et gouvernements euro-méditerranéens.

Ainsi, nous allons aborder dans le cadre de ce Chapitre l'étendue de ces différents Partenariats, les objectifs tracés dans ce sens et les réalisations qui ont été enregistrées à cet égard.

Section I : Le Processus de Barcelone

Après la politique globale méditerranéenne[744] (1972-1992), il était temps de lancer en novembre 1995, à Barcelone, le Partenariat Euromed, connu sous le nom du Processus de Barcelone, qui peut être défini comme une politique régionale et multilatérale de Partenariat associant les États des deux rives de la Méditerranée[745].

Ainsi, le Processus de Barcelone a commencé en novembre 1995 suite à une conférence des Ministres des Affaires Étrangères des 15 États membres de l'UE et 10 pays méditerranéens à savoir : L'Algérie, l'Autorité Palestinienne, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la Turquie.

L'objectif consistait à acquérir un cadre approprié pour la consolidation des relations bilatérales et régionales entre les pays Méditerranéens et l'Union européenne afin d'atteindre des objectifs communs, susceptibles de régler les questions posant des difficultés entre les deux parties[746].

Par ailleurs, l'Albanie et la Mauritanie avaient adhéré à ce Partenariat en 2007, ce qui a témoigné de l'importance de ce partenariat pour l'ensemble des pays méditerranéens concernés.

744 Christophe BERDAT «*L'avènement de la politique méditerranéenne globale de la CEE*» P.U.F, Février 2007, (n° 130).
745 « *Déclaration de Barcelone et partenariat euro*-méditerranéen » Europa.eu.
746 « *L'espace euro-méditerranéen : quel dessein géopolitique?* » Aix-mrs.iufm.fr.

En revanche, la Libye présidée à l'époque par le Colonel Mouammar EL Kadhafi n'a pas adhéré à ce partenariat lors de sa signature, vu le statut de la Libye à l'époque, car ce pays était placé sous les différents embargos imposés par les États Unis et l'Union européenne sur la Jamahiriya de Kadhafi[747].

La Libye a dû attendre 1999 pour obtenir un statut d'observateur et ce, vu le changement de la politique Libyenne et le rapprochement provisoire constaté entre Kadhafi et l'Occident[748].

Dans ce sillage, la Jamahiriya s'est préparée à une intégration au Processus de Barcelone, entre 2004 et 2010, vu que cette période a été marquée par un début de normalisation de ses relations avec l'UE et l'Occident[749].

Cependant, le déclenchement du Printemps Arabe et de la révolution dans ce pays en 2011 ont retardé cette adhésion et ont abouti au changement de l'ensemble des politiques suivies par la Jamahiriya à l'égard de son voisinage et à l'égard de l'UE[750].

En effet, le Processus de Barcelone Euromed avait pour vocation d'être bâti sur les rapports de paix entre ses États qui ont des

747 Béatrice Chevallier-Bellet « *L'intégration de la Libye dans le partenariat euro-méditerranéen : enjeux et perspectives* » G.R.R.E.C, Université Pierre Mendès France, Grenoble.
748 Nathalie DUBOIS « *La Libye rêve de l'Europe*» Libération, le 19 août 2000.
749 « *Chirac se félicite de retrouver la Libye* » Temps réel, le 27 novembre 2004.
750 Olivier PLIEZ « *La nouvelle Libye : Sociétés, espaces et géopolitique au lendemain de l'embargo* » KARTHALA Editions, 2004.

intérêts communs, ainsi qu'un long passé d'échanges mutuels[751]. Il avait également pour objectif de donner lieu à une association axée autour des principes de dialogue et de coopération pour consolider la paix et le progrès mutuel, dans cette zone connue pour son instabilité et ses conflits.

Ce Partenariat visait ainsi la mise en œuvre des chantiers susceptibles d'apporter un grand développement au sein des pays de la région Sud de la Méditerranée, à travers une juxtaposition et un rapprochement des pays méditerranéens avec les pays membres de l'Union européenne[752].

Le moyen choisi pour réaliser cet objectif était la signature des Accords d'associations bilatéraux, conclus entre l'Union européenne et chacun des pays partenaires méditerranéens[753].

Le processus de Barcelone cautionnait de ce fait des perspectives optimistes liées à l'effet de ces Accords sur les économies Sud-méditerranéennes promettant des rapprochements économiques entre les deux rives[754].

Ainsi, la déclaration de Barcelone, adoptée à l'issue du sommet constitutif, avait énoncé les principaux objectifs de ce partenariat à

751 Voir la Déclaration de Barcelone en annexe.
752 « *Le processus de Barcelone* » Eeas.europa.eu.
753 « *UE et les pays du Maghreb: accords bilatéraux* » Medea.be.
754« *Le rôle de l'Economie Sociale dans le Processus de Barcelone* » Réseau Euro-méditerranéen de l'Economie Sociale (ESMED).

savoir, la construction d'un espace de paix, de sécurité et de prospérité partagée[755].

Pour y parvenir et afin de réaliser ces aspirations, ce partenariat a été bâti autour de trois grands axes, qui demeurent les grands domaines des activités engagés par l'UE et ses voisins Méditerranéens :

- **Un dialogue sur les questions politiques et de sécurité**, visant à créer un espace commun de paix et de stabilité fondé sur le développement durable, l'État de droit, la démocratie et les droits de l'Homme [756];

- **Un partenariat économique et financier**, englobant l'instauration progressive d'une zone de libre-échange destinée à favoriser les perspectives économiques conjointes par un développement socio-économique équilibré et durable [757];

- **Un partenariat dans le domaine social, culturel et humain**, aspirant à la promotion de la compréhension et du dialogue entre les cultures, les religions et les peuples, ainsi que l'encouragement des échanges entre la société civile et les citoyens, en particulier les femmes et les jeunes[758].

755 « *Barcelona declaration- adopted at the Euro-Mediterranean Conference* » les 27-28 November 1995.
756 « *Partenariat politique et de sécurité* » Eeas.europa.eu/euromed.
757 « *Partenariat euro-méditerranéen - coopération économique et financière* » eeas.europa.eu.
758 « *Partenariat euro-méditerranéen dans le domaine social, culturel et humain* »

A travers ces trois volets alliant les dimensions : sociale, politique et économique, l'Union européenne et les Pays Sud-méditerranéens visaient un accroissement du commerce entre eux, promettant ainsi un afflux d'investissements directs étrangers, un développement social et une diminution de l'immigration vers l'Europe[759].

Pour chacun de ces domaines, les Ministres Euro-méditerranéens étaient appelés à se réunir dans la perspective de définir les engagements politiques visant l'encouragement de la coopération et l'organisation d'activités intersectorielles[760].

Le volet économique et financier, constitue une des bases principales du Partenariat Euro-méditerranéen et envisageait la mise en place pour 2010 d'une Zone de libre-échange Euro-méditerranéenne, qui passerait forcément à travers une participation régionale de l'ensemble des Pays du Sud de la Méditerranée[761].

Cet objectif a été confirmé lors du Sommet de Barcelone de 2005, qui s'est vu ajouté d'autres domaines prioritaires à savoir l'immigration et la lutte contre le terrorisme vu l'émergence des

---

eeas.europa.eu.

759 Imed FRIKHA « *Le Partenariat euro-méditerranéen, un partenariat en quête de stratégie* » ciel.usj.edu.lb.

760 « *Conférences euro-méditerranéennes* » eeas.europa.eu/euromed.

761 Vincent CAUPIN « *Libre-échange euro-méditerranéen : Premier bilan au Maroc et en Tunisie* » Agence Française de Développement Département Méditerranée et Moyen-Orient.

questions sécuritaires durant cette période de l'après 11 septembre 2001[762].

Il sied de souligner qu'entre 1995 et 2007, l'UE avait soutenu le Processus de Barcelone à hauteur de 16 milliards d'euros en provenance du budget communautaire, ce qui dévoile l'engagement matériel de l'UE pour réaliser ses objectifs escomptés dans la zone MENA[763].

Les prêts accordés par la Banque européenne d'investissement s'élevaient à environ 2 milliards d'euros par an[764]. Ces prêts étaient réservés aux dix partenaires de l'UE à travers le programme MEDA[765] et TAIEX[766] et d'autres programmes euro-méditerranéens[767].

Suite à la mise en place de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) en 2004[768], le Processus de Barcelone s'est vu

762 « *10ème anniversaire du partenariat euro-méditerranéen conclusions du sommet de Barcelone- 27 et 28 novembre 2005* » Euromed Report, Edition n° 92- 07, décembre 2005.
763 Middle East and North Africa.
764 Source : « *Banque européenne d'investissement*» Eib.org.
765 Le programme MEDA vise à mettre en œuvre les mesures de coopération destinées à aider les pays tiers méditerranéens à procéder à des réformes de leurs structures économiques et sociales et à atténuer les effets du développement économique sur le plan social et environnemental.
766 TAIEX (Technical Assistance and Information Exchange Instrument) est un instrument de la direction générale de l'élargissement de la Commission européenne. TAIEX aide les pays bénéficiaires en matière de rapprochement, d'application et d'exécution de la législation de l'Union européenne. Principalement tourné vers la demande, il canalise les demandes d'assistance et contribue à fournir des expertises adaptées pour répondre aux problèmes à court terme.
767 « *Instrument européen de voisinage et de partenariat* »Ec.europa.eu.
768 La politique européenne de voisinage a été mise en place en 2004 dans le but d'encourager des relations plus étroites avec les pays limitrophes de l'UE. Il est dans

transformé en un forum multilatéral de dialogue et de coopération entre l'UE et ses partenaires méditerranéens.

Les relations bilatérales complémentaires étaient principalement encadrées par la PEV et les Accords d'association signés avec chacun des pays partenaires. Entre temps, l'UE et ses partenaires méditerranéens ont essayé d'élaborer des programmes d'aide à la transition économique et à la réforme qui tient compte des besoins spécifiques et des caractéristiques de chaque pays.

Ces actions sont principalement financées par l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP)[769] qui est l'instrument financier de la politique européenne de voisinage (PEV).

Ce dernier est destiné aux pays partenaires de la PEV ainsi qu'à la Russie et garantie un cofinancement aux processus de renforcement de la gouvernance et de développement économique et social équitable.

L'IEVP arbore la coopération transfrontalière et transrégionale et également l'intégration économique progressive des pays bénéficiaires à l'Union européenne (UE)[770]. Ce règlement établit les

---

l'intérêt mutuel de l'UE et de ses pays voisins de promouvoir la prospérité, la stabilité et la sécurité dans ces régions.

769 L'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) soutient la politique européenne de voisinage (PEV). Opérationnel depuis le 1er janvier 2007, il représente la continuité stratégique – avec des objectifs élargis des anciens programmes de coopération TACIS (pour les pays d'Europe de l'Est) et MEDA (pour les pays méditerranéens).

770 « *Coopération transfrontalière dans le cadre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)- Programme de bassin maritime MEDITERRANEE* »

principes de base qui gouvernent l'IEVP, son étendue d'application et la programmation de l'assistance.

Par ailleurs, le sommet de Barcelone avait adopté, en 2005, un programme de travail de cinq ans et un code de conduite euro-méditerranéen relatif à la lutte contre le terrorisme et a ajouté ainsi comme quatrième pilier du Partenariat la question de l'immigration et la lutte anti-terroriste[771].

Dans ce cadre et durant cette période, des rencontres ont été régulièrement organisées entre les Ministres euro-méditerranéens des Affaires Étrangères, dans le but d'évaluer ce Partenariat, ses priorités et la progression des différentes initiatives[772].

Quelques années après le lancement de ce Processus, plusieurs observateurs et chercheurs ont considéré que Barcelone a échoué et n'a pas donné les résultats escomptés.

Ces constats ont amené, en quelque sorte**,** l'UE à lancer sa nouvelle Politique européenne de voisinage en 2004 avec des

---

VERSION FINALE Adoptée par Décision n. 2008/020-284 de la Commission européenne, ec.europa.eu, le 14 Août 2008.

771 « *Séminaire national : Bilan du sommet de Barcelone+10 et perspectives d'avenir du partenariat euro-méditerranéen* » Actes du Séminaire national du Réseau Euromed France (REF), organisé le 13 mars 2006, à la Maison de l'Europe de Paris dans le cadre de la préparation du Forum Civil Euromed 2006.

772 « *Politique européenne de voisinage: une année de progrès* » Commission Européenne - IP/05/1467, le 24 novembre 2005.

objectifs plus globaux, concernant l'ensemble des voisins et non pas seulement les voisins du Sud[773].

En revanche, le lancement de l'Union pour la Méditerranée en 2008 a constitué en quelque sorte une tentative de réactivation du Processus de Barcelone sur de nouvelles bases et a dévoilé une volonté française de pivoter le regard de l'UE vers son voisinage du Sud qui reste lié par une histoire commune avec la France, notamment les pays qui faisaient partie durant la période coloniale de l'empire colonial français[774].

D'autre part, il est à observer également que l'ambition concernant l'instauration de la zone de libre-échange, a été compromise par de multiples défis auxquels la région devait faire face, ce qui a concrètement constitué un obstacle face à l'atteinte de cet objectif en 2010, en confirmant de ce fait les visions sceptiques analysant les résultats de ce partenariat et dévoilant ses limites et ses échecs[775].

De ce fait, nul ne peut ignorer que la mise en œuvre des réformes et le développement économique varient fortement entre les pays de la région.

---

773 Jean-Yves MOISSERON « *Du Processus de Barcelone à l'Union pour la Méditerranée : Une convergence introuvable* » strategicsinternational.com, Novembre 2008.

774 Abdelkader EL KHISSASSI « *L'Union pour la Méditerranée (UpM) de l'idée à la* naissance » CMES.

775 Fadel AGOUMI « *Processus de Barcelone, le constat d'échec* », La Vie Economique, le 15 avril 2005.

Ces décalages ont contribué plus ou moins, à l'échec du Processus de Barcelone en empêchant ainsi la concrétisation d'une réelle intégration intra régionale, telle que déclarée lors des annonces faites, lors de la conférence euro-méditerranéenne de 1995[776].

L'échec relatif du Processus de Barcelone peut se résumer dans la faible volonté d'avancement dans les réformes politiques, économiques et sociales dans certains pays du Sud de la Méditerranée et également dans l'intérêt de l'UE, tourné vers les pays de l'Est européen[777].

La partie européenne ne peut nullement nier que les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) ont constitué une priorité stratégique pour l'UE, en vue de leurs adhésions à sa Communauté et ce, au détriment des partenaires Sud-méditerranéens[778].

D'autre part, nous pouvons noter également que les pays du Sud de la Méditerranée n'ont pas pu réaliser le décollage économique attendu et tant espéré, ce qui met une grande responsabilité sur leurs dos.

776 Gérald Papy « *Les écueils qui ont causé l'échec de 'Barcelone' ne sont pas levés* » lalibre.be, le 12 juillet 2008.
777 « *Points de vue sur les réformes et la transformation structurelle en Méditerranée* » FEMISE, le 28 avril 2011.
778 Bichara Khader «*L'Europe pour la Méditerranée : De Barcelone à Barcelone (1995-2008)* » L'Harmattan.

Dans ce cadre, la faible volonté et le faible engagement de ces pays ont retardé d'une manière anormale le développement économique global dans la rive Sud de la Méditerranée[779].

Ce constat est dû essentiellement aux systèmes politico-économiques très complexes au niveau de la Rive Sud de la Méditerranée[780].

La déficience des résultats est due également à une transmutation inégale entre les pays des deux rives de la Méditerranée et également au faible intérêt des entreprises européennes aux investissements dans les pays de la rive Sud, ce qui a concouru au ralentissement de la construction du grand marché économique euro-méditerranéen[781].

Ainsi, le processus de Barcelone qui devait servir comme moyen d'instauration d'un espace de libre-échange et de prospérité regroupant les pays de l'UE et ceux du pourtour méditerranéen, n'a pas réellement pu concrétiser cet objectif[782]. Il est à noter également,

779 Gérard KEBABDJIAN « *Des réformes économiques sans projet réformateur* » Confluences Méditerranée.
780 L. MARTINEZ et B. HIBOU « *Le partenariat euromaghrébin : un mariage blanc?* » Études du CERI, n°47, Novembre 1998.
781 ANIMA Investment Network « *Gérer la transition en Méditerranée : Bilan 2011 et impact des crises sur l'investissement direct étranger dans les pays MED* » Octobre 2012.
782 ANIMA Investment Network « *Investissement socialement responsable : quelle stratégie pour la Méditerranée?* » le 7 Novembre 2011.

qu'il n'y a pas eu de rattrapage en termes de revenus entre les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et ceux du Nord[783].

Le taux de croissance moyen est resté largement insuffisant dans ces pays. Ceci peut être expliqué également par la forte croissance démographique et la faible croissance économique dans les pays du Sud[784].

En revanche, la réussite limitée du Processus Euromed ne porte que sur les aspects macroéconomiques. Si le principe même du partenariat devait donner lieu à une convergence réglementaire, à une prospérité partagée, ces objectifs ne se sont concrétisés que sur le plan macroéconomique.

Nonobstant, les indicateurs macroéconomiques des pays du Sud se sont améliorés, la gestion des machines étatiques est devenue plus rigoureuse, mais, pour autant, ces pays demeurent encore pauvres et souffrent de plusieurs problèmes structurels[785]. Il est à signaler également que ce processus a été dépourvu d'institutions spécifiques jusqu'à la création de l'Union pour la Méditerranée.

Au niveau géopolitique, la signature des accords d'Oslo, en septembre 1993[786], avait insufflé un vent d'optimisme et avait lancé

783 ANIMA Investment Network « *Attractivité en Méditerranée en 2012: 4 leçons de la crise* » le 20 Mars 2013.
784 Sophie BRANA « *Systèmes financiers et croissance en Méditerranée : une analyse comparative* » Revue d'économie financière- Numéro 52.
785 Jean-François JAMET « *Les défis politiques et économiques de l'Union pour la Méditerranée* » Robert Schuman, le 25 mars 2008.
786 Alain GRESH « *La logique des accords d'Oslo* » Le Monde Diplomatique- Octobre

un dynamisme économique visant la résolution des différends entre les pays signataires de l'accord de Barcelone, notamment les tandems Grèce-Turquie, Maroc-Algérie, Israël- Palestine.

Dans ce cadre, l'échec du Processus de paix au Proche Orient a été un élément catalyseur dans l'échec du Processus de Barcelone et les conflits régionaux étaient également parmi les sources de non aboutissement aux objectifs tracés dans le cadre de ce Processus[787].

D'autre part, les Accords d'association qui devaient être signés avec les neufs pays hors-UE ne se sont pas tous concrétisés en même temps, même pour ceux qui les avaient matériellement ratifiés[788].

Le pari sur l'ouverture des marchés n'a pas réussi complètement et l'afflux massif d'investissements directs européens dans les pays méditerranéens n'a pas eu lieu, ce qui n'a pas contribué réellement à l'encouragement de la concurrence et du libre investissement dans la rive Sud de la Méditerranée[789].

Par ailleurs, les Accords de libre-échange entre les pays du Sud et de l'Est ont commencé à émerger avec une vitesse minimale (Accord d'Agadir, ZLE Maroc-Turquie...)[790].

1998.

787 Christian LEFFLER « *Dossier. Dix ans du Processus de Barcelone. Bilan et perspectives*» Institut Européen de la Méditerranée.

788 « *Accords euro-méditerranéens d'association* » Europa.eu.

789 « *Les investissements directs étrangers (ide) dans les pays méditerranéens : état des lieux et enjeux* » DGTPE, le 9 Avril 2005.

790 Philippe HUGON «*Les accords de libre-échange avec les pays du Sud et de l'Est de la méditerranée entre la régionalisation et la mondialisation*» Revue Région et

Il est à observer également que les pays du Sud pâtissent d'une croissance faible et n'arrivent pas à créer suffisamment d'emplois dans un contexte mondialisé axé autour de l'ouverture des marchés[791].

Sans doute, les Accords de Barcelone avaient laissé de grands espoirs pour que la région Méditerranée se transforme en un espace de prospérité, de paix et de compréhension entre les deux rives[792].

Ces accords exprimaient une ambition régionale commune entre les pays de la Méditerranée et l'UE qui s'articulait autour des espoirs de croissance, de démocratisation et de développement.

Les années passées ont apporté de nouvelles réalités matérialisées par des métamorphoses de grandes envergures dans la région et dans le monde.

Les attentats du 11 septembre 2001, les interventions militaires en Afghanistan et en Irak, le projet américain de grand Moyen-Orient, le Printemps arabe et les changements des régimes en Méditerranée ont démontré la limite de l'action de l'UE au profit d'autres puissances comme les Etats Unis, la Russie, l'Iran et la Chine[793].

Développement n° 9, 1999.
791 « *Bilan 2012 de l'attractivité des pays MED en matière d'investissement étranger* » ANIMA, le 19 novembre 2013.
792 Nicole MADARIAGA « *Croissance sans emploi en Méditerranée. Que faire ?* » ideas4development.org, le 9 septembre 2013.
793 « *Méditerranée : les flottes se renforcent, l'enjeu se précise*» AGORA VOX.

Les résultats des différents projets européens ont été matérialisés par leurs grandes limites et l'action de l'Union européenne dans ce sens a été très décevante au point qu'il est difficile de mesurer l'impact positif de son action en Méditerranée[794].

Le processus de Barcelone a été sévèrement mis en doute par différentes parties européennes et méditerranéennes, car ses résultats ont été considérés comme très limités et sans réel impact sur les peuples de la région, en comparaison avec les résultats des adhésions des pays de l'Est au sein de l'UE[795].

Cet échec évident intervient dans un contexte où les pays de la rive Sud de la Méditerranée connaissent une forte augmentation de la population avec des besoins de plus en plus accrus et au moment où l'Europe a des besoins économiques et énergétiques importants, ce qui démontre l'intérêt que garde chaque partie méditerranéenne pour l'autre[796].

L'échec du processus de Barcelone intervient également à un moment où le degré de dépendances des pays du Sud de la Méditerranée à l'UE est très significatif, car ces pays sont

794 « *L'échec de la politique méditerranéenne de l'UE*» horizons-et-debats.ch, le 28 décembre 2011.
795 « *Processus de Barcelone, le constat d'échec* » La vie éco, le 15 avril 2005.
796 Jean-Yves MOISSERON « *Le Partenariat euro-méditerranéen: L'échec d'une ambition régionale* » Pug, Grenoble, 2005.

entièrement dépendants de l'Europe sur tous les plans politique, économique et même au niveau social[797].

Il est certain que l'échec du Processus de Barcelone ne peut en aucun cas satisfaire les parties intéressées, cependant les germes de cet échec existaient bel et bien avant la mise en place de ce partenariat, car cette région connaît de grands problèmes politiques et des rivalités entre certains pays Méditerranéens.

Ces rivalités et conflits sont suffisants pour détruire n'importe quel projet mis en place dans cette région et aucun projet ne peut espérer atteindre un degré satisfaisant de réussite avant le règlement définitif de ces conflits[798].

Le Processus de Barcelone reflétait certainement des insuffisances et des faiblesses et l'Union européenne malgré ses expériences n'a pas réellement agi pour régler les conflits persistants dans cette région avant d'entamer ce genre de partenariat[799].

Selon les éléments précédents, une continuation des politiques entamées contribuera au renforcement de l'écart de croissance économique, qui restera tout aussi important et le déficit commercial entre le Nord et le Sud ne sera pas inversé ni même résorbé.

---

797 « *Echec de l'Union pour la Méditerranée, l'UE responsable* » medea.be, le 05 novembre 2010.
798 Sous la direction d'Yves LACOSTE « *Géopolitiques de la Méditerranée* » Armand Colin, 2007.
799 « *Méditerranée : nations en conflit* » REVUE HÉRODOTE.

Le non-engagement sérieux et effectif dans le processus de Barcelone est dû essentiellement à d'autres obstacles d'ordres structurels, juridiques, macro-économiques et parfois même sociologiques.

Il s'avère que le Processus de Barcelone représente plusieurs facteurs d'échec qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la non-concrétisation de l'ensemble des objectifs tracés préalablement.

Même la mise en place de la Politique européenne de voisinage par l'UE dévoile sans équivoque l'échec du Processus de Barcelone et ce, malgré les différentes déclarations des hauts Responsables de l'UE stipulant que cette politique vient consolider les acquis du Partenariat Euromed et non pas le remplacer.

Présentement, il est temps d'apercevoir si la Politique européenne de voisinage a répondu efficacement aux attentes non-réalisées par le Processus de Barcelone.

Section II : La Politique Européenne de Voisinage

Face à l'échec partiel du Processus de Barcelone, l'Union européenne a procédé en 2004, au lancement de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) dans l'objectif d'empêcher l'apparition de nouveaux traits de clivage entre elle et ses voisins et en vue de consolider la prospérité, la stabilité et la sécurité dans son voisinage étendu et global[800].

La politique européenne de voisinage concerne principalement les pays voisins et ayant des frontières directes avec les pays membres de l'UE à savoir : l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, l'Egypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Moldavie, le Maroc, la Palestine, la Syrie, la Tunisie et l'Ukraine[801].

800 A travers sa politique européenne de voisinage (PEV), l'UE vise à renforcer les relations avec ses pays voisins à l'est et au sud afin de promouvoir la prospérité, la stabilité et la sécurité à ses frontières.

801 Lors du lancement de la PEV en 2003, il a d'abord été envisagé d'inclure les pays des Balkans occidentaux, qui ont été rapidement écartés compte tenu de leur vocation à adhérer à terme à l'Union européenne selon les termes du Conseil européen de Thessalonique, de juin 2003. Alors que la Commission proposait de l'inclure, le Conseil européen de juin 2004 a exclu, à la demande de cette dernière, que la Russie entre dans le champ de la politique de voisinage. Le même Conseil a décidé d'inclure les pays du Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) dans la politique européenne de voisinage, alors qu'ils ne partageront une frontière avec un État membre de l'Union européenne qu'après l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie en janvier 2007 (frontière maritime de la mer Noire), puis de la Turquie (frontière terrestre).

Bien que la Russie soit également un voisin de l'UE, les relations avec ce géant sont fondées sur un Partenariat Stratégique[802] qui englobe quatre "espaces communs"[803].

La bordure générale de la politique européenne de voisinage (PEV) a été dévoilée en mars 2003 dans une communication de la Commission sur l'Europe élargie et a été consolidée par un document de stratégie plus ample publié en mai 2004.

Ce document met en exergue l'approche proposée par l'UE à ses voisins pour œuvrer conjointement afin d'arriver à un rapprochement mutuellement bénéfique aux différents pays concernés par cette Politique[804].

Dans ses rapports sur la mise en œuvre de la Politique Européenne de Voisinage (PEV), (décembre 2006 et décembre 2007), la Commission a fait des propositions nouvelles et a énoncé

802 L'UE reconnaît que la Russie est un "partenaire stratégique" et base ses relations sur le concept de quatre espaces communs définis lors du sommet de Saint-Pétersbourg en mai 2003, sur lesquels des feuilles de route ont été convenues en mai 2005, en cohérence avec la PEV. Avec la fin du programme TACIS en décembre 2006, le partenariat stratégique avec la Russie sera également financé à partir de l'instrument de financement de la PEV, l'Instrument européen de voisinage et de partenariat, notamment pour la coopération transfrontalière et pour la mise en application des priorités identifiées dans les feuilles de route.

803 Un espace économique commun (suppression des frontières sur le commerce), un espace commun de liberté, de sécurité et de justice (facilitation des visas, lutte conjointe contre le terrorisme, le trafic de drogues, le blanchiment d'argent etc.), un espace commun de sécurité extérieure (multilatéralisme, non-prolifération des armes nucléaires et la non-ingérence russe dans les conflits dit « gelés » de Transnistrie, d'Ossétie du Sud, d'Abkhazie et du Haut-Karabagh, et un espace commun de recherche, d'éducation et de la culture (programme TEMPUS).

804 « *Politique européenne de voisinage* » Eeas.europa.eu.

ses stratégies visant la consolidation des objectifs communs tracés dans ce cadre.

En dévoilant cette nouvelle politique, l'UE a voulu suggérer à l'ensemble de ses voisins un cadre relationnel nouveau et attrayant, axé autour d'un dévouement réciproque pour la concrétisation des objectifs partagés liés aux valeurs universelles mutuellement cautionnées et promues par l'UE et les pays voisins[805].

Il s'agit, notamment de la démocratisation, des droits de l'Homme, du respect de la primauté de la règle de Droit, de la bonne gestion et de la gouvernance, de la transparence, des principes d'économie de marché et du développement permanent et durable[806].

La PEV vise ainsi de dépasser le cadre habituel bilatéral des relations des pays membres de l'UE avec les voisins pour offrir un cadre nouveau permettant de favoriser les relations politiques, économiques et sociales, dans la perspective d'arriver à une intégration plus avancée dans l'espace commun européen[807].

805 Le traité de Lisbonne a précisé les valeurs de l'Union, à savoir le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit et le respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Elles sont dites communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. (art. 2 TUE)
806 « *La politique Européenne de voisinage (PEV)* »Europa.
807 « *Qu'est-ce que la PEV ?»* La Documentation française, le 7 mai 2009.

Toutefois, le degré d'engagement et de participation dans cette politique dépend largement de la volonté de chaque État et demeure relatif à la procédure choisie pour partager ces valeurs[808].

Pour les pays aspirant à une adhésion à l'UE, la PEV reste distincte du processus d'élargissement et ne préjuge pas l'évolution future de leurs relations avec l'Union en vue d'une adhésion future à l'UE[809].

808 Ces valeurs ont été affirmées pour la première fois par le traité sur l'Union européenne (TUE), signé à Maastricht en 1992 et complété par le traité d'Amsterdam (1997). Elles ont été par la suite confirmées et complétées par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000) : "L'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'État de droit. Mais ce n'est qu'avec le traité de Lisbonne (2007) que la Charte s'est vu reconnaître la même valeur juridique que les traités et qu'elle a acquis un caractère obligatoire pour les États membres (art. 6 TUE). Les droits énoncés peuvent donc être invoqués par les citoyens européens à l'encontre d'un acte de l'Union qui leur serait contraire. Enfin, le traité de Lisbonne prévoit l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne de sauvegarde de droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950 (art. 6 TUE).

809 La PEV s'adresse à des pays qui n'ont pas de perspective d'adhésion. Etant donné que la Turquie a été reconnue comme un pays candidat lors du conseil européen d'Helsinki en décembre 1999, elle n'entre pas dans le cadre de la politique européenne de voisinage. L'approche de l'Union européenne envers les pays candidats et "candidats potentiels" est définie dans ses processus d'adhésion, de stabilisation et d'association.

Indicateurs économiques des pays partenaires de la politique européenne de voisinage[810]

Partenaires de la PEV	Population par millions	PIB par habitant (PPA) ($)	Croissance annuelle (2005) %	IDH (dév. humain)
Pays méditerranéens				
Algérie	32 854	7 189	5,3	0,722
Égypte	74 033	4 317	5,0	0,659
Israël	6 722	23 416	5,2	0,915
Jordanie	5 703	4 825	7,2	0,753
Liban	3 577	16 862	3,5	0,759
Libye	5 853	11 630	3,5	0,799
Maroc	31 478	4 503	1,8	0,631
Autorité palestinienne	3 889	726	-----	0,729
Syrie	19 043	3 847	3,5	0,849
Tunisie	10 102	8 255	4,2	0,753
Pays de l'Est				
Arménie	3 016	4 270	13,9	0,759
Azerbaïdjan	8 411	4 601	24,3	0,729
Biélorussie	9 755	7 711	9,2	0,786
Géorgie	4 474	3 616	7,7	0,732
Moldavie	4 206	2 374	7	0,671
Ukraine	46 481	7 156	2,6	0,766

Par ailleurs, l'élément central de la politique européenne de voisinage est axé autour des plans d'action PEV bilatéraux approuvés

810 « *Quels voisins pour l'Union européenne ?* » La documentation Française.

mutuellement par l'UE et chaque Pays partenaire et, qui tracent des objectifs de mutations et transitions politico-économiques avec des prérogatives à court et à moyen terme[811].

Liste des plans d'action adoptés par l'Union européenne et ses partenaires[812]

Partenaires de la PEV	**Entrée en vigueur des accords**	**Rapport PEV par pays**	**Plan d'action PEV**	**Adoption par l'UE**	**Adoption par partenaire**
Algérie	AA 09.2005	---	---	---	---
Arménie	APC 1999	Mars 2005	Adopté automne 2006	13.11.2006	14.11.2006
Azerbaïdjan	APC 1999	Mars 2005	Adopté automne 2006	13.11.2006	14.11.2006
Biélorussie	---	---	---	---	---
Égypte	AA 06.2004	Mars 2005	Adopté automne 2006	11.2006	6.03.2007
Géorgie	APC 1999	Mars 2005	Adopté automne 2006	13.11.2006	14.11.2006

811 L'approche de la Commission européenne se veut progressive et différenciée, au moyen de plans d'action par pays ou par région qui auront vocation, à terme, à se substituer aux stratégies existantes. La différenciation provient du fait que les degrés de coopération atteints à ce jour avec l'Union européenne sont très variables. Dans sa mise en œuvre, la PEV s'inspire fortement des mécanismes de préadhésion mis en place pour l'élargissement de 2004. Dans le même temps, elle suspend - provisoirement- le débat sur l'élargissement.

812 « *Les plans d'action et l'instrument financier* » La Documentation Française.

Israël	AA 06.2000	Mai 2004	Adopté fin 2004	21.2.2005	11.4.2005
Jordanie	AA 02.2002	Mai 2004	Adopté fin 2004	21.2.2005	02.6.2005
Liban	AA 04.2006	Mars 2005	Adopté automne 2005	17.10.2006	17.01.2007
Libye	---	---	---	---	---
Maroc	AA 03.2000	Mai 2004	Adopté fin 2004	21.2.2005	27.7.2005
Moldavie	APC 07.1998	Mai 2004	Adopté fin 2004	21.2.2005	22.2.2005
Autorité palestinienne	AA intérimaire 07.1997	Mai 2004	Adopté fin 2004	21.2.2005	4.5.2005
Syrie	---	---	---	---	---
Tunisie	AA 03.1998	Mai 2004	Adopté fin 2004	21.2.2005	4.7.2005
Ukraine	APC 03.1998	Mai 2004	Adopté fin 2004	21.2.2005	21.2.2005

AA : Accord d'association, APC : Accord de partenariat et de coopération

La mise en œuvre de ces Plans d'action est conjointement encouragée et surveillée par des sous-comités spécialisés dans des domaines bien précis et bien déterminés préalablement avec chaque pays voisin.

La Politique européenne de voisinage est également basée autour des accords existants préalablement, notamment les Accords

de partenariat et de coopération et les Accords d'association dans le cadre du Partenariat Euro-méditerranéen de Barcelone[813].

Ainsi, cette politique n'a pas concerné certains pays comme la Libye, la Syrie et la Biélorussie, puisque de tels accords ne sont pas entrés en vigueur.

Ces exceptions sont justifiées par les choix politiques des systèmes qui existaient dans ces pays durant la mise en œuvre de la Politique européenne de voisinage.

Afin de concrétiser les objectifs ciblant un approfondissement continu des relations avec les voisins et la construction d'une zone de stabilité, de sécurité et de prospérité pour tous, l'UE et les pays partenaires ont convenu des objectifs de réforme portant sur un large éventail de domaines tels que:

- La politique et la sécurité ;
- Le développement économique ;
- Les relations commerciales ;
- La mobilité des personnes ;
- L'environnement ;

813 Sarah BOCHUD « *Du processus de Barcelone à la politique européenne de voisinage : quelles avancées pour le commerce méditerranéen et le développement de la région ?* » Travail de Master sous la direction du Prof. Thierry Madiès, Université de Fribourg, novembre 2008.

- L'intégration des réseaux de transport et d'énergie ;

- La coopération culturelle et scientifique.

L'UE apporte dans ce cadre une assistance technique et financière à la mise en œuvre de ces objectifs et soutient ainsi, les efforts réalisés par les pays partenaires concernés[814].

Au début du processus, la Commission a préparé des rapports sur les pays voisins. Ces rapports évaluent la situation politique et économique et analysent les aspects institutionnels et sectoriels, tout en estimant quand et comment il sera possible de renforcer les relations avec les pays examinés[815].

Ces rapports ont été révélés pour la première fois en mai 2004 et concernent les sept premiers pays partenaires de l'Union européenne dans le cadre de la PEV, particulièrement les pays qui étaient déjà liés avec l'UE à travers d'autres Accords[816].

Cinq autres rapports ont été publiés en mars 2005, concernant les pays qui ont rejoint par la suite cette politique (Caucase méridional), ou sur des pays dont des Accords avec l'UE sont entrés entre-temps en vigueur (Égypte et Liban).

814 « *Instruments européens de partenariat et de voisinage* » Ec.europa.eu.
815 Yves VEYRIER « *L'Union européenne et ses relations de voisinage* » Avis et rapports du conseil économique, social et environnemental Français, 2009.
816 Jérôme Boniface « *La politique européenne de voisinage, entre élargissement et politique étrangère* » EIPASCOPE Bulletin, janvier 2005.

Les rapports sur les pays sont soumis au Conseil, qui garde la prérogative de décider s'il est convenable ou non de passer à l'étape suivante des relations.

D'autre part, en vertu du traité de Lisbonne de 2008, le Parlement européen a acquis des compétences élargies dans ce domaine et a vu le principe de codécision se renforcer davantage[817].

Il y a lieu de noter que 12 plans d'action dans le cadre de la PEV ont été mis en œuvre avec la Palestine, Israël, la Jordanie, le Maroc, la Moldavie, la Tunisie et l'Ukraine depuis 2005 et avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Liban et l'Égypte depuis fin 2006/début 2007[818].

Les plans d'Action concernant l'Algérie, la Biélorussie, la Libye et la Syrie n'ont jamais été élaborés pour des considérations liées aux choix politiques de ces pays[819].

La Commission avait également publié, le 4 décembre 2006, ses premiers rapports sur les progrès réalisés dans chaque pays voisin énonçant ainsi les avancées et les limites constatées par les experts de l'UE.

Une deuxième série de rapports de suivi, sur la mise en œuvre de la PEV a été publiée en 2007. Ces rapports ont dévoilé les

817 « *Le Traité de Lisbonne en 10 points-clés* » europarl.fr.
818 « *Plans d'action de la PEV et rapports sur les pays* » ec.europa.eu.
819 Pays ayant des choix politiques antilibéraux.

conclusions de la Commission concernant l'ensemble des pays voisins et ont été adoptés le 3 avril 2008.

Par la suite, l'UE a commencé à adopter annuellement des rapports concernant l'avancement de chaque pays partenaire et ses efforts pour la mise en œuvre de la PEV[820].

En vertu de la PEV, les pays voisins sont accompagnés par l'UE dans la mise en place des réformes et seraient appuyés par plusieurs moyens d'assistance techniques et financières émanant de la Commission européenne, y compris les instruments qui se sont affirmés comme efficaces lors de la mise en route des réformes en Europe Centrale, de l'Est et du Sud-Est, mais aussi de nouveaux instruments, comme la facilité d'investissement en faveur de la PEV et la facilité de gouvernance[821].

Des fiches d'informations sont également publiées par la Commission et sont régulièrement mises à jour.

Ces fiches décrivent le progrès réalisés à ce jour dans les pays suivants : l'Arménie, la Palestine, l'Azerbaïdjan, l'Égypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Moldavie, la Tunisie et l'Ukraine et concernent, notamment la mise en œuvre des réformes prioritaires[822].

820 « *Rapports de suivi PEV* » ec.europa.eu.
821 « *Financer la politique européenne de voisinage* » ec.europa.eu.
822 « *Fiches d'information décrivant le progrès à ce jour* » ec.europa.eu.

Par ailleurs, l'aide communautaire aux pays intéressés par la politique européenne de voisinage était classée dans le cadre de différents programmes géographiques, comme le programme TACIS[823] (pour les voisins de l'Est et la Russie) et le programme MEDA[824] (pour les voisins du Sud de la Méditerranée), ainsi que de programmes thématiques tels que l'Initiative Européenne pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH) [825].

A titre d'exemple pour la période budgétaire 2000-2006, les fonds réservés étaient d'environ 5,3 milliards d'euros pour MEDA et 3,1 milliards d'euros pour TACIS et 2 milliards d'euros prêtés par la Banque européenne d'investissement pour les pays bénéficiaires du programme MEDA et 500 millions d'euros pour les bénéficiaires du programme TACIS[826].

Dans le cadre de la réforme des instruments d'aide communautaire, les programmes MEDA et TACIS ont été

823 Le programme communautaire TACIS (Technical Assistance to the Commonwealth of Independant States-CEI) a été créé en décembre 1991. Instrument financier d'assistance technique, il a pour objectif d'encourager "l'établissement de conditions favorables à l'économie de marché et de renforcer la démocratie" dans les pays concernés.

824 Le programme MEDA constituait le cadre financier principal de la coopération de l'Union européenne avec les pays méditerranéens, dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen, avant son remplacement par l'Instrument européen de voisinage et de partenariat.

825 Lancé en 2006, l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) remplace l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (2000-2006), dont il est inspiré. L'IEDDH a pour objectif de soutenir la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans les pays n'appartenant pas à l'UE.

826 Instrument européen de voisinage et de partenariat- Documents de stratégie- http://ec.europa.eu

transformés à partir du 1er janvier 2007, en un seul instrument, en l'occurrence, l'Instrument européen de voisinage et de partenariat[827].

Les méthodes et instruments suivis au niveau de la politique européenne de voisinage (PEV) sont comparables aux moyens utilisés aux niveaux d'appuis des processus de transition appliqués ailleurs[828].

La politique européenne de voisinage (PEV) pourvoit, ainsi, la mise en place d'un espace pour les relations avec l'ensemble des pays voisins qui n'ont pas pu adhérer à l'UE pour différentes raisons.

Par ailleurs, l'étendue orientale de la PEV a été rénovée en 2009, avec la mise en place du Partenariat Oriental[829], qui permet une coopération multilatérale avec les pays d'Europe orientale.

Au niveau parlementaire, le Parlement européen (PE) a établi en 2011, avec les partenaires orientaux[830], une Assemblée

827 L'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) est l'instrument financier de la politique européenne de voisinage (PEV). Il s'adresse aux pays partenaires de la PEV ainsi qu'à la Russie et offre un cofinancement aux processus de renforcement de la gouvernance et de développement économique et social équitable. L'IEVP soutient également la coopération transfrontalière et transrégionale ainsi que l'intégration économique progressive des pays bénéficiaires à l'Union européenne (UE).

828 Les Instruments de la PEV sont : Les Accords conclus avec les pays voisins du Sud et de l'Est- Les Plans d'action et le partenariat oriental.

829 La politique européenne de voisinage (PEV) et le partenariat oriental (Fiches techniques sur l'Union européenne – 2013)- Document publié par le Parlement européen.

830 Le partenariat oriental représente une nouvelle étape des relations qui unissent l'Union européenne à six pays de l'ex-URSS, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie (sous réserve de sa démocratisation), la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Cet approfondissement des relations entre l'UE et ces pays devrait impliquer la signature de nouveaux accords d'association qui incluront des accords de libre-échange renforcés et

parlementaire UE/voisinage appelée (Euronest) et avait développé avec les pays du Sud un Partenariat dans le cadre de l'Assemblée Parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UPM).

Il est à remarquer que la PEV a permis de consolider un partenariat et une coopération multilatérale avec le voisinage qui existait sous d'autres formes en adaptant ce partenariat aux exigences de chaque partenaire, ce qui a permis d'aboutir à des résultats différents et variables liés à l'état d'avancement de chaque partenaire.

Nous pouvons constater également que le bilan de cette politique demeure tout de même controversé et les politiques européennes semblent n'avoir eu qu'un effet limité sur les pays voisins partenaires.

En effet, les voisins orientaux ont connu plusieurs secouements économiques et politiques et les voisins méditerranéens ont passé par des révolutions populaires et des bouleversements politiques.

Dans ce contexte, la révision de la PEV entreprise en 2010 a pris un nouveau tournant avec les soulèvements arabes en 2011[831].

---

globaux avec les pays qui souhaitent renforcer leurs relations et en sont capables, l'intégration graduelle dans l'économie de l'UE et la facilitation des déplacements vers l'UE par le biais de la libéralisation progressive du système de visas, accompagnée de mesures fortes pour combattre l'immigration irrégulière. Initié en juin 2008 par la Pologne et la Suède, le projet a été remis à l'ordre du jour par la présidence tchèque du Conseil de l'Union européenne en 2009 après la crise entre la Russie et la Géorgie, en août 2008.

831 Antonin TISSERON « *L'Union européenne face au « printemps arabe » : une nouvelle stratégie et des incertitudes* » Institut Thomas More- 7 Septembre 2011.

L'UE a commencé à réfléchir sérieusement sur l'avenir de sa PEV et cette fois le Parlement européen a été associé à cette réflexion à travers la préparation de deux rapports, conformément aux dispositions du Traité de Lisbonne.

Ainsi, le premier rapport a été rédigé par le député européen portugais Mario DAVID et a concerné la dimension méridionale de la PEV[832].

Le second rapport a été élaboré par l'eurodéputé polonais Marek SIWIEC et concerne la dimension orientale[833].

Ces deux rapports ont été adoptés le 7 avril 2011 en session plénière et ont apporté une vision critique à la PEV avec des recommandations pour dépasser les erreurs observées dans sa mise en œuvre.

A l'instar des autres initiatives européennes, la Politique européenne de voisinage a également connu des limites internes et externes et les degrés d'engagements des pays voisins différaient d'un pays à l'autre, selon les régimes en place, les intérêts de chaque pays et les relations préétablies avec la partie européenne[834].

832 « *Rapport sur la révision de la politique européenne de voisinage – dimension méridionale* » Parlement européen, P7_TA(2011)0154, du 7 avril 2011
833 « *Rapport sur la révision de la politique européenne de voisinage* » Parlement européen, P7_TA(2011)0576, du 7 avril 2011.
834 « *La politique européenne de voisinage (rapport d'étape)* » Rapport du SENAT, le 30 avril 2014.

L'avènement du Printemps arabe a visiblement bouleversé l'ensemble des pays Méditerranéens et l'UE a démontré son incapacité et ses limites d'action durant ces évènements, en gardant parfois le silence et en soutenant parfois les aspirations populaires, tout en affirmant sa disposition à garder de bonnes relations avec les régimes existants[835].

Ces différenciations de politique ont affaibli sans équivoque l'action de l'UE en faveur d'autres puissances mondiales qui avaient des positions mieux tranchées en faveur de cette partie ou l'autre, telles que les États Unis qui a soutenu ouvertement les tendances révolutionnaires ou la Russie, l'Iran et la Chine qui ont affirmé leurs appuis à certains régimes en place.

L'UE qui devait à chaque fois représenter les différents points de vue de ses pays membres a montré la faiblesse de coordination et de cohésion en matière des Affaires Étrangères. Ainsi, elle a marqué à plusieurs reprises des retards d'action dans des moments où les autres puissances avaient manifesté sur le champ leurs couleurs, en affirmant leurs degrés d'implication et d'intérêts dans les conflits Méditerranéens.

Les politiques et les choix de l'UE dans le cadre de la PEV n'ont pas montré des résultats efficaces et n'ont pratiquement rien apporté d'une manière tangible aux pays voisins méditerranéens

835 « *La politique méditerranéenne de l'Union européenne après le printemps arabe*» Rapport du SENAT, le
30 avril 2014.

durant les différentes crises et ce, malgré les promesses lancées par les organismes communautaires[836].

D'ailleurs, il est à rappeler que la Politique Européenne de voisinage était prioritairement destinée aux pays Est européens qui pourraient devenir à terme membres de l'UE, avant que la France, l'Espagne et l'Italie n'insistent pour élargir ce partenariat aux Pays Méditerranéens. Ainsi, les réflexions en vue d'un équilibre entre la politique orientale et méridionale furent relativement concluantes[837].

Les «Plans d'actions» qui sont conçus comme l'instrument capital de la PEV pour contribuer à l'approfondissement des relations bilatérales avec chacun des États de la PEV ont démontré à leur tour leurs limites, vu la non-concordance des résultats perçus dans la globalité[838].

Néanmoins, il faudrait admettre que les résultats de la PEV restent plus ou moins mieux que les résultats perçus des Accords de Barcelone, car ils ont permis d'établir quelques programmes de réformes dans certains domaines clés[839].

836 J.L. FUGUET, B. GUILHON, N. ROUX « *Les Pays Méditerranéens face à la politique européenne de voisinage (PEV)* » CEFI, EA 3782, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de la Méditerranée.
837 Julien JEANDESBOZ « *Définir le voisin. La genèse de la Politique européenne de voisinage* », Cultures & Conflits été 2007.
838 « *Les plans d'action et l'instrument financier* » ladocumentationfrancaise.fr, le 07 mai 2009.
839 « *Une politique innovatrice : les plans d'action* » ladocumentationfrancaise.fr, le 13 juillet 2006.

De ce fait, la Politique européenne de voisinage est mieux productive de résultats que le Processus de Barcelone, bien que ces résultats différent d'un pays à l'autre.

Toutefois, la Politique européenne de voisinage n'a pas atteint une suppression des principales causes d'affaiblissement du Processus de Barcelone.

Certains pays du Sud de la Méditerranée critiquent même le double langage de l'UE en matière de libéralisation du commerce agricole et des services et accusent l'UE d'agir uniquement selon ses propres intérêts, en affirmant qu'elle n'hésite pas à manifester certaines tendances protectionnistes, en contradiction avec les principes libéraux véhiculés par l'Europe et par l'OMC[840].

La Politique Agricole commune reste la principale accusée à ce sujet car elle représente des entraves majeures face aux produits agricoles émanant de certains pays du Sud qui restent très performants et compétitifs dans ce domaine, ce qui va entièrement contre les messages et les buts de la PEV[841].

Ce problème s'ajoute à d'autres embarras comme l'insuffisance au niveau de la réduction des obstacles non tarifaires

840 « *Export de fruits et légumes : Crise ouverte entre Rabat et Bruxelles* » L'Economiste du Maroc, Édition N° 4254, du 14 avril 2014.
841 Jean-Christophe KROLL et Aurélie TROUVE « *Sous la pression de l'Organisation mondiale du commerce : La politique agricole commune vidée de son contenu* » Le Monde Diplomatique, janvier 2009.

au commerce, l'insuffisance du soutien financier et la complexité générale des Accords d'association.

D'autre part, les actions régionales en faveur d'un accroissement des relations de l'UE avec ses partenaires méditerranéens ont été ralenties par le nouveau principe de bilatéralisme différencié selon le partenaire et ses engagements au niveau de ce partenariat.

Les promesses européennes pour l'atteinte d'un rapprochement concernant tous les domaines politiques et économiques et la mise en place de la zone de libre-échange, se sont heurtées parfois aux contradictions européennes véhiculant des messages libéraux pour les voisins du Sud et manifestant des politiques protectrices à l'égard de leurs produits !

D'autre part, les plans d'actions comprennent des marques tangibles et des traits marquants pour un développement économique, mais ne contiennent rien de semblant et de concret sur le plan politique.

Nous pouvons comprendre que l'UE n'a rien fait matériellement pour inciter les régimes politiques voisins à aller vraiment dans le sens de la démocratisation, car les politiques tracées sont restées inapplicables jusqu'à l'amorce du Printemps arabe.

L'UE misait sur une libéralisation économique comme un moyen d'atteinte des réformes politiques. Par ailleurs, vu les faibles

réalisations économiques, il était naturel que les réalisations politiques soient à leur tour limitées.

Le choix d'adopter des relations bilatérales dans un cadre global a également vidé la PEV de son sens, car les espérances d'atteindre une dynamique globale ont été atténuées par les différences de rythmes entre les différents pays concernés.

L'UE semble avoir mis les pays voisins dans une logique de compétition qui n'a pas intéressé tout le monde, sauf quelques pays qui espéraient harmoniser leurs politiques internes avec les politiques de l'UE pour des raisons politiques économiques et historiques.

L'UE soutient les pays tiers méditerranéens dans leur compétition internes pour parvenir plus précipitamment à une juxtaposition et une harmonie sur tous les plans, toutefois les incitations globales pour atteindre un processus d'intégration régionale complet et approfondi semble loin des moyens mis en œuvre pour atteindre cet objectif.

Il est à conclure également que les Pays voisins du Sud exigeaient que la PEV soit complémentaire avec le Processus de Barcelone au moment où l'UE préférait faire de sa politique de voisinage un cadre différent global et bilatéral à la fois, ce qui témoigne de la divergence entre la vision européenne et la vision des voisins du Sud.

Section III : L'Union pour la Méditerranée (De l'idée au Printemps arabe)

L'Union pour la Méditerranée représente actuellement la dernière forme du Partenariat euro-méditerranéen et la dernière Institution mise en place dans le cadre des relations liant l'UE à ses partenaires Méditerranéens du Sud.

Avant d'arriver au statut actuel de cette Union, il est important de revenir aux ébauches de cette idée et aux enjeux qui ont abouti à sa création.

Comme nous l'avons signalé précédemment, vu le pivotement du regard de l'UE vers l'Est européen, la France avec son attachement particulier à la Méditerranée et à ses Ex- colonies du Maghreb, avait tout intérêt à ramener l'intérêt de l'Union européenne vers la rive Sud de la Méditerranée.

Pratiquement, pour arriver à cette étape, il fallait attendre la campagne présidentielle Française de 2007 et précisément la campagne de Nicolas SARKOZY, qui a défendu la création d'Union méditerranéenne qui sera baptisée par la suite l'Union pour la Méditerranée (UpM)[842].

Le projet de l'Union pour la Méditerranée apparaissait selon les déclarations de Nicolas Sarkozy comme un outil majeur, en vue

842 Dorothée SCHMID « *L'Union Pour la Méditerranée, coup d'essai de la diplomatie sarkozyenne?* » Centre Thucydide, Analyse et recherche en relations internationales, afri-ct.org, Annuaire Français de Relations Internationales, volume X, 2009.

d'entériner la paix et la stabilité dans cette zone de haute importance géostratégique[843].

L'idée de Nicolas SARKOZY trouve son origine dans un discours politique français traditionnel, qui a comme concept et principe l'unité de la Méditerranée autour de la France et comme objectif déclaré, mettre la zone Euro-méditerranéenne sur un sentier de croissance économique et d'unité politique[844].

Cette unité a toujours été perçue comme un arrière-plan de la croissance européenne, tout en se basant sur l'unité naturelle de la Méditerranée culturelle, défendue par de grands courants pro-méditerranéens français.

Ainsi, ce n'était pas une surprise que le parrain effectif de l'Union pour la Méditerranée, soit l'Ex-Président Français Nicolas Sarkozy, qui avait proposé publiquement la création de cette Union, à l'Université Mohamed V de Rabat, en mars 2005, à l'époque où il était encore Ministre de l'Intérieur[845].

---

843 « *Discours de Toulon, 7 février 2007* » L'ensemble des discours de campagne et des discours présidentiels de Nicolas Sarkozy sont disponibles sur le site Internet de l'UMP, u-m-p.org.

844 Hayète CHERIGUI « *La Politique méditerranéenne de la France, entre diplomatie collective et leadership* » L'Harmattan, Paris, 1997.

845 Lors de la visite du président de l'UMP au Maroc en mars 2005, Sarkozy a affirmé qu'il « n'aime pas la langue de bois. Ce que je dis ici ne changera pas quand je retraverse la Méditerranée ». Dans un discours prononcé à l'université Mohammed V à Rabat, il a appelé de ses vœux « l'instauration d'un partenariat exceptionnel entre l'Union européenne et les pays de la rive sud de la Méditerranée, conformément à l'article 57 de la Constitution européenne. Un partenariat qui unierait nos efforts dans la lutte contre le terrorisme et les trafics de tout genre ».

De nouveau et lors de sa campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait prononcé, le 7 février 2007, son discours de Toulon, dans lequel il avait rappelé les liens historiques entre la France et la Méditerranée[846].

A cette occasion, il avait également évoqué l'importance de la création d'une Union méditerranéenne et sa nécessité pour l'avenir géostratégique de la France dans la rive sud-méditerranéenne[847].

Cette Union qui devait être selon lui « ***une réelle enceinte de liaison entre le passé et l'avenir est également une reconnaissance de la mémoire collective méditerranéenne*** »[848].

Postérieurement, le candidat Sarkozy n'a pas raté l'occasion de réitérer sa volonté de créer cette Union, lors du débat télévisé du 2 mai 2007, face à la Candidate Socialiste Ségolène Royal[849].

Lors de cette étape décisive suivie par plus de 20 millions de téléspectateurs, la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne a été posée aux deux candidats.

A cette occasion, Nicolas Sarkozy a manifesté son opposition à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, en donnant comme

846 « *Discours de Toulon, 7 février 2007* » L'ensemble des discours de campagne et des discours présidentiels de Nicolas Sarkozy sont disponibles sur le site Internet de l'UMP, u-m-p.org.
847 Deodato CAMBARAU « Union pour la Méditerranée : cap sur l'inconnu » confluences méditerranée, le 15 février 2008.
848 « *Retour sur Quel travail de mémoire en Méditerranée ?* » voxmediterranei.com.
849 « *La transcription exhaustive du débat* » Libération, le 2 mai 2007.

argument l'emplacement géographique de cet État en Asie mineure[850].

A cette occasion, il s'est même interrogé : «***Si la Turquie pourrait adhérer à l'Union européenne pourquoi pas le Maroc?***».

Selon lui, la Turquie devrait être placée au cœur de l'Union méditerranéenne uniquement et non pas au sein de l'Union européenne[851].

En revanche, Ségolène Royal qui s'est montrée plutôt favorable à la candidature Turque, avait demandé de ne pas fermer brusquement les négociations avec Ankara, en insistant sur l'importance de donner une chance aux Turcs[852].

En effet, la candidate socialiste s'est montrée plus au moins hésitante à ce sujet, ce qui lui a pratiquement coûté des points importants face à son adversaire.

850 Nicolas Sarkozy : «Non. Les négociations ont commencé en 1964. Nous sommes en 2007. Il est venu le temps de dire aux Turcs si on en veut ou pas. Ce n'est pas une question de démocratie. Ce n'est pas une question de musulman ou d'islam, c'est que la Turquie, c'est l'Asie mineure, ce n'est pas l'Europe. Il faut dire clairement à ce grand peuple qu'est la Turquie, qu'ils ont vocation à être le cœur de l'union de la Méditerranée, mais pas le cœur de l'union européenne».

851 Philippe Maurel « *La Turquie s'invite lors du débat entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy* » Observatoire de la Vie Politique Turque- hypotheses.org.

852 Jean Marcou « *Ségolène Royal favorable à la candidature turque à l'UE* » ovipot.hypotheses.org, le 28 mars 2007.

Ainsi, elle avait proposé que les Français puissent être consultés sur cette question par référendum conformément aux dispositions constitutionnelles[853].

Cette proposition n'a pas été bien reçue par la majorité des citoyens Français qui attendaient plutôt des visions concrètes et pratiques sur ce point.

Par ailleurs, nous retenons qu'à ce moment précis, le candidat Sarkozy avait lancé l'idée de la création d'une Union méditerranéenne pour répondre à une autre question concernant l'adhésion de la Turquie à l'UE.

De ce fait, ce débat télévisé a constitué un moment historique très marquant et le début réel de la naissance de l'Union pour la Méditerranée.

Cette suggestion de grande importance pour l'avenir des relations Euromed a été confirmée par la suite par Nicolas SARKOZY, lors de sa cérémonie d'investiture, le 16 mai 2007[854].

Nous évoquons singulièrement cette phrase très significative prononcée lors du premier discours présidentiel du nouveau Chef de l'Élysée :

853 « *La transcription exhaustive du débat* » Libération, le 2 mai 2007.
854 « *Cérémonie d'investiture familiale pour Sarkozy* » Le Nouvel Observateur Politique, le 16 mai 2007.

«***Je me battrai pour une Europe qui protège, pour l'Union de la Méditerranée et pour le développement de l'Afrique***»[855].

Les termes «***Je me battrai***» confirment une volonté de concrétiser ce projet quel qu'en soit le prix.

Les jours ayant suivi la prise de fonctions du nouveau Président ont confirmé qu'il a bien fallu se battre diplomatiquement pour empêcher l'avortement du grand objectif, tant espéré par lui et par plusieurs autres parties méditerranéennes[856].

Les premières oppositions : La réaction turque

Effectivement, les difficultés prévisibles se sont arborées. Nous observons, dans ce sens, le refus immédiat et sans équivoque des Turcs concernant la proposition de Sarkozy, notamment pour tout ce qui concerne le remplacement de l'adhésion à l'Union européenne par l'adhésion à l'Union méditerranéenne[857].

Vraisemblablement, la Turquie a bien compris la volonté du Président Français qui voulait utiliser l'Union pour la Méditerranée comme un moyen pour maintenir la Turquie hors de l'Union européenne.

---

855 « *Les principaux points du discours de M. Sarkozy* » Le Monde.fr avec AFP, le 16 mai 2007.
856 « *L'Union pour la Méditerranée décapitée* » Le nouvel observateur, le 26 janvier 2011.
857 Ayşe Gülce UYGUN « *La position de la Turquie à l'égard de la coopération méditerranéenne* » Géopolitique spatiale.

Pour cela les dirigeants Turcs ont ouvertement exprimé leur refus quant à toute proposition voulant faire de l'UpM une enceinte de remplacement à leur demande d'adhésion à l'UE.

Ils ont interprétai que Sarkozy espérait selon ses déclarations de détourner Ankara de sa vocation européenne en l'orientant vers une adhésion à cette nouvelle organisation à vocation régionale[858].

Il fallait ainsi mobiliser les appareils diplomatiques et présenter des concessions afin d'aboutir à une participation de la Turquie dans cette nouvelle Union.

Ainsi, suite à des promesses qui ont pu rassurer Ankara par les diplomates européens et français, les Turcs ont accepté finalement, la participation à cette Union en parallèle au processus d'adhésion de leur pays à l'UE, ce qui garantira pratiquement à la Turquie deux adhésions à deux entités régionales différentes de grande importance géostratégique[859].

Pour des raisons pragmatiques et qui relèvent de la realpolitik, le Président français devait à son tour accepter cette réalité et recevoir les exigences turques[860].

858 Jean MARCOU et Cécile NOURIGAT « *La France, la Turquie et l'Union Européenne: Evolution des relations franco-turques et des perspectives d'intégration européenne pour la Turquie depuis l'élection présidentielle française de 2007*» Reeovipot.free.fr, Juin 2007.
859 Dorothée Schmid « *La Turquie et l'Union pour la Méditerranée : un partenariat calculé* » Politique étrangère 1/2008 (Printemps).
860 Michel CAMAU « *L'Union pour la Méditerranée: « rêve » méditerranéen et malaise européen* » Outre-Terre, n° 23, Mars 2009.

En esquisse à ses concessions, une acceptation officielle d'adhésion à la nouvelle Union a été donnée par Ankara[861].

Nicolas Sarkozy devait faire face à d'autres inquiétudes émanant cette fois du côté européen.

Ces premières inquiétudes face à la proposition de la nouvelle Union suggérée émanaient essentiellement du Sud européen, notamment des pays comme l'Espagne et l'Italie[862].

C'est évidemment pour des raisons liées à l'histoire de ces pays avec la Méditerranée que les Chefs des deux États devaient se méfier face aux intentions françaises qui pourraient être monopolistes[863].

Leur désarroi se manifeste en une perplexité face à l'attribution de rôles secondaires derrière la France, qui se présente clairement comme l'initiatrice de la nouvelle Union[864].

Ainsi, l'Italie avec son passé romain qui considérait la Méditerranée comme la « Mare Nostrum » et les Espagnols avec leur histoire ibérique fondée sur les invasions maritimes et récemment

861 D. Schmid « *Sur les positions de Nicolas Sarkozy et de l'UMP concernant la Turquie avant la présidentielle* » The Franco-Turkish Relationship in Turmoil, Istanbul, EDAM, « EDAM Report », janvier 2007
862 «*Union méditerranéenne: Nicolas Sarkozy tâte le terrain*» EurActiv, le 18 juillet 2007.
863 José Luis Neila HERNANDEZ « *L'Espagne et le dialogue euro-méditerranéen* » CVCE.
864 Pierre DORTIGUIER « *La rivalité –franco-italienne, nouvelle donne européenne?* » French.irib.ir.

avec leur processus notoire de Barcelone, ont montré leurs inquiétudes surtout que la France ne les ait pas consulté préalablement avant le lancement de cette nouvelle proposition.

Ces deux géants méditerranéens, ne pouvaient rationnellement pas exclure leur éventuelle adhésion et contribution à la mise en place de la nouvelle Union ; mais ils se sont légitimement inquiétés face aux rôles secondaires qui pouvaient leur être attribués dans ce cadre[865].

De ce constat, les Italiens et les Espagnols ont officiellement manifesté leurs réserves qui trouvent fondement dans les caractéristiques géostratégiques des deux pays méditerranéens et leurs intérêts hautement levés à cette région[866].

Comme énoncé auparavant, une initiative unilatérale de la France risquait évidemment de menacer leurs intérêts stratégiques et de les mettre en position d'observateurs.

Ces appréhensions ont amené les trois chefs d'État à négocier ensemble les conditions et modalités de création et de participation à la nouvelle Union[867].

865 Hichem GOMBRA « *Union Pour la Méditerranée ou Empire Romain ?* » GlobalNet, le 09 Février 2012.
866 Maurice PERNOT « *La politique italienne dans la Méditerranée* » "Politique étrangère, revue trimestrielle, Volume 1- Numéro 6, Année 1936.
867 Yves LACOSTE « *Les enjeux complexes des rivalités de pouvoir- la géopolitique en Méditerranée* » La Tribune, le 10 mai 2009.

Ainsi, le Président français et les Chefs des Gouvernements italien et espagnol se sont rencontrés à Rome, le 20 décembre 2007 et après des discussions solennelles et approfondies, ils ont lancé ensemble un appel pour la fondation de l'Union pour la Méditerranée[868].

Le projet a été ainsi appuyé officiellement par Romano PRODI et José Luis ZAPATERO et a été considéré comme un projet des pays riverains européens en faveur des pays du Sud de la Méditerranée «***L'Union pour la Méditerranée aura vocation à être le cœur et le moteur de la coopération en Méditerranée et pour la Méditerranée***»[869].

Les tâches ne furent pas aisées non plus du côté du Nord. L'Allemagne, par la voie de sa chancelière Angela MERKEL, a manifesté son refus et a exprimé son scepticisme face au nouveau projet, jugé comme concurrent de l'Union européenne.

Cette position manifestait distinctement l'objection à toute exclusion de l'Union européenne dans la prise de décision, vu que la création de cette Union menacerait le rôle et les compétences de l'Union européenne et marquerait un double rôle plausible des pays qui sont européens et riverains méditerranéens à la fois.

868 « *L'Appel de Rome pour l'Union pour la Méditerranée* » le 20 décembre 2007.
869 Alain BARLUET « *Sarkozy rééquilibre son projet d'Union méditerranéenne* » Le Figaro, le 21 décembre 2007.

La fermeture allemande se justifie logiquement par l'inquiétude face à l'exclusion de l'Allemagne de cette Union en raison du caractère géographique.

Cette manifestation d'opposition était nécessaire pour la diplomatie allemande, afin soit d'obtenir un rôle primordial dans la nouvelle Union, soit tout bloquer dans l'attente d'un compromis politique mutuellement acceptable[870].

Une véritable tension a été sentie dans les déclarations allemandes, menaçant tragiquement l'entente du couple franco-allemand, moteur de l'Union européenne.

Dans le but d'éviter ce bouleversement, une rencontre a eu lieu le 3 mars 2008 à Hanovre entre Nicolas SARKOZY et Angela MERKEL.

Lors de cette rencontre, les deux Chefs d'État ont abordé les abondants points de désaccords et sont parvenus à un arrangement en faveur d'une "***Union pour la Méditerranée***", qui verra la participation de l'Union européenne en totalité de ses membres[871].

Les clauses de cet arrangement se résument en une continuation du Processus de Barcelone et non en la création d'une

870 Pour une analyse de la position allemande au sujet de l'UPM, voir D. Schmid, « *L'Union pour la Méditerranée : un nouveau moteur français pour les politiques européennes en Méditerranée ?* » contribution au Dialogue d'avenir DGAP/IFRI.
871 Emmanuel ALCARAZ « *De l'Union méditerranéenne à l'Union pour la méditerranée : chimère ou dépassement du processus de Barcelone?* » Blog d'Emmanuel ALCARAZ, Doctorant à l'INALCO.

nouvelle entité comme voulue auparavant par le Président Français[872].

Nous pouvons remarquer que la voix allemande semblait parler au nom de tous les pays non-méditerranéens membres de l'UE, qui ont retrouvé un rôle capital omis au début dans le projet initial escompté par la France[873].

Ainsi, c'est grâce à l'acceptation de l'Allemagne que les différents pays de l'Union Européenne ont pu joindre la nouvelle Union[874].

Les positions au Sud de la Méditerranée

Du côté Sud-méditerranéen et depuis l'ébauche du débat, des pays comme le Maroc et la Tunisie ont amplement répondu par un "OUI" à cette initiative française.

Les confirmations officielles ont été exprimées lors des premières visites officielles de Sarkozy aux pays du Maghreb, les 10 et 11 Juillet 2007[875].

872 Marc FOGLIA « *La crise franco-allemande autour du projet d'Union méditerranéenne semble résolue* » Groupe des Belles Feuilles

873 Géoéconomie no 42, publié par l'Institut Choiseul, consacrant un dossier entier au sujet « *Quelle union méditerranéenne ?* » autour d'articles rédigés par des spécialistes de la question comme Jean-François Daguzan, Pierre BECKOUCHE, Gigori LAZAREV, Jean-Louis GUIGOU, Juan Prat Y COLL, Jean DUFOURCQ et Pierre-Thomas DUSSART.

874 « *Quelle union pour quelle Méditerranée?* » Sous la direction de Charles Saint-Prot et Zeina el Tibi, contributions de Mustapha Cherif, E. Dupuy, Henri Guaino, Bichara Khader, Jawad Kerdoudi, Alain Le Roy, A-T. MOCILNIKAR, Hatem M'RAD, Pierre PASCALLON, Salah STETIE. Paris : Observatoire d'études géopolitiques, Études géopolitiques 9- Éditions Karthala

Ceci en dépit du malentendu entre Rabat et Paris survenu à l'occasion de la proposition de visite pour une demi-journée au Maroc.

Les Marocains avaient en effet refusé la proposition de l'Élysée et avaient invité le président français à effectuer ultérieurement et sur invitation du Palais Royal une visite de trois jours, considérant l'importance des dossiers à traiter[876].

Ce fut indubitablement une réponse qui montre une grande méfiance sur un éventuel rapprochement franco-algérien susceptible de menacer directement les intérêts marocains, en particulier sur le dossier du Sahara[877].

Ces inquiétudes ont été subséquemment démolies lors de la visite officielle de Sarkozy au Maroc du 22 au 24 octobre 2007, où le Roi Mohammed VI avait déclaré dans son discours de Marrakech :

« ***Nous sommes déterminés à explorer avec vous toutes les opportunités visant à promouvoir une approche inédite et progressive du partenariat ainsi envisagé et une prise en charge***

875 Bouchra BENHIDA et Younes SLAOUI « *Géopolitique de la Méditerranée*» PUF, 2013.
876 Djilali BENYOUB « *Visite privée au Maroc avant son rendez-vous d'Alger* » Liberté, le 15 novembre 2007.
877 « *Maroc-Algérie : Je t'aime, moi non plus* » Courrier International, n° 962 du 9 avril 2009.

novatrice et solidaire des multiples défis de notre espace méditerranéen »[878].

Dans ce sens, les diplomates marocains furent actifs au début dans la promotion du projet.

Nicolas Sarkozy de son côté et lors de son déplacement au Maroc a prononcé son discours de Tanger où il avait lancé un appel invitant tous les pays et peuples de la Méditerranée à «***construire l'Union méditerranéenne***»[879].

Non loin de la position marocaine, la Tunisie a également accepté le projet français dès l'été 2007.

Le président déchu Zine El-Abidine BEN ALI a affirmé son soutien à l'initiative de Nicolas Sarkozy, tout en rappelant, lors de la visite d'État de ce dernier à Tunis en avril 2008, sa détermination pour «***une participation plus large des pays de la rive Sud à l'élaboration des plans et à la prise des décisions***»[880].

Sur la même voie, l'Égypte sous la direction du Président déchu Mohammed Hosni MOUBARAK a été favorable au projet[881]

878 « *L'Union méditerranéenne, point fort de la visite de Sarkozy au Maroc* » Le Point, le 18 octobre 2007.
879 BEATRICE PATRIE et Emmanuel ESPANOL « *Méditerranée, adresse au président Nicolas Sarkozy* » Sindbad/actes-sud.
880 « *Sarkozy entame sa visite d'Etat en Tunisie par des contrats et des accords* » La Dépêche, le 28 avril 2008.
881 « *L'Egypte et l'Union pour la Méditerranée* » Portail du Ministère des Affaires Etrangères de l'Egypte.

avec la condition implicite de ne pas mélanger la question des droits de l'Homme avec les affaires de coopération.

Cette position fut partagée par la majorité des régimes des pays de la rive Sud, ce qui a imposé à la partie européenne de mettre à l'écart toutes les questions de démocratisation et des droits humains tant qu'ils comptent sur une participation active des États concernés[882].

Alors que du côté algérien, un refus du projet fut exprimé par les responsables, notamment le Ministre des Affaires étrangères qui a donné comme raison la participation et le rôle d'Israël dans cette Union[883].

Compte tenu des rivalités entre le Maroc et l'Algérie, nous pouvons légitimement nous interroger si ce refus n'émanait pas réellement des inquiétudes face au rôle qui sera vraisemblablement attribué au Maroc dans cette Union.

Face aux pressions diplomatiques françaises, Alger a accepté à la dernière minute de prendre part au sommet de Paris et ce, malgré la participation d'Israël et malgré sa présence effective dans cette nouvelle Union [884]!

882 Marine GOUVERS « *Mémoire : La question de la protection des droits de l'homme dans les rapports euro-mediterraneens* »- Faculté de droit de Poitiers - Master de recherche droit public fondamental, année 2008.
883 « *Union pour la Méditerranée - L'Algérie refuse de se prononcer* » Le Devoir, le 23 juin 2008.
884 « *Union pour la Méditerranée : l'Algérie entretient le suspense* » Le Monde.fr avec

Parallèlement, Kadhafi a refusé l'adhésion à la future Union, en évoquant la participation d'Israël et l'éventuel rôle néocolonial de l'UpM, en rappelant l'attachement de la Libye à l'Afrique et sa méfiance face aux éventuelles volontés cachées de l'Europe[885].

Cette position a été maintenue par les Libyens qui n'ont pas participé au sommet de Paris et qui ont refusé jusqu'à la chute du régime de Kadhafi en 2011 l'adhésion à l'UpM.

Vers la tenue du sommet

C'est grâce à ces éphémères accommodements et arrangements diplomatiques que le Conseil européen sous présidence française a adopté le 13 mars 2008 un projet d'Union pour la Méditerranée[886].

Ce projet devait être conçu pratiquement comme une nouvelle forme de coopération et une continuation du Processus de Barcelone, alors que la partie française espérait au début à une Union ressemblant à l'Union européenne, où la France jouera un rôle central et exclusif[887].

Néanmoins, malgré les métamorphoses apportées au projet initial, les Français ont positivé les résultats et ont considéré que

---

AFP et Reuters, le 22 juin 2008.
885 « *Mouammar Kadhafi rejette le projet d'Union pour la Méditerranée* » Le Monde, le 10 juin 2008.
886 Conseil européen de Bruxelles 13 et 14 mars 2008 « *Conclusions de la présidence* » Réf : 7652/1/08-REV-1.
887 Bichara KHADER « *L'Europe pour la Méditerranée - De Barcelone à Barcelone (1995-2008)* » Editeur : L'Harmattan- Date de parution, le 02 mars 2009.

l'accord de l'Union européenne reflétait une réelle victoire de la diplomatie française[888].

D'autre part, les pays arabes ont exigé la participation de la Ligue des États Arabes pour éviter une domination flagrante de la partie européenne et pour contrebalancer la participation d'Israël dans la nouvelle Union[889].

Ainsi, les nécessités d'arrangements ont dénaturé le projet initial voulu au début par Nicolas SARKOZY[890].

Avec ces différents amendements, l'organisation du sommet constitutif de l'Union pour la Méditerranée fut désormais possible[891].

Paris a abrité le 13 Juillet 2008, plusieurs Chefs d'États et de gouvernements qui ont pris part au sommet, pour la création de l'UpM, qui rassemble comme convenu les États riverains de la Méditerranée et l'ensemble des États membres de l'Union européenne.

L'UpM se compose ainsi de 44 membres, concrètement les 28 de l'Union européenne, en plus de l'Albanie, l'Algérie, la Bosnie-Herzégovine, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la

888 « *Union pour la Méditerranée : la France réaffirme son rôle central* » Agence Europe, le 9 Septembre 2012.
889 « *La Ligue arabe et l'Union pour la Méditerranée* » La Documentation Française, le 02 novembre 2008.
890 Senén FLORENSA « *L'Union pour la Méditerranée: Enjeux et ambitions*» IEMED.
891 Hassan ABOUYOUB « *De Barcelone à l'UpM. Évolution idéologique et politique de la vision méditerranéenne de l'UE* » Iemed.org, 2009.

Mauritanie, Monaco, le Monténégro, l'Autorité palestinienne, la Syrie, la Tunisie, la Turquie et la Ligue Arabe[892].

La codirection du sommet a été accordée à la France (côté Nord) et à l'Égypte (côté Sud), sans grande contestation de la part des pays qui comptaient jouer le rôle de leadership, notamment le Maroc et la Tunisie et non plus du côté des européens et d'Israël, vu les relations diplomatiques existant depuis 1975 entre Israël et l'Égypte[893].

Pour ce qui est de la question du siège, nous rappelons que lors de la visite de Sarkozy au Maroc, la partie marocaine avait manifesté la volonté d'accueillir le siège de l'Union pour la Méditerranée à Tanger, cet espoir n'a pas été confirmé ni rejeté par le président français Nicolas SARKOZY[894].

Il semble que la réponse française était diplomatiquement convenable pour la partie marocaine et avait laissé l'espoir pour Tanger afin d'abriter le siège de la rive Sud avec Marseille pour la rive Nord[895].

Cet arrangement ne convenait certainement pas aux Tunisiens qui espéraient à leur tour l'accueil du siège à Tunis, ni aux Espagnols qui estimaient que Barcelone le méritait plus que les autres villes.

892 « *UpM : les 43 pays présents au Sommet de Paris* » Le Matin dz, le 11 juillet 2008.
893 « *Présentation de l'UpM* » Europe et formation.
894 « *Guaino : "l'UPM permettra des projets à géométrie variable"* » Le Point, le 20 juillet 2008.
895 « *L'Union pour la Méditerranée* » La Documentation française.

L'Espagne considérait que la seule preuve tangible de la continuation du Processus de Barcelone sera la mise en place du siège uniquement dans la capitale Catalane.

Le président Sarkozy se trouvait devant quatre villes naturellement candidates, appuyées par leur histoire et leurs emplacements stratégiques.

Ainsi, suite à plusieurs arrangements, le choix final a porté sur Barcelone[896], pour accueillir le secrétariat général de l'UpM à partir du 4 mars 2010[897].

Par ailleurs, l'Union pour la Méditerranée a vu entre 2008 et 2013 la désignation de trois Secrétaires Généraux, à savoir :

1. Ahmed Khalaf MASADEH (Jordanie) (Janvier 2010- Février 2011) [898];

2. Youssef AMRANI (Maroc) (Mai 2011 à Janvier 2012) [899];

3. Fathallah SIJILMASSI (Maroc) (depuis Février 2012)[900].

---

896 « *L'Espagne défend Barcelone comme siège de l'Union pour la Méditerranée*» La Dépêche, le 13 juillet 2008.

897 « *Barcelone devient officiellement le siège de l'Union Pour la Méditerranée* » AFP, le 4 mars 2010.

898 Ahmad MASA'DEH est un Diplomate Jordanien, né le 19 mai 1969, il a occupé le premier poste de Secrétaire Général de l'UpM, entre Janvier 2010- Février 2011.

899 Youssef AMRANI, né le 23 septembre 1953 à Tanger, est un diplomate et homme politique marocain. Il est chargé de mission au Cabinet Royal depuis le 11 octobre 2013. Il a occupé la fonction de ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au sein du gouvernement Benkirane de janvier 2012 à octobre 2013. Il a été également Secrétaire Général de le l'Union pour la Méditerranée.

Les trois alternances sur le poste de Secrétaire Général de l'UpM dans une période de 2 ans, témoignent de l'instabilité et des difficultés que traversent cette Union et révèlent un besoin de réflexion sur le rôle et les missions de cette Union dans l'avenir, dans un cadre général marqué par l'instabilité en zone euro-méditerranéenne.

Néanmoins, depuis son lancement, l'UpM a tenu plusieurs réunions sectorielles et des rencontres entre les Hauts Fonctionnaires des pays membres, qui visaient une coordination des positions afin de prendre des décisions relatives au fonctionnement de cette Institution.

Dans ce cadre, l'UpM avait lancé en 2009 six chantiers auxquels les pays membres peuvent adhérer, ces chantiers sont les suivants :

1. **La dépollution de la Méditerranée à l'horizon de 2020** : La mer méditerranéenne connaît de graves détériorations, ce qui coûte aux pays méditerranéens entre 2,5 % et 5,5 % de leur PIB. L'objectif consiste dans l'assainissement de 43 sites particulièrement touchés, mais aussi de protéger le littoral contre l'urbanisation. Ces projets pourraient être financés grâce au redéploiement de fonds européens ainsi que sur des fonds privés ou prêts bancaires.

900 Fathallah SIJILMASSI est un homme politique et docteur en économie, marocain, diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble. Il est l'actuel Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée (UpM).

2. **Le développement des «autoroutes maritimes»** : Ce projet vise la création des circuits consacrés au transport de marchandises avec des installations adéquates dans les ports méditerranéens pour supporter la hausse du transport de marchandises.

3. **Le renforcement de la sécurité publique :** Ce projet vise à anticiper l'éventualité des catastrophes et des désastres, tels que les tremblements de terre, sécheresses, inondations et aussi les pollutions maritimes ou industrielles.

4. **Le développement de l'énergie solaire dans le pourtour méditerranéen** : Ce plan est axé sur l'ensoleillement de la région et sur la croissance de la demande en électricité, en relation avec l'augmentation des besoins de la population au niveau de la rive Sud.

5. **La création d'une université euro-méditerranéenne** : Ce projet envisage la mise en place d'une Université basée en Slovénie et une autre au Maroc, pour impulser une meilleure collaboration des chercheurs Méditerranéens.

6. **Le Renforcement des aides consacrées aux PME** : Ce chantier vise à appuyer les PME de la région méditerranéenne qui constituent l'immense majorité des

entreprises, spécialement à travers le soutien des dispositifs mis en place pour les rendre plus facilement accessibles.

A-t-on atteint les objectifs avec la tenue du sommet ?

L'Union pour la Méditerranée représente actuellement le dernier cadre mis en place du Partenariat euro-méditerranéen et la dernière innovation enregistrée par les parties concernées[901].

L'institutionnalisation de cette Union, suite au Sommet tenu à Paris le 13 juillet 2008, reflète une vocation régionale espérant au dépassement des erreurs des autres partenariats déjà entamés entre l'UE et ses partenaires du Sud.

Ainsi, la création de cette Union, visait essentiellement à donner un nouvel élan aux relations euro-méditerranéennes, notamment à travers la participation de l'ensemble des États membres de l'UE et la majorité des pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient sur des thématiques prédéfinies, dépassant le cadre politique habituel[902].

Nous nous apercevons que l'ancien Président français Nicolas Sarkozy avec sa volonté de concrétiser son projet tant souhaité a dû

901 Bichara KHADER « *Le Partenariat euro-méditerranéen: Après la conférence de Barcelone* » éd. L'Harmattan, Paris, 1997.
902 Dorothée SCHMID « *Du Processus de Barcelone à l'Union pour la Méditerranée changement de nom ou de fond?*» Questions internationales n° 36- mars avril, 2009.

en réalité faire face à plusieurs obstacles et à de multiples oppositions des différents côtés[903].

Il est évident que le plus important pour lui était de faire apparaître l'Union Méditerranéenne comme une nouvelle entité sur la scène internationale. Toutefois, le projet qui a vu le jour en réalité n'est autre qu'une Union pour la Méditerranée[904].

Une Union dont certaines parties plus ou moins proches du bassin des trois continents n'étaient pas prêtes à s'exclure, tandis que d'autres menaçaient par leur boycott de la faire échouer[905].

La mise en place d'un Secrétariat Général[906] représente à présent l'élément le plus important depuis la création de l'UpM, car l'ensemble des tâches envisagées et planifiées doivent être exécutées par cet organe, qui se charge principalement de la promotion des programmes régionaux[907].

Par ailleurs, l'UpM s'est vu affrontée à une nouvelle réalité qui consiste dans le déclenchement du Printemps arabe en 2011 qui avait deux impacts sur cette Union nouvellement créée[908].

---

903 Leïla SLIMANI « *Les défis de l'Union pour la Méditerranée* » L'Express, le 12 juin 2008.
904 Khoudir LEGUEFCHE « *Mémoire : L'Union Pour La Méditerranée, Quel Avenir?* » Université Pierre Mendès-France de Grenoble, 2009.
905 Jacques ATTALI « *La Méditerranée ou l'ultime utopie* », Conférence inaugurale Forum de Paris, Mars 2008
906 Voir le site du Secrétariat Général de l'UpM, ufmsecretariat.org/fr.
907 B. KHADER « *Le Printemps arabe : un premier bilan (édit.)* » Paris : Editions Sylleps, 2012.
908 B. KHADER « *L'Europe pour la Méditerranée de Barcelone à Barcelone* » Paris :

D'abord, il y a eu un impact que nous pouvons considérer comme positif, car ce Printemps arabe a donné une nouvelle dynamique à l'UpM, notamment pour l'échange sur certaines questions qui étaient considérées par certains pays membres auparavant comme des sujets tabous tels que les droits de l'Homme, la démocratisation et les libertés publiques[909].

Toutefois, il y avait également un impact négatif, car l'UpM est tombée dans un immobilisme flagrant procréé par l'instabilité politique qui a gagné plusieurs pays membres de cette Union.

Actuellement, l'UpM vise le renforcement de la participation des partenaires méditerranéens et met l'accent sur la mise en œuvre de programmes régionaux ayant un intérêt direct pour les peuples de la Méditerranée.

Ces intérêts concernent des domaines prioritaires pour les pays méditerranéens, notamment ceux concernant le développement durable et la protection de l'espace environnemental commun.

En tant que politique de l'UE, l'UpM s'intègre entièrement dans la même vision de la Politique européenne de voisinage (dimension Sud) et constitue une nouvelle naissance pour le Processus de Barcelone[910].

L'Harmattan, 2009.
909 B. KHADER « *Le Monde arabe expliqué à l'Europe* » L'Harmattan, Paris, 2009
910 Mathieu COLLET « *Union pour la Méditerranée : où en est-on ?»* Le 18 mars 2008.

A l'instar d'autres initiatives euro-méditerranéennes cette Union connaît quelques réussites et de grands échecs.

Certaines parties, la qualifient même de l'Union mort-né, car à part les problèmes touchant les autres partenariats euro-méditerranéens, cette Union a connu également un recul du rôle français après le départ de Nicolas Sarkozy et l'élection du Président Socialiste François Hollande en 2012.

Malgré les déclarations confirmant l'engagement de la France à l'égard de cette Union, ce projet semble plus au moins laissé face à son avenir, notamment après le départ de son parrain réel et face aux problèmes multiples qui empêchent son bon fonctionnement et sa bonne marche.

Le Maroc semble actuellement le pays qui donne la plus grande importance à la réussite de cette Union et les deux derniers Secrétaires Généraux de cette Union qui sont considérés comme des diplomates marocains de grande valeur, essayent de pousser cette Union malgré le désengagement et l'immobilisme de la majorité des pays membres.

Section IV : Les autres partenariats euro-méditerranéens

En plus des Partenariats pré-analysés, d'autres partenariats euro-méditerranéens existent et valent d'être étudiés dans ce cadre.

Parmi ces partenariats, nous pouvons nous focaliser sur le Dialogue 5+5 et sur l'Accord d'Agadir.

Ces deux formes d'échanges paraissent relativement comme deux cadres « idoines » pour entamer certains échanges avec un nombre réduit de pays à la différence des autres Accords qui englobent la majorité des pays méditerranéens en plus de l'Union européenne.

Le cadre 5 plus 5 constitue ainsi un exemple de partenariat sous forme réduite entre cinq pays de la rive Nord et cinq pays de la rive Sud de la Méditerranée.

Par ailleurs, l'Accord d'Agadir représente un modèle sans précédent de partenariat liant cinq pays du Sud de la Méditerranée entre eux.

Nous allons voir dans ce cadre les enjeux de ces deux partenariats ainsi que leurs étendues, réussites et limites.

1) Le Dialogue 5+5

Le Dialogue 5+5 nommé également le Processus de Coopération en Méditerranée Occidentale, peut être qualifié comme « le vétéran » pourtour d'entrevues et de dialogues intra étatiques en Méditerranée[911].

Il rassemble ainsi les pays de la Méditerranée Communautaire (pour la Rive Nord, l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal et Malte et pour la Rive Sud, les cinq pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) à savoir la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et la Libye.

Ce Dialogue émane d'une proposition qui remonte aux années 80, exprimée par l'ancien Président français, François MITTERRAND[912] et qui a été reprise par la suite par le Président italien, Bettino CRAXI[913] et le Premier Ministre Espagnol, Felipe GONZALEZ[914].

911 « *Dialogue en Méditerranée Occidentale 5+5* » Diplomatie.ma.
912 François Mitterrand, né le 26 octobre 1916 à Jarnac en Charente et mort le 8 janvier 1996 à Paris, est un homme d'État français. Il est le 21e président de la République française du 21 mai 1981 au 17 mai 1995.
913 Benedetto « Bettino » Craxi, né le 24 février 1934 à Milan et mort le 19 janvier 2000 à Hammamet, est un homme politique italien, membre du Parti socialiste italien (PSI).
914 Felipe González Márquez, né le 5 mars 1942 à Dos Hermanas, est un homme politique espagnol, président du Gouvernement espagnol entre 1982 et 1996.

Ce dialogue a vu le jour en 1990 à Rome, avec l'adoption de la Déclaration de Rome[915], sous une première forme de 5+4, avant de devenir par la suite 5+5 avec l'adhésion de Malte.

Il est à signaler à ce stade, que la demande de l'Égypte à joindre ce dialogue a été rejetée par les cinq pays de l'UMA pour des raisons politiques, liées à l'inquiétude d'une éventuelle domination de ce grand pays sur les autres pays du Maghreb aspirant chacun à se positionner comme le vétéran de ce partenariat[916].

Du côté européen, la Belgique pour sa part a essayé de joindre ce dialogue en invoquant la carte de la composition de sa population, notamment par des Maghrébins et Italiens, cette demande n'a pas été validée non plus par les Pays membres européens, qui voulaient limiter ce partenariat aux seuls pays riverains méditerranéens[917].

D'autre part, malgré la participation des cinq pays de la Communauté européenne dans ce dialogue, la Commission européenne ne faisait pas partie de cette plate-forme et ce n'est qu'à partir du premier sommet des Chefs d'États en Tunisie en décembre 2003 que Romano Prodi a pu représenter la Commission pour la première fois au Dialogue 5+5.

915 Déclaration de Rome 5+5.
916 « *La Libye propose une extension du Dialogue "5+5"* » magharebia.com, le 03 septembre 2010
917« *Partenariat Euro-méditerranéen, le dialogue 5+5* » diplomatie.gouv.fr, le 28 juillet 2010.

Ainsi, le dialogue 5+5 est considéré comme une configuration informelle de dialogue politique, permettant la discussion des questions d'intérêts communs entre le groupe étatique du Nord et le groupe étatique du Sud de la Méditerranée[918].

Pratiquement, ce dialogue vise la consolidation des liens entre les deux rives de la Méditerranée. Nonobstant, ce n'est qu'aux années 1990 que la concrétisation et la mise en place de ce dialogue furent possibles, notamment grâce à la tenue d'une première réunion à Rome en 1990, suivie d'une autre à Alger en 1991[919].

Celle-ci a été suivie d'un gel au niveau des rencontres 5+5, à cause des événements terroristes qui ont secoué l'Algérie et les tensions qui ont bouleversé la bonne marche de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)[920]. Ce gel a duré jusqu'à 2001 suite à la tenue d'une rencontre 5+5 à Lisbonne.

Depuis le lancement de ce dialogue nous pouvons remarquer que seulement deux sommets des Chefs d'États et de Gouvernements ont été tenus.

Le 1er sommet s'est déroulé à Tunis les 6 et 7 décembre 2003 et le 2ème sommet à Malte les 5 et 6 octobre 2012, ce qui témoigne de

---

918 « *Premier Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays du bassin occidental de la Méditerranée*
Dialogue 5+5 » 5plus5.tn.
919 « *Historique du dialogue* » 5plus5.tn.
920 « *Les "disparitions forcées" de la décennie noire en Algérie*» ldh-toulon.net, le 20 juillet 2012.

l'ampleur des difficultés qui ont entravé la bonne marche de cette initiative.

Ces deux sommets avaient tout de même discuté des thématiques primordiales, à savoir la sécurité et la coopération économique. Ces thématiques représentent actuellement la priorité des pays concernés.

Par ailleurs, les Ministres des Affaires Étrangères ont été plus actifs et ont tenu plusieurs conférences que nous pouvons dresser comme suit :

1. Rome, octobre 1990 ;
2. Alger, octobre 1991 ;
3. Lisbonne, janvier 2001 ;
4. Tripoli, mai 2002 ;
5. Sainte-Maxime, avril 2003 ;
6. Oran, novembre 2004 ;
7. Malte, juin 2005 ;
8. Rabat, janvier 2008 ;
9. Cordoue, avril 2009 ;

10.Tunis, avril 2010 ;

11.Rome, février 2012.

Ce Dialogue garde ainsi comme particularité son caractère sectoriel, car il regroupe des Ministres représentant plusieurs domaines. A cet égard, les domaines suivants ont été concernés :

Intérieur

Les Ministres de l'Intérieur des pays de la Méditerranée occidentale mènent un dialogue conjoncturel prévoyant des actions tangibles relatives particulièrement à la lutte contre le terrorisme, la lutte contre le crime organisé, la lutte contre l'immigration illégale et la coopération dans le domaine de la protection civile et des collectivités locales.

Une seule conférence a eu lieu dans ce cadre les 23-24 novembre 2009 à Venise, en Italie et a abordé les différents points précités.

Transports

Le Dialogue 5 plus 5 dispose d'un groupe de travail spécifique qui s'intéresse aux questions liées au transport.

Ce Groupe est composé ainsi des Ministres de transport des pays membres. Toutefois, la Direction Générale de l'Énergie et des

Transports de la Commission Européenne assiste aux réunions de ce Groupe à titre d'observateur.

Le Centre d'Études des Transports pour la Méditerranée Occidentale (CETMO) basé à Barcelone joue le rôle de secrétariat technique de ce Groupe[921].

La présidence de ce Groupe est assurée en rotation entre le Groupe du Nord et le Groupe du Sud, par chacun des pays concernés, pour une période de deux ans.

1. Espagne, 2005-2007 ;
2. Tunisie, 2007-2009;
3. Italie, 2009-2011.

Par ailleurs, trois conférences des Ministres des transports ont été tenues :

- 1ère conférence : Paris, 1995;
- 2ème conférence : Rabat, 1995;
- 3ème conférence : Madrid, 1997;

921 Voir le site du Centre d'Études des Transports pour la Méditerranée Occidentale, cetmo.org.

- 4ème conférence : Tunis, 2007 (Cette conférence a été couronnée par la Signature d'un protocole de coopération régionale) ;

- 5ème conférence : Tunis, 2008;

- 6ème conférence : Rome, 2009;

- 7ème conférence : Alger, 2012.

Défense

La France avait appelé à l'élargissement de ce partenariat au domaine de la Défense. Dans ce cadre, Paris a accueilli pour la première fois une réunion des Ministres de la Défense, le 21 décembre 2004[922].

Son objectif consistait dans la consolidation de la coopération militaire, notamment à travers des opérations de maintien de la paix, de la gestion des crises, des opérations de sauvetage et de la sécurité maritime.

Suite à cette initiative, d'autres réunions ont été tenues concernant ce domaine prioritaire pour les pays du 5 plus 5 :

1. Alger, décembre 2005 ;

922 Jean-François COUSTILLIERE « *Enjeux de l'initiative de sécurité en format 5+5* » Jfcconseilmed.fr.

2. Tripoli, mai 2009 ;

3. Malte, décembre 2010 ;

4. Nouakchott, octobre 2011.

Migration

Le domaine de la Migration requiert une importance particulière dans le cadre de ce Dialogue, ce qui justifie la tenue de plusieurs conférences articulées autour de ce thème :

- 1ère conférence : Tunis, 16 et 17 octobre 2002 ;
- 2ème conférence : Rabat, 22 et 23 octobre 2003 ;
- 3ème conférence : Alger, 15 et 16 septembre 2004 ;
- 4ème conférence : Paris, 9 et 10 novembre 2005 ;
- 7ème conférence : Tripoli, 13 et 14 octobre 2010.

Éducation

Dans le domaine de l'Éducation une seule réunion a eu lieu à Biarritz, (Commune des Pyrénées) les 28-29 septembre 2009, ce qui signifie que ce Partenariat ne fait pas de l'éducation une priorité absolue de ses politiques.

Environnement et énergies renouvelables

Il en est de même pour le domaine de l'Environnement et des énergies renouvelables, où une seule conférence s'est tenue à Oran, les 26 et 27 avril 2010, ce qui certifie que ce volet ne revêt pas non plus une priorité pour ce Partenariat.

Par ailleurs, les discussions ayant porté sur l'environnement, le développement durable et les énergies renouvelables lors de cette réunion visaient à édifier des projets communs.

Bien que les pays de la rive Sud demeurent intéressés par les expériences des pays de la rive Nord telle que le développement du solaire en Espagne et au Portugal avec, notamment dans ce dernier, la construction de la plus grande centrale photovoltaïque du monde. Néanmoins, peu d'actions ont été cordonnées dans ce cadre entre les pays du 5 Plus 5.

Nous pouvons en retenir ainsi, que depuis la réunion de Lisbonne 2001, il a été envisagé que des rencontres permanentes rassemblent les Ministres des Affaires étrangères et également d'autres Ministres et hauts responsables.

Il s'agit, notamment des rencontres sur la sécurité, la lutte antiterroriste et l'immigration qui rassemblent les Ministres de l'Intérieur des dix États liés par ce partenariat.

D'autre part, depuis la tenue du Sommet 5+5 en 2003 à Tunis, le caractère informel de ce Dialogue a été généralisé sur toutes les questions politiques[923].

Ceci signifie que le but de ce dialogue consiste à ne pas faire un double emploi avec le processus de Barcelone, mais plutôt consolider ce processus et réaffirmer ses objectifs dans un cadre expérimental plus restreint.

Il est à signaler que la Déclaration constitutive de Rome, se fonde sur trois volets à savoir :

1. Un volet politique ;
2. Un volet économique ;
3. Un volet socioculturel.

S'agissant du volet politique, le but ultime est de promouvoir un dialogue efficace entre les Ministres des Affaires Étrangères des pays concernés sur des questions intéressant leurs pays et la région[924].

Ces Ministres sont censés se rencontrer annuellement, en vue d'échanger leurs visions et points de vue dans le but de trouver des

923 « *Dialogue 5 + 5- Déclaration de Tunis au premier sommet des chefs d'état et de gouvernement des pays du bassin occidental de la méditerranée* » (Tunis, 6 décembre 2003).
924 Jean-Robert HENRY « *La Méditerranée occidentale en quête d'un « destin commun* » Dossier de recherche: L'espace euro- maghrébin : des hommes au péril des politiques » Revue : l'Année du Maghreb, 2004.

solutions adéquates aux questions politiques et sécuritaires qui les concernent[925].

Parmi les questions d'intérêt commun les plus discutés dans ce cadre, nous évoquons la question de la sécurité en Méditerranée et le besoin de faire du bassin méditerranéen un espace de paix, d'échange, de coopération, de sécurité et de stabilité[926].

Ce volet est considéré comme le moyen d'approfondir les relations entre les pays concernés, dans un cadre global de la coopération entre l'Europe et la Méditerranée[927].

En ce qui concerne le volet économique, la Déclaration de Rome évoque l'importance de cette dimension dans le dialogue 5+5 et insiste sur l'importance et la pertinence d'agencer une solidarité et une complémentarité économique régionale.

Le but ultime dans ce sens serait de mettre à niveau, les pays de la rive Sud de la Méditerrané avec leurs voisins de la rive Nord, notamment dans le domaine du développement économique et de la croissance[928].

925 « Dialogue 5+5 » 5plus5.gov.mt.
926 « *La Sécurité en Méditerranée : État des Lieux* » JFC Conseil
927 Stratégie Européenne de Sécurité, une Europe sûre dans un monde meilleur, consilium.europa.eu, le 12 décembre 2003.
928 Matouk BELATTAF « *La Méditerranée occidentale ou le Dialogue 5 + 5: Dynamique, enjeux et perspectives pour l'espace euro-méditerranéen* » GDRI CNRS EMMA, Casa de Velazquez, Universidad Nacional de Educacion a Distancia (UNED)-Universidad Autonoma de Madrid Colloque EMMA, Madrid, 4 et 5 juin 2004.

L'objectif serait également d'inciter les pays de la rive Nord à fournir les mêmes efforts prévus dans le cadre de la coopération intra-européenne envers le Sud de la Méditerranée[929].

Ainsi, il a été envisagé de réaliser des projets et des programmes spéciaux méditerranéens.

Également, il a été convenu dans ce cadre de promouvoir le développement économique et échanger les points de vue et les informations, de manière à instaurer une concertation au niveau des politiques et des programmes de coopération, afin d'atteindre une meilleure coordination et une plus grande efficience[930].

Les parties avaient également prévu de favoriser la participation des entreprises, des partenaires sociaux, des investisseurs privés, des collectivités publiques territoriales et des institutions culturelles dans un dialogue parallèle au 5+5.

La promotion des échanges commerciaux, la coopération dans les domaines des ressources humaines et naturelles constituent également des priorités dans le cadre de ce dialogue.

A cet égard, il a été convenu de créer une banque de données méditerranéennes, qui aura pour mission de faciliter les échanges

929 « *Cadre 5 + 5* » Analyses JFC Conseil France.
930 Déclaration commune des neuf pays de la Méditerranée occidentale, sur la coopération et le dialogue en Méditerranée occidentale entre les pays de l'Union du Maghreb arabe et les pays de l'Europe du Sud, Rome le 10 octobre 1990.

d'informations entre les pays membres, surtout dans les domaines industriels et commerciaux[931].

La gestion commune des équilibres naturels dans la région figure également parmi les objectifs, ainsi que la recherche des solutions, en vue de réduire les dettes extérieures des pays du Maghreb Arabe.

D'autre part, il a été envisagé d'instaurer un cadre juridique et d'établir des institutions financières qui auront pour mission la réalisation des projets dans les pays de la rive Sud, spécialement pour promouvoir le partenariat et le transfert de la technologie[932].

Le deuxième sommet 5+5 entre les pays européens et le Maghreb s'est tenu les 5 et 6 octobre 2012, à Malte[933].

L'objectif de ce sommet était de redonner un nouveau souffle au partenariat méditerranéen suite au Printemps arabe de 2011.

Ce sommet s'est tenu dans un temps où les pays concernés devaient faire face à une nouvelle situation géopolitique qui a émergé

931 Stéphanie Darbot-Trupiano « *Le Partenariat euro-méditerranéen : une tentative d'intégration maladroite* » L'Espace Politique, Les périphéries de l'Union européenne, 2007.
932 Déclaration commune des neuf pays de la Méditerranée occidentale, sur la coopération et le dialogue en Méditerranée occidentale entre les pays de l'Union du Maghreb arabe et les pays de l'Europe du Sud, Rome le 10 octobre 1990.
933 Abdelkrim GHEZALI « *Face à la crise qui menace l'Union européenne- Le dialogue 5+5 comme prélude à la coopération euro-méditerranéenne* » La Tribune, le 07 septembre 2012.

suite à la guerre civile en Libye et suite à l'aggravation du conflit syrien[934].

Suite à ce sommet, la Mauritanie, a abrité en avril 2013, la 10ème conférence ministérielle du Dialogue 5+5.

A l'issue de cette conférence, la déclaration finale a mis en exergue le « rôle clé de l'Union pour la Méditerranée dans le renforcement de la coopération régionale et sous régionale à travers des projets concrets ».

Les Ministres participant à cette conférence ont souligné l'importance du forum des affaires organisé avec le Secrétariat de l'UpM et des projets de l'UpM dans le domaine de l'éducation, notamment le projet d'une Université euro-méditerranéenne à Fès[935].

Ils se sont félicités des progrès constatés dans la mise en œuvre de projets concrets de dimensions régionale et sous régionale dans les domaines de l'eau, de l'enseignement supérieur, de l'entreprenariat féminin, de l'emploi, des transports et de la logistique.

---

934 Jean-François COUSTILLIERE « *Le 5+5 face aux défis du réveil arabe: une occasion à saisir !* » Les Cahiers de Confluences- L'Harmattan.

935 L'Université euro-méditerranéenne de Fès a pour mission l'acquisition et la diffusion du savoir ainsi que la formation et la recherche de très haut niveau orientées sur des thématiques d'intérêt pour le Maroc et pour l'espace euro-méditerranéen. Elle vise également à être un haut lieu de réflexion basé sur les valeurs que porte le Maroc en termes de tolérance, de dialogue et d'échange entre les cultures dans la zone euro-méditerranéenne, ainsi qu'un pôle d'excellence en matière de création et d'innovation satisfaisant aux meilleurs standards internationaux en matière d'ingénierie et de recherche à même de générer de la richesse par le savoir et le savoir-faire scientifique et technologique. Elle ambitionne de former l'élite de demain sur les questions euro-méditerranéennes et aussi des ingénieurs et des chercheurs qui seraient des leaders dans des créneaux porteurs pour le Maroc.

Les Ministres ont également insisté sur l'importance d'assurer la complémentarité entre les actions requises lors du Dialogue 5+5 et les stratégies tracées dans le cadre de l'UpM.

Ce Dialogue 5 plus 5 représente en général plusieurs réussites vu son caractère strictement pointu et vu ses actions sectorielle ciblées.

Il reste de ce fait, très différent par rapport au Processus de Barcelone, la PEV et l'UpM au vu surtout de son caractère sectoriel spécifique et au vu du nombre réduit de ses membres.

Néanmoins, à l'instar d'autres initiatives euro-méditerranéennes, ce Dialogue a dû faire face aux même Sources de blocages telles que la deuxième guerre du Golfe, l'affaire Lockerbie, les tensions entre les pays du Maghreb et les divergences entre les membres pour le leadership de ce dialogue.

Les pays intéressés accordent une grande portée à ce Dialogue, vu son caractère informel et constructif dans un cadre sous régional limité qui pourrait favoriser la concrétisation des objectifs ratés dans le cadre des autres partenariats globaux et étendus.

Tout de même, ce dialogue 5+5 reste un cadre qui parachève les autres initiatives et n'a aucune vocation à les remplacer ou à les concurrencer malgré sa vocation visant à dépasser les impasses et les contradictions des autres Partenariats.

Cette vocation n'est pas naturellement incompatible avec l'institutionnalisation politique éventuelle du dialogue informel en Méditerranée occidentale, qui fait surtout l'objet de réflexions et de propositions de la part des pays membres et des chercheurs intéressés à ce Dialogue.

Le Dialogue 5 plus 5 n'est pas la seule initiative sous régionale en Méditerranée, car les pays de la Rive Sud avaient initié un autre Processus regroupant cinq pays arabes qui se sont liés à travers un Accord signé à Agadir au Maroc.

2) Le Processus d'Agadir

Le Processus d'Agadir est un Processus émanant de la conclusion de l'Accord d'Agadir du 25 février 2004[936].

Cet accord a été conclu entre la Tunisie, le Maroc, la Jordanie et l'Égypte dans la perspective de consolider le Partenariat Sud-Sud en Méditerranée et en vue de réaliser une zone euro-méditerranéenne de libre-échange.

Cette zone devait être caractérisée par une intégration économique au niveau régional grâce à la consolidation du cadre

936 L'Accord d'Agadir vise à contribuer à l'achèvement d'une zone euro-méditerranéenne de libre-échange et à promouvoir l'intégration économique entre les pays de la région.

institutionnel mis en place au titre de cet Accord (2008– 2012), avec un budget d'environ 4 millions d'euros[937].

Ce projet ambitionne de ce fait d'aboutir à la réalisation de la grande zone euro-méditerranéenne de libre-échange et d'encourager l'intégration économique entre les pays de la région en consolidant l'aspect institutionnel instauré par l'Accord[938].

Il vise également à convenir et à offrir des alternatives de croissance et de développement des échanges intra régionaux et à limiter les obstacles instaurés dans le cadre de son espace[939].

L'Accord d'Agadir vise également à encourager une fusion, un rapprochement et un partenariat économique plus rapide entre les quatre pays concernés, en renforçant ainsi la coopération Sud-Sud[940].

Il ambitionne pareillement d'aboutir à la libéralisation économique dans l'ensemble de la région méditerranéenne et cautionne l'objectif du Partenariat euro-méditerranéen d'instaurer une zone de libre-échange régionale en Méditerranée[941].

937 « *Accord d'Agadir – Projet de soutien de l'UE* » EU NEIGHBERHOUD INFO CENTRE.
938 « *Accord d'Agadir (Maroc, Tunisie, Egypte, Jordanie)* » Chambre de Commerce Internationale Maroc, iccmaroc.ma.
939 « *Accord d'Agadir - Zone de libre-échange euro-méditerranéenne* » EENI, France.
940 Ahmed DRISS « *L'Accord d'Agadir pour une zone de libre échange* » Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales, Tunis.
941 « *L'Accord d'Agadir: «pour une prospérité partagée» CERCLE EURO-MEDITERRANEEN*» Cedith.com.

Le projet entérine les avancées accomplies durant sa première phase dans la perspective de la mise en place d'un aspect institutionnel efficient pour l'intégration commerciale dans la région méditerranéenne[942].

Il pointe également le renforcement de la prédisposition de l'unité technique de l'Accord d'Agadir (ATU), en étayant les pays partenaires, ainsi que les éventuels futurs signataires, en vue d'une mise en œuvre efficace de cet Accord[943].

Il supporte autant les efforts de l'unité technique d'Agadir visant à réaliser les objectifs de l'Accord relatifs à la création d'une zone de libre-échange.

Les pays signataires espèrent aboutir à une intégration économique complète au sein de la « zone concernée» avec le marché européen et à stimuler les investissements dans les pays de l'accord par le biais de l'assistance technique.

Les activités de formation liées à la mise en œuvre de cet Accord constituent également un axe important du processus Sud-méditerranéen qui prévoit de même le soutien aux activités de sensibilisation et de promotion économique dans son espace[944].

942 Mohamed BEN HUSEIN «'*Made In Agadir Zone' Une vision ambitieuse pour le futur, mais quels espoirs?*» enpi-info.eu.
943 « *Accord d'Agadir – Projet de soutien de l'UE* » Agadiragreement.org
944 Férid Tounsi « *Accord d'Agadir- Etat d'avancement*» Rapport présenté en octobre 2009.

L'appui est lié surtout aux activités techniques, administratives et financières concernant l'extension de l'unité technique d'Agadir et collabore à l'émission des informations sur le processus d'intégration.

Des domaines particuliers sont ciblés dans le cadre de ce Processus, il s'agit principalement de la mise en œuvre de plans d'action sectoriels spécifiques pour le secteur du textile, les pièces de rechange automobile et d'autres secteurs offrant des possibilités d'intégration économique[945].

Par ailleurs, la réalisation des études économiques et sectorielles évaluant les possibilités d'un renforcement de l'intégration entre les partenaires d'Agadir et l'UE demeure également parmi les priorités absolues de ce processus[946].

L'Accord cible également la conception de réseaux d'entreprise et la promotion des activités des investissements, à travers le soutien des groupes de travail technique et la réalisation d'activités de formation, tout en analysant des obstacles techniques aux échanges.

Il est également prévu dans ce cadre, la formulation de recommandations concernant des mesures permettant une

945 « *Accord d'Agadir – Projet de soutien de l'UE*» EU NEIGHBERHOUD INFO CENTRE.
946 « *L'accord d'Agadir vu par le Commerce extérieur*» L'Economiste, Édition N° 1862, du 27 septembre 2004.

reconnaissance mutuelle des certificats de conformité entre les pays partenaires[947].

Pour réaliser ces objectifs, cet Accord instaure une zone de libre-échange entre les quatre pays partenaires et les pays arabo-méditerranéens qui l'intégreront ultérieurement.

Au volet organique et fonctionnel, l'Accord a prévu la création des organes ministériels suivant :

- La Commission des Ministres des Affaires Étrangères ;
- La Commission des Ministres du Commerce Extérieur ;
- La Commission technique chargée de sa mise en œuvre ;
- L'Unité technique qui supervise sa bonne marche.

De ce fait, les pays membres ont été appelés, à œuvrer pour la création progressive d'une zone de libre-échange au cours d'une période transitoire ne dépassant pas le 1er janvier 2005, à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord[948].

La mise en place de cette ZLE devait être réalisée conformément aux dispositions de l'Accord, ainsi que celles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et

947 Alain Cohen-Krawczyk « *Accord d'Agadir: mise à niveau des PME-PMI pour plus de compétitivité* » La lettre Méditerranée.
948 Voir l'Accord d'Agadir en annexe.

les autres accords relatifs à la création de l'Organisation Mondiale du Commerce[949].

Parmi les autres priorités figure l'établissement d'une zone de libre-échange, dans le but de développer l'activité économique, soutenir l'emploi, accroître la productivité et améliorer les conditions de vie des citoyens des pays membres[950].

L'Accord d'Agadir vise également l'harmonisation des politiques macroéconomiques et les politiques économiques sectorielles des pays membres. Il s'agit principalement du commerce extérieur, de l'agriculture, de l'industrie, de régime fiscal, de finances, de services et de douane.

L'objectif est de permettre une compétition loyale entre les différents pays membres ainsi que l'harmonisation des législations des pays membres dans le domaine économique, dans la perspective de créer un climat favorable à l'intégration économique entre les pays parties à l'Accord[951].

L'Accord prévoit ainsi des dispositions concrètes pour la libéralisation du commerce, notamment en ce qui concerne :

- Les biens manufacturés ;

949 « *Accord arabo-méditerranéen de libre échange (Convention d'Agadir)* » Site Web du Ministère du Commerce et de l'Artisanat de la Tunisie.
950 Laila MKIMER « *La grande zone arabe de libre échange "GAFTA"* » Université Sud Toulon Var - Master en Economie 2008.
951 « *L'Accord d'Agadir : Un dernier pas avant la création de la zone euro-méditerranéenne de libre* échange » Tunisia Today.

- Les produits agricoles et produits agricoles transformés ;

- Le commerce des services ;

L'Accord prévoit également des mesures d'accompagnement de libéralisation des échanges, à travers la détermination des droits de douane et des droits et taxes d'effet équivalent et à travers la levée immédiate de toutes les barrières non douanières, y compris les mesures et les procédures que pourrait adopter l'un des pays membres afin de contrôler ses importations[952].

En vue de garantir la bonne exécution de cet Accord, les pays membres ont prévu de se concerter et de coopérer afin de parvenir à un consensus concernant les questions qui pourraient entraver la bonne marche de l'Accord ou toute autre mesure prise ou envisagée par l'un des pays membres, ou toute autre partie, qui serait contraire aux dispositions de l'Accord .

L'adhésion à l'Accord demeure possible et ouverte à tout État arabe membre de la Ligue arabe et de la Grande Zone Arabe de Libre-échange, lié à l'UE par un accord d'association ou par un autre Accord de libre-échange[953].

La demande doit être approuvée à l'unanimité au niveau de la Commission des Ministres des Affaires étrangères, ce qui signifie

952 Lahcen MAWASSI « *Les pays signataires de l'Accord d'Agadir cherchent à supprimer les obstacles au libre-échange* » Magharebia, le 30 mai 2008.
953 « *L'Accord d'Agadir et l'Union pour la Méditerranée* » Le JMED, le 1er novembre 2009

qu'en cas de refus d'un seul membre cette adhésion ne pourrait avoir lieu.

Par ailleurs, le pays adhérent est tenu de respecter tous les engagements découlant de son adhésion à l'Accord.

La Commission des Ministres du commerce extérieur, dans le cadre de ses concertations, peut fixer un calendrier pour le démantèlement des droits de douane appliqués aux produits dudit pays sur la base du traitement de réciprocité.

L'Accord d'Agadir demeurera en vigueur pour une durée illimitée. Par ailleurs, tout État membre peut décider son retrait de l'Accord en informant la Commission des Ministres des Affaires étrangères. L'Accord cesse d'être applicable à l'État concerné trois mois après la notification[954].

Cependant, les dispositions de l'Accord qui donnent lieu à des engagements spécifiques restent en vigueur jusqu'à l'expiration de ces derniers.

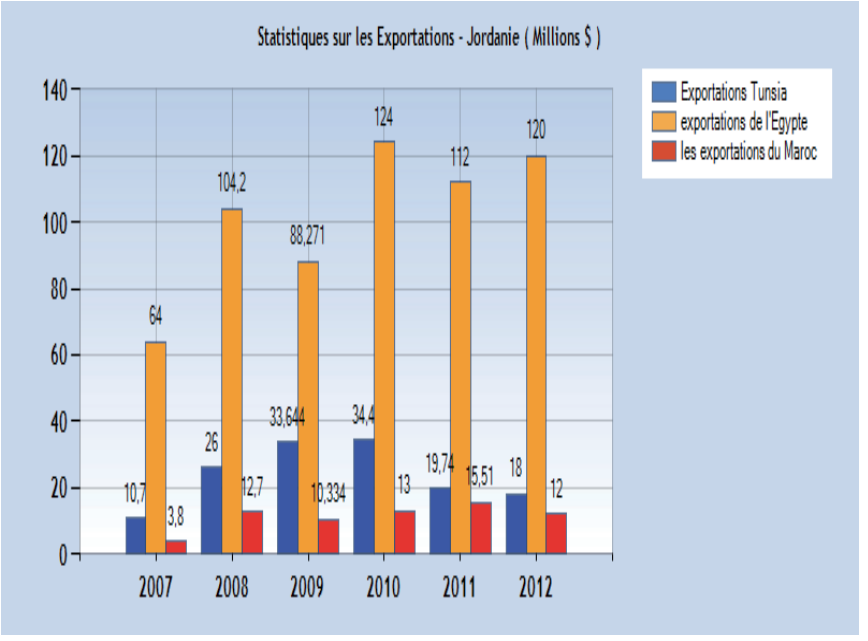
Nous allons exposer ci-après, quelques statistiques concernant les importations et les exportations des quatre pays les plus engagés dans le cadre de cet Accord à savoir : La Jordanie, la Tunisie, l'Égypte et le Maroc.

954 Voir l'Article31 : Retrait de l'accord d'Agadir.

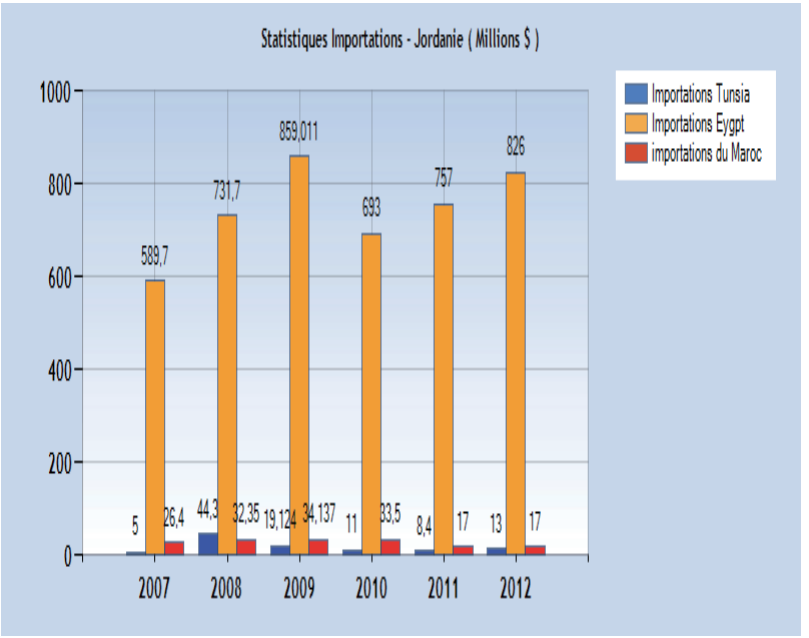
Par ailleurs, les échanges avec la Palestine sont quasiment faibles et presque absents, en raison des divisons internes au sein de l'autorité palestinienne et en raison des blocus économiques imposés aux territoires palestiniens par Israël.

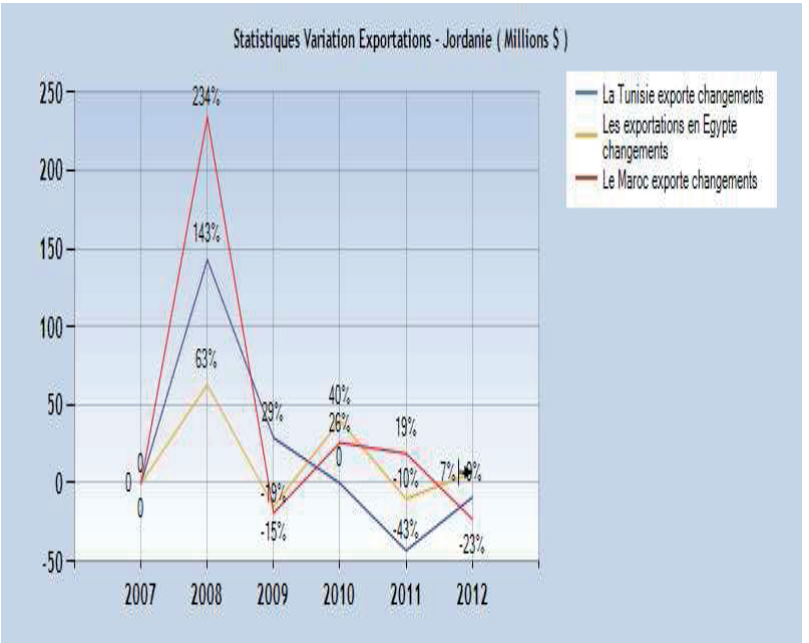
Ceci signifie que l'Adhésion de la Palestine à cet Accord peut être perçue seulement comme un geste politique dévoilant l'appui des pays concernés à l'autorité palestinienne et n'a aucune étendue économique réelle sur les pays de l'Accord et sur la Palestine.

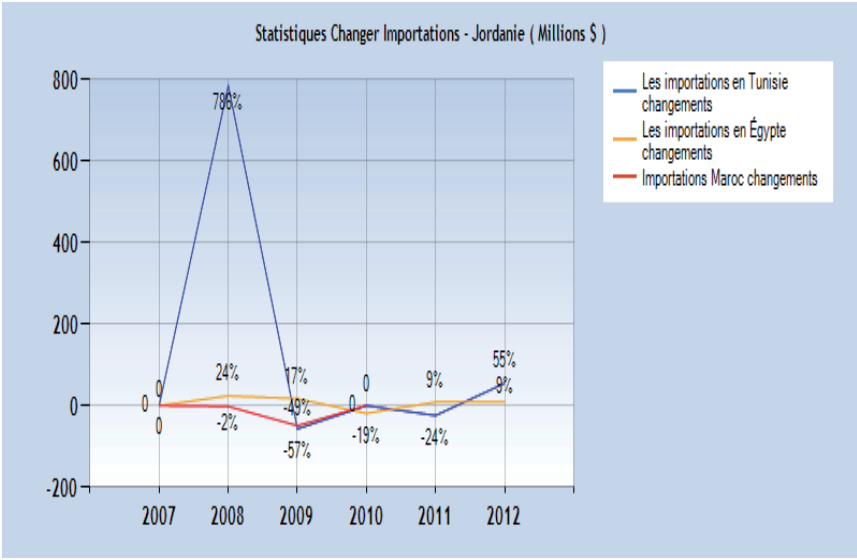
La Jordanie[955]



955 Statistiques, Jordanie, agadiragreement.org.


Statistiques Importations - Jordanie (Millions $)
Importations Tunsia
Importations Eygpt
importations du Maroc
1000
800
600
400
200
0
589,7
731,7
859,011
693
757
826
5
26,4
44,3
32,35
19,124
34,137
11
33,5
8,4
17
13
17
2007
2008
2009
2010
2011
2012

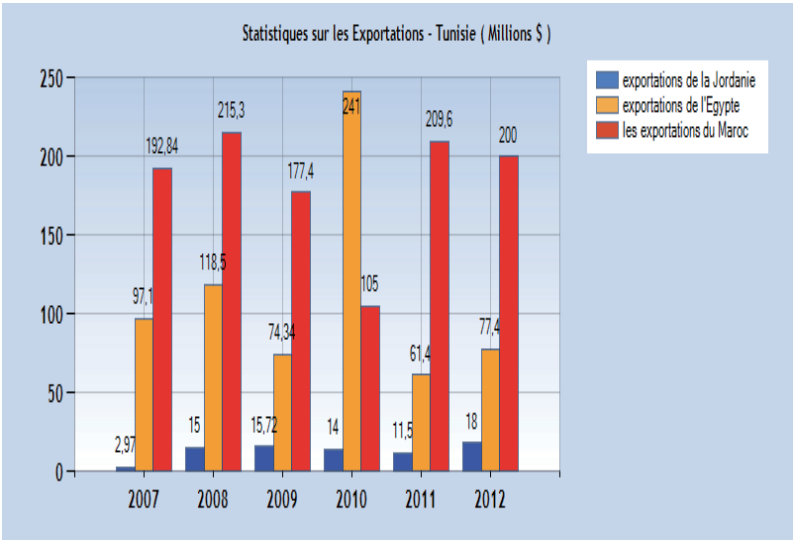

Statistiques Variation Exportations - Jordanie (Millions $)
La Tunisie exporte changements
Les exportations en Egypte changements
Le Maroc exporte changements
250
200
150
100
50
0
-50
234%
143%
63%
0
0
0
29%
-18%
-15%
40%
26%
0
19%
-10%
-43%
7%
-23%
2007
2008
2009
2010
2011
2012

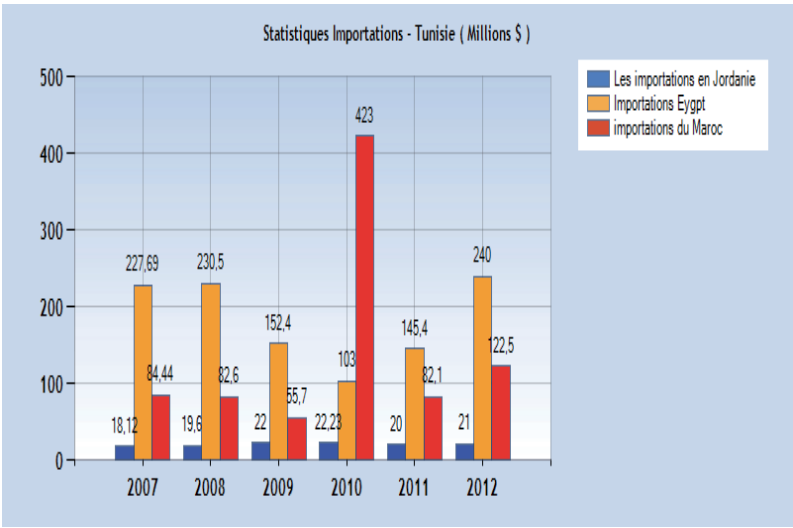


La Jordanie est visiblement très engagée commercialement en vertu de cet Accord avec l'Égypte où elle exporte majoritairement ses produits. Au second plan elle exporte plus vers la Tunisie, au moment où ses exportations vers le Maroc sont très faibles.

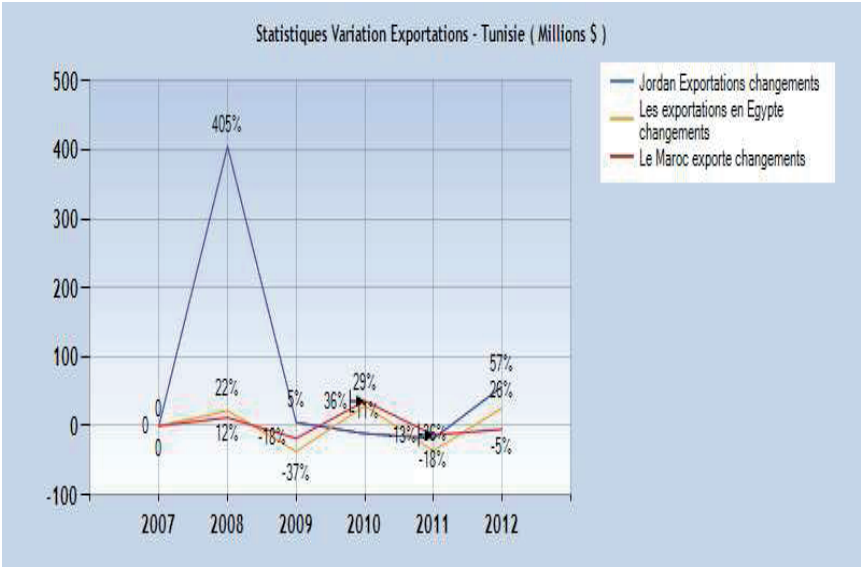
Par ailleurs, les importations de la Jordanie sont largement supérieures à l'Égypte, ce qui signifie qu'elle importe plus qu'elle n'exporte de son voisin Égyptien, au moment où ses importations du Maroc et de la Tunisie sont visiblement très faibles.

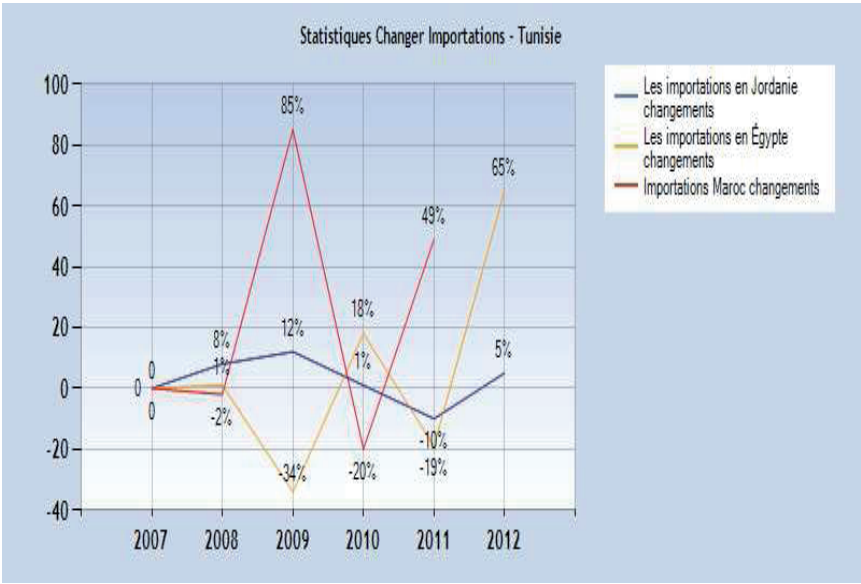
La Tunisie[956]





956 Statistiques, Tunisie, agadiragreement.org

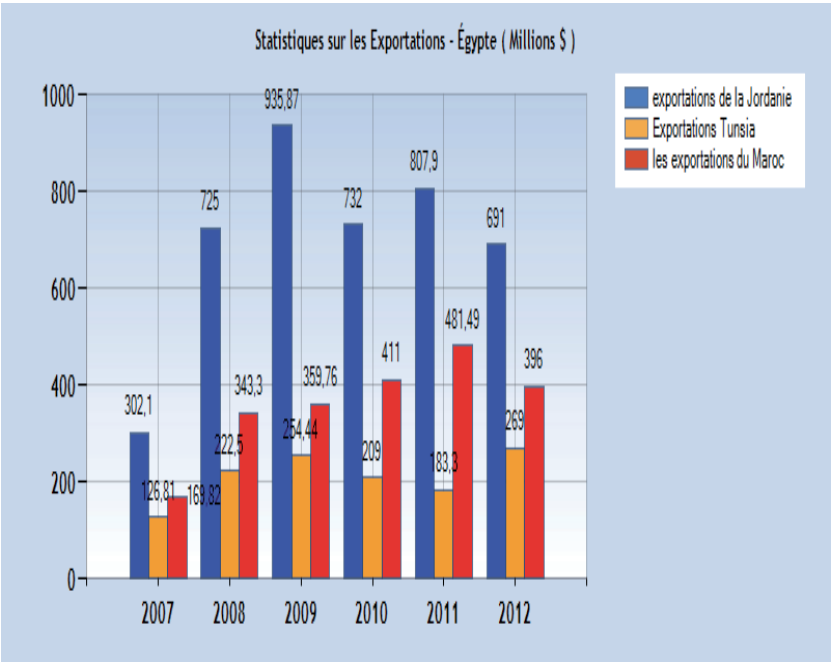

Statistiques Variation Exportations - Tunisie (Millions $)
Jordan Exportations changements
Les exportations en Egypte changements
Le Maroc exporte changements
500
400
300
200
100
0
-100
2007
2008
2009
2010
2011
2012
405%
22%
12%
-18%
-37%
5%
36%
29%
11%
13%
-18%
57%
26%
-5%


Statistiques Changer Importations - Tunisie
Les importations en Jordanie changements
Les importations en Égypte changements
Importations Maroc changements
100
80
60
40
20
0
-20
-40
2007
2008
2009
2010
2011
2012
85%
8%
1%
12%
-2%
-34%
18%
1%
-20%
49%
-10%
-19%
65%
5%

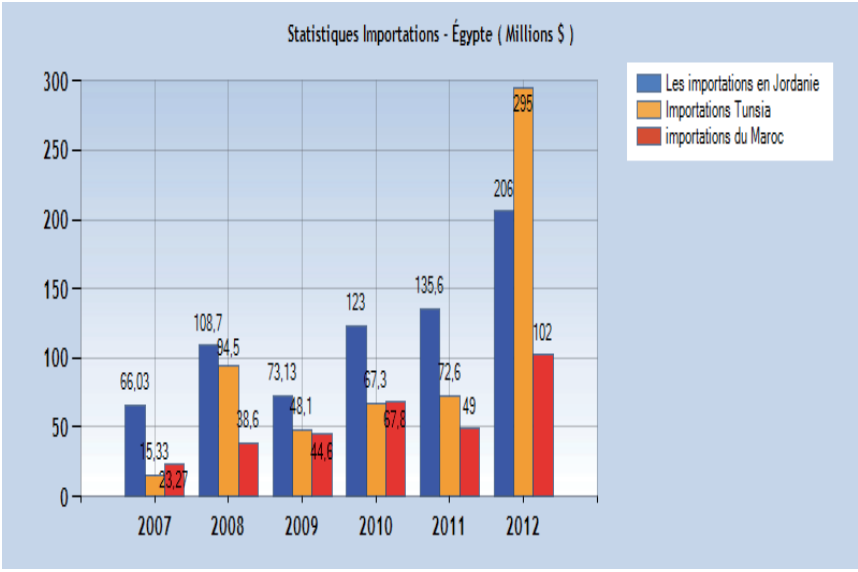
La Tunisie exporte plus ses produits vers le Maroc et à un degré moins vers l'Égypte au moment où ses exportations vers la Jordanie sont très faibles.

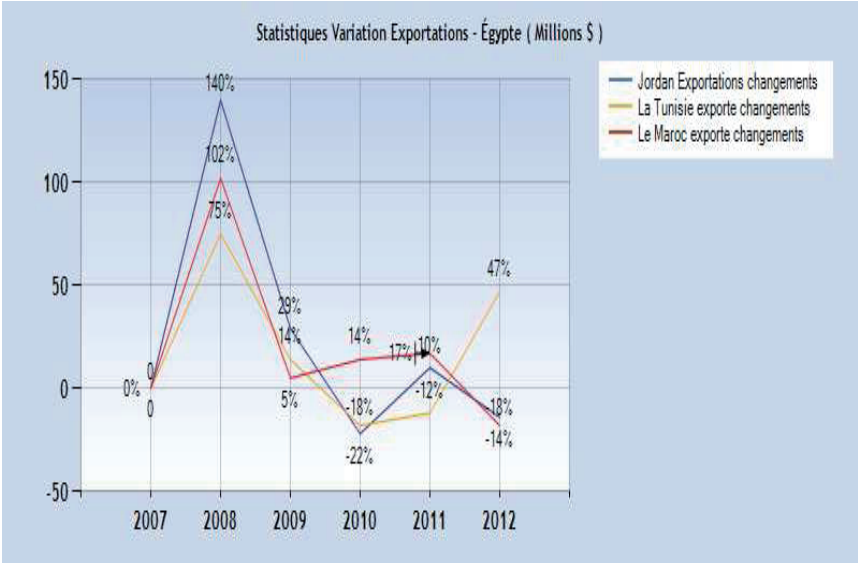
Les importations de la Tunisie des autres pays restent très variables et relativement faibles, ce qui signifie que ce pays exerce un protectionnisme à l'égard des régimes d'importation selon les conjonctures politico-économiques qui secouent ce pays.

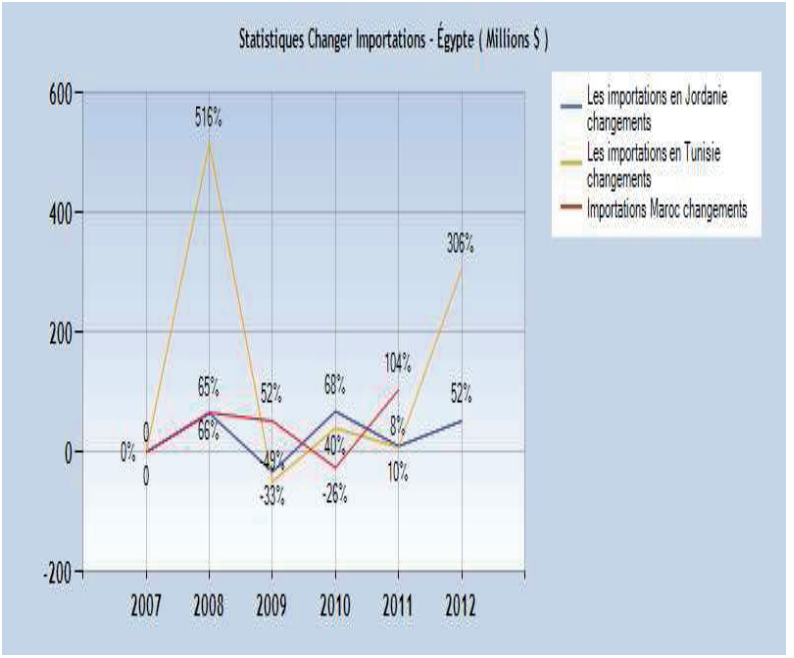
L'Égypte[957]



957 Statistiques, Egypte, agadiragreement.org

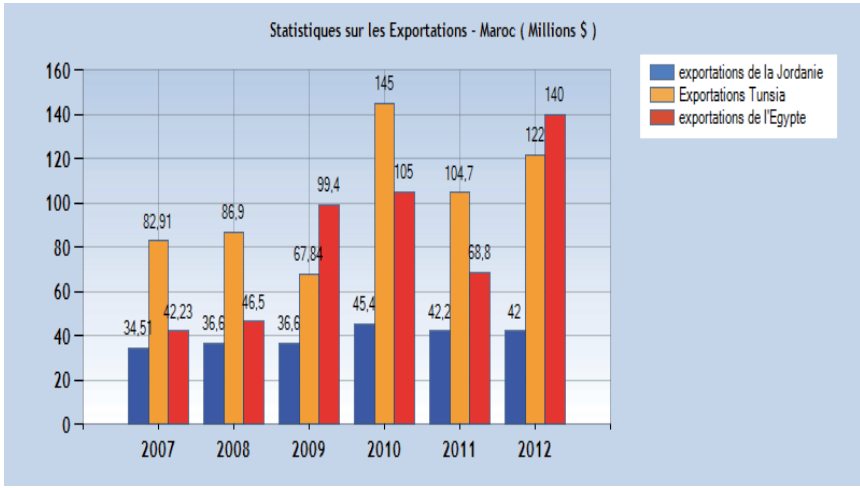

Statistiques Importations - Égypte (Millions $)
Les importations en Jordanie
Importations Tunsia
importations du Maroc
300
250
200
150
100
50
0
66,03
15,33
23,27
108,7
84,5
38,6
73,13
48,1
44,6
123
67,3
67,8
135,6
72,6
49
206
295
102
2007
2008
2009
2010
2011
2012

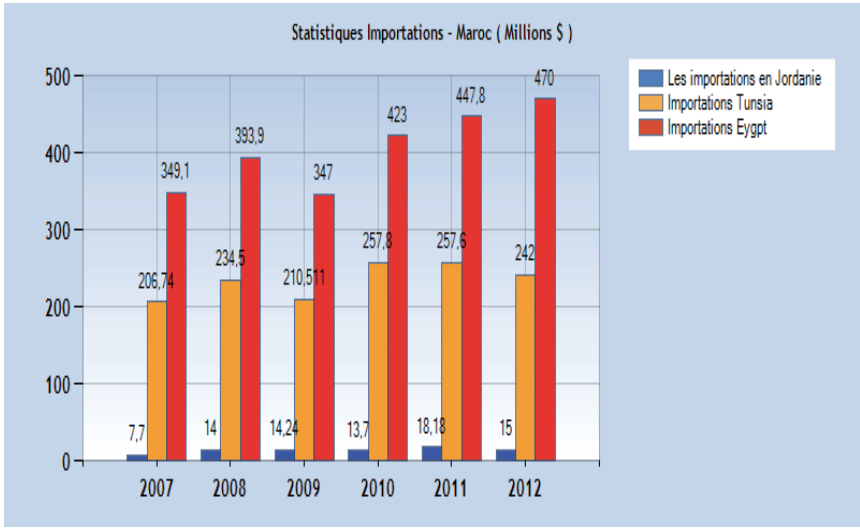

Statistiques Variation Exportations - Égypte (Millions $)
Jordan Exportations changements
La Tunisie exporte changements
Le Maroc exporte changements
150
100
50
0
-50
140%
102%
75%
0%
0
0
29%
14%
5%
14%
-18%
-22%
17%
10%
-12%
47%
18%
-14%
2007
2008
2009
2010
2011
2012



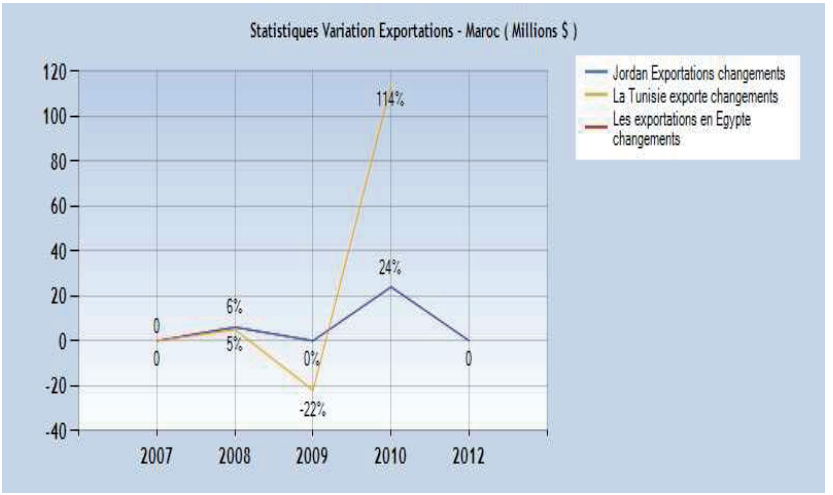
L'Égypte est visiblement le plus grand pays bénéficiaire de cet Accord car ses exportations vers les autres partenaires sont très visibles, au moment où ses importations sont relativement variables.

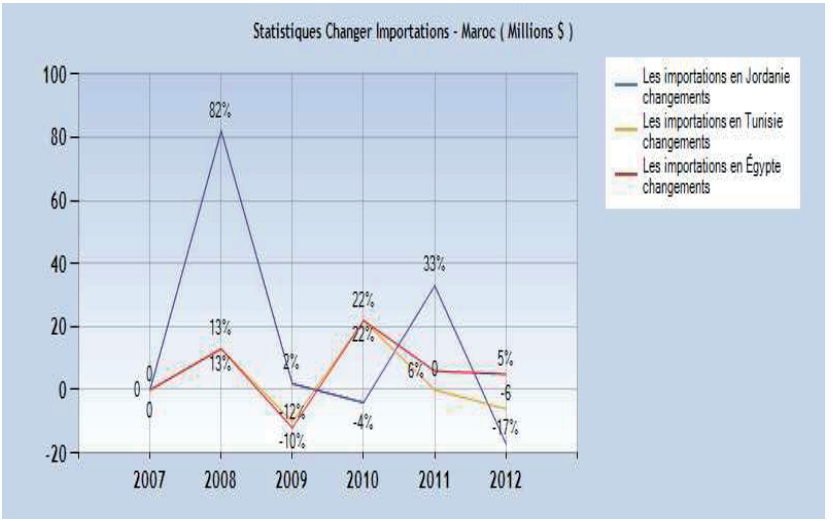
Le Maroc [958]





958 Statistiques, le Maroc, agadiragreement.org.





Le Maroc s'affiche selon ces graphiques comme le pays qui représente un grand équilibre entre les exportations et les

importations, ce qui signifie qu'il est le pays le plus engagé sérieusement au niveau de l'application de cet Accord.

Au moment où ses importations et exportations vers l'Égypte et la Tunisie sont relativement satisfaisantes, ses échanges avec la Jordanie restent relativement faibles.

Après une lecture analytique de ces différents tableaux statistiques nous pouvons constater que l'Égypte reste le principal bénéficiaire de cet Accord, car ses importations et exportations envers les trois autres pays sont largement en hausse.

La Jordanie reste également liée économiquement à l'Égypte, ce qui justifie la force des échanges entre les deux pays. Toutefois, les échanges avec le Maroc et la Tunisie sont pratiquement très faibles.

Par ailleurs, les échanges entre le Maroc et la Tunisie sont également faibles, ce qui dévoile l'impact de l'impossibilité de circulation de la marchandise par la voie terrestre au moment où les autres moyens d'échanges restent coûteux et peux utilisables.

Nous pouvons conclure que malgré les échanges constatés, l'accord juridiquement entré en vigueur en juillet 2006 est matériellement inadapté.

La Tunisie et l'Égypte, profitent visiblement de l'Accord au moment où leurs marchés sont encore fermés suite au maintien des barrières non tarifaires.

Ceci au moment où le Maroc applique visiblement l'Accord dans les deux sens malgré l'absence de réciprocité, ce qui signifie qu'il est le grand perdant de cet Accord. Il est légitime de s'interroger dans ce sens si la raison de ce dysfonctionnement émane de l'Accord même ou des politiques commerciales des États signataires.

Cet Accord représente avant tout un engagement non-tenu et non respecté par la majorité des pays signataires, ce qui fait allusion à son échec apparent à la lumière des autres Accords euro-méditerranéens où souvent les engagements tenus sont rarement respectés.

Enfin, la réponse peut résider à la fois dans le manque de transparence et la faible coordination entre les autorités compétentes dans les pays concernés par ces Accords.

Chapitre II : Les obstacles majeurs face à la mise en œuvre et à la réussite des projets de coopération euro-méditerranéens

Les partenariats euro-méditerranéens ne sont certainement pas toujours enrobés de réussites car plusieurs éléments ont conduit à l'échec de certaines initiatives visant le rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée.

A cet effet, nous n'adhérons pas aux thèses qui stipulent que l'échec des processus méditerranéens était total et nous n'adhérons pas non plus aux thèses qui présentent ces partenariats comme des réussites énormes.

A notre point de vue, les résultats de ces partenariats sont très relatifs et dépendent des contextes globaux ayant accompagné le lancement et la mise en œuvre de chaque Partenariat. Ces aboutissements dépendent identiquement de l'engagement de chaque pays partenaire selon ses contraintes contextuelles locales et régionales.

Nous pouvons en déduire de ce fait, que les échecs constatés dans le cadre de ces partenariats sont liés essentiellement aux points suivants :

- Les décalages omniprésents entre le Nord et le Sud de la Méditerranée ;

- Les difficultés de coordination Sud- Sud ;

- Les réticences dues aux craintes de domination.

Section I : Le décalage omniprésent entre les deux rives de la Méditerranée (Constats et solutions)

En évoquant la volonté de rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée nous faisons allusion aux rouages d'un rêve articulé autour de réalités différentes et à géométries variables. Ces réalités s'énoncent dans le cadre d'un espace géographique commun et autour d'une histoire et d'un passé partagés.

Ceci signifie que la convergence doit être la règle au bassin Méditerranéen et que l'harmonie et la collaboration soient les principes de bases des relations entre les pays méditerranéens.

Ces convergences doivent en principe être représentées et matérialisées par des rapprochements et des similarités entre les pays Méditerranéens.

Toutefois, la réalité est bien différente, car les deux rives de la Méditerranée connaissent des décalages énormes sur tous les plans, politiques, économiques et socioculturels.

Dans ce cadre, il suffit de constater les écarts entre les PIB/PNB des pays méditerranéens du Sud et les payés membres de l'UE[959]. A cet égard, une simple comparaison des chiffres est suffisante pour confirmer ces frasques qui ont eu des étendues

959« *PIB par habitant*» données.banquemondiale.org.

manifestes et des impacts directs sur l'ensemble des pays Méditerranéens[960].

Les différences en matière de démocratisation et dans le champ de régionalisation peuvent également confirmer ces constats. Ainsi, les Pays du Sud de la Méditerranée restent largement centralisés au moment où les pays membres de l'UE ont opté pour des systèmes régionalisés et fédéralisés très avancés.

L'alternance politique et le changement des classes dirigeantes confirment également ces écarts flagrants entre les pays des deux rives de la Méditerranée.

Au moment où nous constatons au Sud de la Méditerranée l'existence de certains dirigeants qui sont restés au pouvoir plus de 20 ans, nous trouvons en Europe, des dirigeants qui ne dépassent pas la moyenne de deux mandats[961].

Au niveau économique, nous pouvons également constater que la productivité, l'industrialisation et la modernisation confirment les fossés et les décalages entre les deux rives de la Méditerranée[962].

Au champ culturel, la productivité intellectuelle au Nord de la Méditerranée dépasse largement la moyenne produite dans les pays

960 Stéphane QUEFELEC « *Le PIB des pays partenaires méditerranéens* » European Commission Eurostat.
961 Thierry FABRE «*Entre dictature et démocratie. Fin de l'histoire ou d'une histoire?*» Rencontres d'Averroès
962« *Différents modèles politiques de la rive sud de la Méditerranée* » Vanguardia Dossier, n° 17, Octobre/Décembre 2005.

du Sud à cause des avantages et des subventions octroyés aux acteurs culturels.

Les pays de la rive Nord Méditerranéenne, notamment ceux qui sont membres de l'Union européenne, se caractérisent par la faiblesse du nombre d'heures travaillées par personne et par un rendement de la main-d'œuvre parmi les plus performants au niveau mondial[963].

En outre, la productivité globale des pays membres de l'UE est l'une des plus compétitives au niveau mondial. Les citoyens européens actifs réussissent donc à être productifs malgré la faiblesse d'heures travaillées.

Ceci confirme que la productivité dépend des bonnes conditions de travail et de l'atmosphère générale régnant dans les unités de production et non pas uniquement du nombre d'heures réalisées.

A la différence des pays du Sud de la Méditerranée où la productivité est largement liée au nombre d'heures travaillées dans certains secteurs comme l'agriculture et le textile, les travailleurs européens arrivent à prouver que la productivité peut être d'abord le résultat d'autres facteurs comme la mécanisation, la bonne gouvernance et la garantie des bonnes conditions de travail.

963 «*Comparatif : le temps de travail dans les Etats membres*» Touteleurope.eu.

Cependant, la productivité en Europe varie entre les États membres et les États non-membres de l'UE. De ce fait, au moment où la majorité des pays membres de l'UE bénéficient des chiffres de productivités satisfaisants, les pays non-membres trouvent en général des difficultés à s'imposer sur le marché mondial.

La Turquie demeure une exception dans ce cadre, car ce pays a enregistré ces dernières années des chiffres satisfaisants et s'est même affiché parmi les puissances émergentes au niveau mondial ayant des taux de croissance très positifs et très promettant[964].

Par ailleurs, les pays d'Europe centrale et orientale enregistrent encore un retard important sur les pays d'Europe occidentale avec une productivité sensiblement en dessous de la moyenne européenne.

La croissance de la productivité par personne au sein de l'UE a été ces dernières années d'environ 1,4% annuellement et la productivité s'est accrue à un rythme satisfaisant, spécialement dans les pays ayant adhéré à l'UE durant la vague d'adhésion collective de 2004.

Ainsi, ces pays ont connu des taux de croissance de la productivité très rapides et très convenables, variant entre 2,8 et 7,3%, au moment où l'Espagne a connu une faible productivité, voire même une productivité à sens négatif.

964 « *Etude économique de la Turquie 2010* » Oecd.org.

Ces différences sont également liées au nombre d'heures de travail variant d'un pays à l'autre, en liaison avec les réglementations en vigueur et au regard de l'influence des forces syndicales qui imposent notoirement aux gouvernements de limiter les heures de travail et garantir des mesures avantageuses pour la classe travailleuse.

A cet égard, le nombre d'heures travaillées annuellement varie entre 1806 et 2166 heures dans les pays d'Europe centrale et orientale, au moment où il reste inférieur à 1450 heures en France, en Allemagne et aux Pays-Bas.

Au sein de l'Union européenne, ce n'est donc pas le nombre d'heures travaillées qui justifie les variations de productivité par personne mais plutôt le degré de productivité par heure.

Au contraire des pays européens, les pays Sud-méditerranéens sont marqués par la dominance de certains traits généraux comme la faible qualification de la main-d'œuvre, la faiblesse des salaires, la faiblesse de la productivité générale et le dépassement récurrents des limites d'heures permises[965].

Dans ces pays, la faiblesse du coût de main-d'œuvre était souvent présentée comme une carte gagnante pour convaincre les

965 «*Hubs en Méditerranée: Entre concurrence et nécessité d'augmenter les capacités des terminaux*» Econostrum.info, le 20 Août 2013.

investisseurs étrangers à venir investir en masse et à faire confiance dans des économies peu fiables[966].

Les Gouvernements de ces pays pensaient que cet "avantage" qui consiste dans la faiblesse des salaires est suffisant pour attirer les IDE, au moment où les années écoulées et les différentes expériences ont montré la limite de cet argument. A cet titre, nous pouvons constater que malgré la surélévation des heures travaillées et la faiblesse du coût de main-d'œuvre au Sud de la Méditerranée par rapport à l'Europe, les pays Sud-méditerranéens restent plus chers en matière d'attractivité économique que certains pays d'Asie et d'autres régions du Monde, ce qui fait fuir plusieurs grandes entreprises vers les marchés les moins chers et les plus productifs[967].

Il est à constater également que les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont visiblement moins attractifs économiquement que d'autres pays européens de l'Est et d'autres pays asiatiques et ce, malgré leurs positions géographiques stratégiques favorables naturellement aux flux d'échanges commerciaux.

966 Hakim BEN HAMMOUDA, Nassim OULMANE, René SANDRETTO «*Emergence en Méditerranée: attractivité, investissements internationaux et délocalisations*» L'Harmattan, 2009.
967 «*Main-d'œuvre par pays - Carte des Pays - Asie - Mundi*» Indexmundi.com.

Pays	Main-d'œuvre (en dollars)	Année
Chine	795,500,000	2012
Inde	487,600,000	2011
Indonésie	117,400,000	2011
Bangladesh	75,420,000	2012
Pakistan	58,410,000	2012
Viêt Nam	46,480,000	2011
Philippines	40,000,000	2011
Thaïlande	39,620,000	2011
Birmanie	32,530,000	2011
Népal	18,000,000	2012
Malaisie	11,910,000	2011
Taiwan	11,200,000	2011

Tableau indicatif concernant le coût de main d'œuvre dans certains pays asiatiques

Dans les différents domaines industriels, le coût de la main-d'œuvre reste deux fois plus cher qu'en Chine et en Inde. Ceci a fait visiblement décamper les multinationales européennes de l'Afrique du Nord vers les pays asiatiques[968]. Dans les différents domaines industriels, le coût de la main-d'œuvre reste deux fois plus cher qu'en Chine et en Inde. Ceci a fait visiblement décamper les

968 Maurice CATIN, Henri REGNAULT «*Le Sud de la Méditerranée face aux défis du libre-échange*» L'Harmattan.

multinationales européennes de l'Afrique du Nord vers les pays asiatiques[969].

Conformément à la logique libérale, les multinationales préfèrent les pays asiatiques émergents qui sont marqués par la faiblesse des salaires, la disponibilité de la main d'œuvre et la hausse de la productivité, ce qui rend toute compétition avec d'autres régions du monde gagnée d'avance pour les dragons asiatiques.

Dans un autre registre, nous constatons que les pays membres de l'UE ont plutôt des économies très variées, en passant par l'industrialisation, l'agriculture, le tourisme, les services et d'autres domaines économiques clés.

Les performances enregistrées dans tous les domaines font que les économies européennes sont restées solides pendant des siècles et ont connu des développements ahurissants et exemplaires[970].

En revanche, au niveau de la rive Sud méditerranéenne, il est à observer que la majorité des pays choisissent des domaines limités où ils investissent le plus et enregistrent des retards globaux dans d'autres domaines par rapport à l'Europe et à d'autres régions du monde.

969 Maurice CATIN, Henri REGNAULT «*Le Sud de la Méditerranée face aux défis du libre-échange*» L'Harmattan.
970 «*L'économie européenne jugée solide face à la crise financière*» Reuters, le 17 janvier 2008.

Les choix de ces pays sont axés sur des domaines particuliers. A titre d'exemple, le Maroc fonde son économie sur l'agriculture, la pêche maritime, le tourisme et à un moindre degré sur l'industrialisation[971].

Par ailleurs, l'Algérie fonde son économie sur l'exportation des produits pétroliers en causant des retards marquants dans les autres domaines malgré les choix ayant porté durant la période de l'après indépendance sur l'industrialisation.

Quant à la Tunisie, elle fonde son économie essentiellement sur le tourisme et mise beaucoup moins sur les autres domaines, malgré les déclarations présentant l'économie tunisienne comme variée et diversifiée.

Pour le Maroc, hormis les domaines prioritaires sur lesquelles son économie est basée, il a essayé durant les dernières années de varier ces matrices économiques, en encourageant l'instauration de quelques zones franches et en construisant des autoroutes, des ports et en rénovant les aéroports, ce qui a constitué une réelle tentative de variation des secteurs économiques malgré la prédominance des domaines privilégiés précités.

Les autres pays Sud-méditerranéens sont généralement restés coincés devant les changements récurrents au niveau mondial et n'ont pas fourni des efforts réels pour ouvrir leurs économies et n'ont pas

971 «*Tableau de bord sectoriel de l'économie marocaine*» finances.gov.ma.

pris les mesures adéquates qui pourraient les aider à réaliser un développement macro-économique significatif[972].

Il est à regretter dans ce sens que les Partenariats euro-méditerranéens n'ont pas pu contribuer d'une manière claire et efficace à l'incitation et à l'accompagnement des pays Sud-méditerranéens dans la voie de consolidation de leurs économies.

Les Partenariats Euromed sont restés de ce fait comme des feuilles de routes peu applicables qui ne disposent pas des moyens financiers et techniques suffisants pour assurer les métamorphoses économiques de grandes envergures.

Par conséquent, les rentrées de devises sont restées limitées aux secteurs traditionnels dans chaque pays.

Néanmoins, au moment où l'Europe se contente d'accorder des subventions limitées, les ressortissants des pays du Sud résidant à l'étranger ont été capables d'apporter des capitaux en devises en aidant ainsi leur pays d'origine à surmonter les coûts et les charges d'une croissance nécessaire et indispensable[973].

Par ailleurs, la crise économique qui a touché le Monde et certains pays européens a diminué les apports des immigrés, notamment maghrébins dans leur pays d'origine.

---

972 « *L'AFD, l'Agriculture et la Pêche au Maroc* » Afd.Fr.
973 Abdallah Zniber « *Migrations et développement : Quels (r)apports ? » ALTERMONDES N° 2 - Juin 2005- Dossier 2 - Les migrations pour vivre ensemble ».*

De ce fait, les Pays Sud-méditerranéens étaient obligés de chercher d'autres sources de capitaux et de devises[974].

Pourtant, durant des années où les ressortissants maghrébins apportaient des réserves en devises, il n'y a pas eu réellement un développement de certains domaines porteurs économiquement, tels que les domaines liés aux transferts de technologies, à l'instar de ce qui a été constaté dans certains pays asiatiques ou européens de l'Est durant les dernières décennies.

Également, il n'y a pas eu véritablement un développement économique articulé autour d'une infrastructure solide et consistante.

Les domaines qui ont connu plus au moins un développement durant les années 1990 sont essentiellement liés au secteur du textile[975].

Toutefois, même ce secteur était le premier touché par la crise économique, ce qui a amené les sociétés à quitter les pays Méditerranéens et à chercher d'autres régions du monde où les charges sont plus ou moins faibles[976].

Par ailleurs, un certain développement dans les domaines des services a été enregistré dans certains pays Sud-méditerranéens et ce,

974 « *L'impact de la crise économique mondiale sur les migrations en Europe* » Rapport de la Commission des migrations, des réfugiés et de la population de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe- Rapporteur: M. Pedro AGRAMUNT, Espagne, Groupe du Parti populaire européen, le 9 avril 2010.
975 « *Investissements en Méditerranée - Secteurs : Textile* » ANIMA.
976 «*Textile : alerte en Méditerranée*» Alternatives Economiques.

dans le cadre du développement mondial de certains domaines comme les télécommunications, les services et l'utilisation de la technologie[977].

Les capitaux et les revenus émanant des secteurs liés à ces domaines pouvaient aider substantiellement et efficacement au développement des infrastructures, sur le fond d'une économie relativement puissante.

Inopportunément, ces pays sont restés des marchés de consommation même dans ces secteurs mondialement développés et n'ont pas pu passer à la phase de production de masse à l'instar des pays européens et asiatiques.

Par ailleurs, il est à soulever que les pays Sud-méditerranéens n'ont pas subi les conséquences de la Crise économique mondiale lors de son commencement en Europe en 2007 et ont dû attendre quelques années plus tard, plus précisément 2010, pour ressentir les premiers effets de cette crise qui était sans précédent.

Naturellement, l'impact de la crise a atteint ces pays suite à l'écroulement des échanges commerciaux avec les pays européens et suite à la réduction des investissements directs étrangers[978].

977«*Investissements en Méditerranée*» Animaweb.org
978 «*L'Europe méditerranéenne en crise*» Confluences Méditerranée, n°80, 2012/1, L'Harmattan.

Nous pouvons considérer que cette situation a été parmi les causes directes ayant donné lieu au déclenchement du Printemps arabe dans un grand nombre de pays Sud- méditerranéens.

La crise économique et le Printemps arabe sont de ce fait intimement liés, tout en ayant des niveaux variables d'un pays à l'autre et tout en laissant des impacts visiblement intermittents et asymétriques sur chaque pays.

L'instabilité politique ayant gagné plusieurs pays arabes suite aux révolutions successives a freiné visiblement l'afflux des investissements directs étrangers dans la grande majorité de ces pays Sud-méditerranéens[979].

En revanche elle a constitué une occasion privilégiée pour certains pays Sud-européens pour s'emparer de la grande part des investissements.

Cette tendance a contribué d'une manière visible au maintien des décalages existants entre les deux rives sur le plan économique et par conséquent sur les autres plans.

Ainsi, les Pays Sud-méditerranéens ont dû faire face à nouveau à une grande baisse de la production et à une nette augmentation des chiffres du chômage.

979 Anne CHEYVIALLE «*Les économies des printemps arabes s'enfoncent dans la crise*» Le Figaro, le 14 août 2013.

Les différents programmes de relance économique n'ont pas abouti à une amélioration de la situation et ce, compte tenu de la gravité des enjeux engendrés par les révolutions parfois violentes qui ont donné lieu à une grande déstabilisation dans certains pays Méditerranéens[980].

Nous pouvons souligner dans ce cadre que les dirigeants des pays du G8, qui se sont réunis à Deauville en France, en mai 2011, avaient souligné que "***Les changements historiques actuellement à l'œuvre en Afrique du Nord et au Moyen-Orient peuvent ouvrir la voie à des transformations comparables à celles survenues en Europe centrale et orientale après la chute du Mur de Berlin***"[981].

Pour forcer ces mutations, ils avaient promis, dans le cadre d'un nouveau programme intitulé "Partenariat de Deauville", d'offrir une aide à long terme à la Tunisie et à l'Égypte, ainsi qu'à tous les Pays qui suivront l'exemple de ces deux pays, pour mettre un terme aux dictatures en place[982].

980 «*Les pays arabes peinent à relancer leur économie*» Le Figaro, le 26 mars 2012.
981 Voir la déclaration finale, des dirigeants des pays du G8, réunis à Deauville 26-27 Mai 2011.
982 Le sommet du G8 2011, 37ème réunion du G8, réunissait les dirigeants des 7 pays démocratiques les plus industrialisés et la Russie, ou G8, du 26 au 27 mai 2011, dans la ville française de Deauville. Il s'agit du sixième sommet du G8 à se dérouler en France, depuis 1975. Ce sommet est notamment l'occasion pour les dirigeants présents d'aborder les sujets qui ont marqué l'actualité de la première moitié de l'année 2011 : les protestations et révolutions dans le monde arabe, l'accident nucléaire de Fukushima ou la succession de Dominique Strauss-Kahn à la tête du Fonds monétaire international (FMI) sont ainsi au programme des discussions. Au lendemain de l'e-G8, le rôle des gouvernements dans l'essor d'Internet fait également l'objet de discussions.

Selon le communiqué du G8, les banques de développement multilatéral devaient assurer 20 milliards de dollars, dont environ 5 milliards (3,5 milliards d'euros) de la Banque européenne d'investissement à la Tunisie et à l'Égypte pour la période 2011-2013 afin d'y appuyer les réformes démocratiques dans ces pays.

A présent, nous pouvons remarquer que cet espoir n'a pas réellement été concrétisé et nous observons que plusieurs pays Sud-méditerranéens ont connu des difficultés énormes à l'issue du Printemps arabe et nous pouvons regretter également que les promesses d'accompagnement n'ont pas été véritablement honorées par les Grandes puissances.

Les pays Sud-méditerranéens ont dû faire face à des hausses successives des prix des matières premières contrôlés au niveau international, ce qui a aggravé de manière sérieuse les problèmes budgétaires dans plusieurs pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée y compris ceux qui n'ont pas connu des révolutions violentes.

Ces pays se trouvent désormais obligés de pallier à cette situation en faisant face à la fois aux enjeux des problématiques internes et à ceux des restrictions internationalement imposées et ce, à cause de l'interdépendance économique imposée par la mondialisation et la logique de compétition mondiale sans compassion.

Ces enjeux ont des conséquences directes sur la qualité de vie des citoyens qui se trouvent de plus en plus massivement pauvres, ce qui menace directement la paix sociale dans les différents pays Méditerranéens.

Dans ce sens, les pays des deux rives de la Méditerranée font face aux mêmes enjeux, sauf que les moyens de lutte varient d'une rive à l'autre et d'un pays à l'autre.

Manifestement, les économies des pays de la rive Nord sont suffisamment puissantes pour faire face à ces enjeux, au moment ou les économies des pays du Sud revêtent toutes les conditions d'échec dans ce contexte restreint et difficile.

L'absence de groupements régionaux ayant des potentialités solides dans la rive Sud, complique davantage la situation, au moment où les pays de la rive Nord peuvent compter sur les aides fournies par l'UE pour faire face aux différents enjeux politiques, économiques et sociaux[983].

Pourtant, la crise économique a eu des conséquences politiques très graves sur les deux rives de la Méditerranée, mais avec des niveaux très variables.

La relation apparente entre la crise économique et les révoltes populaires est mise en relief suite à l'émergence de l'effet funeste du

983 «*Intégration et coopération sous régionale en Méditerranée*» Euromesco.net.

malaise social sur les opinions publiques qui s'organisent pour constituer de véritables contrepoids face aux choix suivis par la classe politique gouvernante et les milieux dominants[984].

Les méthodes classiques d'opposition sont désormais dépassées du fait de l'émergence de nouvelles formes d'organisations issues de l'informatisation et du développement des réseaux sociaux[985].

Sur ce point les populations des deux rives de la Méditerranée ont eu recours aux mêmes moyens pour organiser les manifestations et pour s'organiser en mouvements alternatifs susceptibles de faire entendre la voie des populations les plus démunies et de la majorité silencieuse.

A cela s'ajoute, l'instabilité produite par une ouverture relativement hâtive à l'économie mondiale, notamment dans les pays ayant adopté auparavant des systèmes marqués par l'économie dirigée.

Cette instabilité est surtout repérée par les flagrants déséquilibres entre les couches de la société dans ces pays ayant de très faibles niveaux en matière de cohésion sociale.

Par conséquent, l'entassement des effets de spoliation et de dégradation éprouvés par les jeunes face à leur marginalisation des

984 «*La fragile situation économique et sociale des pays du printemps arabe*» RFI, le 27 mars 2012.
985 «*Les néo-militants dans le monde*» Arte.tv, le 2 décembre 2011.

processus de décision et d'insertion économique, politique et sociale dans leurs pays, conduit directement à l'aggravation des volontés de vindicte[986].

Le désespoir conduit parfois la jeunesse à opter pour les actes violents ou de nature révolutionnaire.

Certains qui sont plus désespérés choisissent d'aller encore plus loin, en rejoignant les tendances les plus égarées et les plus extrêmes.

Évidemment la liaison entre la situation économique et sociale peut causer de véritables séismes politiques dans les pays Sud-méditerranéens.

C'est le cas de la majorité des systèmes politiques dans les différents pays arabes qui ont longtemps sous-estimé les aspirations de la jeunesse et n'ont pas fourni des efforts réels pour promouvoir l'emploi à travers des mesures étudiées et des plans économiques efficaces[987].

Certains systèmes s'amusaient même à fournir de faux chiffres de croissance et diminuent au niveau des statistiques les chiffres de chômage à des fins politiques.

---

986 Justine CANONNE «*Indignés : les nouvelles formes de protestation*» scienceshumaines.com, le 21 février 2013.
987 «*Dictatures du monde arabe. Tunisie, Algérie, etc.»* diplomatie-presse.com, le 14 janvier 2011.

A titre d'exemple, l'ancien régime tunisien et l'ancien régime libyen avant le déclenchement de la révolution dans ces deux pays, se vantaient que leurs pays bénéficiaient d'une situation économique et financière globalement favorable.

La Libye visait même à jouer le rôle de pays exemplaire pour les autres pays africains et la Tunisie visait à jouer le rôle de pays modèle au Maghreb.

L'économie tunisienne se présentait comme la plus diversifiée des pays arabes et comme étant fondée sur des domaines variés comme l'agriculture, les mines, l'énergie, le tourisme, les industries textiles, agroalimentaires, mécaniques, électriques et électroniques[988].

Si on croit l'ancien régime, l'économie tunisienne affichait de bons résultats en termes de scolarisation et de qualité d'enseignement et le « miracle économique tunisien » avait réduit le taux de pauvreté de manière notable. Par conséquent, ce pays enregistrait de faibles taux de chômage[989].

Le plus étonnant encore est que le Fonds monétaire international (FMI) classait la Tunisie comme un pays exemplaire en matière de gouvernance monétaire et économique et notait que la

988 Hakim BEN HAMMOUDA «*Avant la révolution, l'économie tunisienne était déjà dans une impasse*» Interview sur Radio Mosaique FM.
989 Florence BEAUGE «"*Ce qui bloque l'économie tunisienne aujourd'hui, c'est le politique"*» LE MONDE, le 17 juillet 2013.

croissance du produit intérieur brut (PIB) était supérieure à la moyenne enregistrée au sein de la zone MENA[990].

Selon les chiffres du FMI, le PIB tunisien avait touché le seuil de 4,5% annuel en 2009-2010 et le déficit budgétaire et la dette publique étaient arrêtés à des degrés corrélativement réduits au moment où le taux d'inflation a été contenu à 3%[991].

Le déclenchement de la révolution en Tunisie en fin 2010 a dévoilé une autre réalité que celle annoncée dans les rapports nationaux et internationaux.

Les révoltes ont révélé une situation économique chaotique et ont dévoilé une certaine complaisance entre les organisations de contrôle économique internationales et le régime tunisien déchu.

Il est opportun de s'interroger dans ce sens sur la fiabilité des chiffres annoncés par le FMI dans un contexte complètement différent de ce qu'affichent ses études économiques dites ''objectives et fiables''.

La réalité du terrain affirme que la Tunisie souffrait visiblement de grands problèmes macro-économiques structurels qui ont conduit la population au désespoir et par conséquent à la révolte.

990 « *Middle East and North Africa* » (littéralement, « Moyen-Orient et Afrique du Nord ».
991 Elyes JOUINI «*Tunisie : "L'économie tunisienne est très mal en point"*» babnet.net, le 07 Mai 2013.

D'autres éléments cachés par le pouvoir Tunisien et les instances monétaires internationales consistaient dans les effets de la crise mondiale sur l'économie Tunisienne qui a engendré une baisse du pouvoir d'achat en Europe et a conduit à une diminution claire des recettes touristiques, des IDE et des exportations[992].

Par conséquent, les rentrées de devises des émigrés qui alimentaient l'économie Tunisienne avaient manifestement baissé à cause de la forte crise économique en Europe.

L'année 2011 a été imprégnée par le déclenchement de la révolution dans ce pays et le passage à la démocratisation.

Naturellement, les conflits sociaux se sont aggravés et la crise économique a pris des tournants très inquiétants.

Les premiers gouvernements de l'après révolution ont trouvé des difficultés énormes à mettre en œuvre les plans d'action de réformes en matière économique et sociale et à diminuer la crise dans ce pays Sud-méditerranéen[993].

Malgré tout cela, la Tunisie sert d'exemple d'un pays Sud-méditerranéen qui a connu une révolution sans conséquences graves au moment où d'autres pays ont trouvé des sorts plus dramatiques.

---

992 Sarah BEN HAMADI «*Tunisie : Un taux de croissance de 2.6% en 2013 et des perspectives "peu favorables" en 2014 selon la Banque mondiale*» Huffpostmaghreb.com, le 21 janvier 2014.
993 «*Peut-on sauver l'économie tunisienne?*» Leaders, le 11 mai 2014.

Les exemples de la Libye et de la Syrie nous fournissent une autre image sur des pays Sud-méditerranéens où les aspirations populaires à la démocratie et à la liberté sont tournées au cauchemar matérialisé par des guerres meurtrières et sanglantes.

L'Égypte livre quant à elle, l'exemple de pays qui a connu une révolution et une contre-révolution où les différents systèmes ont échoué à sauver cette république de la banqueroute économique[994].

En revanche, le Maroc sert d'exemple d'un pays qui a pu garder une stabilité politique et économique, mais qui a été freiné par la conjoncture économique peu favorable où les augmentations des produits des matières premières menacent visiblement la paix sociale dans ce pays[995].

Les autres pays Sud-méditerranéens sont restés globalement stables malgré les différentes turbulences politiques, économiques et sociales.

En général, les différents pays Méditerranéens malgré leurs différences sont similaires dans le retard enregistré par rapport à l'Europe.

La rive Nord de la Méditerranée connaît une stabilité politique et un niveau de développement satisfaisant qui permettent aux

994 Badia BENJELLOUN «*Égypte, révolution et contre-révolution*» Investig'Action, le 17 août 2013.
995 «*Printemps arabe : Une étude américaine confirme l'exception marocaine*» La vie éco, le 6 janvier 2014.

différents pays de faire face aux enjeux économiques internationaux dans un cadre solidaire et complémentaire.

Par contre, les pays de la rive Nord de la Méditerranée qui ne sont pas membres de l'UE, souffrent des mêmes faiblesses que les pays de la rive Sud, avec un avantage relatif qui consiste dans la consistance des aides européennes par rapport aux pays de la rive Sud.

L'UE voit dans ces pays de futurs candidats à l'UE et ne ménage aucun effort à les aider substantiellement pour faire face à leurs problèmes et crises internes.

Ceci au moment où les pays de la rive Sud de la Méditerranée semblent abandonnés à leur sort, malgré les différents partenariats et malgré les variables promesses lancées par l'UE et les différents dirigeants européens.

L'ensemble de ces éléments explique pourquoi la croissance dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée est restée faible, en comparaison avec les pays membres de l'UE et avec d'autres régions mondiales émergentes[996].

Dans ce cadre, d'autres éléments confirment davantage les décalages entre les deux rives, il s'agit des investissements européens

996 « *L'AFD et la Méditerranée Croître ensemble, vivre ensemble* » Afd.fr.

au Sud de la Méditerranée qui sont restés très limités et les échanges commerciaux qui n'ont pas véritablement réussi à décoller[997].

Les causes de ces décalages sont, en quelque sorte exogènes, car l'impact de la période précoloniale et de la période coloniale gardent des traces majeures sur la période de l'après indépendance.

D'autres constats peuvent être révélés, tels que la crise du Proche-Orient et la guerre en Irak et les différents conflits dans cette région qui ont brouillé les frontières idéologiques et les données macroéconomiques[998].

La croissance des fléaux terroristes a également contribué au découragement des investisseurs dans un cadre mondialisé où d'autres régions du monde étaient plus attractives[999].

Toutefois, les raisons de ce décalage sont également endogènes. L'Europe a tourné l'œil vers son voisinage oriental dans la perspective de voir de nouveaux pays européens adhérer à l'UE[1000].

997 Bassem KARRAY «*Les investissements européens dans les pays méditerranéens associés* » UniversitàdegliStudi di Catania.
998 Henry MARTY-GAUQUIÉ « *Crises et sorties de crise en Méditerranée : l'exigence de croissance et de dignité* » Analyses et témoignages,.diplomatie.gouv.fr.
999 Fernando REINARES « *Méditerranée occidentale et terrorisme mondial : quels défis ? Quelles réponses ? La lutte anti-terroriste de l'UE, en coopération avec le Maghreb, devrait s'inscrire dans le cadre de la stratégie de l'ONU* » AFKAR/IDEES, AUTOMNE 2009.
1000 Sébastien Dupuch, Hugues Jennequin& El MouhoubMouhoud « *Intégration Européenne, Elargissement aux PECO et Economie Géographique* » CEPN Université Paris Nord.

Dans ce cadre, la grande partie des fonds destinés au voisinage a été versée au pays susceptibles d'adhérer à l'UE dans le cadre des ajustements structurels[1001].

Nous pouvons apercevoir qu'au moment où 700 milliards d'euros étaient consacrés à la réunification de l'Allemagne et au moment où l'Europe a consacré 70 milliards d'euros aux Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO), l'Europe a consacré uniquement 7 milliards d'euros au Maghreb. Ceci représente en quelque sorte le 1/100[1002].

Par ailleurs, au moment où l'UE se déclare comme solidaire avec les pays du Sud de la Méditerranée, cette solidarité ne porte que sur les domaines à faibles revenus. Les domaines qui permettront un réel développement du Sud restent exclus de ces partenariats.

Le rejet du Protocole de l'Accord de Pêche entre le Maroc et l'UE par le Parlement européen le 14 décembre 2011 et l'opposition farouche face à la conclusion d'un Accord Agricole Maroc-UE par des groupes de pressions européens, confirment le décalage entre les discours et la réalité[1003].

1001 Jérôme CREEL et Sandrine LEVASSEUR « *Le nouvel élargissement de l'Union européenne* » OFCE Sciences PO.
1002 J.L. FUGUET, B. GUILHON, N. ROUX «*Les Pays Méditerranéens face à la politique européenne de voisinage (PEV)*» Faculté des Sciences Economiques et de Gestion Université de la Méditerranée.
1003 « *Accord de pêche UE-Maroc: prorogation rejetée et appel à un meilleur accord* » Parlement européen Session plénière Pêche, le 14 décembre 2011.

Au moment où l'Europe se dit solidaire avec son voisinage elle demeure très protectionniste et certaines parties européennes voient d'un mauvais œil toute concurrence dans certains domaines ayant une portée économique plus au moins importante pour le Sud.

Ainsi, les discours européens, restent relativement mitigés, car au moment où nous entendons parler de la solidarité et des perspectives de développement solidaires, l'Europe exprime une dimension monopoliste et protectionniste dans certains domaines économiques.

Les pays des deux rives de la Méditerranée sont invités de ce fait à tirer les enseignements des échecs du passé pour rebondir dans l'avenir.

Une approche « gagnant – gagnant » pour l'ensemble des pays concernés sera la seule alternative susceptible de régler l'ensemble des problèmes de cette région.

L'avenir des pays euro-méditerranéens demeure de la sorte dans les initiatives et les projets qui seront lancés sur des bases réalistes et mutuellement bénéfiques.

Les thèmes privilégiés doivent être axés autour de la lutte contre la corruption et pour la démocratisation, au Nord comme au Sud et les projets à privilégier doivent, à la fois, respecter les intérêts de l'ensemble des parties concernées et permettre une concrétisation rapide des effets induits.

S'agissant des pays du Maghreb, nous pouvons remarquer que l'intégration régionale est très faible, l'absence de coopération régionale génère des pertes importantes susceptibles d'aider les pays maghrébins à réaliser une forte croissance[1004].

D'autre part, les pays des deux rives risquent de perdre plusieurs points en matière de développement à cause de la non-concertation sur les grands dossiers qui structurent le devenir de la mondialisation.

Le contexte universel de la démocratisation est sûrement une garantie contre les penchants extrémistes, car l'extrémisme ne peut s'ancrer que dans des milieux où le non développement et la non-démocratisation règnent[1005].

Les décollages importants en Méditerranée aggravent la situation entre les deux rives et favorisent les ébauches des problèmes migratoires et sécuritaires[1006].

Le Printemps arabe a de ce fait dévoilé que la marginalisation de la Société civile a eu un impact néfaste sur la marche des États où tous les efforts sont nécessaires pour régler les problèmes les plus itératifs.

1004 Francis GHILES « *Le « non-Maghreb » coûte cher au Maghreb* » LE MONDE DIPLOMATIQUE, Janvier 2010.
1005 Moses I. FINLEY « *Extrémisme et démocratie : Démocratie antique et démocratie moderne* ».
1006 Philippe FARGUES et Hervé LE BRAS « *Migrants et migrations dans le bassin de la Méditerranée* » Ipemed, Septembre 2009.

Il s'est avéré de ce fait que l'atteinte de la démocratisation des systèmes politiques nécessite l'instauration d'un dialogue constructif et fructueux entre les différents intervenants et les pouvoirs politiques.

L'apport de la société civile est indispensable pour la consolidation des rapports de voisinage spécialement, en ce qui concerne les contacts directs entre les citoyens et leurs États.

Un engagement européen clair et efficace s'avère nécessaire pour encourager les pays partenaires à aller dans ce sens et pour arriver au renforcement de la place décisionnelle de la société civile dans les différents pays du sud de la Méditerranée, à travers un dialogue structuré et représentatif et à travers des actions tangibles et efficientes.

La participation de toutes les forces démocratiques au processus de transition et la participation des organisations démocratiques et indépendantes d'employeurs, de travailleurs et de la société civile sera essentielle pour démocratiser les pays Sud-méditerranéens et pour réduire les décalages entre les deux rives.

L'UE et ses partenaires Méditerranéens du Sud sont voués à prendre ensemble des actions laborieuses, en réévaluant les responsabilité de l'Union pour la Méditerranée et les autres partenariats déjà entamés, afin de garantir un soutien politique et institutionnel, économique, social, technique et humanitaire aux pays

méditerranéens en retard actuellement sur tous les plans et qui aspirent à une réussite de la transition démocratique.

Il serait souhaitable dans ce cadre d'établir des plans d'actions conjoints qui détermineront la façon dont l'UE pourra accompagner les pays de la région sans pour autant leur imposer des choix qui seraient contraires aux valeurs et principes de bases de ces États et sans tomber dans le dirigisme qui pourra donner des contre résultats.

Le but ultime devrait, dans ce sens, consister dans le soutien d'un développement démocratique, économique et social des pays méditerranéens pour aboutir à la réduction des décalages entre les deux rives de la Méditerranée.

Les attentes manifestées par les jeunes Sud-méditerranéens en lutte pour la démocratie dévoilent particulièrement le besoin d'inventer un nouveau modèle de croissance plus équitable et plus humain pour offrir un meilleur partage des richesses, un meilleur équilibre des territoires, au-delà des modèles imposés par les Organisations financières à vocations mondialistes.

Il serait également souhaitable d'encourager l'édification d'une croissance plus novatrice, réalisée sur des systèmes d'éducation modernisés, une politique des investissements directs étrangers (IDE) et l'appui à l'innovation dans les entreprises locales.

Ces fondements de base serviront à enrichir le contenu qualitatif des emplois, notamment des jeunes diplômés.

A ce titre et en ce qui concerne la création d'emplois et de l'égalité sociale, le rattrapage du retard enregistré dans la rive Sud s'avère comme une nécessité pour diminuer les flux migratoires à sens unique vers l'Europe.

Afin d'activer l'exécution des investissements créateurs d'emplois dans les pays Sud-méditerranéens, il serait nécessaire de créer un climat favorable, encourageant l'afflux des investissements, à travers la mise en place de législations adéquates, l'instauration de règles claires et simples en matière de commerce, la facilitation des transferts de technologies et la rénovation des infrastructures.

Ces États devraient développer leurs capacités à mobiliser le capital et le savoir-faire du secteur privé local et international en l'encourageant à explorer de nouveaux domaines susceptibles de générer plus de gains et d'emplois.

La création de l'Emploi signifie la création de la croissance et du développement qui sont les seuls remèdes aux différents maux Sud-méditerranéens et aux décalages omniprésents entre les deux rives de la Méditerranée.

Section II : Les difficultés de coordination Sud-Sud et la nécessité d'opter pour la solution des groupements régionaux

Comme nous l'avons constaté précédemment, les partenaires Sud-méditerranéens enregistrent en commun des chiffres très bas en matière d'échanges commerciaux Sud-Sud.

Ces chiffres sont liés aux décalages existant entre les deux rives de la Méditerranée et aux difficultés de coordination entre les pays Méditerranéens.

Ces constats résultent également de la faiblesse de la volonté de coopération entre les systèmes politiques dans ces pays qui étaient majoritairement dominés par des régimes anti-démocratiques depuis leur indépendance jusqu'au déclenchement du Printemps arabe[1007].

Pratiquement, les régimes autoritaires en place n'avaient pas réellement une grande volonté de mener sérieusement des actions de coopération Sud-Sud qui pourraient aboutir à terme à une démocratisation et à un développement mutuellement bénéfique.

Par ailleurs, il s'est avéré dans d'autres régions du monde que la coopération entre les pays voisins pouvait être une option utile dans la perspective de garantir un développement pour l'ensemble

1007 Bichara KHADER «*Le printemps arabe: un premier bilan* » Alternatives Sud, le 23 mai 2014.

des pays concernés, dans un cadre de solidarité et de complémentarité[1008].

Cette option s'est heurtée visiblement au Sud de la Méditerranée à des volontés aveugles de leaderships régionaux, qui ont contribué négativement à l'accentuation des différends territoriaux et politiques, ayant empêché matériellement la consolidation des liens de coopération entre ces pays[1009].

Dans ce sens, la meilleure illustration que nous pouvons avancer demeure les blocages au niveau de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et l'absence de groupements régionaux au Proche-Orient.

En ce qui concerne l'UMA, elle est actuellement gelée à cause des rivalités Maroco-algériennes et à cause des problèmes internes et externes de la Libye et ce, malgré son existence juridique et institutionnelle[1010].

La longue présence des régimes autoritaires dans cette région peut également expliquer la faible liaison entre les pays du Sud, vu la mentalité égocentrique de certains régimes qui se voyaient assurément supérieurs aux autres[1011].

1008Alvaro DE VASCONCELOS « *Intégration et coopération sous-régionale en Méditerranée* » Euromesco.
1009 «*Un espace de conflits et de risques*» ins-med.org.
1010 Driss KHROUZ « *Les Obstacles Politiques à l'Intégration au Maghreb* » euromesco.net .
1011 Yves LACOSTES «*Géopolitiques de la Méditerranée*», Armand Colin, 2007.

Les problèmes au Liban, en Jordanie et en Syrie, ainsi que les conflits Arabo-israéliens étaient également parmi les sources de blocage en matière de coordination Sud-Sud.

Certainement, les tensions politiques empêchent la concentration des efforts sur des axes de coopération Sud-Sud bien déterminés[1012].

En effet, pour ces pays, les demandes d'aides et de subventions européennes sont indispensables pour assurer la continuité de leurs économies et pour garantir leurs marches ordinaires[1013].

En matière d'échanges commerciaux, nous observons que le Maroc et la Tunisie font plus des ¾ de leurs échanges commerciaux avec les pays membres de l'UE, au moment où ils ne représentent ensemble que le 1% des échanges commerciaux extérieurs de l'UE[1014].

D'autre part, nous apercevons que la Turquie qui est considérée comme le 7ème partenaire commercial de l'Union européenne et l'Algérie qui est considérée comme le 18ème sont placés au sommet des pays ayant le plus d'échanges commerciaux avec l'Europe et ce, grâce aux produits exportés[1015].

1012 Georges CORM «*Le Proche-Orient éclaté*» Folio, 2007.
1013 « *Quelles sont les autres actions de l'Union européenne en matière de coopération avec les pays tiers et d'aide humanitaire ?*» vie-publique.fr, le 24 février 2014.
1014 Stéphanie BARBOT-TRUPIANO « *Le Partenariat euro-méditerranéen : une tentative d'intégration maladroite* » Espace politique.
1015 « *Les échanges commerciaux entre le Maghreb et le reste de l'UE et du monde* »

L'Algérie exporte ainsi à l'UE des produits qui sont d'environ 70% des produits énergétiques notamment, le Gaz et le Pétrole.

Par ailleurs, la Turquie exporte des produits diversifiés, notamment le textile et les équipements de transports[1016].

Il convient de souligner que les pays méditerranéens ayant un déficit limité ont procédé à la diversification de leurs partenaires commerciaux, il s'agit fondamentalement des pays de la rive Est[1017].

Ainsi, l'UE est incontestablement le premier partenaire commercial de la majorité des Pays Partenaires Méditerranéens, cependant cette position reste variable d'un pays à l'autre[1018].

La Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Égypte et Israël ont des échanges commerciaux plus variés avec d'autres partenaires et d'autres puissances comme les États-Unis, la Russie et la Chine[1019].

Seule la Turquie est devenue durant ces dernières années, le pays ayant le plus d'échanges commerciaux avec l'ensemble des grandes puissances commerciales mondiales[1020].

MCRIT.

1016«*Rapports sur l'Industrie Pétrolière et Gazière* » Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

1017 Confluences Méditerranée « *La Méditerranée sans l'Europe* » L'Harmattan, 2010.

1018Gilbert BENHAYOUN, Maurice CATIN, Henri REGNAULT *« L'Europe et la Méditerranée : Intégration économique et libre-échange* » L'Harmattan.

1019 Alvaro DE VASCONCELOS «*Intégration sous-régionale en Méditerranée*» EuroMeSCo Paper n° 13, Avril 2000.

1020Salgur KANÇAL, Jacques THOBIE « *La Turquie entre trois mondes* » L'Harmattan.

En revanche, les pays du Maghreb demeurent fortement liés commercialement à leurs partenaires européens traditionnels, en enregistrant visiblement un éloignement remarquable vis-à-vis des autres puissances mondiales[1021].

En général, les échanges commerciaux entre les pays méditerranéens sont de nature très limitée et laissent ainsi place à l'asymétrie des échanges Nord-Sud[1022].

A titre d'illustration, dans le domaine des échanges des produits et marchandises, les liens commerciaux entre les deux rives représentent environ 1 à 10 au profit de la rive Nord.

Les pays de la rive Sud produisent essentiellement des matières premières et des produits sans valeur ajoutée comme les hydrocarbures, les phosphates, le chrome et les produits agricoles.

Par la suite, nous trouvons d'autres produits à faible valeur ajoutée comme le textile, la confection et l'habillement, des pièces mécaniques automobiles et des produits de construction[1023].

En revanche, les pays de la rive Nord exportent vers la rive Sud des produits agro-alimentaires bruts ou mi-transformés comme le

1021 Jawad KERDOUDI «*Relations Maghreb-Union européenne: Quelles perspectives?»* Les Cahiers de l'Institut Marocain des Relations Internationales, Novembre 2012.
1022 «*Les échanges en Méditerranée et leurs conséquences sur les pays de la rive Sud*» Lemonde.fr.
1023 « *Méditerranée production* » Societe.com.

lait, le beurre, les volailles, les céréales et des produits industriels à haute valeur ajoutée (machines et armes)[1024].

La grande partie des exportations européennes est composée de produits manufacturés, en commençant par les biens de consommation les plus usuels pour arriver jusqu'aux automobiles.

La faible coordination entre les pays Sud-méditerranéens contribue à la prédominance de cette situation qui dévoile l'espacement entre les deux rives. A cet effet, le chômage et la condition du travail témoignent également de l'espacement entre les deux rives[1025].

La croissance économique des pays Sud-méditerranéens n'a pas suffisamment créé les emplois capables d'absorber les arrivées successives des jeunes diplômés sur le marché du travail.

Le taux de chômage est resté plus élevé que dans d'autres régions, touchant massivement les jeunes et les femmes. De la sorte, 19% des jeunes sont au chômage au Maroc, 25% en Égypte et 42% en Tunisie[1026].

La faiblesse de l'industrialisation a eu un impact direct sur l'emploi dans cette zone, ce qui a concouru au déclenchement du Printemps arabe de 2011.

1024 « *Régions de production – Méditerranée* » CNC France.
1025 «*Chômage : L'Afrique du Nord affiche le deuxième taux le plus élevé au monde*» Euro-méditerranée, le 24 mars 2014.
1026 « Chiffres de la Banque mondiale » Année2013.

Malgré le changement des régimes dans certains pays arabes, la situation ne s'est pas améliorée, car les bases élémentaires pour lutter contre le chômage ne sont pas assez solides[1027].

Toutefois, nous pouvons remarquer dans cette zone l'existence élevée de différentes formes de chômage déguisé, car plusieurs citoyens occupent des emplois qui génèrent de très faibles revenus et les conditions de travail ne sont pas suffisamment favorables à la promotion des conditions de vie[1028].

Par ailleurs, il sied de souligner que même certains pays de l'UE souffrent pratiquement des mêmes problèmes que les pays partenaires Méditerranéens[1029].

La faible transparence au niveau des statistiques concernant l'emploi dans les pays du Sud rend la tâche de comparaison une mission non-aisée et peu crédible.

Généralement, les chiffres sont minimisés dans ces pays pour des fins politiques, au moment où les chiffres émanant de la part des pays européens peuvent être considérés comme plutôt fiables au vu de l'indépendance des organes chargés de l'élaboration de ces statistiques.

1027 Jean-François JAMET « *Les défis politiques et économiques de l'Union pour la Méditerranée* » Fondation Robert Schuman, le 25 mars 2008.
1028 Michel BOURDON « *Le paradoxe du chômage déguisé et ses conséquences* » PERSEE.
1029 Marie-Laure CITTANOVA «*Chômage des jeunes : une priorité au nord comme au sud de la Méditerranée*» Slate.fr, le 29 Octobre 2012.

En prenant à titre d'illustration la Syrie, nous pouvons constater que les chiffres officiels déclarés étaient d'environ 8,3% concernant le taux de chômage en 2010, au moment où les organismes internationaux avançaient le chiffre de 20%[1030].

Les conflits et la nature des régimes politiques retardent évidemment la croissance économique des pays méditerranéens et freinent les volontés de développement visant l'atteinte d'une modernisation politique, économique et sociale.

Dans cette zone géographique Sud-méditerranéenne connue auparavant pour la stagnation de ses régimes politiques, il était tout à fait naturel d'avoir des problèmes économiques et sociaux liés à la mauvaise gestion, la corruption et la bureaucratie[1031].

Par conséquent, les économies de ces pays sont restées moins attractives et moins compétitives par rapport aux économies de la rive Nord[1032]. Il est également normal que cette situation ait un impact néfaste sur les investissements étrangers directs dans les pays du Sud qui sont restés très faibles en matière d'attractivité économique malgré la faiblesse des salaires[1033].

Le système capitaliste qui incarne la logique de dépendance entre la sécurisation et la minimisation des risques justifie le manque

1030 «*Syrie Taux de chômage*» indexmundi.com.
1031 «*Diagnostic de la situation en Méditerranée*» Invest in Med.
1032 Camille MOREL «*Compétitivité en Méditerranée*» OCEMO.
1033 «*Les perspectives économiques des pays du sud de la Méditerranée*» Institut de la Méditerranée.

de volonté d'investir dans les pays Sud-méditerranéens à cause de la multitude des enjeux relatifs aux probabilités de pertes[1034].

Les investisseurs cherchent continuellement à enrober leurs investissements par des garanties substantielles, telles que la transparence au niveau de la justice, la stabilité politique et la facilité des démarches administratives[1035].

Ainsi, les pays les moins attractifs sont généralement ceux qui connaissent des problèmes internes et des régimes politiques non-démocratiques et non-transparents[1036].

La situation économique en Méditerranée du Sud, surtout après le Printemps arabe, a même fait fuir certains investisseurs locaux vers d'autres pays où les garanties sont suffisamment concluantes[1037].

La Turquie et l'Espagne étaient visiblement les premiers bénéficiaires de cette situation et à un degré moins le Maroc.

Ces pays figurent à la tête des pays bénéficiaires de la fuite des investissements de certains pays comme la Tunisie, l'Égypte, la Libye et la Syrie.

1034 « *Crise et voies de sortie de crise dans les pays partenaires méditerranéens de la FEMIP* » Rapport FEMISE.
1035 Bilel BEN NAHIA « *L'impact De La Corruption Sur L'IDE: Application Sur Quelques Pays MENA* » Faculté des Sciences Economiques et Gestion de Sfax - Master en sciences économiques 2008.
1036 Deniz AKAGÜL « *Démocratie, stabilité politique et développement* » sciencespo.fr.
1037 Baudouin Dupret et Jean-Noël Ferrié *« Printemps arabe : quelles conséquences pour le Maroc ?* » Le Monde, le 09 mars 2011.

Il est à constater que malgré plusieurs années de coopération et de partenariat entre l'UE et ses voisins du Sud, ces Partenariats n'ont pas contribué au renforcement réel et efficace des pays du Sud, qui demeurent dépendants économiquement des aides de l'UE sur tous les plans[1038].

Ceci signifie en revanche que les objectifs des pays de l'UE visant à réduire l'immigration demeurent irréalistes et non sérieuses, tant que le fossé est toujours important et profond entre les deux rives de la Méditerranée[1039].

Néanmoins, l'UE partage cette responsabilité morale et matérielle avec les autres pays du Sud qui n'ont pas agi sérieusement pour coordonner leurs positions pour s'intégrer dans des organisations régionales ayant des objectifs économiques et politiques qui pourraient avoir des retombées bénéfiques pour l'ensemble de ces pays.

La mondialisation impose actuellement à l'ensemble de ces pays de laisser de côté leurs différends et leurs intentions de leadership pour atteindre les objectifs escomptés en commun dans le cadre de groupements régionaux solides et efficaces[1040].

1038 « *Une zone sous influences multiples*» Institut de la Méditerranée.
1039 Mohamed Khachani « *Dialogue sur la coopération migratoire en méditerranée occidentale* » Association Marocaine d'Etudes et de Recherches sur les Migrations. Rabat. Maroc.
1040Frédérique Sachwald « *La mondialisation comme facteur d'intégration régionale* » Politique étrangère- 1997.

En effet, dans le contexte économique mondial actuel marqué par la régionalisation, nous pouvons remarquer que les échanges dans le champ restreint s'avèrent comme la base fondamentale pour atteindre la globalisation[1041].

Les groupements régionaux économiques sont considérés actuellement comme les axes principaux de tout développement dans le monde, au moment où les États Sud-méditerranéens semblent ignorer l'importance de ces groupements régionaux et préfèrent naviguer en contre-courant de la tendance mondiale[1042].

Les projets euro-méditerranéens ayant l'objectif de rassembler les pays du Nord et les pays du Sud et ayant un point commun qui est la Méditerranée ont visiblement atteint leurs limites à cause de ces constats[1043].

Les pays Sud-méditerranéens sont obligés de comprendre cette réalité et de s'investir davantage dans ces regroupements régionaux, afin de garantir une croissance mutuellement bénéfique.

La continuation dans la logique actuelle des conflits et des hostilités au Sud de la Méditerranée est contradictoire avec l'évolution des relations internationales en Europe, en Asie, en Amérique et dans certaines régions d'Afrique.

1041 Abdou DIOUF « *L'intégration régionale face à la mondialisation* » Politique étrangère, 2006.
1042 « *Les regroupements régionaux et la mondialisation* »La Documentation française.
1043 Álvaro de VASCONCELOS «*Intégration et coopération sous régionale en Méditerranée*» Euromesco.

Dans ces zones, plusieurs pays agissent pour l'instauration d'un climat de paix durable et pour l'incarnation d'une logique compétitive susceptible de faire évoluer les économies de chaque pays dans un cadre de solidarité, de complémentarité et d'intérêt commun[1044].

Les perspectives futures d'évolution, obligent les États à collaborer mutuellement pour relever les défis et pour en tirer profit.

L'intégration régionale figure désormais comme le moyen le plus direct et le plus sûr vers l'évolution dans un cadre fusionné susceptible de garantir un développement global pour tous les pays concernés[1045].

Les différentes expériences mondiales en matière d'intégration régionale ont confirmé que ces groupements contribuent activement à l'incarnation des engagements collectifs pour résoudre pacifiquement les différends régionaux[1046].

Ces ensembles permettent à la même occasion, la mise en compétition objective des systèmes économique régionaux, en aboutissant de ce fait à l'édification et à l'incarnation de l'ouverture et de la compréhension mutuelle, grâce à la libre circulation de personnes, l'échange d'informations et d'idées et l'instauration des valeurs de paix et de partage[1047].

1044 Peter J.LLOYD «*Régionalisation et commerce mondial*» OECD.
1045 «*EUROPE-MEDITERRANEE : Vers quel développement?»* L'Harmattan.
1046 «*Région et développement*» L'Harmattan.
1047 «*Intégration régionale et développement*» L'Harmattan.

La coopération sous régionale sert comme le moyen le plus efficace pour l'établissement des relations multilatérales dans une région déterminée et constitue un premier pas vers l'intégration complète.

Par conséquent, les variables formes de coopération régionale et d'intégration concourent à la régionalisation du système international.

Toutefois, pour arriver à ce stade d'intégration régionale en Méditerranée du Sud, il est indispensable que les États Sud-méditerranéens cessent de se considérer comme des ennemis ou comme des concurrents déloyaux et il est également primordial de dépasser les antagonismes existants actuellement[1048].

Un niveau supérieur de collaboration est essentiel pour le couronnement des projets d'intégration et pour assurer une convergence suffisante dans ce sens.

Ces projets d'intégration et de coopération régionale sont pour leur part un élément catalyseur pour le renforcement de l'État de Droit et de la Démocratie[1049].

1048 Jacques BETHEMONT «*La Méditerranée, espace, enjeux et conflits*» L'information géographique, 2002.
1049 «*EUROPE-MEDITERRANEE : Vers quel développement?*» L'Harmattan.

La contribution effective des Responsables politiques, des Hommes d'affaires et d'autres intervenants est indispensable à la concrétisation tangible des processus de coopération et d'intégration.

Les intervenants de la société civile dans les pays Sud-méditerranéens ont également une part de responsabilité à assurer dans l'édification et l'affermissement des projets d'intégration régionale[1050].

Par ailleurs, la réduction de la place de l'État nation contribuera visiblement à entériner l'appartenance au groupement régional.

L'exemple du Maghreb des peuples où certains citoyens se sentent plutôt maghrébins avant d'être marocains, algériens ou tunisiens, peut servir de modèle dans ce sens[1051].

Les États Sud-méditerranéens sont voués à s'engager impérativement pour concrétiser ce sentiment d'appartenance au Groupement régional, à travers la formation, les médias et les discours politiques. Il est également indispensable de dépasser les discours nationalistes restreints diabolisant les voisins et prétendant la supériorité régionale[1052].

Les processus d'intégration régionaux en Méditerranée du Sud, doivent se servir des modèles existants et profiter des expériences

1050 «*Societe civile*» FEMISE.
1051 «*Les Etats-nations face à l'intégration régionale*» KARTHALA.
1052 Ahmad AL-RASHIDI «*L'évolution du concept de souveraineté et les projets de coopération régionale*» CEDEJ.

réussies dans les différents domaines qui ont abouti à la convergence des intérêts mutuels et à l'édification de groupements régionaux exemplaires au niveau mondial[1053].

Les expériences réussies d'intégration régionale ont confirmé que ces processus doivent passer préférablement par un nombre limité d'États afin d'édifier un modèle qui pourra dans l'avenir absorber d'autres adhérents[1054].

La coopération régionale pourra de ce fait apporter des solutions aux questions de pauvreté, de l'exclusion sociale et des décalages en matière de développement.

Le partenariat euro-méditerranéen vise à répondre au besoin d'élargir l'espace régional à travers la zone de libre-échange euro-méditerranéenne globale et approfondie, où les pays du Maghreb et du Moyen-Orient sont destinés à s'insérer dans une forme avancée de régionalisme ouvert[1055].

La zone de libre-échange est vue ainsi comme un instrument pour atteindre à long terme des objectifs d'intégration, de

1053 Eberhard KIENLE «*La reconstruction d'un espace d'échanges : la Méditerranée*» CEDEJ.
1054 Ahmad AL-RASHIDI «*Les développements internationaux actuels et le concept de souveraineté nationale*» Centre de recherches et d'études politiques de l'université du Caire.
1055 «*Libre-échange Euro-méditerranéen*» AFD.

démocratisation, de convergence réglementaire et de concrétisation de la paix en Méditerranée[1056].

Par ailleurs, le Partenariat euro-méditerranéen n'a pas été perçu lors de sa conception comme une alternative substantielle aux autres processus d'intégration régionale pour les pays Sud-méditerranéens.

Concrètement et en contradiction avec les buts déclarés préalablement, les Partenariats méditerranéens ont visiblement accentué la désintégration à travers l'incarnation des logiques concurrentielles entre les pays méditerranéens[1057].

Actuellement, nous sommes devant une situation où les pays Sud-méditerranéens s'éloignent visiblement les uns des autres à cause de cette logique compétitive et les projets d'intégration régionaux ont été laissés de ce fait à l'écart[1058].

Concurremment, la coopération sous régionale Sud-Sud en Méditerranée a perdu visiblement la place en faveur du Partenariat Nord-Sud.

Les initiatives euro-méditerranéennes ont ainsi contribué à l'immobilisme au Sud de la Méditerranée et ont accentué les

1056 Iván MARTIN «*Intégration économique en Méditerranée : au-delà de la zone de libre-échange 2010*» iemed.org.
1057 Salvador FONT SALAS «*Coopération économique régionale euro-méditerranéenne : convergence des régulations*» Bulletin méditerranéen de concurrence.
1058 «*Enjeux et défis de la coopération euro-méditerranéenne*» integeco.u-bordeaux4.fr.

espacements entre ces pays, alors que ces partenariats visaient la mise en place d'un grand espace d'échange et de partage.

Cette situation a engendré une grande méfiance entre certains pays Sud-méditerranéens qui s'est répercutée directement sur des domaines importants comme la coopération sécuritaire[1059].

Par conséquent, l'accroissement des activités criminelles et terroristes transnationales ont trouvé dans cet espace un terrain fertile au vu de la faiblesse de coordination sécuritaire entre les pays méditerranéens du Sud.

Le terrorisme est devenu de la sorte un motif qui oblige forcément les pays Sud-méditerranéens à laisser de côté leurs rivalités et à penser à édifier des structures sous régionales susceptibles de garantir la stabilité et la sécurité des pays concernés par ces fléaux[1060].

Par ailleurs, pour atteindre ce stade de coopération, il est indispensable de résoudre les conflits territoriaux et les différends non-résolus qui alimentent continuellement les tensions entre les pays Sud-méditerranéens et qui freinent les projets de coopération régionale et sous régionale.

1059 «*La Méditerranée, espace de sécurité pour l'Union européenne*» IHEDN, 61e session nationale 2008-2009.
1060 Jean-Pierre CHEVENEMENT «*Enjeux sécuritaires transfrontaliers dans l'espace euro-méditerranéen*» Chevenement.fr.

Pour les pays du Sud, il est essentiel de comprendre que la coopération régionale, économique et politique, est la forme la mieux appropriée pour garantir la sécurité pour tous les pays de la région et demeure le seul moyen pour atteindre le développement global et pour concrétiser les objectifs centraux des partenariats, notamment en tout ce qui est lié à l'incarnation de la paix et la mise en route du développement.

Il est également certain que la convergence sous régionale Sud-Sud est le moyen qui permettra aux Pays Sud-méditerranéens de négocier avec l'Union européenne et avec d'autres Groupements en partant d'une position de gré à gré.

Par contre, la partie européenne a intérêt à encourager ses voisins du Sud à s'intégrer dans des groupements régionaux, afin de disposer d'un interlocuteur fiable susceptible de respecter les engagements pris avec la Communauté, ce qui pourra garantir l'atteinte des objectifs tracés par l'UE dans ce sens[1061].

Il est également important de comprendre que les initiatives européennes en faveur du voisinage du Sud, doivent considérer la coopération régionale comme un fondement complémentaire et non pas comme un concept concurrent à la consécration des convergences mutuelles[1062].

1061 «*Intégration et coopération sous régionale en Méditerranée*» Euromesco.net.
1062 Sébastien DESSUS et Akiko SUWA «*Intégration régionale et réformes intérieures en Méditerranée*» Centre de Développement de l'OCDE, le 21 juillet 2000.

Il est également primordial de comprendre que l'absence d'institutions de coopération ou d'intégration régionale s'accompagne, au niveau de la rive Sud-méditerranéenne, par un très faible niveau de relations économiques interrégionales[1063].

Les échanges entre les pays du Sud de la Méditerranée sont très faibles, ce qui ne sert pas forcément les intérêts globaux de la région et contribue à la prédominance des conflits et des hostilités entre les pays voisins.

A titre d'illustration au niveau du Maghreb où les conflits persistent entre les États membres, l'UMA ne représente pas plus de 5% des exportations du Maroc et 3% de ses importations et 3% des importations et des exportations de l'Algérie[1064]. Il en est de même au Moyen-Orient, où les relations commerciales entre les pays voisins sont d'un niveau très insuffisant. Le commerce interrégional ne représente dans cette zone que 5% des échanges commerciaux globaux[1065].

Ainsi, il est à constater que les relations interétatiques dans cette région sont bâties sur des fondements élémentaires et des contacts tangibles entre les acteurs gouvernementaux, les économistes et les acteurs de la société civile.

1063 «*Schéma d'action interrégional*» FEMISE.
1064 Driss KHROUZ «*Les Obstacles Politiques à l'Intégration au Maghreb*» Euromesco.net.
1065 «*Statistiques du commerce international 2013*» wto.org.

Les caractères généraux des systèmes politiques, les rivalités entre pays voisins, les différends territoriaux et frontaliers et la question palestinienne contribuent à cette situation et continuent à alimenter les tensions Sud-Sud, en l'absence de tout schéma de coopération sous régionale et d'intégration[1066].

Toutefois, les transformations politiques qui ont eu lieu au sein de cette région entre la Chute du Mur de Berlin et le Printemps arabe ont à la fois ouvert la porte à la mise en place des Partenariats Sud-Sud et paradoxalement ont engendré de nouvelles barrières face à la concrétisation de ces Partenariats[1067].

Certains régimes anciennement verrouillés ont tombé et ont laissé place à des gouvernements élus démocratiquement.

De ce fait, ce changement positif constitue une nouvelle base pour un partenariat régional mutuellement bénéfique.

En revanche, l'instabilité politique qui a gagné certains pays a rendu la concrétisation de l'idée d'une coopération régionale comme un chantier reporté à une date non définie et ce, compte tenu des complications politiques, économiques, sociales et sécuritaires qui ont marqué cette région.

1066 «*La coopération décentralisée en Méditerranée*» IPEMED.
1067 Pierre HASKI «*Le Monde arabe vit sa chute du Mur de Berlin*» Le Nouvel Observateur.

Au niveau du Maghreb, l'Union du Maghreb Arabe (UMA), créée en 1989 par le Traité de Marrakech, avait comme mission la réalisation des objectifs enthousiastes.

Parmi ces objectifs, nous pouvons citer l'atteinte d'une ouverture économique, la mise en compétition des économies maghrébines et la mise en place d'un cadre susceptible de négocier globalement avec les grandes puissances régionales[1068].

L'UMA devait en principe favoriser l'émergence d'un modèle compétitif et catalyseur de développement et devait constituer un moyen susceptible de faciliter l'arrivée des investissements étrangers et encourager activement la prépondérance des relations économiques interrégionales[1069].

Cette Union devait également contribuer à la facilitation des transitions des économies dirigées vers l'économie de marché, notamment durant la période de l'après Chute du Mur de Berlin et devait permettre aux pays maghrébins de faire face aux nouveaux enjeux de la mondialisation[1070].

Cette Union avait également constitué lors de son lancement un signal fort à l'Algérie et au Maroc pour normaliser leurs relations

1068 «*Union du Maghreb Arabe – UMA»* Institut MEDEA.
1069 Mourad BOUDJEMA «*L'échec de l'intégration régionale de l'union du Maghreb arabe*» Ecole nationale d'administration publique : Université du Québec en Outaouis - Maitrise en administration publique 2010.
1070 Christophe BOUTIN «*La difficile montée en puissance de l'Union du Maghreb arabe*» saphirnews.com, le 21 Octobre 2013.

et trouver des solutions aux différends qui ont marqué leurs rapports bilatéraux depuis l'indépendance.

Constamment, l'UMA est considérée actuellement comme une Union ''Mort-née'' car elle a été gelée à cause de la prédominance des différends Maroco-algériens et à cause des sanctions imposées à la Libye.

Par ailleurs, au niveau du Moyen-Orient, la problématique des rapports entre bilatéralisme et multilatéralisme est fondée sur des relations conflictuelles entre les pays Arabes et Israël, ce qui empêche véritablement la mise en place d'une structure régionale chargée de converger les systèmes politiques dans cette région[1071].

Les pays de cette zone n'ont guère évoqué cette idée et ce, même lors de la période la plus poussée de la mise en œuvre des Accords de Paix entre Israël et les pays arabes entre 1992 et 1996[1072].

En général, la zone Sud de la Méditerranée comprenant le Maghreb et le Proche Orient, souffre visiblement d'une absence flagrante de convergence politique entre les différents pays de cette zone[1073].

1071 Gamal SOLTAN «*Sub-regional Cooperaton in the Middle East*» The Working Group Report.
1072 Mark HELLER «*Regional Cooperation in the Middle-East*» EuroMeSCo.
1073 Ghassan OMET «*The Prospects and Challenges of Sub-regional Cooperation*» EuroMeSCo.

Les rapports entre les pays de cette région sont plutôt marqués par les méfiances mutuelles, les rivalités permanentes et les tensions internes et interétatiques, ce qui entrave l'édification de relations de coopération et de complémentarité.

Par conséquent, cette région est parmi les zones les plus compliquées au Monde où nous pouvons observer l'existence d'entraves permanentes face à la circulation des biens, des capitaux et des personnes.

Ceci se matérialise à travers la prédominance des systèmes de visas, la faiblesse des réseaux routiers, la fermeture des frontières, l'absence de coopération transfrontalière et la déficience de la coopération sécuritaire et judiciaire[1074].

Par ailleurs, le faible engagement en matière de réformes dans certains pays du Sud, la faiblesse des moyens et les variables niveaux d'engagement en matière de réformes économiques sont de véritables entraves à la coopération régionale.

Assurément, les régimes Sud-méditerranéens ont œuvré généralement à l'incarnation des sentiments nationalistes à travers les discours véhiculés dans les écoles, les médias et dans les différents moyens de communication contrôlées par les États[1075].

1074 Emad GAD «Re*gional Cooperation in the Middle East – Settlements Leads to Cooperation*» EuroMeSCo.
1075 Mahdi ABDUL HADI « *Sub-regional Cooperation in the Middle East*» EuroMeSCo.

Ces sentiments constituent également un obstacle réel face au développement des projets régionaux prônant la complémentarité comme symbole et comme moyen efficace de développement et de croissance.

La coopération régionale montre une voie sûre pour atteindre les objectifs de mise à niveau des différents pays sud-méditerranéens. Il est également primordial d'opter pour la solution des groupements régionaux comme moyen de règlement des conflits territoriaux, ce qui finira à court terme par l'incarnation du respect mutuel de l'intégrité territoriale des États Sud-méditerranéens.

L'atteinte de ce niveau de convergence s'accompagnera forcément par l'ouverture économique des pays arabes les uns aux autres et complétera de ce fait la démocratisation des systèmes politiques dans ces pays[1076].

Au Maghreb, la remise en fonction de l'UMA apparaît comme une solution inévitable pour arriver au règlement des conflits liant le Maroc et l'Algérie[1077].

La Tunisie qui a de bonnes relations avec le Maroc et l'Algérie peut jouer le rôle de locomotive au niveau de cette Union et inciter

1076 Fouad AMMOR «*Les Acteurs et les Priorités de la Coopération au Maghreb*» EuroMeSCo.
1077 Mohand MELBOUCI «*Perspectives Algériennes de la Coopération Maghrébine*» EuroMeSCo.

les deux grands pays maghrébins à s'inscrire dans la logique régionale à la place de la logique de conflit et d'hostilité[1078].

L'exemple de la Belgique au sein de l'Union européenne peut être reproduit au Maghreb, car devant le poids de la France et de l'Allemagne, seul un petit pays comme la Belgique pouvait mettre en œuvre la coopération régionale au-delà des calculs des grandes puissances régionales[1079].

Par contre, au Moyen Orient le règlement des conflits Israélo-arabes apparaît plutôt comme une nécessité et une urgence avant d'espérer l'atteinte d'une convergence régionale entre les pays moyen-orientaux.

A cet égard, l'UE et les États Unis doivent inciter les pays du Moyen-Orient à trouver des solutions tangibles à leurs conflits et consacrer la paix et la confiance mutuelle dans cette zone. Il est également possible d'opter pour des méthodes graduelles, afin de développer progressivement des Institutions susceptibles de créer un système régional global fonctionnel, opérationnel et efficace[1080].

Actuellement, il est indispensable que les pays de la rive Sud de la Méditerranée prennent ensemble des mesures visibles afin

1078 Hafedh ZAAFRANE « *Perspectives Nationales sur la Coopération au Maghreb: la Tunisie* » EuroMeSCo.
1079 Gaëtan ISSOUF et William THOMAS «*Bruxelles : son grand rôle en Europe* » Jeunes journalistes- Belgique.
1080 Joel PETERS «*Can the Multilateral Middle East Talks be Revided?*» EuroMeSCo.

d'édifier différentes formes de la coopération sous régionale en commun.

L'Union européenne est également appelée à encourager les pays du Sud à aller dans ce sens, afin de pouvoir accorder au Partenariat euro-méditerranéen des moyens susceptibles de le faire réussir.

Ceci nécessite l'investigation des secteurs intéressés par la coopération régionale au Maghreb et au Moyen-Orient et l'appui de leurs activités. Il est également primordial d'entamer certaines actions concrètes qui seront susceptibles de concrétiser la coopération sous régionale en Méditerranée du Sud[1081].

La coopération sectorielle doit être favorisée et les questions techniques peuvent aboutir à court terme à une coopération générale privilégiant la mise en valeur des intérêts communs au lieu des conflits bloquant les processus d'intégration régionale[1082].

Il serait souhaitable dans ce sens de créer des organismes chargés de la coopération sectorielle selon les besoins récurrents et selon les intérêts les plus pesants.

1081 Álvaro DE VASCONCELOS «*Le Régionalisme et le Partenariat Euro-Méditerranéen et L'Union européenne et la Régionalisation du Système International* » EuroMeSCo.
1082 Gema Martin MUÑOZ «*Réforme Politique et Changements Sociaux: l'Exemple des Pays du Maghreb*» EuroMeSCo.

La société civile peut jouer également un rôle préalable à l'édification de la paix au Maghreb et au Moyen-Orient et jouer le rôle de locomotive susceptible de mettre en exergue les objectifs communs et prévaloir les intérêts régionaux au-delà des hostilités prédominants actuellement.

Il serait désirable également de profiter des différentes expériences européennes engagées dans ce sens, à travers l'édification du Partenariat Nord-Sud dans les différents niveaux étatiques, semi-étatiques, secteur privé et société civile.

Les projets communs peuvent prendre différentes formes allant du plus simple au plus compliqué et concerner l'ensemble des territoires des pays Sud-méditerranéens en commençant par les petites communes jusqu'aux étendues les plus générales qui pourraient aboutir à l'édification des groupements régionaux Sud-méditerranéens.

Ces projets peuvent concerner des domaines différents comme l'industrie, l'agriculture, les nouvelles technologies d'information, le tourisme, la communication, l'énergie, l'eau, l'environnement et d'autres domaines clés pour le développement régional commun[1083].

Il est également important d'édifier des coopérations dans le domaine sécuritaire et militaire dans le cadre sous régional, afin de

1083 May CHARTOUNI-DUBARRY «*Processus de Transition Politique au Proche-Orient*» EuroMeSCo.

prévenir les conflits et diminuer les risques terroristes et lutter contre les activités illégales transrégionales[1084].

La promotion de la coopération dans le domaine sécuritaire et militaire, contribuera sans doute à l'instauration de la paix entre les pays de la région méditerranéenne du Sud.

En général, il serait souhaitable d'édifier des mesures de confiance s'appuyant sur des mécanismes de gestion de conflits et sur des mécanismes de collaboration susceptibles de créer une confiance mutuelle et des groupements régionaux efficaces et efficients[1085].

Afin de bâtir une nouvelle base de relation entre la rive Sud et la rive Nord de la Méditerranée et en particulier avec l'Union européenne, il est primordial que la Communauté européenne encourage la mise en place de démocraties solides dans son voisinage Sud.

Ces démocraties doivent être issues des élections libres et valables et doivent respecter la liberté d'association, d'expression et de réunion, ainsi que la liberté de la presse et des médias.

L'UE et ses voisins du Sud doivent ainsi collaborer pour la consécration des valeurs de l'État de droit avec un pouvoir judiciaire

1084 «*Initiatives de Coopération en Méditerranée*» Institut MEDEA.
1085 Jean-François COUSTILLIERE «*Les rapports Europe-Maghreb en matière de sécurité et de défense* » anneemaghreb.revues.org.

libre, réglementaire et indépendant, susceptible de lutter contre la corruption et l'économie de rente.

Pour cela, il serait nécessaire d'entamer des réformes dans les domaines la sécurité et de garantir un contrôle démocratique et efficient des forces armées et des appareils de sécurité[1086].

Le Partenariat euro-méditerranéen doit être fondé sur deux axes à savoir, un axe de relations de l'Union européenne avec les pays du Sud de la Méditerranée et un axe de relations entre les pays méditerranéens du Sud[1087].

Dans ce cadre, il s'avère indispensable de relancer l'Union du Maghreb Arabe sur de nouvelles bases et arrêter les hostilités empêchant la mise en place de cette Union.

L'UE est appelée à ce titre à aider activement à la concrétisation de cet objectif et à mettre en œuvre des projets tangibles et réalisables avec des moyens financiers suffisants.

Plusieurs recherches ont confirmé que l'absence de cette Union coûte trois points du PIB à chaque pays maghrébin, au moment où le commerce régional concerne uniquement 4% des échanges[1088].

1086 Omar BENDERRA « *Quel Partenariat Euro-Méditerranéen ? Un point de vue maghrébin* » University of Catania, 1-3 Jiun 2000.
1087 « *Euro-Méditerranée: Un projet à réinventer* » L'Harmattan,
1088 « *Le poids du non-Maghreb* » IPEMED, Mai-juin 2010.

Il est également indispensable d'ouvrir la frontière terrestre entre l'Algérie et le Maroc car la fermeture de cette frontière constitue une réelle entrave face à la mise en place de l'UMA.

Par ailleurs, il faudrait encourager la mobilité dans les deux sens vertical (Europe-Sud de la Méditerranée) et horizontal (entre pays Sud-méditerranéens), cette mobilité est nécessaire pour l'évolution des relations entre les deux rives de la Méditerranée.

En général, les partenaires euro-méditerranéens doivent œuvrer pour bâtir de nouvelles relations mutuellement bénéfiques et susceptibles de générer plus de profit aux différents pays méditerranéens.

Section III : Les relations Euro-méditerranéennes entre les effets des blocages moraux et les portées des vigilances mutuelles

En plus des difficultés liées aux relations complexes entre les pays du Sud de la Méditerranée, il existe un autre élément qui a certainement empêché la concrétisation des objectifs tracés au niveau des différents Partenariats euro-méditerranéens.

Il s'agit particulièrement d'un élément moral qui consiste au Sud de la Méditerranée, dans la crainte d'une domination de l'UE qui peut se tourner en néo-colonialisme et au niveau de l'UE dans une faible confiance apparente dans certains systèmes politiques Sud-méditerranéens.

Ces craintes et vigilances trouvent leur origine dans les répercussions historiques de la période coloniale où la majorité des Pays Sud-méditerranéens furent occupés par des puissances européennes et également dans les mauvaises expériences et incidents diplomatiques qui affectent les relations entre les parties méditerranéennes, soit d'une manière ponctuelle ou permanente.

Il est à remarquer à cet effet que la crainte d'une domination de l'UE sur les pays Sud méditerranéens est pratiquement un élément moral commun entre la majorité des pays Sud-méditerranéens.

Toutefois, les degrés de consistance de ces craintes et vigilances varient d'un pays à l'autre, selon plusieurs éléments que

nous pouvons résumer dans l'ampleur des poches de résistance durant la période coloniale et également dans les traces des régimes dominant dans chaque pays Sud-méditerranéen depuis l'ébauche de la période de l'après indépendance. Ces traces sont marquées par les choix politiques suivis dans chaque pays partenaire.

Ainsi, certains pays Sud-méditerranéens ont choisi de s'engager activement dans les différents Partenariats euro-méditerranéens et d'autres ont marqué des hésitations apparentes qui trouvent fondement dans les choix stratégiques de ces pays, selon leur passé et selon les besoins présents.

Il est à remarquer également que les pays classés dans le cadre des pays libéraux depuis leur indépendance ont toujours manifesté un grand intérêt à la coopération avec l'UE et marquent rarement des aptitudes résistantes face aux recommandations et exigences européennes.

Les phases de non-confiance entre ces pays et l'UE ne sont pas très récurrentes malgré leur émergence de temps à autre selon les conjonctures et selon les intérêts périodiques de chaque partie.

La majorité des pays Sud-méditerranéens ayant opté auparavant pour le système socialiste ont toujours été visiblement plus réticents vis-à-vis de l'UE et ont exprimé des positions souvent vigilantes par rapport aux différentes initiatives européennes réservées à la Méditerranée et au voisinage Sud.

Il est à déduire de ce fait que les facteurs historiques, politiques, idéologiques et économiques avaient des impacts directs sur les choix assumés par les pays méditerranéens dans le cadre de leurs relations avec leur Partenaire européen.

Dans ce cadre, le Processus de Barcelone a été marqué par un apparent échec dans la mesure où il était intimement lié à des négociations politiques dans un cadre géostratégique marqué par des conflits et des hostilités et par la grande méfiance entre d'un côté, les pays méditerranéens du Sud entre eux et de l'autre, entre les pays méditerranéens et l'Europe.

Manifestement, l'UE a toujours conçu sa relation avec ses voisins sur la base de puissances "donneuses de leçons" et comme un "partenaire dirigiste" et ce, compte tenu de sa puissance économique, politique et de son influence mondiale.

En revanche, la grande partie des pays voisins Sud-méditerranéens quant à eux, ont toujours conçu leurs relations avec l'Europe sur la base de feuilles de routes, d'aides financières et de directives stratégiques.

Cette logique, n'a pas souvent été agréée par l'ensemble des pays méditerranéens et de même par les pays les plus engagés qui préfèrent adopter un comportement parfois vigilant face à leur Partenaire européen et face à ses intentions éventuelles de domination, de diktat et de contrôle.

A titre d'illustration, certains régimes déchus dans quelques pays méditerranéens du Sud ont toujours refusé les différents rapports européens en matière des droits de l'Homme et de démocratisation.

Concrètement, ces rapports se présentaient parfois comme trop critiques et parfois comme trop complaisants selon le pays, la conjoncture et les intérêts de l'UE.

En effet, il est à observer que les positions de l'UE à l'égard des partenaires du Sud sont souvent marquées par les calculs politiques au détriment des vraies valeurs dont l'UE essaie de faire publiquement la promotion.

En contrepartie, les réactions de chaque pays partenaire Sud-méditerranéen à l'égard de l'UE dépendent de plusieurs éléments qui justifient les choix suivis et les politiques adoptées dans ce sens.

Compte tenu de ce qui précède, il serait utile de regrouper les pays partenaires méditerranéens dans trois principaux groupes, selon leurs engagements avec l'Europe et selon leurs choix stratégiques dans le cadre des différents Partenariats euro-méditerranéens.

Ainsi, nous allons classer dans le cadre de la première catégorie, les pays les plus engagés avec l'UE et qui sont généralement très dépendants des aides de l'UE.

S'agissant de la deuxième catégorie, nous allons citer les pays les moins engagés avec l'UE et qui sont également moins dépendants des aides financières européennes, surtout les pays ayant des revenus pétroliers importants où ceux ayant des choix politiques contraires aux politiques européennes.

En ce qui concerne la troisième catégorie, nous allons énumérer les pays ayant d'autres partenaires privilégiés que l'UE et d'autres priorités stratégiques.

Les pays les plus engagés avec l'UE

Dans le cadre de la première catégorie, nous pouvons classer les pays suivants : Le Maroc, la Tunisie, la Jordanie, l'Égypte et la Palestine.

Ces États comptent largement sur les aides de l'UE car ils ne recèlent pas des richesses pétrolières suffisantes et vu l'absence de revenus importants, ce qui accroît visiblement leurs dépendances financières et commerciales à l'UE[1089].

Néanmoins, malgré leur besoins récurrents aux aides de l'UE, ces pays marquent périodiquement et de manières non-récursives, quelques résistances face à certaines décisions et politiques européennes qu'ils considèrent contradictoires avec leurs intérêts et avec leurs politiques internes.

1089 «*Subvention européenne pour les pays méditerranéens*» welcomeurope.com.

Le Maroc

Le Maroc est considéré comme l'un des États ayant des relations très intenses avec l'Union européenne et ce, compte tenu de ses intérêts stratégiques avec son partenaire européen et vu les choix politiques pris par ce Royaume dès son accession à l'indépendance en 1956[1090].

Il était logique de ce fait que le Royaume manifeste depuis l'ébauche des processus d'intégration communautaires en Europe, un intérêt particulier vers la Communauté économique européenne (CEE), un intérêt qui a été marqué par une volonté de rapprochement de plus en plus remarquable avec le vieux continent.

Par ailleurs, l'Union européenne considère depuis ses premières ébauches, le Maroc comme l'un des pays les plus proches et comme un partenaire privilégié dans le voisinage Sud-méditerranéen[1091].

Il était logique de ce fait que le premier Accord entre les deux parties soit signé assez-tôt, plus particulièrement en 1969. Malgré son caractère purement commercial, cet Accord a constitué le signal de départ d'un long parcours de relations, qui s'est érigé en véritable partenariat avancé et privilégié au fil des années[1092].

1090 «*Historique relation Maroc-UE*» missionmaroc.eu.
1091 «*Le Maroc et l'Union européenne*» IEMed.
1092 «*Le partenariat entre le Maroc et l'Union européenne*» diplomatie.ma.

Dans ce sillage, les deux parties avaient signé en 1976, un Accord approfondi qui a été amélioré suite aux métamorphoses liées aux différentes phases d'intégration communautaire.

Cet Accord a été renégocié en 1988, pour englober à la fois des orientations commerciales, économiques, sociales et financières.

La relation entre le Maroc et l'UE a été de plus en plus approfondie avec la signature d'un Accord d'Association entre les deux parties, le 26 février 1996, qui est entré en vigueur en mars 2000.

Le Maroc est devenu de la sorte, le deuxième pays Méditerranéen du Sud après la Tunisie à avoir adopté un Accord de ce genre avec son partenaire européen.

Cet accord a permis par la suite l'adoption en 2005, d'un Plan d'Action conformément aux nouvelles dispositions de la politique européenne de voisinage.

Suite au grand engagement du Royaume du Maroc dans le cadre des différents partenariats avec l'UE, ce pays a été le premier à obtenir un Statut avancé en 2008, qui a reconnu les avancées du Royaume dans les différents domaines politiques, sociaux et économiques et a mis en exergue les différents engagements de ce pays dans les Partenariats Euromed et dans le cadre de la PEV[1093].

1093 «*Relations UE-Maroc*» Medea.be.

Certes, ce Statut a été revendiqué par le Maroc qui se considère comme le pays le plus engagé avec l'UE et qui a voulu dépasser le traitement similaire, réservé aux autres partenaires, surtout ceux qui sont moins engagés et moins intéressés par le Partenariat avec l'UE.

L'obtention de ce Statut avancé en 2008 a édifié un nouvel indice de relations entre l'UE et ses partenaires. D'autres pays Sud-méditerranéens ont, de la sorte, revendiqué le même statut, surtout ceux qui sont sur la même voie d'engagement que le Maroc[1094].

Toutefois, le Maroc reste le premier bénéficiaire de l'aide financière de l'UE (environ 200M€/an). Ce montant est très important pour l'économie marocaine, compte tenu de la faiblesse des rentrées en devise dans ce pays et de sa non-disposition de ressources pétrolières[1095].

Toutefois, les relations entre les deux parties connaissent périodiquement des crises relativement intenses. La grande partie de ces crises et différends surgissent avec certains États membres de l'UE (surtout l'Espagne) et également avec une Institution européenne très influente qui est le Parlement européen.

A ce titre, durant les différentes législatures du Parlement européen, le Maroc a toujours constitué un centre d'intérêt et

1094 «*Statut Avancé : Deux rives, un seul destin*» Statut-avance.com.
1095 «*Le Maroc premier bénéficiaire des aides de l'Union européenne*» fortune.fdesouche.com.

d'attention pour cette Institution européenne et pour les Eurodéputés qui y siègent.

Cette attention s'est accrue d'une manière très apparente et à sens négatif durant la 7ème législature allant de 2009 à 2014 car, cette législature a connu une grande mobilité au PE contre le Maroc qui l'a interprété comme contraire au sens des bonnes relations qui le lient à l'UE.

Ainsi, le Maroc a fait l'objet d'une résolution adoptée le 25 novembre 2010, intitulée «Situation au Sahara occidental», portant sur les événements de Gdim Izik[1096]. Cette résolution a été très critiquée par le Maroc qui l'a considérée comme partiale, non objective et gagnée entièrement en faveur de la thèse de ses adversaires.

Dans le même sens et durant le processus d'adoption du Protocole de l'Accord de Pêche Maroc-UE 2011 et de l'Accord Agricole Maroc-UE 2012, plusieurs Eurodéputés se sont montrés manifestement opposés à la ratification de ces deux Accords.

Certains parmi eux sont allés jusqu'à demander le recours à la Cour européenne de justice pour l'annulation de ces Accords en invoquant des motifs « juridiques, politiques, économiques et écologiques». Ceci a contribué d'une manière ou d'une autre au rejet

1096 «*Textes adoptés au cours de la séance du 25 novembre 2010*» europarl.europa.eu

du Protocole de l'Accord de Pêche Maroc-UE, le 14 décembre 2011[1097].

La tendance critique à l'égard du Maroc, s'est poursuivie au sein du PE, notamment avec l'adoption d'un amendement hostile au Maroc, apporté à la résolution du 18 avril 2012 sur les droits de l'Homme dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière et par l'adoption d'un autre amendement apporté à la résolution du 13 décembre 2012 concernant le rapport annuel 2011 sur les droits de l'Homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière[1098].

Au vu de ce qui précède, le Parlement européen s'est affiché graduellement comme l'Institution européenne la plus inamicale à l'égard du Maroc. Cette hostilité est due principalement à l'activisme du lobby pro-polisario au sein de cette Institution.

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, le 1er décembre 2009, a contribué au renforcement de la position des Eurodéputés opposés au Maroc qui ont vu leur Institution acquérir de nouvelles prérogatives législatives, liées à l'élargissement de ses compétences en matière de codécision[1099].

1097 «*Relations UE-Maroc - Vote du Parlement européen (14.12.11)*» Diplomatie.gouv.fr.
1098 «*Textes adoptés: Les droits de l'homme dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière*» Parlement européen, le 18 avril 2012.
1099 «*Le Parlement et le traité de Lisbonne*» Europarl.europa.eu.

Le lobby anti-marocain au Parlement européen demeure présent massivement au sein de certaines représentations étatiques telles que les représentations de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal et de certains pays nordiques (Suède, Finlande, Danemark), en allant progressivement vers les représentations des pays de l'Europe Centrale et Orientale (Roumanie, Slovénie, Slovaquie, Bulgarie et autres).

Par ailleurs, certains Groupements Politiques tels que la Gauche Unitaire Européenne (GUE), les Verts/ALE demeurent largement hostiles à l'égard du Maroc, compte tenu des tendances idéologiques gauchistes de ces deux Groupes politiques.

Il en est de même de certains Groupements souverainistes et conservateurs européens tels que le Groupe des Conservateurs et Réformistes Européens (ECR) et le Groupe Europe Libertés Démocratie (ELD), qui comptent également certains eurodéputés peu amis avec le Maroc.

Même un certain nombre d'eurodéputés hostiles au Maroc sont également membres des Groupes du Parti Populaire Européen (PPE), de l'Alliance Progressiste des Socialistes (S&D) et de l'Alliance des Libéraux et des Démocrates Européens (ALDE), qui comprennent en général des membres modérés et neutres.

Les eurodéputés opposés au Maroc se sont regroupés dans le cadre de « l'Intergroupe Sahara occidental » et collaborent avec un

Groupe de pression connu sous le nom «*Independent diplomat*», constituant ainsi un noyau dur, ayant une influence remarquable sur les eurodéputés au sein du PE[1100].

A cet égard, la campagne menée par les eurodéputés pro-polisario se manifeste sous plusieurs formes, notamment par des questions écrites adressées à la Commission et au Conseil concernant la question du Sahara, des amendements hostiles à l'égard du Maroc introduits sur des projets de rapports neutres, des visites de solidarité aux Camps de Tindouf et autres[1101].

Les accusations de violation et de non-respect des droits de l'Homme par le Maroc furent souvent évoquées au sein de l'hémicycle de Strasbourg, ce qui a eu un impact très nuisible à la bonne marche des relations entre le Maroc et l'UE[1102].

L'adoption de plusieurs résolutions hostiles au premier Partenaire de l'UE au Sud de la Méditerranée a visiblement contribué à l'augmentation de la méfiance du Maroc vis-à-vis de son voisin européen.

Les positions de certains députés ont amené la diplomatie marocaine à fournir plus d'efforts pour convaincre les eurodéputés d'adopter un nouvel protocole de pêche et un nouvel Accord de

1100 «*Independent Diplomat: Western Sahara*» Independentdiplomat.org.
1101 «*Questions et déclarations*» Europarl.europa.eu.
1102 «*Sahara et droits de l'homme : La gifle du Parlement européen*» Aufaitmaroc.com, le 22 octobre 2013.

libéralisation des échanges de produits agricoles et de la pêche et un Accord sur les services.

De la sorte, le Royaume a dû compter sur ses partenaires stratégiques européens pour faire face aux éventuels blocages au Parlement européen.

En revanche, la position du Parlement européen a visiblement affaibli la volonté du Maroc d'aller plus en avant dans sa relation avec l'UE et a rendu les différentes tentatives de rapprochement entre les deux parties plus compliquées qu'avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Le Maroc qui a souvent marqué sa volonté de rapprochement avec l'UE s'est trouvé face à une nouvelle réalité qui consiste dans « l'hostilité » de plus en plus apparente du Parlement européen à son égard.

Concrètement, cette position a détruit en quelque sorte les gages du Partenariat privilégié entre le Maroc et l'UE et a marqué des taches d'ombre dans la relation entre deux partenaires potentiellement privilégiés et très proches.

La Tunisie

En ce qui concerne la Tunisie, ce pays à l'instar du Maroc fait partie du groupe de pays qui démontrent une grande volonté de rapprochement avec l'UE. Cette volonté remonte au-lendemain de

l'indépendance de la Tunisie en 1956, qui a marqué le début de relations avec l'ancienne puissance coloniale (la France) et avec les autres pays, puissances européennes, sur une nouvelle base caractérisée par la souveraineté et l'indépendance.

La Tunisie a noué ainsi ses premières relations avec les Communautés européennes en 1976 et a également été le premier pays Sud-méditerranéen à signer un Accord d'Association avec l'Union européenne en juillet 1995. Cet Accord constitue la base juridique des relations UE-Tunisie[1103].

La Tunisie a été également l'un des premiers pays Méditerranéens qui ont adopté un Plan d'Action avec l'Union européenne. Ce plan d'action est entré en vigueur en juillet 2005.

Le Pays du Jasmin est également le premier pays au Sud de la Méditerranée à avoir établi une zone de libre-échange avec l'Union européenne pour les produits industriels, en janvier 2008.

Suite à l'octroi du Statut avancé au Maroc en 2008, la Tunisie a pour sa part présenté le 19 mars 2010, un document sur ses propositions concernant le "Statut avancé" dans ses relations avec l'UE[1104].

Suite à cette initiative, la Tunisie a obtenu un statut de partenaire privilégié de l'Union européenne (UE), lors de la 9ème

1103 «L 'Union européenne et la Tunisie» France-Diplomatie.
1104 «*République de Tunisie*» Europa.

session du Conseil d'association Tunisie-Union européenne (UE), qui a eu lieu le 19 Novembre 2012, à Bruxelles[1105].

En général, la République Tunisienne manifeste une grande volonté pour promouvoir son dialogue politique avec l'Europe et pour intensifier les échanges économiques, en vue de créer un espace économique commun, qui ouvre des perspectives aux exportations tunisiennes sur le marché européen.

La Tunisie vise également à accroître sa coopération avec l'UE dans les champs de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, des affaires sociales et de la circulation des personnes.

Durant la période de contrôle de ce pays par le régime de Ben Ali, la Tunisie visait un rapprochement global avec l'UE, à l'exception de la question des droits de l'Homme qui fut le point noir affectant les relations entre les deux parties[1106].

L'ancien régime, malgré la complaisance relative de l'Union européenne au vu de ses positions pro-européennes, voyait d'un mauvais œil toute tentative d'imposition par l'UE de certaines conditions relatives à la question des droits de l'Homme et de la démocratisation.

1105 «*La Tunisie obtient le "Statut avancé" avec l'UE*» Magharebia, le 22 novembre 2012.
1106 «*Les violations des droits de l'homme en Tunisie de la période prérévolutionnaire à juin 2012*» asf.be.

Il est à observer qu'au moment où il se vantait de ses politiques d'ouverture dans tous les domaines, il refusait en parallèle, d'une manière paradoxale et systématique, de s'engager avec l'Europe dans des champs qui peuvent mettre son système politique en danger[1107].

En contrepartie, l'UE faisait à son tour allure d'ignorer certains cas de violations des droits de l'Homme, afin de ne pas pousser l'ancien régime à changer de position à l'égard de l'UE et à aller vers le choix de blocage de certains projets de Partenariat lancés en commun entre l'UE et Tunis[1108].

Suite à la chute du régime de Ben Ali en 2011, plusieurs voix ont commencé à critiquer le silence européen à l'égard de l'ancien régime. Ceci a amené certains Responsables européens à se montrer critiques à leur tour contre l'ancien régime ''qui est déjà tombé''.

Ces responsables communautaires ont réaffirmé à de nombreuses reprises leur engagement à soutenir la Tunisie et à l'aider à surmonter les difficultés de la transition démocratique, à réaliser un développement économique et social et à consolider les acquis de la révolution.

Dans le même sens, les premiers résultats de l'après révolution ont donné lieu à une ouverture soudaine de la Tunisie sur toutes les

1107 «*Critiqué pour les droits de l'homme, Ben Ali ménagé par l'Occident*» AFP, le le 25 octobre 2009.
1108 José GARÇON «*Droits de l'homme en Tunisie : Chirac blanchit Ben Ali*» Libération, le 5 décembre 2003.

questions de partenariat avec l'UE, y compris les questions des droits de l'Homme et de démocratisation qui étaient auparavant des tabous à ne pas aborder et des lignes rouges à ne pas franchir !

Ainsi, la Tunisie a commencé à solliciter l'accompagnement européen dans le processus de démocratisation, ce qui a fait réellement de ce pays l'un des partenaires les plus privilégiés de l'UE au Sud de la Méditerranée[1109].

Cette place incarne un choix stratégique de la Tunisie de l'après révolution qui sert les intérêts des deux parties, formant les vœux de voir réunies les conditions propices au renforcement du processus des réformes[1110].

Dans la même voie, les deux parties ont signé le 3 mars 2014, un accord qui prévoit, notamment la simplification des visas et une plus grande ouverture à l'immigration régulière en échange de la lutte contre l'immigration clandestine[1111].

Cet Accord vise à faciliter la circulation des personnes et à promouvoir une gestion commune et responsable des flux migratoires existants dans un cadre de partenariat pour la mobilité.

1109 «*Tunisie /Droits de l'Homme : Entre réalisations et obstacles*» Maison-migrations.tn, le 8 mai 2014.
1110 «*La Tunisie après Ben Ali: Le pays cherche à construire sa démocratie*» Libération, le 6 février 2014.
1111 «*L'Union européenne signe un accord sur l'immigration avec la Tunisie*» Le Monde, le 03 mars 2014.

L'UE et la Tunisie se sont également mis d'accord à coopérer davantage pour faire face à la traite des êtres humains et le trafic des migrants et pour améliorer la gestion des frontières. Pour atteindre ces objectifs, ils ont lancé une négociation sur un accord de réadmission des migrants irréguliers, en mars 2014.

Certainement, la relation entre les Tunisiens et l'Europe a dépassé après la révolution le blocage moral concernant la question des droits de l'Homme et la démocratisation et mêmes les questions migratoires. Néanmoins, d'autres problèmes ont resurgi.

La démocratisation de la Tunisie après la révolution du Jasmin a amené au pouvoir un Parti politique ayant des tendances Islamistes, il s'agit du Parti Annahda qui a gagné les élections législatives de 2011, avec une grande majorité.

L'Europe qui espérait voir la Tunisie comme un pays démocratique ne voulait certainement par que ce pays renonce aux acquis de la période de Bourgiba et de Ben Ali en matière des droits des Femmes et de la laïcité.

Ceci a retardé les engagements de l'UE envers la Tunisie de l'après révolution et même les avoirs et fonds Tunisiens en Europe qui furent déplacés par l'ancien régime et qui ont été revendiqués par le nouveau gouvernement n'ont pas été restitués malgré le besoin récurrent de l'économie Tunisienne durant la transition démocratique.

Cependant, les relations entre la Tunisie et l'UE sont devenues de plus en plus exemplaires après la révolution, compte tenu de la disparition des complexes moraux qui entravaient auparavant la bonne marche du Partenariat entre les deux parties.

La Jordanie

La Jordanie est parmi les pays ayant adopté le choix d'ouverture économique sur l'Occident et sur l'Europe. Ceci a amené ce pays à avoir une relation globalement positive avec l'UE mais qui connaît également certaines limites.

Les relations entre les deux parties sont régies par un Accord d'association qui est entré en vigueur en mai 2002. Cet accord constitue la base juridique de ces relations et vise à favoriser le dialogue politique, la libéralisation progressive du commerce ainsi que la promotion de la coopération dans un champ large de domaines[1112].

Les deux parties ont également adopté en juin 2005 le premier Plan d'Action UE-Jordanie qui a contribué au développement des relations bilatérales en ouvrant la voie à plusieurs initiatives de l'UE[1113].

1112 «*Le rapport de suivi des relations UE-Jordanie: la coopération se poursuit et s'adapte aux circonstances*» euro-mediterranee.blogspot.com, le 1er avril 2014.
1113 «*Royaume hachémite de Jordanie*» Eeas.europa.eu.

Compte tenu de la bonne marche des relations entre la Jordanie et l'UE, le Conseil d'Association UE-Jordanie d'Octobre 2010 a convenu l'octroi du statut de partenaire avancé au Royaume Hachémite. Ce statut est devenu un Statut avancé en 2012.

Au niveau financier, le Royaume Hachémite reçoit de la part de l'UE un soutien d'environ 223 M€ sur 2011-2013 au titre de l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP) et reçoit également une aide complémentaire destinée à appuyer la transition politique (Crédits SPRING : 70 M€ en 2012 et 21 M€ en 2013)[1114].

Suite à l'émergence de la crise Syrienne, la Jordanie est devenu un pays d'accueil des réfugiés.

A cet effet, l'Union européenne a commencé depuis 2012, à soutenir la Jordanie pour supporter les frais et les charges relatives à l'accueil de ces réfugiés et a réservé une importante aide humanitaire (ECHO, 115 M€ dans les abris, l'hygiène et la santé ou des actions de développement dans les villes accueillant des réfugiés (IEVP et IS : 107 M€ dans l'éducation et la création d'emploi).

Elle a également octroyé à la Jordanie, en octobre 2013, une aide macro-financière d'équivalent 180 M€, sous la forme d'un prêt à moyen terme[1115].

1114 «*L'UE mobilisera 223 millions d'euros pour soutenir les réformes de la Jordanie sur la période 2011-2013*» enpi-info.eu.
1115 Communiqué de presse «*Jordanie: nouvelle aide de l'UE en réponse à la crise des réfugiés syriens*» Commission européenne, Bruxelles/Amman, le 3 juin 2013.

La bonne santé des relations entre les deux parties a été confirmée lors des élections législatives jordaniennes du 23 janvier 2013 où l'UE a observé ces élections à travers le déploiement d'une mission d'observation européenne.

Au niveau commercial, les échanges entre les deux parties ont atteint 4 Mds€ en 2013, ce chiffre qui a été réalisé grâce à l'Accord d'association signé en 2002, a abouti à une expansion de ces échanges.

D'autre part, les deux parties envisagent de discuter l'éventualité de conclure un Accord édifiant un Partenariat pour la mobilité. Ce Partenariat devrait faciliter la gestion de la mobilité des personnes pour des séjours de courte durée, lutter contre la migration irrégulière et la traite des êtres humains, soutenir la coopération en matière de migrations de développement et d'accueil des réfugiés selon les standards et normes internationaux[1116].

En contrepartie de tous ces signaux positifs concernant les relations entre l'UE et la Jordanie, quelques difficultés surgissent d'une manière conjoncturelle.

A titre d'exemple, les négociations entre Amman et Bruxelles sur un Accord de libre-échange ont été interrompues car la Jordanie avait annulé une réunion qui devait se tenir en novembre 2012.

1116 «*Le partenariat pour la mobilité et la migration*» Eeas.europa.eu.

Il semblerait que cette annulation a eu lieu suite aux sévères critiques européennes à la Monarchie Hachémite pour sa gestion des protestations populaires qui ont gagné le pays en 2011 et qui ont duré jusqu'à 2013, la partie européenne a considéré que le pays a enregistré "de faibles progrès depuis 2011 et que les réformes n'étaient pas consistantes[1117].

Les multiples changements de gouvernements en Jordanie peu logiques depuis le déclenchement du Printemps arabe, ainsi que le manque d'engagement en matière de démocratisation figureraient vraisemblablement parmi les principales raisons ayant motivé les critiques européennes[1118].

Les revendications populaires aspirant à l'établissement d'une démocratie réelle en Jordanie n'ont pas été honorées, ce qui a amené la partie européenne à ne pas s'afficher comme une puissance soutenant ouvertement le régime Jordanien, malgré les engagements réciproques et malgré la tendance pro-libérale de la Monarchie[1119].

En conséquence, la Jordanie a préféré reculer dans sa relation avec l'UE, afin de ne pas présenter de grandes concessions qui pourront renforcer la place de l'opposition et affaiblir le pouvoir en place.

1117 «*Le libre-échange entre la Jordanie et l'UE dans l'impasse*» Econostrum.info, le 31 octobre 2012.
1118 Catrina STEWART «*Changer de Premier ministre ne suffit pas*» The Independent, le 2 février 2011.
1119 «*Les manifestations se radicalisent en Jordanie*» Observers.france24.com, le 15 novembre 2012.

Néanmoins, les deux parties pourront dépasser ce blocage dans un avenir très proche, si le Royaume entame des réformes solides qui répondront aux attentes des citoyens jordaniens.

La reprise des relations se fera sans doute avec le commencement des négociations concernant l'Accord de libre-échange global et approfondi.

L'Égypte

L'Égypte considère l'Union européenne comme un partenaire économique de référence, compte tenu de sa puissance et de l'importance des aides et subventions qu'elle lui réserve.

De ce fait, ce pays compte énormément sur les aides européennes qui permettent à son économie fragile de faire face aux différents défis économiques.

En ce qui concerne le cadre juridique des relations entre les deux parties, il est régi par un Accord d'association qui est entré en vigueur en juin 2004. Cet Accord constitue la matrice capitale de la coopération bilatérale approfondie englobant de variables domaines[1120].

Le partenariat entre l'Égypte et l'Union européenne a été consolidé après l'entrée en vigueur de la Politique Européenne de Voisinage en 2004 et a été renforcé également après l'adoption du

1120 «*Accords euro-méditerranéens d'association*» Europa.

Plan d'Action en mars 2007. Ce dernier définit un programme de réformes économiques, politiques et sociales vouées à promouvoir les valeurs partagées avec l'UE[1121].

D'autre part, l'aide communautaire réservée à l'Égypte via l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) pour la période 2011-2013, a atteint le seuil de 540 M€ et un autre montant de 163 M€ au titre de la « facilité investissement voisinage » s'ajoute à ce chiffre. Ceci sans compter les aides militaires qui s'élèvent annuellement à plus de 140 millions d'euros[1122].

Par ailleurs, il faudrait préciser que malgré la bonne santé des relations entre l'Égypte et l'UE, celle-ci, reste marquée par quelques limites et ce durant, les trois phases de gouvernance qui ont marquée l'Égypte entre la chute du Mur de Berlin et la fin du Printemps arabe.

Durant la période de domination de Moubarak, la relation entre les deux parties était marquée par des critiques européennes au régime de Moubarak concernant l'État de siège et les violations récurrentes des droits de l'Homme.

Par ailleurs, le Parlement européen était l'Institution la plus critique à l'égard du régime déchu. A titre d'illustration, cette Institution avait adopté le 17 janvier 2008, un texte critiquant la situation des droits de l'homme en Égypte.

1121 «*Plan d'action UE-Égypte*» eeas.europa.eu.
1122 «*L'Union européenne et l'Egypte*» France-Diplomatie.

A cette occasion, le Parlement avait exigé "***qu'il soit mis un terme à tous types d'actes de torture et de mauvais traitements***", en particulier à l'égard des "***minorités religieuses, comme les Coptes, les Bahaïs et les Chiites qui continuent à être tristement paralysés par les chaînes de l'isolement sectaire et du fondamentalisme***".

Cette résolution avait été trop critiquée par les autorités Égyptiennes et avait provoqué leur colère[1123]

Le Ministre des affaires étrangères égyptien de l'époque avait même convoqué les ambassadeurs des pays de l'Union européenne pour leur exprimer le "***refus absolu de l'Égypte de la résolution du Parlement européen***". Pour sa part, le président du Parlement égyptien, Fathi SOUROUR, avait même menacé de "***rompre les relations du Parlement égyptien avec le Parlement européen***"[1124].

Après la Chute du régime de Moubarak, l'Égypte a eu droit à un gouvernement élu démocratiquement, mais qui représente un courant peu prisé par l'Occident et par l'UE.

Il s'agit d'un gouvernement issu du mouvement des Frères Musulmans qui a suscité les inquiétudes européennes et des questions sur : L'éventualité d'imposer la Charia comme source principale de la législation ; la nature de la position qui sera prise par le Gouvernement Islamiste à l'égard d'Israël ; la nature de ses relations

1123 «*Résolution du Parlement européen du 17 janvier 2008 sur la situation en Égypte*» Europarl.europa.eu, le 17 janvier 2008.
1124 «*Colère de l'Egypte après l'adoption au Parlement européen d'un texte sur les droits de l'homme*» AFP, le 17 janvier 2008.

avec le Hamas; ainsi que sur la politique qui sera suivie par ce Gouvernement à l'égard des minorités, notamment les coptes.

Ces inquiétudes ont poussé l'UE à être très vigilante à l'égard du nouveau système Égyptien et à ne pas s'engager amplement dans une relation peu mesurée, malgré quelques signaux de rapprochement et d'ouverture émanant de la partie Égyptienne.

Le renversement de Mohammed MORSI et des frères musulmans par une partie du peuple Égyptien et par l'armée le 3 juillet 2013, a constitué un renversement d'un gouvernement démocratiquement élu, quelle que soit la tendance du régime déchu. Ceci a amené l'UE à critiquer ce renversement et à geler une partie des aides réservées à l'Égypte, ce qui a mis à mal le régime militaire qui a contrôlé l'Égypte après juillet 2013[1125].

La relation entre l'Égypte et l'UE durant les différentes phases, que ce soit sous l'aire Moubarak, ou même après la révolution, garde une place importante quel que soit le régime en place.

Néanmoins, il s'agit d'une relation basée sur la réception des aides européennes et en même temps, les différents gouvernements Égyptiens s'opposent à tout dirigisme européen, ce qui bloque visiblement l'avancement des relations entre les deux parties.

1125 «*L'UE lance un ultimatum à l'Egypte : "Il est crucial que la violence cesse"*» AFP, le 18 août 2013.

Plusieurs voix européennes critiquent les aides fournies à l'Égypte et considèrent ces aides comme sans efficacité sans impact sur la démocratisation du Pays et sur le respect des droits de l'Homme.

En contrepartie, l'Égypte voit d'un mauvais œil toutes tentatives d'imposition de plans étrangers sur les choix politiques du pays et préfèrent mener les politiques selon la spécificité Égyptienne et les priorités internes.

La Palestine

Malgré le statut complexe de la Palestine entre l'indépendance et l'occupation, l'UE reste le partenaire de référence pour l'Autorité Palestinienne du fait de son appui consistant à cette Autorité dans le chemin d'instauration des institutions d'un futur État démocratique, indépendant et permanent.

L'Accord d'association signé entre l'Autorité palestinienne et l'UE en 1997, constitue la base juridique des relations entre les deux parties, au moment où le Plan d'action adopté en mai 2005 et qui a été remplacé par un autre plan d'action en 2013 définit le contenu de la nature de cette coopération dans les domaines politique, économique et social[1126].

1126 «*Accords euro-méditerranéens d'association*» Europa.

En effet, la Commission européenne est considérée comme le premier pourvoyeur d'aide financière à l'autorité palestinienne au moment où les différentes Institutions européennes appuient ses efforts de réformes entamées. A ce titre, le mécanisme PEGASE[1127], constitue le moyen principal de financement du plan palestinien de Développement et de Réforme[1128].

Les aides européennes à l'autorité palestinienne ont atteint le chiffre de 426 millions d'euros (575 millions de dollars US) de subvention au titre de l'année 2013. Ceci confirme le statut de l'Union européenne à la tête des partenaires les plus engagés au profit de la Palestine, notamment en matière d'aides humanitaire, économique et politique.

Malgré cet engagement financier européen, l'Autorité Palestinienne voit tout de même d'un mauvais œil certaines positions européennes jugées plutôt favorables à Israël au détriment des intérêts du peuple palestinien.

Ainsi, elle voit souvent l'hésitation européenne à imposer à Israël le respect des accords de paix et l'arrêt des politiques de colonisation comme un faible engagement communautaire en faveur de la paix au Proche-Orient et comme une complaisance affichée à l'égard d'Israël.

1127 Ce mécanisme remplace le Mécanisme International Temporaire.
1128 «*Palestine*» Eeas.europa.eu.

D'autre part, l'UE reste très critique à l'égard de certains mouvements palestiniens comme le Hamas et le Jihad islamique qui sont en guerre permanente avec Israël et fait souvent pression sur l'Autorité Palestinienne pour neutraliser ces mouvements.

Néanmoins, les relations entre l'UE et l'Autorité Palestinienne sont plutôt positives car les palestiniens voient les aides européennes comme une source financière vitale qui permet la gestion des affaires internes.

Par conséquent, les Palestiniens ne peuvent pas ignorer l'importance des aides de l'UE qui restent la principale source de paiement des fonctionnaires et de survie de l'économie palestinienne dans une conjoncture internationale plutôt défavorable aux attentes palestiniennes.

Les pays les moins engagés avec l'UE

Dans le cadre de la seconde catégorie, nous allons aborder le cas des pays qui restent visiblement moins dépendants des aides de l'UE et moins engagés dans les différents Partenariats euro-méditerranéens. Il s'agit notamment des pays ayant des revenus pétroliers importants et des histoires plutôt compliqués avec l'Europe et l'Occident, à savoir l'Algérie et la Libye et nous pouvons également classer dans cette catégorie un pays ayant d'autres alliés privilégiés et d'autres priorités politiques qui est la Syrie.

L'Algérie

Par rapport à ses voisins immédiats qui sont le Maroc et la Tunisie, l'Algérie reste moins engagée dans ses relations avec l'UE et peut être classée parmi les pays méditerranéens qui participent dans les Partenariats Euromed, mais qui fournissent le moins d'efforts pour matérialiser les engagements pris en commun avec la partie européenne.

Le système politique actuel dans ce Pays qui a eu une histoire très douloureuse pour obtenir son indépendance de la France, n'arrive pas à oublier le bilan très lourd de cette guerre d'indépendance, ce qui fait compliquer ses relations avec l'ex-puissance coloniale (la France) et avec l'Union européenne, dont cette dernière est un membre disposant d'un grand poids et d'une grande influence[1129].

Le système algérien dominant depuis l'indépendance continue à dresser dans le cadre d'une propagande permanente et organisée les maux et les dommages causés par la France durant les 132 de colonisation. Cette propagande utilise tous les moyens éducatifs, médiatiques, culturels et politiques, allant du plus simple au plus compliqué.

Il serait ainsi difficile de justifier un ample engagement algérien en faveur des Partenariats avec l'Europe, au moment où le

1129 «*Dossier : Les 50 ans de la fin de la guerre d'Algérie*» Le Nouvel Observateur.

système continue à diaboliser l'ancienne puissance coloniale et ses alliés proches européens.

Malgré ces constats, le bilan des relations entre les deux parties n'est pas complètement négatif, car les premières relations officielles entre les Communautés européennes et l'Algérie ont commencé juste après l'indépendance de ce pays et ont connu tout de même quelques réussites[1130].

Ces relations bien qu'elles étaient plutôt limitées ont été couronnées en avril 1976 par la signature d'un Accord de coopération, conclu, en même temps, avec les deux autres pays voisins, à savoir le Maroc et la Tunisie.

Cet Accord rentrait dans le cadre de la politique européenne allouée à la Méditerranée, qui a été lancée en 1972, intitulée "Approche globale méditerranéenne".

Depuis cette date et jusqu'à la Chute du Mur de Berlin, l'Algérie se considérait comme un Pays socialiste plutôt allié de l'URSS et faisant partie des pays révolutionnaires s'opposant à la domination de l'Occident libéral[1131].

1130 «*Relations EU-Algérie*» Institut MEDEA.
1131 Christophe BERDAT «*L'avènement de la politique méditerranéenne globale de la CEE*» P.U.F, 2007.

Après la Chute du Mur de Berlin, ce pays a dû faire face à une grande instabilité marquée par la décennie noire des années 1990 et les difficultés de transition dans un monde en mutation permanente.

Ceci justifie le faible engagement de l'Algérie avec la Communauté européenne durant cette période et explique l'attente du lancement du processus de Barcelone en 1995 pour reprendre le contact à nouveau avec le voisin européen dans un cadre plutôt général et collectif[1132].

Le retour de la paix dans ce pays durant les années 2000, était un élément facilitateur pour édifier un partenariat mutuellement bénéfique entre l'Algérie et l'UE.

Ainsi, un Accord d'association entre l'UE et l'Algérie a été paraphé le 19 décembre 2001, avant qu'il ne soit signé le 22 avril 2002 en marge du sommet euro-méditerranéen de Valence en Espagne. Cet Accord est entré en vigueur le 1er septembre 2005 pour se substituer à l'Accord de coopération conclu en 1976 et le remplacer définitivement[1133].

Malgré l'entrée en vigueur de cet Accord, l'Algérie n'a cessé de se considérer comme un pays qui n'a pas besoin des aides européennes et qui compte plutôt sur ses revenus pétroliers pour assurer sa gestion macro-économique et financière. Ce faible

1132 «*L'Accord d'association Algérie-UE : un bilan-critique*» gate.cnrs.fr.
1133 «*Accords euro-méditerranéens d'association*» Europa.

engagement garde un caractère purement politique malgré sa justification économique.

Toutefois, malgré le faible activisme algérien dans les relations avec l'Europe communautaire, ce pays réalise environ 61% de ses échanges commerciaux avec l'UE, qui est devenue en 2013 le premier partenaire commercial du pays[1134].

Malgré la réalité commerciale qui fait allusion à une bonne relation entre l'Algérie et l'UE, l'Algérie reste parmi les pays les plus hésitants à aller en avant dans le chemin de l'approfondissement des relations avec la partie européenne.

La complexité de cette relation trouve fondement dans les restes des politiques révolutionnaires de ce pays, où le pouvoir militaire véhicule plusieurs messages d'opposition (voir même d'hostilité) à l'égard des logiques "impérialistes" de certaines mouvances européennes.

Le pouvoir algérien véhicule au peuple un message de refus de toute ingérence française et européenne dans les affaires internes du pays et utilise la carte du pétrole pour justifier sa non-dépendance aux aides européennes.

1134 «*Relations EU-Algérie*» Institut MEDEA.

L'Algérie demeure de ce fait parmi les derniers pays qui acceptent de s'approcher de l'Europe, malgré la proximité géographique et malgré les intérêts récurrents des deux parties.

La Libye

La Libye, sous le contrôle du régime de Kadhafi, a souvent eu des relations conflictuelles avec l'Occident et avec l'UE, compte tenu des positions « révolutionnaires et anti-impérialistes» de ce régime.

Il était normal de ce fait que le bilan des relations de la Libye avec l'UE soit marqué par la faiblesse, d'autant plus que ce pays est l'un des plus grands producteurs mondiaux du pétrole, ce qui contribue à sa non-dépendance financière aux aides européennes.

Ceci justifie pourquoi la Libye et l'Union européenne ne sont pas liées par des relations contractuelles et pourquoi il n'y a pas eu de ratification d'Accord d'association jusqu'à la chute du régime de Kadhafi en 2011.

Dans le même sens, la Libye n'a pas adhéré à l'acquis de Barcelone et ne participe pas à la Politique européenne de voisinage. Elle dispose seulement d'un statut d'observateur dans le Processus de Barcelone et dans l'Union pour la Méditerranée.

Néanmoins, après la levée des sanctions de l'Organisation des Nations Unies contre la Libye le 12 Septembre 2003, des contacts politiques intenses entre l'Union européenne et ce pays ont été repris.

Ces contacts ont été très limités et n'ont abouti à rien de concret durant toute la période de domination de Kadhafi qui avait plutôt une vocation africaniste[1135].

Suite au soulèvement du peuple libyen en 2011, Il était normal que l'UE soutient la mouvance révolutionnaire contre un régime qui n'était pas du tout ami ni proche de l'Europe.

L'action diplomatique européenne s'est concrétisée par l'adoption de sanctions qui ont interrompu le flux d'armes et d'argent vers le régime de Kadhafi et par l'engagement des discussions approfondies avec la communauté internationale pour accélérer la fin du conflit, avec un penchant sans équivoque pour le départ de Kadhafi et la fin de son régime[1136].

L'UE a également confirmé cette tendance avec l'ouverture rapide d'un bureau européen à Benghazi en mai 2011 et un bureau à Tripoli en août 2011. Ce dernier a été converti en délégation de l'UE suite à la visite de la Haute Représentante Catherine Ashton en Libye en Novembre 2011 dès la Chute du régime dictatorial libyen.

L'UE qui trouvait des difficultés pour entamer des coopérations financières avec l'ancien régime Libyen, a commencé ses premières aides au CNT libyen en fournissant plusieurs aides humanitaires et des aides à la coopération. Ces aides ont permis aux révolutionnaires

1135 Allain JULES «*Mouammar Kadhafi : « le roi des rois traditionnels d'Afrique*» Agoravox.fr.
1136 «*L'Union européenne adopte des sanctions contre Kadhafi*» Le Point; 25 février 2011.

de se tenir debout face à un régime très riche et qui disposait de toutes les potentialités pour acheter des collaborateurs et des mercenaires étrangers.

Après la Chute du régime libyen, l'UE et les nouveaux gouvernements libyens n'avaient plus d'obstacles moraux pour entamer un nouveau partenariat dépassant les séquelles d'une période marquée par l'hostilité et les différends.

Néanmoins, la situation difficile sur le terrain, notamment sur le plan sécuritaire imposait des limites à ces Partenariats.

Actuellement, bien que la Libye ne fait pas partie des pays bénéficiant de la Politique européenne de voisinage, elle est géographiquement éligible aux financements de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)[1137] et elle est également éligible aux autres programmes régionaux.

A partir de 2012 la Libye a commencé à bénéficier d'une allocation spécifique consentant à pointer les nécessités du pays grâce à deux programmes "Acteurs Non Étatiques et les Autorités

1137 L'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) est l'instrument financier de la politique européenne de voisinage (PEV). Il s'adresse aux pays partenaires de la PEV ainsi qu'à la Russie et offre un cofinancement aux processus de renforcement de la gouvernance et de développement économique et social équitable. L'IEVP soutient également la coopération transfrontalière et transrégionale ainsi que l'intégration économique progressive des pays bénéficiaires à l'Union européenne (UE). Le présent règlement établit les principes de base qui gouvernent l'IEVP, son champ d'application et la programmation de l'assistance.

Locales dans le Développement" (ANE/AL)[1138] et "Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)"[1139].

Ces deux programmes sont les signaux d'une très prochaine intégration de la Libye dans les Partenariats euro-méditerranéens. Mais avant d'arriver à cette étape, il serait nécessaire que les deux parties accordent une importance particulière à la coopération dans le domaine de la sécurité et de la stabilité.

Au vu de sa situation sécuritaire difficile, la Libye est amenée à collaborer avec l'UE pour déraciner les causes de son instabilité, dans la perspective d'aboutir à terme à la promotion et son insertion sur de nouvelles bases dans la région et dans le monde.

La Libye qui a toujours manifesté une grande méfiance et une grande hostilité à l'égard de l'UE, semble avoir dépassé la grande partie des blocages moreaux après la révolution et pourra devenir dans l'avenir parmi les pays les plus engagés dans les différents partenariats euro-méditerranéens.

1138 Le programme thématique « Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement » vise à encourager les acteurs non étatiques et les autorités locales, tant dans l'UE que les pays en développement, à s'impliquer davantage dans les questions de développement. Fondé sur l'article 14 du règlement de l'UE établissant l'Instrument de financement de la coopération au développement (ICD), ce programme remplace les anciens programmes relatifs au cofinancement avec les ONG et à la coopération décentralisée.

1139 Lancé en 2006, l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) remplace l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (2000-2006), dont il est inspiré. L'IEDDH a pour objectif de soutenir la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans les pays n'appartenant pas à l'UE.

Cependant, avant d'arriver à cette étape, ce pays doit d'abord retrouver sa paix et sa sécurité interne, en procédant à la mise en place de structures étatiques susceptibles de concrétiser cet objectif.

L'UE est appelée à jouer un rôle moteur dans ce sens pour contribuer à la mise en place de ces structures nécessaires dans cet État riche en pétrole et en Gaz et qui dispose d'une position géographique très stratégique pour l'Europe.

La Syrie

Les relations entre l'UE et la Syrie sont l'une des plus complexes compte tenu de la nature du régime Syrien actuel.

Malgré cela, l'UE avant le déclenchement de la révolution dans ce pays en 2011, s'employait à resserrer ses relations avec la Syrie, afin d'instaurer un dialogue politique, des relations de commerce et d'investissement mutuellement bénéfiques.

S'agissant du cadre juridique général, les relations entre l'UE et la Syrie sont régies par l'Accord de coopération signé en 1977 et les deux parties n'ont pas dépassé ce cadre malgré la ratification de la Syrie de la déclaration de Barcelone en 1995 et malgré son statut de membre de l'Union pour la Méditerranée[1140].

Il semblerait que la Syrie voulait participer dans l'ensemble des Partenariats lancés par l'UE seulement sur le cadre formel, sans pour

1140 «*République arabe syrienne*» Europa.

autant honorer convenablement ses différents engagements à l'égard de ses partenaires méditerranéens et européen.

En effet, malgré le fait que la Syrie fait partie des pays participant à la Politique Européenne de Voisinage, elle reste parmi les pays qui ne bénéficient pas de tous ses instruments et atouts, tant que l'Accord d'Association n'est pas entré en vigueur.

En conséquence du faible engagement du régime syrien dans l'exécution des différentes clauses des Partenariats paraphés, l'UE avait gelé à plusieurs reprises la signature du projet d'Accord d'Association paraphé en 2004, estimant que les conditions politiques n'étaient pas encore réunies.

Il a fallu attendre quelques années plus tard plus précisément l'année 2008 pour que les discussions commencent à nouveau et pour que le projet d'Accord soit mis à jour.

Ainsi, suite à l'adoption de la réforme du code douanier syrien et suite à l'élargissement de l'UE en 2007, les deux parties ont révisé l'Accord et l'ont paraphé le 14 décembre 2008.

Il a été convenu à ce titre de signer l'accord le 27 Octobre 2009, mais à nouveau cette échéance n'a pas été respectée.

L'Accord devait entrer en vigueur à titre provisoire dès sa signature par la Syrie et l'UE, cependant son entrée en vigueur

définitive requiert l'avis conforme du Parlement européen et la ratification des États membres de l'UE.

Ainsi, rien n'a été fait et les relations entre les deux parties n'ont pas été couronnées par la ratification définitive d'un Accord d'association.

Il était normal de ce fait que dès le déclenchement de la révolution en Syrie, l'UE s'affiche clairement contre le régime syrien et en faveur de la révolution[1141].

Par conséquent, l'Union européenne a commencé à accroître son aide humanitaire aux victimes du conflit syrien et a commencé à imposer des sanctions contre le régime en place. Ces sanctions prévoient, notamment un embargo sur les armes et sur les exportations du pétrole syrien à destination de l'Europe.

Par ailleurs, le strict système de sanctions appliqué par l'UE à l'encontre de la Syrie depuis 2011 a été de temps à autre assoupli, notamment pour permettre l'importation de médicaments et des aides alimentaires et humanitaires[1142].

L'UE s'est affichée parmi les puissances mondiales prenant part en faveur de la révolution syrienne. Toutefois, dès l'intrusion en Syrie de plusieurs Djihadistes et mercenaires étrangers, la situation est devenue très compliquée et l'UE a commencé à prendre du recul dans

1141 «*L'UE et la Syrie - Quelques faits et chiffres*» enpi-info.eu.
1142«*Syrie: l'UE accroît encore son aide*» Le Figaro 14 janvier 2014.

le soutien de certains protagonistes qui s'affichaient comme pro-occidentaux auparavant, tout en tenant d'autres agendas différents des objectifs européens.

La relation entre l'UE et Damas est devenue ainsi très compliquée et ne verra pas à terme une issue plutôt favorable, tant que les différentes puissances mondiales et plusieurs parties ont fait de la Syrie un terrain de règlement de compte et de test de leurs puissances et d'influences.

La relation entre l'UE et la Syrie ne pourra retrouver une base solide qu'avec la fin du conflit et la stabilisation du Pays. L'UE tout en collaborant avec les États-Unis pourra contribuer pour arriver à cette stabilisation, mais risquera de trouver des adversaires farouches à savoir la Russie, l'Iran et la Chine.

L'UE n'est visiblement pas prête à entrer en guerre directe avec ces différentes puissances pour sauver la Syrie, mais pourra tout de même proposer des solutions qui peuvent fournir des moyens suffisants adéquats pour mettre fin à la guerre syrienne.

Bloc des pays à situations particulières

Outre les pays Méditerranéens qui s'affichent soit en faveur de la coopération avec l'UE, ou ceux qui s'affichent plutôt parmi les pays hésitants et furtivement engagés dans les divers partenariats euro-méditerranéens, d'autres pays ont plutôt d'autres positions et

d'autres situations particulières et exceptionnelles. Il s'agit à ce titre du Liban, d'Israël et de la Turquie.

Le Liban

Le Liban est un petit pays méditerranéen marqué par une très grande instabilité politique et par la multitude des acteurs politiques servant plutôt des agendas étrangers avant les agendas internes. Ceci fait que les positions du Liban à l'égard de l'UE restent très variables, selon le pouvoir dominant et selon la mouvance culminante.

En revanche, le Liban représente un intérêt particulier pour l'UE et pour certains pays européens comme la France et l'Angleterre et ce, compte tenu de son histoire et de son importance géostratégique pour ces puissances[1143].

Dans ce sens, l'Union européenne s'affiche comme une puissance disposée à aider ce pays à évoluer vers une société stable et démocratique, qui sera marquée par une vie politique équilibrée et une économie solide.

De ce fait, le Liban ne s'est jamais montré comme un pays hostile aux Partenariats avec l'Europe, mais il ne s'est jamais également affiché comme un pays très engagé dans ces Partenariats.

1143 «*Liban : Le défi du renouveau politique et le rôle de l'Europe*» Robert-schuman.eu, le 9 mars 2009.

Les relations bilatérales entre les deux parties sont fondées sur l'accord d'association UE-Liban adopté en 2006, qui réglemente un aspect du dialogue politique, visant le renforcement des échanges commerciaux et la promotion de la coopération économique et sociale[1144].

Le plan d'action UE-Liban traduit ces objectifs en actions détaillées et constitue une feuille de route pour leur concrétisation.

Au vu de plusieurs éléments consistant dans la taille du pays, son importance et son engagement dans les Partenariats euro-méditerranéens, le Liban bénéficie naturellement d'une aide financière de l'UE qui atteint le seuil annuel de 50 millions d'euros. Cette aide est octroyée à Beyrouth au titre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat. Ce montant est complété également par divers programmes régionaux et thématiques[1145].

Malgré le fait que la relation est globalement positive entre l'UE et le Liban, certains points compliquent cette relation, notamment en ce qui concerne l'influence iranienne dans le pays et le rôle joué par le Hezbollah dans la scène politique libanaise.

L'UE fait souvent pression sur Beyrouth pour le désarmement de Hezbollah et pour l'arrêt des affrontassions militaires avec Israël.

1144 «*Les accords d'association euro-méditerranéens*» IEMed.
1145 «*République libanaise*» Eeas.europa.eu.

Ceci ne convient pas forcément à l'ensemble des parties libanaises, au moment où certaines mouvances s'affichent clairement en faveur de l'Europe et contre la tendance politique du Hezbollah et de l'Iran.

Les relations entre le Liban et l'UE resteront de ce fait compliquées tant que la situation interne au Liban le restera à son tour.

Israël

Israël constitue une exception sur tous les plans dans la région méditerranéenne et ses relations avec l'UE sont marquées par plusieurs points de variabilités en passant du plus simple au plus compliqué.

Sur le plan religieux, cultuel et civilisationnel, l'Europe considère ses racines historiques comme émanant de la civilisation gréco-romaine et de la culture judéo-chrétienne au moment où l'ancien testament constitue une source de foi et d'inspiration pour une grande partie des populations chrétiennes européennes.

La majorité des pays européens voit Israël comme un allié sûr au Proche Orient et comme un État composé de plusieurs ressortissants européens de confession juive. Ces pays voient également l'existence d'Israël comme une correction des massacres

de la seconde guerre mondiale dont plusieurs États européens étaient moralement et matériellement responsables[1146].

Ce sentiment de culpabilité et de responsabilité fait que les relations entre l'UE et Israël dépasse le cadre ordinaire de relations, pour atteindre un niveau plus que privilégié et même favorisé parfois au détriment des relations européennes avec les pays arabes.

Il est certain dans ce sens que le premier partenaire d'Israël reste bien évidemment les États-Unis d'Amérique, mais l'UE est considérée également comme son deuxième Partenaire commercial.

De ce fait, l'UE et Israël se sont engagés depuis les années 1959 dans un partenariat ciblant l'instauration des relations dans tous les domaines englobant les différents volets politiques, économiques et sociaux[1147].

Ce partenariat est régi actuellement par la politique européenne de voisinage, le Processus de Barcelone et l'Union pour la Méditerranée où Israël participe activement malgré les oppositions déclarées et non-déclarées de certains pays arabes.

S'agissant du cadre juridique des relations entre les deux parties, l'Accord euro-israélien de stabilisation et d'association qui a

1146 Ronan Blaise «*L'État d'Israël dans l'Union européenne?»* taurillon.org, le 14 mai 2008.
1147 «*Israël*» Europa.

été signé le 20 novembre 1995, à Bruxelles et qui est entré en vigueur le 1er juin 2000 constitue la base de ces relations.

Par ailleurs, le plan d'action adopté en mai 2004 a pour objectif d'intégrer progressivement Israël dans les politiques et programmes européens pour atteindre une convergence réglementaire optimale entre les deux parties[1148].

Au niveau financier, Israël bénéficie d'environ 14 millions d'euros au titre de la coopération avec la Communauté européenne.

Bien que les relations entre les deux parties soient considérées comme globalement positives, Israël ne compte pas en premier lieu sur l'UE pour mener ses politiques, mais compte plutôt sur les revenus émanant de la diaspora juive dans le monde et également sur les contributions américaines qui dépassent de très loin les aides européennes[1149].

Ceci justifie la faible inquiétude d'Israël face aux critiques européennes concernant la politique de colonisation dans les territoires occupés palestiniens, au moment où le Parlement européen reste de ce fait la première Institution européenne qui critique ouvertement les politiques israéliennes en matière de colonisation et des opérations militaires dans les territoires palestiniens.

1148 «*Plan d'action UE/Israël*» Eeas.europa.eu.
1149 «*Comprendre le soutien des Etats-Unis envers Israël*» Diplomatie.gouv.fr.

Il convient de rappeler en particulier la résolution du Parlement européen du 15 janvier 2009 sur la situation dans la bande de Gaza et du 18 février 2009 sur l'aide humanitaire à cette dernière.

D'autres part, d'autres Responsables européens prennent de temps à autre des positions fermes face aux actions Israéliennes, à l'instar de la déclaration de la haute représentante de l'Union/vice-présidente de la Commission Catherine Ashton, au nom de l'Union européenne, sur l'opération militaire israélienne menée contre la flottille turque Marmara[1150], publiée le 31 mai 2010 et qui a condamné clairement l'attaque israélienne.

Il est à souligner également qu'en juin 2013, une directive de l'Union européenne a affirmé que "***tous les accords entre Israël et l'Union Européenne doivent indiquer sans ambiguïté et explicitement qu'ils ne s'appliquent pas aux territoires occupés par Israël en 1967"***.

Ces positions européennes ne conviennent pas aux dirigeants Israéliens qui se sont habitués pendant des années à l'entente avec l'Europe et à la validation tacite de toutes les politiques israéliennes à l'égard des voisins.

1150 «*Flottille de la paix»: questions sur un fiasco militaire*» Slate.fr.

La Turquie

La Turquie est parmi les pays méditerranéens qui ne se contentent pas seulement de participer aux différents partenariats Euromed, mais qui aspirent depuis plusieurs années à adhérer complètement à l'UE.

L'adhésion à l'Union européenne est restée pour de longues années une priorité politique des différents gouvernements turcs, qui voient dans cette adhésion un moyen magique pour moderniser davantage le pays et le mettre sur un sentier rapide de développement[1151].

Il était normal que la Turquie soit parmi les premiers pays à avoir signé un Accord d'association avec les Communautés européennes dès 1963. Cet Accord prévoit le renforcement des relations économiques et commerciales entre Bruxelles et Ankara, afin d'instaurer à terme une union douanière.

Depuis cette date plusieurs faits marquants ont gâché la relation entre les deux parties, en passant par la candidature officielle de la Turquie présentée le 14 avril 1987 pour demander l'adhésion à la CEE et en arrivant à l'entrée en vigueur de l'Union douanière le 1er janvier 1996.

1151 «*La Turquie et l'Union européenne : 50 ans de négociations*» Touteleurope.eu, le 27 janvier 2014.

Toutefois, malgré l'apparente volonté d'Ankara d'adhérer à l'UE, cette adhésion reste la plus opposée du côté européen où plusieurs pays membres manifestent leur refus catégorique face à toute éventuelle adhésion Turque à l'UE[1152].

En réalité, en dépit du caractère laïc de la Turquie, plusieurs courants conservateurs chrétiens en Europe avancent deux arguments contre l'adhésion de ce pays à l'UE et qui consistent dans le caractère Islamique de la Turquie et l'importance du nombre de sa population.

Ils avancent également qu'une adhésion de la Turquie à l'UE conférera à ce pays un poids spécifique équivalent à celui de l'Allemagne en matière décisionnelle dans les différentes institutions européennes, notamment au Conseil européen où elle aura un nombre important de voix pondérées et au Parlement européen où elle aura une importante représentativité[1153].

D'autre part, d'autres courants européens sont plutôt favorables à l'adhésion de la Turquie à l'UE et avancent des arguments plutôt "positifs" consistant dans le caractère européen, libéral et laïc de ce pays et l'importance de son poids pour renforcer davantage l'UE.

Les différents Conseils européens n'ont jamais pu trancher définitivement cette question de l'adhésion de la Turquie à l'UE et se sont toujours contentés de quelques communiqués très vagues, appelant la Turquie à fournir plus d'efforts pour adhérer à l'UE.

1152 «*Refus de la Turquie dans l'UE: Gül indigné*» Le Figaro, le 17 mai 2009.
1153 «*La nouvelle définition du vote à majorité qualifiée*» Europa.

Compte tenu de ce qui précède, la question d'adhésion de la Turquie restera reportée à une date ultérieure, au moment où ce pays mène individuellement son combat pour le développement sans compter entièrement sur l'UE dans ce domaine.

** ** **

La nature variée des relations entre les différentes parties méditerranéennes avec l'UE est caractérisée par le sentiment de volonté de rapprochement mutuelle, dans un cadre marqué par les grandes vigilances réciproques.

Ainsi, les voisins méditerranéens voient ensemble la nécessité de se rassembler pour évoluer en commun comme une priorité au moment où d'autres blocages imposent la méfiance de l'autre.

Naturellement, aucun partenariat euro-méditerranéen ne pourra donner les résultats souhaités tant que les blocages moraux existent et prédominent.

Les différentes parties intéressées par ces partenariats sont invitées de ce fait à étudier ensemble les possibilités offertes pour dépasser ces blocages, afin de pouvoir édifier dans l'avenir un partenariat nouveau basé sur la confiance et la complémentarité.

Chapitre III : Les éléments à prendre en considération en vue d'un nouveau partenariat réussi, juste et équitable en Méditerranée

Présentement, il convient de dresser dans le cadre de ce Chapitre, un certain nombre d'éléments à prendre en considération en vue de bâtir un nouveau partenariat réussi, juste et équitable en Méditerranée. Ceci dans la perspective de réaliser les objectifs tracés dans le cadre des partenariats existants qui ont visiblement démontré leurs limites.

Pour cela, l'analyse des enjeux des conflits les plus pesants s'impose, tout en donnant des propositions d'action en vue de leurs règlements. Il est certain que l'existence et la persistance de ces conflits restent susceptibles de faire échouer l'ensemble des initiatives futures qui seront lancées entre l'UE et les Pays méditerranéens.

Ainsi, il est nécessaire de démontrer l'urgence et l'importance de diminuer ces décalages socio-économiques entre les deux rives, car la continuité de ces décalages engendre en permanence des conséquences néfastes sur les pays des deux rives de la Méditerranée et accroit les risques sécuritaires et les afflux migratoires.

Ces éléments contribuent visiblement à l'échec des partenariats euro-méditerranéens et empêchent l'atteinte des objectifs tracés dans les partenariats Euromed.

Enfin, il sera nécessaire de démontrer le rôle de la culture dans la réussite de la coopération Euromed et de dévoiler l'importance des actions entreprises par les différents partenariats dans ce domaine, tout en proposant des actions supplémentaires dans ce sens.

Section I : Les enjeux des conflits les plus pesants en Méditerranée et la nécessité de leur règlement

La réussite des objectifs des partenariats euro- méditerranéens est largement conditionnée par le règlement des différends et des conflits opposant plusieurs pays de cette région. Il est certain que ce n'est pas facile de bâtir des relations harmonieuses et solides sur des ruines engendrées par les grandes hostilités.

Ainsi, il est à constater qu'au niveau de la zone euro-méditerranéenne, plusieurs conflits sont très pesants, très coûteux et destructifs[1154]. Les hostilités opposant des États méditerranéens entre eux sont largement considérées comme les principales causes d'échecs des différentes initiatives euro-méditerranéennes[1155].

Le règlement de ces conflits demeure à notre point de vue une priorité absolue pour atteindre un Partenariat euro-méditerranéen réussi. De ce fait, nous pouvons constater que les conflits les plus pesants en Méditerranée sont principalement les conflits suivants :

- Les conflits Arabo- Israéliens ;
- Les conflits des Balkans ;
- Les conflits Maroco-algériens ;

1154« *Méditerranée : nations en conflit*» Revue Hérodote n°90, septembre 1998.
1155 Jean-Yves MOISSERON« *Le Partenariat euro-méditerranéen : l'échec d'une ambition régionale* » Pug, Grenoble, 2005.

- Les conflits Maroco-espagnols sur la situation de Ceuta et Melilla et les îles Jaafarines) ;

- La question de Gibraltar.

Le règlement de ces différents conflits apparaît à notre point de vue comme une priorité absolue dans la perspective de concrétiser les objectifs escomptés des différents partenariats euro-méditerranéens[1156].

Il sied de proposer ci-après, quelques pistes de réflexions et quelques propositions relatives à chaque conflit. Ces propositions seront axées autour des pistes concernant des solutions possibles et susceptibles de faciliter la réalisation et l'édification d'un Partenariat euro-méditerranéen, réalisable, efficace et équitable.

Aussi, faut-il commencer par le conflit le plus épineux et le plus vieux dans cette région à savoir, le conflit Arabo- Israélien, avant de voir par la suite les autres conflits précités.

1- Les conflits Arabo-israéliens

Avant de proposer des solutions au conflit Arabo-israéliens, il est important de faire un aperçu historique sur ce conflit qui oppose Israël à plusieurs pays arabes depuis plusieurs décennies.

1156 Robert ESCALLIER« *Crises, conflits et guerres en Méditerranée*» Cahiers de la Méditerranée, 2005.

Ce conflit est caractérisé par ses dimensions politiques, économiques, religieuses et sociales, il a commencé pratiquement avec la déclaration de Balfour de 1917[1157], en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif. Cette déclaration est considérée de facto comme une des premières étapes dans la création de l'État d'Israël. Parmi les conséquences apparentes de ce conflit, il y a lieu de noter qu'il est la principale cause de l'instabilité au Proche-Orient.

Ce conflit se caractérise principalement par l'accroissement des crises des réfugiés palestiniens dans les pays arabes voisins, les hostilités permanentes entre les arabes et les israéliens, les conflits territoriaux entre les États arabes et Israël et la continuation de la politique de colonisation par Israël[1158].

Depuis les années 1920, le nationalisme sioniste et le nationalisme palestinien se sont opposés pour la domination des territoires de la Palestine, qui était à l'époque sous contrôle britannique[1159].

Ce conflit s'est vu aggravé en 1936 où les Arabes palestiniens se sont révoltés contre les britanniques et avaient réclamé leur

1157 La Déclaration Balfour de 1917 est une lettre ouverte adressée à Lord Lionel Walter Rothschild (1868-1937), publiée le 2 novembre 1917 par Arthur James Balfour, le Ministre britannique des Affaires Étrangères. Par cette lettre, le Royaume-Uni se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national juif. Cette déclaration est considérée comme une des premières étapes dans la création d'Israël.
1158 «*Pour les Etats-Unis, la colonisation israélienne sape les efforts de paix*» Le Monde, le 30 mai 2013.
1159 Elsa COUPARD «*Le conflit israélo-arabe de 1948 à nos jours*» Jalons pour l'histoire du temps présent- Version découverte.

indépendance. Simultanément, la communauté juive a commencé à se renforcer militairement et avait commencé à mener contre les arabes des opérations de représailles[1160].

Dès la fin de la deuxième Guerre mondiale, une partie des juifs ont commencé à mener des attaques ciblées et organisées contre les Britanniques pour requérir la création d'un État Israélien. En conséquence, la Grande Bretagne a décidé d'abandonner la Palestine et confier son mandat à l'ONU.

Cette organisation nouvellement créée a chargé une commission d'enquête, (UNSCOP)[1161] de trouver une issue à ce conflit et a plaidé pour la répartition de la Palestine suite à un vote qui a eu lieu en date du 29 novembre 1947[1162].

Cette proposition a donné naissance officiellement à l'État d'Israël en 1948 et a été rejetée par les États Arabes qui l'ont considéré comme une décision injuste et inéquitable[1163].

1160 «*Historique du conflit israélo-arabe*» Article d'encyclopédie, le 27 février 2005.
1161 L'UNSCOP ou United Nations Special Committee On Palestine est une commission mise sur pied par l'Assemblée générale des Nations unies en 1947 suite à la remise du mandat sur la Palestine par le Royaume-Uni. La Commission était initialement composée de 11 pays (Australie, Canada, Guatemala, Inde, Iran, Pays-Bas, Pérou, Suède, Tchécoslovaquie, Uruguay, Yougoslavie) et fut chargée d'étudier les causes du conflit en Palestine et d'y apporter une solution, en particulier au niveau d'un Plan de partage de la Palestine. Dans un souci de neutralité, aucune des grandes puissances de l'époque ne fut représentée.
1162 «*La résolution 181*» Un cahier spécial sur le Proche-Orient, Le Monde Diplomatique, le 01 janvier 2006.
1163 Maxime RODINSON «*Les Arabes et Israël*» Revue française de science politique, Année 1966, Volume 16.

Depuis cette date, les Arabes et les israéliens sont en état de guerre ouverte et permanente, ceci a fait que l'ensemble des tentatives internationales de règlement de ces conflits ont échoué[1164]. Ci-après, quelques événements importants de ce conflit et qui sont marqués par la très haute tension :

- La guerre de 1948 [1165];
- La guerre de Suez en 1956 [1166];
- La guerre des Six Jours en 1967 [1167];
- La guerre du Kippour en 1973 [1168];
- La première guerre du Liban en 1982 [1169];

1164 André VERSAILLE «*60 Ans de conflit Israélo-arabe : Témoignages pour l'Histoire*» Série: Questions à l'Histoire, le 24 janvier 2006.

1165 La guerre israélo-arabe de 1948-1949 commence le 15 mai 1948 et se termine avec les différents cessez-le-feu israélo-arabes, conclus entre février et juillet 1949. Elle fait directement suite au Conflit de 1947-1948 en Palestine mandataire.

1166 La crise du canal de Suez, également désignées des noms d'expédition de Suez, guerre de Suez, campagne de Suez ou opération Kadesh, est une guerre qui éclata en 1956 en territoire égyptien. Le conflit opposa l'Égypte et une alliance secrète, le protocole de Sèvres, formée par l'État d'Israël, la France et le Royaume-Uni, suite à la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte.

1167 La guerre des Six Jours est la guerre que mena, du lundi 5 au samedi 10 juin 1967, Israël face à l'Égypte, à la Jordanie et à la Syrie. Cette guerre fut déclenchée comme une « attaque préventive » d'Israël contre ses voisins arabes, à la suite du blocus du détroit de Tiran aux navires israéliens par l'Égypte le 23 mai 1967 (les Israéliens avaient préalablement annoncé qu'ils considéreraient cet acte comme un casus belli).

1168 La guerre du Kippour, aussi appelée guerre du Ramadan dans le monde arabe ou encore guerre d'Octobre ou guerre israélo-arabe de 1973 opposa, du 6 octobre au 24 octobre 1973, Israël à une coalition menée par l'Égypte et la Syrie.

1169 La guerre du Liban est une guerre civile ponctuée d'interventions étrangères qui s'est déroulée de 1975 à 1990 faisant entre 130 000 et 250 000 victimes civiles. Les séquelles du conflit se font sentir sur une longue période avec une laborieuse reconstruction, le maintien de milices armées autonomes et des reprises ponctuelles de

- Le Processus de paix [1170];

- L'Assassinat d'Isaac Rabin [1171];

- La mort de Yasser Arafat[1172].

- Le Conflit israélo-libanais de 2006 [1173];

- Les guerres à Gaza de 2008-2009 et 2012 [1174];

Il est certain que le règlement des conflits israélo-arabes passe en premier lieu par une prise de conscience mutuelle que la continuation de ces hostilités n'apportera jamais la paix au Proche-Orient et en Méditerranée.

---

violences.

1170 Le processus de paix israélo-palestinien décrit les efforts entrepris, par les parties impliquées et par la communauté internationale, pour trouver une solution durable au conflit israélo-palestinien, et plus largement au conflit israélo-arabe.

1171 Le 4 novembre 1995, Yitzhak Rabin, âgé de 73 ans, est touché par deux balles tirées à bout portant dans son dos. Ce crime intervient après qu'il a prononcé un discours lors d'une manifestation pour la paix sur la place des rois de Tel Aviv.

1172 En octobre 2004, Arafat se plaint de douleurs à l'estomac et de vomissements. Malgré une première intervention chirurgicale dans son quartier général de la Mouqata'a à Ramallah, en Cisjordanie, le 25 octobre, sa santé continue à se dégrader. Le 29 octobre 2004, gravement malade, Yasser Arafat quitte Ramallah pour rejoindre la Jordanie, d'où il se rend en France, à bord d'un avion médicalisé. Il est hospitalisé dans l'hôpital d'instruction des armées Percy à Clamart près de Paris. Yasser Arafat décède officiellement à Clamart le 11 novembre 2004, dans la seconde partie du mois de Ramadan.

1173 Le conflit israélo-libanais de 2006, épisode du conflit israélo-arabe, est un conflit armé qui a opposé Israël au Liban (principalement des forces armées comme le Hezbollah de Hassan Nasrallah et dans une moindre mesure l'armée libanaise) à compter du 12 juillet 2006.

1174 La guerre de Gaza est une opération militaire israélienne dans la bande de Gaza, qui débuta le samedi 27 décembre 2008 caractérisée par des raids et bombardements aériens suivis par une offensive terrestre lancée le 18 janvier 2009. La confrontation entre Israël et la bande de Gaza en 2012 est une succession d'attaques et de représailles entre l'Armée de défense d'Israël d'un côté et le Hamas, le Jihad islamique et les Comités de résistance populaire de l'autre.

Le recours à la force de la logique au lieu de la logique de la force paraît comme la première étape avant de réaliser tout processus de paix entre les israéliens et les États Arabes.

Par ailleurs, le respect des engagements internationaux et des plans de paix parrainées par la Communauté internationale demeure également une nécessité, car tant que les Accords internationaux ne sont pas respectés aucune paix ne pourra régner dans la région.

Le combat des différentes formes d'extrémisme et de racisme demeure également nécessaire. Il est également primordial de rendre justice aux parties lésées dans ce conflit afin de pouvoir bâtir une paix durable et permanente.

2- Les conflits aux Balkans

La région des Balkans demeure également une région marquée par de très grandes tensions ethniques et religieuses et ceci depuis l'éclatement de l'Ex-Yougoslavie durant la période allant de 1991 à 2001[1175].

Six républiques de l'ex-République fédérale socialiste de Yougoslavie ont pratiquement été affectées par ces conflits ayant opposé différents groupes ethniques ou nations de l'ex-Yougoslavie. Évidemment, les causes sont religieuses, politiques, économiques, culturelles et ethniques.

1175 Christophe CHICLET, Catherine LUTARD, Robert PHILIPPOT «*Effondrement du Bloc Communiste : YOUGOSLAVIE*», Universalis.

Ces guerres peuvent être considérées comme les guerres les plus sanglantes en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le bilan humain de ces guerres est estimé au nombre de 200 000 et 300 000 morts, avec des milliers de personnes déplacées[1176]. La gravité de ces conflits figure également dans leurs caractères génocidaires[1177].

Plusieurs Responsables de ces Génocides ont été conduits devant les tribunaux internationaux pour des accusations concernant la perpétration de crimes contre l'humanité et des crimes de guerre[1178]. Ces guerres se présentent comme suit :

- La Guerre en Slovénie (1991) [1179];
- La Guerre en Croatie (1991-1995) [1180];
- La Guerre en Bosnie (1992-1995)[1181].

1176 Camille GUERIN, Ksenia ILINSKAYA, Gretel SCHUMANN «*Génocides en ex-Yougoslavie*», le 12 avril 2010.
1177 Bernard FERON« *Yougoslavie origines d'un conflit*» Marabout, 1993.
1178 «*Archives du journal Le Monde*» le 10 février 2002 et le 14 mars 2006.
1179 La Guerre d'Indépendance de la Slovénie ou la Guerre des Dix Jours est un conflit militaire qui opposa la Yougoslavie à la Slovénie en 1991 suite à la proclamation de l'indépendance de cette dernière.
1180 La guerre de Croatie, ou guerre d'indépendance croate, s'est déroulée entre le 17 août 1990 et le 12 novembre 1995, à l'issue de l'effondrement de la fédération yougoslave et a opposé la République de Croatie nouvellement indépendante à l'Armée populaire yougoslave (JNA) et à une partie des Serbes de Croatie.
1181 La guerre de Bosnie-Herzégovine (appelée guerre de Bosnie par abus de langage) est une guerre entre les peuples Serbes, Croates et Bosniaques ayant eu lieu sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine et ayant impliqué principalement la Yougoslavie (RFS Yougoslavie puis RF Yougoslavie), la Serbie, la Croatie et les différentes entités de l'actuelle Bosnie-Herzégovine.

En ce qui concerne les guerres en Slovénie et en Croatie elles avaient d'abord pour objectif prétendu de garder l'unité yougoslave, avant de dégénérer et de prendre un caractère nationaliste et génocidaire[1182].

L'Unité axée autour de l'idéologie communiste a rapidement pris la forme d'un nationalisme enrobé de racisme et d'intolérance, en opposant ainsi plusieurs ethnies de l'ancienne République Yougoslave[1183].

Les projets des nationalistes serbes se sont affrontés à celles du nationalisme croate, le 1er représenté par le Président Slobodan MILOSEVIC1184 en Serbie et 2ème par le Président Franjo TUDMAN[1185] en Croatie.

Ce conflit serbo-croate s'est accru en Bosnie-Herzégovine suite à l'intervention de la population et de l'armée bosniaque (alors appelée Musulmans), ceci a transformé le conflit en une guerre tripartite donnant lieu à des milliers de victimes et à des génocides intercommunautaires.

Ce n'est qu'après le constat d'un bilan très lourd de ces conflits que la Communauté internationale a pu imposer des plans de paix,

1182 Danilo SLIVNIK «*25 JUIN 1991 : Indépendance de la Slovénie et de la Croatie*» Courrier international, Hebdo n° 555 > Europe > Slovénie - Croatie.
1183 Xavier BOUGAREL «*Bosnie, anatomie d'un conflit*» Paris, La Découverte, 1996.
1184 Slobodan Milošević est né le 20 août 1941 à Požarevac, Yougoslavie (aujourd'hui en Serbie) et mort en prison le 11 mars 2006 à Scheveningen, Pays-Bas.
1185 Franjo Tuđman (14 mai 1922 – 10 décembre 1999) fut le premier président de la République de Croatie indépendante pendant les années 1990.

notamment après que l'Armée populaire yougoslave s'est rendue en Slovénie en 1991[1186].

D'autre part, la guerre en Bosnie a pris fin avec l'adoption des Accords de Dayton[1187], signés le 14 décembre 1995, à Paris, suite à l'intervention de l'OTAN et de l'armée croate contre les forces serbes de Bosnie.

La fin de ces conflits n'a pas forcément donné lieu à la suspension de toutes les hostilités et des rivalités balkaniques, car après juste quelques années de trêves, une autre série de conflits s'est éclatée au grand jour, en bouleversant à nouveau cette région, il s'agit des conflits et des guerres suivantes :

- La Guerre du Kosovo (1998-1999) [1188];
- Le Conflit en Macédoine (2001) [1189];
- Les Incidents de frontière Albano-yougoslaves (1999)[1190].

1186 Véronique NAHOUM-GRAPPE « *Crimes de souillure et crimes de guerre (ex-Yougoslavie, 1991-1995)* » Ateliers, 2003.

1187 Les accords de Dayton, signés le 14 décembre 1995, ont mis fin aux combats interethniques qui ont eu lieu en Bosnie-Herzégovine.

1188 La guerre du Kosovo a eu lieu en 1999 sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie, opposant l'armée yougoslave à l'armée de libération du Kosovo et l'OTAN.

1189 Ce conflit est une insurrection armée menée par l'Armée de libération nationale (ou UÇK-M), organisation d'origine kosovare, contre le gouvernement de la République de Macédoine. Cette organisation manifestait ainsi la volonté des Albanais de Macédoine d'accéder à plus d'autonomie et de reconnaissance de la part de l'État. Il a commencé en janvier 2001, lorsque l'UÇK-M a commencé à attaquer des policiers et des soldats macédoniens et s'est achevé en août 2001, après des accords entre les deux parties. Cependant, des hostilités ont persisté jusqu'en novembre de la même année. Le conflit a mobilisé des troupes de l'OTAN, chargées de rétablir l'ordre et de désarmer les insurgés albanais.

Les tensions ethniques et politiques entre gouvernements serbe et macédonien d'une part et les minorités albanaises d'autre part, ont donné lieu à des conflits meurtriers au Kosovo, en Macédoine et au sud de la Serbie.

Le conflit armé au Kosovo s'est rapidement transformé en guerre en 1999 au moment où les conflits en Macédoine et au sud de la Serbie se sont transformés en actions armées entre les forces de sécurité de l'État et la guérilla albanaise[1191].

La guerre au Kosovo s'est soldée par une intervention de l'OTAN contre les forces serbes avant que de nouveaux conflits éclatent en 2004[1192].

Les conflits en Serbie et en Macédoine se sont soldés par des Accords de paix entre les rebelles et le gouvernement. Néanmoins, les tensions ont persisté et la situation est devenue de plus en plus compliquée[1193]. Il est à noter que cette région demeure sensible et reste largement susceptible de connaître de nouvelles tensions. Ainsi,

---

1190 Les incidents de frontière albano-yougoslaves désignent deux affrontements en avril et juin 1999, opposant les forces armées albanaises et l'Armée de libération du Kosovo (UCK) aux forces yougoslaves durant la guerre du Kosovo près de Krumë, Kukës et Tropojë dans le nord de l'Albanie. Ces villages servaient alors d'hébergement pour les réfugiés albanais fuyant le Kosovo durant la guerre.

1191 Jean-Arnault DERENS «*Au Kosovo, la « sale guerre » de l'UCK*» le Monde diplomatique, Mars 2011.

1192 Rolland PEPIN «*Les fondements juridiques de l'intervention de l'OTAN au Kosovo*» Mémoire préparé à l'Université du Québec à Montréal.

1193 Christian LEQUESNE « *Balkans occidentaux : perspective européenne*» Lequesne/Diploweb.com, le 11 septembre 2011

l'imposition des opérations de règlements de crise via des opérations militaires a démontré largement ses limites[1194].

La paix ne peut jamais être imposée uniquement par la force mais par une analyse minutieuse de raisons réelles de ces hostilités et différends.

A notre point de vue, les éléments économiques et socioculturels ont un impact direct sur les ébauches de ces conflits, car au moment où les crises économiques s'accentuent, certains gouvernements cherchent des alternatives (parfois peu rationnelles), en conduisant leurs nations à des conflits armées, afin de dissimiler les échecs et en vue de faire croire aux populations que le mal vient de l'autre.

Un accompagnement de la part de l'Union européenne aux pays des Balkans pourra apporter des résultats tangibles, visant à consolider la paix et la démocratie dans ces pays qui sont restés durant de nombreuses années régis par les dictatures, avant de se trouver par la suite seuls face à leurs sorts, sans ressources suffisantes et sans préparation préalable.

L'adhésion de certains pays de l'Ex-Yougoslavie à l'Union européenne et l'accompagnement des autres puissances, peuvent constituer à notre point de vue un élément susceptible d'apporter des résultats immédiats pour consolider la paix dans cette région.

1194 Assia STANTCHEVA « *La crise en Macédoine : Une cinquième guerre balkanique ?»* Robert-schuman.eu, Synthèse n°4, le 17 avril 2001.

3- Les conflits Maroco-algériens

Parmi les autres hostilités permanentes constatées au niveau de la rive Sud de la Méditerranée, les conflits Maroco-algériens demeurent assez pesants.

Depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, plusieurs problèmes territoriaux et politiques ont vu le jour entre ce pays et le Maroc voisin[1195].

La première confrontation militaire directe entre les deux pays a eu lieu en octobre 1963, cette confrontation est connue sous le nom de la première Guerre des Sables[1196].

Cette guerre a eu lieu suite à plusieurs incidents frontaliers autour de la région de Tindouf[1197] et de Hassi-Beïda[1198], revendiqués par le Maroc et annexés à l'Algérie pendant la période coloniale[1199]. Cette situation est due essentiellement à l'absence d'un tracé précis de la frontière entre les deux pays voisins (le Maroc et l'Algérie)[1200].

1195 «*Maroc-Algérie : Je t'aime, moi non plus*» Courrier International, Hebdo n° 962, du 9 avril 2009.
1196 Farid ALIAT «*Début de la guerre des Sables*» Jeune Afrique, le 09 octobre 2007.
1197La wilaya de Tindouf, est une wilaya de l'extrême ouest de l'Algérie. Elle est limitée au nord par le Maroc, au nord-est par la wilaya de Béchar, à l'est par la wilaya d'Adrar et au sud par la Mauritanie. Sa superficie est de 159 000 km2.
1198 Hassi Beïda est une localité de la commune de Tabelbala, dans la wilaya de Béchar en Algérie, situé à la frontière entre l'Algérie et le Maroc.
1199 Tayeb CHENNTOUF «*La dynamique de la frontière au Maghreb, Des frontières en Afrique du XIIe au XXe siècle*», éd. UNESCO, Paris, 2005.
1200 Anthony S. REYNER « *Morocco's International Boundaries: A Factual Background* » The Journal of Modern African Studies, vol. 1, n°3, September 1963.

Toutefois, l'opposition de Ahmed Ben Bella et de son gouvernement au retraçage des frontières échues de l'ère coloniale tel que cela a été reconnu et admis le 6 juillet 1961 lors d'une convention signée à Rabat par Ferhat ABBAS, Président du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) [1201] et Hassan II, le Roi du Maroc a également contribué à l'aggravation de ce conflit[1202].

En effet, l'impact direct de l'ère coloniale a concourue directement au déclenchement de cette guerre entre deux pays voisins fraîchement indépendants.

Ainsi, le Maroc revendique la souveraineté sur ces territoires depuis son indépendance en 1956, ainsi que sur d'autres territoires ayant fait partie intégrante du Maroc avant le protectorat. Ceci au moment où pour le FLN, le principe de la préservation de l'unité du territoire se positionne comme l'axe de la guerre pour l'indépendance.

En conséquence de l'après-guerre, le Maroc est sorti confortablement puissant, en maîtrisant Hassi-Beïda et Tinjoubet, tout en s'approchant de Tindouf, tandis que l'Algérie a bénéficié

1201 Le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) est le bras politique du Front de libération nationale (FLN) durant la guerre d'indépendance de l'Algérie. Le GPRA a négocié les accords de paix (accords d'Évian) avec la France en 1962.

1202 Chantal de LA VÉRONNE « *Relations entre le Maroc et la Turquie dans la seconde moitié du XVIe siècle et le début du XVIIe siècle (1554-1616)* » Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, 1973.

d'une situation diplomatique plutôt favorable, due au large capital de sympathie cumulé après sa guerre d'indépendance[1203].

Certains essais de négociations, limités et non coordonnés ont eu lieu avant que l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA)[1204] ne parvienne à un accord[1205]. Cette guerre a constitué le début d'une longue période de doute et de confrontation entre l'Algérie et le Maroc.

Toutefois, il est à noter qu'une autre confrontation ouverte a eu lieu par la suite en 1976. Car suite à la concrétisation de la Marche Verte par le Maroc, en 1975, l'Algérie a considéré la récupération des territoires du Sud Marocain comme une occupation illégitime des territoires du Sahara et a accentué son appui au Front Polisario, afin de contrôler ce territoire, ce qui a conduit à une nouvelle opposition militaire directe autour de la ville d'Amgala[1206].

Amgala est tombée ainsi sous le contrôle du Polisario à la fin de 1975, après l'évacuation de tout le territoire à l'est de Smara par l'armée espagnole. Une garnison algérienne a apporté son soutien

1203 Méric ÉDOUARD «*Le conflit algéro-marocain. In: Revue française de sciences politiques*», 15e année, no 4, 1965.
1204 L'organisation de l'unité africaine (OUA) est une organisation inter-étatique, précédant l'Union africaine. Elle est créée en 1963 et dissoute en 2002.
1205 Attilio GAUDIO, «*Guerres et paix au Maroc: reportages, 1950-1990*» KARTHALA Editions, 1950.
1206 Maurice BARBIER, «*Le Conflit du Sahara occidental*» L'Harmattan, 1982.

logistique à cette opération, mais selon le Maroc il s'agit surtout de venir prêter main forte aux combattants du Polisario[1207].

Un premier affrontement entre les armées algérienne et marocaine surnommé «Amgala I» a eu lieu du 27 au 29 janvier 1976[1208].

Durant cette confrontation, les troupes du Polisario avaient évacué le Sahara, tandis que les troupes marocaines avaient pris le contrôle effectif d'Amgala[1209].

La bataille de «Amgala II» a éclaté ainsi le 14 février 1976 et durant laquelle l'armée marocaine a pris le contrôle de la région suite à des combats très violents avec l'armée algérienne et le Polisario[1210].

Devant cette situation, le Polisario a changé de stratégie et a commencé à organiser plusieurs attaques de guérilla durant les mois suivants[1211].

La Mauritanie et le Polisario étaient parvenus en 1979 à un cessez-le feu suite auquel les éléments du Polisario ont commencé à

1207 Dominique Lagarde et Mohamed Larhdaf Eddah, « *Sahara: le conflit ensablé* », L'Express, le 18 octobre 2001.
1208 «*NORTH AFRICA: Shadowy War in the Sahara*», Time Magazine, le 03 janvier1977.
1209 Denise SOLLO «*Origines, enjeux et perspectives de paix du conflit du Sahara occidental*» Irénées.
1210 Khadija MOHSEN-FINAN «*Sahara occidental: les enjeux d'un conflit régional*» CNRS éditions, 1997.
1211 Mamadou Aliou BARRY «*Guerres et trafics d'armes en Afrique : approche géostratégique*» l'Harmattan, 2006.

concentrer leur attaques sur l'Armée marocaine en l'obligeant à quitter temporairement Amgala[1212].

Toutefois, grâce à ses forces aériennes le Maroc a empêché le Polisario de garder durablement cette Oasis.

Le Polisario avait également lancé une attaque massive dans la région d'Amgala, franchissant le Mur marocain le 8 novembre 1989, suite à un discours du Roi Hassan II célébrant la Marche Verte et congratulant les Forces Armées Royales d'avoir complètement maîtrisé la situation militaire au Sahara[1213].

Ainsi, l'Algérie a changé de stratégie en préférant continuer son bras de fer avec le Maroc d'une manière indirecte à travers l'utilisation du conflit autour du Sahara et le déploiement du front Polisario comme un instrument direct dans cette Guerre.

Depuis cette période, des combats très violents on opposé les combattants du Front Polisario aux forces marocaines jusqu'au cessez le feu instauré par le Conseil de Sécurité en 1991 suite à un accord mutuel entre les parties en conflit. A cet égard, l'Algérie se disait loin de ce différend, alors qu'elle apportait d'une manière permanente et déclarée son aide effectif et matériel au Polisario.

1212 Tony HODGES «*Sahara occidental: origines et enjeux d'une guerre du désert*» L'Harmattan, 1987.
1213 Dominique Lagarde, Mohamed Larhdaf Eddah, Baya Gacemi «*Sahara : le conflit ensablé* », L'Express, 18 octobre 2001.

Les aides algériennes au Polisario s'articulent, notamment autour d'un matériel militaire important, ainsi que la mise en disposition de la région de Tindouf comme une base arrière de ce mouvement et à travers la construction de camps de réfugiés, ceci sans omettre le soutien diplomatique et médiatique assuré au Front séparatiste[1214].

La Libye et d'autres pays ayant eu des tendances socialistes ont également apporté leur aide direct au Franc Polisario et à l'Algérie.

D'autre part, les États-Unis et la France ont notoirement aidé le Maroc, en ancrant ainsi ce conflit dans la logique de la guerre froide.

En général, la guerre a pris la forme de Guérilla entre le Maroc et le Polisario durant les années 80, ce qui a coûté des pertes importantes pour les deux parties.

Entre-temps, l'Organisation des Nations Unies (ONU) avait essayé de trouver une solution pacifique à ce conflit d'une manière politiquement négociable.

Le Secrétaire Général des Nations Unies avait présenté en août 1988, une proposition de paix prévoyant un cessez-le-feu et l'organisation d'un référendum, aux représentants du Maroc et du

1214 Sophie CARATINI «*La République des sables : anthropologie d'une révolution*» L'Harmattan, 2003.

Front Polisario, conformément au mandat conféré par l'Assemblée Générale dans sa résolution 40/50 de décembre 1985[1215].

Le Roi Hassan II était favorable à cette proposition au moment où l'Algérie et le Polisario ont pris du retard pour confirmer l'acceptation, en demandant l'indépendance directe du Sahara sans passer par le référendum[1216].

Suite à plusieurs démarches diplomatiques les parties ont fini par donner leur accord le même mois.

Quelques années plus tard, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté en avril 1991, la résolution 690(1991) approuvant l'organisation sous son mandat d'un référendum au Sahara sous l'égide de la Mission des Nations Unies pour l'Organisation d'un Référendum au Sahara Occidental (MINURSO)[1217].

La MINURSO conçoit trois constituantes à savoir une unité civile, une unité de sécurité et une unité militaire. Suite à la mise en place de cette Mission, le cessez-le-feu entre les deux parties est entré en vigueur en septembre 1991.

1215 Voir la résolution sur le lien site: un.org.
1216 Guillaume BUTEAU «*Le Maroc au Sahara occidental: Trente ans d'une quête pour la souveraineté*» Mémoire préparé à l'Université de Lyon 2, 2004/2005.
1217 «*Missions de maintien de la paix : Afrique*» un.org

Les négociations concernant le référendum ont été bloquées officiellement en 2001 suite à plusieurs années de blocage concernant la question des personnes habilitées à voter[1218].

Suit à ce blocage le Maroc a proposé en 2007 un projet d'autonomie élargie, soutenu par la France, les États-Unis et la Grande Bretagne et refusé par l'Algérie, le Polisario et leurs alliés[1219].

Les deux parties sont entrées dans des négociations informelles qui ont échoué suite à l'attachement du Maroc au projet d'Autonomie et du Polisario à la demande de l'indépendance.

A partir de l'année 2010, le conflit a pris la forme d'un combat sur la question du respect des droits de l'Homme et sur le droit de l'exploitation des ressources naturelles.

Les conflits Maroco-algériens autour de la question du Sahara présentent de nombreux enjeux géostratégiques ayant des liens avec les questions politico-économiques.

Jusqu'à aujourd'hui, l'ensemble des tentatives de règlement de ce conflit ont échoué sous les auspices des Nations Unies. Même encore ce conflit a eu un impact direct sur le blocage de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), car depuis la signature du traité de Marrakech, qui avait donné naissance à l'UMA, le bilan de

1218«*Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental*» un.org.
1219 Ritz CARLTON «*Le Projet d'Autonomie du Sahara marocain*» Institut AMADEUS, le 01 mars 2007.

l'organisation est visiblement resté sans effet réel et sans résultat concret[1220].

Le Roi Mohammed VI a pourtant appelé à plusieurs reprises à une réouverture des frontières entre les deux pays. En contrepartie, le pouvoir algérien a préféré camper sur ses positions[1221].

Certains parties estiment que le Maghreb peut toujours se construire, sur des bases concrètes, à condition de mettre la politique de côté, en encourageant les échanges culturels, sportifs et commerciaux.

Toutefois, il s'avère que cette solution n'est pas réalisable tant que les blocages politiques ont des impacts directs sur l'ensemble de la région.

Une démocratisation des systèmes en place s'avère primordiale, afin de répondre aux aspirations populaires souhaitant la mise en place d'un Maghreb-Uni et solidaire.

Le changement en Algérie des dirigeants politiques et militaires serait à notre point de vue la seule alternative possible dans la perspective de normaliser les relations au Maghreb, car le problème est plutôt artificiel et non pas un problème de peuples.

1220 Mourad BOUDJEMA «*Echec de l'intégration de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)*», Ecole nationale d'administration publique : Université du Québec en Outaouis - Maîtrise en administration publique 2010.
1221 «*Le Roi du Maroc souhaite la réouverture de la frontière avec l'Algérie*» Libération, le 30 juillet 2011.

L'UE a un rôle important à jouer dans ce sens dans la mesure où les différentes rivalités entre le Maroc et l'Algérie menacent visiblement la stabilité de la région euro- méditerranéenne toute entière.

Les conflits Maroco-espagnols

Le Maroc et l'Espagne sont deux pays voisins ayant de bonnes relations politiques, économiques et sociales, toutefois, de temps à autre, certaines tensions s'affichent entre les deux parties.

Principalement, les rivalités entre les deux pays s'articulent autour de la question des deux villes enclaves, Ceuta et Melilla et des îles Jaafarines.

En effet, le Maroc ne reconnaît pas la souveraineté de l'Espagne sur ces deux villes et les considèrent comme des villes marocaines faisant partie intégrante de son territoire national.

Par ailleurs, les musulmans des deux villes conservent la nationalité marocaine bien qu'ils disposent en même temps de la nationalité espagnole.

Cette situation remonte à la fin du Moyen-âge, où les monarchies espagnole et portugaise cherchaient à achever le grand

mouvement de reconquête « Reconquista » de la péninsule Ibérique que les musulmans avaient envahie à partir de 711[1222].

C'est d'abord la ville de Ceuta qui a été occupée en premier lieu par les portugais en 1415, avant que l'Espagne n'envahisse Melilla et ne la conquière en 1497[1223]. Par la suite à l'issue d'une alliance dynastique, Ceuta est devenue à son tour espagnole en 1580.

Au cours du 17ème siècle, la plupart des fronteras ont été récupérés par les Sultans du Maroc, en particulier par Moulay Ismaël et à la fin du 18ème siècle, l'Espagne a perdu la souveraineté sur d'autres enclaves en Méditerranée.

Toutefois, elle a gardé la souveraineté sur les villes de Ceuta et Melilla, ainsi que sur des rochers, « los peñones », situés au long de la côte nord marocaine, surtout les peñones (rochers) d'Alhucemas et de Velez de la Gomera et des îles Chafarinas situées près de la frontière algérienne[1224].

Avec l'instauration du protectorat au Maroc en 1912, la composition ethnique de la population des deux villes a changé catégoriquement[1225].

1222«*L'histoire de l'Espagne, Les royaumes chrétiens de l'Espagne médiévale, La Reconquista*» cosmovisions.com.
1223 Yves ZURLO « *Ceuta et Melilla. Villes espagnoles ou dernières colonies en Afrique ?* », Grande Europe n° 28, janvier 2011, La Documentation française.
1224«*Voyage dans les enclaves de l'empire colonial espagnol*» sebtamlilya.org.
1225 Michel ABITBOL «*Le Maroc à l'heure française* » Histoire du Maroc, Paris, Perrin, 2009.

Ces deux villes habitées habituellement par des militaires qui restent le groupe prédominant, ont connu également la venue d'une population civile, composée d'ouvriers et d'agriculteurs en provenance de l'Andalousie.

D'autre part, la mise en place du protectorat a facilité l'installation dans les deux enclaves d'une population musulmane en provenance du nord du Maroc.

Après l'indépendance du Maroc en 1956, l'Espagne a refusé de quitter les deux villes et les îles occupées, ce qui a constitué un point de désaccord permanent entre le Maroc et l'Espagne.

Le Maroc a choisi de demander la souveraineté sur les deux villes, via le Canal diplomatique, chose que l'Espagne a refusé de discuter catégoriquement, en considérant les deux villes et les îles avoisinantes comme des parties intégrantes de l'Espagne[1226].

Ainsi, la politique extérieure du Maroc s'est donnée pour objectif de récupérer tous les territoires qui forment l'espace géographique marocain, bien que le conflit sur le Sahara avec l'Algérie a rendu la question de Ceuta et Melilla comme une question secondaire dans l'agenda de la diplomatie marocaine.

Ceci n'a pas empêché le déclenchement de crises conjoncturelles entre Rabat et Madrid, notamment en juillet 2002

1226 Benoît MARTIN «*Les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla sources de tension entre Rabat et Madrid*» RFI, le 23 août 2010.

autour de l'îlot Persil qui est une petite île rocheuse, située à 250 mètres des côtes marocaines et à 8 kilomètres de la ville de Ceuta[1227].

Les relations entre le Maroc et l'Espagne se sont dégradées en juillet 2002, lorsqu'un groupe de six soldats marocains a débarqué sur l'île considérée par Rabat comme faisant partie de son territoire et considérée comme une île espagnole par Madrid[1228].

Le Maroc a indiqué que l'objectif de cette opération était la mise en place d'un avant-poste d'observation qui aura pour mission la surveillance de l'immigration clandestine et la lutte contre le trafic de drogue.

L'Espagne a refusé la déclaration marocaine et le Ministère espagnol des Affaires étrangères a affirmé que les Marocains avaient planté deux drapeaux sur l'île, ce qui signifie une occupation d'un territoire «espagnol».

L'Espagne a riposté militairement et a adressé le 12 juillet 2002, des patrouilleurs près de la côte marocaine alors que des militaires marocains ont été aperçus proche d'autres îles sous administration espagnole[1229].

1227 «*Espagne-Maroc : la guerre du Persil*» ladepeche.fr, le 18 juillet 2002.
1228«*España desalojará la islaPerejil si Marruecos se compromete a no ocuparla*» El Pais, le 21 février 2012.
1229 Mounia DAOUDI «*Un rocher qui cache de nombreux litiges*» RFI, le 18 juillet 2002.

Suite à ces agissements, un grand différend politique et militaire a explosé le 18 juillet 2002 suite auquel l'Espagne a contrôlé l'île par la force à travers l'opération Romeo-Sierra[1230].

Durant cette opération, les six militaires marocains ont été arrêtés et l'île a été maîtrisée complètement par les espagnols[1231]. Les six soldats ont été transportés immédiatement à Ceuta avant d'être renvoyés par conséquent à la frontière marocaine.

Le Maroc a condamné cet acte et a affirmé l'absence de base juridique et légale consistant démontrant l'appartenance de l'îlot à l'Espagne.

Le Maroc a été appuyé pendant cette crise par la majorité des États membres de la Ligue arabe à l'exception de l'Algérie, au moment où l'Espagne a été soutenue par la majorité des pays membres de l'Union européenne à l'exception de la France et du Portugal[1232].

Les deux pays voisins étaient sur le point d'entamer une guerre directe avant que les États-Unis n'interviennent pour régler le problème et imposer le statu quo sur la situation juridique de l'île[1233].

1230 Ignacio CEMBRERO «*Îlot Leila. Ce qui s'est vraiment passé*» Telquel, le 10 novembre 2013.
1231 «*L'Espagne chasse les Marocains de l'îlot contesté*» RFI, le 17 juillet 2002.
1232 «*Rabat et Madrid se disputent un îlot désertique*», RFI, le 17 juillet 2002.
1233 Valérie GAS «*Accord sur l'îlot Persil/Leïla*» RFI, le 17 juillet 2002.

Ainsi, toutes les troupes espagnoles ont été retirées de l'île qui est restée inoccupée, mais les deux camps n'ont pas renoncé à leurs revendications de souveraineté[1234].

Une autre crise a eu lieu entre les deux pays en octobre 2007 suite à la visite du Roi d'Espagne Juan Carlos[1235] et la Reine Sophie[1236] aux deux villes Ceuta et Melilla[1237].

Durant cette visite d'État, le Roi a réitéré sa volonté politique d'ancrer définitivement Ceuta et Melilla dans le territoire Espagnol, même au prix d'une intervention militaire contre le Maroc[1238].

Cette visite et ces déclarations ont constitué une menace directe au Maroc et a engendré une nouvelle grande crise politique entre les deux pays.

Toutefois, cette crise est restée visiblement cette fois dans le stade de déclarations politiques et n'a pas été marquée par un affrontement militaire.

1234 «*Ceuta-Melilla: Juan Carlos Ier et Zapatero capitalisent un patriotisme facile*» Latinreporters.com.
1235 Juan Carlos Ier, né le 5 janvier 1938 à Rome (Italie), est l'actuel roi d'Espagne. Fils de Jean de Bourbon (1913-1993), comte de Barcelone et de María de las Mercedes de Borbón, c'est un petit-fils du roi Alphonse XIII d'Espagne et un membre de la branche espagnole de la maison de Bourbon.
1236 Sophie Marguerite Victoire Frédérique de Grèce, princesse de Grèce et de Danemark puis, par son mariage, reine d'Espagne, est née le 2 novembre 1938 à la villa Psychiko, en Grèce. Fille du roi Paul Ier de Grèce et de la princesse Frederika de Hanovre, elle est l'épouse du roi Juan Carlos Ier d'Espagne.
1237 «*Visite controversée du roi Juan Carlos à Ceuta*» Le Nouvel Observateur, le 05 novembre 2007.
1238 «*Chronologie Maroco-espagnole*» CESPI.

Ces deux crises ont dévoilé un espacement grave entre les deux parties au moment où des enjeux sociaux plus importants lient les deux voisins Méditerranéens, le Maroc et l'Espagne.

Il est à souligner dans ce cadre qu'au-delà de ces tensions, la situation géographique et le statut des deux villes objet de différends entre les deux Royaumes, les ont rendus une cible des réseaux d'immigration clandestine, notamment vu leurs statuts comme des territoires faisant partie de l'UE, ce qui favorise l'immigration clandestine vers l'Europe via ces deux villes.

Bien que les conflits entre le Maroc et l'Espagne ne soient pas permanents et persistants, il est important que les deux parties commencent à réfléchir sur l'avenir des deux enclaves, afin de garantir une paix durable et permanente entre les deux pays voisins qui restent des dynamos importants au niveau de la Méditerranée.

La négligence de ces problèmes pourrait être dans l'avenir la cause de conflits plus graves et plus généraux entre les deux pays voire même entre les deux rives de la Méditerranée.

Section II : La nécessité de diminution des décalages socio-économiques entre les deux rives de la Méditerranée

Après avoir conclu dans le cadre des précédents chapitres que les niveaux économiques entre les deux rives sont caractérisés par des décalages importants dus à plusieurs facteurs endogènes et exogènes, il s'avère que la continuation de cette situation entravera tout partenariat entre les deux rives de la Méditerranée.

Ainsi, un rapprochement des niveaux économiques entre les deux rives par le biais de la coopération apparaît d'une très grande importance.

Ceci contribuera d'une manière ou d'une autre à l'encouragement des investisseurs étrangers à s'installer davantage au niveau de la rive Sud, ce qui pourra contribuer à la réalisation d'un décollage économique au niveau de la rive Sud Méditerranéenne et permettra en même temps aux Sociétés européennes de s'en sortir sans difficultés de la situation de crise qui règne en Europe depuis 2008.

Vers un rapprochement des niveaux économiques entre les deux rives par le biais de la coopération

Il est certain que la coopération entre les deux rives de la Méditerranée pourrait avoir des résultats positifs sur l'ensemble de la région méditerranéenne.

L'UE, en lançant ses différentes initiatives de partenariat et de coopération, escomptait la réalisation des objectifs articulés autour du développement, de la croissance économique et de la démocratisation politique.

Toutefois, il convient de s'interroger si les différentes initiatives européennes ont permis à ce décollage économique de se concrétiser réellement.

Ainsi, nous pouvons constater que les concrétisations des initiatives européennes n'ont pas été réalisées d'une manière satisfaisante, toutefois l'échec n'était pas non plus général, car certaines réussites peuvent être notées.

Certainement, les différentes initiatives européennes ont permis à certains pays partenaires d'enregistrer quelques avancées dans différents domaines.

Néanmoins, l'ensemble des pays méditerranéens continuent à enregistrer des défaillances structurelles qui empêchent la concrétisation totale des objectifs tracés d'un commun accord avec l'UE[1239].

Il est à constater également que le Printemps arabe a remis en cause l'ensemble des partenariats lancés auparavant au niveau de la rive sud méditerranéenne, vu que plusieurs pays de cette région ont

1239 Jean-Yves MOISSERON «*Partenariat euro-méditerranéen : Quelle refondation?*» DIPLOWEB, le 04/03/2011.

connu des révolutions importantes qui ont changé les données et les perspectives de partenariat.

Par ailleurs, à l'issue des métamorphoses politiques arabes, certains obstacles n'existent plus tels que la non-volonté de démocratisation, car l'avènement du Printemps arabe a fait tomber ces obstacles moraux.

D'autre part, d'autres défis ont resurgi, telles que la montée du fondamentalisme religieux dans un contexte très compliqué et dans des pays instables et fragilisés par les guerres, les rivalités politiques et la différenciation entre les projets des protagonistes politiques.

Les différents partenariats sont remis en cause et mis à évaluation, notamment le rôle et les objectifs de l'Union pour la Méditerranée[1240].

Plusieurs appels politiques ont été lancés pour recadrer cette Union[1241], car elle pourrait dans l'avenir être un générateur de coopération et de partenariat en Méditerranée[1242]. Il est à constater avec grand regret que depuis son lancement en 2008, l'UpM n'a pas réalisé les objectifs voulus et n'a pas pu contribuer au développement des relations entre les deux rives de la Méditerranée.

1240Dorothée SCHMID «*L'avenir politique du partenariat euro-méditerranéen: l'Europe face aux dilemmes démocratiques*» Swiss Federal Department of Foreign Affairs (FDFA), Bern, Switzerland, 2005.

1241 Parmi ces appels, le Ministre des affaires étrangères, Alain Juppé avait appelé en mars 2013 à « relancer l'Union pour la Méditerranée».

1242 Laurent Bibautet Martin Binder «*Que reste t-il de l'Union pour la Méditerranée?*» Le Petit Juriste, le 07 février 2012.

Les métamorphoses politico-économiques et les nouvelles données géostratégiques en Méditerranée poussent à renforcer les structures existantes et à repenser les stratégies de fonctionnement de ces différents organes de partenariat et de coopération.

Ainsi, il serait opportun de réfléchir sur les moyens de concentrer les missions de l'Union pour la Méditerranée à la réalisation des objectifs limités ayant une portée technique. Il serait également souhaitable de doter cette Union de prérogatives, politiques, économiques et sociales et de regrouper l'ensemble des initiatives européennes dans un seul cadre doté de moyens importants et qui pourrait réaliser des objectifs colossaux[1243].

La dispersion des efforts à travers différentes structures et organismes a confirmé ces limites et cette inefficacité. Il est certain que l'Union pour la Méditerranée pourrait servir de modèle adéquat pour regrouper les différents partenariats euro-méditerranéens. Un modèle qui pourra avoir parmi ses prérogatives des missions de sauvegarde de la paix et de la stabilité politique économique et de la cohésion sociale[1244].

Le but ultime qui pourrait être tracé par cette Union serait la diminution des décalages politiques, économiques et sociaux entre

1243 Georges CORM« *Foire d'empoigne autour de la Méditerranée, Comment la rive Nord se moque des vrais problèmes de la rive Sud* », le Monde Diplomatique, Juillet 2008».

1244 Dorothée SCHMID « *La dimension méridionale de la présidence de l'Union européenne* » Communication présentée au cycle « Quelle présidence française pour quelle Europe? – les enjeux de la présidence française de l'Union européenne », Compte rendu du séminaire de l'IFRI, Bruxelles, le 24 juin 2008.

les deux rives[1245]. Pour atteindre cet objectif, il serait aussi important de doter l'UpM d'organes adéquats susceptibles de tracer des plans d'action concrets, productifs et cohérents.

La dispersion des efforts et la perte du temps n'auront que des résultats limités et contre-productifs qui ne permettront point la réalisation des buts tant espérés.

Cette union devrait avoir comme objectif l'accompagnement des gouvernements méditerranéens dans l'élaboration des stratégies de développement et des plans structurels et garantir les fonds nécessaires pour la réalisation et l'édification de grands chantiers euro-méditerranéens[1246].

Nous pensons à cet égard, au modèle de l'Union européenne et aux organes communautaires qui ont permis à certains pays européens d'éviter les conséquences néfastes de la crise économique qui a secoué le monde et l'Europe entre 2008 et 2013[1247].

La solidarité intra européenne malgré l'ensemble des critiques adressées par certaines parties aux tâches et aux missions de l'Union a confirmé que « l'Union fait la force »[1248].

1245 Olivier MORIN «*Le Partenariat euro-méditerranéen à la recherche d'un nouveau souffle*» diplomatie.gouv.fr, Etudes, février 2005.
1246 Jean-Yves MOISSERON «*Le partenariat euro-méditerranéen, L'échec d'une ambition régionale*», Presses Universitaires Grenoble, le 24 novembre 2005.
1247 Dorothée SCHMIDT«*Les institutions européennes dans le fonctionnement du PEM : de la répartition des compétences à la gestion dynamique du quotidien, Ifri*» note 36, Octobre 2004.
1248 Zyed KRICHEN « *Maghreb : la dernière chance?*» Réalités Magazine, Tunis, le

En revanche, l'absence d'organe méditerranéen susceptible d'aider les pays du Sud de la Méditerranée en transition vers la démocratie a contribué d'une manière ou d'une autre à l'aggravation de la situation, notamment après le Printemps arabe[1249].

Les conséquences graves des différentes crises avaient d'une manière ou d'une autre des juxtapositions avec la situation au niveau de la rive Nord de la Méditerranée. Il est également primordial d'associer la société civile à l'ensemble des projets euro-méditerranéens afin de permettre aux citoyens euro-méditerranéens d'exprimer leurs besoins réels et leurs aspirations concrètes[1250].

Le Printemps arabe a confirmé clairement que la volonté populaire ne pourra jamais faire l'objet de marginalisation et de sous-estimation dans une région où la jeunesse fait preuve de capacités énormes. Cette jeunesse reste susceptible de créer les conditions pour un avenir bien meilleur.

Les différentes initiatives euro-méditerranéennes doivent ainsi donner la priorité absolue à l'enseignement et à l'échange culturel et universitaire afin de permettre à la jeunesse euro-méditerranéenne de se rapprocher davantage, notamment dans le contexte d'un monde

---

10 juillet 2003.

1249 François VUILLEMIN «*Le dialogue euro-méditerranéen : constat et perspectives d'une politique inachevée*», Synthèse, n° 41, Fondation Robert Schuman.

1250 Voir les propositions d'Hervé de Charette, ancien ministre des Affaires étrangères, dans « *L'avenir de*
L'Europe est en Méditerranée ! » Le Figaro, le 7 décembre 2004.

informatisé et rapproché par les différents moyens de communication[1251].

D'autre part, il serait également souhaitable d'encourager les différentes initiatives de la jeunesse, particulièrement celles liées à l'entreprenariat comme moyen de création de l'emploi, de la richesse et de lutte contre le chômage de masse.

Cette union qui devrait être le fruit d'un travail commun entre l'UE et les pays méditerranéens, doit avoir également un œil vers le Sud et doit penser à servir de locomotive de rapprochement entre l'Europe et l'Afrique Sub-saharienne.

L'interconnexion et les liaisons de solidarité sont de plus en plus nécessaires entre l'Europe et l'Afrique et tout rapprochement entre les deux continents doit passer forcément par la Méditerranée[1252].

Les besoins sont assez criants, car au moment où l'Europe souffre de la persistance du vieillissement, la croissance au Sud a encore un terrain fertile à explorer. Pour ce faire, il faudrait bâtir sur des bases d'intérêt mutuel et non pas des règles de profit à sens unique[1253].

1251 RABAB KHAIRY «*Bilan et perspectives du Partenariat euro-méditerranéen*» CNCD, le 24 juin 2009.
1252 Olivier MORIN «*Le Partenariat euro-méditerranéen* » Revue Etudes, juillet 2005.
1253 Jean-Yves MOISSERON «*Partenariat euro-méditerranéen : quelle refondation?*» Diploweb, Le 4 mars 2011.

La coopération euro-méditerranéenne pourrait mettre les jalons d'une nouvelle stratégie et d'une nouvelle vision ancrée dans les valeurs de respect et de partage et non pas dans les règles de domination et de soumission qui ont conduit à la situation actuelle de décalage entre les deux rives[1254].

Le monde a beaucoup changé et il n'est point possible de continuer dans les mêmes logiques qui ont régné auparavant et qui ont compliqué les relations entre les peuples et ont donné des résultats très critiquables et peu productifs.

Il est également important de prendre en considération qu'il y a d'autres puissances montantes telles que la Chine, l'Inde, le Brésil et la Turquie qui ont désormais un poids important et qui visent à imposer de nouvelles règles de jeu dans la région méditerranéenne et en Afrique.

Ainsi, une action solidaire euro-méditerranéenne pourrait être le seul moyen possible pour protéger les pays de la région de toute éventuelle marginalisation économique et politique et de tous les changements qui ne prennent pas en compte les intérêts des peuples méditerranéens.

1254 Jean-Robert Henry «*Vers de nouveaux scénarios euro-méditerranéens?*» Carnets de l'Iremam, le 16 octobre 2012.

La place des Investissements Directs Européens dans le décollage économique de la rive Sud Méditerranéenne

Il est certain que les Investissements Directs Étrangers (IDE) ont un rôle très important dans le décollage économique des pays en voie de développement, car ils permettent à ces derniers d'absorber le chômage et d'augmenter leurs productivités et leurs compétitivités.

Ainsi, dans un contexte mondialisé, la zone Sud-méditerranéenne peut potentiellement attirer d'importants investissements qui pourraient contribuer au développement économique des pays de cette zone.

Toutefois, les investisseurs parlent un langage pragmatique basé sur les études de faisabilité et sur les gains potentiels qui pourraient être les résultats positifs d'une aventure de nature « offshore[1255] ».

Les pays du Sud sont appelés ainsi à offrir des garanties suffisantes afin de convaincre les investisseurs étrangers d'investir dans leurs territoires.

1255 Dans le domaine de la finance et de la gestion d'entreprise, le terme "offshore" est utilisé pour désigner la création d'une entité juridique dans un autre pays que celui où se déroule l'activité, afin d'optimiser la fiscalité ou la gestion financière des capitaux. L'entité juridique en question est alors qualifiée de non-résidente, puisqu'elle n'exerce aucune activité de production ou de service dans le pays où elle est enregistrée. À ce titre, cette pratique se distingue de la délocalisation, qui concerne généralement un transfert d'activités et d'emplois.

Dans ce cadre, il est à observer que certains Pays Sud-méditerranéens aspirent visiblement à devenir des pays attractifs économiquement et à attirer les grands investissements.

Toutefois, nous pouvons nous interroger sur la place réelle des Investissements Directs Européens dans les différents partenariats euro-méditerranéens.

Nous pouvons nous interroger également sur ce qui a été convenu dans ces Accords pour encourager les IDE et sur les résultats atteints suite à ces Accords.

Dans ce sens, nous allons analyser les principaux cadres de Partenariats euro-méditerranéens, à savoir, le Processus de Barcelone, la Politique européenne de Voisinage et l'Union pour la Méditerranée et leurs relations avec les IDE.

Les Investissements Directs Européens et le Processus de Barcelone

Comme nous l'avons énoncé précédemment, le Processus de Barcelone englobe un Partenariat économique et financier qui vise l'instauration d'une zone de prospérité partagée en Méditerranée.

L'atteinte de cet objectif passe forcément par un développement socio-économique durable et équilibré et par l'amélioration des conditions de vie des populations, l'augmentation

du niveau de l'emploi, ainsi que par la promotion de la coopération et de l'intégration régionale[1256].

Afin de réaliser ces objectifs, l'UE et ses partenaires méditerranéens avaient convenu de bâtir ce partenariat économique et financier autour des axes suivants :

- L'instauration progressive d'une zone de libre-échange ;
- La mise en œuvre d'une coopération et d'une concertation économiques appropriées dans certains domaines clés de développement ;
- L'augmentation substantielle de l'assistance financière de l'union européenne aux partenaires méditerranéens.

Les parties concernées avaient ainsi convenu que cette zone de libre-échange (ZLE)[1257] doit être réalisée à travers les accords euro-méditerranéens et des accords de libre-échange[1258] à conclure entre les pays tiers méditerranéens (PTM) eux-mêmes.

Ces parties ont choisi ainsi l'année 2010 comme un horizon pour établir graduellement cet espace qui devait envelopper

1256 Voir la déclaration finale de la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne de Barcelone du 27 et 28 novembre 1995 et son programme de travail.
1257 Une zone de libre-échange est constituée de pays membres éliminant entre eux les droits de douane ainsi que les restrictions quantitatives à l'importation, mais conservant chacun leur propre politique commerciale vis-à-vis des pays tiers.
1258 Un traité de libre-échange est un traité international passé entre deux ou plusieurs États pour favoriser le commerce international, en général en diminuant les taxes et les contrôles douaniers et en supprimant les réglementations nationales susceptibles de gêner l'importation des biens, des services, de la main d'œuvre et des capitaux étrangers.

l'essentiel des échanges dans le respect des obligations découlant de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC)[1259].

Ainsi, les barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges des produits industrialisés devaient être progressivement éliminées selon des agendas à échanger entre les associés.

Une libéralisation progressive du commerce des produits agricoles a été également envisagée. Il en est de même pour le commerce des services[1260].

Pour favoriser la mise en place de la zone de libre-échanges euro-méditerranéens, l'UE et les pays tiers méditerranéens ont défini quatre domaines prioritaires :

- L'adoption des dispositions adéquates en matière de règles d'origine (l'introduction progressive du cumul des origines), de certification, de protection des droits de propriété intellectuelle, industrielle et de concurrence ;

- La poursuite et le développement des politiques fondées sur les principes de l'économie de marché et de l'intégration de leurs

1259 L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Au cœur de l'Organisation se trouvent les Accords de l'OMC, négociés et signés par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs parlements. Le but est d'aider les producteurs de marchandises et de services, les exportateurs et les importateurs à mener leurs activités.

1260 Voir la déclaration finale de la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne de Barcelone du 27 et 28 novembre 1995 et son programme de travail.

économies en tenant compte de leurs besoins et niveaux de développement respectifs ;

- L'ajustement et la modernisation des structures économiques et sociales, la priorité étant accordée à la promotion et au développement du secteur privé, à la mise à niveau du secteur productif et à la mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire approprié pour une économie de marché. De même, ils se sont engagés à atténuer les conséquences négatives qui peuvent résulter de cet ajustement sur le plan social en encourageant des programmes en faveur des populations les plus démunies ;

- La promotion des mécanismes visant à développer les transferts de technologie.

Par ailleurs, ils ont adoptés également certaines mesures palpables destinées à favoriser le libre-échange comme l'harmonisation des règles et des procédures douanières, l'harmonisation des normes et l'élimination des entraves techniques injustifiées aux échanges des produits agricoles.

Pratiquement, l'intensification de la coopération et de la concertation économiques entre l'UE et les pays tiers méditerranéens porte prioritairement sur un certain nombre de domaines importants comme :

- L'investissement et l'épargne privée : il s'agit pour les Pays Tiers Méditerranéens (PTM) d'éliminer progressivement les obstacles aux investissements étrangers directs et de stimuler l'épargne interne, afin de soutenir le développement économique. L'instauration d'un environnement favorable aux investissements qui favorisera le transfert des technologies et augmentera la production et les exportations. Le programme de travail adopté dans ce cadre, prévoit une réflexion sur l'identification de ces obstacles à l'investissement et des moyens, y compris dans le secteur bancaire, pour favoriser ces investissements ;

- La coopération régionale en tant que facteur clé pour faciliter la création d'une ZLE;

- La coopération industrielle et l'aide aux petites et moyennes entreprises (PME);

- Le renforcement de la coopération environnementale ;

- La promotion du rôle des femmes dans le développement ;

- La création d'instruments communs en matière de conservation et de gestion rationnelle des ressources halieutiques ;

- Le développement du dialogue et de la coopération en matière énergétique ;

- Le développement de la coopération concernant la gestion des ressources en eau ;

- La modernisation et la restructuration de l'agriculture.

Pour d'autres champs tels que les infrastructures de transport, le développement des technologies de l'information et la modernisation des télécommunications, les parties ont convenu d'élaborer un programme de priorités.

Les parties ont également reconnu l'impact particulier de la science et de la technologie dans le développement socio-économique.

Toutefois, la mise en place de la zone de libre-échange et la réussite du partenariat euro-méditerranéen dans son intégralité restent dépendants d'une consolidation de la coopération financière et d'une augmentation consistante de l'assistance financière accordée par l'UE[1261].

Le Processus de Barcelone fournit ainsi un cadre général qui permet aux Pays Partenaires méditerranéens d'établir une zone de libre-échange susceptible d'encourager les IDE et l'implantation des sociétés dans les pays Sud-méditerranéens[1262].

1261 H. ZAAFRANE, A. MAHJOUB «*Le projet de la zone de libre-échange et le Processus de Barcelone*» EUROMESCO.
1262 G. KEBABDJIAN, A. MAHJOUB, H. ZAAFRANE «*Étude prospective de l'impact sur l'économie tunisienne de la mise en place d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne*», COMETE, CEPEX, novembre 1994.

Toutefois, rares les pays méditerranéens qui se sont réellement engagés dans l'édification de cette ZLE[1263].

Seul le Maroc a réussi à signer avec l'UE un Accord dans le domaine Agricole et un Accord dans le domaine de libéralisation des services, ce qui laisse à s'interroger sur les résultats obtenus par les autres pays méditerranéens.

Les résultats restent tellement insatisfaisants que certains ont classé ce Processus dans la case d'échec, une classification qui ne demeure pas sans fondement vu les faibles résultats obtenus dans la concrétisation de cette zone et la promotion des IDE au niveau de la rive Sud Méditerranéenne[1264].

Un réel engagement en faveur des Investissements est indispensable pour permettre aux objectifs tracés lors du processus de Barcelone de voir le jour, notamment en ce qui concerne la mise en place de la Grande Zone de Libre Échange Euro-méditerranéenne qui favorisera la mise en place des IDE.

Le respect des engagements ratifiés serait à notre point de vue une piste concrète pour concrétiser cette aspiration et pour la mise en place de mécanismes de contrôle plus rigoureux qui seraient sans

1263 G. TAPINOS : «*La libéralisation des échanges et des effets sur l'économie, l'emploi et les migrations dans le bassin méditerranéen*». Séminaire OCDE, Athènes, 31 octobre - 1er novembre 1996.
1264 Luis Alberto Gracia Ferrero Morales: «La *création d'emplois au Maghreb dans la perspective d'un partenariat euro-maghrébin*» 2ème rencontre des représentants des milieux économiques et sociaux des pays de l'Union du Maghreb arabe et de la Communauté européenne, Tunis, 8, 9 et 10 septembre 1993.

doute le moyen le plus sûr pour arriver à ce stade d'exécution des engagements réciproques.

Les Investissements Directs Européens et la Politique Européenne de Voisinage

La Politique Européenne de Voisinage (PEV) apporte un surplus à la coopération existante en Méditerranée, tant pour les pays partenaires que pour l'Union européenne.

La PEV a pour vocation de mettre en œuvre un processus de transmutation, bénéfique en termes de développement économique et social qui vise d'une manière ou d'une autre à encourager les Investissements Directs Européens dans les Pays voisins y compris dans les Pays Sud Méditerranéens. Cette valeur ajoutée a pris des formes diverses.

Il s'agit d'abord d'une mise en convergence de la législation économique qui aboutira à l'ouverture mutuelle des économies partenaires et à la poursuite de l'anéantissement des entraves commerciales, ce qui encouragera l'investissement et la croissance et diminuera par conséquent le chômage[1265].

L'approche présentée par la PEV a des incidences économiques significatives étant donné qu'elle augure un

1265 Voir la Politique européenne de Voisinage sur le site de la Commission européenne.

affermissement des relations commerciales privilégiées et une augmentation de l'assistance financière et technique[1266].

Elle laisse également apercevoir aux pays voisins une éventuelle participation au marché intérieur de l'UE sur le fondement d'une juxtaposition de la législation et de la réglementation à travers une participation à un certain nombre de programmes de l'UE et une amélioration des interconnexions et des liaisons physiques avec l'UE[1267].

Les avantages économiques, directs et indirects, dépendants de ce processus devraient donc être consistants et palpables[1268].

Parmi les conséquences directes, nous pouvons noter la diminution des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce qui devrait se caractériser par des gains d'efficience et une amélioration de la prospérité à travers une meilleure intégration du marché.

Les aboutissements indirects, particulièrement pour les pays partenaires, sont encore plus imprégnés à travers une mise en convergence des pays voisins sur le modèle économique de l'UE, notamment via l'assortiment des principales pratiques internationales.

1266 Ch. MANIGAND, E. dureau, T. SANDU «*Frontières et sécurité de l'Europe, territoires, identités et espaces européens*», coll. Aujourd'hui l'Europe, L'Harmattan, Paris, mars 2008.
1267 « Fonder la politique européenne de voisinage sur de nouvelles valeurs » Communiqué de presse du Parlement européen.
1268Marc DUMONT et Andrieu GERARDOT «*L'Europe*» Paris, 2010.

La PEV représente ainsi une extension proposée du marché intérieur, ce qui réformera le régime d'investissement dans les pays partenaires[1269].

Elle garantira de ce fait l'apparition d'un cercle plus transparent, plus stable et plus favorable à un accroissement conclu par le secteur privé.

L'accroissement des IDE au niveau des pays voisins du Sud ne peut se réaliser qu'en cas d'existence d'un milieu politique plus convenable et une réduction des charges commerciales et de transaction.

Par ailleurs, l'attrait exercé par des coûts salariaux relativement bas et la diminution du risque encouru devraient avoir un impact positif sur les flux entrants d'investissement direct étranger[1270].

La PEV détient ainsi plusieurs mécanismes pour faire progresser les conditions économiques et sociales dans le voisinage de l'UE.

Cependant, la matérialisation de ce potentiel passe par une mise en œuvre agissante et réelle des mesures accordées et l'adoption de politiques d'accompagnement adaptées[1271].

1269 «*La politique européenne de voisinage*» Toute l'Europe, le 08 septembre 2013.
1270 Voir « *la politique européenne de voisinage* » Eeas.europa.eu
1271 «*Politique européenne de voisinage*» Commission européenne, version du 08 novembre 2013.

L'intégration économique plus avancée avec l'UE, particulièrement en ce qui concerne l'ouverture des actions de capitaux, pourrait consolider la volatilité macroéconomique et financière dans des contextes particuliers.

La réalisation des objectifs de la PEV devra donc être conformément placée dans le temps, en fonction des particularités de chaque pays et être assortie de consistantes politiques macroéconomiques, sociales et structurelles adéquates.

La cadence dans laquelle la PEV est exécutée a un impact potentiellement important sur le niveau de vie des citoyens des pays concernés.

Pour en faire partie et bénéficier des différents programmes de la Politique Européenne de Voisinage, les pays méditerranéens devraient conduire des politiques actives visant à combattre la pauvreté et l'inégalité.

L'axe économique et social des plans d'action doit être homogène avec les politiques menées par les pays partenaires eux-mêmes. Il est également indispensable de garantir une synchronisation accommodée avec les organes financiers internationaux, qui pourront apporter une participation de valeur tant

en termes de conseils concernant la ligne d'action générale que de financement[1272].

La consolidation du dialogue et de la coopération sur l'étendue sociale devrait surtout couvrir en particulier le développement socio-économique, l'emploi, la politique sociale et les réformes structurelles[1273].

L'UE doit accompagner ainsi les efforts consentis par les gouvernements partenaires pour réduire la pauvreté, créer de l'emploi, promouvoir les normes fondamentales du travail et de dialogue social, réduire les disparités régionales, améliorer les conditions de travail, renforcer l'efficacité de l'aide sociale et réformer les systèmes nationaux de protection sociale[1274].

L'idée est de retenir un dialogue concernant la politique de l'emploi et la politique sociale afin d'évaluer la situation, identifier les principaux défis à relever et promouvoir les réponses qui peuvent y être apportées au niveau de l'action des pouvoirs publics[1275].

Les aspects liés à la circulation des travailleurs, spécialement en ce qui concerne l'égalité de traitement ou les conditions de vie et de travail des travailleurs migrants et la concordance des systèmes de

1272 «*Le fonctionnement de la politique européenne de voisinage*» Toute l'Europe, le 10 septembre 2013.
1273 Règlement du 24 octobre 2006 arrêtant les disposions générales instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat.
1274Règlement du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement.
1275 Mettre en œuvre et promouvoir la Politique européenne de voisinage - Communication de la Commission européenne, le 02 novembre 2005.

sécurité sociale, devraient continuer à être prises en compte dans le cadre des Accords d'association et de coopération[1276].

Les plans d'action doivent définir également les moyens à mettre en œuvre pour assurer qu'à la fois l'UE et ses partenaires tirent pleinement profit des dispositions concernant le commerce contenu dans les Accords de partenariat et de coopération ou d'association existants[1277].

Il sera également important de tenir compte des initiatives prises au niveau régional et sous régional et de les accompagner.

Il faudrait également œuvrer pour un rapprochement des orientations législatives et réglementaires, sur le fondement des prérogatives établies mutuellement, régies sur la base des éléments de l'acquis enregistré.

Ainsi, les Accords de partenariat et de coopération ainsi que les Accords d'association doivent mettre l'accent sur les orientations relatives au rapprochement législatif dans un grand nombre de champs d'actions[1278].

Il est à noter positivement dans ce cadre que la politique européenne de voisinage favorise la mise en place d'un accès plus

1276 Politique européenne de voisinage, Document d'orientation - Communication de la Commission, le 12 mai 2004.
1277 Une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation - Commission et Haute représentante de l'UE, le 25 mai 2011
1278 «*Politique de voisinage*» Diplomatie.gouv.fr.

simplifié au marché et ce, convenablement aux fondements et orientations stratégiques de l'OMC.

La mise en place de la zone de libre-échange concernant les marchandises a été planifiée ainsi qu'une ouverture asymétrique a été escomptée, et ce en vertu des engagements pris dans le cadre du Processus de Barcelone.

Par ailleurs, les pays associés devraient être incités à instaurer des modèles concurrentiels à travers la mise en place d'instances autonomes d'expertise en matière de la concurrence, disposant de caractères et de ressources appropriées et clairement formées à cet effet[1279].

Toutefois, malgré tout ce qui a été prévu, nous pouvons noter que cette ZLE n'a pas vu le jour jusqu'à présent, ce qui n'a pas réellement favorisé l'accentuation de la mise en place des IDE dans les pays Sud-méditerranéens.

La mise en place de cette ZLE s'annonce comme une nécessité impérieuse afin de ventiler les économies du Sud surtout dans le contexte de la crise qui a contribué visiblement à la perturbation des systèmes politiques méditerranéens.

1279 COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES, Communication from the Commission to the Council and the European Parliament. Wider Europe - Neighbourhood: A New Framework for Relations with our Eastern and Southern Neighbours, Bruxelles, le 11 mars 2003, COM (2003) 104 final.

Les Investissements Directs Européens et l'Union pour la Méditerranée

Bien que la nature de l'Union pour la Méditerranée semble différente par rapport aux autres partenariats euro-méditerranéens, cette union avait pour objectif de contribuer d'une manière indirecte au développement durable des pays méditerranéens, ce qui pourrait avoir une incidence positive sur les Investissements Directs Européens (IDE) au Sud de la Méditerranée.

Les six axes tenus par l'UE incitent ainsi à l'accroissement de l'Investissement dans les axes attachés à la dépollution de la Méditerranée, la mise en place des autoroutes de la mer et autoroutes terrestres, la Protection civile, le Plan solaire méditerranéen, l'Enseignement supérieur, la recherche, l'Université euro-méditerranéenne et le développement des entreprises.

Il semblerait que cette Union vise une spécialisation dans les domaines précités sans ajouter le but direct consistant à l'encouragement des investissements.

Toutefois la réalisation des six axes (étudiés précédemment) contribuera sans doute d'une manière indirecte à l'encouragement des IDE au Sud de la méditerranée. Ci-après, nos commentaires concernant ces six initiatives :

1. **Dépollution de la Méditerranée** : Il semblerait que les États du Sud de la Méditerranée ainsi que l'UE devraient penser à

lancer des projets en faveur de ces domaines, en concordance avec leurs engagements pris dans le cadre de l'UpM.

2. **Autoroutes de la Mer et autoroutes terrestres** : La réalisation de cet objectif aura des conséquences directes sur l'accroissement des IDE au Sud de la Méditerranée, car la facilitation des transports contribue d'une manière directe à l'encouragement de l'Investissement et du Commerce.
3. **Protection civile** : Si ce domaine semble loin de l'encouragement des Investissements en général, il a plus ou moins une relation indirecte avec certains investissements liés aux produits qui pourraient être utilisés dans le cadre de la protection civile.
4. **Plan solaire méditerranéen** : L'Énergie solaire pourrait être une source d'attractivité pour des Sociétés Européennes, désirant investir dans ce domaine au Sud de la Méditerranée, où le développement de cette Énergie pourrait avoir des impacts positifs sur ces pays et sur les pays de l'UE à la fois.
5. **Enseignement supérieur et recherche Scientifique et Technologique, université euro-méditerranéenne** : La formation des cadres pourra sans doute favoriser dans l'avenir les échanges en matière économique et contribuera à la multiplication des IDE en Méditerranée.
6. **L'initiative méditerranéenne de développement des entreprises** : La mise en place de cette initiative pourra encourager les entrepreneurs européens à investir au niveau de

la rive Sud, compte tenu des encouragements fournis dans ce sens.

Ces projets sont conçus pour une région où malgré les indices relativement faible en ce qui concerne le niveau de vie, des progrès encourageants ont été constatés au cours de ces dernières années.

Néanmoins, l'UpM n'a pas agi pour établir des projets ayant une incidence directe sur l'accroissement des IDE en Méditerranée du Sud.

A notre point de vue, cette Union reste le cadre le plus approprié pour lancer des initiatives consistantes dans ce sens.

Section III : Les matrices nécessaires et incontournables pour réussir les partenariats euro-méditerranéens futurs

Les voies de rapprochement politiques entre les deux rives de la Méditerranée, ainsi que les possibilités de diminution des différences économiques doivent être minutieusement étudiées par les stratèges des partenariats euro-méditerranéens et ce, dans la perspective de lancer de nouvelles initiatives susceptibles de réussir dans l'avenir et réaliser ainsi les aspirations partiellement ratées dans le cadre des partenariats existants.

Pour notre part, nous allons décortiquer dans le cadre de cette section trois volets importants du Partenariat Euromed, en se focalisant ainsi sur la nécessité de règlement des problèmes migratoires par une approche globale et humaine.

Pour cela nous allons dévoiler la limite des approches sécuritaires dans le traitement de la question migratoire et nous allons voir la nécessité de trouver d'autres alternatives qui pourront donner des résultats satisfaisants dans la diminution de la migration à sens unique vers l'Europe.

Nous allons voir par la suite, l'impact de la stabilité de la rive Sud, sur la stabilité de l'Europe et sur la sécurité mondiale en général, car dans une zone où l'instabilité règne, l'Europe ne peut pas s'assurer de sa sécurité malgré la force et l'efficience de ces organes sécuritaires.

Enfin, nous allons voire la place et le rôle de la culture dans la réussite de la coopération Euromed, en dressant les réussites enregistrées dan ce sens et en donnant quelques propositions pour accorder à la culture une place privilégiée dans les prochaines initiatives euro-méditerranéennes.

1) La nécessité de règlement des problèmes migratoires par une approche globale et humaine

Les citoyens du Sud de la Méditerranée semblent les plus conscients des différences structurelles entre les pays des deux rives. Cette conscience se confirme à travers la théorie du vote par les pieds de Charles TIEBOUT[1280] matérialisée par les vagues migratoires du Sud de la Méditerranée vers l'Europe.

Pratiquement, les migrations massives des ressortissants des Pays Sud-méditerranéens vers le vieux continent ont commencé massivement durant les années 60, vu les différentes opportunités et facilités offertes par les pays d'accueil aux ressortissants étrangers.

1280 Charles Mills TIEBOUT (12 octobre 1924 - 16 janvier 1968) était un économiste et géographe américain connu pour le « modèle Tiebout», où il suggère qu'il y a une solution non-politique au problème du passager clandestin dans les collectivités locales. Diplômé de l'université Wesleyenne en 1950, détenteur d'un PhD en économie à l'université du Michigan en 1957. Il était professeur d'économie géographique à l'université de Washington. Il est décédé brutalement le 16 janvier 1968 à 43 ans. On associe souvent Charles Tiebout avec le concept de « vote par les pieds ». Ce concept suppose que les individus se déplacent vers des juridictions dont ils sont les plus proches idéologiquement plutôt que de voter pour changer leur juridiction initiale. Cette idée suppose donc que toutes les collectivités deviennent alors de taille optimale.

Ces migrations ont contribué d'une manière directe dans la construction de l'Europe de l'après-guerre[1281].

Ces migrations se sont accentuées durant les années 70 et durant les années 80, et coïncidaient avec des problèmes économiques et politiques majeurs dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée[1282].

A partir des années 80 les pays européens ont commencé à imposer des visas d'entrées et des règles rigoureuses sur les ressortissants des pays du Sud, ce qui a donné lieu à une nouvelle forme d'immigration marquée par l'illégalité d'entrées et de séjours en Europe[1283].

Durant les années 90, les migrations illégales se sont accentuées d'une manière très inquiétante et plusieurs jeunes ont perdu leurs vies en essayant de rejoindre la rive européenne.

Les pays européens ont commencé ainsi à imposer aux pays de transit des règles rigoureuses à mettre en place afin de faire face à ces fléaux. Il est à constater ainsi, que les approches suivies par l'UE et par les pays concernés par l'immigration étaient principalement des approches sécuritaires ayant démontré de grandes limites dans la

1281 «*Un atlas pour mieux comprendre les migrations en Europe*» La Croix, le 14 novembre 2012.
1282 Jean-Paul GOUREVITCH «*Les migrations en Europe : Les réalités du présent, les défis du futur*», Acropole Belfond, le 05 janvier 2007.
1283 «*MIGRATIONS: Une Europe en mouvement*» Courrier international, le 14 octobre 2011.

réduction du nombre des candidats potentiels pour une immigration clandestine[1284].

Ces politiques sécuritaires ont ignoré d'une manière flagrante que la fracture économique, démographique et l'instabilité politique au niveau de la rive Sud de la Méditerranée alimentent les flux migratoires vers le Nord et ont omis d'apporter des réponses logiques et cohérentes aux besoins légitimes de travail et de prospérité exprimés par ce « vote de pieds »[1285] encourageant cette immigration vers le continent européen.

Nous pouvons en déduire également que les flux migratoires des Pays tiers méditerranéens (PTM) vers l'UE confirment la position périphérique des pays méditerranéens du Sud et la supériorité économique des pays membres de l'UE.

L'immigration est devenue ainsi un élément de dépendance pour les Pays tiers méditerranéens vis-à-vis de l'UE. Il est à souligner que les chiffres officiels concernant la migration vers l'Europe sont généralement des chiffres axés sur la migration légale, ainsi, l'immigration clandestine échappe pratiquement à tout recensement.

En effet, les pays partenaires méditerranéens conservent une place importante parmi les pays d'origine des migrants résidants dans les pays de l'UE. La moitié des migrants des PPM se dirigent vers

1284 Didier BIGO, « *Sécurité et immigration : vers une gouvernementalité par l'inquiétude ?* » Cultures & Conflits, 31-32,1998.
1285«*Statistiques sur la migration et la population migrante*» Données d'EUROSTAT.

l'Europe (environ 5,8 millions selon les statistiques des pays membres de l'UE)[1286].

Les principaux pays d'origine des migrants en Europe sont les trois principaux pays Maghrébins à savoir : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie en plus de la Turquie au moment où les migrants émanant des autres pays partenaires méditerranéens se dirigent plus vers les pays arabes pétroliers ou vers les États-Unis.

L'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et l'Espagne sont les plus grands pays d'accueil de ces migrants, suivis ensuite par les autres pays européens[1287].

La question des flux migratoires illégaux est souvent aperçue comme un élément favorisant l'instabilité et le désordre.

L'immigration clandestine est structurée comme une chaîne, le migrant étant le dernier maillon, derrière l'intermédiaire (le passeur), lui-même sous domination d'un donneur d'ordre.

Ce premier maillon de la chaîne de l'immigration clandestine constitue une véritable menace pour la sécurité, car il peut cacher différentes menaces : Commerces illicites, trafic d'humains,

1286«*Migrations : l'urgence d'une autre politique pour l'Europe*» Ccfd-terresolidaire.org, le 09 octobre 2013.
1287 «*Coordination en matière de migrations*» Conseil de l'Europe.

économie souterraine et terrorisme. Derrière ce système se dissimule en réalité d'autres filières illégales[1288].

La continuation des problèmes liés aux flux migratoires dévoile le blocage actuel du partenariat euro-méditerranéen.

Pratiquement, le degré de coopération entre les deux rives arrive à ses limites dans ce domaine. Chaque partie préfère défendre ses propres intérêts, s'ils se rejoignent concernant l'ouverture économique, ils diffèrent en ce qui concerne la mobilité des travailleurs[1289].

Les causes capitales de départs des migrants restent la pauvreté, le chômage et le sous-emploi.

L'asymétrie du développement économique en Méditerranée est un coefficient nourrissant ces migrations. De ce fait, cette asymétrie surgit sur la question des migrations au sein du partenariat euro-méditerranéen.

L'UE et les Pays partenaires méditerranéens n'ont pas pu trouver de consensus à cette problématique.

En ce qui concerne les Pays Tiers Méditerranéens (PTM), l'émigration reste un élément primordial de leur croissance économique. Ainsi d'un côté, ces migrations apportent des devises et

1288 Voir le site: clandestino.eliamep.gr
1289 «*The Economic and socials aspects of migration*» OCDE, Janvier 2003.

de l'autre, elles se sont transformées en intermédiaire adoucissant la pression sur le marché de l'emploi.

L'émigration se présente de ce fait comme un moyen économique qui procrée des sommes expédiées par les migrants à leurs familles dans leur pays d'origine.

Ces recettes financières sont des moyens que les PTM utilisent pour équilibrer l'insuffisance de leur balance de paiement et la déficience de leur système de protection sociale.

L'objectif de certains partenaires méditerranéens est d'encourager la croissance des transferts qui constituent un élément important de leurs revenus et de leurs ressources économiques.

A ce titre, la mise en place des filiales bancaires européennes ont été conçues dans les pays d'accueil et les procédures de vérification des changes ont été atténuées à travers, notamment la facilitation d'ouverture de comptes courants en devises convertibles qui ont été autorisés.

Une transformation au niveau du statut du migrant a eu lieu car auparavant, le migrant Sud-méditerranéen était vu comme un travailleur excédentaire. Depuis, il est aussi devenu une source importante de devises[1290].

1290 J.P GARSON et A. LOIZILLON «*L'Europe et les migrations de 1950 à nos jours*» OCDE, Janvier 2003.

Toutefois, il est nécessaire de relativiser l'impact réel des flux financiers produits par les migrants, car les devises envoyées sont généralement destinées aux familles et concourent à leur survie. En effet, elles sont investies en grande majorité dans des projets immobiliers, mais rarement dans des investissements importants et de grandes portées.

En général, les migrants Sud-méditerranéens restent très peu motivés par l'investissement dans des projets créateurs d'emplois et de grands revenus.

Le manque de motivation peut être également expliqué par les difficultés rencontrées au niveau des administrations autorisant la création d'entreprises qui sont régies parfois par des règles figées et très bureaucratiques.

Le manque d'investissement de ce genre engendre une diminution des flux qui restent indispensables pour la mise en place de la zone de libre-échange euro-méditerranéenne.

La faible disposition de production des Pays partenaires méditerranéens procrée une grande fragilisation et un alourdissement des conséquences du chômage entraînant une pression migratoire vers la rive nord de la Méditerranée[1291].

1291 Virginie Baby-Colin, Ali Bensaâd et Pierre Sintès «*Migrations et territoires de la mobilité en Méditerranée*», Méditerranée Revues, 113, 2009.

Face à cette situation et pour la création de la zone de libre-échange, les PTM souhaitent mettre en place, des objectifs pour favoriser la circulation des travailleurs immigrants et la mobilité entre les deux rives qui ne sont pas inclus dans le cadre des Accords de Barcelone[1292].

Pour atteindre cet objectif, les PPM demandent une facilitation de la délivrance des visas et une garantie d'un minimum de circulation des migrants issus de certaines catégories sociales et professionnelles.

Les exigences Sud-méditerranéennes concernant la facilitation de l'octroi des Visas et la rationalisation de la circulation de travailleurs et des marchandises sont perçues comme des éléments indispensables d'accompagnement du processus de libéralisation mis en place dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen et également dans le contexte actuel de la mondialisation.

Ces dernières années, une évolution dans ce sens a été examinée, grâce au Conseil européen de Séville plaçant l'intégration des questions de la gestion des migrations dans le cadre des relations de l'UE avec des pays Tiers. D'autre part, un certain nombre de PPM sont de plus en plus considérées comme des zones de transit importantes[1293].

1292 «*Approche globale de la question des migrations et de la mobilité*» Commission européenne, COM(2011)., Bruxelles, le 18 novembre 2011.
1293 Stéphanie Darbot-Trupiano «*Le Partenariat euro-méditerranéen : une tentative d'intégration maladroite*», L'Espace politique, 2007.

Actuellement, l'image négative des flux migratoires de la rive Sud vers l'Europe vient de l'impression des flux migratoires clandestins, qui restent en réalité moins restreints par rapport aux flux migratoires légaux.

L'image d'insécurité incarnée par les migrations Sud-Nord relève également de la médiatisation de ces flux migratoires, ainsi que des zones de transit et des périples des clandestins pour joindre l'Europe.

L'UE dispose d'une autre lecture que ses voisins du Sud. Son premier objectif est de stopper les flux clandestins mais également de réduire les flux légaux des pays du Sud vers les pays membres européens, essentiellement en ce qui concerne de travailleurs non-qualifiés professionnellement[1294].

La question des migrations est un sujet qui engendre plusieurs critiques et des analyses différentes selon la position de chaque pays concerné par ce phénomène.

L'exemple de l'agence européenne de contrôle des frontières suffit pour dévoiler l'absence de position commune sur cette question.

1294 «*Contre l'immigration clandestine, il faut conditionner les aides au Maghreb*», Le Monde, le 22 octobre 2013.

Ainsi, l'objectif de l'UE est d'assurer la sécurité de ses frontières extérieures alors que l'objectif des Pays du Sud est de trouver des solutions aux problèmes liés au chômage.

Les Accords de Schengen signés en 1985 entre les pays de la Communauté européenne ont abouti à la suppression des contrôles aux frontières intérieures.

En plus de cette ouverture des frontières intérieures de l'UE, le problème des nouveaux adhérents de 2004 s'est posé, ainsi que leur insuffisance de moyens pour manager les flux migratoires[1295].

Certaines recherches réalisées par la Commission ont dévoilé que les frontières de certains pays comme Malte et Chypre, la Roumanie et la Bulgarie sont peu équipées et les Responsables sont souvent peu formés et parfois même "corrompus".

Pour cela, certains pays comme la France et l'Allemagne et même la Commission européenne défendaient l'idée de la mise en place d'une police européenne des frontières communes qui œuvrera pour un meilleur contrôle dans les frontières les plus problématiques. En revanche, certains pays comme le Royaume-Uni et les pays scandinaves se sont opposés à cette proposition.

Parmi les autres sujets à controverse au sein de l'UE, nous pouvons citer la problématique liée aux différences de normes en

1295 «*Plan global de lutte contre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains*», Journal officiel de l'UE, C 142 du 14 juin 2002.

matière de droit d'asile et son obtention, car au moment où certains pays le considèrent comme un plein droit pour les demandeurs, d'autres préfèrent imposer des conditions plus rigoureuses à ce sujet.

A titre d'illustration, l'Espagne, qui reste vu son attractivité économique et géographique comme un pays prioritaire de destination de l'immigration clandestine, a procédé à plusieurs régularisations d'immigrés clandestins depuis les années 1980.

D'autres pays membres de l'espace Schengen, touchés par ces opérations de régularisation, surtout l'Allemagne et les Pays-Bas, n'ont pas estimé cette mesure comme utile, car un grand nombre d'immigrés munis de papiers attribués par l'Espagne, préfèrent ensuite changer de destination et migrer vers les autres pays membres les plus avancés[1296].

La question de l'accueil d'étrangers et de leur intégration pose actuellement un sérieux problème aux pays de l'Union européenne, les approches européennes varient d'un pays à l'autre selon les besoins, les moyens et les niveaux de développement[1297].

L'UE est considérée comme l'essentielle destination des migrants notamment les moins qualifiés. Ainsi, en ce qui concerne les difficultés actuelles du marché de l'emploi, les pays membres

1296 Stéphanie DARBOT-TRUPIANO «*Le Partenariat euro-méditerranéen: une tentative d'intégration maladroite*», L'Espace Politique, 2007.
1297 BEN HALL «*Immigration in the European Union: problem or solution*», CENTRE FOR EUROPEAN REFORM, LONDON.

sont en train de rectifier leur capacité d'accueil[1298]. En résumé, les phénomènes migratoires en Méditerranée sont très primordiaux à analyser afin d'y trouver les solutions idoines.

La Méditerranée conserve une dimension d'espace d'échanges et de mouvements. Face à ces flux de plus en plus sérieux, une autre préoccupation s'est ajoutée, il s'agit de la question des zones de transit, plaques tournantes des principaux trafics y compris humains, mais également zones dangereuses en raison du nombre de morts découverts sur leurs rivages[1299].

L'intensité des flux Sud-Nord et l'inquiétude des zones de transit sont actuellement des problématiques placées au cœur de la coopération euro-méditerranéenne et posent plusieurs points de différence entre les pays concernés.

Par ailleurs, il est indispensable de faire la distinction entre le contrôle des flux légaux et la lutte contre l'immigration clandestine. Car, certains organes médiatiques et même certains acteurs politiques poussent l'opinion publique à tomber dans des confusions et dans des amalgames[1300].

Les migrations clandestines forment sans équivoque une véridique menace pour l'ensemble des pays du bassin méditerranéen,

1298 I.BENSIDOUN et A. CHEVALLIER «*Europe-Méditerranée : Le pari de l'ouverture*», Economica, 1996.
1299 S. CALLEYA «*Evaluating Euro-Mediterranean relations*», Londres, Routledge, 2005.
1300 G.BENHAYOUN, M.CATIN, H.REGNAULT «*L'Europe et la Méditerranée : intégration économique et libre échange*» L'Harmattan, 1997

car elles font appel à tout un système illégal et sont souvent liées à d'autres trafics.

Cependant, si ce genre de flux reste en pleine expansion, il reste relativement restreint par rapport aux flux légaux. Depuis le 11 septembre 2001, les pays occidentaux ont dû s'affronter à une nouvelle situation qui consiste en l'aggravation des risques terroristes[1301].

L'accroissement des risques d'attentats dans les pays occidentaux par des mouvements terroristes a influencé la politique de fermeture de la frontière sud de l'Europe, sans résoudre la question globale des flux migratoires méditerranéens[1302].

Après la grande crise une nouvelle migration a émergé, cette fois du Nord vers le Sud, particulièrement de l'Espagne vers le Maroc.

Ce fléau est justifié par la gravité de la crise qu'a connue l'Espagne et par l'avancée économique qu'a connue le Maroc qui est devenu une destination attractive des IDE, notamment grâce au renforcement de l'infrastructure et la modernisation de sa législation et la convergence réglementaire[1303].

1301 J.BOURRINET «*La Méditerranée : espace de coopération ?*» Economica, 1994.
1302 M.CHATELUS « *Le partenariat euro-méditerranéen : un projet régional en quête de cohérence* », Monde arabe Maghreb-Machrek, PETIT P., 1997.
1303 «*L'Europe en chiffres*», Annuaire Eurostat 2005, Luxembourg, Office des publications officielles des communautés européennes, Commission européenne, 2005.

Cet exemple peut être un modèle pour les autres pays de la rive Sud qui ont des potentialités susceptibles de sortir l'ensemble de la région de la crise, car les IDE peuvent trouver au Sud une main d'œuvre qualifiée et peu coûteuse.

Ceci aboutira à la diminution de la migration du Sud vers le Nord de la Méditerranée et contribuera à la stabilité des deux rives, ce qui permettra de trouver une solution humaine et logique aux problèmes migratoires.

Toutefois, la recherche des alternatives humaines aux approches sécuritaires suivies en matière de lutte contre l'immigration clandestine s'avèrent également parmi les priorités que les partenariats euro-méditerranéens pourraient englober dans l'avenir. Il serait essentiel de penser à ces alternatives en se basant sur les constats de réussites et d'échecs constatés en matière d'alternatives visant la lutte contre l'immigration clandestine en Méditerranée.

2) L'impact de la stabilité de la rive Sud, sur la stabilité de l'Europe et la sécurité mondiale

La proximité géographique entre les deux rives de la Méditerranée reste une source de dépendances mutuelles entre les deux rives sur tous les plans et principalement sur le plan sécuritaire.

Ainsi, l'Europe ne peut pas être rassurée en matière de sécurité sauf si son voisinage à son tour jouit d'une grande sécurité et d'une grande stabilité.

Malgré les approches sécuritaires, les réseaux terroristes, mafieux et de trafics des êtres humains trouvent toujours des moyens pour atteindre leurs objectifs.

Dans ce cadre, seules les coordinations entre les deux rives de la Méditerranée peuvent apporter des résultats positifs et efficients à ce sujet.

Le Printemps arabe a révélé que les crises qui ont secoué certains pays de la rive Sud ont fait émerger de nouveaux dangers sécuritaires naissants.

Ces dangers se résument dans le trafic d'armes, de drogue et des êtres humains, qui constituent des menaces directes aux pays secoués par ces phénomènes et aux pays européens voisins qui sont touchés directement par ces crises vu leur proximité géographique avec les pays affaiblis[1304].

De ce fait, l'espace méditerranéen représente pour l'UE à la fois un voisinage immédiat et une zone où ses intérêts sont très variés et très complexes à la fois, ce qui signifie que la situation sécuritaire

1304 L. Martinez « *Le Printemps arabe, une surprise pour l'Europe*» Cairn, 2011.

dans cet espace méditerranéen du Sud a un impact direct sur la sécurité de l'espace européen en général.

En revanche, la sécurisation de cet espace contribue d'une manière efficace à la croissance et garantit l'instauration de la paix, en diminuant l'impact des contraintes et des conflits.

La zone Méditerranéenne se présente ainsi comme un espace marqué par ses liaisons complexes dans un contexte de déstabilisation et de fragilisation marquantes, matérialisées par des fragmentations éclatantes entre les deux rives[1305].

Les moyens modernes de communication contribuent visiblement au dévoilement des décalages existant entre les rives de la Méditerranée et permettent aux citoyens du Sud, d'avoir une parfaite connaissance de cette inégalité, ce qui aboutit à des réactions parfois non désirables.

Le sentiment de complexe et de vengeance se cumule chez certains jeunes désespérés qui peuvent rejoindre des mouvements ayant des objectifs à caractère criminel et qui sont susceptibles d'exécuter certains actes de grandes atrocités (les attentats de Madrid constituent une preuve tangible à cet égard).

En contrepartie, la réaction parfois chez certains groupements européens tourne autour d'actions racistes, xénophobes et

1305 H. ABIDI «*Manifeste des arabes*» Encre d'Orient, 2011.

islamophobes. La montée des partis d'extrême droit et néo-nazi dans certains pays européens, se manifeste comme un phénomène inquiétant et menaçant aux valeurs de tolérance et de partage véhiculés dans les préambules des partenariats Euro-méditerranéens.

Ces inquiétudes s'alimentent encore plus avec la croissance de la migration à sens unique du Sud vers le Nord de la Méditerranée.

Ces migrations causent des confrontations de valeurs entre les principes libéraux optés en Europe et certaines valeurs religieuses amplement suivies au Sud. Ceci engendre d'une manière flagrante la peur et le rejet de l'autre dans les deux sens[1306].

La grande instabilité dans certains pays du Sud comme en Libye et en Syrie laisse de grandes conséquences sur la Méditerranée, car les pays voisins sont devenus des pays d'accueil des réfugiés, ce qui fait accroître d'une manière directe les menaces sécuritaires dans cette zone et en Europe[1307].

Cette région ne se contente plus actuellement des conflits entre les États comme c'était la situation auparavant avec les conflits Israélo-arabes, le conflit sur le Sahara et les conflits entre la Turquie et la Grèce, car on s'est vu ajouté d'autres conflits cette fois de nature interne et à caractère hautement politique comme c'est le cas en Tunisie, Égypte, Libye et Syrie.

1306 M.B. AYARI et V. GEISSER «*Renaissances arabes : 7 questions clés sur des révolutions en marche*», Paris, Les éditions de l'Atelier, 2011.
1307 B. STORA « *Le 89 arabe : réflexions sur les révolutions en cours* » Stock, 2011.

A ce titre, une action forte de l'UE en faveur de règlement des conflits les plus pesants en Méditerranée s'avère indispensable malgré le fait que la réduction de ces conflits représente de véritables enjeux pour les pays méditerranéens et l'UE.

Au cas où l'Europe se contente du rôle de spectateur au moment où d'autres puissances jouent le rôle de générateurs de ces crises, les pays de l'UE doivent dans ce cas supporter les conséquences néfastes de la faiblesse des États méditerranéens du Sud.

Cette situation, touchant la stabilité des pays Méditerranéens menace l'ensemble des pays partenaires du Sud y compris ceux qui ne sont pas concernés par les guerres et les conflits internes et affecte également l'Europe en menaçant ainsi la sécurité et la stabilité mondiales.

A cet égard, la focalisation des partenariats euro-méditerranéens d'une manière urgente sur la diminution des conflits s'avère comme une nécessité de grande envergure actuellement[1308].

L'Europe dispose de moyens suffisants pour intervenir positivement dans le règlement des conflits méditerranéens. Une harmonisation des politiques européennes dans ce sens s'avère comme une nécessité à la fois pour l'Europe et pour les partenaires du Sud.

1308 H. SHARABI « *Neopatriarchy: a theory of distorted change in the Arab World* », New York, Oxford University Press.

Les conflits où l'Europe a un rôle crucial et important à jouer sont principalement ceux qui se passent entre le Maroc et l'Algérie, en Tunisie, en Égypte, en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Libye, ainsi qu'entre les israéliens et les arabes.

Cette intervention s'avère nécessaire malgré le fait que les pays de l'UE semblent à l'abri d'une intervention militaire émanant du Sud, néanmoins les répercussions de la situation sécuritaire au Sud peut engendrer une croissance des attaques terroristes dans l'espace européen et peut contribuer visiblement à l'accroissement des flux migratoires vers l'Europe.

Une intervention européenne se présente de ce fait comme une nécessité à la fois pour l'Europe et pour les pays Méditerranéens afin d'éviter les effets d'instabilité qui résulteraient des préjudices des relations interétatiques ou de l'amplification des zones de non droit.

3) Le rôle de la culture dans la réussite de la coopération Euromed

L'espace euro-méditerranéen est un espace rassemblant plusieurs cultures et plusieurs pays ayant des références culturelles différentes.

De ce fait les partenaires Euro-méditerranéens ont été conscients que tout rapprochement entre les pays méditerranéens ne peut avoir lieu sans un rapprochement culturel et une compréhension mutuellement bénéfiques.

Les différents partenariats euro-méditerranéens n'ont pas ignoré cette réalité et ont accordé une place importante à la coopération culturelle.

La culture trouve ainsi une place privilégiée dans le cadre du Processus de Barcelone et dans le cadre de la Politique européenne de voisinage et même au sein de l'Union pour la Méditerranée, au moment où la Fondation ANNA LINDH[1309] représente l'incarnation institutionnelle de ce volet de partenariat et vise à rassembler les citoyens méditerranéens, dans la perspective d'améliorer le respect mutuel entre les cultures.

Ainsi, le Processus de Barcelone avait consacré le troisième domaine de son partenariat aux domaines social, culturel et humain.

Autant, le Partenariat dans les domaines social, culturel et humain vise essentiellement à développer les ressources humaines, favoriser la compréhension entre les cultures et les échanges entre les sociétés civiles[1310].

Ceci en reconnaissant que les traditions de culture et de civilisation de part et d'autre de la Méditerranée et que le dialogue entre ces cultures et les échanges humains, scientifiques et

1309 Anna Lindh (née le 19 juin 1957 à Enskede, près de Stockholm - morte le 11 septembre 2003 à Stockholm) était une femme politique suédoise qui fut ministre de l'environnement de 1994 à 1998, puis ministre des affaires étrangères de 1998 à 2003, au sein du gouvernement de Göran Persson, jusqu'à son assassinat. Anna Lindh fut poignardée par Mijailo Mijailovic le 10 septembre 2003 dans un grand magasin de Stockholm et décéda des suites de ses blessures le lendemain.

1310 Hervé de Charette «*Pour un nouveau partenariat euro-méditerranéen*» L'Harmattan.

technologiques sont des composantes essentielles du rapprochement et de la compréhension entre les peuples méditerranéens, ce qui contribue à l'amélioration de la perception mutuelle[1311].

Dans cet esprit, le Processus de Barcelone vise à promouvoir le dialogue et le respect entre les cultures et les religions, afin de pouvoir rapprocher les peuples méditerranéens[1312].

A cet égard, ce Partenariat souligne l'importance du rôle que peuvent jouer les médias dans la connaissance et la compréhension réciproques des cultures, en tant que source d'enrichissement mutuel[1313].

Le Partenariat souligne également le caractère indispensable du développement des ressources humaines, notamment en ce qui concerne l'éducation et la formation des jeunes dans le domaine de la culture[1314].

Ceci dans la perspective d'impulser les échanges culturels et la connaissance d'autres langues, tout en protégeant l'identité culturelle de chaque pays partenaire méditerranéen.

1311 Imed FRIKHA «*Le Partenariat Euro-méditerranéen, un partenariat en quête de stratégie*», Centre Interculturel Franco-Libanais.

1312 K. BICHARA «*Partenariat euro-méditerranéen : les tâches non accomplies* » octobre 2000.

1313 Voir les différentes Stratégies communes de l'Union européenne à l'égard de la région méditerranéenne.

1314Paul Balta «*Le projet culturel euro-méditerranéen Intentions et réalités*» Revues plurielles, 1997

Il a été également décidé dans ce cadre de promouvoir des programmes éducatifs et culturels et prendre les mesures susceptibles de soutenir les échanges humains, notamment par la facilitation des procédures administratives[1315].

Il a été également décidé de renforcer et de mettre en place des mécanismes essentiels à une collaboration décentralisée pour encourager les échanges entre les acteurs du monde culturel, religieux, les universités et la recherche[1316].

Le partenariat n'a pas omis de souligner l'importance de lutter résolument contre les phénomènes racistes et xénophobes et les partenaires avaient convenu de coopérer contre ses phénomènes[1317].

Le Partenariat dans les domaines social, culturel et humain vise également à encourager la compréhension entre les cultures et les échanges entre les sociétés civiles à travers des moyens tangibles[1318].

De même, ce partenariat vise à contribuer à l'amélioration du niveau d'éducation dans l'ensemble de la région.

1315«*Culture en Méditerranée: la dimension culturelle du partenariat euro-méditerranéen*» Paris : Ministère de la culture; Délégation au développement et aux affaires internationales, 1995.

1316 Antoine RAVAT «*Place de la culture dans le partenariat Euro-méditerranéen à travers le prisme de MEDA: bilan et perspectives*» Atelier de Recherche et d'Observation (ARO), 2006.

1317«*Redefining cultural identitie: The multicultural contexts of the central european and Mediterranean regions*» Culturelink n°HS 3.Compte-rendu, 10-20 mai2000, Zagreb : IMO;UNESCO; Conseil de l'Europe, 2001.

1318 «*La préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel en Méditerranée*» Note de synthèse pour la commission des affaires économiques, sociales et territoriales (ECOTER) de l'ARLEM.

A cet égard, les politiques en matière d'enseignement font l'objet d'un dialogue permanent qui s'étalera plus spécialement sur la formation professionnelle, la technologie appliquée et sur l'encouragement des universités et d'autres institutions d'enseignement supérieur et de la recherche.

Parmi les opérations matérielles envisagées dans ce sens, il a été résolu que l'École euro-arabe d'administration des entreprises de Grenade et la Fondation européenne de Turin soutiennent ces actions.

Des réunions de délégués du domaine de la formation professionnelle (décideurs, universitaires, formateurs, etc.) ont été organisées afin d'évaluer les conceptions de gestion prises à ce sujet[1319].

D'autres réunions de représentants du monde universitaire et de l'enseignement supérieur ont également été tenues et la Commission européenne a essayé d'améliorer son programme MED-Campus[1320].

Au vu de l'importance que revêt l'amélioration de la compréhension mutuelle par la promotion des échanges culturels et de la connaissance des langues, des fonctionnaires et des experts se

1319 I. Schaefer «*The Cultural Dimension of the Euro-Mediterranean Partnership: A Critical Review of the First Decade of Intercultural Cooperation*», History and Anthropology, 2007.
1320 Vidal BENEYTO, J.DE PUYMEGE, G. (2000), «*La Méditerranée : Modernité Plurielle*», Editions de l'UNESCO.

réunissent régulièrement afin de faire des propositions d'actions concrètes dans ce sens[1321].

Ces actions portent, entre autres, sur les domaines liés aux patrimoines culturels et artistiques, sur les manifestations culturelles et artistiques, les coproductions (théâtre et cinéma), les traductions et sur d'autres moyens de diffusion de la culture. Il est sans doute important de noter qu'une distinguée intellectualisation entre les principales religions existantes dans la région euro-méditerranéenne encouragera la tolérance mutuelle et la coopération.

De la sorte, des rencontres périodiques entre les différents représentants des religions monothéistes, des universitaires, des théologiens ont été réalisés[1322].

Ces réunions ont eu lieu dans le but de combattre les préjugés, l'ignorance et le fanatisme et pour consentir la collaboration à la base. Les rencontres qui ont eu lieu à Stockholm (du 15 au 17 juin 1995) et à Tolède (du 4 au 7 novembre 1995) confirment cette tendance et cette volonté.

Par ailleurs, l'Union européenne s'est engagée à encourager activement l'interaction étroite des médias, afin de favoriser une meilleure compréhension interculturelle.

1321 G. Ventura «*The Euro-Mediterranean Cultural Strategy: A Path for Civil Society*», Publications Institut Europeu de la Mediterrània, 2009.
1322 «Euro-*méditerranée, un projet à réinventer*» Confluences méditerranéennes, n°35, 2000, L'Harmattan.

L'Union européenne a également poussé vigoureusement cette interférence, notamment à travers le programme MED-Media. Des réunions annuelles de représentants du monde des médias sont arrangées à cet effet[1323].

C'est à travers les échanges de jeunes qu'il serait souhaitable de préparer les générations futures à une collaboration plus productive entre les différents partenaires euro-méditerranéens.

Un programme euro-méditerranéen d'échanges de jeunes a été édifié, sur la base de l'expérience obtenue en Europe et en tenant compte des nécessités des partenaires.

Ce programme tient compte de l'importance de la formation professionnelle, notamment pour ceux qui n'ont pas de qualifications et pour ce qui est de la formation d'animateurs et d'assistants sociaux destinés à travailler avec les jeunes.

Les actions envisagées dans le cadre du processus de Barcelone restent très optimistes dans les domaines culturels, toutefois il y a lieu de constater que les résultats ne répondent pas aux aspirations de la population.

La jeunesse méditerranéenne souhaite avoir des programmes équivalents aux programmes réalisés au sein de l'UE qui ont donné

1323 M. PACE «*EMP Cultural Initiatives: What Political Relevance?*» In: Youngs, R. and Fernández, H. A (eds) The Barcelong Process Revisited, Madrid: FRIDE and Real InstitutoElcano, 2005.

des résultats importants en matière de rapprochement culturel entre la jeunesse européenne.

Dans ce cadre, la déclaration de Barcelone a prévu la création d'un programme régional intitulé Euromed Héritage.

Euromed Héritage

Conformément aux objectifs du Processus de Barcelone le programme régional Euromed Héritage a été créé en 1998.

Depuis sa création, il a alloué un montant total de 57 millions d'euros qui ont été consacrés au financement de partenariats entre des institutions du patrimoine de la région méditerranéenne et des experts de la conservation de ce patrimoine[1324].

Environ 400 partenaires des États membres de l'Union européenne et des pays Sud méditerranéens (Algérie, Autorité palestinienne, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie) ont été concernés par ce programme durant ses phases antérieures :

Euromed Héritage I (1998-2004)

Euromed Héritage I a commencé en 1998 et s'est achevé en 2004, durant cette période il avait comme mission de réaliser un

1324 «*Euromed Héritage* » Euromedheritage.net.

recensement du patrimoine et d'assister la mise en réseau de musées avec d'autres institutions culturelles.

Plusieurs projets ont été couverts durant cette phase, il s'agit de : Corpus, Corpus Levant, Journées du patrimoine euro-méditerranéen, Expo 2000, Fêtes du Soleil, Ipamed, Cours de formation sur le patrimoine du Maghreb I/II, Manumed, Museomed, À la découverte de l'art islamique en Méditerranée I/II,Pisa, Rias, Salambo, Unimed Audit, Unimed Herit, Symposium Unimed, Exposition "Sauver le patrimoine culturel", Encyclopédie de la Méditerranée.

Euromed Héritage II (2002-2007)

La phase de Euromed Héritage II avait commencé en 2002 et a pris fin en 2007, durant cette phase l'objectif premier consistait à renforcer les capacités des pays de la Méditerranée en termes de gestion et de développement de leur patrimoine culturel, avec un accent particulier mis sur le patrimoine immatériel.

En ce qui concerne les projets ayant été couverts par Euromed Héritage II, nous pouvons noter : Delta, Prodecom, Filières Innovantes, La Navigation du Savoir, Voix Méditerranéennes, Medimuses, Temper, Patrimoines Partagés, Ikonos, Unimed – Patrimoine culturel II, Ouvrages de défense sur les côtes méditerranéennes.

Euromed Héritage III (2004-2008)

Par rapport au programme Euromed Héritage III, il a débuté en 2004 et a pris fin en 2008. A cet effet, le but était de faciliter la mise en réseau de musées avec d'autres institutions culturelles. Ce programme constituait le prolongement de la phase précédente et couvrait quatre projets : Discover Islamic Art, Rehabimed, Qantara, Byzantium Early Islam.

La culture dans le cadre de la PEV

Pour sa part, la Politique européenne de voisinage a essayé de faire de la culture, une de ses pierres angulaires, afin de stimuler les réformes politiques et le dialogue mutuel et commun.

La PEV a ainsi eu comme mission le renforcement de la confiance mutuelle et la promotion du dialogue interculturel, en promouvant la culture dans la perspective de pousser et inciter les réformes politiques, la démocratisation et le dialogue entre la société civile et les décideurs dans les pays du voisinage de l'UE.

L'accent a été mis dans ce cadre, sur le pouvoir transformateur de la culture et sur l'importance d'impliquer la société civile, tout en soulignant la nécessité de garantir le respect des droits l'Homme et les principales valeurs humaines universelles.

La PEV a englobé en 2008 le Programme Euromed Héritage IV, qui faisait partie auparavant du Processus de Barcelone.

Euromed Héritage IV, représente ainsi la dernière étape dans la marche conduisant à l'identification de la culture comme un déclencheur de l'intellectualisation réciproque entre les peuples de la région méditerranéenne.

La Politique européenne de voisinage (PEV) a doté ce programme d'un budget de 17 millions d'euros, dans la perspective d'encourager les peuples à s'accommoder à leur pur patrimoine culturel, national et régional, en soutenant l'accès à l'éducation.

Ainsi, douze projets sont financés. Chacun de ces projets agrège un ordre organique avec différents partenaires de l'Union européenne et des Pays partenaires de la Méditerranée : l'Algérie, l'Autorité palestinienne, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie et la Tunisie.

La Fondation ANNA LINDH (FAL)

Le Partenariat dans le domaine culturel, social et humain a été renforcé en 2005 par la création d'un organe spécialisé dans ce domaine, à savoir la Fondation Anna Lindh[1325].

La création de la Fondation Anna Lindh vise à faciliter et à soutenir l'action de la société civile de la Région Euro-méditerranéenne dans des domaines prioritaires susceptibles

1325 Fondation Anna Lindh- Annalindhfoundation.org.

d'affecter la capacité des individus ou des groupes et à partager des valeurs en commun et les vivre ensemble[1326].

Le programme de la Fondation est axé sur des dynamismes dans des domaines distincts indispensables pour l'établissement d'un dialogue humain et social, notamment en matière de : L'Éducation et Jeunesse ; Culture et Arts ; Paix et Coexistence ; Valeurs, Religion et Spiritualité ; Villes et Migration ; Médias.

L'objectif consiste à atteindre un rapprochement des populations des deux rives de la Méditerranée dans la perspective de concrétiser le respect mutuel entre les cultures et les civilisations différentes.

La Fondation Anna Lindh a déclenché depuis sa création en 2005 des actions relatives à plusieurs secteurs ayant un objectif particulier lié aux perceptions réciproques des populations issues de cultures et de religions différentes et a mis en place un réseau d'envergure régionale comptant à ce jour plus de 3000 organisations de la société civile[1327].

La Fondation Anna Lindh assume le rôle de plaidoyer dans les relations interculturelles dans la région Euro-méditerranéenne à travers une publication régulière d'un rapport sur les tendances

1326 «*Tendances Interculturelles Euro-Med*» Anna Lindh Fondation, euromedalex.org
1327 «*Euro-Mediterranean Security and the Barcelona Process*» Strategic Yearbook 2003, Institution för Säkerhet och Strategi, Försvarshögskolan, Stockholm, 2003.

interculturelles et les valeurs au sein de l'Union pour la Méditerranée[1328].

Elle cautionne également les actions de la société civile de la Région Euromed dans des domaines privilégiés ayant une incidence sur la capacité à partager des valeurs et à vivre ensemble dans un cadre marqué par la tolérance et le dialogue.

Le programme de la Fondation est axé sur des champs indispensables aux dialogues dans les volets humain et social :

- Éducation et Jeunesse ;
- Culture et Création Artistique ;
- Villes et Migrations ;
- Religion, Spiritualité et Valeurs ;
- Paix et Coexistence ;
- Médias.

Parmi ses missions, il y a lieu également de noter le suivi des évolutions des valeurs et des tendances interculturelles en Méditerranée, tout en étalant également des programmes durables de grande envergure et en finançant des projets réunissant des membres

1328 Voir le Programme de travail de la Fondation Anna Lindh, euromedalex.org.

de ses 43 Réseaux de sociétés civiles via des appels à propositions ainsi que d'autres initiatives[1329].

La FAL appuie par ailleurs la croissance des initiatives communes entre les membres, à l'échelon national ou régional et administre un très grand Réseau d'organisations de la société civile engagées dans la promotion du dialogue interculturel à travers l'Europe et la Méditerranée.

Cette Organisation a été conçue depuis sa création comme un Réseau englobant des Réseaux nationaux, de chacun des 43 pays de l'Union pour la Méditerranée et réunissant près de 4000 organisations de la société civile qui partagent les valeurs de la Fondation[1330].

Les valeurs de la Fondation Anna Lindh correspondent à celles qui sont portées par le Partenariat Euro-méditerranéen, depuis la Déclaration de Barcelone jusqu'au Sommet de Paris, à savoir : l'adhésion aux notions de pluralisme et de diversité culturelle, de respect mutuel entre les sociétés, les religions et les croyances et la reconnaissance de l'État de Droit et des libertés fondamentales[1331].

Ces valeurs stimulent l'action de la Fondation au sein de la société civile, la collaboration entretenue avec ses partenaires, les relations entre ses membres et la relation entre le Siège et les Réseaux.

1329 Voir le Programme de travail de la Fondation Anna Lindh, euromedalex.org.
1330 «Fonctionner en tant que Réseau» Fondation Anna Lindh, euromedalex.org.
1331«*Nos Valeurs et Gouvernance | Fondation Anna Lindh*», euromedalex.org.

A l'instar des autres volets des partenariats euro-méditerranéens, la coopération dans le domaine de la culture a enregistré certaines réussites, mais les limites restent très apparentes.

Les simples citoyens euro-méditerranéens restent totalement loin des actions concernant uniquement certaines ONG et quelques associations.

Nous pouvons observer l'absence d'initiatives visant la grande masse et ciblant d'une manière directe la jeunesse méditerranéenne.

Des programmes plus globaux ayant des budgets significatifs doivent être consacrés à ce volet de partenariat, dans la perspective de faire des relations euro-méditerranéennes des relations en faveur des citoyens et non pas uniquement en faveur des organes étatiques et des associations et organisations non-gouvernementales.

La généralisation des programmes d'échanges universitaires figure parmi les priorités que les partenaires euro-méditerranéens doivent mettre en urgence sur leurs agendas de coopération.

D'autres programmes peuvent être mis en place pour la lutte contre l'illettrisme et la généralisation de la scolarité dans certains pays Sud-méditerranéens, ainsi que des programmes en matière de renforcement de l'action culturelle doivent être privilégiés, en vue de ce sens.

Conclusion de la deuxième partie

Dans le cadre de la deuxième Partie de ce travail de recherche, nous avons examiné les différentes formes des Partenariats Euro-méditerranéens et leurs réalisations constatées, ainsi que les obstacles qui entravent la bonne marche de ces initiatives, soit d'une manière partielle ou totale.

Dans ce cadre, nous avons essayé de faire une lecture des perspectives qui s'annoncent à l'horizon de ces Partenariats, en proposant en même temps des pistes de coopération susceptibles de dépasser dans l'avenir les blocages existants présentement.

Ainsi, nous avons examiné les principales initiatives de coopération en zone Euro-méditerranéenne entre la Chute du Mur de Berlin et le Printemps Arabe, en passant du Processus de Barcelone, de la Politique Européenne de Voisinage et de l'Union pour la Méditerranée, pour arriver aux autres principaux partenariats euro-méditerranéens.

En analysant ces différents Partenariats, nous avons conclu que la majorité de ces initiatives ont été marquées par des échecs apparents, malgré l'existence de quelques réussites limitées.

Dans ce sens, nous avons épluché les principaux obstacles qui entravent la mise en œuvre et la réussite des projets de coopération

euro-méditerranéens, en enregistrant les variables décalages omniprésents entre les deux rives de la Méditerranée.

Après ces constats, il nous a été utile de proposer quelques solutions pour faire face à ces entraves et il nous a été nécessaire d'analyser les difficultés de coordination Sud-Sud.

A cet effet, nous avons essayé de démontrer l'importance d'opter pour les groupements régionaux comme une solution, en passant d'abord, d'un cadre limité avant d'atteindre le cadre global tant souhaité et espéré par l'UE et ses Partenaires du Sud.

Il nous a été également essentiel d'aborder les relations Euro-méditerranéennes dans un champ psychologique global, en étudiant les effets des blocages moraux et les portées des vigilances mutuelles, ainsi que leurs impacts sur les différents Partenariats euro-méditerranéens.

Par ailleurs, nous avons consacré le dernier chapitre de cette deuxième Partie, aux différents éléments qu'il serait souhaitable de prendre en considération en vue d'édifier un nouveau partenariat réussi, juste et équitable en Méditerranée.

Pour cela, nous avons énuméré les enjeux des conflits les plus pesants en Méditerranée, tout en mettant en exergue la nécessité de leur règlement.

Enfin, nous avons conclu qu'il est indispensable de diminuer les décalages socio-économiques entre les deux rives de la Méditerranée, en dévoilant les matrices nécessaires et incontournables pour réussir les partenariats euro-méditerranéens futurs.

Conclusion générale

La Mer méditerranéenne sépare trois continents à savoir : l'Afrique, l'Asie et l'Europe et regroupe à la fois plusieurs cultures, langues, religions et traditions. Cet espace englobe simultanément et parallèlement tous les paradoxes imaginables comme l'ouverture et la fermeture, la tolérance et le fanatisme, la richesse et pauvreté, ainsi que la faiblesse et la puissance.

Dans cet espace géographiquement restreint, il est à observer que les différences entre les pays méditerranéens sont très apparentes sur tous les plans politiques, économiques et socioculturels et ces, en dépit de l'appartenance de ces pays à une seule Mer et à un seul espace géographique commun.

Par ailleurs, l'histoire contemporaine des relations euro-méditerranéennes est fortement marquée par plusieurs faits majeurs, tels que la fin du colonialisme, la forte domination des pays du Nord sur les pays de la rive Sud méditerranéenne, la Chute du Mur de Berlin et l'amorce du Printemps arabe.

L'intérêt porté à cette région ainsi que son importance géostratégique requièrent la réponse à des questions et problématiques articulées autour des raisons justifiant les différences apparentes dans cet espace et l'étendue des décalages persistants entre les différents pays des deux rives de la Méditerranée.

Il en est de même pour tout ce qui concerne l'impact des efforts fournis par les pays et groupements régionaux euro-méditerranéens pour réduire ces décalages et pour minimiser ces différences.

En partant de ces questions simples, d'autres questions plus problématiques et plus précises se sont imposées, il s'agit des interrogations suivantes :

- Quels sont les différents enjeux des relations euro-méditerranéennes durant la période allant de 1989 à 2013 ?

- Quels sont les résultats des différents partenariats euro-méditerranéens engagés durant cette période ?

- Quelles sont les principales alternatives possibles et les éléments à prendre en considération pour faire réussir les Partenariats futurs entre les différentes parties euro-méditerranéennes ?

Les réponses à ces questions substantielles ont supposé l'existence exclusive de trois hypothèses, à savoir :

4) Une réussite générale des différents Partenariats euro-méditerranéens, comme la privilégient les courants les plus optimistes et certains discours officiels des hauts Responsables européens et quelques Hauts Responsables

Sud-méditerranéens.

5) Un échec global des Partenariats euro-méditerranéens, comme le suppose la majorité des chercheurs dans le domaine des relations euro-méditerranéens.

6) Des résultats mitigés entre réussites et échecs, selon chaque partenariat et chaque contexte de relations euro-méditerranéennes, conformément aux conclusions des tendances d'analyses les plus objectifs et les plus neutres.

En creusant dans les différents aspects des relations euro-méditerranéennes et en cherchant à appréhender les variables aspects de ces rapports, nous avons eu recours à plusieurs disciplines, en partant de l'histoire contemporaine des Relations internationales et en passant à d'autres branches voisines comme, les Sciences politiques, le Droit, l'Économie et la Géopolitique.

Notre motivation ultime consistait à mieux déchiffrer et à cerner les multiples enjeux des Partenariats Euromed, ainsi que les conditions et obstacles les ayant marqués durant les dernières décennies.

En essayant de décortiquer les différents aspects de ces relations et afin de livrer des réponses précises et bien fondées à ces problématiques, qui seront susceptibles de dévoiler les causes réelles de ces décalages existants et persistants entre les deux rives de la

Méditerranée, nous avons essayé d'examiner les différents aspects de ces relations sous différents angles.

Tout d'abord, nous avons dressé un bilan général des relations euro-méditerranéennes dans une période historiques bien délimitée. Il s'agit de la période allant de la Chute du Mur de Berlin à l'échec du Printemps Arabe, plus formellement de 1989 à 2013.

Si le choix de la région méditerranéenne est justifié par son importance géostratégique, la prédilection accordée à cette période est expliquée par l'importance des événements qui l'ont marquée.

Il s'agit d'une période historiquement et politiquement d'une grande importance où le monde en général et la Méditerranée en particulier ont connu des faits très marquants, qui ont changé les données géopolitiques et les équilibres traditionnels habituels.

Ainsi, nous avons essayé d'aborder notre travail de recherche dans un cadre conceptuel axé autour d'une approche systémique, en faisant une étude d'objectifs dans leur complexité et en appréhendant ces objets d'étude dans leur cadre, dans leur évolution, dans leurs dispositifs et dans leurs aspects visibles et non-visibles.

Cette méthode a ciblé l'identification de la nature des enjeux des relations euro-méditerranéennes entre la Chute du Mur de Berlin et le Printemps arabe, via le déchiffrement des différents niveaux d'organisation, les échanges entre les parties, les facteurs d'équilibre

et de déséquilibre, ainsi que les différents sorts et issues des Partenariats Euromed.

Notre travail de recherche a contenu également des parties descriptives de la situation dans les différents pays euro-méditerranéens, en plus d'autres parties analytiques et asymétriques.

Notre volonté consistait à permettre au lecteur de mieux cerner les différents enjeux des partenariats euro-méditerranéens et de mieux comprendre les différents changements qui ont secoué cette région durant les dernières décennies.

Notre second objectif consistait également à proposer aux décideurs Euro-méditerranéens de nouvelles solutions et de nouvelles pistes de réflexions et d'action susceptibles d'apporter des réponses aux différentes entraves qui ont empêché la bonne marche des précédentes initiatives.

Dans ce cadre et à l'issue de ce travail, nous avons suggéré quelques pistes de réflexion et nous avons proposé des alternatives susceptibles de contribuer à la réussite des partenariats futurs et des initiatives de coopération euro-méditerranéennes éventuelles.

Notre travail de recherche a ainsi été divisé en deux grandes parties, dans la première nous avons analysé les caractéristiques stratégiques et géopolitiques de la zone Euro-méditerranéenne entre la Chute du Mur de Berlin et les déboires du Printemps Arabe, avant d'aborder dans le cadre de la seconde partie les différents partenariats

euro-méditerranéens entre projets, obstacles et perspectives.

A travers ces deux parties, nous avons analysé l'impact de la chute du Mur de Berlin sur l'ensemble des pays de cette région, ainsi que l'impact du Printemps arabe, comme élément nouveau sur la scène politique, économique et sociale euro-méditerranéenne.

A cet effet, nous avons essayé de dévoiler la nature des rapports entre les deux rives de la Méditerranée et nous avons tenté de démontrer les intérêts qui motivent ces pays à établir différents projets de coopération en commun.

A travers cette méthode, nous avons tenté de repérer les variables rapports de force et les déséquilibres entre les différentes composantes méditerranéennes, en liaison avec les changements qui ont bouleversé le monde et la zone euro-méditerranéenne.

Ainsi, nous avons procédé à l'analyse des enjeux qui motivent l'Union européenne à approfondir ses relations Euromed, notamment grâce aux volontés des pays comme la France, l'Italie et l'Espagne, qui vu leurs emplacements stratégiques et leurs passés coloniaux ont gardé une forte présence au niveau des différentes coopérations au bassin méditerranéen.

Nous nous sommes également penchés sur l'impact des rivalités et les volontés de leaderships prédominant dans cette zone hautement tendue, en démontrant comment la chute du Mur de Berlin et la fin des alliances de certains pays avec l'ex-URSS, ont changé

les données en faveur d'une coopération nouvelle entre l'Union Européenne et ses voisins méditerranéens.

Nous avons interprété ainsi que ces coopérations sont caractérisées par leurs natures hétéroclites entre l'UE et chacun des États tiers méditerranéens.

Dans ce sens, nous avons remarqué que l'Union Européenne sous sa nouvelle forme a essayé à plusieurs reprises d'établir un cadre général de coopération qui englobe la majorité des Pays Tiers Méditerranéens, que ce soit dans le cadre de la conférence de Barcelone ou dans le cadre plus large de la Politique Européenne de voisinage et à travers l'Union pour la Méditerranée et d'autres formes de partenariat.

A cet effet, des Accords généraux et bilatéraux ont été ratifiés, mais vu la diversité des régimes politiques dans cette zone et le blocage du processus de paix au Proche-Orient, l'intérêt de l'Union a vite tourné vers l'Europe de l'Est. Ceci s'est caractérisé par les adhésions successives des Pays de l'Europe Centrale et Orientale à l'Union Européenne.

Devant cette situation, la France (pays intéressé prioritairement par la coopération Euromed) a lancé une initiative pour la création d'une Union pour la Méditerranée. Cette Union après une naissance « à la césarienne » n'a jusqu'aujourd'hui pas pu trouver un rythme stable et permanent.

Ces difficultés parviennent dans une conjoncture très difficile dans la zone euro- méditerranéenne marquée par un vent de changement et d'espoir qui a soufflé sur le monde arabe.

Il s'agit du Printemps Arabe qui n'a pas seulement mis fin à des régimes autoritaires, mais a également clôturé une période de Partenariat euro-méditerranéen marquée par d'énormes décalages et par différents blocages.

Cet espoir s'est vite transformé en cauchemar dans certains pays du Sud de la Méditerranée qui se sont trouvés engouffrés dans des guerres civiles entre les rebelles et les régimes refusant de céder.

Si certains pays ont connu une réussite relative dans le chemin de la transition démocratique souhaitée, d'autres sont tombés dans le grand piège de déstabilisation et ont connu un accroissement des réseaux terroristes et criminels qui ont transformé ces pays en véritables espaces de guerres et de conflits.

Le rêve arabe s'est transformé de ce fait en drame et l'espoir s'est métamorphosé en déboire. Ceci a vidé les différents Partenariats euro-méditerranéens de leur sens et a rendu toute aspiration à la coopération et au rapprochement entre les deux rives comme un luxe reporté à une échéance ultérieure non-définie et non programmée.

Il est inutile de pleurer les régimes déchus qui ont contrôlé les pays du Sud de la Méditerranée pendant des décennies avec des mains de fer, car ils ont été à l'origine de la situation actuelle.

La dictature malgré son caractère stable, ne fait que cacher en réalité les misères et ne fait que reporter l'explosion qui ne tarde pas à se produire, malgré les différents calmants et malgré les différentes propagandes prêchant le faux et vantant le rêve.

L'Europe qui semble avoir raté le rendez-vous par le passé pour accompagner les pays Sud-méditerranéens dans le chemin de démocratisation est appelée aujourd'hui plus que jamais à se rattraper et à édifier de nouveaux partenariats plus crédibles et plus efficaces.

A travers tout ce qui précède, nous avons conclu que les Partenariats Euro-méditerranéens ont connu certainement quelques réussites à ne pas négliger comme les aides financières octroyées aux pays du Sud pour mettre en œuvre des programmes bénéfiques et utiles; Ainsi que l'établissement de liens juridiques matérialisés par les Accords d'association, les plans d'actions et les statuts avancés.

Ces différentes réussites ont conduit à la réalisation de plusieurs programmes de coopération qui ont été couronnés par le rapprochement entre les différents acteurs euro-méditerranéens.

Malgré ces réussites limitées, l'échec reste un élément qui cache les succès et les bienfaits de ces Partenariats euro-méditerranéens, car l'Europe et ses Partenaires n'ont pas œuvré réellement pour éradiquer les vrais raisons de blocage et n'ont pas agi ensemble pour mettre les deux rives de la Méditerranée sur le même sentier de croissance et de développement.

De ce fait, nous adhérons complètement à la troisième hypothèse que nous avons avancée, car tout en reconnaissant les réussites marquées dans les partenariats existants, nous regrettons la prédominance des germes d'échec qui empêchent visiblement la réussite globale de ces Partenariats.

Par contre, nous n'adhérons pas à la deuxième hypothèse et nous ne partageons pas le point de vue des courants négatifs qui prétendent que l'ensemble des Partenariats entre les deux rives ont été marqué par des échecs à tous les niveaux, car nous avons énuméré dans le cadre de ce travail de recherche plusieurs réussites et plusieurs succès dans certains aspects des Partenariats euro-méditerranéens.

Cependant, pour atteindre une réussite globale des Partenariats Euromed comme nous l'avons supposé dans le cadre de la première hypothèse, il est nécessaire de procéder tout d'abord au règlement des conflits les plus pesants, particulièrement les conflits au Proche-Orient, aux Balkans et au Maghreb.

Au niveau économique, il est indispensable de procéder à la diminution des décalages socio-économiques entre les deux rives par le biais de la coopération, en se basant sur les Investissements Directs Européens qui peuvent donner un nouveau souffle pour le décollage économique de la rive Sud-méditerranéenne, tout en prenant en considération les différences structurelles et historiques en Méditerranée.

Au volet humain, il est nécessaire de procéder au règlement des problèmes migratoires par une approche globale et humanitaire, car la stabilité de la rive Sud a un impact direct sur la stabilité de l'Europe et sur la sécurité mondiale en général.

Les parties méditerranéennes sont invitées à explorer la richesse culturelle de la Méditerranée qui peut être la source d'évolution de l'ensemble des pays méditerranéens et peut être également le catalyseur commun de tous les Partenariats futurs.

Enfin, l'Europe et ses voisins Méditerranéens sont conviés à collaborer ensemble pour édifier de nouveaux Partenariats susceptibles d'arrêter les conflits et les différends et ce, dans l'objectif de réduire les décalages existants et pour assurer la paix et la croissance dans cette zone de paradoxes et de différences.

Liste des sigles et des abréviations

• UE	Union européenne
• UpM	Union pour la Méditerranée
• CECA	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
• CEE	Communautés Économiques Européennes
• CE	Communauté Européenne
• IDE	Investissements Directs Étrangers
• IDE	Investissements Directs Européens
• URSS	Union des Républiques Socialistes et Soviétiques
• PECO	Pays d'Europe Centrale et Orientale
• EUROMED	Euro-méditerranéen
• UNFP	Union Nationale des Forces Populaires
• UMT	Union Marocaine du Travail
• PSU	Parti Socialiste Unifié
• PADS	Parti de l'Avant-garde Démocratique et Socialiste
• APCE	Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe
• PJD	Parti de la Justice et du Développement
• RNI	Rassemblement National des Indépendants
• FLN	Front de Libération National
• FIS	Front Islamique du Salut

- CNT — Conseil National Transitoire
- ONU — Organisation des Nations Unies
- OTAN — Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
- CNR — Conseil National de la Révolution
- ONG — Organisation Non Gouvernementale
- OMC — Organisation Mondiale du Commerce
- PIB — Produit Intérieur Brut
- OPEP — Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
- BCE — Banque Centrale européenne
- PAC — Politique Agricole Commune
- CDG — Caisse de dépôt et de gestion
- CERN — Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire
- FSE — Fonds Social Européen
- FEM — Fonds Européen d'Ajustement à la Mondialisation
- PMI — Programmes Méditerranéens Intégrés
- UEM — Union Économique Et Monétaire
- MLP — Parti Travailliste Maltais
- FMI — Fonds Monétaire International
- BM — Banque Mondiale
- OIC — Organisation Internationale du Commerce
- MRD — Mécanisme de Règlement des Différends

- OLP — Organisation de Libéralisation de la Palestine
- PDP — Parti Démocratique Progressiste
- PDM — Pôle Démocratique Moderniste
- PLJ — Parti de la Liberté et de la Justice
- CSFA — Conseil Suprême des Forces Armées de l'Égypte
- AFN — Alliance des Forces Nationales
- PJC — Parti de la Justice et de la Construction
- FNL — Front National Libyen
- CNCD — Coordination Nationale pour le Changement et la Démocratie
- RND — Rassemblement National Démocratique
- RFA — République Fédérale d'Allemagne
- ZLE — Zone de Libre-échange
- IEVP — Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat
- PEV — Politique Européenne de Voisinage
- AA — Accord d'association
- APC — Accord de Partenariat et de Coopération
- AP-UPM — Assemblée Parlementaire de l'Union pour la Méditerranée
- CETMO — Centre d'Études des Transports pour la Méditerranée Occidentale
- ATU — Unité Technique de l'Accord d'Agadir

- PECO Pays d'Europe Centrale et Orientale
- ANE/AL Acteurs Non Etatiques et les Autorités Locales dans le Développement
- IEDDH Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme
- GPRA Gouvernement Provisoire de la République Algérienne
- OUA Organisation de l'Unité Africaine
- MINURSO Mission des Nations Unies pour l'Organisation d'un Référendum au Sahara Occidental
- UMA Union du Maghreb Arabe
- PTM Pays Tiers Méditerranéens

Liste des mots et sigles en langues étrangères

• Mare Nostrum	Notre Mer
• Istiqlal	Parti de l'indépendance
• Annahj Addimoqrati	Voie Démocratique
• Al-Adl Wa Lihssane	Justice et Bienfaisance
• Jamaa	Groupement
• Destour	Constitution
• Annahda	Renaissance
• Kataeb	Milices
• Hezbollah	Parti de Dieu
• Amal	Espoir
• Jamahiriyya	République populiste
• Baas	Résurrection
• Tahrir	Libération
• Tamaroud	Désobéissance
• Hamas	Enthousiasme
• Fatah	Ouverture
• Nakba	Calamité
• Knesset	Grande Assemblée
• Cumhuriyet Halk Partisi	Parti Républicain du Peuple
• Refah Partisi	Parti du Bien-être
• GATT	Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce

- ITER — Projet International Réacteur Thermonucléaire Expérimental International
- Geôgraphiká — Géographie
- Balkanhalbinsel — Péninsule des Balkans
- Ettakatol — Rassemblement
- Kifaia — Ça suffit
- Al-Nour — Lumière
- TAIEX — Technical Assistance and Information Exchange Instrument
- Reconquista — Reconquête
- Peñones — Rochers
- AKP — Parti pour la Justice et le Développement (Turquie)
- UNRWA — Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
- Euronest — Assemblée Parlementaire UE/voisinage (Partenaires orientaux).

Bibliographie

Déclarations et Communications

- «***Déclaration de Barcelone et partenariat euro-méditerranéen***» **Barcelone, les 27 et 28 novembre 1995.**

- «***Communication de la Commission européenne concernant la Politique Européenne de Voisinage, Document d'orientation***» Bruxelles, le 12 mai 2004.

- «***Sommet de l'Union pour la Méditerranée- Déclaration commune***» Paris, le 13 juillet 2008.

- «**Déclaration de Tunis- Premier sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays du bassin occidental de la méditerranée- Dialogue 5+5**» Tunis, les 5 et 6 décembre 2003.

- «**Déclaration de Malte- Deuxième Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement des États Membres du Dialogue 5+5 (Méditerranée Occidentale)** » La Valette, les 5 et 6 octobre 2012.

- «***Déclaration du Statut Avancé Maroc-UE*** » Luxembourg, le 13 octobre 2008.

- «***Déclaration Universelle sur la Démocratie***» Le Caire, le 16 septembre 1997.

- «***Déclaration du G8 sur les Printemps arabes***» Deauville, les 26 et 27 mai 2011.

- «***Une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation (Examen de la politique européenne de Voisinage)***» Communication conjointe de la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et de la Commission européenne, Bruxelles, le 25 mai 2011.

- «***La politique européenne de voisinage en 2012: Maintien de***

l'engagement en faveur d'une coopération renforcée avec les pays voisins en dépit de l'instabilité politique et économique » Communiqué de presse de la Commission européenne, Bruxelles, le 20 mars 2013.

Accords et traités internationaux

- «**Accord Instituant l'Organisation Mondiale du Commerce**» Marrakech, le 15 avril 1994.
- «**Accord d'Agadir**» Agadir, le 25 février 2004.
- «**Traité Instituant l'Union du Maghreb Arabe**» Marrakech, le 17 février 1989.
- «***Les différents Accords euro-méditerranéens d'association***».
- «***Les différents Traités européens***».

Ouvrages

- A. KHATIBI «***Alternance et les partis politiques au Maroc***» Eddif 1999.
- B. GUIGUE «***Aux origines du conflit israélo-arabe : l'invisible remords de l'Occident»*** L'HARMATTAN, 2002.
- B. KHADER « ***Monde arabe en développement*** » SYCOMORE, Paris, 1981.
- B.KHADER « ***Le Partenariat euro-méditerranéen, après la conférence de Barcelone*** » L'Harmattan, 1997.
- B. KHADER «***Le partenariat euro-méditerranéen vu du Sud***» L'Harmattan, 2001.
- B. ROUGIER et F. CHARILLON « ***Afrique du Nord Moyen-Orient*** » édition 2007-2008.
- C. ENDERLIN « ***Paix ou guerres : les secrets des***

négociations israélo-arabes 1917-1995» FAYARD, 2004.

- C. PALAZZOLI «***Le Maroc Politique***» Paris Sindbad, 1974.
- D. KITSIKIS «***L'Empire ottoman***» Presses universitaires de France, 3e éd, 1994.
- D. THOMAS «***Crises politiques en Palestine 1997-2007***» MICHALON, 2007.
- É. FONTAN et H. LE MEAUX «**La Méditerranée des Phéniciens**» Somogy, 2007.
- F. LEBRUN et J. CARPENTIER « ***Histoire de la Méditerranée*** » Seuil, 2001.
- J. NORWICH « ***Histoire de la Méditerranée*** » Perrin, 2006.
- J-P CHAGNOLLAUD «***Quelques idées simples sur l'Orient compliqué***» ELLIPSES, 2008.
- J-Y BOURSIER « ***D'une guerre à l'autre en Méditerranée. D'un possible à l'autre ?*** » Les Cahiers de la Méditerranée.
- H. BOZARSLAN «***Histoire de la Turquie contemporaine***» La Découverte, (2e éd.) 2007.
- H. LAURENS «**L'Orient Arabe**» Armand Collin, 2002.
- H. LAURENS «***La guerre froide en Méditerranée***» Open Edition, le 01 juillet 2010.
- G. BENHAYOUN, M. CATIN, H.REGNAULT « ***L'Europe et la Méditerranée : intégration économique et libre échange*** » L'Harmattan, 1997.
- N. ACHCAR «***Gilbert La poudrière du Moyen-Orient-CHOMSKY***» FAYARD, 2007.
- N. MAAMARI «***Communautés religieuses et système politique au Liban***», Université Saint Joseph, Beyrouth.

- M. BAZIN « ***Disparités et déséquilibres régionaux*** » in P. Dumont & F. Georgeon dir, La Turquie au seuil de l'Europe, L'Harmattan,1991.

- M. BAZIN «***La Turquie entre trois mondes***» L'Harmattan, Paris, 1998.

- M-D PHILIPPE «***A l'âge de la lumière dialogues avec la pensée des hommes***» Ad Solem, Avril 2006.

- M-T BITSCH «***Histoire de la construction européenne, de 1945 à nos jours***» Editions Complexe, 2004.

- M. WARSCHAWSKI «***Destins croisés : Israéliens - Palestiniens, l'histoire en partage***» RIVENEUVE, Avril 2009.

- M. ZAATER «***L'Algérie, de la guerre à la guerre (1962-2003)*** » L'Harmattan, 2003.

- P. BONIFACE et Michel MASO «***Les perspectives de paix au Proche-Orient***» DALLOZ; IRIS, Septembre 2006.

- P. KAUFFMAN, B.YVARS «***Intégration européenne et régionalisme dans les pays en développement***» L'Harmattan, 2004.

- S. SCHIRMANN «***Quel ordre européen? De Versailles à la chute du III° Reich***» A. Colin, 2006.

- Y. LACOSTES « ***Géopolitiques de la Méditerranée***» Armand Colin, 2007.

Recherches, analyses et études

- A. CHEVALLIER, I. BENSIDOUN « ***Europe-Méditerranée : le pari de l'ouverture***» Economica, 1996.

- A. EL KHISSASSI «***L'Union pour la Méditerranée (UPM) de l'idée à la naissance***» Centre Marocain d'Etudes Stratégiques», Mai 2010.

- B. DUTERNE et A. LEROY «***Etat des résistances dans le Sud : Monde arabe***» Alternatives Sud, vol. 16, 2009.

- B. KUJIRAKWINJA KALINDA «***Le partenariat euro-méditerranéen : Entre libre-échange, aide au développement et stratégies de lutte contre l'immigration*** » Université de Liège, Master complémentaire en analyse interdisciplinaire de la construction européenne, 2008.

- B. YINANÇ «***Manifestations à Istanbul : que représente la place Taksim ?***» Courrier international, le 05 juin 2013.

- C. ZORGBIBE «***La question méditerranéenne sous la guerre froide***» Académie de Géopolitique de Paris,2008.

- D. SCHMID «***Du Processus de Barcelone à l'Union pour la Méditerrané un changement de nom ou de fond?***» Questions internationales, n° 36- mars-avril 2009.

- F. NKUNDABAGENZI, C. PAILHE et V. PECLOW « ***L'Union européenne et la prévention des conflits- concepts et instruments d'un nouvel acteur*** » Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP).

- J.BOURRINET « ***La Méditerranée : espace de coopération?*** » Economica, 1994.

- P. BLANC «***Une guerre froide en Méditerranée orientale?***» Confluences Méditerranée, N° 40, 2001/2002.

- P. BLANC « ***Egypte : L'éclipse***» Confluences en Méditerranée, n° 75, automne 2010.

- S.ABIS «***Entre unité et diversité : la Méditerranée plurielle***» FMES, 2004.

- S. ABIS « ***La France et la Méditerranée*** » Confluences Méditerranée, 2007.

- S. FONT SALAS « ***Coopération économique régionale euro-***

méditerranéenne : convergence des régulations» Bulletin méditerranéen de concurrence, N° 3, Octobre 2011.

- S. JAFFRIN, B.DE SAINT LAURENT «***Les investissements directs étrangers (IDE) dans la région MEDA en 2004***» UE, Réseau euro-méditerranéen de promotion des Investissements, 2005.

- S. VANER «***Turquie : la nouvelle donne»*** La Documentation française (Problèmes politiques et sociaux, no 757, 1995.

- F. DE LA SERRE « ***Elargissement et différenciation de la coopération renforcée à l'avant-garde?*** » Cahiers français, n°298, 2000.

- O. DOLLFUS «***La Mondialisation***» Presses de sciences po Paris, 1997.

Articles des journaux et magazines

- A. MESSARRA « ***Les partis politiques au Liban: une expérience arabe pionnière et en déclin***» Revue du monde musulman et de la Méditerranée, Volume 81-Numéro 81-82, 1996.

- B. ROGER «***Maroc: crise gouvernementale, quelle solution pour le PJD?***» Jeune Afrique, le 12 juillet 2013.

- C. GOUËSET «***Les grandes étapes du Printemps arabe***» L'Express, le 25 mars 2011.

- F. JDILY« ***Régionalisation avancée, un nouvel élan***» L'observateur, le 18 mars 2011.

- G. ESCRIBANO « ***Début d'une grande politique méditerranéenne*** » Courrier de la Planète, n°49, 1999.

- M. RAIS « ***Maroc : le Royaume au bord de la crise politique*** » Le Journal International, le 17 juillet 2013.

- M.VAUZELLE « ***L'échec de l'Union pour la Méditerranée***

peut servir à inventer d'autres coopérations» Le Monde, le 08 avril 2011.

- O. KITANI «***Les révoltes en Algérie : un signe avant-coureur du futur des luttes sociales***» Inprecor, Janvier 2011.
- P.M.CHATELUS « ***Le partenariat euro-méditerranéen : un projet régional en quête de cohérence*** » Monde arabe Maghreb-Machrek, hors série, 1997.
- T. OBERLE «***Mohammed VI réforme son Royaume***» Le Figaro, le 17 juin 2011.
- Z. DAOUD « ***L'alternance à l'épreuve des faits*** » Le Monde Diplomatique, Avril 1999.

Colloques et conférences

- «***Euro-Méditerranée 1995-1999 : Premier bilan du partenariat***» La Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, 1999.
- «***La formation de l'identité politique islamique et les origines de la laïcité modérée dans la Turquie contemporaine***» Actes du colloque Nantes-Galatasaray, le 03 juin 2010.
- «***L'orient arabe dans la guerre froide***» Colloques du Collège de la France, Académie diplomatique internationale, le 29 mai 2010.
- «***Les échanges euro-méditerranéens, la grande zone arabe de libre échange et les perspectives d'intégration sud-sud en Méditerranée***» seconde conférence de la FEMISE, Marseille, 2001.

Sites Internet

- C. ZORGBIBE «***La question méditerranéenne sous la guerre froide***» strategicsinternational.com, Novembre 2008.

- K. DAOUD «***Secrets d'endurance des dictatures arabes***» slateAfrique.com, le 10 juin 2011.
- N. AKRIMI «***Le Partenariat euro-méditerranéen : Une logique de développement régional dans une perspective globale?*** » fscpo.unict.it.
- S. SCHATTEN «***La fin de l'économie dirigée***» bakchich.info, le 14 octobre 2011.
- S. A. RICO «***Les révolutions arabes et la politique des blocs***» rebelion.org.
- « ***France diplomatie : les relations entre la Libye et l'UE*** » diplomatie.gouv.fr.
- « ***Bilan de la politique européenne de voisinage***» europa.eu.
- «***Les principes du processus de Barcelone***» exporter.gouv.fr.
- «***Les dictateurs du Monde arabe : Cinq-Présidents totalisent 139 ans de pouvoir»*** reflexiondz.net, le 16 février 2011.
- «***Droits de l'Homme et perspectives de changements dans le monde arabe***» afdbelgium.org, consulté, le 21 mars 2011.
- «***Les droits de l'Homme aujourd'hui***» vie-publique.fr, le 23 mars 2011.
- «***Droits de l'Homme en Europe***» europa.eu.
- «***Droits de l'Homme à l'extérieur de l'Union européenne***» europa.eu.
- «***Action de l'Union européenne***» droits de l'Homme, europa.eu.
- « ***Les Etats Unis et la construction du bloc occidental***» referate10.com.

- «***L'histoire contemporaine du Maroc***» maroc.ma.

D'autres sources

- «***L'appartenance au Conseil de l'Europe et l'admission de nouveaux membres***» Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE).

- «***L'Europe en chiffres, Annuaire Eurostat***» Commission européenne, Luxembourg, Office des publications officielles des communautés européennes.

- «***MEDSTAT statistiques euro-méditerranéennes***» Commission européenne, Office des publications officielles des communautés européennes, Luxembourg, 2005.

- «***Le partenariat euro-méditerranéen, la dynamique de l'intégration régionale***» Commission générale du plan, la documentation française, Paris, 2000.



Buy your books fast and straightforward online - at one of the world's fastest growing online book stores! Environmentally sound due to Print-on-Demand technologies.

Buy your books online at

www.get-morebooks.com

Achetez vos livres en ligne, vite et bien, sur l'une des librairies en ligne les plus performantes au monde!
En protégeant nos ressources et notre environnement grâce à l'impression à la demande.

La librairie en ligne pour acheter plus vite

www.morebooks.fr

OmniScriptum Marketing DEU GmbH
Heinrich-Böcking-Str. 6-8
D - 66121 Saarbrücken
Telefax: +49 681 93 81 567-9

info@omniscriptum.com
www.omniscriptum.com

OMNIScriptum